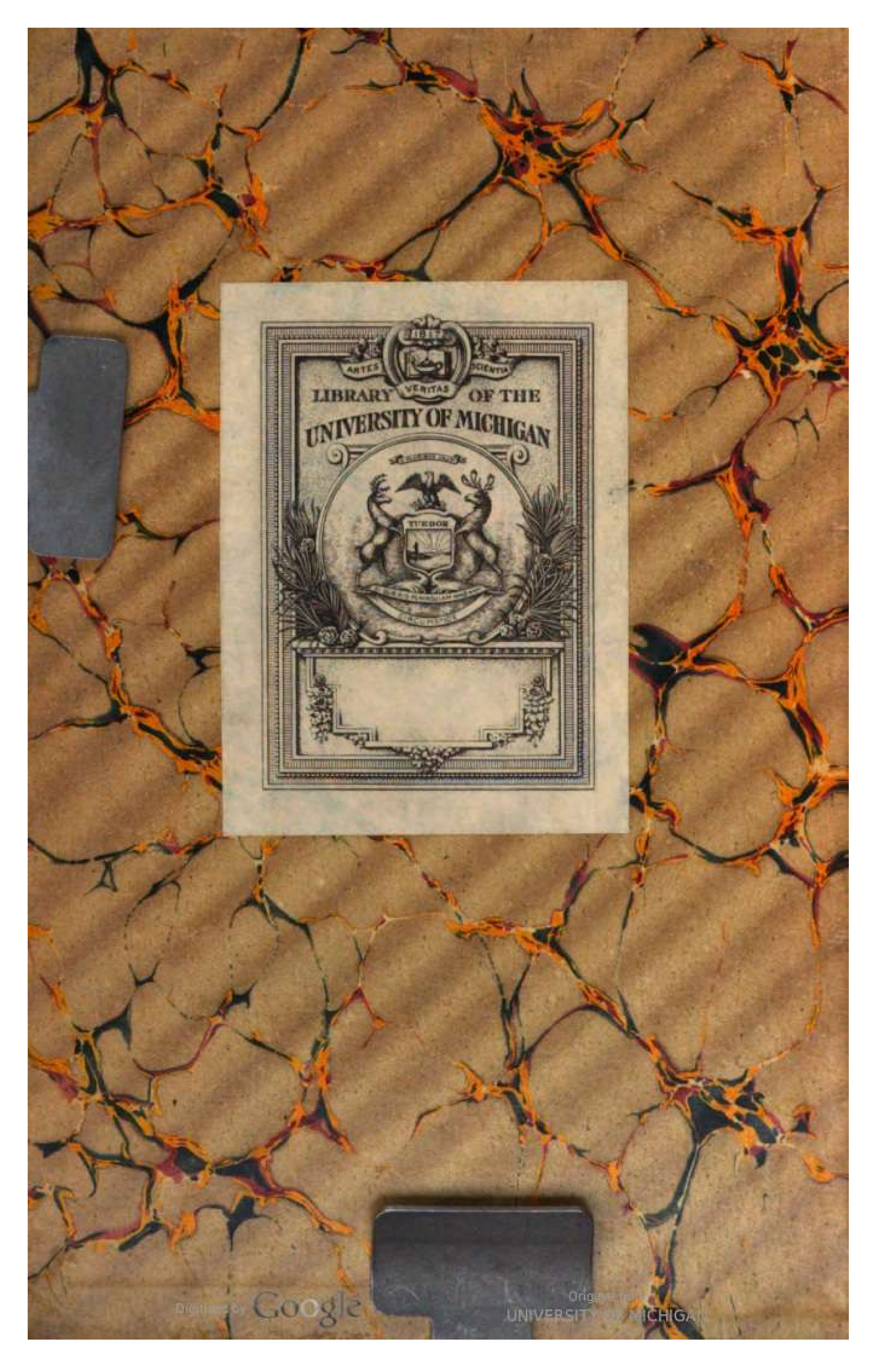



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR



à Pierre Bergat, mon beau-frère
affectueux souvenir
E. Charvériat

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET C[ie], 8, RUE GARANCIÈRE.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

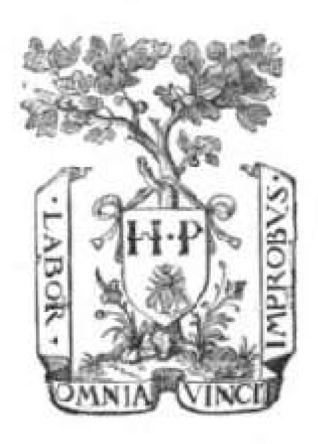
1618-1648

PAR

E. CHARVÉRIAT

TOME PREMIER

PÉRIODE PALATINE ET PÉRIODE DANOISE (1618-1630)



PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1878

AVANT-PROPOS

Pourquoi y a-t-il des guerres? Sont-elles des fléaux ou des remèdes? Quelle part y a notre nature? Quel rôle y jouent la liberté, la religion, les mœurs, l'éducation, les traditions, les climats, le sol, les besoins physiques et moraux des peuples? Quelle influence y exercent les souverains, les généraux et les hommes d'État? Celui qui, sans commettre d'erreurs, répondrait à ces questions, connaîtrait l'humanité mieux qu'on ne l'a connue jusqu'à ce jour. Le but de cet ouvrage n'est pas de les résoudre. Jamais ces divers problèmes ne se sont posés en plus grand nombre que pendant la guerre qui a reçu, à cause de sa durée, le nom de guerre de Trente ans; mais il a fallu se borner : ce livre est un recueil d'événements, et non une philosophie de l'histoire.

Le cadre, ainsi restreint, offre encore une telle étendue que peu d'historiens ont tenté de le remplir. Nul ne peut d'ailleurs se flatter de composer sur n'importe quelle période un ouvrage définitif. L'histoire n'est plus seulement un art : elle est devenue une science, et le caractère distinctif de toute science humaine est de varier à chaque instant, tout en progressant de plus en plus, il faut l'espérer, dans la connais-

sance de la vérité. Le point de vue change aussi à chaque siècle, et, dans une même génération, il se modifie encore suivant les idées des divers groupes d'hommes. A l'époque de la guerre de Trente ans, les protestants ne pensaient pas comme les catholiques; l'Allemagne du Nord comme l'Allemagne du Midi; l'Autriche comme la France, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la Hollande ou la Suède; et la diversité des intérêts ne faisait qu'accroître encore les complications résultant des querelles religieuses.

Au milieu de ce vaste conflit, l'auteur n'a recherché que le vrai, et il a essayé de le faire connaître. On verra par les notes nombreuses, placées au bas des pages, à quelles sources il a puisé; et les lecteurs qui voudraient contrôler son récit, ou recourir aux sources originales, y trouveront sans doute des indications suffisantes. Les travaux de Ranke, de Gindely, d'Opel, d'Hurter, de Schreiber, lui ont surtout servi pour la période palatine et pour la période danoise; ceux de Gfrörer et de G. Droysen, pour la période suédoise; ceux de Koch, de Barthold, du père Bougeant, et les mémoires, pour la période française. Le *Mercure français*, et l'histoire de Louis XIII par Levassor, sont des mines précieuses pour les quatre périodes. Les biographies de Tilly par Onno Klopp, de Wallenstein par Ranke, de Tilly et de Mansfeld par Villermont, de Bernard de Weimar par Röse, de Guébriant par Le Laboureur, de Turenne par Ramsay, fournissent des renseignements précieux. Enfin l'ouvrage de Pufendorf sur les guerres suédoises [1], de Mauvillon sur Gustave-Adolphe, le *Soldat suédois* de Spanheim, les collections connues sous les noms d'*Acta publica* de Londorp, de *Theatrum Europœum* d'Abelin, le *Corps diplomatique* de Dumont, l'ouvrage de Pfeffel sur l'histoire et le droit public

[1] *Commentariorum de rebus Suecicis libri.*

d'Allemagne, peuvent être compulsés avec fruit. Ceux qui désireraient encore d'autres indications de sources ou d'ouvrages relatifs à la guerre de Trente ans n'auront qu'à consulter les appendices de Ranke, de Röse, de Barthold, et surtout les sources de l'histoire allemande par Dahlmann et Waitz, principalement pages 186 à 199[1]. Les sources françaises, trop peu abondantes jusqu'à ce jour malgré le *Mercure* et les collections de mémoires, malgré les correspondances de Richelieu et de Mazarin, pourraient être singulièrement accrues par la publication de nos archives diplomatiques et militaires. Mais il faudrait pour cela instituer des colléges d'historiographes auprès de chacun de nos dépôts.

On ne s'étonnera pas de la place importante qu'occupent les batailles dans ce récit. Il ne pouvait en être autrement pour l'histoire d'une guerre où ont figuré des généraux aussi célèbres que Tilly, Wallenstein, Mercy, Guébriant, Turenne, Condé, Spinola, Gustave-Adolphe, Horn, Baner, Torstenson, Wrangel, Bernard de Weimar. On pourra, par l'exposé des diètes, se faire une idée de la constitution de l'empire d'Allemagne, et des questions si nombreuses et si complexes qui s'y débattaient. Dans les négociations, on verra figurer les empereurs Ferdinand II et Ferdinand III, Maximilien de Bavière, Trauttmansdorff, Richelieu, Mazarin, Charnacé, d'Avaux, Oxenstierna. On trouvera enfin un aperçu des causes de la guerre dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage, qui résument les principaux événements accomplis depuis la paix d'Augsbourg jusqu'à la défénestration de Prague, et un tableau de ses résultats dans le dernier chapitre, qui traite de

[1] *F. C. Dahlmann's Quellenkunde der deutschen Geschichte. Quellen und Bearbeitungen der deutschen Geschichte neu zusammengestellt von G. Waitz.* Göttingen.



la paix de Westphalie. Peut-être les réflexions paraîtront-elles trop rares; mais les faits racontés sont assez nombreux et assez détaillés pour pouvoir servir de base aux jugements du lecteur. Quant à l'intérêt qu'offre de nos jours l'histoire de la guerre de Trente ans, il semble qu'il ne fait que s'accroître, en présence des guerres qui ont bouleversé et menacent encore de bouleverser l'Europe, en présence surtout des changements profonds que viennent de subir les pays qui formaient l'empire d'Allemagne au dix-septième siècle [1].

[1] La langue employée pour les renvois aux sources indique la langue dans laquelle ces sources sont écrites et doivent être consultées. Trois tables ont été ajoutées à l'ouvrage pour faciliter les recherches, et les dates les moins importantes sont mises entre parenthèses, afin qu'on puisse les négliger à la lecture.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

LIVRE PREMIER

PÉRIODE PALATINE

1618-1623

CHAPITRE PREMIER

LA PAIX D'AUGSBOURG ET LES ORIGINES DE LA GUERRE DE TRENTE ANS.

1555-1618.

Paix d'Augsbourg. — L'Empire d'Allemagne. — Résultats politiques de la Réforme. — Diète d'Augsbourg (5 février 1555). Paix perpétuelle. Exclusion des calvinistes. Biens ecclésiastiques, juridiction. Liberté de conscience accordée aux souverains. Réserve ecclésiastique. Déclaration de Ferdinand Ier relative à la liberté des villes et des nobles, sujets des souverains ecclésiastiques. Chambre impériale, serment. Mise au ban.

Progrès du protestantisme en Allemagne. Concessions des princes catholiques. Divisions entre les protestants, changements de religion.

Réforme catholique. Concile de Trente. Les jésuites (1540), leur introduction en Allemagne (1551), leur influence sur l'éducation. Chevalerie (petite noblesse). Princes catholiques. Albert V, de Bavière.

Ferdinand Ier (1556-1564).

Maximilien II (1564-1576), son caractère. — Les Ottomans. Guerre avec Soliman (1566). — Concessions aux protestants. — Conduite de l'Empereur à l'égard de Philippe II. — Question de la réserve ecclésiastique. — Administrateurs. Indults. — *Diète électorale de Ratis-*



bonne (1575). Rodolphe élu roi des Romains. Question de la déclaration de Ferdinand Ier. L'électeur Auguste de Saxe ne soutient pas les protestants. — *Diète impériale de Ratisbonne* (1576). Question de la déclaration de Ferdinand Ier. Le légat cardinal Morone. Subsides.

Rodolphe II (1576-1612). — *Diète d'Augsbourg* (1582). Question de la présidence du collége des princes. — *Affaire d'Aix-la-Chapelle.* Opposition des villes. Le catholicisme supprimé, puis rétabli (1574-1605). *Affaires de Cologne et de Strasbourg.* — Gebhard Truchsess, archevêque électeur de Cologne, embrasse le protestantisme et se marie (1583); il est déposé, et le duc Ernest de Bavière est élu à sa place. Truchsess meurt à Strasbourg (1601). — Discussions entre les chanoines catholiques et protestants de Strasbourg; les catholiques l'emportent.

Progrès du catholicisme. — *L'archiduc Ferdinand de Styrie* rétablit le catholicisme dans ses États. — *Maximilien Ier, duc de Bavière.* Son caractère, son gouvernement. Il rétablit le catholicisme dans ses États. Colloque de Ratisbonne (1602). — *Diète de Ratisbonne* (1594). Les administrateurs ont-ils le droit de siéger à la diète? — *Diète de Ratisbonne* (1597). Les administrateurs sont exclus des diètes. Droits de la majorité en matière d'impôts et de religion. Chambre de justice. *Diète de Ratisbonne* (1603).

Affaire de Donauwerth (1606-1607). Maximilien de Bavière rétablit le catholicisme à Donauwerth. — *Diète de Ratisbonne* (1608). Question de la réserve ecclésiastique.

L'Union protestante est fondée à Ahausen (12 mai 1608), et la *Sainte Ligue catholique* à Munich (10 juillet 1609).

Affaire de Juliers. — Le duc de Juliers meurt (25 mars 1609). Rodolphe II met ses États sous séquestre. Henri IV se prépare à soutenir les héritiers protestants du duc de Juliers et l'Union. — La Ligue s'organise. — La mort de Henri IV retarde la guerre (1610). — Suite de l'affaire de Juliers. — Khlésel, ministre de Mathias, lutte contre l'influence de la Bavière. — Mathias dissout la Ligue et l'Union (3 avril 1617); il n'est pas obéi.

Quand les invasions des barbares et la ruine de l'Empire romain eurent laissé l'Europe dans l'anarchie, l'Église, seule institution demeurée debout, y maintint un certain ordre, y établit, sur les ruines de la civilisation romaine, une civilisation nouvelle, et, grâce à l'unité de sa doctrine et de sa hiérarchie, constitua cet assemblage de peuples qui, professant une même foi, reçut, à cause de ce caractère distinctif, le nom de chrétienté.

Malgré ce principe d'unité, l'anarchie dura plusieurs siècles, et elle aurait duré plus longtemps encore, si l'Europe n'eût été menacée, à l'est par le paganisme, au sud par l'islamisme. Se voyant attaquée, elle se concentra pour faire face au danger, et il se trouva, pour se mettre à sa tête, une famille douée de force et de génie. La civilisation chrétienne allait être étouffée entre les

Saxons et les Arabes, quand les victoires de Charles Martel la sauvèrent. Charles Martel avait arrêté l'ennemi : Charlemagne le fit reculer, et, par ses conquêtes en Saxe et en Espagne, agrandit à la fois son domaine et celui de l'Église.

L'empire de Charlemagne avait été établi pour résister aux invasions. Lorsque le danger s'affaiblit, l'unité de l'Empire disparut. Les deux races, romane et germanique, un instant unies, se séparèrent. Les affinités de mœurs, de langues, les situations géographiques établirent de nouveaux rapports. L'Empire se partagea en deux. La race romane suivit ses destinées en Espagne, en France, en Italie; la race germanique garda, avec la couronne impériale, les deux tiers environ de l'empire de Charlemagne[1].

Tracer exactement les limites de l'Empire germanique serait impossible, tant elles ont varié. Il a renfermé, en général, tous les pays parlant l'allemand proprement dit, c'est-à-dire presque la totalité des bassins du Rhin, du Weser, de l'Elbe, la moitié de celui de l'Oder, le haut bassin du Danube jusqu'à Presbourg; mais au seizième et au dix-septième siècle il comprit en outre, plus ou moins réellement, la Hollande, la Belgique, la Flandre, l'Artois, la Lorraine, la Franche-Comté, la Suisse. Il ne s'étendit pas aux pays slaves composant la couronne de Bohême, c'est-à-dire la Bohême proprement dite, la Lusace, la Silésie, la Moravie. La Hongrie ne lui appartint pas non plus; et la Pologne le limita suivant une ligne qu'on pourrait tirer de Danzig, sur la Baltique, à Cüstrin, au confluent de l'Oder et de la Wartha.

L'Empire allemand prétendait succéder à l'Empire romain d'Occident et exercer sa suzeraineté sur tous les princes chrétiens, spécialement sur ceux d'Espagne, de France et d'Angleterre[2]. Il avait des droits sur l'Italie, et Rome était sa capitale au moins nominale; aussi s'appela-t-il le Saint-Empire romain.

On y distingua d'abord quatre races ou nations principales: les Saxons, les Bavarois, les Franconiens et les Souabes; chaque nation avait un duc à sa tête; mais d'autres centres de gouvernement ne tardèrent pas à se former sous les noms les plus variés. Le

[1] Ranke, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation* (Berlin, 1852, 3e édit.), t. I, p. 13.

[2] Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 41.

pouvoir semble à l'origine y avoir été électif à tous les degrés de la hiérarchie féodale; mais l'élection fit bientôt place à l'hérédité. La coutume du partage égal entre les héritiers finit aussi par disparaître, dans l'intérêt des familles souveraines et des sujets. Les villes s'émancipèrent peu à peu, à mesure qu'elles s'enrichissaient par le commerce, et fondèrent diverses ligues pour maintenir leur indépendance. La petite noblesse ou chevalerie s'efforça de conserver ses droits. Enfin un ordre de moines militaires, fondé pour s'opposer aux invasions païennes, l'ordre teutonique, recruté parmi les nobles, compléta ce vaste ensemble dans lequel se sont développées toutes les formes du gouvernement [1].

La dignité impériale fut la seule qui, avec les souverainetés ecclésiastiques, demeura élective. Les empereurs eurent beau faire, ils ne purent obtenir l'hérédité que les ducs avaient de bonne heure conquise. Cette différence vint de ce que les ducs étaient seuls puissants sur leur territoire, et de ce que leurs voisins, ayant le même intérêt qu'eux, ne leur firent pas opposition. Les empereurs, au contraire, avaient un pouvoir unique; l'hérédité aurait trop élevé leurs familles au-dessus de celles des ducs. Ceux-ci voulaient bien conserver une dignité qui faisait de celui qui en était revêtu le suzerain suprême, de l'investiture duquel toute possession dépendait, et en même temps le souverain juge, source de toutes les juridictions [2]; mais, de peur qu'il ne devînt trop puissant, ils le nommèrent tantôt dans une famille, tantôt dans une autre. La faiblesse d'un candidat à l'Empire fut quelquefois une raison pour le nommer : il ne pouvait en effet rien refuser; et si quelques familles gardèrent la couronne impériale pendant plusieurs générations, aucune ne put la rendre héréditaire. Pendant qu'ils affaiblissaient ainsi la puissance impériale, les ducs et les principaux souverains de l'Allemagne accroissaient encore la leur, en s'arrogeant le droit d'élire seuls les empereurs, droit qui avait d'abord appartenu à toute la noblesse; la Bulle d'or (1356) confirma leur usurpation et fixa le nombre des électeurs à sept [3].

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 309.

[2] Lorsque Frédéric III, prince peu puissant, fut élu (1440), les électeurs et les villes s'empressèrent de lui faire confirmer leurs droits et privilèges (Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 40). Beaucoup prétendaient dépendre de l'Empire afin de ne dépendre en réalité de personne.

[3] Pfeffel, t. I, p. 178, 406, 522.

L'autorité impériale, déjà faible à cause de son caractère électif, était en outre limitée par les diètes. Il y eut plusieurs sortes de diètes : impériales, provinciales, circulaires, etc. Les diètes impériales représentaient toute l'Allemagne; l'Empereur ne pouvait, sans leur consentement, rédiger des lois, lever des impôts, faire la guerre ou la paix. Il en était d'ailleurs de même à tous les degrés: tous les souverains, ducs ou autres, voyaient leur pouvoir limité par des assemblées [1].

Le pouvoir impérial était encore restreint par celui des électeurs. Ceux-ci, en effet, n'avaient pas seulement le droit de nommer l'Empereur; ils formaient, en outre, une sorte de conseil, sans lequel il ne pouvait, par exemple, faire des alliances, mettre au ban de l'Empire, conférer le droit de battre monnaie.

Telle était, dans ses caractères généraux, la constitution de l'Empire; mais il s'en fallait que les droits qu'elle consacrait fussent toujours respectés. L'anarchie continuait à régner plus ou moins. On s'efforça d'améliorer la constitution, d'établir des lois générales et des tribunaux supérieurs dont les jugements devraient être exécutés contre les puissants comme contre les faibles; mais on échoua par suite de l'opposition des souverains. Afin d'établir quelque stabilité en créant des autorités territoriales, on divisa l'Empire en cercles qui formaient comme autant d'États distincts, groupant ensemble, sous un même pouvoir, tous les éléments de la hiérarchie féodale. Chaque cercle eut à sa tête un directeur qui présidait les diètes circulaires, et exécutait leurs décisions ainsi que celles de l'Empereur et des tribunaux de l'Empire [2]. Mais, comme le directeur était toujours le prince le plus puissant du cercle, s'il maintenait l'ordre parmi les autres petits souverains, il exerçait lui-même une autorité trop absolue.

La diète impériale se composait des trois colléges : électeurs, princes et villes.

[2] Pfeffel, t. II, p. 96, 175, 575, 581.

L'Empire fut partagé, en 1512, sous Maximilien Ier, en dix cercles :

Autriche,	Bas-Rhin,
Bavière,	Westphalie,
Souabe,	Haute-Saxe,
Franconie,	Basse-Saxe,
Haut-Rhin,	Bourgogne.

Cette division a duré jusqu'à la formation de la Confédération du Rhin, en 1806.



Pendant que presque tous les États de l'Europe arrivaient à l'unité, l'Allemagne n'y parvint pas. Les petites souverainetés y ont disparu; les ducs les ont absorbées peu à peu et ont fondé des États plus ou moins considérables; mais ces États n'ont pas été absorbés à leur tour dans une unité plus vaste, réunissant en un seul corps, sous le gouvernement de l'Empereur, toute la race allemande. Cela est venu de l'égalité des petits États qui; se faisant équilibre, ne permettaient pas que l'un d'eux s'élevât au-dessus des autres; cela est venu aussi de la faiblesse du gouvernement impérial électif, et de l'absence d'une ville plus importante que les autres qui eût joué le rôle de capitale et de centre.

L'autorité impériale a été encore restreinte par l'autorité papale. Une lutte s'engagea entre les deux pouvoirs, spirituel et temporel, longtemps unis et plus ou moins confondus. L'Empereur sembla d'abord l'emporter; la maison saxonne des Ottons s'empara même de la nomination des papes au dixième siècle. Mais les papes, Grégoire VII surtout, recouvrèrent leur indépendance sous la maison de Franconie, au onzième siècle; ils finirent même par l'emporter complétement sous la maison de Souabe ou de Hohenstaufen, au douzième et au treizième siècle, et par faire reconnaître leur droit de nommer les empereurs [1]. Ce pouvoir des papes assura en Allemagne le maintien des mœurs chrétiennes, mais il affaiblit le pouvoir impérial. La querelle des investitures n'a été qu'un épisode de la lutte entre les deux autorités.

Au commencement du seizième siècle, l'Allemagne formait un vaste empire fédératif, composé d'un grand nombre d'États pouvant se diviser en monarchies et en républiques. Les monarchies étaient de deux sortes : héréditaires ou électives. Les monarchies héréditaires, royaumes, duchés, landgraviats, margraviats, comtés, principautés, étaient gouvernées par des souverains laïques; les monarchies électives, archevêchés, évêchés, abbayes, par des souverains ecclésiastiques, issus de grandes familles nobles. Les villes impériales, véritables républiques, s'administraient elles-mêmes [2].

Au-dessus de tous ces États, les reliant entre eux, régnait l'Em-

[1] Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 31.

[2] On distingue quelquefois ces villes en villes libres impériales et villes impériales. Les villes libres impériales étaient celles dont la souveraineté



pereur, souverain électif, mais choisi en fait, depuis ~~trois~~ siècles, sauf quelques interruptions, dans le sein de la maison de Habsbourg [1]. De même que les évêques étaient nommés par les chapitres, l'Empereur l'était par le collége des électeurs, au nombre de sept, dont trois ecclésiastiques : les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves, et quatre laïques : le comte palatin, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg et le roi de Bohême [2]. L'Empire n'avait qu'une religion : le catholicisme.

L'Église, en Allemagne, ne put échapper à la corruption ; de graves abus se glissèrent parmi les possesseurs de biens ecclésiastiques [3]. La renaissance, en donnant aux études une impulsion nouvelle, amena, entre les humanistes et le clergé, une lutte qui aboutit à une séparation momentanée entre la science et la théologie; les abus furent dévoilés, exagérés; les esprits s'aigrirent; on parla de réformer la religion. Nombre de lettrés rejetèrent, sous ce prétexte, l'autorité de l'Église; plusieurs souverains la rejetèrent aussi, pour s'emparer des possessions territoriales des évêchés et des abbayes. Des évêques et des abbés embrassèrent, de leur côté, ce qu'on appelait la réforme, afin de se marier et de conserver, comme souverains héréditaires, des biens dont le gouvernement leur avait été confié à titre de souverains électifs et viagers.

La réforme de Luther ne brisa donc pas seulement l'unité

ou l'*immédiateté*, c'est-à-dire le droit de ne relever que de l'Empereur, était antérieure au treizième siècle; ces villes ne se distinguaient des villes impériales qu'en ce qu'elles avaient le pas sur elles. (Pfeffel, t. I, p. 406, 544; t. II, p. 50, 71.)

[1] *Maison de Habsbourg*, si l'on considère son origine qui remonte à Rodolphe Ier, comte de Habsbourg, en Alsace; ou *Maison d'Autriche*, du nom de sa principale possession, l'archiduché d'Autriche.

[2] ÉLECTEURS ECCLÉSIASTIQUES :

Archevêque électeur de Mayence, archichancelier de l'Empire.
— de Cologne, archichancelier du royaume d'Italie.
— de Trèves, archichancelier du royaume d'Arles ou de Bourgogne.

ÉLECTEURS LAÏQUES :

Électeur comte palatin, grand sénéchal ou grand écuyer.
Électeur duc de Saxe, grand maréchal.
Électeur margrave de Brandebourg, grand chambellan.
Électeur roi de Bohême, grand échanson.

Le nombre des électeurs avait été fixé à sept, par la Bulle d'or (1356), en l'honneur des sept chandeliers de l'Apocalypse (Pfeffel, t. I, p. 522, 523).

[3] Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 191 et suiv.

religieuse, elle bouleversa encore tous les intérêts politiques de l'Allemagne. Qu'un prince laïque devint protestant, il n'en résultait pas de changement dans la nature du gouvernement de ses États; le pouvoir continuait à s'y transmettre par voie d'hérédité. Il n'en était pas de même dans le cas où le souverain était un prince ecclésiastique. Le premier acte du nouveau converti étant presque toujours de se marier et de transformer son pouvoir électif en un pouvoir héréditaire, la constitution de ses États se trouvait profondément modifiée.

La constitution de l'Empire ne l'était pas moins, si le prince qui changeait de religion était un électeur. En effet, sur les quatre électeurs laïques, trois avaient embrassé le protestantisme : le comte palatin, le duc de Saxe et le margrave de Brandebourg; un seul, le roi de Bohême, membre de la maison d'Autriche, était demeuré catholique. Tant que les trois électeurs ecclésiastiques s'unissaient au roi de Bohême, la majorité continuait d'appartenir aux catholiques; mais si un seul d'entre eux embrassait la réforme, la majorité passait aux protestants; il en résultait qu'un prince protestant pouvait être élu empereur, et c'en était fait alors du Saint-Empire romain, car il était trop uni au catholicisme pour pouvoir subsister sans lui.

Les catholiques et les protestants d'Allemagne avaient longtemps conservé l'espoir de rétablir en même temps la paix et l'unité de la foi. Des conférences eurent lieu entre les principaux représentants des anciennes et des nouvelles doctrines; on réunit des diètes et un concile général, celui de Trente. Mais la libre interprétation de la Bible, qui, après avoir d'abord séparé les protestants des catholiques, ne tarda pas à les diviser entre eux; les richesses des évêques et des couvents, dont les princes s'étaient emparés ou qu'ils convoitaient; les luttes qui s'élevèrent entre la papauté et Charles-Quint, et s'opposèrent à l'union des forces de l'Église et de l'Empire; les guerres qui eurent lieu, soit en Allemagne, soit ailleurs, en France, en Italie; enfin les décisions du concile de Trente [1], qui, en fixant irrévocablement les dogmes contestés, rendirent une transaction désormais impossible, tous ces événements empêchèrent le retour à l'unité religieuse. La séparation entre le catholicisme et le protestantisme devint

[1] Le concile de Trente dura dix-huit ans, de 1545 à 1563.

définitive, et l'Allemagne se trouva partagée en deux camps : les États protestants, au nord, les États catholiques, au sud, placés, les premiers sous la direction de l'électeur de Saxe, les seconds sous celle de la maison impériale d'Autriche.

Cependant l'Allemagne, épuisée par les guerres de Charles-Quint, désirait la paix plus que jamais; on essaya de la rétablir, en laissant de côté les questions religieuses. Une diète fut réunie dans ce dessein à Augsbourg, le 5 février 1555[1], sous la présidence du roi des Romains[2], Ferdinand, à qui son frère, l'empereur Charles-Quint, pour n'avoir pas à céder lui-même, avait donné plein pouvoir.

Toutes les concessions faites aux protestants, tous les traités conclus jusqu'alors avaient été conditionnels; ils ne devaient être valables que provisoirement, et jusqu'à ce retour à l'unité de la foi qu'on avait si longtemps et si vainement cherché. La diète d'Augsbourg décida d'abord que la paix qu'elle allait établir serait définitive et perpétuelle, et que, quelles que pussent être les décisions du concile alors réuni à Trente, elle ne serait ni changée, ni ébranlée.

La paix n'était conclue qu'entre les catholiques et les protestants de la Confession d'Augsbourg; et comme les protestants persistaient à prendre le nom de catholiques, et que quelques-uns d'entre eux avaient déjà abandonné la Confession d'Augsbourg, on employa, pour désigner les catholiques, les termes de partisans de l'ancienne religion, et, pour désigner les protestants, ceux de partisans de la Confession, sans ajouter ni date, ni épithète à ce mot vague et général.

En tous cas, les calvinistes, les zwingliens et autres sectaires demeuraient exclus de la paix et ne pouvaient profiter d'aucune des concessions faites par les catholiques.

Les princes et les États, y compris les villes, qui exerçaient les droits de la souveraineté[3] et avaient embrassé la Confession d'Augsbourg, devaient jouir dorénavant, aussi bien que les

[1] La diète dura du 5 février au 25 septembre 1555.

[2] Le titre de roi des Romains était affecté : 1° aux successeurs éventuels au trône, élus du vivant des empereurs; 2° aux empereurs, pendant l'intervalle qui séparait leur élection de leur couronnement.

[3] En d'autres termes, les États souverains ou immédiats, c'est-à-dire relevant directement de l'Empereur.

princes et les États catholiques, d'une pleine et entière liberté de conscience, c'est-à-dire de la faculté de pratiquer le catholicisme ou le luthéranisme; et il était défendu, sous les peines portées contre les infracteurs de la paix publique, de les troubler ou inquiéter pour cause de religion. Ces souverains et ces États restaient, en outre, en possession de tous les biens ecclésiastiques [1] dont ils s'étaient emparés avant une première transaction, qui avait eu lieu à Passau en 1552, et l'on supprimait la juridiction métropolitaine et diocésaine que les archevêques et les évêques catholiques avaient conservée jusqu'alors sur les territoires protestants. Les Églises protestantes arrivaient ainsi, pour la première fois, à une existence légale.

La liberté de conscience était accordée aux princes et aux villes impériales, c'est-à-dire aux souverains. Il n'était pas question des sujets; chaque souverain continuait à pouvoir leur imposer la religion qui lui plaisait, en vertu du principe *cujus regio ejus religio* [2]; et les sujets qui ne voulaient pas s'y soumettre obtenaient seulement la faculté de vendre leurs biens et d'émigrer, après avoir payé la taxe de sortie en usage en pareil cas.

La paix devait profiter non-seulement aux souverains alors protestants, mais à tous ceux qui le deviendraient par la suite. Un cas pouvait cependant se présenter, dans lequel il semblait difficile d'appliquer ce principe général : c'était celui où un souverain ecclésiastique catholique adopterait la Confession d'Augsbourg. Les protestants demandaient qu'il profitât de la décision qui défendait d'attaquer personne à cause de cette Confession. Mais les catholiques s'y opposèrent, parce que ce changement de religion aurait eu pour effet de transformer les États catholiques électifs en États protestants héréditaires, ce qui

[1] De tous les biens ecclésiastiques indistinctement, que ces biens fussent *immédiats* ou *médiats* (Pfeffel, t. II, p. 174). Voir cependant Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 280. — Dumont, *Corps diplomatique*, t. IV, 3e partie, p. 88.

[2] « On doit suivre la religion de son souverain. » — Les ministres protestants, n'ayant pas recueilli les biens de l'Église catholique, dépendaient entièrement des souverains; il en résultait que c'étaient les souverains laïques qui décidaient de la doctrine.

aurait pu donner définitivement aux protestants la majorité, soit dans le collége des électeurs, soit dans le collége des princes. Après de longues discussions, les protestants, pour ne pas empêcher le rétablissement de la paix, consentirent à ce que l'Empereur décidât qu'un archevêque, évêque, abbé, bénéficier, qui abandonnerait le catholicisme, perdrait ses États, ses droits et ses revenus ecclésiastiques, qui seraient aussitôt remis à la disposition des collateurs ordinaires; mais ils déclarèrent en même temps repousser expressément la décision de l'Empereur. C'était adopter et rejeter à la fois la paix de religion, car cette décision impériale, qui prit le nom de *réserve ecclésiastique*, en était la principale condition; aussi en résulta-t-il plus tard de nombreuses difficultés.

La réserve ecclésiastique était très-désavantageuse aux grandes familles protestantes, car elle les empêchait de pouvoir obtenir dorénavant, par l'élection, des États auxquels elles avaient pu prétendre jusqu'alors. Ces biens ecclésiastiques, jadis le patrimoine de tous les Allemands, étaient maintenant réservés aux seuls catholiques. Par une sorte de compensation, Ferdinand, qui avait imposé la réserve ecclésiastique aux protestants, imposa aux souverains ecclésiastiques catholiques une restriction de leurs droits de souveraineté, en déclarant que les villes et les nobles[1] relevant de souverains ecclésiastiques catholiques, c'est-à-dire sujets de ces souverains, pourraient garder la Confession d'Augsbourg, sans être obligés d'émigrer[2].

Les catholiques se soumirent de la même manière que les protestants, c'est-à-dire pour la forme. Ainsi, les deux conditions les plus importantes de la paix d'Augsbourg, la réserve et la restriction des droits souverains des princes ecclésiastiques, furent imposées par Ferdinand : la première aux protestants, et la seconde aux catholiques; les deux partis protestèrent chacun contre la déclaration qui lui était désavantageuse, et Ferdinand leur en donna acte, constatant de la sorte une opposition dont les deux partis s'autorisèrent plus tard pour revenir sur ces

[1] Ces nobles qui n'étaient pas eux-mêmes souverains formaient ce qu'on appelait la petite noblesse ou chevalerie.

[2] Tous les souverains laïques gardaient le droit d'imposer leur religion à tous leurs sujets, et les souverains ecclésiastiques le gardaient seulement à l'égard de leurs sujets qui n'étaient ni nobles, ni bourgeois.

conditions du traité. Mais on désirait alors si ardemment la paix, que catholiques et protestants n'hésitèrent pas à l'accepter, même avec des équivoques qui en détruisaient les principaux effets[1].

La paix d'Augsbourg ne pouvait rassurer les protestants, que si la chambre impériale[2], chargée d'en interpréter les conditions en cas de conflit, leur offrait de suffisantes garanties d'impartialité. C'est pour cela qu'il fut décidé que les protestants pourraient faire partie de ce tribunal; et, afin qu'ils n'en fussent pas écartés par la formule du serment que les juges devaient prêter en entrant en charge, on les autorisa à remplacer ces mots: « *Au nom de Dieu et des Saints* », par ceux-ci : « *Au nom de Dieu et du saint Évangile.* »

Il fut également décidé que la mise au ban de l'Empire, c'est-à-dire la peine du bannissement avec confiscation des biens, au lieu d'être prononcée par l'Empereur, comme cela avait eu lieu quelquefois, ne pourrait plus l'être que par une diète générale ou impériale[3].

Telle fut la paix d'Augsbourg (25 septembre 1555). Les princes protestants restaient en possession des biens ecclésiastiques dont ils

[1] Ranke croit que les protestants, en combattant la réserve, ne se proposaient pas de transformer les États ecclésiastiques, d'électifs en héréditaires, et qu'ils voulaient seulement pouvoir y arriver par l'élection comme les catholiques (RANKE, *Zur Deutschen Geschichte vom Religionsfrieden bis zum dreissigjährigen Krieg*, p. 7, 8); mais, en fait, leur but était toujours d'arriver à la sécularisation et à l'hérédité.

[2] La *chambre impériale* ou *chambre de justice* avait été créée par l'empereur Sigismond pour juger à sa place les causes des États souverains de l'Empire, toutes celles qui avaient rapport au maintien de la paix publique et tous les appels qu'on y portait comme à un tribunal privilégié. Elle se composa d'abord d'un grand juge et de seize assesseurs, ou conseillers nobles ou docteurs que l'Empereur nommait sur la présentation des États (PFEFFEL, t. II, p. 64, 66).

[3] Ou par le tribunal qu'elle aurait nommé.

Il y avait plusieurs sortes de diètes :

Diètes impériales, composées des trois colléges : électeurs, princes, villes impériales; elles faisaient les lois.

Diètes électorales, composées seulement des électeurs; elles nommaient le roi des Romains ou l'Empereur.

Diètes de cercles, pour les cercles.

Diètes provinciales, pour les provinces.

Diètes de députation : 1° *Extraordinaires*. C'était une commission que les diètes impériales nommaient dans leur sein, lorsqu'il s'agissait d'affaires



s'étaient emparés avant l'année 1552. Tout prince laïque pouvait, à son gré et sans être inquiété, embrasser le luthéranisme; les princes ecclésiastiques ne le pouvaient pas sans perdre leurs États. Les souverains laïques conservaient le droit d'imposer leur religion à leurs sujets; les souverains ecclésiastiques en étaient privés et devaient laisser les villes et les nobles qui se trouvaient dans leurs États professer librement la Confession d'Augsbourg. Mais, comme les luthériens et les catholiques avaient également protesté, les luthériens contre la réserve, et les catholiques contre la restriction des droits de souveraineté des princes ecclésiastiques, rien de certain n'avait été convenu, et, si la paix fut rétablie en fait, la lassitude de tous y eut plus de part que le traité d'Augsbourg[1].

Après la paix d'Augsbourg, le protestantisme fit de grands progrès en Allemagne. Dominant déjà dans la Haute et la Basse-Saxe, la Franconie et la Souabe, il se répandit, surtout de 1560 à 1570, en Westphalie, en Bavière et en Autriche. Sur cent prêtres, à peine s'en trouvait-il alors un seul qui ne fût pas marié. Le sacerdoce catholique se recrutait difficilement. Plus de moines dans les cloîtres, plus de pèlerinages, plus de respect pour la papauté. Vers 1557, un ambassadeur vénitien écrivait qu'en Allemagne, sur dix habitants, sept étaient protestants, deux appartenaient à diverses sectes, un seul était demeuré catholique[2]. Parmi les familles princières, trois seulement restaient fidèles à l'ancienne religion : celles d'Autriche, de Bavière et de Juliers. Encore firent-elles des concessions à leurs sujets protestants. Les empereurs Ferdinand Ier et Maximilien II, l'archiduc Charles de Styrie, le duc de Bavière

à traiter sur un théâtre éloigné. 2° *Ordinaires*, composées des électeurs assistés de six princes, d'un prélat, d'un comte et de deux députés des villes, et convoquées toutes les fois que la nécessité ou le bien de l'Empire exigeaient des résolutions promptes ou secrètes, ou lorsque les questions n'étaient pas assez importantes pour mériter d'être portées devant une diète impériale (Pfeffel, t. II, p. 175).

Diètes de gouvernement, composées des électeurs et d'autres princes (Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 204).

[1] Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. V., p. 276 et suiv.; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 7, 10, 107; Pfeffel, t. II, p. 174.

Le Pape protesta contre la paix d'Augsbourg (Barre, *Histoire d'Allemagne*, t. VIII, 2e part., p. 962).

[2] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 25 à 28; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 12, 13.



Albert V et le duc de Juliers les toléraient dans leurs États. Les princes ecclésiastiques eux-mêmes laissaient à leurs sujets pleine liberté d'embrasser le protestantisme. A la demande de l'empereur Ferdinand Ier, le pape Pie IV, dans l'espoir de prévenir les apostasies par des concessions, accorda (1564) l'usage de la coupe et de la communion sous les deux espèces aux sujets laïques de l'archiduché d'Autriche. Ces concessions en firent réclamer d'autres : Maximilien II demanda le mariage des prêtres ; mais Pie V, successeur de Pie IV, refusa énergiquement d'y consentir (1564)[1].

Les divisions qui éclatèrent au sein du protestantisme ne tardèrent pas à compromettre ses succès. Même après le rétablissement de la paix à Augsbourg, le retour à l'unité de la foi était vivement désiré, parce qu'il aurait mis fin à de nombreuses complications ; c'est pourquoi l'on ne cessa pas d'y travailler. Des conférences furent tenues pour réunir les protestants, soit entre eux, soit avec les catholiques ; mais ces tentatives n'aboutirent pas. Le dernier colloque général, qui eut lieu à Worms en 1557 entre catholiques et protestants, échoua par suite de querelles survenues parmi les protestants ; et le formulaire de foi, connu sous le nom de *formula concordiæ*, que les théologiens saxons rédigèrent en 1580 et qui fut signé par trois électeurs, vingt et un princes et trente-cinq villes, ne fit qu'accroître les divisions qu'il avait pour but de faire disparaître. Il était d'ailleurs impossible qu'il en fût autrement : le principe de la libre interprétation de l'Écriture, en supprimant toute autorité dogmatique, devait empêcher toute unité religieuse[2].

Les princes protestants, qui s'étaient emparés de toute l'autorité de l'Église[3], donnèrent en outre plusieurs fois l'exemple de chan-

[1] RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 338 ; PFISTER, *Histoire d'Allemagne*, trad. PAQUIS, t. VII, p. 463, t. VIII, p. 3, 26 ; RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 25, 81 ; PFEFFEL, t. II, p. 193, 196 ; BARRE, *Histoire d'Allemagne*, t. IX, p. 90.

[2] PFEFFEL, t. II, p. 216. Le colloque de Montbéliard, en 1586, entre les théologiens luthériens et calvinistes, ne fit qu'accroître leur haine mutuelle (PFEFFEL, t. II, p. 225). Les luthériens, au lieu de s'unir pour résister aux calvinistes, se partageaient en sectes dont les membres se traitaient réciproquement d'antechrists et se persécutaient. Mélanchthon, le fondateur de la théologie protestante, se vit repoussé et injurié par ses disciples. Il mourut en 1560 (RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 15 à 19, 53 à 58).

[3] RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 338. Le clergé protestant n'aurait pu se maintenir sans les princes (*ibid.*, t. V, p. 345).

gements déplorables en matière de religion. Dans l'électorat palatin, le calvinisme, embrassé par Frédéric III, fut proscrit par son fils Louis VI et rétabli par son petit-fils Frédéric IV [1]. En Saxe, le luthéranisme, soutenu par l'électeur Auguste [2], fut persécuté sous son fils Christian Ier et rétabli sous son petit-fils Christian II [3]. De semblables variations eurent lieu dans la Hesse et dans l'Anhalt, et chaque fois les sujets furent obligés de suivre leurs souverains dans leurs changements de religion [4].

Pendant que le protestantisme s'affaiblissait en se divisant, le catholicisme s'unissait, concentrait ses forces et se préparait à reconquérir une partie du terrain qu'il avait perdu. Le concile de Trente, en fixant la foi, en supprimant les abus, en restaurant les mœurs et la discipline, lui avait donné une vie nouvelle. Comme le défaut d'instruction et de bonnes mœurs parmi le clergé avait été l'une des principales causes des progrès du protestantisme [5], un séminaire germanique fut fondé à Rome pour donner à l'Allemagne de pieux évêques et de savants professeurs [6].

Les jésuites eurent la principale part à cette restauration du catholicisme.

Leur fondateur, don Jnigo Lopez de Recalde, le plus jeune fils de la maison de Loyola, était né en 1491, au château de Loyola, dans le Guipuscoa, en Espagne. Élevé à la cour de Ferdinand le Catholique, il embrassa la carrière des armes et fut blessé en défendant Pampelune contre les Français. C'était en 1521, l'année même que Luther vint à Worms. La lecture de la Vie des saints, à laquelle il s'adonna pendant sa convalescence, lui inspira pour la religion encore plus d'ardeur qu'il n'en avait ressenti pour la guerre. Il se remit sur les bancs de l'école, apprit le latin, étudia

[1] Frédéric IV eut pour tuteur un zélé calviniste, son oncle le comte palatin Jean-Casimir, frère de Louis VI, électeur palatin et beau-frère de Christian Ier, électeur de Saxe.

[2] Auguste de Saxe, frère de Maurice, premier électeur de la branche cadette *albertine*, fut le plus distingué des électeurs de son temps. Il apprit le latin à l'âge de quarante ans (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 16).

[3] Christian II eut pour tuteur un luthérien, le duc Frédéric-Guillaume de Weimar, qui fit mettre à mort, en 1601, le principal chef des calvinistes, le chancelier Crell (Pfister, t. VIII, p. 62, 63).

[4] Pfister, t. VII, p. 473; t. VIII, p. 11, 61, 73.

[5] Bossuet, *Histoire des variations*.

[6] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 64.

la théologie, d'abord en Espagne, puis à Paris, conquit le grade de docteur, groupa autour de lui un certain nombre d'hommes qu'entraînaient son énergie et sa piété; et, comme la réforme menaçait alors l'unité de la foi et l'autorité du Saint-Siége, il fonda (1540), sous le nom tout militaire de *Compagnie de Jésus*, un ordre nouveau qui promettait obéissance absolue à la papauté, et se proposait de combattre le protestantisme par la prédication, la confession et surtout par l'éducation de la jeunesse.

Appelés à Vienne, en 1551, par Ferdinand Ier, les jésuites s'établirent bientôt après à Cologne, à Ingolstadt, et, en s'appuyant sur ces trois villes comme sur autant de forteresses, rayonnèrent de tous les côtés et se répandirent partout. C'était comme une nouvelle invasion du monde romain au sein de la Germanie. Ils avaient à leur tête Canisius, qui fut leur provincial pour la haute Allemagne pendant plus de quarante ans, et reçut le nom de second Boniface.

Ce fut surtout par l'éducation de la jeunesse que les jésuites ramenèrent au catholicisme une grande partie de l'Empire. Beaucoup d'écoles prospères étaient tombées en décadence sous le protestantisme. Chose singulière, l'étude de la Bible fut négligée[1]. La rapacité des princes enlevait aux établissements d'instruction les biens qui leur avaient été attribués, et le principe fondamental de la réforme, le dogme de la justification, était d'ailleurs une cause d'ignorance; à quoi bon, en effet, étudier, si Dieu remplace l'homme en faisant tout pour lui, si chaque homme reçoit directement son instruction de Dieu lui-même[2]?

Les jésuites eurent bientôt relevé les études; les jeunes gens apprenaient plus chez eux en six mois qu'ailleurs en deux ans; aussi les protestants eux-mêmes leur confiaient-ils leurs enfants. L'université d'Ingolstadt en Bavière devint leur centre le plus actif et le plus puissant; elle eut, pour le catholicisme, une influence égale à celle de Wittenberg et de Genève pour le protestantisme[3].

[1] Döllinger, *la Réforme*, trad. Perrot, Paris, Gaume, 1848, t. I, p. 461.
[2] Döllinger, t. I, p. 441, 447, 478.
[3] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. I, p. 180, t. II, p. 30, 35; Alzog, *Histoire de l'Église*, trad. Goschler, t. III, p. 215; Pfister, *Histoire d'Allemagne*, t. VII, p. 441.

Un mouvement général de retour à la foi catholique ne tarda pas à se manifester. Il commença au sein de la petite noblesse ou *chevalerie*, et l'intérêt n'y fut pas étranger. Composée de tous les nobles qui ne possédaient pas les droits de souveraineté et relevaient des princes, elle avait embrassé avec ardeur le protestantisme et puissamment contribué à ses progrès, dans l'espérance de s'enrichir des dépouilles du clergé. Mais les biens d'Église n'étaient tombés qu'entre les mains des princes; la chevalerie n'en avait rien eu, et il était même arrivé que les souverains, non contents de garder pour eux seuls les biens d'Église, avaient porté encore atteinte aux priviléges de la noblesse et accru leur autorité à ses dépens. Déçus dans leurs espérances et atteints dans leurs droits, les chevaliers revinrent au catholicisme [1].

Les princes catholiques contribuèrent beaucoup au retour d'une partie de l'Allemagne au catholicisme. Ils prirent alors une grande part aux affaires religieuses, et le Saint-Siége n'y mit pas d'opposition. Le mouvement commença en Bavière, sous le duc Albert V. Élevé par les jésuites, il pouvait compter sur leur appui et sur celui du Saint-Siége. Comme il n'avait pu obtenir de l'argent de la diète bavaroise, le pape Grégoire XIII lui en fournit et lui confia même une sorte de surveillance à l'égard des affaires ecclésiastiques. La noblesse se souleva : elle fut soum e par la force; les villes durent abandonner leurs prétentions à l'indépendance, et, dans la basse Bavière, les protestants se virent contraints de vendre leurs biens et de s'expatrier.

L'influence d'Albert V ne se borna pas à la Bavière. Devenu tuteur de son neveu, le jeune Philippe II, margrave de Bade, il chassa des États de ce dernier les prédicants et les moines apostats, et y rétablit, en deux ans (1570-1571), la foi catholique. Son exemple fut suivi en Allemagne et avec le même succès. Le premier prince ecclésiastique qui travailla au rétablissement du catholicisme fut l'abbé Balthazard de Fulda (1570) [2] Bien qu'issu de parents protestants, baptisé et élevé dans le sein du protestantisme, il adopta les décrets du concile de Trente et s'entoura de fonctionnaires catholiques. D'autres princes ecclé-

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 65, 91.

[2] Les abbés de Fulda avaient le titre d'archichanceliers des impératrices d'Allemagne (Pfeffel, t. II, p. 248).

siastiques, comme les archevêques-électeurs de Trèves (1572) et de Mayence (1574), firent de même. Ce retour au catholicisme s'opéra sans bruit et avec une telle facilité, une telle promptitude, qu'on doit en conclure que l'ancienne foi n'avait pas réellement disparu [1].

Les empereurs prirent d'abord moins de part à ce retour que leurs vassaux.

Ce n'était pas de son plein gré que Charles-Quint avait cédé l'Allemagne à son frère Ferdinand. Il aurait voulu laisser tous ses États à son fils Philippe II ; mais l'opposition des princes allemands, qui détestaient le gouvernement espagnol, et celle de Ferdinand lui-même, qui, à cette époque où l'usage de la transmission intégrale à l'aîné n'était pas encore établi partout, pensait avoir droit à une part de l'héritage de son père Philippe le Beau, l'obligèrent à renoncer à ce projet. Ferdinand [2], élu roi de Bohême et de Hongrie, en 1526, après la mort de Louis II, le dernier des Jagellons, tué la même année à la bataille de Mohacz, avait déjà reçu de son frère, en 1520, le gouvernement de l'Autriche et de ses annexes. Nommé roi des Romains en 1531, il était devenu empereur en 1556, par l'abdication de Charles-Quint, mais n'avait été reconnu en cette qualité par les électeurs qu'en 1558. L'Allemagne fut désormais délivrée de la domination espagnole; Granvelle et les autres conseillers de Charles-Quint n'y exercèrent plus aucune influence.

Quoique élevé à la cour d'Espagne, Ferdinand montra des qualités que son frère aîné, élevé dans les Pays-Bas, ne possédait guère, entre autres la bonté unie à la vivacité. En adoptant les coutumes de l'Allemagne, il finit par gagner tous les cœurs. Ce fut lui qui imposa, en 1555, la paix d'Augsbourg aux catholiques et aux protestants. Tout en professant le catholicisme, il s'appliqua toute sa vie à demeurer impartial envers les deux partis. Il mourut en 1564 [3].

[1] RANKE, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 40, 44, 53; *Zur Deutschen Geschichte*, p. 83; PFISTER, t. VIII, p. 72.

[2] Ferdinand avait épousé, en 1521, Anne, sœur de Louis II, lequel avait épousé Marie, sœur de Ferdinand.

[3] RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. II, p. 331, 337, 342, t. V, p. 325; *Zur Deutschen Geschichte*, p. 14, 15, 22, 24.

Son fils et successeur, Maximilien II (1564 à 1576), donna, lors de son avénement, les plus belles espérances. Très-instruit, éloquent, connaissant plusieurs langues, il cultivait avec succès les sciences et les arts, spécialement la musique, et possédait la meilleure chapelle de toute l'Europe. C'était un gentilhomme accompli, d'un caractère bienveillant et enjoué. Il aimait le travail, s'appliquait aux affaires avec zèle, habileté; et le charme de ses manières était si grand, que les ambassadeurs étrangers devaient se tenir en garde contre leur séduction[1]. Il n'avait malheureusement pas autant de volonté que d'intelligence et de bonne grâce, et il rencontra des difficultés qu'il ne put surmonter.

Maximilien II trouvait la politique de son père trop pacifique; on crut qu'il allait faire la guerre aux Ottomans et les chasser, sinon de toute l'Europe, au moins de la Hongrie. Cette expulsion devait être, en effet, l'œuvre capitale de l'Allemagne. Les Ottomans, alors plus menaçants que jamais pour la chrétienté, occupaient une grande partie de la Hongrie, et l'Empereur leur payait un tribut annuel de trente mille ducats. Mais ils n'avaient pas encore affermi leur domination, et il aurait suffi d'une grande victoire des chrétiens pour leur enlever la Hongrie, la Bosnie, l'Albanie et la Grèce[2]. Soliman venait de lancer pour la treizième fois ses hordes contre l'Empire. L'Allemagne aurait eu besoin de l'union de tous ses habitants pour repousser l'invasion; elle était malheureusement divisée, et la petite noblesse, qui aurait dû prendre la principale part à la guerre sainte, ne songeait alors qu'à combattre les princes.

Maximilien réunit cependant une armée de plus de soixante-dix mille hommes. Il reçut des secours de divers souverains de la chrétienté. Les ducs de Savoie et de Toscane lui envoyèrent des troupes; les ducs de Mantoue et de Ferrare vinrent le rejoindre en personne, et le jeune duc de Guise lui amena l'élite de la

[1] On raconte qu'apercevant un jour, dans la salle d'audience, un curé de village auquel il s'était confessé et qui se tenait à l'écart, il alla à lui, en fendant la foule des ambassadeurs et des courtisans, et le fit entrer le premier dans son cabinet (RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 48).

[2] Les papes se proposaient surtout d'expulser les Turcs de l'Europe; la réforme les empêcha d'atteindre ce but, en divisant la chrétienté. Ils l'atteignirent en partie par la victoire de Lépante (7 octobre 1571).



noblesse française. Il reçut également quelques renforts de Polonais et d'Anglais. Mais, au lieu d'attaquer les Ottomans avec sa puissante armée, Maximilien II s'arrêta près de Raab et s'y tint sur la défensive. Les Turcs se jetèrent sur la forteresse de Szigeth[1], la prirent, malgré la courageuse défense d'un brave seigneur, nommé Zriny, sans que l'Empereur eût rien entrepris pour la secourir, puis se retirèrent. L'armée impériale se retira de son côté, sans avoir seulement vu l'ennemi. Soliman était mort devant la forteresse (30 août 1566); Maximilien n'en conclut pas moins avec la Porte un traité qui maintenait le tribut de trente mille ducats[2].

A ne considérer, dans les premières années de son règne, que certaines des paroles de Maximilien contre le Pape et le concile de Trente, le soin qu'il apportait à se procurer les livres de Luther et de Mélanchthon, l'affectation avec laquelle il appelait les protestants ses amis et les papistes ses ennemis, enfin la crainte qu'il exprimait que ces derniers n'égarassent le jeune roi de France, Charles IX, on aurait pu croire qu'il allait embrasser la Confession d'Augsbourg. Il avait poussé son père à conclure la paix avec les protestants et à se soustraire à l'influence de l'Espagne; en 1568, il autorisa, en Autriche, les ordres de la noblesse, les seigneurs et les chevaliers à pratiquer la Confession d'Augsbourg dans les églises dont ils avaient le patronage, à la condition néanmoins qu'ils ne souffriraient l'introduction d'aucune autre doctrine.

Mais le spectacle des divisions des protestants et l'influence du cardinal Hosius[3] l'empêchèrent de changer de religion. Il ne cessa toutefois de montrer une grande tolérance. Ainsi il refusa de prendre contre les protestants des mesures de rigueur que demandait le Pape; et, d'un autre côté, les protestants ayant réclamé l'expulsion des jésuites, il leur répondit qu'il était de sa charge de chasser non pas les jésuites, mais les Turcs. Il revint tout à fait au catholicisme, lorsque la mort de l'infant don Carlos[4] lui donna quelque espérance d'arriver au trône d'Espa-

[1] Szigeth, au nord du lac Balaton et de Kaposwar.

[2] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 46 et suiv., 65, 68.

[3] Hosius, évêque d'Ermeland ou Varmie, dans l'ancienne Prusse polonaise (Alzog, t. III, p. 115, 116, 201).

[4] Fils de Philippe II.

gne. Au commencement de son règne, il avait détesté Philippe II, qu'il considérait comme un rival, et éloigné tous les Espagnols de sa cour, afin de se soustraire à leur influence. Après la mort de don Carlos, il ne parla plus du roi qu'avec le plus grand respect et ne fit plus rien sans le consulter. Il se rapprocha également du Pape et des catholiques d'Allemagne, dont il avait besoin pour obtenir la couronne de Pologne qu'il convoitait pour lui ou pour son fils; mais il s'aliéna par là les protestants[1].

Des difficultés n'avaient pas tardé à s'élever sur l'interprétation de la réserve ecclésiastique. Les protestants soutenaient qu'elle interdisait seulement à un évêque catholique d'embrasser la réforme, mais non pas à un chapitre protestant d'élire un évêque de sa religion. Il y avait une autre difficulté. De l'aveu même des protestants[2], l'élection par le chapitre ne suffisait pas : il fallait encore que l'évêque obtînt la confirmation du Pape. Comme c'était chose impossible en faveur d'un protestant, on recourait à un expédient. L'évêque protestant élu demandait à l'Empereur un indult qui lui permettait d'exercer les droits de souveraineté et de recevoir les revenus provisoirement, sous prétexte qu'il n'avait pas assez d'argent pour payer la confirmation du Pape; l'évêque se faisait prêter serment par ses sujets, demandait la confirmation du Saint-Siége sans l'obtenir, faisait au besoin proroger l'indult impérial et, en définitive, restait en place avec le titre d'administrateur. Ce fut de cette façon que les archevêchés de Magdebourg et de Brême et les évêchés de Lübeck, Verden, Minden, Osnabrück, Paderborn, Halberstadt, tombèrent au pouvoir des protestants. Cette situation peu légale inquiétait les protestants et irritait les catholiques[3].

Dans leur zèle pour le rétablissement du catholicisme, plusieurs princes ecclésiastiques avaient obligé les protestants de leurs États à s'expatrier, contrairement à la déclaration de Ferdinand qui avait autorisé les chevaliers et les bourgeois protestants à professer

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 47, 71, 73, 77, 81, 103; Pfeffel, t. II, p. 204; Pfister, t. VIII, p. 26.

[2] Les protestants ne contestaient pas non plus les droits du Pape sur les mois réservés, lors des vacances de bénéfices (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 43).

[3] Ranke, *ibid.*, p. 41 à 44, 111.

librement leur religion dans ces sortes d'États. A la diète électorale, réunie à Ratisbonne en 1575, pour nommer roi des Romains Rodolphe II, fils aîné de Maximilien II[1], l'électeur palatin Frédéric III se plaignit de la conduite des princes ecclésiastiques, et, pour éviter qu'ils ne violassent à l'avenir la paix d'Augsbourg, demanda que la déclaration de Ferdinand I[er] fût confirmée par la capitulation d'élection du nouveau roi des Romains[2]. Mais les électeurs ecclésiastiques s'y opposèrent, en s'appuyant sur ce qu'on ne pouvait changer les termes de la capitulation qu'avec l'assentiment de tous les États de l'Empire. Ils allèrent plus loin, ils soutinrent que la déclaration de Ferdinand I[er] n'existait pas. Peut-être n'avait-elle pas été transcrite dans leurs chancelleries, à cause de la protestation dont elle avait été l'objet de la part des catholiques; mais elle existait certainement, et l'on ne pouvait discuter que sur sa valeur.

Cependant la demande du Palatin ne fut pas soutenue par l'électeur Auguste de Saxe. Outre que les électeurs de Saxe, qui appartenaient à la branche cadette de leur maison, *branche albertine*, prenaient généralement parti pour la maison d'Autriche, à laquelle ils devaient leur électorat enlevé par Charles-Quint à la branche aînée, *branche ernestine*, Auguste était brouillé avec Frédéric III qu'il accusait d'avoir déterminé le prince Guillaume VIII d'Orange à répudier sa nièce Anne, fille de son frère aîné, l'électeur de Saxe Maurice. De plus, l'héritier présomptif de l'électeur palatin, le prince Louis, qui était venu à la diète, n'approuvait pas la politique de son père et contrecarrait ses ambassadeurs, au lieu de les soutenir. A tout cela venaient encore se joindre les haines religieuses, car Auguste combattait le calvinisme que soutenait Frédéric III, et l'on se demandait même si le Palatin, en abandonnant la Confession d'Augsbourg, n'avait pas perdu le droit de profiter de la paix de religion[3]. Quoi qu'il en soit, l'électeur de Saxe se contenta de la promesse que fit l'Empereur de soumettre la question à la première diète générale qui se réunirait, et de tenir, en attendant, la main à ce que les chevaliers et les villes relevant de

[1] Rodolphe II fut élu roi des Romains le 27 octobre 1575.

[2] La capitulation d'élection était une charte constitutionnelle que les empereurs juraient avant d'être couronnés.

[3] Le Palatin avait aussi demandé l'établissement d'un gouvernement de l'Empire à côté de celui de l'Empereur, et l'emploi des annates à la guerre contre les Turcs (RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 87).

souverains ecclésiastiques catholiques pussent jouir en paix de la liberté de conscience. L'élection de Rodolphe II eut donc lieu, sans que la déclaration de Ferdinand Ier eût été confirmée; et, nonobstant les promesses de Maximilien, la contre-réforme catholique continua [1].

A la diète impériale que Maximilien II réunit l'année suivante (1576) à Ratisbonne, pour obtenir l'appui de l'Allemagne contre les Ottomans, les protestants demandèrent encore que la déclaration de Ferdinand Ier devint une loi de l'Empire, afin que les catholiques fussent obligés dorénavant de l'observer. Ils menaçaient l'Empereur de ne pas voter de subsides, s'il ne faisait pas droit à leurs griefs. Maximilien y était disposé; mais il eut contre lui le plus habile diplomate que le Saint-Siége ait jamais eu, le cardinal Morone, que le pape Grégoire XIII avait envoyé à Ratisbonne. Le légat, après avoir groupé autour de lui tous les princes catholiques de l'Allemagne, déclara à l'Empereur, en leur nom, qu'il n'obtiendrait non plus d'eux aucun subside s'il soutenait les protestants. La situation de Maximilien entre les deux partis était des plus difficiles, car il ne pouvait satisfaire les protestants sans s'aliéner les catholiques et réciproquement. Les protestants, qui n'avaient pas la majorité, cédèrent aux prières de l'Empereur, afin de ne pas le jeter tout à fait dans les bras des catholiques, et la diète vota des impôts pour six ans. Peu de temps après, le 11 octobre 1576, Maximilien II mourut à Ratisbonne; il était âgé de quarante-six ans et en avait régné douze. Son fils Rodolphe lui succéda [2].

Rodolphe II (1576-1612), resté fidèle au catholicisme, était néanmoins décidé à maintenir les concessions que son père et son grand-père avaient faites aux protestants, et à continuer leur politique de neutralité à l'égard des deux partis qui divisaient l'Allemagne. Au bout de six années de règne, lorsqu'il fallut de nouveaux subsides pour continuer la guerre contre les Turcs, il fut obligé de convoquer une diète. Elle s'ouvrit à Augsbourg le 27 juin 1582. Les protestants y firent les mêmes demandes et les mêmes menaces qu'à celle de Ratisbonne (1576). Mais l'électeur Auguste de Saxe ne les soutint pas plus que dans la diète précédente, et aux

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 85, 107.
[2] *Id.*, *ibid.*, p. 108, 110.



difficultés que présentait la déclaration de Ferdinand Ier s'en joignirent de nouvelles.

Les archevêques de Magdebourg[1] avaient eu longtemps le droit de présider le collége des princes dans les diètes. Au commencement du seizième siècle, Albert de Brandebourg, archevêque de Magdebourg (1513), ayant été élu électeur de Mayence (1514), renonça à ce droit en faveur de l'archevêque de Salzbourg, afin de conserver la présidence du collége des électeurs qui appartenait à Mayence[2].

A la diète de 1582, Joachim-Frédéric de Brandebourg, élu administrateur de Magdebourg (1566), voulut reprendre l'ancien droit de cet archevêché et présider le collége des princes[3]; mais le représentant de Salzbourg s'y opposa, en rappelant la renonciation d'Albert de Brandebourg et en soutenant que l'administrateur Joachim-Frédéric, n'ayant pas été confirmé par le Pape, ne possédait pas même le droit de siéger à la diète. Les catholiques, dirigés par l'habile cardinal Madruzzi, légat du pape Grégoire XIII, soutinrent le représentant de Salzbourg, et l'administrateur de Magdebourg fut obligé de quitter la diète sans que rien eût été décidé[4].

Une autre affaire, celle d'Aix-la-Chapelle, se présenta encore. Lorsque le traité d'Augsbourg de 1555 accorda le bénéfice de la paix de religion aux villes impériales, Ferdinand Ier exigea des conseils de ces villes, spécialement de ceux d'Aix-la-Chapelle et de Cologne, exposés à la propagande protestante à cause du voisinage de la Hollande, la promesse de ne pas admettre de protestants parmi leurs membres. Cet engagement ne fut pas tenu. Un grand nombre de protestants, expulsés des Pays-Bas par le duc d'Albe ou attirés par le commerce, s'établirent à Aix-la-Chapelle; on en accueillit peu à peu dans le sein du conseil[5]; et lorsqu'ils s'y

[1] Les archevêques de Magdebourg se prétendaient primats d'Allemagne (PFEFFEL, t. I, 131, 132).

[2] On ne pouvait exercer deux présidences.

[3] Joachim-Frédéric de Brandebourg était le fils aîné de Jean-Georges, électeur alors régnant. Il prit, envers le chapitre de Magdebourg, l'engagement de renoncer à son archevêché dès qu'il deviendrait électeur et de faire rendre, en attendant, au siége de Magdebourg, la présidence du collége des princes.

[4] RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 114, 117, 120.

[5] A partir de 1574.

trouvèrent en majorité, ils imposèrent leur religion à la ville. Sur la plainte des catholiques, l'Empereur envoya un commissaire, mais une émeute l'obligea à se retirer.

Mise au ban de l'Empire, Aix-la-Chapelle ne fut pas convoquée à la diète de 1582; le collége des villes n'en reçut pas moins son représentant, et déclara qu'il n'accorderait pas de subsides si l'on ne faisait pas droit à ses griefs. Cette opposition ne pouvait aboutir, car les protestants ne disposaient de la majorité que dans le collége des villes. Dans le collége des électeurs, où l'électeur de Bohême, qui était l'Empereur, ne votait pas lorsqu'il s'agissait des affaires intérieures de l'Allemagne [1], il y avait partage : trois catholiques contre trois protestants; mais dans celui des princes, la majorité était catholique. Les villes, d'ailleurs, n'avaient que voie consultative; la décision appartenait aux deux hauts colléges.

En définitive, les protestants furent encore plus malheureux à la diète de 1582 que dans les précédentes, et, afin de ménager encore l'Empereur, ils votèrent les subsides sans avoir rien obtenu. Quant à Aix-la-Chapelle, on chargea les électeurs de Cologne et de Trèves, le duc de Clèves et l'évêque de Liége, de la ramener à l'obéissance. Aix-la-Chapelle ayant embrassé le calvinisme, les luthériens ne la soutinrent pas [2]. On y interdit l'exercice du protestantisme : les magistrats furent déposés et condamnés, conjointement avec les membres du conseil, à supporter tous les frais de l'exécution; et, comme ils se trouvèrent dans l'impossibilité de les payer, on finit en 1605 par chasser de la ville et de son territoire

[1] L'électeur de Bohême ne prenait pas part non plus à la rédaction des capitulations d'élection; il ne votait que lorsqu'il s'agissait d'élire l'Empereur. Il n'obtint tous les droits des autres électeurs qu'en 1708 (Pfeffel, t. II, p. 248). La diète impériale se composait de trois colléges : électeurs, princes et villes. Les deux premiers, appelés hauts colléges, avaient le pouvoir législatif et votaient les impôts nécessités par les besoins généraux; les villes n'avaient que voix consultative. L'Empereur avait le pouvoir exécutif (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 136). Il y avait de fréquentes dissensions dans les diètes : les électeurs auraient voulu gouverner l'Empire seuls avec l'Empereur, tandis que les princes et les villes voulaient participer au gouvernement. Les électeurs catholiques se montraient plus disposés que les électeurs protestants à accroître l'autorité de l'Empereur, et cela parce que l'Empereur était catholique.

[2] Aix-la-Chapelle, étant calviniste, ne pouvait, en aucun cas, invoquer la paix d'Augsbourg.



tous les habitants qui ne professaient pas la religion catholique [1].

Une année ne s'était pas écoulée depuis la diète de 1582, lorsqu'un électeur ecclésiastique, qui y avait figuré et voté avec les catholiques, embrassa publiquement le protestantisme. C'était le plus grave événement survenu depuis la paix de religion. Gebhard Truchsess de Waldbourg, élu archevêque-électeur de Cologne en 1577 par un chapitre en majorité catholique, loin de suivre l'exemple de ses collègues de Mayence et de Trèves qui travaillaient au rétablissement du catholicisme dans leurs États, favorisa le protestantisme dans les siens. Son prédécesseur, Salentin, comte d'Isenbourg, avait embrassé le protestantisme et s'était marié; mais il avait renoncé à son électorat (1577). Truchsess, en embrassant le protestantisme, prétendit le conserver. Il fut soutenu par la plus grande partie de ses sujets; mais le conseil municipal, ainsi que le chapitre, qui avait à sa tête le duc de Saxe-Lauenbourg, chorévêque de Cologne [2], se prononcèrent contre lui. L'archevêque eut beau déclarer à plusieurs reprises qu'il ne voulait pas rendre l'électorat héréditaire, mais le garder seulement sa vie durant, en laissant à ses sujets la liberté de conscience et au chapitre son droit d'élection, il ne put triompher de leur résistance.

Le Pape et l'Empereur invoquèrent de leur côté les conditions de la paix d'Augsbourg et demandèrent l'application de la réserve, en vertu de laquelle tout prince ecclésiastique qui abjurait le catholicisme devait perdre ses États. Le cas ne pouvait faire doute pour personne; et lorsque, malgré son engagement dans les ordres sacrés, Truchsess eut épousé le 2 février 1583, devant un ministre calviniste, Agnès, comtesse de Mansfeld et chanoinesse de Gernsheim [3], Grégoire XIII le fit dépouiller de sa dignité par un consistoire de cardinaux et lança contre lui une bulle

[1] Ranke, *Zur Deustchen Geschichte*, p. 121, 125, 136, 144; Pfeffel, t. II, p. 230.

[2] Les chorévêques n'étaient pas des évêques suffragants ou auxiliaires, mais des vicaires généraux, chargés de remplir seulement quelques-unes des fonctions épiscopales (Bergier, t. I, p. 463).

[3] L'archevêque Gebhard, ayant distingué dans une procession la belle comtesse Agnès de Mansfeld, la conduisit dans son château de Poppelsdorf. Les frères de la comtesse laissèrent à l'archevêque le choix entre le mariage ou la mort : il choisit le mariage (Onno Klopp, *Tilly, im dreissigjährigen Krieg*, Stuttgart, t. I, p. 6).

de destitution. Le chapitre, soutenu par l'empereur Rodolphe II et par le nonce Malaspina, élut pour le remplacer le duc Ernest de Bavière, frère du duc Guillaume V et déjà évêque de Freisingen, de Hildesheim et de Liége. Le chapitre avait senti le besoin de nommer un prince appartenant à une maison puissante qui pût le secourir [1].

Truchsess essaya de résister. Il avait embrassé le calvinisme, dans l'espoir d'être appuyé par les étrangers, la Hollande, l'Angleterre, la France ; ce fut à cause de cela que les princes luthériens gardèrent la neutralité. Un seul calviniste, le comte palatin Jean-Casimir, oncle et tuteur du jeune électeur palatin Frédéric IV, vint à son secours ; encore fut-il arrêté par la menace de l'Empereur de le mettre au ban de l'Empire. Le duc Guillaume V de Bavière mit une armée en campagne, et Alexandre de Parme le soutint avec des troupes espagnoles venues des Pays-Bas. Gebhard, battu à Burg, dans le comté de Zutphen, fut expulsé de ses États. Il se réfugia d'abord en Hollande, auprès du prince d'Orange, puis en Angleterre, auprès de la reine Élisabeth. Repoussé partout, il finit par se retirer, en 1584, à Strasbourg, où il possédait un siége de chanoine ; il y fut élu doyen du chapitre et y mourut en 1601 [2].

Tout n'était pas fini. Trois chanoines protestants de Cologne, qui avaient accompagné Gebhard à Strasbourg, y possédaient des prébendes ; les chanoines catholiques s'en emparèrent et refusèrent de les rendre à des excommuniés (1585). Il s'ensuivit de longs procès, dans lesquels les catholiques furent soutenus par l'Empereur, et les protestants par le conseil municipal. Les catholiques voulaient appliquer la réserve ecclésiastique à leurs adversaires, et ceux-ci prétendaient qu'elle ne pouvait l'être dans le cas où le bénéficier ne changeait pas de religion et était déjà protestant lors de sa nomination ; il fut impossible de s'entendre. Quand l'évêque de Strasbourg, Jean de Manderscheid, mourut (1592), la majorité du chapitre, qui était protestante [3], élut un protestant, le margrave

[1] Ernest eut pour successeur, en 1612, son neveu Ferdinand, fils de Guillaume V, duc de Bavière ; et pendant près de deux siècles, les archevêques de Cologne furent constamment pris dans la maison de Bavière (PFEFFEL, t. II, p. 249).

[2] RANKE, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 114 ; PFEFFEL, t. II, p. 223 ; PFISTER, t. VIII, p. 57, 59.

[3] Il y avait quatorze chanoines protestants et sept catholiques.

Jean-Georges de Brandebourg [1], et la minorité catholique, le cardinal Charles de Lorraine, évêque de Metz [2].

Après avoir publié divers écrits, les deux partis en vinrent aux mains [3]. L'Empereur leur ordonna de déposer les armes et de s'en rapporter à la décision de six arbitres, trois de chaque religion. Ces arbitres furent : l'électeur de Mayence, l'évêque de Würtzbourg et l'archiduc Ferdinand de Tyrol, du côté des catholiques; le landgrave de Hesse, le palatin de Neubourg et l'électeur de Saxe, du côté des protestants. Ils décidèrent qu'en attendant un jugement définitif de l'Empereur, les terres et les revenus de l'évêché de Strasbourg seraient partagés par moitié entre les deux prétendants. Ce compromis fut renouvelé en 1603, sous la médiation de Henri IV, roi de France; et, l'année suivante, l'affaire fut complétement terminée par suite de la renonciation que le margrave de Brandebourg fit, au profit du cardinal de Lorraine, de tous ses droits, moyennant une somme de cent trente mille florins et une pension viagère de neuf mille florins. Quant aux chanoines protestants, l'Empereur les obligea à restituer aux catholiques tous les biens du chapitre [4].

Le catholicisme, définitivement raffermi dans les trois électorats ecclésiastiques par l'insuccès de Truchsess, se répandit aussitôt dans les États voisins. Ernest de Bavière, archevêque-électeur de Cologne et évêque de Freisingen, de Hildesheim, de Liége et de Münster, abolit l'exercice de la religion protestante à Cologne et introduisit les jésuites à Münster en 1587 et à Hildesheim en 1590. Plusieurs prélats, tels que l'archevêque de Brême et l'évêque de Würtzbourg, qui se préparaient à suivre l'exemple de Truchsess s'il eût réussi, en furent empêchés par son insuccès. Les évêques de Paderborn, d'Osnabrück, de Würtzbourg et de Bamberg appelèrent les jésuites et

[1] Il était fils de l'administrateur de Magdebourg, Joachim-Frédéric, qui devint électeur de Brandebourg, en 1598, à la mort de son père, Jean-Georges.

[2] De la maison de Guise.

[3] Jean-Georges de Brandebourg ne fut soutenu ni par l'électeur de Saxe, parce qu'il était calviniste, ni par son grand-père, l'électeur de Brandebourg, Jean-Georges, parce que ce dernier redoutait une guerre civile (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 127).

[4] Pfeffel, t. II, p. 226; Pfister, t. VIII, p. 59.

rétablirent le catholicisme dans leurs États. L'ancienne religion redevenait ainsi prépondérante dans le nord-ouest et au centre de l'Allemagne. Au midi, l'archevêque de Salzbourg la rétablissait également; mais la plupart des bourgeois protestants de sa ville épiscopale préférèrent émigrer plutôt que de changer de religion (1587)[1].

Ce mouvement de retour au catholicisme, qui avait gagné les électorats ecclésiastiques ainsi que plusieurs évêchés et quelques villes impériales, eut pour principaux soutiens l'archiduc Ferdinand de Styrie et Maximilien Ier, duc de Bavière.

Né le 19 juillet 1578 de Charles de Styrie, frère de l'empereur Maximilien II, et de Marie-Anne, fille d'Albert V, duc de Bavière, Ferdinand n'avait que douze ans lorsqu'il perdit son père et lui succéda comme souverain de la Styrie, de la Carniole et de la Carinthie (1590)[2]. Il fut élevé avec soin, d'abord par sa mère, puis par les jésuites à l'université d'Ingolstadt[3]. D'après le testament de son père, il devait être majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis (1596); mais dès qu'il eut seize ans et demi (1594), l'empereur Rodolphe l'autorisa à prendre en main le gouvernement de ses États.

En 1597, il se rendit à Rome, où il vit le pape Clément VIII. On a raconté que, dans un pèlerinage à Notre-Dame de Lorette, il fit vœu de rétablir la religion catholique dans ses États, fût-ce au péril de sa vie; on ne sait cependant rien de certain à ce sujet[4]. Il avait annoncé, dès son avénement au pouvoir, qu'il voulait être maître chez lui, comme l'électeur de Saxe et l'électeur palatin l'étaient chez eux. L'année qui suivit celle de son voyage en Italie, il ordonna aux pasteurs luthériens de quitter Gratz. De semblables décrets furent rendus la même année pour la Carniole et la Carinthie. Les temples évangéliques furent fermés ou détruits, les ministres emprisonnés ou chassés, le culte protestant

[1] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 120, 133; Pfister, t. VIII, p. 59.

[2] Ferdinand était cousin germain de l'empereur Rodolphe II, par son père. Celui-ci, qui avait reçu ses États dans le partage fait par son père Ferdinand Ier, les lui laissa en entier, suivant l'usage qui venait de prévaloir dans la famille de Habsbourg.

[3] Bassompierre étudia à Ingolstadt, en même temps que Ferdinand II (*Mémoires de Bassompierre*, édit. Petitot, t. III, p. 315).

[4] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II und seiner Eltern*, Schaffouse, 1850, t. II, p. 229, t. III, p. 136.

interdit sous peine de mort ; il n'y eut cependant aucune exécution. En 1596, Ferdinand avait été le seul à faire ses pâques suivant le rit catholique, à Gratz, sa capitale ; en 1601, presque tous ses sujets étaient revenus à l'ancienne religion. Les menaces avaient suffi, ou plutôt il est probable, comme cela était déjà arrivé dans plusieurs autres pays de l'Allemagne, que le protestantisme ne régnait qu'à la surface, et que la foi catholique était demeurée au fond des cœurs.

Les mesures prises par l'archiduc pour obtenir ce résultat n'avaient rien de contraire au droit public du temps et étaient employées par les souverains protestants comme par les catholiques, en vertu de ce principe, alors en vigueur en Allemagne et dans toute l'Europe, que les sujets devaient suivre la religion de leurs souverains. Ferdinand devint bientôt l'espoir des catholiques et la terreur des protestants [1].

Son émule Maximilien I[er], duc de Bavière, né en 1573, du duc Guillaume V et de Renée de Lorraine, avait cinq ans de plus que lui. Élevé aussi par les jésuites à l'université d'Ingolstadt, il compléta son éducation, suivant l'usage du temps, par un voyage en Italie ; et en 1598, lorsqu'il n'avait encore que vingt-cinq ans, son père, le duc Guillaume V, abdiqua en sa faveur [2].

La part considérable qu'il a prise à la guerre de Trente ans, pendant laquelle il ne cessa d'être le chef des catholiques, exige qu'on parle de lui avec quelques détails. Il avait les traits du visage accentués, le front haut, le nez un peu relevé, les yeux bleus, la vue peu étendue. Sa voix était forte et claire, son extérieur plein de dignité. Il ne se laissait pas gouverner par son entourage, tout en sachant écouter les avis et souffrir la contradiction. Un de ses ministres l'engageait un jour à renvoyer un conseiller qui avait vivement critiqué une mesure prise par le prince : « Je me garderais bien, répondit-il, de me priver d'un tel secours ; je m'exposerais à ignorer ce que je dois savoir. » Habile diplomate, il put rivaliser avec Richelieu et Mazarin. Outre sa langue maternelle, il parlait et écrivait le latin, le fran-

[1] Hurter, t. III, p. 290 ; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, Halle, 1872, t. I, p. 6 ; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 6.

Ferdinand épousa, en 1600, Marie-Anne de Bavière, sœur de Maximilien.

[2] Maximilien avait épousé, en 1595, une de ses cousines, Elisabeth, fille de son oncle, le duc Charles III de Lorraine, frère de sa mère.

çais, l'italien, l'espagnol. Son style était simple; il évitait d'employer des mots italiens à la mode et exigeait que ses ministres fissent de même.

Travailleur infatigable, Maximilien étudiait toutes les affaires et voulait les connaître à fond. Il parcourait constamment ses États, afin de ne rien ignorer, s'entourait d'hommes instruits, soit bavarois, soit étrangers, surveillait avec soin tous les fonctionnaires, les voulait peu nombreux, mais capables, et les payait bien. Il avait fait vœu de gouverner ses sujets avec justice et de travailler au bonheur de son pays; il songeait sans cesse au compte qu'il aurait à rendre à Dieu. Le peu de temps que lui laissaient les affaires, il l'employait à l'étude des sciences, des beaux-arts et de l'histoire, surtout celle de la Bavière. La chasse était son principal délassement.

Maximilien aimait la simplicité. Ses appartements étaient petits, sans ornements. Il ne déployait un certain faste que lorsqu'il s'agissait de représenter dignement la Bavière. Il aimait toutefois les fleurs et dépensait de fortes sommes pour ses jardins.

L'ivrognerie était alors le vice capital des cours allemandes[1]; Maximilien se distingua toujours par sa sobriété; il portait un cilice sous ses habits, entendait la messe tous les jours et accordait un asile à tout catholique banni à cause de sa foi. Il imposa à sa cour des mœurs sévères. L'influence des jésuites, la plupart étrangers, y était considérable; ils avaient été chargés, entre autres choses, de la censure des livres; chaque membre de la famille ducale avait un jésuite pour confesseur.

Maximilien trouva la Bavière endettée par les prodigalités de son père; il restaura les finances par des augmentations d'impôts qui le rendirent peu populaire et surtout par l'économie et par une gestion bien entendue. Grâce à lui, son duché devint le pays le plus prospère de l'Allemagne, en sorte qu'à la fin de la guerre

[1] Une diète, tenue à Francfort, en 1577, avait interdit aux électeurs et aux princes, tant ecclésiastiques que séculiers, de s'enivrer ou d'enivrer les autres. Cette même diète n'autorisait que les électeurs et les princes à avoir des bouffons (PFEFFEL, t. II, p. 212).

L'électeur Christian II de Saxe, prenant congé de l'empereur Rodolphe II, à Prague, lui dit qu'il l'avait si bien traité, qu'il n'était pas resté un seul moment sans être ivre (PFISTER, t. VIII, p. 121).

Voir un autre exemple, dans LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. I, p. 181.



de Trente ans, et après les dépenses énormes que cette guerre lui avait imposées, son trésor contenait un excédant d'un million et demi de florins.

Dès le commencement de son règne, il prévit que les discussions politiques et religieuses aboutiraient à une longue et terrible guerre; il s'y prépara de bonne heure, en organisant, avec l'aide de Tilly, une armée permanente, et en réunissant des vivres et des munitions. Il se proposait un double but : maintenir la religion catholique en Allemagne et rendre à la Bavière l'importance qu'elle avait eue jadis.

Son grand-père, Albert V, avait combattu le protestantisme, et son père, Guillaume V, l'avait fait disparaitre presque entièrement de ses États. Maximilien continua leur politique. Le clergé catholique laissait beaucoup à désirer : il le réforma. En beaucoup d'endroits, des prêtres faisaient le commerce ou transformaient leurs maisons en hôtelleries; les jésuites fondèrent des colléges d'où sortit une nouvelle génération ecclésiastique.

Le duc prit contre les protestants des mesures sévères. Des commissions furent chargées d'aller de château en château pour surveiller les nobles soupçonnés de tendances hérétiques et leur imposer l'observation de leurs devoirs religieux, la communion, le jeûne, l'abstinence. Les protestants ne purent plus acheter de biens en Bavière, et un Bavarois qui épousait une protestante perdait ceux qu'il y possédait. Les orphelins étaient confiés à des familles qui les élevaient dans le catholicisme[1].

En dépit de ces mesures que l'on peut critiquer, mais qui n'étaient contraires ni au droit, ni aux mœurs de cette époque, les protestants ne cessaient pas leur propagande sur les frontières de la Bavière. Il en résulta plusieurs fois des difficultés entre Maximilien et ses deux voisins et parents, le comte palatin Philippe-Louis de Neubourg et l'électeur palatin Frédéric IV[2]. Le duc de Bavière avait conçu le dessein de convertir le palatin de Neubourg. Il commença par lui envoyer divers écrits contre Luther. Philippe-Louis, aussi zélé pour le luthéranisme que Maximilien pour le catholicisme, lui répondit en lui adressant des réfutations composées par ses théologiens. Il en résulta,

[1] Schreiber, *Maximilian I der Katholische, Kurfürst von Bayern und der dreissigjährige Krieg*, Munich, 1868, p. 3, 22, 47, 51, 94, 164.

[2] Frédéric IV possédait le Haut-Palatinat.



entre les savants de Munich et ceux de Neubourg, une correspondance pleine d'injures. Le duc, dans l'espoir de mieux réussir lui-même, vint en personne à Neubourg; et, après un long entretien avec le palatin, il fut décidé qu'un colloque aurait lieu à Ratisbonne, pour discuter solennellement les points contestés. Tous deux se rendirent dans cette ville, avec une suite nombreuse, et mirent aux prises leurs théologiens (1602). Le colloque de Ratisbonne offre un curieux exemple de ce qu'étaient de semblables réunions.

La nouvelle de la conférence avait attiré un grand nombre d'auditeurs et de curieux de toute condition. Le secrétaire particulier du duc ouvrit les séances, dans la grande salle du rathhaus[1], en lisant le programme arrêté par les deux princes. Le chancelier de l'Université d'Ingolstadt, au nom des catholiques, le surintendant de Neubourg, au nom des protestants, promirent que le programme serait suivi, et la discussion commença. Le chancelier d'Ingolstadt et un jésuite parlèrent les premiers, dans un langage plein de convenance, mais un autre jésuite gâta tout par son zèle inconsidéré; la discussion prit un caractère d'aigreur qui ne fit que s'accroître dans les séances suivantes. Les luthériens ayant traité le Pape d'antechrist, les catholiques s'indignèrent, et Maximilien fit déclarer au palatin qu'il ne pouvait pas tolérer que le chef de son Église fût injurié publiquement; que d'ailleurs, les points contestés se trouvant suffisamment examinés, il devenait inutile de prolonger le colloque. Le palatin chercha à défendre ses théologiens, en rappelant que l'empereur Louis de Bavière, un des ancêtres du duc, avait aussi traité le Pape d'antechrist; il témoigna en même temps le regret que lui causerait la rupture des conférences. Le duc consentit à ce que les questions fussent encore examinées dans une séance privée, au palais épiscopal. Mais il en fut de cette séance à huis clos comme des séances publiques, et le colloque dont on avait espéré tant d'heureux résultats n'en produisit aucun. Ni l'un ni l'autre des deux partis ne se laissa convaincre; chacun s'attribua la victoire, et, après les conférences de Ratisbonne, les protestants inondèrent l'Allemagne de pamphlets en prose et en vers, dans lesquels ils élevaient contre les jésuites toutes sortes

[1] Hôtel de ville.

d'accusations. L'abîme qui séparait les partisans des deux religions ne fit que se creuser davantage [1].

Cependant les difficultés que suscitait l'interprétation de la paix d'Augsbourg ne recevaient pas de solution. Rodolphe II convoqua une diète à Ratisbonne, en 1594, pour obtenir de nouveaux subsides contre les Turcs [2]. Mais les questions intérieures préoccupaient toujours plus les Allemands que les questions extérieures, si pressantes fussent-elles. La diète s'ouvrit le 17 mai. Les administrateurs n'y avaient pas été invités; on avait seulement convoqué leurs chapitres, comme si les évêchés eussent été vacants. Cette exclusion causa une vive émotion parmi les protestants. Ils soutinrent, comme l'avaient déjà fait les chanoines de Strasbourg, que la réserve ne pouvait pas atteindre les administrateurs, parce qu'elle avait été établie seulement contre les évêques et bénéficiers catholiques qui se feraient protestants, et non contre les administrateurs déjà protestants au moment de leur élection; mais Ernest de Bavière, le nouvel électeur de Cologne, répondit, avec les catholiques, que la réserve devait être interprétée en ce sens, qu'aucun protestant ne pouvait posséder d'évêché, et il menaça de quitter Ratisbonne, si l'on permettait aux représentants des administrateurs de siéger. Les représentants durent céder; mais les princes protestants menacèrent à leur tour de refuser l'impôt.

L'Empereur s'en tira, en reculant la difficulté au lieu de la résoudre. Il obtint le vote des protestants, en accordant à l'administrateur de Magdebourg un diplôme [3] qui lui reconnaissait le droit de siéger, et il obtint le vote des catholiques, en le décidant à ne pas user de son droit. Grâce à cet expédient, le danger fut écarté et la diète accorda les subsides. Admettre le droit de l'administrateur de Magdebourg à siéger à la diète, c'était le reconnaître à tous les autres; c'était reconnaître aussi que tous les administrateurs étaient possesseurs légitimes de leurs évêchés, car une possession illégitime ne leur

[1] SCHREIBER, p. 100 et suiv.

[2] Les Turcs avaient envahi la Hongrie sous le commandement du grand vizir Sinan-Pacha (1593).

[3] Diplôme ou revers.

aurait pas donné ce droit. Mais il est fort douteux que l'Empereur pût décider seul une aussi grave question[1].

Deux ans après (1596), le sultan Méhémet III envahit la Hongrie en personne et s'empara d'Erlau. Il fallut encore réunir une diète à Ratisbonne (1597). Rodolphe s'y fit représenter par son frère Mathias[2].

La question des administrateurs se renouvela; ils cédèrent encore une fois, consentirent à ne pas siéger, tout en maintenant leur droit, et les impôts furent votés. Mais, à partir de cette époque, ils furent définitivement exclus des diètes, malgré le diplôme de Rodolphe II, par ce motif que leur droit était incomplet, le Pape ne leur ayant pas accordé l'investiture.

On agita aussi, à la diète de 1597, une question d'une extrême importance, celle de savoir jusqu'où s'étendait le pouvoir de la majorité. L'archevêque de Salzbourg, les évêques d'Augsbourg et d'Eichstädt soutinrent que les décisions de la majorité n'obligeaient pas en matière d'impôts et que chaque prince souverain était libre de les accorder ou de les refuser. Les protestants, en minorité à la diète, déclarèrent de leur côté que les décisions de la majorité n'obligeaient pas non plus en matière religieuse. C'était nier une grande partie du pouvoir des diètes, car ils rangeaient parmi les questions religieuses toutes celles relatives aux biens ecclésiastiques; mais rien ne fut décidé à cet égard.

A l'exclusion des administrateurs du sein de la diète, succéda peu à peu celle des protestants du sein de la chambre de justice. Les protestants, s'y trouvant de plus en plus en minorité, soutenaient que ce tribunal ne devait pas juger les procès relatifs à la paix de religion, et que la diète était seule compétente en cette matière. La chambre de justice sembla d'abord leur donner raison, en consultant la diète sur ces questions en 1557 et en 1566; mais à partir de 1598, elle se mit à juger entièrement seule. Elle en avait le droit, car c'était précisément en vue des procès que pourrait soulever l'interprétation de la paix de religion que le traité

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 128 et suiv.

[2] Cette diète s'ouvrit le 20 décembre 1597 (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 141).

En 1597, l'empereur Rodolphe conféra à Léonard de Taxis la direction générale des postes de l'Empire, laquelle devint un fief de l'Empire en 1615 (Pfeffel, t. II, p. 228, 254).



d'Augsbourg de 1555 y avait admis les protestants[1]. De plus, un rescrit de la diète d'Augsbourg de 1566 avait déclaré formellement que, si n'importe qui réclamait contre une violation de la paix de religion, c'était à la chambre de justice à en connaître. Quatre procès s'étant présentés, dans lesquels des ordres religieux attaquaient des usurpations commises à leur détriment, la chambre de justice jugea en leur faveur, en s'appuyant sur le rescrit de 1566. Les protestants se plaignirent, et de ce que la chambre de justice s'était reconnue compétente en semblable matière, et de ce qu'elle avait jugé en faveur des couvents[2]. Ils prétendaient que la paix de religion, en supprimant la juridiction ecclésiastique dans les pays protestants, leur avait permis par là même de s'emparer des biens d'Église qui y étaient situés. Mais cette interprétation ne pouvait se soutenir; la paix d'Augsbourg avait supprimé les droits de juridiction du clergé catholique, mais non pas ses droits de propriété. Quant à la présence des protestants dans la chambre de justice, elle n'aurait peut-être pas été aussi utile à leurs coreligionnaires qu'on aurait pu le croire. En effet, la légalité se trouvant du côté des catholiques et la chambre de justice n'ayant qu'à appliquer la loi, les assesseurs protestants jugeaient comme les assesseurs catholiques. Il arriva même qu'un arrêt favorable aux catholiques fut rendu par quatre protestants et seulement deux catholiques[3].

La guerre avec les Turcs continuait sans événements décisifs. En 1602, l'archiduc Mathias, qui commandait les troupes impériales, avait réussi à prendre Pesth, mais sans pouvoir s'emparer d'Ofen qui n'en est séparé que par le Danube, et il avait perdu Stuhlweissenbourg. Il fallut convoquer une diète en 1603, pour obtenir des subsides. Elle s'assembla à Ratisbonne, en présence

[1] Sans en fixer le nombre.

[2] Voici ces quatre procès : 1° le visiteur général général des chartreux réclame un couvent que le comte d'OEttingen s'est fait céder par un prieur; 2° le provincial des carmes réclame des redevances en denrées que le chevalier de Hirschhorn a enlevées à un couvent; 3° les religieuses de Sainte-Marguerite, à Strasbourg, réclament leur couvent que le conseil municipal leur a pris; 4° l'évêque de Spire réclame contre le margrave de Bade-Bade qui s'est emparé d'un couvent de religieuses, sous prétexte que l'abbesse se conduit mal (RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 145).

[3] RANKE, *ibid.*, p. 141, 144, 146.

de Mathias, et accorda des impôts pour les trois années suivantes. La question de la chambre de justice y fut aussi examinée ; mais on ne put s'entendre. L'archiduc Mathias, qui avait pris une situation intermédiaire entre les catholiques et les protestants, parvint à empêcher une rupture, et il fut décidé que la solution de la question serait différée, chacun conservant ses droits[1].

Le catholicisme n'avait pas seulement pour lui la légalité et les jugements de la chambre de justice ; il avait encore la force nécessaire pour faire exécuter ces jugements. Les affaires d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Strasbourg s'étaient terminées à l'avantage des catholiques ; celle de Donauwerth ne fit que constater une fois de plus la faiblesse des protestants.

Donauwerth était une ville impériale mixte où, d'après la paix d'Augsbourg, catholiques et protestants devaient jouir des mêmes droits politiques et religieux. Mais, le protestantisme y ayant fait de nombreux prosélytes, le conseil municipal et les habitants devinrent en majorité luthériens, et les catholiques n'y possédèrent bientôt plus, pour l'exercice de leur culte, que les églises des couvents. Le 11 avril 1606, l'abbé du couvent de Sainte-Croix, afin de ranimer le zèle des catholiques, organisa, malgré l'opposition du conseil municipal, une procession solennelle qui traversa les rues de la ville, pour se rendre au village voisin d'Oxesheim. Au retour, la population soulevée se jeta sur les bannières, les mit en pièces et poursuivit les catholiques à coups de pied et de bâton jusqu'à l'église de Sainte-Croix.

Le conseil municipal, redoutant le châtiment de ces violences, demanda du secours aux villes et aux princes protestants du voisinage. Tous en promirent, mais aucun n'en donna : les uns, parce qu'ils attendaient de l'Empereur une solution pacifique; les autres, parce qu'ils étaient calvinistes et que Donauwerth était une ville luthérienne. L'empereur Rodolphe chargea le duc de Bavière de faire une enquête sur ce qui s'était passé.

Maximilien se mit à l'œuvre. Il envoya d'abord à Donauwerth le colonel Hasslang et le conseiller Forstenhauser, pour deman-

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 149, 154.



der des garanties en faveur des catholiques; mais les commissaires bavarois ne purent rien obtenir. Le bourgmestre lui-même n'était plus obéi. La foule des démagogues, composée de bourgeois endettés, d'ouvriers paresseux, de prolétaires sans ressources, était dirigée par un ancien orfévre ruiné, nommé Schenk, par un corroyeur nommé Feckel et par le secrétaire de la ville, George Kneus, qui devait toute son influence à la force de sa voix; et cette foule intimidait par ses menaces les habitants paisibles et la municipalité. Les femmes elles-mêmes prenaient part à ces désordres, et le prédicant Dolger ne faisait que les accroître par ses discours emportés.

Dès leur arrivée, les commissaires voulurent convoquer le conseil de ville; les syndics les en dissuadèrent, en leur déclarant que les bourgeois avaient trop bu ce jour-là pour pouvoir être réunis. Bientôt après, la populace, non contente d'injurier les commissaires, se mit à les poursuivre, et ils furent obligés, pour lui échapper, de se réfugier au couvent de Sainte-Croix. Une procession devait avoir lieu ce jour-là, en l'honneur de saint Marc; l'abbé et les bourgeois catholiques y renoncèrent à la prière du bourgmestre, de peur de paraître provoquer les protestants, et les commissaires quittèrent la ville. Les bourgeois riches et intelligents étaient d'avis de se soumettre à la volonté impériale; les démagogues, qui n'avaient rien à perdre, s'y opposèrent.

Les moyens pacifiques ayant échoué, Maximilien pressa Rodolphe II d'user de rigueur. Cependant Donauwerth se préparait à résister; on fondait des balles, on distribuait des armes et de la poudre, on garnissait les remparts d'artillerie, et l'on comptait toujours sur l'appui des voisins.

Rodolphe hésita longtemps; il craignait, en sévissant, de se brouiller avec les protestants; mais, d'un autre côté, ne pas punir Donauwerth, c'était encourager les autres villes à l'imiter. De guerre lasse, il finit par mettre Donauwerth au ban de l'Empire et par confier l'exécution de la sentence à Maximilien (août 1607).

Avant de faire marcher des troupes, le duc de Bavière recourut une dernière fois à la douceur. Il renvoya à Donauwerth Hasslang et Forstenhauser, avec deux autres commissaires. Les bourgeois avaient réfléchi; ils livrèrent les deux principaux chefs



de la rébellion, Schenk et Feckel. Mais à peine les commissaires avaient-ils quitté la ville avec leurs prisonniers, que les démagogues envahirent le rathhaus et s'emparèrent du pouvoir. Maximilien négocia encore, mais inutilement; il était impossible de rien obtenir d'une foule égarée; il fallut recourir à la force. Le duc envoya un corps d'armée de six mille fantassins et de six cents cavaliers, avec quatorze pièces de canon, sous le commandement du colonel Hasslang. Les troupes bavaroises traversèrent les États du palatin de Neubourg, sans que ce prince protestant osât faire aucune opposition; elles observèrent d'ailleurs, pendant leur marche, une exacte discipline, et arrivèrent le 16 décembre 1607 devant les murs de Donauwerth.

Le lendemain, au point du jour, les Bavarois, prêts à donner l'assaut, étaient rangés en bataille dans la plaine, alors couverte de neige. Les habitants n'avaient pas cru à une exécution sérieuse et comptaient encore sur le secours des villes impériales qui les avaient encouragés à résister. Ils attendirent vainement. Abandonnés par leurs alliés, n'ayant pour toute garnison que quelques centaines d'hommes commandés par un capitaine Moser, que le palatin de Neubourg leur avait envoyé, ils décidèrent de se rendre. Douze d'entre eux vinrent remettre les clefs de la ville au colonel sur le pont du Danube. Un silence de mort régnait dans Donauwerth lorsque les Bavarois y entrèrent. Les rues étaient désertes; les femmes et les enfants regardaient seuls aux fenêtres. Le colonel Hasslang fit occuper les portes et le principal corps de garde. Il fit venir auprès de lui, dans le couvent de Sainte-Croix, les quarante membres du conseil municipal, les dépouilla de leurs charges au nom de l'Empereur et leur annonça que la ville serait à l'avenir administrée par une commission impériale. Les bourgeois livrèrent leurs armes sans mot dire. Le commandant se fit remettre les clefs des édifices publics et le sceau de la ville. Il ne rencontra pas la moindre résistance; les habitants étaient passés de la plus folle confiance au plus profond abattement. Les chefs de la révolte s'étaient enfuis; on parvint à en arrêter huit des plus compromis, entre autres le secrétaire Kneus. Hasslang avait fait élever un gibet sur la place du marché; le duc de Bavière, plus porté à l'indulgence que ses agents, ordonna de l'abattre et réserva à l'Empereur le soin de statuer sur le châtiment des coupables. Ils en furent quittes pour un em-



prisonnement de un à deux ans; le capitaine Moser seul fut pendu, conformément aux lois de la guerre, pour avoir pris du service dans une ville mise au ban de l'Empire.

Les frais de l'exécution s'élevaient à trois cent mille florins. Rodolphe II, ne pouvant les rembourser pour le moment à Maximilien, lui laissa la ville en gage; mais, faute d'argent, Donauwerth resta définitivement à la Bavière, à laquelle elle avait été enlevée d'ailleurs deux siècles auparavant. L'administration y fut mise en harmonie avec celle du duché. Très-hostile au régime démocratique des villes impériales, Maximilien confia le gouvernement à un lieutenant ducal qui devait recevoir les ordres de Munich et ne laissa que voix consultative à la nouvelle municipalité; encore fût-elle composée en majorité de catholiques : huit contre quatre protestants. Le duc se proposait de ramener la ville au catholicisme; il donna les charges à ses coreligionnaires et supprima les prédications luthériennes. Quiconque ne s'accommodait pas du nouvel ordre de choses pouvait émigrer; c'est ce que firent bon nombre de luthériens qui se répandirent partout en plaintes amères contre la tyrannie et les persécutions du duc[1].

L'exécution contre Donauwerth irrita profondément les protestants; ils se plaignirent de ce que la ville avait été mise au ban de l'Empire par l'Empereur, tandis qu'elle ne pouvait l'être que par une diète ou par la chambre impériale, et de ce que l'exécution avait été confiée à Maximilien, directeur du cercle de Bavière, au lieu de l'être au duc de Würtemberg, directeur du cercle de Souabe dont Donauwerth faisait partie[2].

On pouvait effectivement discuter sur ces deux points; mais ce qui irrita le plus les protestants, ce qui les terrifia en même temps, c'est que cette exécution leur fit craindre que l'Empereur n'eût résolu d'appliquer sévèrement à l'avenir le traité d'Augsbourg et de leur enlever les biens d'Église dont ils s'étaient emparés. Quant aux catholiques, leur confiance s'en accrut, et ils

[1] Maximilien avait fait ce qu'un souverain avait le droit de faire; la question était seulement de savoir si Donauwerth, par suite de sa révolte, avait perdu sa qualité de ville impériale et si le duc de Bavière avait les droits souverains sur une ville qu'il ne possédait qu'à titre de gage.

[2] Schreiber, *Maximilian I, der Katholische, Kurfürst von Bayern, und der dreissigjährige Krieg*, 106, 112, 123, 126, 130, 168; Pfeffel, t. II, p. 235; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 405; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 155 et suiv.



commencèrent à considérer comme leur chef le prince qui venait de défendre si énergiquement leurs droits.

Rodolphe II se fit représenter à la diète de Ratisbonne de 1608, non plus par son frère Mathias, dont il se défiait à cause de ses relations avec les protestants, mais par son cousin l'archiduc Ferdinand de Styrie. Ferdinand ouvrit la diète le 8 janvier 1608, et demanda des subsides pour faire la guerre aux Turcs. Les protestants, comme d'habitude, refusèrent de rien accorder, tant qu'on n'aurait pas fait droit à leurs réclamations, et, entre autres choses, tant que la paix de religion n'aurait pas été confirmée avec une clause qui abandonnerait aux protestants les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés depuis lors. Ils réclamaient en réalité la suppression de la paix de religion de 1555 et son remplacement par une paix nouvelle. Le parti favorable aux jésuites leur répondit que la paix d'Augsbourg avait été annulée par le concile de Trente et que les catholiques devaient recouvrer même les biens ecclésiastiques dont les protestants s'étaient emparés avant le traité de Passau.

Rodolphe II, dans l'espoir d'obtenir la paix, aurait accordé la transformation de la paix d'Augsbourg, telle que la réclamaient les protestants ; mais l'archiduc Ferdinand, poussé par le vicaire général des augustins le frère Félix Milensio, qui représentait à la diète le nonce du Pape, le fit changer d'avis. Le collége des électeurs et celui des princes restèrent à égale distance des deux extrêmes, et, se bornant à appliquer la loi, réclamèrent, pour les catholiques, seulement les biens ecclésiastiques envahis depuis le traité de Passau, de 1552. Ces divergences rendaient toute entente impossible, et le choix de Ferdinand pour commissaire de l'Empereur à la diète, succédant à l'exécution de Donauwerth, accroissait encore les défiances des protestants. Le 27 avril 1608, ils remirent la liste de leurs griefs à l'archiduc et se retirèrent. Rodolphe, qui ne voulait pas clore la diète avant d'en avoir obtenu des subsides, la déclara seulement suspendue [1].

Depuis longtemps déjà les protestants éprouvaient le besoin de s'unir ; mais les divisions qui avaient éclaté entre les luthériens

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 159, 161, 169 ; Pfister, t. VIII, p. 88.



et les calvinistes, et la mésintelligence qui régnait entre la Saxe et le Palatinat, les avaient empêchés de s'entendre. En 1606, plusieurs d'entre eux, calvinistes pour la plupart, s'étaient groupés à Heidelberg, autour de l'électeur palatin Frédéric IV, et avaient jeté les premières bases d'un accord [1]. Ce fut seulement après l'exécution contre Donauwerth et lorsque, dans la diète de Ratisbonne de 1608, les catholiques se furent montrés plus hostiles que jamais, qu'ils oublièrent assez leurs querelles pour s'unir contre leurs ennemis. Une conférence eut lieu à Stuttgart, au commencement de mars 1608. Deux princes luthériens : le margrave Frédéric de Bade et le comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg, et un calviniste, Christian d'Anhalt, s'y rendirent ; ce dernier, le plus zélé des trois, représentait l'électeur palatin, dont il était le lieutenant à Amberg, dans le Haut-Palatinat. Ils s'entendirent sur la nécessité d'une défense commune contre la restauration catholique. Pour soulever moins de difficultés, Christian d'Anhalt proposa de former, non pas une union générale de tous les princes protestants, mais une union restreinte de quelques-uns d'entre eux, pour se garantir des menaces de la Bavière. Une seconde conférence, tenue également à Stuttgart, décida que les princes qui devaient en faire partie se réuniraient en personne à Ahausen [2].

L'entrevue eut lieu effectivement, en secret, le 12 mai 1608, à Ahausen, dans un couvent sécularisé. Le margrave Frédéric de Bade-Durlach, le comte palatin Wolfgang-Guillaume de Neubourg [3], le duc Jean-Frédéric de Würtemberg, le jeune margrave Joachim-Ernest de Brandebourg-Ansbach et Christian d'Anhalt y assistèrent. L'alliance de Heidelberg fut renouvelée pour dix ans, sous le nom d'*Union*, et l'électeur palatin fut choisi pour directeur. Les *Unis* devaient se secourir en cas d'attaque, et avoir pour cela une armée et une caisse. On décida de lever douze mille hommes que commanderait le margrave d'Ansbach [4]. Tous les

[1] Les protestants s'étaient assemblés à Spire le 16 mars 1594, et la même année à Heilbronn; à Francfort en 1598, à Friedberg en 1599; ils n'avaient pu s'entendre (Pfister, t. VIII, 61, 69).

[2] Ahausen, sur la Wörnitz, dans le margraviat d'Ansbach.

[3] C'était le fils de Philippe-Louis, qui avait assisté au colloque de Ratisbonne.

[4] Dans le cas où Henri IV envahirait l'Allemagne, l'Union devait se joindre à lui.



membres s'engagèrent par serment à présenter leurs griefs religieux à toutes les diètes de l'Empire et des cercles, et à repousser tous les décrets de l'Empereur qui seraient défavorables aux calvinistes et aux luthériens. On devait partout combattre la papauté et les Espagnols; et, pour supprimer autant que possible les brouilles occasionnées par les différences de religion, il fut convenu qu'on défendrait aux théologiens luthériens et calvinistes de s'attaquer réciproquement dans leurs écrits et dans leurs discours.

L'Union fut ainsi formée, sans que l'Empereur en eût été averti ou la ratifiât, c'est-à-dire en violation de la constitution de l'Empire qui interdisait des ligues particulières. Elle ne comptait pas d'ailleurs dans son sein les plus puissants des princes protestants; les électeurs de Saxe et de Brandebourg et le landgrave de Hesse-Darmstadt refusèrent d'en faire partie : l'électeur de Saxe, à cause de son zèle luthérien qui l'empêchait de s'allier avec des calvinistes; l'électeur de Brandebourg, parce qu'il était sous l'influence de la Saxe; le landgrave de Hesse-Darmstadt, pour des considérations de famille.

Le but de l'Union, outre la défense mutuelle de ses membres, était de faire comprendre les calvinistes dans la paix d'Augsbourg, de se maintenir en possession des biens ecclésiastiques envahis, d'en envahir d'autres, et en outre d'assurer à des princes protestants la succession des États de Juliers, dont le souverain allait mourir sans laisser d'enfants. Mais, n'ayant de leur côté qu'un électeur sur sept et seulement quelques princes et quelques villes[1], il leur était impossible, avec leurs propres forces, d'atteindre à aucun de ces résultats; c'est pourquoi ils cherchèrent un appui à l'étranger, en France, en Hollande et en Angleterre. La France se proposait alors d'abaisser la maison d'Autriche; la Hollande soutenait, contre la branche espagnole de cette maison, une lutte implacable; enfin le roi d'Angleterre, Jacques Ier, allait marier sa fille Élisabeth à Frédéric V, l'héritier de l'électeur palatin (1613)[2]. Plusieurs traités avaient déjà été conclus, et, dès l'an-

[1] Les principales furent : Nüremberg, Francfort, Ulm, Worms, Spire, Strasbourg (Schreiber, p. 139).

[2] La mère de Frédéric V était Louise-Juliane, princesse de la maison d'Orange. — Voir, pour le mariage de Frédéric V avec Elisabeth, Lingard, *Histoire d'Angleterre*, trad. de Wailly, t. IV, p. 537.

née 1608, la France se proposait d'arracher le roi de Suède, Charles IX, père de Gustave-Adolphe, à sa guerre avec la Pologne, pour l'engager dans une alliance avec les protestants d'Allemagne[1].

Les catholiques n'avaient pas tardé à être informés de la création de l'Union et de ses desseins. Un seul prince pouvait les rallier autour de lui : c'était le duc de Bavière. Au moment où il préparait l'exécution contre Donauwerth, son frère Ferdinand, coadjuteur de Cologne, exprima l'avis que les catholiques devaient s'entendre pour repousser les protestants, s'ils secouraient cette ville. Peu de temps après, à la diète de Ratisbonne (1608), le prince-évêque Jules de Würtzbourg[2] engagea le duc à se mettre à la tête des catholiques. Maximilien y avait déjà songé, et c'était dans cette prévision qu'il avait puissamment organisé son armée. La Bavière, par suite de sa position géographique loin des protestants, était sans doute le moins exposé de tous les États catholiques de l'Allemagne; mais Maximilien ne se dissimulait pas que, si elle laissait succomber les autres États catholiques, spécialement les électorats ecclésiastiques, un jour viendrait où, n'ayant plus d'alliés et environnée d'États protestants, elle périrait aussi, et, avec elle, le catholicisme.

Le duc de Bavière accueillit favorablement la proposition de l'évêque de Würtzbourg et se mit à travailler sans relâche à l'établissement d'une Ligue catholique. Il n'y parvint qu'avec de grandes difficultés, par suite de l'apathie des électeurs ecclésiastiques et des évêques, de la répugnance qu'ils montraient tous à faire des sacrifices dans l'intérêt commun, enfin des défiances de la maison de Habsbourg. Le 10 juillet 1609, le traité qui fondait la *Sainte-Ligue allemande* fut signé à Munich par une réunion de princes catholiques. Créée pour neuf ans, elle devait être défensive, et avait pour principal but de maintenir dans l'Empire la religion catholique et la paix, d'empêcher l'invasion des biens ecclésiastiques et de recouvrer ceux qui avaient été pris

[1] RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 170 et suiv.; SCHREIBER, p. 132.

[2] Il avait, en outre, le titre de duc de Franconie. L'Autriche et la Bavière avaient déjà formé, avant 1556, à Landsberg, une ligue qui devait s'étendre à toute l'Allemagne méridionale (PFISTER, t. VII, p. 146). Les évêques de Franconie y avaient adhéré en 1557 (PFISTER, t. VII, p. 176).

contrairement à la paix d'Augsbourg. Si l'un de ses membres était attaqué ou lésé dans ses droits, les autres devaient le secourir, et aucun d'eux ne pourrait faire la paix sans la participation de tous. Leurs contestations seraient jugées par un tribunal spécial. Chacun contribuerait à fonder une caisse commune. La haute direction était attribuée à Maximilien, comme colonel de la Ligue; mais il ne pourrait rien décider, ni pour les affaires intérieures, ni pour les affaires extérieures, sans l'assistance de trois adjoints : les évêques de Würtzbourg, d'Augsbourg et de Passau, représentant chacun un des trois cercles, de Franconie, de Souabe et de Bavière. La Ligue fut composée d'abord : du duc de Bavière, de ses trois adjoints, les évêques de Würtzbourg, d'Augsbourg et Passau; des trois électeurs ecclésiastiques de Mayence, de Cologne et de Trèves; de l'évêque de Constance, de l'abbé de Kempten et du prieur d'Ellwangen[1].

Peu de temps après, le 29 octobre 1609, le roi d'Espagne, Philippe III, promit de fournir un subside annuel pour l'entretien de quatre mille hommes; mais on ne pouvait guère y compter, parce que l'Espagne n'avait l'intention de soutenir la Ligue que si elle se mettait sous la direction de l'Empereur. Quant au pape Paul V, il n'osa rien promettre, de peur de se brouiller avec la France.

L'Allemagne se trouvait ainsi partagée entre l'Union protestante et la Ligue catholique, la première ayant à sa tête l'électeur palatin, et la seconde le duc de Bavière, lorsque survint l'affaire de la succession de Juliers[2].

Jean-Guillaume, duc de Juliers-Clèves-Berg, venait de mourir le 25 mars 1609, sans laisser d'enfants. Ses États n'étaient pas considérables; mais, placés sur les bords du Rhin et divisés en six tronçons enclavés dans les États ecclésiastiques, avec quelques forteresses, entre autres Juliers et Wesel, ils avaient, par leur situation, une importance plus grande que ne le comportait leur étendue[3]. Le souverain qui venait de mourir était catholique, mais beaucoup de ses sujets étaient protestants.

[1] Le duc de Bavière était donc le seul membre laïque de la Ligue.

[2] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 413; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 174; Schreiber, p. 133, 136, 140; Gindely, *Rudolf II und seine Zeit*, t. II, p. 54.

[3] Les trois duchés de Juliers, de Clèves et de Berg, les comtés de la

Le duc de Juliers avait pour héritiers des collatéraux nombreux et de religions différentes. La question de succession était obscure, à cause des lois d'hérédité spéciales aux six tronçons. Les deux principaux prétendants étaient : Jean-Sigismond, électeur de Brandebourg [1], et Philippe-Louis, comte palatin de Neubourg [2], le premier calviniste, le second luthérien et membre de l'Union. Ces deux compétiteurs s'entendirent pour prendre possession de l'héritage et s'engagèrent, par un traité signé à Dortmund le 31 mai 1609, à l'administrer en commun, en attendant un partage définitif.

L'accroissement de puissance que cette occupation donnait à deux princes protestants ne satisfit pas la cour de Vienne ; elle considéra l'héritage comme un fief dévolu à l'Empire faute d'héritiers mâles, et Rodolphe II, en conséquence, le mit sous séquestre et le fit occuper, entre autres la forteresse de Juliers, par son cousin l'archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg, frère de Ferdinand de Styrie [3].

Le roi de France, Henri IV, et la Hollande, qui ne s'accommodaient pas de la présence des Impériaux sur leurs frontières, s'entendirent pour les repousser et se préparèrent à la guerre. Les membres de l'Union protestante s'assemblèrent, de leur côté, à Hall en Souabe [4], au commencement de janvier 1610, pour délibérer, avec les ambassadeurs de France et de Hollande, sur les mesures à prendre, et, le 11 février de la même année, signèrent avec la France un traité qui fixait le nombre de troupes à lever et l'époque à laquelle devait commencer la guerre. Mais, sans attendre les Français, plusieurs membres de l'Union avaient déjà pris les armes (1609), chassé l'archiduc Léopold, rétabli les

Mark et de Ravensberg et la seigneurie de Ravenstein (POIRSON, *Histoire de Henri IV*, t. IV, p. 76).

[1] Époux d'Anne de Prusse, fille unique de Marie-Eléonore, l'aînée des quatre sœurs du duc défunt.

[2] Epoux d'Anne, la seconde des quatre sœurs.

[3] RANKE, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 415 ; PFISTER, t. VIII, p. 103 ; SCHREIBER, p. 138 ; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. I, p. 13 ; PFEFFEL, t. II, p. 238, 240 ; BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 21.

[4] L'*Union protestante* fut aussi appelée *Union évangélique* ou *Union de Hall* (POIRSON, t. IV, p. 78).

L'électeur palatin Frédéric IV mourut en 1610, laissant ses États à son fils mineur, Frédéric V (PFEFFEL, t. II, p. 241).



deux prétendants et rançonné les électorats ecclésiastiques et les évêchés de Franconie.

Le danger pour ces États ecclésiastiques était pressant; ils n'avaient plus d'espoir que dans le duc de Bavière. Mais celui-ci craignit, en les secourant, de faire intervenir la Ligue dans la question de Juliers et de la compromettre vis-à-vis de la France. Il continua toutefois à accroître ses forces et à étendre ses alliances, afin d'être prêt à tout événement. Le 8 février 1610, les représentants de la Ligue se réunirent à Würtzbourg, pour achever leur organisation. De nouveaux membres y adhérèrent : ce furent les évêques de Ratisbonne, de Strasbourg, de Bamberg, de Spire et de Worms, les prieurs de Bruchsal et d'Odenheim, les prélats de Kaisersheim et de Saint-Emmeran. On résolut de ne pas inviter l'empereur Rodolphe à y entrer, parce qu'on ne pouvait en attendre aucun secours, à cause de sa brouille avec son frère Mathias, et que son accession aurait pu décider certains princes luthériens qui demeuraient encore neutres, comme l'électeur de Saxe, à entrer dans l'Union protestante; mais on y admit l'archiduc Ferdinand de Styrie. On devait demander la neutralité du roi de France, de l'électeur de Saxe et du landgrave de Hesse-Darmstadt. Une députation fut envoyée auprès de l'Empereur, à Prague, pour lui faire connaître l'organisation de la Ligue et lui en demander la confirmation, comme l'exigeaient les lois de l'Empire. Rodolphe refusa de recevoir les députés.

Une nouvelle assemblée eut lieu à Munich, en mai 1610. Comme les confédérés montraient une grande répugnance à payer les subsides qui devaient alimenter la caisse commune, et que l'Espagne, de son côté, refusait d'en fournir tant que la direction n'aurait pas été donnée à l'Autriche, le duc de Bavière s'y démit des fonctions de chef de la Ligue, en faveur de son beau-frère, l'archiduc Ferdinand de Styrie. Cet acte, qui jeta momentanément le désarroi parmi les Ligueurs, leur assura l'appui de l'Espagne. Philippe III prit le titre de protecteur de la Ligue, nomma l'archiduc Ferdinand son lieutenant, avec le titre de vice-protecteur, et consentit à ce que le duc de Bavière en conservât la direction effective [1]. Maximilien accepta [2].

[1] Ferdinand de Styrie, en sa qualité de vice-protecteur, fut affranchi de toute contribution.

[2] Poirson, t. IV, p. 77 et suiv.; Schreiber, p. 139, 147.



Des deux côtés on se préparait à la lutte, l'Union appuyée sur la France, la Ligue sur l'Espagne; et Henri IV allait peut-être réaliser son grand dessein : abaisser la maison d'Autriche, rétablir l'unité de religion en Europe, refouler les Ottomans en Asie et faire ainsi régner la paix, quand il fut assassiné par Ravaillac, le 14 mai 1610; la nouvelle de cet attentat réduisit aussitôt les protestants à l'inaction. Les ministres de la régente de France, Marie de Médicis, étaient trop zélés catholiques pour les secourir, et d'ailleurs la minorité du Roi compliquait trop les affaires intérieures, pour qu'on pût se lancer dans une guerre étrangère. D'un autre côté, le pape Paul V, que la présence de Henri IV n'intimidait plus, s'efforçait de séparer la France des protestants allemands; et le duc de Bavière, par l'entremise du Père Cotton, obtenait de la régente que la France resterait neutre.

Pendant que l'Union perdait avec Henri IV son principal allié, la Ligue se renforçait. Au milieu du mois d'août 1610, un traité fut conclu à Prague, pour trois ans, entre elle et l'Espagne, par lequel Philippe III s'engageait à lui payer un subside de trente mille ducats par mois. Le Pape lui promit aussi son appui.

A la fin d'août 1610, la Ligue tint une réunion à Augsbourg. On y décida de lever une armée de vingt mille hommes, dont on confierait l'organisation au duc de Bavière. L'ambassadeur autrichien essaya de faire admettre l'électeur de Saxe parmi les membres, pour diminuer l'influence de Maximilien. Il ne put y réussir, parce que l'admission d'un prince protestant aurait brouillé les Ligueurs avec le Saint-Siége et avec l'Espagne. Malgré cela, l'empereur Rodolphe se décida à prendre parti pour eux; il mit l'Union au ban de l'Empire et chargea le duc de Bavière de l'exécution.

N'étant plus soutenus par Henri IV, et ayant l'Empereur contre eux, les Unis demandèrent à négocier. Le duc de Bavière, sur qui retombait la plus grande partie des charges de la guerre, y consentit. Rome et l'Espagne recommandaient aussi la paix, afin de n'avoir plus de subsides à payer. Elle fut signée à Munich le 24 octobre 1610[1]. Les protestants évacuèrent les États ecclésias-

[1] Ce traité avait été précédé d'une trêve signée à Villstädt, le 24 août 1610 Schreiber, p. 152; Pfister, t. VIII, p. 117 et suiv.).

tiques, et la question d'indemnité pour les dommages causés fut remise à des arbitres [1].

Ce traité ne décidait rien relativement à l'affaire de Juliers. Le comte palatin, Philippe-Louis de Neubourg, avait envoyé son fils, le jeune Wolfgang-Guillaume, à Düsseldorf, pour prendre possession des États de Juliers conjointement avec l'électeur de Brandebourg. Les deux prétendants ne purent s'entendre cette fois, et un soufflet que l'électeur donna à Wolfgang, dans un festin, les brouilla tout à fait. Le jeune prince de Neubourg chercha un appui en Bavière, et, pour l'obtenir plus sûrement, épousa à Munich, le 10 novembre 1613, Magdeleine, la plus jeune des sœurs de Maximilien; il embrassa même secrètement le catholicisme.

Le mariage de Wolfgang avec une princesse catholique ne pouvait qu'accroître les difficultés avec le Brandebourg. Elles se renouvelaient à tout propos. Un jour, les soldats de l'électeur tirèrent des coups de feu dans l'église catholique où priait Magdeleine; une autre fois, ils essayèrent, sans y réussir, de s'emparer de Düsseldorf; enfin l'électeur, après s'être entendu avec l'Union, appela les Hollandais à son secours, et ceux-ci, commandés par Maurice d'Orange, s'emparèrent de Juliers. L'électeur avait embrassé le calvinisme pour être plus sûr de leur appui. Quant à Wolfgang, il n'était pas encore soutenu par la Ligue; sa conversion ayant été tenue secrète, il passait toujours pour luthérien. Sur le conseil de son beau-frère Maximilien, il se décida à la faire connaître (1614), et se concilia par là les sympathies de la Ligue et des catholiques des États de Juliers. Le duc de Bavière lui prêta en même temps de fortes sommes, lui obtint la neutralité de la France et le secours de l'archiduc Albert, gouverneur de Belgique; le marquis de Spinola passa la Meuse à la tête de trente mille Espagnols, prit possession, au nom de l'Empereur, d'Aix-la-Chapelle, de Mülheim, de Wesel, de Xanthen, et chassa de partout les Hollandais.

Les protestants, qui avaient appelé les Hollandais dans l'Empire, se récrièrent lorsqu'ils y virent entrer les Espagnols. Le 6 octobre 1614, l'électeur de Brandebourg et le comte de Neu-

[1] Schreiber, p. 151-167; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 414; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 175.



bourg essayèrent de faire à Xanthen un partage provisoire. Le premier devait administrer Clèves; le second, Juliers et Berg; les Hollandais et les Espagnols se seraient retirés; mais on ne put s'entendre.

De nouveaux partages eurent lieu en 1624, en 1630, en 1666, et plus tard d'autres encore. L'affaire se compliqua, par suite des prétentions de l'électeur de Saxe, Christian II, et de ses successeurs, fondées sur une expectative que l'empereur Frédéric III avait accordée à leur maison en 1483; mais tout l'héritage finit par tomber au pouvoir du Brandebourg, c'est-à-dire de la Prusse[1].

Sur ces entrefaites, Mathias devint empereur (1612). Khlésel, son ministre, essaya de rétablir la paix en demandant la dissolution de l'Union et de la Ligue, car il attribuait tout le mal à ces alliances particulières; ni l'une ni l'autre n'y consentirent. Les Unis, menacés par les Espagnols, cherchèrent de nouveaux alliés; ils en trouvèrent un dans le duc de Savoie, Charles-Emmanuel. C'était un prince catholique, mais songeant avant tout à agrandir ses États; et comme il convoitait le duché de Milan qui appartenait au roi d'Espagne, il recherchait l'appui des protestants. Ernest de Mansfeld étant devenu le général de l'Union, le duc de Savoie le prit à son service, et lui donna de l'argent pour lever des soldats en Allemagne.

Maximilien avait bien mérité de l'Empereur en empêchant l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt d'entrer dans l'Union. Khlésel n'en poursuivit pas moins son dessein de détruire ou de dominer la Ligue, dont la puissance menaçait son crédit à la cour de Vienne. Il obtint d'abord à Ratisbonne (1613) qu'elle serait divisée en trois directoires : rhénan, bavarois et autrichien, à la tête desquels se placeraient l'électeur de Mayence, le duc de Bavière et l'archiduc Maximilien de Tyrol. Khlésel espérait que le directoire autrichien absorberait peu à peu les deux autres, et que la Ligue obéirait à l'Empereur, c'est-à-dire à lui-même, car Mathias ne faisait rien sans son ministre.

Pour déjouer ce projet, Maximilien organisa à Augsbourg, dans le sein même de la Ligue, une alliance spéciale, comprenant

[1] PFEFFEL, t. II, p. 253, 286; SCHREIBER, p. 155, 169; LEVASSOR, t. I, p. 431.



la Bavière, les évêques de Würtzbourg, de Bamberg, d'Augsbourg et d'Eichstädt, et le prieur d'Ellwangen. Cette Ligue restreinte, conclue pour neuf ans, le 14 mars 1614, attira bientôt dans son sein l'archiduc Léopold, évêque de Passau, frère de Ferdinand de Styrie, l'évêque de Ratisbonne, et avec celui-ci l'abbaye de Saint-Emmeran et les deux couvents de femmes du Haut et Bas-Münster.

L'alliance d'Augsbourg renforçait le directoire bavarois. Maximilien de Tyrol, pour relever le directoire autrichien, contraignit quelques évêques et plusieurs villes à y entrer. C'était une violation du recès [1] de Ratisbonne, d'après lequel chacun des membres de la Ligue pouvait choisir son directoire; mais l'électeur de Mayence, les prélats et les villes de Souabe se laissèrent gagner par l'Autriche, et, devant l'opposition persistante de la cour de Vienne, le duc de Bavière se démit de nouveau de sa charge de colonel (1616).

La démission de Maximilien atterra les catholiques autant qu'elle réjouit les protestants. Les évêques de Würtzbourg et de Bamberg déclarèrent que si le duc abandonnait le commandement, c'en était fait de la Ligue, de l'Allemagne et de la religion catholique. Plusieurs autres évêques essayèrent de le faire revenir sur sa décision, mais ils échouèrent.

Par suite de la démission du duc de Bavière, Khlésel devint le seul chef de la Ligue sous le nom de l'archiduc Maximilien de Tyrol. Il crut le moment favorable pour essayer, avec l'appui de l'Espagne, de placer tous les princes de l'Empire dans une complète dépendance de la maison d'Autriche. Cette tentative, qui fut reprise plus tard par Wallenstein, et qui aurait abouti, si elle eût réussi, à transformer l'Allemagne en une monarchie militaire et centralisée, provoqua une opposition unanime. Le duc de Bavière, l'électeur palatin, catholiques et protestants, toute l'Allemagne se récrièrent. Mathias fut promptement découragé par cette résistance et se montra disposé à céder; mais Khlésel [2] lui persuada que l'opposition cesserait dès que l'Union et la Ligue auraient été dissoutes, et le 3 avril 1617 l'Empereur prononça cette dissolution. Le résultat ne répondit pas aux espérances de

[1] *Recès* ou *recez*, procès-verbal résumant des conventions.

[2] Il était devenu cardinal.

Khlésel; personne n'obéit, et l'Empereur resta isolé en face des deux partis qui divisaient l'Allemagne [1].

Sur ces entrefaites, l'archiduc Ferdinand de Styrie, qui désapprouvait la conduite de Khlésel, écrivit au duc de Bavière et à l'électeur de Cologne, pour leur recommander les intérêts du catholicisme en Allemagne. D'un autre côté, Jean Gottfried, le nouveau prince-évêque de Würtzbourg et de Bamberg, l'évêque Jean-Christophe d'Eichstädt et le prieur d'Ellwangen prièrent le duc de Bavière de les protéger contre l'Union. Maximilien, après avoir hésité pendant quelque temps, fonda en secret, avec ces trois prélats, ainsi qu'avec son frère Ferdinand, archevêque-électeur de Cologne, une nouvelle Ligue. Pendant que l'Empire se dissolvait, faute d'un chef intelligent et ferme, le duc de Bavière, avec ses alliés, se préparait à une guerre qu'il considérait comme inévitable et prochaine [2].

[1] L'Union protestante renouvela son alliance pour trois ans à Heidelberg (SCHREIBER, p. 178).
[2] RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 239; SCHREIBER, p. 168, 179.

CHAPITRE II

RÉVOLUTION DYNASTIQUE DANS LA MAISON D'AUTRICHE.

1576-1618.

Lois d'hérédité, partages, dans la maison de Habsbourg.

RODOLPHE II. — Faiblesse de son gouvernement, sa défiance à l'égard de Mathias. — Les archiducs.

Progrès du catholicisme. Mesures de Rodolphe II contre les protestants. — Révolte de Bocskay en Hongrie (1605). — Les archiducs, par le *Traité de Vienne,* nomment Mathias chef de la maison de Habsbourg (25 avril 1606). — *Paix de Zsitwa-Torok* avec Bocskay et la Turquie (11 nov. 1606). — Rodolphe est obligé de céder à Mathias une partie de ses États (1608). — Concessions de Rodolphe et de Mathias aux protestants. — *Lettre de majesté* (9 juillet 1609). — Christian d'Anhalt et les princes catholiques à Prague. — Réconciliation apparente de Rodolphe avec les archiducs (1610). Expédition de Léopold pour s'emparer de la Bohême; elle échoue (1610-1611). *Mathias roi de Bohême* (1611). — *Mort de Rodolphe* (20 janvier 1612).

MATHIAS (1612-1619) est élu empereur (13 juin 1612). Son gouvernement.

Diète de Ratisbonne (13 août 1613). Question des biens ecclésiastiques. Droits de siéger des administrateurs. Droits de la majorité. Conseil aulique.

L'électeur *palatin* Frédéric V épouse *Élisabeth,* fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre (14 février 1613).

Question de succession. On presse Mathias de se désigner un héritier. Philippe III présente son fils don Carlos; les archiducs présentent Ferdinand de Styrie. Négociations entre le roi d'Espagne et Ferdinand. Khlésel.

La diète de Bohême admet que la couronne est héréditaire et reconnaît Ferdinand pour roi (6 juin 1617). — *Ferdinand* est couronné *roi de Bohême* (19 juin 1617).

Diète de Hongrie. Discussion sur la couronne de Hongrie; la diète décide qu'elle n'est pas héréditaire et élit *Ferdinand roi de Hongrie* (16 mai 1618); il est couronné (1er juillet 1618).

Ferdinand recueille tout l'héritage des Habsbourg, en Allemagne.

Charles-Quint avait laissé à son fils, Philippe II : l'Espagne avec ses colonies, les Pays-Bas, la Franche-Comté, le Milanais et



le royaume de Naples, y compris la Sicile [1]; et à son frère, Ferdinand I[er], déjà roi de Bohême et de Hongrie, la dignité impériale [2], ainsi que toutes les possessions de la maison de Habsbourg en Allemagne [3].

Ferdinand I[er] partagea à son tour ses États entre ses trois fils [4]. Maximilien II, l'aîné, eut, avec la dignité impériale, l'archiduché d'Autriche, la Bohême et la Hongrie; Ferdinand, le Tyrol, l'Alsace et l'Autriche antérieure ou *Vorlande*, composée du Brisgau et de la Souabe autrichienne; Charles, enfin, reçut l'Autriche centrale, qui comprenait la Styrie, la Carniole et la Carinthie [5].

Ce fut seulement à la mort de Maximilien II (1576) que, l'intérêt général de la dynastie et des sujets l'emportant sur l'intérêt particulier des archiducs, le principe de la transmission intégrale des biens à l'aîné fut établi dans la maison d'Autriche. Au lieu de partager ses États entre tous ses fils, comme avait fait son père Ferdinand I[er], Maximilien les laissa en entier à l'aîné Ro-

[1] En 1540, 1555, 1556.

[2] En 1556.

[3] Ranke, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, t. II, p. 332, 337, 342; t. V, p. 325.

[4] Il mourut en 1564.

[5] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II und seiner Eltern*, t. I, p. 20. Ces diverses possessions avaient été acquises par la maison de Habsbourg de la manière suivante :

L'archiduché d'Autriche, la *Styrie*, la *Carniole*, furent enlevés en 1276 par Rodolphe I[er] de Habsbourg, comte en Alsace, élu empereur en 1273, au roi de Bohême, Ottocar, qui s'était révolté contre lui (Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. I, p. 425).

La *Carinthie* fut acquise en 1336, par suite du mariage d'Albert I[er] avec Élisabeth, fille du duc de Carinthie (Pfeffel, t. I, p. 430, 497).

L'*Alsace*. Rodolphe de Habsbourg y possédait les comtés de Habsbourg et de Kybourg, et le landgraviat de Haute-Alsace; le reste de l'Alsace et le Brisgau furent acquis par ses successeurs (Pfeffel, t. I, p. 422).

Le *Tyrol* et la *Souabe* furent acquis par les fils d'Albert II, en 1359... (Pfeffel, t. I, p. 423).

La *Bohême* et la *Hongrie*, par Ferdinand I[er], élu en 1526, après la mort du dernier des Jagellons, Louis II, tué à la bataille de Mohacz, la même année (Ranke, *Deutsche Geschichte*, t. II, p. 331, 337, 342).

L'*Histoire d'Allemagne*, du père Barre, nous donne de bons portraits gravés des empereurs; voir t. VIII et surtout IX, pour la période de 1550 à 1650.

L'ouvrage de Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, contient, au commencement des deux volumes, ceux des principaux personnages de la guerre de Trente ans. On en trouve également d'intercalés dans le *Theatrum Europæum*, d'Abelinus.



dolphe II; les autres ne reçurent que de faibles apanages[1]. Mais, par suite du partage de Ferdinand I[er] [2], il ne put lui transmettre que l'archiduché d'Autriche, la Bohême et la Hongrie, qu'il avait lui-même recueillis dans ce partage; les autres possessions des Habsbourg, le Tyrol, l'Alsace, le Brisgau, la Souabe autrichienne, la Styrie, la Carniole et la Carinthie appartenaient à des branches cadettes.

Rodolphe II avait vingt-quatre ans lorsqu'il monta sur le trône. Élevé en Espagne, à la cour de Philippe II[3], il s'était distingué de bonne heure par la vivacité de son esprit, l'étendue de ses connaissances, la pureté de ses mœurs. Ces qualités disparurent lorsqu'il arriva au pouvoir; il devint insouciant, paresseux, s'abandonna à ses passions déréglées, et se laissa entièrement subjuguer par des maîtresses et des valets qui disposèrent de toutes les places et gouvernèrent sous son nom. A Prague, où il résidait, il passait sa vie dans ses écuries et dans les salles où il avait accumulé à grands frais les plus belles collections d'art qu'il y eût alors au monde. Il rendit de véritables services à l'astronomie, en appelant à sa cour Tycho-Brahé et Képler, et en facilitant leurs travaux et leurs découvertes; mais ses goûts dispendieux ne tardèrent pas à le ruiner, et les juifs de Prague ne voulurent bientôt plus lui prêter la moindre somme. Le malheureux empereur croyait à l'astrologie[4]; le manque d'argent et le désir de s'en procurer le firent se vouer à l'alchimie. Un aventurier lui ayant assuré que le diable lui avait appris à faire de l'or, Rodolphe y ajouta foi et s'entoura aussitôt de fourneaux et de cornues. L'or n'apparaissant pas, il tomba dans le désespoir, et dans une sorte de folie dont un de ses chambellans essaya de le guérir au moyen de la magie. L'Empereur avait perdu toute autorité et n'inspirait plus aucun respect. Un jour, dans une procession solennelle à Prague, deux seigneurs se pri-

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 197, 209.

[2] Ses cinq autres fils étaient : Mathias, qui fut empereur; Maximilien, grand maître de l'ordre Teutonique; Ernest et Albert, qui furent, l'un après l'autre, gouverneurs des Pays-Bas, et Wenceslas.

[3] Pfister, *Histoire d'Allemagne*, t. VIII, p. 25.

[4] Tycho-Brahé et Képler croyaient aussi à l'astrologie (Ranke, *Zur Deutschen Geschichte vom Religionsfrieden bis zum dreissigjährigen Krieg*, p. 180).

rent de querelle et se battirent sous ses yeux. En Bohême, les Tchèques, toujours hostiles aux Allemands depuis Jean Huss, méprisaient l'Empereur et sa religion; le clergé catholique était insulté et maltraité publiquement dans les rues.

Ne songeant qu'à ses laboratoires et à ses musées, Rodolphe avait fini par vivre dans une retraite absolue, et par négliger complétement les affaires publiques. Ses ministres ne pouvaient plus même obtenir qu'il signât les décrets qu'on lui présentait, et qui s'entassaient parfois dans son cabinet jusqu'au nombre de trois cents. Ses États, laissés sans gouvernement, tombaient en dissolution, et les liens qui en rattachaient les différentes parties entre elles se relâchaient peu à peu. L'Empire était menacé sur les frontières orientales par les Turcs, et à l'intérieur par les divisions religieuses. Beaucoup de fonctions publiques n'étaient plus remplies faute d'argent, et les troupes, ne recevant plus de solde, maltraitaient et pillaient les habitants[1].

Rodolphe n'était pas marié. Un parti aurait voulu qu'il désignât, pour lui succéder, Mathias, l'aîné de ses frères; mais, jaloux du pouvoir qu'il était incapable d'exercer, Rodolphe l'écartait des affaires. Pressé, poussé à bout par les partisans de Mathias, il finit par déclarer qu'il se trouvait encore assez jeune pour se marier, et envoya un peintre dans toutes les cours d'Allemagne, pour lui faire le portrait des princesses qu'il pourrait épouser. Son frère Mathias, d'ailleurs, n'inspirait pas confiance aux catholiques. Proclamé gouverneur des Pays-Bas (1577), contre le gré de sa famille et sans l'aveu du roi d'Espagne Philippe II, il y avait abandonné tout le pouvoir à un protestant, le prince d'Orange. En 1581, lorsque la Hollande se révolta contre l'Espagne, il revint en Allemagne et vécut confiné dans la Haute-Autriche, réduit à une mince pension. Rodolphe II se fit cependant représenter par lui aux diètes de 1597 et de 1603; mais s'en défiant de plus en plus, il le remplaça à la diète de 1608 par son cousin l'archiduc Ferdinand de Styrie.

Les catholiques avaient cru découvrir un sauveur dans le plus jeune des frères de l'Empereur, l'archiduc Albert, qui, destiné d'abord à l'Église, pourvu de l'archevêché de Tolède et cardinal,

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 179 et suiv.; Pfister, t. VIII, p. 78; Pfeffel, t. II, p. 210.



avait ensuite quitté l'état ecclésiastique (1598) pour épouser l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, fille de Philippe II (1599), et rétablissait alors le catholicisme dans les Pays-Bas qu'il gouvernait au nom du roi d'Espagne[1]. Mais ils finirent par penser qu'ayant trop peu de possessions en Autriche, il ne serait pas assez puissant pour soutenir leur cause, et ils jetèrent les yeux sur l'archiduc Ferdinand de Styrie, qui régnait alors sur l'Autriche centrale et y avait fait ses preuves[2].

Les premiers succès du protestantisme étaient résultés en grande partie de l'ignorance du clergé. Le catholicisme, en possession des âmes depuis plusieurs siècles, se trouvait mal préparé à résister à des adversaires pourvus de tous les avantages que leur donnaient la renaissance des lettres et les progrès de l'érudition. Il avait été surpris. Son infériorité ne fut pas de longue durée. Une réforme de l'Église était nécessaire, et cette nécessité avait disposé certains esprits en faveur des protestants; mais, pendant que la tentative de Luther n'aboutissait qu'à exciter les intérêts et à diviser les esprits, l'Église catholique se réformait elle-même à Trente, s'armait des sciences nouvelles, et, grâce à son unité, reprenait d'une main ferme et sûre la direction des âmes.

On a déjà vu quelle part les jésuites prirent à cette réforme, principalement au moyen de l'éducation de la jeunesse; beaucoup de familles furent ainsi ramenées au catholicisme. Les jésuites obtinrent de nouveaux résultats sous le règne de Rodolphe II. Leurs élèves arrivant peu à peu, par leur naissance et leur instruction, aux places et aux fonctions publiques, quelques-uns même montant sur le trône, répandirent partout leurs idées et travaillèrent à en amener le triomphe. L'opinion publique redevint favorable au catholicisme, et les empereurs, sollicités ou soutenus par elle, purent prendre à l'égard des protestants des mesures que leurs prédécesseurs n'eussent jamais prises.

Les succès que Ferdinand avait obtenus n'avaient pas été sans exercer quelque influence sur Rodolphe II; l'Empereur conçut le dessein de rétablir aussi le catholicisme dans ses États[3]. Les protestants avaient, d'ailleurs, manqué de la prudence tou-

[1] Depuis 1596.

[2] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 180 et suiv.

[3] Rodolphe II souleva par là des haines si violentes qu'il craignit d'être assassiné.

jours nécessaire aux minorités. Enhardis par les concessions qu'ils avaient déjà obtenues, leurs ministres osaient prêcher jusque dans les rues de Vienne. Comme ils occasionnèrent quelque tumulte dans cette capitale, en 1578, le jour de la fête du saint Sacrement et pendant que l'Empereur assistait à la procession, Rodolphe en profita pour les chasser de Vienne. Il prit ensuite diverses mesures contre les protestants de l'archiduché d'Autriche, défendit aux bourgeois de fréquenter les temples de la noblesse, qui avait seule obtenu le droit de pratiquer le culte évangélique, et décida que désormais nul ne pourrait, s'il n'était catholique, exercer les fonctions publiques à la cour, à l'Université de Vienne ou ailleurs. L'Empereur signa également plusieurs édits contre les protestants de Bohême (1602), de Moravie et de Hongrie (1604). Ces édits ordonnaient aux protestants de restituer au clergé catholique tout ce qui lui avait été enlevé, et expulsaient leurs ministres [1].

Rodolphe II cherchait à imiter la réforme accomplie par l'archiduc Ferdinand de Styrie; mais il n'avait pas assez de force et de fermeté pour réussir comme lui. Les mesures qu'il prit occasionnèrent des soulèvements qu'il ne put réprimer.

Les Hongrois se révoltèrent les premiers. Ils avaient à leur tête le magnat Bocskay. Venu à Prague pour présenter à l'Empereur les plaintes des protestants de Hongrie, Bocskay ne put jamais parvenir jusqu'à lui. Il sollicita vainement une audience pendant plusieurs mois, et, dans les antichambres où on le faisait attendre de longues heures, il se vit plus d'une fois insulté par les pages. Il quitta Prague avec la résolution de soulever la Hongrie, envoya des agents à toutes les cours protestantes d'Allemagne pour les prier de ne prêter aucun secours à l'Empereur, et, soutenu par le sultan Mourad, envahit les États de Rodolphe (1605). Bocskay ne rencontra de résistance nulle part. En peu de temps la Haute-Hongrie et la Transylvanie tombèrent en son pouvoir et le reconnurent pour leur roi. Pendant ce temps les Turcs, ses alliés, reprenaient Pesth et Gran, et menaçaient la Basse-Autriche [2].

[1] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 127; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 190; Gindely, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 69; Pfister, t. VIII, p. 26.

[2] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 192; Gindely, *Rudolf II*, t. I, p. 71.



Le pouvoir souverain n'est pas de telle nature qu'on ne puisse jamais en dépouiller celui qui en abuse. Les cas en sont rares, et le point difficile, lorsqu'ils se présentent, est de trouver un juge. Rodolphe, par son mauvais gouvernement, exposait d'une manière si grave les intérêts de la maison de Habsbourg, que les membres de cette maison pensèrent avoir le droit de mettre des bornes à son autorité. Ses frères Mathias et Maximilien, ses cousins Ferdinand de Styrie et Maximilien Ernest [1], essayèrent d'abord de l'amener à se démettre lui-même d'une partie de son pouvoir, et, comme il n'avait pas d'enfants, à désigner Mathias pour son successeur, et à lui confier, avec le titre de vice-roi, le gouvernement de la Hongrie, le plus exposé de tous ses États. Après s'être concertés à Linz, ils se rendirent auprès de l'Empereur à Prague (juin 1605). Ils n'en purent rien obtenir; Rodolphe chercha même à intimider Mathias, en le menaçant de désigner pour son héritier l'archiduc Léopold, frère de Ferdinand de Styrie [2].

Pendant ce temps la Moravie et l'Autriche, ne recevant aucun secours pour repousser l'invasion de Bocskay et des Turcs, signaient un armistice avec l'ennemi (1605) [3]. Cet acte d'indépendance constituait un nouveau danger pour la maison de Habsbourg; les archiducs firent un pas de plus, et se décidèrent à imposer à Rodolphe la cession de pouvoir qu'il avait refusée. Ils se réunirent à Vienne et conclurent entre eux, le 25 avril 1606, un traité par lequel, après avoir déclaré Rodolphe incapable de gouverner, s'appuyant sur des traités de famille et sur une décision de Ferdinand Ier, ils nommaient, en leur nom et au nom des autres archiducs, Mathias, comme étant l'aîné, chef de la maison de Habsbourg; ils promettaient de ratifier tout ce qu'il déciderait d'accord avec le roi d'Espagne, l'archiduc Albert, le Pape et les autres princes, et s'engageaient à employer tous leurs efforts à le faire élire roi des Romains. Albert, gouverneur des Pays-Bas, adhéra à ce traité, et le roi d'Espagne, Philippe III, sans approuver ouvertement les archiducs, résolut de les laisser agir [4].

[1] Frère de Ferdinand de Styrie (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II und seiner Eltern*, t. II, p. 229).
[2] Gindely, *Rudolf II*, t. I, p. 78.
[3] Gindely, t. I, p. 74.
[4] Gindely, t. I, p. 78, 81.

Le plus pressé était d'arrêter les Hongrois et les Turcs, car l'armistice ne leur opposait qu'une faible barrière. Faute de troupes suffisantes pour les repousser, on fit la paix avec eux. Elle fut signée à Zsitwa-Torok, le 11 novembre 1606. Mathias accordait aux Hongrois la liberté religieuse; il cédait en outre à Bocskay la Transylvanie, et au Sultan les forteresses de Gran et de Canischa [1].

Il restait à dépouiller Rodolphe de son autorité. Au mois de mai 1608, Mathias entra en Bohême à la tête d'une armée. Rodolphe, serré de près, sortit enfin de son inaction et parut en personne devant la diète provinciale, pour demander l'appui des États. Mais il ne put l'obtenir, et fut obligé de céder à son frère (25 mai 1608), non-seulement la Hongrie, mais encore l'archiduché d'Autriche avec la Moravie, et de le désigner pour lui succéder en Bohême, dans le cas où il mourrait sans enfants [2]. Mathias fut, la même année, proclamé roi de Hongrie et couronné à Presbourg.

Mathias n'avait pu réduire son frère à partager le pouvoir que grâce à l'appui des protestants, et il n'avait obtenu cet appui qu'en leur faisant des concessions. Elles ne furent pas les mêmes partout. En Hongrie, la noblesse, les villes, les bourgs et les villages reçurent la liberté religieuse. En Moravie et dans l'archiduché d'Autriche, cette liberté ne fut accordée qu'à la noblesse [3].

Rodolphe fut aussi obligé de faire des concessions aux protestants de Bohême. La diète provinciale, réunie à Prague au printemps de l'année 1609, dirigée par un conseiller impérial de l'ordre des seigneurs, Budowec de Budowa, et soutenue par une armée, réclama des libertés aussi étendues que celles accordées à la Hongrie. Trois seigneurs et hauts fonctionnaires catholiques, Lobkowitz, Slawata et Martinitz, furent d'avis de refuser. Mais Rodolphe, qui ne disposait d'aucunes forces, fut contraint de céder, et de signer, le 9 juillet 1609, la *lettre de majesté* par laquelle il accordait aux seigneurs, aux chevaliers et aux villes royales [4] de la Bohême et des pays annexés, c'est-à-dire de la Moravie, de

[1] Gindely, *Rudolf II*, t. I, p. 82.

[2] Rodolphe gardait la Bohême, la Silésie et la Lusace.

[3] C'était le maintien du *statu quo*. Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 194; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 9.

[4] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 197.

la Silésie et de la Lusace, le droit de bâtir des temples et de pratiquer le protestantisme, ou plutôt la confession bohémienne qui était un mélange des doctrines de Jean Huss, de Luther et de Calvin [1]. Les simples sujets et les serfs devaient continuer à suivre la religion de leurs souverains. La paix d'Augsbourg n'était pas applicable à la Bohême; la *lettre de majesté* y établit quelque chose d'analogue : elle donna la liberté religieuse aux seigneurs bohémiens comme la paix d'Augsbourg l'avait donnée aux princes luthériens. Un concordat qui accompagnait la *lettre de majesté,* et qui fut conclu entre les catholiques et les protestants avec l'approbation de l'Empereur, réglait certains points de détail, et accordait exceptionnellement aux sujets des domaines royaux le droit de pratiquer la confession bohémienne et de bâtir des temples [2].

La campagne des archiducs, entreprise pour sauver la monarchie des Habsbourg, n'avait profité jusqu'alors qu'aux protestants, c'est-à-dire à ses ennemis. La réforme catholique se trouva compromise. Les concessions faites aux luthériens et aux bohémiens eurent encore un autre résultat : elles encouragèrent les calvinistes de l'Empire à en demander de pareilles. La paix d'Augsbourg n'avait assuré la liberté religieuse qu'aux luthériens; les calvinistes en avaient été exclus, mais ils ne négligeaient aucune occasion d'en réclamer les avantages. Le plus habile et le plus actif de leurs chefs, Christian d'Anhalt, vint à Prague pour présenter leurs demandes. Rodolphe ne pouvait rien refuser; il promit de satisfaire les calvinistes, et Christian d'Anhalt s'engagea, de son côté, à lui procurer le secours de l'Union contre les archiducs [3].

[1] L'utraquisme, religion des hussites, différait encore de cette confession en se rapprochant davantage du catholicisme (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 61, 62, 151). Les pasteurs de la confession bohémienne relevaient du *bas consistoire* de Prague.

Ce consistoire était appelé ainsi par opposition au *haut consistoire* catholique présidé par l'archevêque.

[2] Gindely, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefs von* 1609, p. 95, 182, 190; Gindely, *Rudolf II*, t. I, p. 351; Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 197; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II, und seiner Eltern*, t. VI, p. 296. Dumont, *Corps diplomatique*, V. 2e partie, p. 98, 115.

[3] L'Union était une ligue composée principalement de calvinistes (voir ci-dessus, liv. I, ch. 1, p. 41 et suiv.).



Les concessions de Rodolphe et de Mathias, et la démarche de Christian d'Anhalt à Prague, effrayèrent les catholiques. Les idées de tolérance étaient alors trop étrangères à tous les partis, pour qu'ils pussent accorder sincèrement la liberté religieuse à leurs adversaires. Chaque culte visait à supprimer les autres pour régner seul, et les catholiques n'ignoraient pas que les protestants, s'ils triomphaient, s'efforceraient de détruire le catholicisme. Ce fut la crainte de voir passer l'Empereur aux protestants, surtout aux calvinistes, qui décida plusieurs princes à tenter une démarche auprès de lui.

Au mois de mai 1610, les électeurs de Mayence et de Cologne vinrent à Prague, dans l'intention de réconcilier Rodolphe avec les archiducs. Trois princes luthériens, qui se réunissaient souvent aux catholiques pour combattre les calvinistes, et que certains intérêts particuliers rattachaient à la maison d'Autriche, l'électeur Jean-Georges de Saxe, le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt et le duc Jules-Henri de Brünswick, se joignirent à eux. Ils réussirent à ramener un rapprochement entre l'Empereur et sa famille. Une réconciliation apparente eut lieu; Mathias reconnut Rodolphe pour son suzerain, les archiducs Maximilien et Ferdinand firent en son nom amende honorable à l'Empereur, et le traité, conclu entre les archiducs, fut déchiré. Tout cela n'était qu'une satisfaction accordée à l'amour-propre de Rodolphe, et ne changeait rien au fond des choses. Mathias garda le gouvernement de l'Autriche, de la Moravie et de la Hongrie; l'héritage de la Bohême lui avait été promis; il ne restait plus qu'à lui assurer la couronne impériale, en le faisant élire roi des Romains.

Mais Rodolphe n'avait pas pardonné à son frère; il fit tous ses efforts pour l'empêcher d'être élu. Il fallait, pour le mieux écarter, faire nommer à sa place un autre prince de la maison de Habsbourg. L'Empereur s'était beaucoup refroidi à l'égard du candidat des catholiques, Ferdinand de Styrie, depuis qu'il avait signé le traité de Vienne. Un seul archiduc n'avait pas trempé dans la conjuration : c'était Léopold, le frère cadet de Ferdinand; Rodolphe résolut de le faire élire roi des Romains. La possession de la Bohême était alors considérée comme un acheminement au trône impérial. Ce pays se trouvant placé au centre de l'Empire et dans le voisinage des villes où se tenaient les diètes, il semblait que



celui qui était appelé à ceindre la couronne impériale dût être auparavant roi de Bohême. C'est pour cela que Léopold, soutenu par un certain nombre de catholiques, et secrètement d'accord avec Rodolphe, fit une tentative pour s'emparer de ce royaume.

A la tête de douze mille hommes, enrôlés sous prétexte d'aller faire la guerre dans le pays de Juliers, il quitta Passau (31 décembre 1610) et entra en Bohême. Son armée, qu'accompagnaient un grand nombre de femmes de mauvaise vie et de vagabonds, exerça partout les plus affreux ravages. Arrivé devant la capitale (13 février 1611), Léopold réussit à s'emparer de la Kleinseite, l'une des trois villes dont se compose Prague, et la traita en pays conquis. Les habitants de l'Altstadt et de la Neustadt prirent les armes et empêchèrent *les brigands de Passau* d'entrer chez eux. L'archiduc avait espéré intimider les États et les obliger à le reconnaître comme roi de Bohême; il échoua devant la résistance des habitants de Prague, et aussi, chose à remarquer, devant l'opposition de l'Espagne. L'ambassadeur espagnol, Balthazard de Zuniga, craignant que les États n'élussent un prince étranger, si on les poussait à bout, soutint la cause de Mathias et finit par amener à ses vues l'Empereur lui-même. Ainsi abandonné, menacé en outre par une armée de dix-huit mille hommes au service de Mathias, Léopold se retira (8 et 10 mars 1611)[1]. Peu de temps après, Mathias fut élu roi de Bohême; l'Empereur ne se réservait que les revenus nécessaires pour l'entretien de sa cour[2].

Après cette campagne, il ne pouvait plus être question de la candidature de Léopold; mais Rodolphe ne renonçait pas pour cela à écarter son frère Mathias, et, pour y parvenir, il allait peut-être se jeter dans les bras du prince d'Anhalt et de l'Union calviniste, lorsqu'il mourut à Prague le 20 janvier 1612. Il était âgé de cinquante-neuf ans, et en avait régné trente-six[3]. On raconte que, peu de temps avant sa mort, il ouvrit une fenêtre de son palais qui donnait sur Prague, et maudit cette ville et la Bohême[4].

[1] GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 183, 195, 229, 335; RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 200 et suiv.

[2] PELZEL, t. II, p. 243; GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von 1618*, t. I, p. 163.

[3] GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 328.

[4] O. KLOPP, *Tilly, im dreissigjährigen Kriege*, t. I, p. 19.

Après la mort de Rodolphe, la France s'entremit pour faire nommer empereur le duc Maximilien de Bavière. Celui-ci refusa. Accepter la dignité impériale, dignité toujours coûteuse, presque vaine si elle était contestée, l'aurait engagé avec la maison de Habsbourg dans une lutte qui pouvait mettre à la fois en péril la Bavière et le catholicisme. Mais, d'un autre côté, Mathias avait déplu, par sa révolte, à la majorité des électeurs; il obtint néanmoins leurs voix, grâce à l'ambassadeur d'Espagne, et fut élu à Francfort le 13 juin 1612[1].

Mathias se montra presque aussi incapable que Rodolphe. Il ne manquait pas d'instruction, parlait le latin, l'allemand, l'italien, aimait les arts, et, tandis que Rodolphe se cachait, paraissait volontiers en public; mais il semblait avoir épuisé tout ce qu'il avait d'énergie dans sa révolte contre son frère, et se bornait à signer les décrets que lui présentait son ministre Khlésel. Le nouvel empereur était un vieillard bienveillant qui aimait la paix et désirait avant tout qu'on le laissât tranquille. A l'âge de cinquante-quatre ans, il avait épousé sa cousine l'archiduchesse Anne, fille de l'archiduc Ferdinand de Tyrol[2], qui n'en avait que vingt-six. Anne partageait le goût de son mari pour le repos, la table et les arts, et passait avec lui plusieurs heures par jour à admirer les richesses artistiques réunies par Rodolphe[3].

Mathias convoqua la première diète de son règne à Ratisbonne. Il se proposait ostensiblement d'obtenir des subsides afin de faire la guerre aux Turcs; mais son but véritable était de se mettre en mesure de dompter l'opposition dans ses propres États[4].

Le point le plus important de la politique intérieure était toujours de savoir si les biens ecclésiastiques, envahis depuis la paix de religion par les protestants, devaient leur être réclamés. Les abandonner, c'était, disait-on, abandonner les biens de Dieu; mais, d'un autre côté, les réclamer, c'était faire éclater la guerre, car les protestants ne les restitueraient pas sans combat. Une autre question s'y rattachait, celle de savoir si les administrateurs protestants avaient le droit de siéger dans les diètes de l'Empire. Le duc de Bavière contestait vivement ce droit, à cause du danger

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 1.
[2] Issue de son second mariage avec une princesse de Mantoue.
[3] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 4 et suiv.
[4] GINDELY, *ibid.*, t. I, p. 16.

dont il menaçait les catholiques. En effet, comme le roi de Bohême ne votait pas quand il s'agissait de gouvernement, les protestants avaient, dans le collége des électeurs, autant de voix que les catholiques; ils avaient la majorité dans le collége des villes; si l'on reconnaissait aux administrateurs le droit de siéger au collége des princes, ils donneraient, dans ce collége, la majorité aux protestants [1], et le catholicisme, n'étant plus soutenu que par la minorité dans les diètes, disparaîtrait de l'Allemagne. Malheureusement pour les administrateurs, aucun d'eux n'avait reçu l'investiture de l'Empereur; ils étaient seulement évêques postulés. Christian-Guillaume [2], alors administrateur de Magdebourg, fit des démarches pour obtenir cette investiture; il offrit même de ne pas siéger à la diète et de payer les contributions qu'il n'aurait pas votées; mais l'empereur Mathias lui répondit qu'il ne l'accorderait pas sans la confirmation papale.

Les membres de la Ligue catholique, réunis à Francfort-sur-le-Main, au mois de février 1613, pour s'entendre sur la conduite à tenir à la diète de Ratisbonne, décidèrent de maintenir la paix d'Augsbourg, et en conséquence de réclamer les biens ecclésiastiques enlevés depuis 1552, et de ne pas permettre aux administrateurs qui s'en étaient emparés de siéger à la diète. Les membres de l'Union protestante, réunis de leur côté, vers le même temps, à Rothenbourg sur la Tauber, résolurent de demander le droit, pour les protestants, de conserver les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés depuis 1552, et l'admission des calvinistes au bénéfice de la paix d'Augsbourg [3].

Malheureusement pour les protestants, ils étaient divisés. L'électeur de Saxe, dont la brouille avec l'électeur de Brandebourg n'avait fait que s'accroître depuis l'affaire de Juliers, ne marchait pas avec eux [4].

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 228.

[2] Christian-Guillaume était le fils et le successeur à Magdebourg de Joachim-Frédéric de Brandebourg, auquel Rodolphe avait reconnu, en 1594, le droit de siéger à la diète, à la condition de ne pas l'exercer.

[3] Les Unis étaient aussi appelés Correspondants. Ils furent renforcés par l'accession de l'électeur Jean-Sigismond de Brandebourg, qui avait embrassé le calvinisme pour obtenir le secours des Hollandais, par celle des princes d'Anhalt et par l'alliance du duc de Savoie.

[4] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 226, 232, 241; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 16.



Mathias ouvrit la diète le 13 août 1613. Les princes protestants n'y parurent pas en personne, afin de mieux se soustraire à l'influence de l'Empereur; ils s'y firent seulement représenter. Ils demandaient que la majorité ne fût pas compétente en matière de religion, et mettaient au nombre des questions religieuses les envahissements de biens ecclésiastiques. Ils demandaient encore que les procès devant le conseil aulique fussent suspendus, que la chambre de justice fût composée, par moitié, de catholiques et de protestants, et que Mathias exécutât la promesse faite par Rodolphe II, de rendre à Donauwerth son indépendance et ses libertés. On ne put s'entendre. Les catholiques, pour se concilier les bonnes grâces de l'Empereur, lui accordèrent des subsides; mais la plupart des protestants refusèrent de rien payer, et l'Empereur reçut fort peu de chose sur les sommes votées[1].

Sur ces entrefaites, le 14 février 1613[2], l'électeur palatin Frédéric V avait épousé la princesse Élisabeth, fille du roi d'Angleterre, Jacques Ier[3]. C'était pour les protestants un appui à l'étranger. L'électeur de Brandebourg leur en procura bientôt un autre, en faisant conclure entre l'Union et la Hollande une alliance défensive pour quinze ans[4].

La lutte entre Rodolphe et Mathias avait porté un rude coup à la puissance des catholiques, et ceux-ci craignaient qu'à la mort de l'Empereur, qui n'avait pas d'enfants, les protestants ne fissent monter un de leurs coreligionnaires sur les divers trônes occupés jusqu'alors par la maison d'Autriche. On ne pouvait conjurer ce danger qu'en décidant Mathias à se désigner, de son vivant, un héritier capable de soutenir les droits de la dynastie. La couronne impériale était incontestablement élective; mais, depuis près de deux siècles, elle n'était pas sortie de la maison d'Autriche, et une longue possession engendre toujours des droits. Quant aux couronnes de Bohême et de Hongrie, les uns soutenaient qu'elles étaient électives, les autres, qu'elles étaient héréditaires. Ces questions étant sujettes à

[1] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 232, 235; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 16, 18.

[2] Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 537.

[3] Elisabeth était nièce de Christian IV, roi de Danemark, par sa mère Anne, sœur de Christian IV.

[4] Ranke, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 231.

controverse, une désignation d'héritier avait une grande importance. L'ambassadeur de Philippe III, Zuniga, supplia Mathias, le jour même de son couronnement, de se choisir un successeur.

Les ambassadeurs d'Espagne, comme représentants de la branche aînée de la maison de Habsbourg, remplissaient alors à la cour d'Autriche, même dans les affaires intérieures, le rôle de véritables ministres, et leur autorité y était d'autant plus grande, qu'ils disposaient de subsides dont l'Autriche avait toujours grand besoin [1].

L'Espagne, en pressant Mathias de se choisir un successeur, n'était pas désintéressée. Philippe III se proposait, en effet, d'assurer à son second fils, don Carlos, la possession des États héréditaires de Mathias, et de dépouiller ainsi la branche allemande d'Autriche au profit de la branche espagnole. Il envoya pour cela auprès de lui le marquis de Spinola. Mathias refusa de rien décider avant d'avoir consulté ses frères, les archiducs Maximilien et Albert; et son ministre Khlésel fit observer, en attendant, que, si don Carlos succédait aux États héréditaires de Mathias, la maison de Habsbourg perdrait inévitablement la couronne impériale, parce que les électeurs ne consentiraient jamais à nommer un prince espagnol.

L'archiduc Maximilien se trouvait alors à Prague. Sondé par Spinola, il lui déclara que son frère Albert et lui, se considérant comme incapables, à cause de leur âge, de relever le prestige de la maison d'Autriche, avaient placé toutes leurs espérances en leur cousin, le jeune archiduc Ferdinand de Styrie. C'était lui qui, selon eux, devait recueillir à la fois la dignité impériale et tous les États que la maison de Habsbourg possédait en Allemagne.

Pour obtenir plus facilement la désignation de son fils par Mathias, Philippe III faisait valoir que don Carlos était le plus proche héritier de l'Empereur, son petit-neveu, tandis que Ferdinand de Styrie n'était que son cousin. Mais il ne se rattachait à lui que par sa mère, tandis que Ferdinand s'y rattachait par son

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 8, 49.

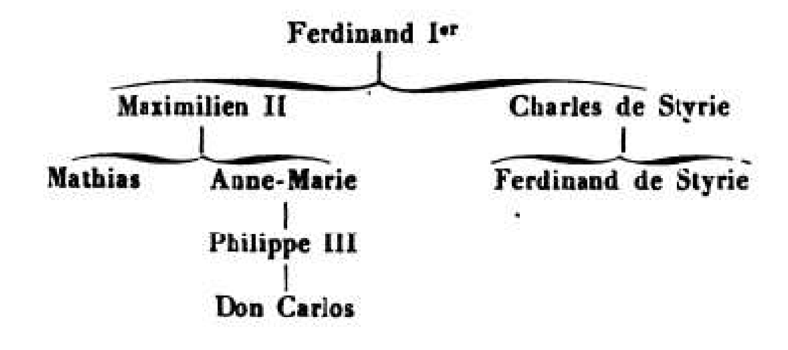


père [1], et il était hors de doute que les possessions autrichiennes devaient arriver par préférence à la postérité masculine. L'acte par lequel Charles-Quint avait donné l'investiture de la Bohème à son frère Ferdinand Ier, et le testament de ce dernier, stipulaient expressément que les femmes n'y auraient droit qu'à défaut d'héritiers mâles.

Peu sûr d'atteindre son but, Philippe III offrit l'héritage autrichien à un frère de Mathias, l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas. Albert ayant épousé une sœur de Philippe III, l'infante Isabelle, et n'en ayant pas d'enfants, le roi d'Espagne espérait le déterminer à accepter l'héritage, et à le transmettre à don Carlos. Mais Albert refusa.

Obligé de renoncer à la succession d'Autriche, Philippe III ne voulut pas du moins le faire sans dédommagement. Il demanda le Tyrol et l'Alsace, comme prix de sa renonciation. L'Espagne possédant déjà la Franche-Comté, les communications entre le Milanais et les Pays-Bas seraient ainsi devenues plus faciles, et le Roi aurait pu, en réunissant ces diverses possessions, créer sur le Rhin et dans les Alpes un État pour don Carlos. Les exigences de l'Espagne mettaient Ferdinand dans une situation délicate. Céder le Tyrol et l'Alsace, c'était se brouiller avec l'Allemagne; les refuser, c'était rompre avec l'Espagne. Ni lui, ni Philippe III n'avaient voulu prendre l'initiative des négociations, de peur de paraître trop empressés et de s'exposer par là à de plus grandes concessions; Zuniga et le baron d'Eggenberg, le principal conseiller de Ferdinand, s'abouchèrent enfin à Linz. Cette entrevue ne fut que le prélude de longues négociations. Zuniga avait ordre de ne soutenir Ferdinand que s'il s'engageait à faire une cession de territoire, et Eggenberg manœuvrait de son côté pour obtenir cet appui, sans rien abandonner. Philippe III modifia plusieurs

1





fois ses demandes. Il réclama d'abord le Tyrol et l'Alsace, puis le Tyrol, la Souabe autrichienne et le Brisgau, puis d'autres territoires; il se rabattit enfin sur l'Alsace seule.

Cette conduite intéressée de l'Espagne irritait vivement l'archiduc Maximilien. Il ne voyait pas pourquoi, renonçant lui-même gratuitement à des droits positifs, la branche espagnole de la maison de Habsbourg ne renoncerait pas à des droits plus que douteux. Ferdinand ne pouvait s'exprimer avec la même liberté. Il se contenta d'écrire à Philippe III une lettre dans laquelle il déclarait la cession de l'Alsace impossible, parce que les habitants de ce pays étaient extrêmement hostiles à une annexion de la monarchie espagnole. Le ministre de Philippe III, Calderon[1], ne trouva pas cette objection sérieuse. On pourrait, pensait-il, faire cesser l'hostilité de l'Alsace en lui laissant ses lois. Le conseil d'État d'Espagne fut cependant d'avis que le Roi devait renoncer sans conditions; il fit observer que si Ferdinand ne voulait pas céder l'Alsace, il serait impossible de s'en emparer. Il valait donc mieux ne rien exiger de l'archiduc et se fier à sa reconnaissance. Mais le Roi ne se rendit pas encore.

Mathias ne prenait que peu de part à ces négociations; Zuniga, de guerre lasse, le pria d'intervenir auprès de Ferdinand. Mathias le promit, mais ne fit rien. N'ayant pas encore perdu tout espoir d'avoir des enfants, il lui répugnait de se désigner un héritier. Un moment, on crut l'Impératrice grosse, et tout fut suspendu; mais l'espérance s'évanouit bientôt.

Khlésel ne faisait pas non plus de grands efforts pour décider son maître. Il savait que Ferdinand deviendrait une sorte de lieutenant de l'Empereur, et l'écarterait pour suivre les conseils du baron d'Eggenberg. Quelques paroles irréfléchies, prononcées par Maximilien, ne firent que l'aliéner encore plus. C'était ce fripon de prêtre, avait-il dit un jour, qui avait imaginé la grossesse de l'Impératrice, afin d'empêcher le règlement de la question de succession. Le bruit se répandit aussi que l'Empereur avait voulu simuler un accouchement et supposer un enfant. Khlésel, devenu de plus en plus hostile, soulevait sans cesse des difficultés nouvelles, soutenait qu'il était impossible de rien faire tant que

[1] Marquis de *Siete Iglesias* (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 26).



Ferdinand ne se serait pas entendu avec Philippe III, et ne négligeait rien pour rendre un accord impossible. Maximilien écrivit au ministre une lettre pleine de reproches et de menaces. Khlésel, qui, sur ces entrefaites, avait été nommé cardinal, lui répondit avec une courtoisie méprisante. Il montra à l'Empereur la lettre qu'il avait reçue de l'archiduc, et, en semant adroitement de faux bruits, chercha à lui persuader que Maximilien voulait le détrôner.

Le roi d'Espagne avait remplacé à la cour d'Autriche Zuniga par Ognate. Le nouvel ambassadeur ne tarda pas à s'apercevoir, à son arrivée à Prague (3 février 1617), que si l'affaire de la succession n'avait pas encore été réglée, la faute en était uniquement à Khlésel. Il s'entendit facilement avec les archiducs, et un traité secret, qui ne fut communiqué ni à l'Empereur ni à son ministre, fut conclu. Ferdinand, pour mettre fin à une résistance qui semblait insurmontable, promit de céder l'Alsace à l'Espagne lorsqu'il prendrait possession du pouvoir.

Chose singulière, et qui prouve peu en faveur de la bonne foi des princes à cette époque, les deux parties eurent soin de stipuler que ni le Pape, ni l'Empereur ne pourraient les délier des obligations qu'ils contractaient [1]. Ces obligations ne furent néanmoins pas remplies; la cession de l'Alsace n'eut jamais lieu. Après la victoire de la Montagne-Blanche, en 1620, au moment où Ferdinand aurait pu accomplir sa promesse, Philippe III y renonça, dans la crainte de soulever de la part de la France et de l'Allemagne une trop vive opposition.

Le traité secret une fois conclu, les archiducs et l'ambassadeur d'Espagne arrachèrent à Mathias et à son ministre la désignation de Ferdinand et la convocation de la diète de Bohême qui devait le reconnaître comme héritier présomptif de ce royaume. Khlésel aurait peut-être encore différé, si une maladie grave de l'Empereur n'eût fait sentir encore plus la nécessité de ne pas laisser le trône vacant [2].

La convocation de la diète provinciale, qui devait nommer le

[1] RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 248.

[2] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 9, 14, 20, 38, 52, 55.



successeur de Mathias en Bohême, tenait tout le pays dans l'attente. Les catholiques ne dissimulaient pas leur joie : ils considéraient Ferdinand comme le modèle du roi chrétien; ils firent des processions pour demander à Dieu qu'il fût élu. Les protestants, de leur côté, étaient très-effrayés. La plupart des hauts dignitaires étaient catholiques, et, pour cela, favorables à Ferdinand. Mais les trois ordres de la diète, les seigneurs, les chevaliers et les villes royales, ne s'entendaient pas [1]. L'ordre des seigneurs était celui qui comptait le plus grand nombre de catholiques, et ceux-ci entraînaient les protestants avec lesquels ils avaient des liens de famille; mais les chevaliers, qui dirigeaient l'opinion publique en Bohême, demandaient qu'on différât l'élection jusqu'à la mort de Mathias; quant aux villes, leurs députés suivaient l'impulsion de la cour, parce qu'ils étaient pris dans le sein des conseils municipaux, dont les membres étaient eux-mêmes choisis par le Roi. On décida que l'élection aurait lieu tout de suite.

Une autre question plus grave s'éleva : celle de savoir si la couronne de Bohême était élective ou héréditaire. Mathias avait été élu; mais certains précédents permettaient de soutenir que la couronne était héréditaire; et tandis que les protestants voulaient établir le principe de l'élection, dans l'espérance de faire monter un jour sur le trône un prince de leur religion, les catholiques soutenaient le principe de l'hérédité, pour faire régner Ferdinand et assurer la couronne de Bohême à la maison catholique de Habsbourg [2].

Le 5 juin 1617, jour fixé pour l'ouverture de la diète, le chancelier de Bohême, Zdenec de Lobkowitz, réunit les hauts dignitaires avant la séance solennelle, pour leur faire connaître le message royal. L'archiburgrave, Adam de Sternberg, leur déclara que le maintien du principe d'hérédité était inévitable, et qu'on ferait mieux de l'accepter de bonne grâce et de se créer par là un titre à la reconnaissance du futur roi, que de l'aigrir par une opposition inutile. Le chancelier rappela ensuite qu'en 1626, à l'avénement des Habsbourg en la personne de Ferdi-

[1] Le clergé ne formait plus d'ordre séparé depuis le soulèvement des hussites.

[2] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 159, 168.

nand Ier, les États de Bohême avaient décidé que l'hérédité, établie par la bulle d'or en faveur de la maison de Luxembourg, continuerait d'exister en faveur de celle de Habsbourg; que depuis, la couronne était demeurée en fait héréditaire, et que si Mathias avait été élu, c'était là une nouveauté qui ne pouvait faire loi.

Les hauts fonctionnaires se rendirent à cette argumentation, parce que, leurs droits et priviléges ayant pour principale base la durée, admettre que les anciens droits du Roi pussent être supprimés, c'était admettre que les leurs pourraient l'être aussi.

Cependant les trois ordres s'étaient réunis dans la salle de la diète. Vers les neuf heures du matin, l'Empereur leur fit annoncer qu'il allait se rendre au milieu d'eux; les hauts fonctionnaires se portèrent à sa rencontre, et l'introduisirent. Mathias s'assit sur son trône, ayant auprès de lui les archiducs Maximilien et Ferdinand; les assistants restèrent debout. Le vice-secrétaire lut le message royal. Il y était dit que l'Empereur, à cause de son âge, avait éprouvé le besoin de se désigner un successeur en Bohême, et que, comme ses frères avaient renoncé à le remplacer, il avait jeté les yeux sur son cher cousin l'archiduc Ferdinand; il priait en conséquence les États de l'accepter, de le proclamer et de le couronner roi. On lut ensuite les actes de renonciation des archiducs Maximilien et Albert, et la séance solennelle fut levée.

Les États durent alors délibérer. Les membres opposants de l'ordre des seigneurs se réunirent au *Carolinum*, palais de l'Université. Pour gagner du temps, ils demandèrent qu'on consultât les pays incorporés, c'est-à-dire la Moravie, la Silésie et la Lusace, qui dépendaient alors de la couronne de Bohême. Ce n'était qu'un prétexte, car la Bohême avait toujours prétendu qu'elle seule avait le droit d'élire le Roi; c'était la thèse qu'avait soutenue, lors de l'élection de Mathias, le comte de Thurn lui-même, leur principal chef. Les opposants espéraient entraîner les villes avec l'appui des chevaliers, et obtenir la majorité dans le sein de la diète. Ils choisirent pour orateur le comte André Schlick; mais Schlick manquait de fermeté; un entretien auquel l'invita l'archiduc Ferdinand suffit pour le gagner au parti de la cour.

Le lendemain (6 juin 1817), on recueillit l'avis des États. Il était d'usage que chaque ordre l'exprimât par la bouche d'un seul orateur. Mais, cette fois, l'archiburgrave Sternberg interrogea sépa-



rément chacun des membres des trois ordres. Il pensait intimider ceux qui n'avaient pas l'habitude de la parole et affaiblir ainsi l'opposition. Il y eut effectivement peu d'opposants. En vain Thurn protesta-t-il contre le défaut d'élection et contre l'exclusion des pays incorporés; il ne fut soutenu que par Colonna de Fels; tous les autres seigneurs déclarèrent accepter Ferdinand pour roi. Les chevaliers et les députés des villes répondirent de la même manière, et, quelques minutes après, l'archiburgrave annonça à la diète que Ferdinand avait été à l'unanimité, non pas élu, mais accepté comme roi. Le droit héréditaire des Habsbourg au trône de Bohême se trouvait désormais consacré [1].

Le chancelier avertit aussitôt l'Empereur du résultat, et une nombreuse députation de la diète vint féliciter l'archiduc. Ferdinand la remercia de la manière la plus cordiale, et promit de se souvenir de la bonne volonté des États. Il devait, avant d'être couronné, s'engager à confirmer les priviléges de la Bohême. La majorité de la diète exigeait qu'il employât, pour cette promesse, une formule impliquant le maintien de la lettre de majesté. Les catholiques n'y firent aucune opposition, sauf deux seigneurs, Slawata et Martinitz; quant à Ferdinand, il consentit à faire la promesse exigée par les États, après avoir consulté les jésuites du collége de Prague et lorsque ceux-ci lui eurent répondu qu'il le pouvait. Les jésuites pensaient en effet qu'il n'aurait pas dû accorder lui-même la lettre de majesté, mais qu'il pouvait la confirmer, s'il lui était impossible d'arriver au trône sans cela [2].

Le couronnement de Ferdinand eut lieu le 19 juin 1617. Ce fut la dernière fois qu'on observa l'ancien cérémonial. Le Roi prêta serment après les États; les engagements étaient réciproques. Détail futile, mais qui peint les mœurs de l'époque, les deux cardinaux Dietrichstein et Khlésel firent plusieurs fois échange de places, pendant la cérémonie, afin de bien constater l'égalité de leur rang.

Les jours qui suivirent se passèrent en festins et en jeux; il y eut, entre autres choses, comédie au collége des Jésuites. Dans toutes ces circonstances, Ferdinand montra une douceur de manières qui lui gagna la sympathie de bon nombre de protestants;

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 162, 169.
[2] Gindely, *ibid.*, t. I, p. 170, 172.



il n'oubliait pas cependant l'opposition qui lui avait été faite, et il ne tarda pas à le montrer en dépouillant de leurs charges plusieurs de ses adversaires [1].

Dans le courant de l'été, l'archiduc fut reconnu roi par les pays incorporés [2].

La maison de Habsbourg aurait désiré que Ferdinand obtînt le trône de Hongrie de la même manière que celui de Bohême ; elle ne l'espérait pas cependant, parce que le droit d'hérédité n'était pas aussi certain en Hongrie qu'en Bohême.

Mathias, retenu par la goutte, ne put venir en personne à Presbourg. Il y envoya, pour le représenter, Ferdinand lui-même, et, en qualité de commissaires, son ministre le cardinal Khlésel, le seigneur de Molart, président du conseil de guerre d'Autriche, et le baron de Ulm, vice-chancelier de l'Empire. Ferdinand emmena avec lui son confident, le baron d'Eggenberg.

La diète de Hongrie fut ouverte à Presbourg, le 23 mai 1618, dix mois environ après celle de Prague. Dans son message, l'Empereur, après avoir rappelé qu'il était sans enfants et que ses frères avaient renoncé à leurs droits, demandait que son cousin Ferdinand fût reconnu, proclamé et couronné roi de Hongrie ; le mot *élection* était écarté avec soin. La plupart des membres de la diète, venus avec la pensée d'élire Ferdinand, s'opposèrent à ce que la couronne fût regardée comme héréditaire. Les évêques et les magnats, qui jouaient en Hongrie le même rôle que les seigneurs en Bohême, auraient peut-être cédé; mais la petite noblesse persista énergiquement dans sa résistance. On invoqua des deux côtés, comme on l'avait fait à Prague, l'histoire et les précédents ; la cour soutenait l'hérédité, la petite noblesse soutenait l'élection, et il se forma un tiers parti qui, tout en admettant que la couronne appartenait à la maison de Habsbourg, pensait que la diète pouvait choisir qui elle voulait parmi les princes de cette maison.

Khlésel eut beau rappeler les services que les Habsbourg avaient rendus à la Hongrie dans les guerres contre les Turcs, la petite noblesse ne se laissa pas gagner ; elle entraîna même des

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 175.
[2] Gindely, *ibid.*, t. I, p. 180.



évêques et des magnats dans son parti. Khlésel avait-il fait sincèrement tous ses efforts? On peut en douter, car c'était avec la plus grande répugnance qu'il prenait part à l'élévation de Ferdinand. Il avait déjà retardé sous divers prétextes l'élection de Bohême; il chercha à retarder celle de Hongrie, en conseillant à l'archiduc de se faire d'abord prêter serment et hommage par l'archiduché d'Autriche. Mais, comme le droit d'hérédité ne pouvait être l'objet d'aucune contestation sérieuse dans cette partie des États de Mathias, il convenait de s'assurer d'abord de la couronne de Hongrie, qu'on était moins certain d'obtenir.

Quoi qu'il en soit, la cour consentit à ce que Ferdinand fût élu, ce qui impliquait l'abandon du droit d'hérédité. L'opposition ne se contenta pas de ce premier succès; elle voulut qu'il fût définitivement établi, par un diplôme impérial, que la couronne de Hongrie était élective. L'un des commissaires, le vice-chancelier Ulm, se rendit à Vienne pour consulter l'Empereur. Mathias fut d'avis de céder. L'ambassadeur d'Espagne se trouva d'un avis contraire, et écrivit à Ferdinand pour l'engager à résister; mais Eggenberg ne voulait pas d'une lutte qui offrait trop de périls. Khlésel rédigea le diplôme et le porta lui-même à Vienne, où l'Empereur le signa (21 avril). Ce diplôme adoptait le système du tiers parti, en déclarant que la couronne, tout en étant élective, ne pouvait pas sortir de la maison d'Autriche. A son retour, Khlésel le communiqua à Ferdinand. Celui-ci hésita d'abord à l'approuver, parce que l'ambassadeur d'Espagne, Ognate, venait de mettre à sa disposition un corps d'armée de six mille hommes; puis il réfléchit que la question était trop avancée à Presbourg, les troupes trop éloignées, et il finit par donner son assentiment.

Le diplôme de Mathias ne satisfit pas la diète. Celle-ci s'opposait à ce qu'on portât la moindre atteinte au principe d'élection, et prétendait avoir le droit de choisir le souverain, même en dehors des Habsbourg. Khlésel termina le différend en proposant la formule suivante, dont les termes ambigus pouvaient être interprétés dans les deux sens : « A la demande de l'Empereur, les États de « Hongrie ont élu à l'unanimité l'archiduc Ferdinand pour leur « roi, conformément aux *anciennes règles* toujours observées par « eux. » Cette rédaction permettait de fouiller dans l'histoire et de soutenir que l'ancienne règle était l'hérédité; mais elle conte-

nait aussi le mot *élu*, et l'opposition s'en contenta; les États l'adoptèrent (26 avril 1618), Mathias l'approuva sans difficulté, et elle fut enfin signée par l'archiduc [1].

Le 16 mai 1618, au matin, les États, réunis dans la salle de la diète à Presbourg, élurent Ferdinand roi de Hongrie. Ils allèrent ensuite lui présenter leurs félicitations. Accompagné par eux, le nouveau roi entra dans la salle des chevaliers, et s'assit devant une fenêtre ouverte sur la place du château, d'où il pouvait être vu de toute la population. L'archevêque de Gran, primat de Hongrie, lui adressa un discours; le vice-chancelier Ulm y répondit au nom du nouveau roi, et Ferdinand ajouta lui-même quelques mots de remerciment. Au milieu des vivat qui éclataient de toutes parts, les membres de la diète s'approchèrent pour lui baiser la main. Khlésel se tenait debout auprès du Roi. Pendant cette cérémonie, les troupes allemandes, massées devant le château, déchargeaient leurs armes en signe de réjouissance. Au moment où Ferdinand recevait les hommages de ses nouveaux sujets, une balle, partie de la place, passa entre Khlésel et lui et alla frapper le plafond de la salle. C'était là probablement un simple accident, et l'on n'en rechercha pas l'auteur. Le couronnement eut lieu le 1er juillet suivant [2].

Ferdinand, souverain de la Styrie, de la Carniole et de la Carinthie depuis la mort de son père l'archiduc Charles en 1590, désigné ou élu, en 1617-1618, pour succéder à Mathias en Bohême et en Hongrie, devait, à la mort de l'Empereur et par suite de la renonciation des archiducs Maximilien et Albert, recueillir en outre l'archiduché d'Autriche qui était un bien héréditaire que gardait encore Mathias. Restaient le Tyrol, l'Alsace et l'Autriche antérieure, comprenant le Brisgau et la Souabe autrichienne, qui avaient été attribués dans le partage de l'empereur Ferdinand Ier à son second fils Ferdinand de Tyrol. Celui-ci étant mort en 1595, sans laisser de fils légitimes, ses États se partagèrent entre les deux branches issues de ses deux frères, Maximilien II et Charles de Styrie. Ferdinand, qui avait recueilli la totalité de la

[1] La couronne de Hongrie fut rendue héréditaire de mâle en mâle dans la maison d'Autriche, par la diète de Presbourg, le 31 octobre 1687 (Pfeffel, t. II, p. 410).

[2] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 203 à 227. Les finances étaient centralisées à Vienne (Gindely, t. I, p. 227).

part attribuée à la branche de Charles de Styrie, son père, obtint, par la mort de Rodolphe II et de Mathias et par la renonciation de leurs frères Maximilien et Albert, la totalité de la part revenant à la branche de Maximilien II, son oncle [1]. Désormais possesseur de tous les États héréditaires, il ne lui restait plus qu'à être élu roi des Romains. Cette concentration de tous les États et de toutes les forces de la maison d'Autriche en une seule main était un événement heureux, presque nécessaire, tant pour cette maison que pour le catholicisme. Sans cela peut-être le protestantisme eût triomphé, et la guerre de Trente ans aurait fini par l'établissement d'un empire luthérien en Allemagne. Les protestants ne tardèrent pas d'ailleurs à s'apercevoir du danger dont cette concentration les menaçait, et ils s'efforcèrent de la briser en soulevant la Bohême et en la donnant à un prince calviniste, l'électeur palatin [2].

[1] La part de l'héritage de Ferdinand de Tyrol, qui revenait à la branche de Styrie, aurait dû être partagée entre Ferdinand de Styrie et ses deux frères, Charles et Léopold. Mais ceux-ci étaient engagés dans les ordres. Léopold, évêque de Strasbourg et de Passau, réclama seul ses droits. Il était sous-diacre; mais il obtint une dispense du pape Urbain VIII, se maria (1626), et, en 1630, son frère lui céda tout l'héritage de l'archiduc Ferdinand de Tyrol. Il n'en jouit pas longtemps; il mourut en 1633, sans laisser d'enfants. Ferdinand se trouva dès lors en possession de tous les États de la branche allemande des Habsbourg. Charles, l'autre frère, mourut en 1624. Il était évêque de Breslau et de Brixen et grand maître de l'ordre Teutonique (Hurter, t. II, p. 229). Maximilien-Ernest, qui avait signé le traité des archiducs en 1606, était mort en 1616.

[2] Gindely, t. I, p. 201; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 182, 191.



CHAPITRE III

LA DÉFÉNESTRATION DE PRAGUE.

1618.

Affaires de *Braunau* et de *Klostergrab*. — Les biens ecclésiastiques sont-ils des biens royaux? — Les défenseurs. — La diète protestante de Bohême (1611).

Opposition dans les états héréditaires. — Mathias, pour la combattre, veut créer une armée et cherche de l'argent. — *Diète* impériale *de Ratisbonne* (1613). — *Diète* provinciale de Bohême, *à Budweis* (1614). — *Diète* générale des états héréditaires, *à Linz* (1614) et *à Prague* (1615). — Autonomie tchèque; bourgeoisie, liberté religieuse.

Mathias travaille à rétablir le catholicisme en Bohême. — L'archevêque de Prague. — La réforme dans les campagnes et dans les villes.

Mathias quitte Prague. — Les dix lieutenants. — Les protestants de Braunau conservent leur église; ceux de Klostergrab la laissent démolir (1617). — Les protestants de Bohême se préparent à la révolte. — Thurn. — Diète protestante de Prague (6 mars 1618). — Les meneurs. — Adresse à l'Empereur; réponse de Mathias (21 mars). — Réplique des protestants. — Rétablissement des cérémonies utraquistes. — Seconde lettre de Mathias.

La diète protestante de Bohême se réunit de nouveau à Prague (21 mai) malgré la défense de l'Empereur. — Troisième lettre de Mathias. — Le complot.

La défénestration (23 mai 1618). — Martinitz, Slawata, Fabricius.

Les habitants de Braunau[1], en Bohême, ville sujette d'un couvent de bénédictins, vivaient en mauvaise intelligence avec leur seigneur, l'abbé Wolfgang Selender. Ils embrassèrent le protestantisme, firent venir un ministre et l'installèrent dans leur église. Ils n'en avaient pas le droit; la chancellerie de Bohême les obligea à rendre l'église à l'abbé, et les autorités protestantes elles-mêmes reconnurent la légalité de ce jugement.

Les bourgeois commencèrent alors à bâtir un temple; mais

[1] Au nord-est de Kœnigsgrætz, sur la frontière de Silésie.



l'abbé ayant porté plainte, l'empereur Mathias défendit de l'achever. Par la lettre de majesté, Rodolphe II avait permis aux habitants de ses domaines royaux de Bohême d'en construire pour la célébration du culte luthérien. Les protestants soutinrent que les biens d'Église étaient des biens royaux, et que les habitants de Braunau avaient eu, par conséquent, le droit de construire le leur; ils citaient, à l'appui de cette thèse, des ventes de biens ecclésiastiques que les empereurs Ferdinand et Rodolphe avaient faites, comme de biens leur appartenant. A cela les catholiques répondaient que Ferdinand avait reconnu, par un codicille ajouté à son testament en 1547, qu'il avait outre-passé ses droits; et qu'en supposant même que le roi pût, dans certains cas, disposer des biens ecclésiastiques, le clergé avait, tant qu'il les possédait, les mêmes droits que les autres propriétaires; les sujets d'un domaine laïque ne pouvant construire des églises sans la permission de leur seigneur, les sujets d'un domaine ecclésiastique ne le pouvaient pas non plus[1].

Quoi qu'il en soit, le collége des défenseurs s'éleva immédiatement contre la décision impériale. Ce collége, créé en 1609 par les protestants, pour soutenir leurs intérêts religieux et surveiller le bas consistoire[2] et l'Université, se composait de trente membres, appartenant aux trois ordres de l'État[3]. Vu la gravité de l'affaire, il ne voulut pas prendre de décision seul, et convoqua une assemblée composée de tous les hauts fonctionnaires protestants et des représentants des cercles[4]. Cette diète, qui se réunit à Prague le 11 novembre 1611, invita les bourgeois de Braunau à passer outre; dans le courant de l'année suivante, l'édifice fut achevé, et un pasteur s'y établit. On ne pouvait offenser plus gravement l'autorité royale.

L'Empereur consulta ses conseillers; ils furent d'avis de punir les principaux meneurs et d'obliger les bourgeois à démolir leur temple; mais, au lieu d'agir, Mathias laissa passer deux années, pendant lesquelles les protestants de Braunau célébrèrent en

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618; Tempsky, Prague, 1869, t. I, p. 69 et suiv.

[2] On a déjà dit que le consistoire protestant s'appelait bas consistoire, par opposition au haut consistoire catholique, présidé par l'archevêque.

[3] Chacun des trois ordres fournissait dix défenseurs.

[4] Six députés par cercle, deux pour chaque ordre.

toute liberté leur culte. Ce ne fut qu'en 1615 que cette affaire revint sur le tapis avec une autre du même genre, celle de Klostergrab.

Les bourgeois de Klostergrab[1] avaient aussi entrepris la construction d'un temple. Klostergrab était un bien ecclésiastique, dépendant de l'abbaye d'Ossegg; mais les habitants, peu satisfaits du gouvernement des moines, prétendaient que leur ville était une ville royale. Ils ne rencontrèrent pas les mêmes obstacles qu'à Braunau; le temple fut achevé, et un pasteur protestant installé sans aucune opposition. L'archevêque de Prague, Jean Lohelius, étant devenu abbé d'Ossegg, l'affaire changea de face; l'archevêque s'empara de la nouvelle église et renvoya le ministre (fin de 1614)[2].

Cependant la situation de l'Empereur devenait de plus en plus critique. Les protestants de l'archiduché d'Autriche conspiraient avec les protestants de l'Allemagne, et n'attendaient qu'une occasion pour se soustraire à son autorité. En Hongrie, il n'avait plus aucun pouvoir : le palatin, chargé d'administrer ce royaume, n'écoutait plus ses ordres, et les magnats non-seulement ne lui fournissaient aucun secours contre les Turcs, mais soutenaient le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, un de ses adversaires déclarés. En Moravie, le gouverneur, Charles de Zierotin, agissait comme s'il eût été lui-même souverain, et contractait des alliances avec des princes étrangers; en Silésie, le margrave de Jägerndorf complotait; la situation n'était pas meilleure en Bohême, où Mathias ne pouvait obtenir aucun impôt sans faire des concessions aux protestants.

L'Empereur avait besoin d'une armée pour ressaisir le pouvoir, que son incapacité et celle de son prédécesseur Rodolphe avaient laissé échapper; il ne pouvait obtenir l'argent nécessaire pour la lever, que de ceux précisément que l'armée devait combattre; et d'un autre côté ses sujets cherchaient à profiter de sa faiblesse, pour lui arracher les derniers restes de cette autorité qu'il voulait rétablir. Il avait reçu peu de secours de la diète impériale de Ratisbonne (1613); il n'en reçut pas davantage de la diète provin-

[1] A l'ouest de Tœplitz, sur la frontière de Saxe.
[2] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 74.

ciale de Bohême, à Budweis (janvier 1614) [1]; encore dut-il s'engager à convoquer une diète générale de tous ses États. Le but des Bohémiens était d'établir une confédération de tous les sujets de la maison d'Autriche, et de conclure des alliances avec des puissances étrangères, afin de mieux assurer le maintien de leurs droits et de leurs libertés [2].

Plusieurs conseillers de l'Empereur s'opposaient à la convocation d'une diète générale, et l'ambassadeur espagnol, partisan, comme son souverain [3], du pouvoir absolu, ne comprenait pas que l'on convoquât sans cesse des diètes; l'Empereur amoindrissait par-là son autorité; c'était au maître, disait-il, et non aux sujets à gouverner et à faire la guerre ou la paix. Mais d'autres espéraient qu'une réunion nombreuse, composée de députés venus de pays différents et qui se connaîtraient peu, serait facile à diriger. Ils comptaient aussi sur les divisions et les jalousies qui ne manqueraient pas d'éclater entre des pays d'inégale puissance, et dont plusieurs se trouvaient placés sous la domination des autres.

L'Empereur, pressé par le besoin d'argent, se décida à convoquer cette diète générale. C'était la première fois qu'une assemblée de ce genre avait lieu; elle se composa de commissions nommées par les diètes provinciales et compta soixante et dix membres environ. Mathias l'ouvrit à Linz, le 11 août 1614. Il avait auprès de lui les archiducs Maximilien et Ferdinand, Zuniga, ambassadeur d'Espagne, et Bucquoy, qui représentait l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas. Charles-Bonaventure de Longueval, comte de Bucquoy, avait fait ses premières armes contre les Hollandais dans les rangs des Espagnols, et était désigné comme le général de la future armée [4].

On essaya d'abord d'obtenir de l'argent de l'assemblée, en lui faisant connaître la situation de l'Autriche du côté de la Turquie et de la Transylvanie, où les hostilités ne cessaient pas. Les Hongrois ne soutinrent pas l'Empereur : ils conseillaient de négocier avec la Porte, au lieu de lui faire la guerre, et voyaient en Bethlen plutôt un allié qu'un adversaire. Quant aux forteresses fron-

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 86.

[2] Les Tyroliens, au lieu de diminuer les droits de l'Empereur, les exagéraient (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 96).

[3] Philippe III.

[4] Bucquoy était né en Belgique en 1561.

tières, ils prétendaient en avoir seuls la garde, ne voulaient chez eux ni soldats ni généraux allemands, et demandaient à leur tour des subsides. Les députés des autres pays ne se souciaient pas d'en fournir; on ne put donc s'entendre, et, au bout de quinze jours, la diète fut close sans avoir rien décidé.

Mathias ne se laissa pas décourager. L'année suivante, il ouvrit à Prague une seconde diète de tous ses États (15 juin 1615)[1]. Les députés des pays incorporés à la Bohême, c'est-à-dire de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace, y repoussèrent la confédération que proposaient les Bohémiens; les députés de la Haute et de la Basse-Autriche, après avoir assisté aux séances pendant plusieurs semaines en simples spectateurs, se retirèrent; les Hongrois n'étaient pas venus. La diète, qui devait être générale, ne compta bientôt plus que les députés de la Bohême. Les délibérations continuèrent néanmoins; la diète générale, devenue diète provinciale, vota généreusement les sommes qui devaient faire face aux dépenses courantes, et se chargea même d'une partie des dettes du Roi. Mais ni l'Empereur, ni ses sujets n'obtinrent ce qu'ils avaient espéré. L'Empereur ne reçut aucun subside pour lever une armée, et ses sujets, faute de s'entendre, ne purent lui arracher aucune concession nouvelle.

La diète de Bohême prit aussi diverses mesures pour garantir la nationalité tchèque. A cette époque, la Bohême ne comptait qu'un Allemand contre neuf Slaves[2]; mais, entourée par des populations allemandes, gouvernée par une dynastie allemande, elle se sentait déjà menacée dans son autonomie. C'est pourquoi les Etats décidèrent qu'à l'avenir personne ne pourrait obtenir l'incolat, c'est-à-dire la qualité et les droits de citoyen et de bourgeois, s'il ne parlait la langue tchèque, et que cette langue serait enseignée et employée dans toutes les églises et dans toutes les écoles existantes, sauf celles où elle avait cessé de l'être depuis plus de dix ans. Les États espéraient aussi couper court aux donations de domaines que l'Empereur et Roi faisait en Bohême aux personnages qu'il voulait récompenser, et empêcher que l'esprit de la diète provinciale ne fût modifié par l'invasion d'étrangers.

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 106.
[2] On y compte actuellement deux Allemands contre trois Slaves.

Ces mesures avaient une importance particulière pour les villes, à cause des priviléges que conférait le droit de bourgeoisie. C'était en effet exclusivement parmi les bourgeois que se recrutaient les conseils municipaux, auxquels appartenait tout le gouvernement des villes. Le droit de bourgeoisie était le patrimoine de ce nombre toujours restreint de personnes qui, ayant un intérêt suffisant à une bonne administration, font seules véritablement partie de la cité; la diète, par ses mesures relatives à la nationalité, en rendit l'acquisition plus difficile encore[1]. Cette défiance à l'égard des étrangers n'était pas, du reste, spéciale à la Bohême; les villes impériales d'Allemagne et les villes républicaines de la Suisse, qui consentaient à conférer à des étrangers le titre de bourgeois, le leur vendaient très-cher, afin de n'accorder une action sur le gouvernement qu'à ceux qui offraient des garanties sérieuses. Les idées de la diète de Bohême au sujet des droits de nationalité et de bourgeoisie sont tellement justes, et elles étaient alors si bien acceptées par l'opinion publique, que les moyens qu'elle prit pour sauvegarder ces droits ne soulevèrent d'opposition de la part de personne.

L'accord n'était malheureusement pas le même en matière religieuse. Avant la clôture, les députés protestants présentèrent une requête à l'Empereur, pour se plaindre des persécutions qu'enduraient leurs coreligionnaires de Braunau et de Klostergrab. Mais le gouvernement était moins disposé que jamais à céder, et ce ne fut que l'année suivante (fin mai 1616) que Mathias, alors à son château de Brandeis sur l'Elbe, se décida à répondre. Ayant appelé auprès de lui une députation des défenseurs, il leur déclara, par l'organe de son chancelier, qu'il ne pouvait pas permettre aux protestants, sujets de seigneurs ecclésiastiques, d'élever des temples, et que, quant à ses domaines royaux, il ne voulait pas y avoir moins d'autorité que les simples nobles sur leurs terres. C'était leur dire assez clairement qu'il ne voulait pas que les sujets des domaines royaux pussent bâtir des églises sans son autorisation.

Mathias avait résolu de ramener au catholicisme tous ses États

[1] Il y avait dans chaque ville environ deux cent cinquante bourgeois, formant le dixième ou le vingtième de la population totale (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 119).



héréditaires, en commençant par ses domaines particuliers de Bohême, qui comprenaient environ la dixième partie de ce royaume. Il en confia la haute surveillance religieuse à l'archevêque de Prague, Jean Lohelius, et le chargea d'exercer tous ses droits de collation des bénéfices. Il lui ordonnait toutefois de ne pas user de violence; elle était d'ailleurs inutile. L'archevêque, en vertu du droit de collation royale, ne tarda pas à mettre partout des curés catholiques, et la réforme fit des progrès rapides. Dans les campagnes, les paysans vivaient trop isolés pour demeurer protestants quand les curés redevenaient catholiques. Dans les villes royales, le Roi exerçait une grande influence, parce qu'il nommait les membres des conseils municipaux, mais il ne pouvait les choisir que parmi les bourgeois; et comme les villes royales de Bohême étaient, à l'exception de Budweis et de Pilsen, presque entièrement protestantes, elles refusaient d'accorder le droit de bourgeoisie aux catholiques, afin d'empêcher que le Roi ne les introduisît dans les conseils et n'y enlevât la majorité aux protestants. Ce fut ce qui arriva cependant, entre autres à Prague, lorsque, pressées par leur suzerain, les villes cessèrent de les exclure. Les conséquences ne se firent pas attendre; dès que les catholiques acquéraient la majorité, ils rétablissaient le culte et les cérémonies catholiques.

Le gouvernement ne s'en tint pas là. Afin d'accélérer la réforme, il essaya de modifier le régime municipal des villes, en commençant par Prague. Le 4 novembre 1617, un décret augmenta les attributions du juge royal. Chargé déjà de représenter le Roi, d'en défendre les droits, de surveiller l'administration de la justice et d'exercer une sorte de police, il dut désormais présider toutes les assemblées et contrôler leurs décisions. Aucune réunion du conseil ne put avoir lieu sans qu'il l'eût autorisée, et tous les comptes durent lui être soumis. On se proposait d'introduire ce nouveau système successivement dans toutes les villes royales[1].

Le même décret ordonnait de dresser une liste des anciennes propriétés des églises de Prague, et de rechercher si leurs revenus étaient employés conformément aux actes de fondation. Ces propriétés étaient tombées, depuis la réforme, entre les mains des protestants; les ramener au but primitif de leur fondation devait

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 241 et suiv.

aboutir à les leur enlever pour les restituer aux catholiques.

Ces diverses mesures étaient-elles entièrement légales? Il est difficile de l'affirmer. Les protestants de Bohême avaient imposé la lettre de majesté à Rodolphe II; Mathias cherchait à s'en dégager sans la violer ouvertement. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'il réclamait pour lui le droit commun des souverains, le droit de réforme que possédaient et dont usaient alors les protestants comme les catholiques.

Après avoir pris ces mesures, Mathias, pour se conformer à la consultation d'un astrologue de Mantoue, quitta Prague, où il avait résidé jusqu'alors, et se rendit à Vienne. Il laissait le gouvernement de la Bohême à dix lieutenants, dont sept catholiques et trois protestants. Quatre d'entre eux allaient jouer un rôle dans la scène de la défénestration; c'étaient Sternberg, Lobkowitz, Slawata et Martinitz.

A peu de distance de Prague, à Pardubitz, l'Empereur reçut une députation des bourgeois de Braunau; il leur ordonna de livrer leur église à l'abbé, leur suzerain. Cinq bourgeois allèrent réclamer contre cet ordre auprès de la lieutenance, à Prague; ils furent enfermés à la Tour blanche, et la ville de Braunau fut sommée d'envoyer les clefs de son temple. Trois députés qui arrivèrent sans les apporter rejoignirent leurs compagnons à la Tour blanche. Ces rigueurs, auxquelles on n'était pas habitué, intimidèrent les bourgeois; et le bourgmestre avec les conseillers municipaux étaient sur le point de céder, lorsque la population s'ameuta et prit les armes. Mathias, informé de ce qui se passait, envoya une commission royale pour fermer l'église. Arrivée à Braunau, la commission réclama les clefs. Le conseil, tout en se montrant disposé à obéir, déclara qu'il ne pouvait rien faire sans l'assentiment de la bourgeoisie. On la réunit donc en assemblée générale. Un silence de mort régnait dans la salle; la physionomie des bourgeois exprimait seule leurs craintes et leur colère. Au bout de dix minutes, l'un d'eux se leva pour demander un délai de quelques heures. On l'accorda; mais, le délai écoulé, les bourgeois déclarèrent ne pouvoir céder. Alors les commissaires ordonnèrent de fermer le temple; et comme le conseil allait obéir, les habitants, hommes, femmes, enfants, n'écoutant plus aucun avis, s'armèrent de pierres et de tout ce qui leur tomba sous la main, et vinrent se ranger devant la porte de leur sanctuaire.



Les commissaires, embarrassés, firent appeler le pasteur, et, en lui laissant entrevoir les suites funestes que pouvait amener la résistance, l'engagèrent à user de son autorité pour décider le peuple à obéir. La promesse de quitter Braunau après quelques semaines fut tout ce qu'on put obtenir de lui. Une dernière demande adressée au conseil n'eut aucun résultat, et les commissaires quittèrent la ville sans avoir rien pu faire. Il ne restait plus qu'à employer la force; mais la révolte de Bohême ayant éclaté peu de jours après (23 mai 1618), les habitants de Braunau gardèrent leur église [1].

Les habitants de Klostergrab n'avaient pas opposé une aussi vive résistance. Leur seigneur, l'archevêque de Prague, avait du reste usé de contrainte à leur égard; ils laissèrent démolir leur temple (11-13 décembre 1617). La destruction du temple de Klostergrab eut un immense retentissement en Bohême et en Europe. Jusqu'alors l'Empereur avait plus menacé que puni. Cette destruction, qui frappait une ville entière, effraya tous les protestants.

L'avénement de Ferdinand au trône de Bohême [2] avait aussi augmenté leurs craintes; l'archiduc ayant rétabli le catholicisme dans ses États de l'Autriche centrale, on pouvait croire qu'il le rétablirait partout. Son influence ne tarda pas d'ailleurs à se faire sentir; les protestants qui possédaient des charges de cour se les virent retirer. Menacés dans leur foi religieuse, amoindris dans leur situation, ils pouvaient redouter encore la perte de leurs biens, car une partie considérable de ceux qu'ils possédaient avait été enlevée au clergé; et si le catholicisme venait à triompher complétement, il n'était pas improbable que ces biens fussent un jour revendiqués. Les recherches relatives aux propriétés des églises de Prague pouvaient être considérées comme une première tentative en ce sens.

Les défenseurs crurent le moment venu de se soulever. Leur principal chef était le comte Henri Mathias de Thurn. Il n'appartenait pas à la race tchèque; sa famille prétendait remonter à Charlemagne, et descendait des Della Torre, qui jouèrent un rôle considérable à Milan, au treizième siècle. Son père, établi depuis

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 248.
[2] Le 6 juin 1617.

peu de temps en Bohême, y avait reçu de grands biens, récompense de services rendus dans les guerres contre les Turcs. Orphelin de bonne heure, Thurn fut élevé en Carniole, auprès d'un de ses cousins, le comte Jean Ambroise Thurn, zélé catholique, qui était gouverneur du pays, et jouissait de toute la confiance de la princesse Marie, mère de l'archiduc Ferdinand. Protestant comme son père, il ne cessa jamais de l'être; il parlait surtout l'allemand, rarement le tchèque. Thurn était loin d'être pauvre, ainsi qu'on le répète ordinairement; la majeure partie de ses biens se trouvait en Carinthie. Il commanda un régiment contre les Turcs, en Hongrie; et, après la paix de Zsitwa-Torok (1606), il s'établit en Bohême. Comme son père, il se maria deux fois, et eut de son premier mariage un fils, Franz Bernard, qui prit part à la révolte de Bohême.

A la diète de 1609, Thurn figura dans les rangs extrêmes de l'opposition, et prit le commandement des troupes qui forcèrent Rodolphe à accorder la lettre de majesté. Nommé l'un des défenseurs, sa conduite lui donna une grande autorité parmi les protestants; il devint leur chef militaire, mais fut toujours un médiocre général. Dans la lutte entre Mathias et Rodolphe, il prit parti pour Mathias et l'aida à s'emparer du trône de Bohême. Thurn n'était pas désintéressé : à l'avénement du nouveau roi, il sut se faire donner entre autres la charge lucrative de burgrave de Karlstein. Il ne resta pas longtemps d'accord avec Mathias, et fut l'un des plus ardents à combattre la restauration du catholicisme. En 1614, lors de la diète de Budweis, il essaya vainement d'obtenir du Roi un changement de politique; il n'eut plus dès lors qu'un but, enlever la Bohême à la maison d'Autriche. Peu de jours après la clôture de la diète, il fit offrir la couronne de Bohême à l'électeur de Saxe. Ses avances furent repoussées, mais elles montrent ce qu'on pouvait attendre de lui.

A l'avénement de Ferdinand, Thurn fut l'un des premiers frappés. En sa qualité de burgrave de Karlstein, il avait la garde des joyaux de la couronne de Bohême, et recevait, pour cette place, enlevée à Slawata, huit mille thalers par an. Ferdinand désirait favoriser les catholiques en leur attribuant les fonctions les plus importantes, et se défiait d'un gardien qui eût pu livrer les insignes royaux à un prétendant. Il y avait une difficulté : les charges de la noblesse étaient inamovibles, sauf à l'époque d'un



changement de règne, ou pour donner de l'avancement; or, tant que Mathias vivait, il n'y avait pas changement de règne : Ferdinand n'était que roi désigné. Mais, malheureusement pour Thurn, la charge de grand chambellan, supérieure en dignité à celle de burgrave de Karlstein, quoique moins importante et moins lucrative, devint vacante; on l'y nomma, en lui enlevant le burgraviat de Karlstein pour le rendre à Slawata. Sa disgrâce ne s'arrêta pas là : la charge de grand juge des fiefs de cour étant aussi devenue vacante, il dut encore accepter cette place, qui était hiérarchiquement supérieure à celle de grand chambellan, mais ne rapportait par an que quatre cents thalers. Une semblable organisation, qui permettait au souverain de disgracier un dignitaire en lui donnant de l'avancement, mérite d'être remarquée; elle avait sans doute été inventée pour soustraire le Roi aux embarras que lui causait l'inamovibilité. Enfin, presque à la même époque, Khlésel, le principal ministre de Mathias, fit savoir à Thurn qu'il ferait bien de se démettre de sa charge de défenseur [1].

Ces mesures mirent le comble à son irritation, et le décidèrent à hâter le soulèvement. Comme il avait besoin de l'appui de tous ses coreligionnaires, il persuada aux défenseurs de convoquer une diète provinciale des protestants [2]. Elle se réunit à Prague, au Carolinum, palais de l'Université, le 6 mars 1618 [3]; un petit nombre seulement de fonctionnaires vint se joindre aux députés. Thurn exposa devant la diète la situation déplorable à laquelle étaient réduits les protestants; il rappela ce qui s'était passé à Braunau, à Klostergrab, et consulta l'assemblée sur ce qu'il y avait à faire. Mais les membres de la diète craignaient de se compromettre, en prenant l'initiative de mesures qui devaient aboutir à une révolte. Les députés de la noblesse firent observer que c'était aux défenseurs à faire des propositions, et ceux des villes, qu'on ne pouvait rien décider en l'absence des représentants de la capitale; Prague, en effet, subissant l'influence des juges royaux, n'avait pas envoyé de députés.

Le lendemain, les discussions commencèrent. Dans l'intervalle on avait fait des démarches auprès des hauts fonctionnaires qui

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 88, 176.

[2] Diète dont la lettre de majesté avait toléré l'établissement et qui s'était déjà réunie en 1611.

[3] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 251.

n'avaient pas paru, et auprès des bourgeois de Prague, qui ne s'étaient pas fait représenter. Les fonctionnaires s'excusèrent en soutenant que les charges dont ils étaient revêtus ne leur permettaient pas de siéger à la diète; quant aux bourgeois des trois quartiers, ou plutôt des trois villes de Prague, le bourgmestre de l'Altstadt déclara qu'ils n'avaient pas de raisons de nommer des députés, et les bourgmestres de la Neustadt et de la Kleinseite s'en tirèrent en disant qu'ils devraient suivre l'exemple de l'Altstadt. La majorité des Bohémiens était poussée par une minorité violente.

Contraints de se mettre en avant, les défenseurs proposèrent de remettre un mémoire aux lieutenants, et, s'ils n'en obtenaient pas de réponse favorable, de s'adresser directement au Roi. On devait y énumérer tous les griefs des protestants, et prier les lieutenants de mettre en liberté les bourgeois de Braunau emprisonnés à la Tour blanche. La diète adopta le mémoire, et André Schlick se rendit au château, à la tête d'une députation, pour le présenter aux lieutenants. Les lieutenants refusèrent d'y répondre. Ils ne devaient pas, dirent-ils, s'engager dans une interprétation de la lettre de majesté; et quant à rendre la liberté aux bourgeois de Braunau, ils ne le pouvaient pas non plus, puisque c'était sur l'ordre de l'Empereur qu'on les avait enfermés.

Repoussés par les lieutenants, les protestants résolurent d'adresser le mémoire au Roi. Il restait à examiner comment on le lui ferait parvenir. On proposa d'abord d'envoyer une députation; mais Thurn, craignant d'être mis à sa tête, ce qui aurait pu l'exposer, combattit cet avis et fit décider que les lieutenants eux-mêmes en seraient chargés. Le mémoire leur fut donc remis, et ils l'envoyèrent à Vienne. La diète fut ensuite dissoute; mais elle devait se réunir de nouveau le 21 mai suivant.

Les défenseurs reçurent bientôt communication d'une lettre que l'Empereur et Roi avait envoyée le 21 mars en réponse à leur mémoire. Elle était conçue en termes sévères: Mathias y déclarait que sa longanimité était à bout; que ni la lettre de majesté, ni le concordat n'avaient été violés à Braunau et à Klostergrab; il menaçait de mettre en jugement les meneurs, et interdisait la prochaine réunion de la diète. Cette réponse irrita au plus haut point les protestants. Croyant qu'elle avait été rédigée par trois des membres de la lieutenance, Martinitz,



Slawata et Lobkowitz, ils les accablèrent de leurs malédictions.

Les défenseurs répliquèrent que leur conduite avait été légale, que les lois de l'année 1609 autorisaient la réunion des assemblées protestantes, et qu'il n'était pas en leur pouvoir de revenir sur une convocation faite par la diète elle-même.

Pendant ce temps, le gouvernement s'efforçait d'affaiblir l'opposition des protestants en les divisant, et en séparant surtout la bourgeoisie de la noblesse [1]. Le secrétaire de la lieutenance, Michna[2], réussit à se faire remettre, par le conseil de l'Altstadt, une adresse de fidélité, dans laquelle les bourgeois déclaraient ne vouloir d'autre défenseur que l'Empereur. Les deux autres villes de Prague, Neustadt et Kleinseite, firent de même; quelques villes de Bohême suivirent leur exemple, mais ce ne fut pas le plus grand nombre.

Satisfaite cependant des adresses qu'elle avait reçues, la lieutenance fit un pas en avant. Le protestantisme avait supprimé en 1609 les cérémonies du culte catholique que l'utraquisme avait conservées jusqu'alors. Comme le peuple les regrettait, Michna eut l'idée d'en profiter pour le ramener d'abord à l'utraquisme, puis au catholicisme. Dans ce dessein, il réunit chez lui quelques ministres protestants, entre autres plusieurs curés de Prague, et obtint d'eux qu'ils écriraient à l'Empereur, pour lui demander de rétablir l'utraquisme avec ses anciennes cérémonies. Peu après, le jour du samedi saint, le curé protestant de Saint-Nicolas, dans l'Altstadt, rétablissant un ancien usage commun aux utraquistes et aux catholiques, fit, avec le saint Sacrement, une procession solennelle, à laquelle assistèrent les conseillers municipaux. Le grand chancelier Lobkowitz se hâta de remercier ces conseillers et de les assurer de la faveur impériale.

Mais tout le terrain gagné allait être perdu si la diète s'assemblait le 21 mai, car elle ne manquerait pas de fortifier la résistance des protestants, et d'entraver le mouvement de retour au catholicisme. Sur une seconde lettre venue de Vienne, les lieutenants invitèrent encore les défenseurs à la contremander; mais ceux-ci répondirent, comme ils l'avaient déjà fait, que la convoca-

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 260.

[2] Michna, fils d'un boucher de la petite ville de Budin, fut élevé par les jésuites et parvint, grâce à leur appui, aux plus hautes fonctions (R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 54).

tion était légale et qu'ils n'y pouvaient rien changer. Les principaux meneurs, Thurn à leur tête, étaient au reste décidés à se révolter, et ne voulaient pas se priver de l'appui que devait leur procurer la diète. Le 18 mai, ils rédigèrent une proclamation au peuple, pour justifier leur conduite; il en résulta, parmi les habitants, une agitation extraordinaire.

Le lundi 21 mai, malgré la défense de l'Empereur, la diète protestante se réunit au Carolinum. Peu de villes royales, six sur quarante-deux, s'y étaient fait représenter; mais, parmi la noblesse, il y eut moins d'abstentions que la première fois. L'assemblée n'était pas encore au complet, quand deux agents de la lieutenance vinrent annoncer qu'une troisième lettre de l'Empereur interdisait la réunion, et prier les députés de venir en prendre connaissance. Ceux qui étaient présents promirent d'aller au château dès qu'on serait en nombre.

Lorsque l'assemblée se fut constituée, le curé de Saint-Nicolas de Kleinseite ouvrit la séance par la prière, et les députés récitèrent le 91e psaume; puis, après avoir promis leur protection à trois des défenseurs qui n'avaient pas osé se joindre à eux à cause des menaces des bourgmestres, ils se rendirent au château. Le grand burgrave, Adam de Sternberg, leur fit donner lecture de la lettre de l'Empereur. Cette troisième lettre, conçue comme la seconde en termes modérés, assurait que le gouvernement ne songeait pas à attenter aux libertés des États, et qu'il se bornait à demander que la diète ne se réunît pas jusqu'à décision ultérieure. Les députés demandèrent et obtinrent copie de la lettre, et promirent d'y répondre sans retard. Ils s'éloignèrent ensuite, et, après une délibération improvisée dans la cour du château, décidèrent de tenir séance le lendemain.

Ils se réunirent effectivement le lendemain, vers huit heures du matin. A la demande de l'assemblée, les défenseurs se chargèrent de rédiger la réponse. Puis le comte de Thurn annonça aux députés que le bruit courait que les lieutenants méditaient quelque mauvais coup contre eux, et il leur conseilla d'aviser. On envoya tout de suite le comte Schlick demander l'autorisation pour les députés de venir armés au château. Chose singulière et qui montre combien les soupçons étaient mal fondés, les lieutenants l'accordèrent sans difficulté.

Ce n'étaient pas la crainte et la prudence qui avaient inspiré



cette démarche au comte de Thurn, mais le dessein bien arrêté d'assassiner plus facilement les lieutenants. L'irritation des protestants contre le gouvernement était extrême, et Thurn avait résolu d'en profiter pour donner le signal du soulèvement et se mettre à sa tête. Il était d'ailleurs trop compromis pour espérer son pardon, et, dans son propre intérêt, il voulait provoquer une rupture telle, qu'une réconciliation devînt impossible. Or le moyen le plus sûr de rompre irrévocablement, c'était de mettre à mort les lieutenants; après un aussi grand crime, la Bohême n'aurait plus qu'un moyen d'échapper au châtiment : la révolte. Lorsqu'on délibéra au Carolinum sur la réponse à faire à la troisième lettre de l'Empereur, Thurn déclara aux députés qui se trouvaient près de lui que la diète n'obtiendrait rien sans une démonstration, et les gestes dont il accompagna ces paroles ne laissèrent aucun doute sur ce qu'il entendait par une démonstration. Ayant reçu dans sa demeure la visite de Fruewein, l'un des défenseurs, il lui dit qu'il ne restait pas autre chose à faire qu'à jeter quelques personnes par les fenêtres [1].

Les premiers auteurs du complot furent Thurn, Wenceslas de Ruppa et Colonna de Fels; plusieurs autres, tels qu'Albert Smiriçky, y entrèrent ensuite ou en eurent connaissance. Le soir du 22 mai, une dernière conférence entre les conjurés eut lieu dans une tour du palais d'Albert Smiriçky, situé dans la Kleinseite, et qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de maison du lundi. On y décida que les lieutenants seraient jetés par les fenêtres, suivant l'usage national; c'est ainsi que treize conseillers de l'empereur Sigismond avaient été traités deux siècles auparavant.

Le lendemain, 23 mai 1618, les députés se réunirent de bon matin au Carolinum, et, vers les neuf heures, se rendirent au château. Pendant ce temps, Thurn mettait la dernière main aux préparatifs du meurtre [2]. Tous les députés, environ cent, étaient armés, et la plupart se faisaient en outre accompagner d'un ou de plusieurs serviteurs. Le commandant du château et capitaine de la garde, Denis Çernin de Chudeniç, conformément à l'ordre

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 274.

[2] Dans cette même matinée, une troupe de gens envahit le conseil municipal de l'Altstadt, pour y exercer une pression en faveur de la diète protestante. Le conseil refusa néanmoins d'adhérer à la diète (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 276).

des lieutenants, les laissa entrer. Réunis d'abord dans la salle de la diète provinciale, ils se firent lire et approuvèrent la réponse que les défenseurs avaient rédigée. C'était une protestation contre la défense que le gouvernement leur faisait de se réunir ; elle se terminait par une sommation adressée aux lieutenants, de déclarer quelle part ils avaient prise à la lettre de menaces du 21 mars, la première que l'Empereur leur eût envoyée. Les députés se rendirent ensuite dans la salle de la lieutenance.

Cette salle faisait partie de l'ancien château, et avait trois fenêtres : à l'est, au sud et à l'ouest. Quatre lieutenants seulement sur dix s'y trouvaient alors réunis : Sternberg, Martinitz, Slawata et Lobkowitz. Des six restants, Waldstein était retenu au lit par une attaque de goutte, les autres se trouvaient absents de Prague; peut-être avaient-ils ajouté foi à des avertissements qui leur étaient parvenus. Le secrétaire Michna, un de ceux que les protestants haïssaient le plus, s'était enfui la veille; Fabricius, un autre secrétaire subalterne, le remplaçait dans la salle.

Les quatre lieutenants étaient à peine réunis depuis quelques minutes, quand les députés entrèrent. Comme la salle ne pouvait les contenir tous, un grand nombre restèrent dans l'escalier. A la tête de ceux qui entrèrent se trouvaient Thurn et les conjurés, entre autres Paul de Riçan, Schlick et Fels. Après quelques paroles échangées au sujet des troubles qui agitaient la ville, Riçan donna lecture de la réponse de la diète.

Les lieutenants l'écoutèrent sans mot dire, puis se concertèrent à voix basse; et l'un d'eux, l'archiburgrave Sternberg, demanda qu'on lui remît la protestation, afin de pouvoir en examiner le contenu avec ses collègues. On refusa d'abord, et Thurn, brusquant les choses, somma les lieutenants de déclarer sur-le-champ s'ils avaient participé à la lettre impériale du 21 mars. Cependant, la demande ayant été renouvelée, Riçan remit la protestation entre les mains de Sternberg; et celui-ci, après avoir encore consulté ses collègues dans l'embrasure d'une fenêtre, déclara qu'il refusait de répondre à la question des États. Il était inouï, dit-il, qu'on fît pareille demande à des conseillers de l'Empereur, obligés par serment à garder le secret des affaires. Si la diète tenait à savoir qui avait rédigé la lettre, elle n'avait qu'à s'adresser à l'Empereur lui-même. « Peu importe, s'écria Thurn, qu'on n'ait jamais fait pareille demande aux conseillers de l'Empereur ;



nous ne sortirons d'ici que lorsque vous aurez répondu par un oui ou par un non. » Et les députés présents levaient les mains comme pour appuyer les menaces de Thurn.

Afin de gagner du temps, Sternberg demanda qu'on les laissât consulter ceux de leurs collègues qui se trouvaient absents. Les députés refusèrent, et Schlick, se tournant vers Martinitz et Slawata, leur cria d'une voix de tonnerre qu'ils étaient les auteurs de tout le mal et qu'ils avaient agi à l'instigation des jésuites. On regardait, en effet, ces deux lieutenants comme les seuls coupables, et c'étaient eux seuls qu'on voulait tuer; Sternberg et Lobkowitz passaient pour s'être laissé entraîner par eux.

Slawata, pris à partie, essaya de se défendre. Il soutint qu'il n'avait jamais violé la lettre de majesté; les États pouvaient, si bon leur semblait, lui intenter un procès sur ce point. Martinitz se défendit de la même manière.

A la suite de ces réponses, la dispute parut s'apaiser. Dès que Martinitz et Slawata invoquaient la loi, les conjurés perdaient contenance. Ils étaient venus armés, avec l'intention bien arrêtée de les mettre à mort; mais la loi conserve son prestige jusque dans les époques les plus troublées, et s'impose souvent à ceux qui ont résolu de la violer. Un moment interdits et battus sur ce terrain du droit où ils s'étaient imprudemment hasardés, les conjurés produisirent de nouvelles accusations. On rappela que, lors du couronnement de l'archiduc Ferdinand, Slawata s'était opposé à ce que la lettre de majesté fût mise formellement au nombre des privilèges que le Roi devait confirmer. Slawata ne pouvait pas nier le fait, il chercha seulement à le justifier. Mais cette accusation avait irrité les députés à un tel point, que Thurn et quelques conjurés ne crurent pas devoir cacher leur dessein plus longtemps.

Martinitz et Slawata essayèrent encore de tenir tête à l'orage; ils en appelèrent à l'Empereur, aux lois du pays, à l'ancienneté de leur noblesse. Leur voix fut étouffée par celle des conjurés qui criaient tous à la fois. L'un de ces derniers, Fels, parvenant à dominer le tumulte, demanda si c'était l'opinion des députés présents, que les deux lieutenants fussent punis comme ennemis du bien public et violateurs de la lettre de majesté. Les conjurés voulaient ainsi compromettre la diète, et diminuer leur propre res-

ponsabilité en la faisant participer au crime. Mais à la question de Fels, qui n'était autre chose qu'une demande de condamnation à mort, ceux des députés qui ignoraient le complot furent saisis d'horreur et ne répondirent que par le silence. Thurn et ses complices, pour faire oublier le mauvais effet produit par la question de Fels et pour exciter les députés, sommèrent encore une fois les lieutenants de déclarer quel était l'auteur de la lettre impériale. Poussé à bout, l'archiburgrave Sternberg répondit que les lieutenants, cédant à la violence qui leur était faite, déclaraient n'avoir pris aucune part à cette lettre; que, d'ailleurs, les députés l'interprétaient mal, et qu'elle ne contenait aucune menace contre eux, ni contre les défenseurs.

Sternberg disait la vérité : la lettre avait été rédigée par Khlésel; mais on ne le crut pas; et comme il était cependant impossible de condamner Slawata et Martinitz pour un fait qu'ils niaient et qu'on ne prouvait pas, Thurn, à bout d'expédients, rappela que les deux lieutenants avaient refusé de signer l'amnistie imposée à Rodolphe en 1609, et que le principal chef des protestants d'alors, Budoweç, avait déclaré, en présence de la diète provinciale, que si la lettre de majesté était un jour violée, on devrait attribuer cette violation à ceux qui avaient refusé de signer l'amnistie, et les condamner à mort comme ennemis de l'ordre public. Paul de Riçan, pour entraîner les députés, s'écria aussitôt que les deux lieutenants se trouvaient par là même hors la loi.

Ces accusations n'étaient pas plus sérieuses que les précédentes; on avait même falsifié à dessein les paroles de Budoweç. Mais, en pareille circonstance, il arrive presque toujours un moment où les hommes modérés, las de résister, cèdent à la violence. Tous les députés présents, même ceux étrangers au complot, étaient d'ailleurs des protestants qui détestaient les lieutenants. Ils prirent ou feignirent de prendre une protestation faite au sein des États de 1609 pour un jugement suffisant, et approuvèrent la condamnation.

Quelques seigneurs, émus de compassion, essayèrent de sauver Martinitz et Slawata, en demandant qu'on les enfermât à la Tour noire; mais on criait déjà qu'il fallait les jeter par les fenêtres. En vain Sternberg, les larmes aux yeux, suppliait-il les députés de ne pas commettre un crime dont les suites retomberaient sur la Bohême; en vain réclamait-il leur assistance au nom des liens du sang, car



la plupart de ceux qui l'entouraient étaient de ses parents; on l'emmena de vive force, ainsi que son collègue Lobkowitz, malgré les supplications de l'infortuné Martinitz, qui voyait disparaître avec eux sa dernière chance de salut.

L'exécution ne se fit plus attendre. Un des conjurés, se glissant derrière Martinitz, lui saisit les mains et les lui retint derrière le dos, pendant que d'autres l'entraînaient vers une fenêtre. Martinitz essayait de résister tout en implorant sa grâce, et demandait un confesseur. « Recommande ton âme à Dieu, lui fut-il répondu; nous n'introduirons pas ici tes fripons de jésuites. » Il était tête nue, portait un manteau, avait l'épée au côté. On le souleva de terre, et pendant qu'il invoquait « le Sauveur et sa sainte Mère », il fut précipité, la tête la première, dans les fossés du château.

Pendant ce temps, Thurn s'était emparé de Slawata et le tenait vers une autre fenêtre. « Nobles seigneurs, dit-il à ceux qui venaient de précipiter Martinitz, à l'autre maintenant. » Slawata avait parmi les députés un frère et six cousins; il n'en reçut aucun secours. Ce fut en vain qu'il demanda, comme Martinitz, un confesseur. Il fit le signe de la croix et s'écria : « Jésus, ayez pitié de moi » Son corps était déjà dans le vide. Il s'accrocha par les mains au châssis de la fenêtre; un coup de pommeau d'épée lui fit lâcher prise, et il tomba dans le fossé.

A la vue de ce qui se passait, le secrétaire Fabricius tremblait pour sa vie. Nul ne songeait à lui; il se désigna lui-même en implorant la protection de Schlick. Les conjurés détestaient le secrétaire Michna; ne le trouvant pas, ils se vengèrent sur Fabricius. Il allait être percé à coups d'épée; quelques conjurés firent observer qu'il ne fallait pas souiller la salle de sang. On l'enleva, et il fut à son tour jeté par une fenêtre.

Le fossé avait vingt-huit aunes de profondeur. Les victimes ne furent cependant pas tuées. Martinitz et Fabricius avaient peu de mal, mais Slawata s'était grièvement blessé en heurtant de la tête la corniche d'une fenêtre; et, pendant que du bord du fossé où il était tombé il glissait jusqu'au fond, son manteau s'enroula autour de sa tête. Il s'évanouit; le sang de la blessure coulait dans sa bouche et l'étouffait; il commençait à râler. Martinitz s'approcha de lui, écarta le manteau, étancha le sang avec son mouchoir et lui fit reprendre connaissance. Mais le danger n'était pas passé;

tous deux attendaient en priant Dieu. Quant à Fabricius, le premier sentiment qu'il exprima fut l'étonnement d'avoir été expédié en si bonne compagnie, et traité, lui fonctionnaire subalterne, comme les deux lieutenants. Au moment où Martinitz l'appelait au secours de Slawata, des coups de feu retentirent. Les conjurés, surpris de voir leurs victimes encore en vie, avaient envoyé les achever. Slawata ni Fabricius ne furent atteints; Martinitz reçut trois balles qui lui firent peu de mal [1].

Les serviteurs et quelques amis des lieutenants, profitant de la connaissance qu'ils avaient des issues du château, étaient accourus auprès d'eux, pendant que leurs assassins cherchaient inutilement l'entrée du fossé, tout en continuant à y tirer des coups d'arquebuse par les fenêtres. Martinitz, voyant Slawata secouru, le quitta et, appuyé sur le bras d'un serviteur, se dirigea vers la maison du grand chancelier Lobkowitz. Il rencontra en chemin le chanoine Kotwa, qui, averti et sans s'effrayer du danger, venait apporter aux infortunés les secours de la religion. La maison de Lobkowitz donnait sur le fossé, mais n'y avait pas de porte. On descendit une échelle à Martinitz, et il entra par une fenêtre en essuyant encore trois coups de feu. Son confesseur, le jésuite Santinus, était aussi accouru. Martinitz se confessa, et se mit au lit, moins pour soigner ses blessures, qui étaient légères, que pour apitoyer ses ennemis.

Slawata, qui perdait tout son sang, n'avait pas eu assez de forces pour gravir l'échelle. Ses serviteurs et ses amis le portèrent dans la maison du grand chancelier, en faisant un détour par la porte intérieure du château, et heureusement sans rencontrer personne. On l'étendit sur un matelas; il fut saigné et se confessa au chanoine Kotwa.

Les deux lieutenants se trouvaient dans la maison de Lobkowitz depuis quelques minutes, quand un bruit d'armes et de chevaux se fit entendre. C'était Thurn qui arrivait à la tête de sa bande. Il se rendit auprès de Polixène de Lobkowitz, femme du grand chancelier, pour lui demander où s'étaient réfugiés les lieutenants. Cette noble femme refusa courageusement de les livrer, et Thurn, n'osant insister, se retira. Martinitz et Slawata étaient sauvés.

[1] On peut voir dans LOTICHIUS (*Rerum Germanicarum libri*, I, p. 44) une gravure représentant la défénestration de Prague.



Le soir, Martinitz, déguisé en homme du peuple, la barbe rasée, le visage noirci avec de la poudre, quitta sa retraite, alla prendre congé de sa femme, et, sans avoir eu le temps d'embrasser un seul de ses huit enfants, s'enfuit la nuit dans la direction du Haut-Palatinat. Il ne s'arrêtait que dans les couvents, de peur d'être trahi. Le lendemain du jour de sa fuite, la diète le fit poursuivre, mais sans pouvoir l'atteindre. Il traversa le Haut-Palatinat incognito, se faisant passer pour le domestique de son médecin Thomason, qui l'avait accompagné avec un seul serviteur. Il gagna enfin sain et sauf Munich, où la nouvelle de la défénestration l'avait devancé. Le duc Maximilien de Bavière l'accueillit de la façon la plus amicale, et lui donna un logement dans la maison de Tilly. Sa femme ne tarda pas à le rejoindre avec ses enfants, et l'empereur Mathias le chargea d'une mission diplomatique auprès du duc.

Slawata, retenu au lit par sa blessure, n'avait pu s'échapper. Sa femme alla supplier la comtesse de Thurn d'intervenir en sa faveur auprès de son mari. La comtesse la reçut d'autant mieux qu'elle avait de tristes pressentiments pour l'avenir, et pensait qu'un jour peut-être elle aurait elle-même à demander grâce pour le comte de Thurn. Le lendemain de la scène du château, la diète s'étant réunie, personne ne demanda plus la mort de Slawata; quelques députés firent seulement observer, en plaisantant, qu'il avait été exécuté, et qu'un voleur ne pouvait être pendu deux fois. Au bout de quelques semaines, lorsqu'il fut guéri, on lui défendit de s'éloigner. L'année suivante, on lui permit de résider à Tœplitz. Il profita du voisinage de la frontière pour passer en Saxe.

Quant au secrétaire Fabricius, il était parvenu à s'éclipser avant que la terrible nouvelle se fût encore répandue dans la ville. Il passa quelques jours dans la métairie d'un conseiller de l'Altstadt, et, lorsqu'il eut repris assez de forces, il partit pour Vienne, où il arriva le 16 juin et raconta à l'Empereur les événements dont il avait été le témoin et la victime. Plus tard il fut anobli et reçut le nom significatif de *Hohenfall* (grande chute). Les catholiques attribuèrent à un miracle[1] le salut des deux lieutenants et de leur secrétaire.

[1] On a raconté que les lieutenants étaient tombés sur des balayures ou sur un buisson qui avaient amorti leur chute; Slawata affirme qu'il n'y



Telle fut la défénestration de Prague du 23 mai 1618; elle ouvre la guerre de Trente ans. Elle fut l'œuvre de quelques ambitieux qui entraînèrent une diète ne représentant qu'une partie des Bohémiens[1]. L'injustice et l'odieux de cette exécution sauvage sont trop évidents pour qu'il faille insister sur ce point. L'Empereur voulait rétablir le catholicisme dans ses États : il en avait le droit. Les électeurs de Saxe, qui étaient les champions du luthérianisme, poursuivaient alors les calvinistes; et les électeurs palatins sévissaient tantôt contre les luthériens et tantôt contre les calvinistes, suivant qu'il leur plaisait d'être tantôt de l'une et tantôt de l'autre religion : ils en avaient aussi le droit, en vertu du principe *cujus regio ejus religio*. Ce principe, du reste, n'a pas disparu autant qu'on pourrait le croire. Chaque État moderne a pour base de sa vie politique et morale un certain ensemble de préceptes, dont il assure l'observation au besoin par la force. Au dix-septième siècle, ces préceptes étaient seulement plus nombreux, plus étroits qu'aujourd'hui. Il ne faut pas d'ailleurs trop parler de principes politiques et de libertés religieuses, lorsqu'il s'agit de la guerre de Trente ans. On s'y inquiétait déjà plus des intérêts que des doctrines, et ce qui le prouve, c'est la présence d'un grand nombre de soldats protestants dans les armées catholiques.

Quelques-uns des agents de l'Empereur violèrent la lettre de majesté, en employant la force pour convertir les protestants; mais, tout en les désapprouvant, il ne faut pas oublier qu'à cette époque la contrainte en matière religieuse était de droit commun; que la lettre de majesté avait été arrachée à Rodolphe II par une insurrection, et qu'il était singulier, comme Mathias le faisait remarquer à la députation des défenseurs qui était venue le trouver à Brandeis, que le Roi n'eût pas sur ses domaines autant de droits que les simples nobles sur les leurs. Mais Mathias eût-il violé lui-même ouvertement la lettre de majesté, ses sujets n'auraient pas eu le droit de se révolter, car ils ne se trouvaient certainement pas dans un de ces cas, si rares qu'on est presque obligé de les

avait rien dans le fossé (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 298).

[1] « Ce qui se dit en faveur des séditieux est plus facilement cru que la vérité qui est rapportée en faveur du prince. » (RICHELIEU, *Mémoires*, édition Petitot, t. I, p. 319.)



supposer pour en donner des exemples, où une insurrection est légitime. Les chefs des protestants songeaient moins d'ailleurs à établir la paix et la liberté de conscience, qu'à pousser toutes choses à l'extrême, et à rendre inévitable une guerre par laquelle ils se flattaient, avec le secours de leurs coreligionnaires d'Allemagne et de souverains étrangers, de détruire le catholicisme, de renverser la maison de Habsbourg, d'accroître leur propre autorité, et surtout de conserver les biens ecclésiastiques qu'ils possédaient.

La défénestration de Prague n'eut pas le résultat qu'en attendaient Thurn et ses complices. Sans doute il y eut rupture entre la Bohême et l'Empereur, et la guerre éclata ; mais les protestants furent vaincus, et, deux ans après, vingt-huit chefs des rebelles périrent à Prague sur l'échafaud.

CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE GUERRE DE BOHÊME.

1618-1619.

La diète protestante de Prague se déclare diète provinciale, donne le gouvernement à un directoire et le commandement de l'armée à Thurn. — La diète ménage encore l'Empereur. — Expulsion des jésuites (8 juin 1618). — Thurn lève une armée, quitte Prague (16 juin), occupe Krummau. — La diète est convoquée (25 juin); elle établit des impôts.

Mathias veut céder; Ferdinand résiste et se prépare à la guerre. — Les archiducs, contrecarrés par *Khlésel*, le font arrêter et l'exilent (20 juillet).

L'*électeur palatin* Frédéric V essaye de se faire élire roi de Bohême; l'électeur de Saxe conseille la paix aux Bohémiens. — L'Empereur est peu soutenu par l'Empire.

L'Europe se montre plus favorable à l'Empereur qu'à la Bohême. — L'Empereur est peu soutenu par ses États héréditaires. — La Hongrie lui est assez favorable. — Mission de Jessenius à Presbourg. — Opposition de l'Autriche. — La Moravie reste neutre; *Zierotin*. — La Silésie se montre hostile; Jägerndorf.

Ferdinand prend la direction de la guerre contre la Bohême. — *Bucquoy* commande l'armée impériale; ses lieutenants, Dampierre et Khuen, entrent en Bohême; Bucquoy les rejoint et marche sur Prague.

La diète protestante de Bohême est convoquée le 28 août; elle demande la paix à l'Empereur. — Adam de Waldstein tente une contre-révolution en faveur de l'Empereur; il échoue. — La diète vote des soldats et des impôts.

Mansfeld. — Son arrivée rend courage aux révoltés. — Il prend *Pilsen*, qui est demeuré fidèle à l'Empereur (21 novembre 1618). — La milice est dissoute.

Négociations. — La commission morave à Prague (16 septembre); elle conseille aux Bohémiens de déposer les armes; les Bohémiens font une réponse évasive (22 septembre). — Les Silésiens se prononcent en faveur des Bohémiens et envoient Jägerndorf à leur secours.

Thurn, retranché à Czaslau, refuse de livrer bataille à Bucquoy. — Les Impériaux, manquant de vivres, se retirent. — Thurn bat Dampierre à *Pilgram* (3 novembre), Bucquoy près de *Budweis* (9 novembre), et entre en Autriche (25 novembre); il ne peut passer le Danube.

L'Autriche et la Moravie restent neutres.

Situation de Bucquoy à Budweis.



Mathias charge Zierotin de traiter avec les Autrichiens. — *Mort de Mathias* (20 mars 1619).

La diète protestante de Bohême (18 mars) vote des soldats et des impôts, opère des confiscations. — Thurn entre en Moravie (avril 1619). *Wallenstein. — Première expédition de Thurn contre Vienne*; il perd son temps à négocier avec les protestants. — Ferdinand résiste aux protestants (11 juin).

Bucquoy bat Mansfeld à *Matolitz* (8 juin) et à *Tein* (10 juin). — Thurn est rappelé à Prague.

La nouvelle de la défénestration avait causé dans toute la ville de Prague une grande émotion. Le bas peuple s'assemblait dans les rues, sur les places, et n'attendait qu'une occasion pour attaquer les catholiques et les juifs, et s'emparer de leurs biens. Thurn parvint à le calmer en parcourant les rassemblements et en engageant tout le monde à la paix. Les conjurés, ignorant encore s'ils seraient soutenus par la Bohême et s'ils trouveraient des alliés parmi les princes voisins, répétaient partout qu'ils ne tramaient rien contre les catholiques, et qu'ils avaient seulement voulu punir ceux qui avaient violé la lettre de majesté. Ils reconduisirent même respectueusement dans leurs demeures les deux lieutenants Sternberg et Lobkowitz, et exigèrent du commandant du château qu'il prêtât serment au Roi en même temps qu'aux États.

Le lendemain de la défénestration, la diète se réunit et confia le gouvernement à une commission de trente députés, dix de chaque ordre. Ils prirent le titre de directeurs, et nommèrent pour président l'un d'eux qui appartenait à l'ordre de la noblesse, Wenceslas Guillaume de Ruppa. Un directoire de trente personnes devait manquer d'énergie et d'unité; tous ses membres, sauf Ruppa, étaient d'ailleurs d'une extrême médiocrité. Thurn n'en faisait pas partie; ne parlant qu'avec difficulté la langue tchèque, il lui aurait été impossible de diriger la diète; c'est pourquoi, au lieu de se mettre à la tête du gouvernement, il voulut ne s'occuper que de l'armée; mais il manquait de talents militaires.

Le premier soin de la diète protestante fut de se déclarer diète provinciale, et de prendre des mesures de défense, non pas, disait-elle, contre l'Empereur, dont les États demeuraient les fidèles sujets, mais contre ceux qui voulaient les priver de leurs libertés. Elle nomma Thurn lieutenant général et commandant de l'armée. Tout était à créer pour la guerre; la Bohême ne possédait ni sol-



dats, ni places fortes, ni armement. Les États décidèrent une levée dans le pays et des enrôlements à l'étranger. Quant à l'argent, ils s'en procurèrent en affectant aux dépenses de la guerre le produit d'impôts extraordinaires que la diète de 1615 avait votés pour éteindre les dettes à la charge du royaume; ils évitaient encore avec soin de s'emparer des domaines du Roi.

Le surlendemain, les députés firent imprimer et publier, sous le titre de *Première Apologie,* une justification de leur conduite. Cette pièce rappelait l'oppression qui pesait sur les protestants depuis quelques années, et rejetait la responsabilité de la défénestration sur les catholiques et sur les jésuites. Un exemplaire en fut envoyé à l'Empereur, avec une lettre par laquelle les États l'assuraient de leur fidélité et de leur obéissance. Ils chargèrent aussi les directeurs de chercher des appuis parmi les princes et les pays voisins. Le 28 mai, la diète se sépara.

La révolution de Prague fut acceptée par tous les protestants de Bohême; toutes les villes royales, sauf Pilsen et Budweis qui étaient catholiques, envoyèrent leur adhésion à la diète ou au directoire, et les catholiques eux-mêmes n'osèrent pas refuser les impôts. Les bourgeois de Braunau, mis en liberté, allèrent reprendre possession de leur église, et les protestants de Klostergrab furent autorisés à se servir de l'église des catholiques, jusqu'à ce que ceux-ci eussent reconstruit le temple qui avait été démoli.

Le 2 juin, les jésuites du collége de Prague reçurent l'ordre de quitter sur-le-champ la Bohême. Le lendemain, jour de la Pentecôte, un de leurs prédicateurs monta en chaire, et prit congé des élèves et des catholiques qui remplissaient l'église. Le 8 juin, précédés d'une croix noire, ils sortirent de la ville en procession, et en suivant les mêmes rues par lesquelles leurs prédécesseurs y étaient entrés en 1555, sous le règne de Ferdinand Ier. Leurs amis les accompagnaient en pleurant, et nombre de protestants virent leur départ avec émotion. Les colléges de Kommotau, Krummau, Neuhaus et Budweis eurent le même sort que celui de Prague. L'archevêque avait de son côté pris la fuite. Le secrétaire Michna s'était éloigné à temps; ses biens furent les premiers confisqués.

Thurn se trouva bientôt à la tête d'une armée de six mille fantassins et de deux mille cavaliers. Tous étaient des enrôlés, car on n'avait pas cru devoir lever les milices, n'étant sans doute pas assez sûr de leur obéissance. Il quitta Prague le 16 juin, et se di-



rigea à marches forcées vers le sud, sur Budweis et Krummau, qui venaient de recevoir des garnisons impériales. Son but était de s'emparer de ces deux places et par là d'enlever à l'ennemi sa base d'opérations. Pendant que les États continuaient à protester de leur fidélité envers l'Empereur, Thurn menaçait ces deux villes, si elles lui résistaient, de ne pas même y épargner l'enfant dans le sein de sa mère. Krummau effrayé se rendit ; Budweis résista.

Cependant les revenus ordinaires ne suffirent bientôt plus, et les villes ayant refusé de prêter de l'argent, les directeurs furent obligés de convoquer de nouveau les États. Le 25 juin, le président du directoire, Wenceslas de Ruppa, ouvrit la diète par une prière que tous les membres récitèrent à genoux. Tous chantèrent ensuite le quatre-vingtième psaume et le chant allemand « Dieu soit notre honneur dans le ciel »; puis on lut un exposé des dangers qui menaçaient la Bohême et des efforts à faire pour y échapper. La diète permit d'enrôler de nouvelles troupes, de manière à avoir une armée de douze mille fantassins et de quatre mille cavaliers, et remplaça la levée des milices par un impôt [1].

Il lui fallut aussi prendre un parti sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Empereur. Mathias se trouvait à Vienne, et Ferdinand à Presbourg où il venait d'être élu roi de Hongrie, lorsqu'ils reçurent la nouvelle de la défénestration. Mathias n'aspirait qu'au repos, et ses lieutenants, ainsi qu'un commissaire qu'il envoya à Prague, lui conseillèrent une politique pacifique ; ils croyaient impossible de réduire la Bohême par la force. Mathias se montra disposé à céder, c'est-à-dire à laisser libre carrière aux protestants; mais Ferdinand se prononça pour la résistance. Il y eut donc à la cour deux partis : celui de l'Empereur qui désirait la paix, et celui de l'archiduc qui voulait la guerre. Ce dernier parti allait jusqu'à regarder la révolte de la Bohême comme un événement heureux, parce qu'il comptait sur une victoire, qui relèverait le prestige de la maison de Habsbourg. Il fallait pour cela mettre une armée sur pied; on fit des préparatifs à Vienne; on demanda des secours à l'Espagne ; Ognate, l'ambassadeur de Philippe III, qui voyait dans les Bohémiens à la fois des rebelles et des hérétiques, laissa espérer

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 300, 317. La diète donna aux débiteurs un délai pour payer leurs dettes, ce qui nuisit beaucoup au commerce (Gindely, *ibid.*, t. I, p. 319).

un renfort de douze mille hommes, et écrivit à son maître pour le presser de fournir tout l'argent dont il pourrait disposer.

Pendant ce temps, Mathias avait envoyé successivement à Prague deux patentes ou manifestes (11 et 18 juin), pour interdire aux Bohémiens tout préparatif de guerre. Les directeurs non-seulement empêchèrent de les publier, mais firent défense aux lieutenants de sortir de la ville sans permission et de s'occuper dorénavant du service du Roi.

Une troisième patente (du 23 juin), dans laquelle l'Empereur se montrait disposé à faire des concessions, n'eut pas plus de succès. Les États répondirent (27 juin) qu'ils avaient été obligés de se préparer à la guerre, et n'ajoutèrent pas un mot qui pût faire croire qu'ils désiraient un arrangement. Les directeurs se montrèrent encore plus hostiles. L'Empereur s'étant plaint de la sommation barbare adressée par Thurn aux bourgeois de Budweis et de Krummau, ils la prirent sous leur responsabilité, déclarèrent qu'ils avaient chargé leur général d'expulser du pays toutes les troupes étrangères, et menacèrent de demander des secours aux princes protestants d'Allemagne, si l'on envoyait une armée contre eux. L'Empereur répondit avec vivacité (9 juillet) à la diète et aux directeurs. Il repoussait surtout l'idée que ses troupes fussent des troupes étrangères. Les directeurs répliquèrent (19 juillet) que l'Empereur n'avait pas le droit d'enrôler ou d'établir des troupes dans leur pays sans l'assentiment des États. Ils avaient raison; mais les États, de leur côté, n'avaient pas le droit de faire des préparatifs de guerre sans la permission de leur souverain, et leur conduite ne justifiait que trop la sienne. Cependant les directeurs se déclaraient prêts à accepter un arrangement, s'il était garanti par les électeurs de l'Empire [1].

Aussitôt après la clôture de la diète de Presbourg, c'est-à-dire au commencement de juillet, Ferdinand se hâta de revenir à Vienne pour activer les préparatifs de guerre contre la Bohême. Mais sur ce point encore, il se vit entravé par le mauvais vouloir de Khlésel. La mesure était comble : Ferdinand et l'archiduc Maximilien résolurent de se débarrasser de lui. Maximilien proposait trois moyens : demander son renvoi à Mathias, en dévoilant sa duplicité; le faire excommunier par le Pape, comme dangereux

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 326, 332.



pour les intérêts catholiques ; ou enfin le faire périr en secret par le poison ou autrement. Il n'osait toutefois employer ce dernier moyen sans consulter des théologiens. Ferdinand repoussa la demande de renvoi, parce que l'Empereur ne consentirait jamais à se séparer de son ministre ; l'excommunication, parce que le cardinal n'avait pas commis de crime pouvant y donner lieu ; le poison enfin, ou toute autre mort violente, comme n'étant pas dans les habitudes de la maison de Habsbourg, et ne pouvant être approuvé par aucun théologien. Il proposa de s'emparer de la personne de Khlésel et de le mettre dans l'impossibilité de nuire, en le retenant prisonnier[1]; Maximilien se rangea à cet avis[2]. L'ambassadeur d'Espagne Ognate, le fidèle partisan des archiducs, fut mis par eux dans la confidence et les affermit dans leur dessein ; mais il ne voulut prendre aucune part à l'exécution, de peur de se compromettre vis-à-vis de la cour de Vienne.

L'affaire fut conduite avec autant d'habileté que de vigueur. L'archiduc Maximilien alla faire une visite au cardinal et exprima le désir qu'elle lui fût rendue. Le lendemain en effet, un vendredi, le 20 juillet 1618, Khlésel se présenta au château de Vienne[3]. Un chambellan vint le recevoir, et excuser l'archiduc de ce qu'étant indisposé, il ne pouvait venir à sa rencontre. Khlésel entra dans l'antichambre ; les seigneurs de Stadion et Breuner et les comtes Dampierre, Collalto et Montecuculli s'y trouvaient. Dès que le ministre eut fait quelques pas, Stadion se plaça vers la porte et lui barra la retraite ; pendant ce temps, Breuner le déclarait prisonnier de la maison d'Autriche. On l'obligea aussitôt à se dépouiller des insignes du cardinalat pour revêtir un simple habit de prêtre, et une escorte de cavaliers, commandée par Dampierre, le conduisit rapidement, par la Styrie et la Carinthie, jusqu'au château d'Ambras près d'Innsbruck, où il fut emprisonné.

L'arrestation opérée, il fallut en informer l'Empereur. Il était malade, au lit. Les deux archiducs se rendirent dans sa chambre et lui apprirent ce qui était arrivé. Mathias, sentant son impuissance, se tut d'abord et ne témoigna son indignation que par la

[1] Ce projet datait du temps des négociations de Ferdinand avec l'Espagne.

[2] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 42, 43.

[3] Le Hofburg.

fureur avec laquelle il se mit à mordre ses draps. Enfin il éclata, et, se laissant aller à un mouvement de rage qui ne dévoilait que trop sa faiblesse, il réclama impérieusement le retour de son favori. On n'eut pas de peine à l'apaiser. Habitué à se laisser dominer et guider, il était incapable de prendre seul une décision et d'y persister. Il ne désirait, au fond, qu'une chose : être déchargé du fardeau des affaires; peu lui importait que ce fût par Khlésel ou par les archiducs, pourvu que l'on conservât à son égard quelque apparence de respect. L'Impératrice essaya bien encore de défendre le ministre ; mais la majorité de la cour tournait déjà ses regards vers Ferdinand, et l'ambassadeur d'Espagne le soutenait. Mathias crut tout ce qu'on lui dit contre son favori ; au bout de huit jours il pardonna aux archiducs ; et, par une nouvelle faiblesse qu'il prit pour un acte de vigueur, il pensa venger suffisamment son autorité, en infligeant une punition sans importance à Breuner et à Dampierre, qui, en arrêtant le cardinal, n'avaient fait qu'obéir aux archiducs.

Khlésel avait cru que l'Empereur le rappellerait. Lorsqu'il se vit oublié, il se tourna, comme la cour, vers Ferdinand, et le supplia de lui rendre la liberté, promettant de ne s'occuper désormais que d'affaires religieuses; l'archiduc refusa de tenter l'aventure. Khlésel s'adressa alors au pape Paul V ; mais le cardinal Bellarmin soutint qu'il était permis d'emprisonner un cardinal qui exposait l'État à un grand danger, et empêcha le Pape de rien faire pour lui. Transféré d'abord du château d'Ambras au château d'Innsbruck, puis, à peu de distance de là, au couvent de Saint-Georgenberg à Schwatz[1], comme prisonnier, non plus de la maison d'Autriche, mais du Saint-Siége, il y fut confiné dans une chambre et dut s'abstenir de toute correspondance. Le Pape le condamna à une prison perpétuelle ; mais Khlésel, par ses amis, intéressa à son sort les cardinaux, ainsi que Grégoire XV, successeur de Paul V. Il vint résider à Rome sous la surveillance du Pape. Enfin, en 1627, il obtint de Ferdinand, qui était alors empereur et n'avait plus rien à craindre de lui, l'autorisation de revenir en Autriche. Sa captivité durait depuis plus de neuf ans. Son immense fortune avait été confisquée : on lui en rendit une partie. Il montra depuis

[1] Dans le Tyrol, au nord-est d'Innsbruck.



son retour autant d'activité comme évêque, qu'il en avait déployé auparavant comme homme d'État[1].

Né à Vienne d'une riche famille de marchands, et élevé par les jésuites à l'université d'Ingolstadt, Khlésel avait rempli, pendant quelques années, les fonctions d'official de l'évêché de Passau, et avait su se faire respecter des grands et chérir du peuple. Il était instruit, bon prédicateur. On le présenta un jour à Mathias, encore simple archiduc; il lui plut et devint son conseiller. Khlésel avait jusqu'alors soutenu les droits de l'Église: devenu ministre, il soutint ceux de l'État, et, tout en trouvant convenable que le catholicisme prédominât dans l'Empire, il se montra tolérant envers le protestantisme. Il est probable que ce fut lui qui dirigea la révolte des archiducs contre Rodolphe; dès qu'il eut assuré le pouvoir à Mathias, il se proposa pour principal but de détruire à la fois la *Ligue catholique* et l'*Union protestante,* de réunir toutes les forces de l'Allemagne contre les Turcs, et d'accroître l'autorité impériale[2]. Il échoua, ne sut ni maintenir l'ordre intérieur, ni conserver le prestige de l'Autriche à l'étranger. C'est pourquoi l'histoire, qui est impuissante à juger de la sagesse d'un homme d'État autrement que par le succès de ses entreprises, ne l'a jamais compté parmi les grands ministres.

Les archiducs avaient-ils outre-passé leurs droits en arrêtant Khlésel? ne peut-on pas admettre que, dans une monarchie héréditaire, le pouvoir n'appartient pas exclusivement au souverain, et qu'il doit être considéré comme le patrimoine de toute la famille royale? que plus ce pouvoir est absolu, plus les princes du sang ont le devoir et le droit d'en surveiller l'exercice, et de s'opposer à ce que celui qui règne en use contrairement aux intérêts de la dynastie et des sujets? Quoi qu'il en soit, les archiducs furent soutenus par le roi d'Espagne, qui, en sa qualité de chef de la branche aînée de la maison de Habsbourg, s'immisçait toujours plus ou moins dans les affaires de l'Autriche, et leur conduite fut approuvée par le pape Paul V, et par le cardinal Bellarmin dont la compétence en matière de morale gouvernementale ne saurait être contestée. Mathias, d'ailleurs, pouvait-il se plaindre de l'in-

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 333, 345. Khlésel mourut en 1630, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

[2] Ranke, *Zum Deutschen Geschichte*, p. 217 et suiv.

tervention de sa famille, quand celle-ci ne faisait que suivre l'exemple qu'il avait donné lui-même à l'égard de son frère Rodolphe II?

Pendant que cette scène de palais s'accomplissait, les conséquences de la défénestration de Prague se déroulaient peu à peu. Le jeune électeur palatin Frédéric V avait déjà fait des démarches pour obtenir la couronne de Bohême[1], et quoiqu'elles eussent échoué une première fois par suite de l'élection de Ferdinand, il ne désespérait pas encore de réussir. Dès qu'il eut été informé de la défénestration de Prague, il envoya d'abord un agent, puis un ambassadeur, le comte Albert de Solms, pour se renseigner sur l'étendue et la portée du soulèvement. Afin de détourner les soupçons de la cour de Vienne, il ne recula pas devant une fourberie, et écrivit à Mathias qu'il n'envoyait cet ambassadeur aux Bohémiens que pour les engager à l'obéissance et au respect envers leur roi. Les directeurs avaient réclamé de leur côté l'appui de Frédéric V dès le milieu du mois de juin.

Solms trouva cependant les Bohémiens peu disposés à faire la guerre[2]. Plusieurs des directeurs craignaient de se jeter tête baissée dans l'inconnu, et se seraient réconciliés volontiers avec l'Empereur s'ils en avaient obtenu de bonnes conditions. Mais la plupart voulaient la guerre, afin de rendre définitive la rupture avec la maison de Habsbourg. D'après Solms, son maître était prêt à soutenir la Bohême; il avait déjà demandé le concours de quelques-uns des princes de l'Union, et offrait d'agir auprès de Venise et de la Savoie pour en obtenir des subsides; mais il ne cachait pas qu'il désirait avant tout savoir à qui les Bohémiens

[1] Lorsqu'il avait été question, en 1616, de l'élection de Ferdinand au trône de Bohême, le cabinet de Heidelberg, qui espérait, grâce aux relations existantes entre les protestants de ce royaume et l'Union, y faire arriver le Palatin, avait envoyé deux ambassadeurs à Prague pour s'y rendre compte de la situation des affaires. Le premier, Christophe de Dohna, visita la Bohême et peut-être l'Autriche au commencement de l'année 1617. A son retour, il annonça que la monarchie autrichienne était en pleine dissolution, et qu'après la mort de l'Empereur elle serait démembrée. Le second, le conseiller Camérarius, se lia à Prague avec Thurn et les chefs protestants, et en obtint la promesse qu'ils s'opposeraient à l'élection de Ferdinand (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 185 et suiv.).

[2] Solms arriva à Prague le 8 juillet 1618 (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 349).



offriraient la couronne ; et les directeurs évitaient de se prononcer sur ce point.

Les Bohémiens ne s'étaient pas bornés à demander l'appui du Palatin ; ils recherchaient encore celui de l'électeur de Saxe. Colonna de Fels se rendit à Dresde à cet effet ; mais l'électeur, tou en approuvant leur résolution de maintenir la lettre de majesté, leur donna le conseil de faire la paix[1].

Mathias pouvait déjà compter sur l'Espagne ; il chercha des alliés dans l'Empire. Aucun des princes catholiques, aucun de évêques ne se montrait disposé à faire de grands sacrifices ; il l'autorisèrent seulement à enrôler des soldats dans leurs États. Il obtint, comme il fallait s'y attendre, moins encore des princes protestants. L'électeur de Brandebourg lui promit cependant de ne pas permettre aux Bohémiens de faire des enrôlements chez lui ; et quant à l'électeur de Saxe, il se contenta de donner des assurances pacifiques et d'offrir sa médiation[2].

L'Empereur fut plus heureux du côté de la Pologne et des Pays-Bas espagnols. Le roi de Pologne, Sigismond III, qui avait épousé successivement deux sœurs de l'archiduc Ferdinand[3], promit quelques milliers de cavaliers, et le gouverneur des Pays-Bas, l'archiduc Albert, cinq cents cavaliers qu'il entretiendrait à ses frais pendant une campagne. Le pape Paul V, également sollicité, s'en tint à des promesses vagues[4].

Mais ce qui importait avant tout à l'Empereur, c'était d'obtenir la neutralité, sinon l'appui de la France. Louis XIII, ni ses ministres n'étaient alors animés d'intentions hostiles à l'égard de la maison d'Autriche. La révolte de Bohême n'avait éveillé en eux aucune sympathie, et le traitement infligé aux lieutenants de l'Empereur semblait au Roi une insulte faite à tous les princes. Il écrivit même à son beau-père Philippe III d'Espagne que, si on laissait cet attentat impuni, tous les souverains seraient exposés à en subir de semblables. Aussi les diplomates français en Alle-

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 349, 355.

[2] GINDELY, *ibid.*, t. I, p. 356.

[3] Sigismond III, fils de Jean III, roi de Suède, et de Catherine de Pologne, était cousin germain de Gustave-Adolphe et fut son compétiteur au trône de Suède. — Il épousa : 1° en 1592, *Anne*, née en 1573, morte en 1598 ; 2° en 1605, *Constance*, née en 1588, morte en 1631. Anne et Constance étaient filles de Charles de Styrie et sœurs de Ferdinand.

[4] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 357.

magne, entre autres Sainte-Catherine, reçurent-ils l'ordre de faire tous leurs efforts pour rétablir la paix dans l'Empire. Le cabinet français engagea le Palatin à ne pas soutenir les révoltés et à user de son influence pour apaiser les troubles.

Telles étaient les dispositions de la cour de France, lorsque l'Empereur la pria de ne tolérer aucun enrôlement au profit des révoltés. Cette demande fut favorablement accueillie. L'agent diplomatique de Mathias en France, Malcot, put donner à son maître (20 août 1618) l'assurance formelle que Louis XIII, loin de vouloir aider les Bohémiens, était décidé à laisser l'Autriche faire dans ses États des enrôlements pour les combattre ; peu de jours après, le conseiller d'État Puisieux informait l'envoyé français à Heidelberg que le Roi avait résolu d'intervenir avec la Saxe pour pacifier la Bohême, et désirait que l'électeur palatin se joignît à eux. En même temps, quelques membres catholiques de la noblesse française se montraient disposés à combattre pour la foi en Allemagne, et le duc de Nevers offrait à l'Empereur d'entrer dans son armée pour prendre part à la guerre. On ne voyait en France, dans le soulèvement de la Bohême, qu'une attaque dirigée contre la religion catholique et contre le droit commun des rois[1].

Les puissances étrangères se montraient donc plus favorables à l'Empereur qu'à la Bohême. Mathias pouvait compter sur les secours de l'Espagne et de la Pologne, et sur la neutralité bienveillante de la France, tandis que la Bohême n'était soutenue que par l'électeur palatin. Mais les directeurs cherchèrent des alliés parmi les sujets mêmes de la maison de Habsbourg.

Les Bohémiens envoyèrent d'abord en Hongrie le recteur de l'université de Prague, médecin célèbre, le docteur Jessenius. Il arriva à Presbourg le 26 juin, un mois après l'élection de Ferdinand au trône de Hongrie, et se mit aussitôt en relation avec les protestants. Le directoire de Bohême avait espéré que l'arrivée de son ambassadeur empêcherait le couronnement de Ferdinand, même après son élection. Il se trompait : le couronnement eut lieu sans difficulté le 1er juillet 1618. Jessenius ne se laissa pas déconcerter pour cela : changeant habilement de politique, il demanda une audience à Ferdinand, sous prétexte de lui adresser

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 350.



des félicitations, mais en réalité pour le sonder. Elle lui fut refusée; il obtint seulement de voir l'architrésorier, et, après une entrevue qui ne fut pas sans aigreur, Jessenius résolut de se retirer le plus promptement possible. Mais, au moment où il allait partir, il fut arrêté au nom de l'Empereur avec son frère et quatre étudiants de l'université de Prague qui l'accompagnaient, amené à Vienne, et enfermé dans la tour où le roi Wenceslas IV avait lui-même été prisonnier [1].

Immédiatement avant de se dissoudre, la diète hongroise avait envoyé une lettre aux États de Prague pour les engager à faire la paix. Malgré l'opposition de quelques magnats, l'Empereur put enrôler en Hongrie les premières troupes qui combattirent les révoltés [2].

Le parti qu'allait prendre l'archiduché d'Autriche devait avoir une importance particulière pour la Bohême, parce que ce pays lui était limitrophe. Malheureusement pour la maison de Habsbourg, cette vieille possession, si fidèle pendant tant de siècles, avait été transformée, depuis l'année 1608, par la question religieuse et par l'influence d'un zélé calviniste, le baron de Tschernembl. La diète de la Haute-Autriche, assemblée à Linz vers la fin de juin 1618, pressa l'Empereur de faire la paix avec la Bohême, lui accorda à grand'peine un peu d'argent et quelques munitions, et refusa de lui laisser faire des enrôlements. Elle s'opposa même à ce que les troupes qu'il envoyait du Frioul en Bohême traversassent le pays; et si elle finit par y consentir, ce fut à la condition qu'elles ne le feraient que par petits groupes séparés. La Basse-Autriche se montra encore plus hostile. La diète, réunie à Vienne, refusa de prêter à l'Empereur les armes et les munitions qu'elle avait dans son arsenal, et l'Empereur n'osa pas passer outre [3].

La Moravie, la Silésie et la Lusace ne furent pas d'abord très-favorables à la Bohême. Le principal personnage de la Moravie, Charles de Zierotin, aurait pu facilement renverser dans son pays l'autorité de l'Empereur, tant y était grande son influence : il ne

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 361 et suiv.
[2] GINDELY, *ibid.*, t. I, p. 364.
[3] GINDELY, *ibid.*, t. I, p. 366, 412.
Ces priviléges montrent combien le pouvoir de l'Empereur au dix-septième siècle était faible et limité.

le fit pas. Après avoir eu beaucoup à souffrir sous l'empereur Rodolphe II, à cause de sa religion, car il était protestant [1], il avait aidé Mathias à renverser son frère, et avait été nommé en récompense gouverneur de la Moravie. Mais son respect pour la liberté des diètes ne tarda pas à exciter les défiances du nouvel empereur. En 1615 il se démit de sa charge, et resta néanmoins fidèle à la maison de Habsbourg. De passage à Prague au moment de la défénestration, il n'y prit aucune part, et, appelé à Vienne dans les premiers jours de juin, soit qu'on voulût le consulter, soit qu'on songeât à s'emparer de sa personne pour empêcher la Moravie de se révolter en lui enlevant son chef, sa conduite dissipa tous les soupçons. Il conseilla à l'Empereur de ne pas employer la force, et d'envoyer l'archiduc Maximilien en Bohême comme médiateur. Mais le parti de la guerre l'emporta [2].

Le 13 août 1618, la diète de Moravie se réunit à Brünn. Ferdinand y assistait comme lieutenant de Mathias; il demanda qu'on permît aux troupes impériales en marche contre la Bohême de traverser la Moravie, et qu'on les renforçât d'un corps de deux mille cinq cents hommes, à prendre sur une levée de cinq mille hommes faite précédemment. La diète accorda le passage, mais refusa le renfort; elle désirait la paix, la recommandait, et observait, en attendant, une sorte de neutralité [3].

Les démarches faites par les Bohémiens n'avaient pas été sans influence sur les décisions de la diète de Moravie. Elles réussirent mieux encore en Silésie. La diète de Silésie (3 juillet 1618) refusa non-seulement de fournir des troupes à l'Empereur, mais de laisser passer celles qu'il avait enrôlées en Pologne; elle leva même pour surveiller la frontière polonaise quatre mille fantassins et deux mille cavaliers. La diète décida ensuite d'envoyer deux ambassades, l'une à l'Empereur pour lui faire des remontrances et lui conseiller la paix, l'autre à Prague pour avertir les Bohémiens que, s'ils refusaient d'accepter des conditions raisonnables, la Silésie ne se regarderait plus comme engagée par l'al-

[1] Zierotin, comme Budowec, appartenait à l'*unität*, c'est-à-dire à l'utraquisme (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes von 1609*, p. 9, 18).

[2] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 367.

[3] GINDELY, *ibid.*, t. I, p. 371.



liance qui avait été conclue en 1609 entre les deux pays. Mais comme le principal personnage de la Silésie, le margrave Jean-Georges de Jägerndorf[1], était un ardent adversaire de la maison de Habsbourg, il était à présumer que la Silésie soutiendrait bientôt la Bohême. Quant à la Lusace, elle semble avoir observé alors une neutralité complète[2].

L'Empereur trouvait donc moins de secours que les révoltés chez la plupart de ses sujets. C'était l'effet de sa faiblesse et de celle de son frère Rodolphe. Il ne pouvait compter que sur les États de Ferdinand : la Styrie, la Carinthie, la Carniole, et sur ceux de l'archiduc Maximilien, c'est-à-dire le Tyrol et l'Autriche antérieure.

Cependant Mathias avait abandonné à Ferdinand la direction des affaires de Bohême, et les préparatifs de guerre étaient poussés avec activité depuis la chute de Khlésel. Au commencement du mois d'août, les troupes impériales se montaient déjà à quatorze mille hommes. On désigna pour les commander en chef le comte Bucquoy, qui était alors au service de l'Espagne en Flandre, et que l'archiduc Albert décida à entrer au service de l'Empereur ; Dampierre et Khuen devaient commander en second.

On n'attendit pas l'arrivée de Bucquoy pour commencer la guerre. Dampierre entra immédiatement en Bohême par Bystric[3], qu'il occupa avec six mille hommes, et arriva le 14 août devant la ville de Neuhaus, que défendait une garnison parlementaire, c'est-à-dire aux ordres de la diète. La garnison et les habitants ayant refusé de se rendre, Dampierre fit incendier un faubourg, et, suivant l'usage du temps, commença les hostilités en ravageant le pays. Il revint ensuite à Bystric pour s'y retrancher et en faire sa base d'opérations.

Le corps d'armée commandé par Khuen n'attendait que l'autorisation de la diète de Brünn pour traverser la Moravie. Dès qu'elle eut été accordée, il se dirigea vers Iglau, et entra en Bohême un peu plus au nord que Dampierre, par Polna.

On pensait à la cour de Vienne que la guerre serait prompte-

[1] Il appartenait à la maison de Brandebourg, et s'était prononcé contre l'Empereur, parce qu'il n'en avait pas obtenu deux seigneuries qu'il réclamait (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 404).

[2] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 373 et suiv.

[3] Au sud-est de la Bohême.



ment terminée et que tout se bornerait à une promenade militaire. L'armée royale était en effet plus nombreuse, mieux disciplinée que celle des Bohémiens; et l'on espérait que la partie de la noblesse demeurée fidèle se soulèverait à l'approche des impériaux, et donnerait le signal d'une contre-révolution. Bucquoy fit son plan de campagne en conséquence ; il résolut de marcher rapidement sur la capitale, sans s'arrêter au siége des places fortes.

Il rejoignit Khuen à Polna (2 septembre), Dampierre à Deutschbrod (9 septembre), et, avec toutes ses forces réunies, environ quatorze mille hommes, se dirigea sur Prague. Il comptait, en prenant cette capitale, reconquérir toute la Bohême d'un seul coup et presque sans livrer bataille[1].

Les calculs de Bucquoy n'étaient pas complétement faux : il y eut en effet à la diète de Prague une tentative de contre-révolution.

A la nouvelle de l'entrée de Dampierre en Bohême, le directoire craignit que les enrôlements déjà décrétés ne fussent insuffisants, et conçut le dessein de faire une levée en masse. Il fallait pour cela une décision de la diète ; on la convoqua (28 août 1618); et comme une grande partie de la propriété foncière appartenait à la noblesse catholique et qu'on ne pouvait rien décider sans elle, on pria les principaux catholiques d'y assister. On espérait que leur présence produirait une bonne impression à l'étranger, en montrant que la Bohême combattait aussi bien pour ses libertés politiques que pour sa religion. La plupart refusèrent ; et si le grand majordome Adam de Waldstein y vint, ce fut avec l'intention d'y soutenir la cause de l'Empereur. Les directeurs demandèrent une forte levée de milices; on devait former l'infanterie en prenant un homme sur cinq dans les campagnes, un sur quatre dans les villes, et la cavalerie, en y incorporant les nobles avec leurs domestiques. Les directeurs demandaient aussi des anticipations d'impôts.

L'entrée de Dampierre en Bohême avait déjà inquiété les révoltés et amené la réunion des États ; celle de Khuen les remplit d'effroi, et les détermina à adresser à l'Empereur une lettre respectueuse, dans laquelle ils lui demandaient la paix. Le grand ma-

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 377, 394.

jordome en profita pour essayer de brouiller la diète avec le directoire et d'organiser une contre-révolution. Il s'entendit pour cela avec les partisans de l'Empereur, et avec divers personnages utraquistes qui détestaient les protestants. Il commença par demander qu'avant de délibérer sur la proposition des directeurs, ceux-ci fissent connaître toute leur correspondance avec la cour de Vienne et avec les princes de l'Empire. La communication de semblables documents aurait entraîné l'aveu de rapports coupables avec des princes étrangers ; elle était donc pleine de péril pour les directeurs ; ils s'y refusèrent. Un partisan de Thurn, Hohenlohe, s'écria qu'on avait besoin de soldats et non d'écrits, et la majorité résolut de s'occuper tout de suite des propositions du directoire. Waldstein se trouvait arrêté au premier pas fait pour organiser une opposition : son plan avait échoué. Il dut se borner à protester d'une manière générale contre les délibérations de la diète, en soutenant que le Roi seul avait le droit d'y faire des propositions, et insista pour qu'on cessât les préparatifs de guerre et pour qu'on demandât grâce. Mais il fut faiblement appuyé par ses partisans ; et ses adversaires, s'obstinant à distinguer encore une fois entre Mathias et ses troupes, prétendirent qu'il ne s'agissait pas de combattre l'Empereur, mais seulement les bandes armées qui avaient envahi la Bohême. Le parti du soulèvement finit par l'emporter d'une manière complète, et par obtenir la levée des milices et de nouveaux impôts. Les directeurs et leurs amis avaient repris courage, en apprenant que le comte de Mansfeld arrivait à leur secours avec quelques milliers d'hommes [1].

Ernest de Mansfeld, né en 1580, était le fils naturel d'Anne de Benzrath et du prince belge Pierre-Ernest de Mansfeld, gouverneur des Pays-Bas catholiques. Son père, ayant perdu la plupart des enfants qu'il avait eus de deux mariages, obtint en 1590 ou 1591 du roi d'Espagne Philippe II, et moyennant finance, la légitimation de son fils. Mais la somme fixée n'ayant pas été payée, la légitimation ne fut pas valable, et l'on ne sait pas pourquoi le fils porta néanmoins le titre de comte. Ernest manifesta de bonne heure des instincts violents et querelleurs ; enfant, il se battait

[1] Ils étaient envoyés par le duc de Savoie ; mais on laissa croire qu'ils venaient du Palatin (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 382, 387, 391).

avec ses camarades; adolescent, il maltraitait les paysans; compromis dans des rixes sanglantes, il n'échappa aux châtiments de la justice que par l'influence de son père.

Mansfeld fit ses premières armes en Hongrie, où l'archiduc Mathias lui confia en 1603 le commandement d'une compagnie. Obligé de quitter le pays à la suite d'un duel, qu'il s'était attiré en niant une dette qu'il avait contractée, il revint en Belgique, et son père y obtint pour lui, de l'archiduc Albert, le commandement d'un régiment de cavalerie qui se signala par son indiscipline, ses pillages et ses violences. Un armistice ayant été conclu entre la Belgique et la Hollande, Mansfeld entra au service de l'archiduc Léopold et commanda, pendant la campagne de Juliers, une troupe de deux cents cavaliers qui vécurent encore de pillage. Fait prisonnier, puis remis en liberté, il enrôla pour le compte de l'archiduc Léopold mille fantassins et cinq cents cavaliers; mais, soit passion d'aventures, soit dépit de n'avoir pas reçu la somme nécessaire pour payer sa rançon, il ne tarda pas à le trahir pour passer avec ses troupes du côté de l'Union protestante et des calvinistes.

Cette trahison lui réussit mal, car la paix fut conclue peu après. L'Union, dans l'espoir qu'il pourrait lui être utile plus tard, lui fit une pension de mille florins qu'elle doubla ensuite. Quatre ans après, Mansfeld entra au service du duc de Savoie, Charles-Emmanuel; et, lorsque éclata la révolte de Bohême, le duc, qui aspirait à prendre sa part des dépouilles de la maison de Habsbourg, l'envoya au secours des Bohémiens [1].

Mansfeld laissa croire qu'il agissait au nom de l'électeur palatin, entra en Bohême du côté de l'ouest, et établit ses quartiers, au commencement de septembre, entre Klattau et Pilsen. Cette dernière ville était catholique; elle avait refusé de se rallier à la révolution, et, aidée par une garnison impériale, elle faisait des préparatifs de défense. Mansfeld fut chargé par les directeurs d'en faire le siége. Il amenait avec lui quatre mille hommes environ; il fut rejoint par quatre mille miliciens de la levée décrétée par la diète de Prague; et, le 21 novembre 1618, Pilsen fut pris d'assaut.

[1] De Villermont, *Ernest de Mansfeldt*, t. I, p. 9, 12; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 387 et suiv.; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 61 et suiv.



L'Empereur, ne pouvant secourir cette ville fidèle, avait essayé, mais vainement, de faire intervenir l'électeur de Saxe en sa faveur. Mansfeld, comme s'il eût voulu donner à la révolte son véritable caractère, fit pendre le bourreau; il imposa ensuite aux bourgeois une forte contribution de cent vingt mille florins qu'ils ne purent payer. Beaucoup d'entre eux émigrèrent.

Le châtiment ne parut pas suffisant aux protestants. A une diète qui se tint à Prague, en mars 1619, plusieurs députés demandèrent que Pilsen fût rasé. La noblesse adopta cette proposition, mais les députés des villes la combattirent. Ce serait une folie, dirent-ils, de détruire une ville si riche et si bien située; ils demandèrent que tous les catholiques en fussent chassés et qu'on donnât leurs demeures aux protestants. On ne prit pas encore de décision, de peur de pousser à une résistance désespérée les bourgeois de Budweis, qui se défendaient toujours[1].

Une partie des troupes de Mansfeld resta en garnison à Pilsen, et le reste alla renforcer l'armée de Thurn. Quant à la milice, on la renvoya dans ses foyers; ce fut l'unique fois qu'elle servit. La levée n'avait pas produit tout ce qu'on en avait attendu; la plupart des nobles, au lieu de venir en personne et d'amener avec eux des soldats exercés et bien approvisionnés, s'étaient fait remplacer et n'avaient envoyé que des gens qui ignoraient le maniement des armes, et qui, manquant de vivres, pillaient de tous les côtés. Au fond, il n'y avait rien de national dans ce soulèvement contre la maison d'Autriche. Quelques chefs s'efforçaient de tout diriger; le reste, manquant d'énergie, leur obéissait, mais le moins possible[2].

Malgré la guerre, les négociations n'avaient pas cessé. Une commission, nommée par la diète de Moravie et ayant à sa tête Charles de Zierotin et le prince de Liechtenstein, se rendit d'abord à Vienne, puis à Prague. La commission morave arriva à Prague le 16 septembre; le lendemain, elle fut reçue au château par le directoire et par la commission intérimaire des États. Zierotin les engagea à déposer les armes et à se réconcilier avec l'Em-

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 393, 417 et suiv., 479; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 105.

[2] Beaucoup de jeunes nobles restaient oisifs à Prague au lieu d'aller combattre (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 422, 473).

pereur ; mais ses conseils ne firent qu'irriter les chefs du soulèvement. Ceux-ci demandaient qu'avant tout les troupes impériales évacuassent la Bohême, et se plaignaient de l'appui que les Moraves prêtaient à l'Empereur ; cependant, comme ils ne recevaient pas de Silésie le secours qu'ils avaient espéré, les Bohémiens, au lieu de rompre, firent à la commission morave une réponse évasive (22 septembre 1618) : ils consentaient à négocier si l'Empereur concluait d'abord un armistice, mais refusaient de licencier leurs troupes tant qu'on ne leur aurait pas garanti le maintien de leurs libertés politiques et religieuses. Mathias, de son côté, ne voulait pas négocier tant que les révoltés n'auraient pas déposé les armes (29 septembre). Il était donc impossible de s'entendre. Mais la Silésie ne tarda pas à se prononcer en faveur de la Bohême. Sa diète [1] se réunit à Breslau, le 1er octobre. L'Empereur, comme les Bohémiens, s'y était fait représenter. Ses ambassadeurs soutinrent que les priviléges religieux de la Bohême n'avaient subi aucune atteinte, et que l'Empereur ne devait pas entendre parler de paix tant que ses sujets n'auraient pas déposé les armes. Ceux de Bohême affirmèrent, au contraire, que les lois religieuses avaient été violées, et réclamèrent le secours de la Silésie, en vertu de l'alliance de 1609, par laquelle les deux pays s'étaient garanti réciproquement leurs libertés religieuses. L'ambassade de l'Empereur eut d'autant moins de succès, que les Silésiens s'étaient souvent plaints eux-mêmes de violations de la lettre de majesté. Aussi la diète ordonna-t-elle à Jägerndorf de marcher au secours des Bohémiens avec les troupes du duché. Il partit tout de suite avec trois mille hommes, pendant qu'un autre corps d'armée de même force était placé sur la frontière de Pologne, pour barrer le passage à la cavalerie que le roi Sigismond III se proposait d'envoyer au secours de l'Empereur.

Lorsque la nouvelle de la décision de la diète de Silésie arriva à Vienne, on s'aperçut à la cour qu'on était allé trop loin, et l'on essaya de négocier un armistice (11 octobre 1618) ; mais il était trop tard. Cette même nouvelle remplit de joie les révoltés ; après avoir craint un coup de main de Bucquoy sur la capitale, ils reprirent confiance et accablèrent les catholiques de logements militaires [2].

[1] *Fürstentag*, diète des princes.
[2] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 408 et suiv.

Thurn s'était éloigné pendant quelque temps de son armée, pour soutenir à Prague le parti protestant. Lorsque la contre-révolution de Waldstein eut été déjouée, il vint se remettre à la tête de ses troupes à Czaslau [1]. Bucquoy y marcha de Deutschbrod. Il espérait que Thurn lui offrirait la bataille; mais celui-ci, retranché dans une forte position, se borna à surveiller les Impériaux. Des deux côtés on brûla des villages, on commit des excès, et il n'y eut que des escarmouches sans importance.

Les troupes impériales ne tardèrent pas à souffrir de la famine, et la famine amena l'indiscipline. Dès le 16 septembre elles n'avaient plus de pain, et s'exposaient aux plus grands dangers pour aller réquisitionner des vivres. Les paysans, de tout temps hostiles aux pillards, surveillaient les Impériaux du haut de leurs clochers, et sonnaient le tocsin dès qu'il faisaient un mouvement; les soldats isolés étaient torturés et mis à mort. Bucquoy, au lieu d'avancer, se vit obligé d'abandonner ses quartiers et de revenir au midi, vers Ledec; il ne put y séjourner longtemps, faute de vivres et de munitions. Ne recevant aucun secours de Vienne, il divisa son armée à la fin d'octobre en deux corps, pour la faire vivre plus facilement; et, pendant que Dampierre se dirigeait avec l'un vers la Moravie, il se retira avec l'autre vers Neuhaus et Budweis.

Ces mouvements n'échappèrent pas à Thurn. Renforcé par les trois mille Silésiens que lui amenait Jägerndorf, et profitant de l'affaiblissement qui résultait pour ses adversaires de leur division en deux corps, il se jeta sur Dampierre, lui fit éprouver un grave échec à Pilgram (3 novembre 1618), et le refoula, partie sur Iglau, partie sur Neuhaus. Cette défaite eut pour principal résultat d'ébranler la fidélité de la Moravie, et de la disposer à s'allier à la Bohême. Repoussées par la ville d'Iglau qui leur ferma ses portes, affaiblies et démoralisées par des campements en plein air, les troupes impériales finirent par se débander.

Ce premier succès obtenu, Thurn se mit à la poursuite de Bucquoy. Après avoir échoué dans un assaut contre Neuhaus (5 novembre), Bucquoy s'était retiré dans la direction de Budweis, qui tenait encore pour l'Empereur. Il se trouvait à trois milles au nord-est de cette place, quand Thurn l'atteignit entre Weseli et Lomnic et lui fit essuyer une défaite complète (9 novembre). Les

[1] Czaslau, à l'est de Prague.

Impériaux eurent de quinze à dix-huit cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Plusieurs centaines de ces derniers entrèrent au service de la diète de Bohême. Bucquoy, blessé lui-même, n'eut que le temps de se jeter dans Budweis avec les débris de ses troupes ; ne pouvant y rester faute de vivres, il occupa Krummau, pour s'ouvrir une ligne de retraite vers l'Autriche, et écrivit le 15 novembre à l'Empereur, pour l'engager à faire la paix.

Thurn, avec les renforts que la prise de Pilsen avait permis à Mansfeld de lui envoyer, aurait pu anéantir Bucquoy ; il préféra le faire surveiller par une partie de ses troupes sous Hohenlohe, et pénétrer en Autriche avec le reste. Le 25 novembre, le comte André Schlick, envoyé par lui, franchit la frontière avec quatre mille hommes, s'empara de Zwettel, refoula Dampierre qui s'était reformé, et poussa des détachements jusqu'à quelques milles de Vienne [1].

En envahissant l'Autriche, Thurn se proposait un double but : faire à l'Empereur le plus de mal possible, et décider les Autrichiens à s'allier avec la Bohême. Les protestants autrichiens [2] se plaignaient de ce que les concessions qui leur avaient été faites en 1609 avaient été souvent violées, et leur haine contre Mathias s'accroissait de jour en jour. La diète de la Basse-Autriche, convoquée à Vienne vers la fin de novembre, refusa d'accorder aucun secours d'argent. La Haute-Autriche n'était pas mieux disposée : elle renforça sa propre armée ; le principal personnage du pays, Gotthard de Stahrenberg, se rendit auprès de Thurn dès que celui-ci eut franchi la frontière ; et à la fin de décembre, la commission intérimaire des États, réunie à Linz, refusa de fournir à Mathias des troupes et de l'argent. Vers le même temps, des députations de la Haute et de la Basse-Autriche et de la Hongrie tinrent des conférences à Horn [3], pour s'occuper de la défense des intérêts protestants ; mais on n'y décida rien, parce qu'on attendait ce qu'allait faire la diète de Moravie, qui devait se réunir à Brünn le 15 décembre.

Depuis les revers qu'avaient éprouvés les troupes impériales, la

[1] GINDELY, *Geschichte des bömischen Aufstandes*, t. I, p. 395, 410, 415, 427 et suiv.

[2] Leur principal chef était le baron de Thonradel.

[3] Au nord de Krems.

Moravie se montrait plus favorable aux révoltés ; cependant tout dépendait encore du parti que prendrait Zierotin. Les chefs de la Bohême, de la Silésie et de la Haute-Autriche firent de grands efforts pour le gagner. Zierotin fut inébranlable ; il était décidé à demeurer fidèle à la maison de Habsbourg, et affirmait qu'une alliance de la Moravie avec la Bohême ne ferait que retarder la paix, en poussant les catholiques à redoubler d'énergie. Les Bohémiens ne se découragèrent pas. Thurn, quittant une seconde fois le commandement de son armée, accourut à la diète de Moravie ; il espérait l'entraîner par sa présence. Son arrivée à Brünn encouragea en effet les ennemis de l'Empereur ; les députés protestants se séparèrent des catholiques, tinrent des réunions distinctes, et allèrent jusqu'à en exclure Zierotin dont ils se défiaient ; mais au bout de deux jours ils consentirent à l'entendre, et son éloquence les gagna ; ils se réunirent à leurs collègues catholiques, et la diète, au lieu de se révolter contre l'Empereur, lui conseilla seulement de traiter avec la Bohême.

L'Autriche suivit l'exemple de la Moravie. Si les troupes de ces deux provinces s'étaient réunies à celles de Thurn, l'Empereur, cerné dans Vienne, eût été perdu, car aux 10,000 hommes qu'auraient comptés ses adversaires, il n'aurait pu en opposer que 2,000 sous Dampierre ; mais les Moraves et les Autrichiens restant neutres, Thurn ne put ni passer le Danube, ni attaquer Vienne ; il dut se borner à occuper Zwettel en attendant que l'hiver vînt suspendre les opérations [1].

Bucquoy, resserré de plus en plus dans Budweis, coupé d'avec l'Autriche, manquant de vivres et ne pouvant s'en procurer que par des sorties et des réquisitions, avait offert à Hohenlohe de lui livrer la place, s'il le laissait se retirer librement du côté du Danube. Hohenlohe espérait l'anéantir complétement : il refusa ; mais les maladies ne tardèrent pas à ravager l'armée bohémienne ; à la fin de février 1619, elle avait déjà perdu les deux tiers de son effectif, 8,000 hommes sur 12,000 ; du contingent silésien il ne restait plus que 500 hommes.

Les troupes impériales, mieux abritées, souffraient moins ; elles avaient cependant perdu 2,000 hommes. Bucquoy, ayant ouvert des communications avec Passau par le Böhmerwald [2],

[1] GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 432, 435, 437.
[2] Forêts de la frontière ouest de la Bohême.

parvint à faire entrer à Krummau 2,000 fantassins enrôlés dans l'Autriche antérieure, ce qui porta le chiffre de ses troupes à 5,000 hommes.

Les habitants du sud de la Bohême ne souffraient pas moins que les soldats. Les troupes des États, comme celles de l'Empereur, ne vivaient que de réquisitions et de pillages; les paysans mouraient de misère ou se réfugiaient dans le Bohmerwald avec le reste de leur avoir; leurs maisons abandonnées étaient aussitôt abattues par les soldats, qui se servaient de leurs débris pour se chauffer[1].

Cependant l'Empereur s'aperçut bientôt qu'il ne pourrait empêcher les protestants de la Basse-Autriche de s'allier avec la Bohême, qu'en traitant avec eux; il eut recours pour cela à Zierotin, dont la fidélité l'avait déjà si bien servi en Moravie.

La Basse-Autriche demandait que tous les habitants, sans distinction, jouissent de la liberté religieuse, et que les protestants pussent, comme les catholiques, remplir les charges publiques et obtenir les grades de l'université de Vienne. Mais ils ne demandaient l'égalité que pour opprimer leurs adversaires. Partout où ils le pouvaient, ils persécutaient déjà les catholiques, chassaient les curés, les privaient de leurs revenus, s'emparaient des églises, les fermaient, les pillaient; les seigneurs protestants, non contents d'obliger leurs sujets catholiques à entretenir des pasteurs protestants, les poussaient à l'abjuration de mille manières, leur interdisant la confession, la communion, le baptême, le mariage catholiques.

Zierotin fit de vains efforts pour arriver à une transaction; les seigneurs catholiques ne s'y prêtaient d'ailleurs pas mieux que les protestants. Reconnaissant l'inutilité de ses efforts, il demanda (19 mars 1619) à être relevé de ses fonctions; mais l'Empereur mourut le lendemain[2].

Mathias, depuis plusieurs mois retenu dans son lit par la goutte, était tellement affaibli, qu'il fallait le nourrir comme un enfant. A ses douleurs physiques se joignaient des souffrances morales; l'Impératrice était morte le 4 décembre 1618, peu de temps après l'arrestation de Khlésel; il se sentait abandonné comme l'avait

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 438 et suiv.
[2] Gindely, *ibid.*, t. I, p. 481 et suiv.



été son frère Rodolphe. Dans les derniers jours, son état sembla s'améliorer; il put quitter son lit. Le 17 mars il se fit encore porter dans les salles où se trouvaient disposées ses collections d'art, et commanda une riche épée qui devait compléter les insignes de la couronne. Le 19, se trouvant plus dispos, il donna audience à l'ambassadeur du duc de Lorraine, et se fit lire quelques chapitres de la Bible avant de s'endormir. Le lendemain, un mercredi, vers six heures du matin, il voulut se lever et s'habiller; un valet lui apporta un bouillon, et il portait à sa bouche le tube avec lequel il avait l'habitude de l'aspirer, lorsqu'il se plaignit que quelque chose lui manquait. Le valet ayant répondu que non, l'Empereur dit aussitôt: « Que m'arrive-t-il? Je ne vois plus ma main droite. » Ce furent ses dernières paroles; avant neuf heures du matin, le 20 mars 1619, il expirait[1].

Au moment de la mort de l'Empereur, le gouvernement de Vienne avait résolu de traiter. Les secours accordés par les Silésiens aux Bohémiens, et le refus de Maximilien de Bavière de prendre part à la guerre contre la Bohême et même de se porter médiateur, l'y avaient décidé : ce furent les chefs de la rébellion qui s'y opposèrent[2]. La diète, réunie à Prague du 18 au 23 mars 1619, vota de nouvelles levées d'hommes et d'impôts, et confisqua les biens d'un certain nombre d'adversaires du soulèvement, entre autres Lobkowitz, Martinitz, Kolowrat, Michna, l'archevêque de Prague. Elle dressa en outre une liste de trente-trois personnes qui furent déclarées incapables de remplir des charges à l'avenir; parmi elles se trouvaient Slawata et Sternberg.

La mort de Mathias ne fit qu'accroître les espérances des révoltés. Thurn n'hésita pas à profiter du désarroi qui résulte presque toujours d'un changement de règne; il espérait surprendre Ferdinand avant qu'il eût pu saisir le gouvernement d'une main ferme et réunir de nouvelles troupes. Au milieu d'avril 1619, Thurn entra en Moravie. Il y fut bien accueilli par la noblesse, par le peuple, par les soldats; mais les officiers regardaient le Roi

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 486.

[2] Gindely, *ibid.*, t. I, p. 411, 456, 475 et suiv.

Le parti de la paix à Vienne attaquait vivement la politique de restauration catholique en Bohême; le grand majordome, Adam de Waldstein, alla même un jour jusqu'à frapper Michna (Gindely, *ibid.*, t. I, p. 414).

comme leur chef et lui demeuraient fidèles. L'un d'eux allait jouer un grand rôle dans la guerre de Trente ans : c'était Wallenstein. Il prit ouvertement parti pour Ferdinand, abandonna ses troupes dont il était peu sûr, et, pour ne pas se présenter les mains vides, apporta la caisse militaire, qui appartenait à la diète et qui contenait environ quatre-vingt-dix mille thalers. Ferdinand fit restituer la somme, mais ne sut pas mauvais gré à Wallenstein de cette marque de dévouement [1].

Après avoir chassé de Brünn les autorités impériales, Thurn se dirigea sur Vienne à la tête de seize mille hommes. Les protestants de l'Autriche lui étaient sympathiques ; ils firent alliance avec lui. On parlait déjà d'enfermer le Roi dans un couvent, de partager ses États et d'élever ses enfants dans le protestantisme [2].

Afin de marcher plus vite, Thurn n'emmenait ni bagages, ni grosse artillerie ; il passa le Danube à Fischament (2 juin), et logea son armée dans les faubourgs de Vienne [3]. Cette capitale, presque démantelée, sans garnison, sans approvisionnements, tomba dans le plus grand découragement. Mais Ferdinand demeura inébranlable. Une tradition rapporte que, plein de confiance en Dieu, il se jeta aux pieds d'un crucifix, et qu'au milieu d'une fervente prière il entendit une voix qui lui disait : « *Ferdinande, non te deseram* [4]. » Il se releva plein d'espoir et décidé à ne pas quitter sa capitale.

Le comte de Thurn aurait pu s'emparer facilement de Vienne ; mais au moment où il semblait avoir dans les mains le sort de la maison de Habsbourg, il perdit son temps en négociations inutiles avec les protestants autrichiens. Animés par l'exemple de leur souverain, les Viennois, demeurés fidèles, ne reculèrent devant aucun sacrifice ; bourgeois et étudiants catholiques s'armèrent. Les protestants ne se laissèrent pas intimider ; le 11 juin, seize nobles de ce parti, ayant à leur tête Thonradel, se précipitèrent dans l'antichambre du Roi, et réclamèrent d'un ton menaçant le renvoi des troupes, et la liberté religieuse pour eux et pour les Bohémiens. Ferdinand déclara qu'il aimerait mieux mendier que

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 17, 18.
[2] ONNO KLOPP, *Tilly, im dreissigjährigen Kriege*, t. I, p. 23.
[3] *Mercure français*, t. VI, p. 26.
[4] « Ferdinand, je ne t'abandonnerai pas. »

céder. Cependant on discutait vivement, et le soir était venu, lorsque l'on entendit tout à coup des trompettes sonner sur la place du château ; c'était un escadron de cavaliers envoyés par le duc de Toscane, beau-frère du Roi [1], qui venait de pénétrer dans la ville. Les seigneurs rebelles s'enfuirent.

Thurn, de son côté, ne tarda pas à apprendre que Bucquoy, renforcé par Dampierre, avait battu les Bohémiens et Mansfeld à Matolitz [2] le 8, et à Tein le 10 juin. A Tein, à la tête de mille cuirassiers enrôlés en Flandre aux frais de Wallenstein et commandés par le lieutenant-colonel de Lamotte, Bucquoy avait chargé et enfoncé la cavalerie de Mansfeld [3], qui passait pour la meilleure troupe de l'armée des États, et enlevé au général des Bohémiens toute sa chancellerie. Mansfeld n'avait été appuyé ni par Hohenlohe ni par Fels, qui se trouvaient près de là. Bientôt après, la diète appelait Thurn au secours de Prague menacé par les Impériaux [4]. L'expédition des Bohémiens avait complétement échoué.

[1] Le duc de Toscane, Cosme II, avait épousé, en 1608, Marie-Magdeleine, sœur de Ferdinand.

[2] Au nord-ouest de Budweis.

[3] Mansfeld était de retour d'Italie depuis peu.

[4] VILLERMONT, *Mansfeldt*, t. I, p. 148 à 152.

CHAPITRE V.

ÉLECTION DE FERDINAND II A L'EMPIRE.

1619.

Élections impériales. — *Les catholiques s'efforcent de faire élire Ferdinand roi des Romains.* — *L'électeur palatin s'y oppose;* il offre vainement la couronne impériale aux ducs de Lorraine et de Bavière. — Il l'offre au duc de Savoie et fait avec lui un plan de démembrement de l'Autriche; sa duplicité. — *Jacques Ier*, roi d'Angleterre, renouvelle son alliance avec l'Union et conseille la paix; il envoie lord Doncaster en Allemagne (février 1619).

L'électeur palatin négocie avec les Bohémiens. — Envoi de Solms (juillet 1618), de Dohna (novembre). — *Délibérations de Krailsheim* (novembre 1618, mars 1619).

L'archevêque de Mayence *convoque les électeurs* pour le 20 juillet 1619. — L'électeur palatin s'efforce d'empêcher l'élection de Ferdinand. Les princes protestants lèvent des troupes pour s'y opposer. *Assemblée de l'Union à Heilbronn* (19 juin 1619). — Le duc de Bavière refuse encore l'Empire. — Entrevue de Heidelberg entre le Palatin et l'électeur de Mayence. — Le Palatin et le landgrave de Hesse-Cassel se proposent d'employer la force. — Dernière démarche auprès du duc de Savoie. — Le Palatin se retire à Amberg (juillet 1619).

Les *Bohémiens* veulent enlever à Ferdinand et se faire attribuer la voix électorale de la Bohême; leurs envoyés ne peuvent obtenir d'être admis à Francfort; ils protestent (9 août 1619), ainsi que la diète de Prague (18 août).

Dernières démarches du Palatin auprès du duc de Bavière et de l'électeur de Saxe. — La Saxe se décide pour Ferdinand (12 août).

Ferdinand quitte Vienne (11 juillet); visite le duc de Bavière à Munich (19 juillet).

Arrivée des électeurs à Francfort. — Hostilité de la bourgeoisie. — Arrivée de Ferdinand (28 juillet).

Des troupes de l'Union battent un corps d'Impériaux à Raden (11 août); elles auraient pu enlever Ferdinand à Francfort. — Les ambassadeurs du Palatin entravent l'élection.

Capitulation d'élection (26 août).

Élection de Ferdinand à l'Empire (28 août 1619).

Les envoyés des Bohémiens protestent à Marbourg (29 août). — Déclaration de Ferdinand relative à la Bohême.

Sacre et couronnement de Ferdinand (9 septembre 1619).

Depuis que la réforme avait divisé l'Allemagne en deux partis,

les élections impériales présentaient des difficultés de plus en plus grandes[1]. La jalousie contre les Habsbourg s'était accrue, et, pendant que plusieurs se demandaient si la plus haute dignité de la chrétienté devait devenir héréditaire dans la maison d'Autriche, les protestants, qu'effrayait l'hostilité de cette maison à l'égard de la réforme, craignaient surtout de voir élire Ferdinand, celui de tous les princes de Habsbourg qui avait soutenu la religion catholique avec le plus de vigueur[2].

Dès le jour du couronnement de Mathias, les catholiques, comme les protestants, s'étaient posé avec inquiétude la question de savoir qui lui succéderait. Soutenu par les électeurs ecclésiastiques, par le roi d'Espagne, et surtout par les deux frères de l'Empereur, les archiducs Maximilien et Albert, Ferdinand était devenu son héritier pour les États de la maison d'Autriche. Il lui restait à obtenir la couronne impériale. Comme c'était une opinion généralement admise en Allemagne, que la couronne de Bohême et celle de l'Empire ne pouvaient être séparées, les protestants s'étaient efforcés d'empêcher que Ferdinand devînt roi de Bohême[3]. Leur insuccès ne les avait pas découragés, et ils travaillaient maintenant à faire échouer sa candidature à l'Empire. Les catholiques, de leur côté, auraient désiré qu'il fût élu roi des Romains du vivant de Mathias, pour éviter un interrègne. Il fallait pour cela gagner le collége électoral.

Revenons de deux années en arrière. Au mois d'août 1617, lorsque Ferdinand eut été couronné roi de Bohême, l'Empereur, accompagné de son frère Maximilien et du nouveau roi, se rendit en personne à Dresde, auprès de l'électeur de Saxe, pour le prier de soutenir la candidature de Ferdinand à l'Empire; Jean Georges s'y montra disposé. A la fin de la même année, Mathias fit faire des démarches auprès des trois électeurs ecclésiastiques et de l'électeur palatin; les électeurs ecclésiastiques répondirent favorablement, mais le Palatin refusa de s'engager.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 2.

[2] La maison de Habsbourg, après avoir gardé la dignité impériale de 1273 à 1308, avait dû la laisser aux maisons de Luxembourg et de Bavière pendant plus de cent ans, de 1308 à 1438. Elle la possédait de nouveau et sans interruption depuis 1438, et elle était parvenue à ce résultat en ayant soin de faire élire, du vivant de chaque empereur, son fils aîné roi des Romains.

[3] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von 1618*, t. I, p. 21.



Frédéric V était alors trop jeune et trop adonné au plaisir pour s'occuper d'affaires sérieuses ; mais ses conseillers, zélés calvinistes, ne laissaient pas s'affaiblir la tradition de haine qui animait la maison palatine contre les Habsbourg, haine qui venait surtout de ce que les palatins étaient chefs des calvinistes, tandis que les Habsbourg étaient chefs des catholiques.

Il n'y avait pas un moment à perdre, si l'on voulait empêcher Ferdinand d'être élu roi des Romains. Le Palatin eut l'idée d'offrir cette dignité au duc de Lorraine, Henri II, en lui promettant l'appui de l'Union protestante, de la Hollande, du roi d'Angleterre et du duc de Savoie. Il envoya, dans ce dessein, un ambassadeur à Nancy. Le duc, jugeant avec raison que le Palatin ne serait pas secondé par ses alliés, repoussa ses avances.

Frédéric V ne fut pas plus heureux auprès du duc de Bavière. Maximilien ne voulait pas se brouiller avec l'Autriche, et trouvait d'ailleurs que la couronne impériale serait plus nuisible qu'utile à sa maison[1]. Il ne se borna pas à un refus ; il envoya une ambassade à Ferdinand (7 novembre 1617), pour démentir le bruit qu'il aspirait à la dignité impériale.

Frédéric ne se tint pas pour battu. Il se rendit en personne à Munich pour y faire une nouvelle tentative (6 février 1618)[2]. La cour de Heidelberg avait espéré que l'amabilité de son jeune souverain aurait plus de prise sur le duc que toute l'habileté des diplomates. Frédéric promit à Maximilien sa voix et celle de l'électeur de Cologne, frère de Maximilien ; il suffirait donc de gagner l'électeur de Saxe, ou celui de Trèves, pour avoir une quatrième voix qui assurerait la majorité. Frédéric montra en outre au duc une lettre de son beau-père, Jacques Ier, roi d'Angleterre, qui promettait d'appuyer la candidature de la Bavière. Mais Maximilien persista dans son refus, et le roi d'Angleterre finit par écrire à son gendre que, s'il lui était impossible de gagner les électeurs, il n'avait plus qu'à vendre sa voix à Ferdinand le plus cher possible. D'un autre côté, la France ne faisait pas encore de l'abaissement de la maison d'Autriche la base de sa

[1] Maximilien avait déjà refusé la couronne impériale, que la France lui avait offerte après la mort de Rodolphe II (voir ci-dessus, p. 61).

[2] Frédéric V avait vu auparavant les électeurs de Brandebourg et de Saxe (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 196-197).

politique étrangère. Louis XIII, comme le pape Paul V, était favorable à l'élection de Ferdinand [1].

Après avoir échoué auprès des ducs de Lorraine et de Bavière, l'électeur palatin se tourna vers le duc de Savoie. Charles-Emmanuel ne songeait, comme tous les princes de sa race, qu'à l'agrandissement de sa maison. Il convoitait pour lors le duché de Milan, qui appartenait à l'Espagne. Affaiblir la maison d'Autriche, c'était affaiblir la domination espagnole en Italie, et faciliter les annexions qu'il méditait. Aussi, dès qu'éclata la révolution de Bohême, envoya-t-il à ses frais aux révoltés deux mille hommes commandés par Mansfeld; n'osant pas cependant se déclarer encore ouvertement, il ne fit part de ses desseins qu'à trois personnes : l'électeur palatin, le prince d'Anhalt et le margrave d'Ansbach; et Anhalt profita de l'ignorance où l'on était à cet égard, pour faire croire aux Bohémiens que le secours leur venait du Palatin [2]. Voyant le duc de Savoie bien disposé, Anhalt lui envoya le burgrave Christophe de Dohna, pour lui persuader d'accroître le chiffre des troupes de Mansfeld, et de s'entremettre pour faire nommer le Palatin roi de Bohême, à la place de Ferdinand. Pour récompenser le duc de son concours, on lui promettrait la couronne impériale. Il était prince de l'Empire, d'origine saxonne et par conséquent allemande, grand capitaine, aimé de ses soldats et plus capable, disait-on, que les bastions de Vienne, de protéger l'Empire contre les invasions des Turcs. Étant catholique, il plairait aux catholiques; et comme il ne se laissait pas influencer par les jésuites, il inspirerait peu de craintes aux protestants. Enfin on s'imaginait que son élection serait agréable au roi de France et au roi d'Angleterre.

Dohna fut favorablement accueilli à Turin. Charles-Emmanuel ne parlait de rien moins que d'organiser contre l'Autriche une croisade, à laquelle prendraient part la France, l'Angleterre, la Hollande et Venise. Il déclara cependant ne pas pouvoir doubler, comme on le lui demandait, le chiffre des troupes de Mansfeld.

Le plus difficile était de s'entendre sur le dédommagement que le duc obtiendrait pour prix de son concours. Charles-Emmanuel se faisait moins d'illusions que la cour de Heidelberg; aussi, re-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 5 et suiv.; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 181 et suiv.
[2] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 391.



nonçant pour le moment à l'Empire qu'on lui promettait, il se bornait à demander pour son fils, le cardinal de Savoie, un des électorats ecclésiastiques, qui serait sécularisé.

Les négociations en étaient là, quand Dohna fut envoyé en Angleterre et remplacé (28 janvier 1619) par le comte de Mansfeld, devenu disponible depuis qu'il avait pris Pilsen (20 novembre 1618). Les prétentions de Charles-Emmanuel s'étaient accrues avec les succès de Mansfeld; il réclama pour lui-même, avec la couronne impériale, celle de Bohême. Cette concession seule pourrait, disait-il, décider ses sujets à payer des subsides. Il offrait au Palatin de l'arrondir en lui donnant l'Alsace, l'Autriche antérieure, l'archiduché d'Autriche et même le royaume de Hongrie. S'il acceptait, le duc promettait, pour attaquer les Habsbourg, six à sept mille hommes et un million et demi de florins. Si Venise entrait dans l'alliance, elle recevrait l'Istrie et le Frioul. C'était donc un complet démembrement de l'Autriche que proposait Charles-Emmanuel.

On communiqua ce plan de partage à Zeno, l'ambassadeur de Venise à Turin. Celui-ci laissa espérer le concours de la République; il demandait seulement qu'on ajoutât à sa part Goritz, Gradisca, quelques ports de l'Adriatique et une partie du Tyrol. Le secrétaire Neu, qui accompagnait Mansfeld, se rendit à Venise pour poursuivre l'affaire; mais le doge évita prudemment toute promesse positive.

Peu après, le Palatin envoya le prince d'Anhalt lui-même à Turin, pour annoncer au duc de Savoie qu'il adoptait son plan, a une condition toutefois, c'est que le duc donnerait une garantie de l'accomplissement de ses promesses. Au fond, ce n'était là que des projets en l'air : le Palatin n'était pas plus disposé à maintenir ses offres que le duc de Savoie à réaliser ses promesses; et Anhalt, pendant qu'il feignait la plus grande intimité avec le duc, envoyait en Allemagne un mémoire, dans lequel il énumérait trente-quatre motifs de ne pas le nommer roi des Romains. Il écrivait, entre autres, que le duc de Savoie, à qui l'on demandait des subsides, était criblé de dettes; que ce grand capitaine, avec toutes ses guerres, n'était parvenu qu'à vider son trésor et à ruiner ses États, et qu'on ne devait pas prendre pour empereur un prince étranger, qui ignorait à la fois la langue et les mœurs de l'Allemagne.



Pendant que le prince d'Anhalt et le duc de Savoie cherchaient réciproquement à se tromper, le Palatin essayait, de son côté, d'endormir ses adversaires par de belles protestations. Au moment où il mettait tout en œuvre pour dépouiller Ferdinand de ses États, il assurait le roi d'Espagne de son ardent désir de maintenir la paix et de son dévouement inébranlable envers l'illustre maison d'Autriche [1].

Le roi d'Angleterre, auprès duquel le Palatin avait envoyé Dohna, évitait, comme le duc de Savoie, de se prononcer, mais pour d'autres raisons. Jacques Ier aurait volontiers favorisé les Bohémiens, parce qu'ils étaient protestants; mais ses idées sur le pouvoir absolu des souverains le retenaient. Il était en outre attiré vers l'Autriche par un motif personnel : il désirait faire épouser au prince de Galles l'infante Marie, fille de Philippe III, roi d'Espagne, et avait engagé des négociations dans ce dessein avec le cabinet de Madrid. Flatté à la fois par son gendre le Palatin qui lui demandait des conseils, par les Bohémiens qui sollicitaient humblement ses subsides, par Philippe III qui affectait de le regarder comme le souverain le plus capable de se porter médiateur entre l'Empereur et la Bohême, le roi d'Angleterre parlait volontiers de paix, mais ne s'engageait envers personne.

En 1612, Jacques Ier avait conclu avec l'Union protestante une alliance qui devait durer six ans, et par laquelle les deux contractants s'obligeaient à se secourir réciproquement dans le cas où ils seraient attaqués. Dohna vint en Angleterre dans le dessein apparent d'obtenir du Roi le renouvellement de cette alliance, mais en réalité pour lui communiquer le projet qu'avait son gendre de se faire élire roi de Bohême à la place de Ferdinand. Jacques Ier consentit sans difficulté à renouveler l'alliance pour quatre ans. Quant à la couronne de Bohême, il conseilla la prudence, et, en prince lettré qu'il était, appuya son conseil d'une citation de l'Énéide [2].

Cette réponse ne pouvait pas satisfaire Frédéric. Il écrivit plusieurs lettres à son beau-père pour le presser de secourir les Bohé-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 9 et suiv.; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 412 et suiv.

[2] Gindely croit que l'espérance qu'avait le Palatin de monter sur le trône de Bohême détermina en partie Jacques Ier à lui donner en mariage sa fille Élisabeth (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 186).

miens; mais il n'en obtint rien, et, à la demande de Philippe III, Jacques Ier envoya en Allemagne un ambassadeur qui devait s'entendre avec l'ambassadeur espagnol Ognate, pour proposer leur médiation et rétablir la paix. A la fin de février 1619, il accrédita lord Doncaster auprès de la cour impériale et de la diète de Bohême. Doncaster venait de se mettre en chemin quand Mathias mourut [1].

Le Palatin n'avait pas négligé d'ouvrir des négociations avec les Bohémiens. Le comte de Solms, envoyé à Prague en juillet 1618, avait peu réussi [2]. Achatius de Dohna, frère de Christophe de Dohna, y vint en octobre ou au commencement de novembre de la même année, pour exciter la diète à la résistance; les chefs de la révolution se montrèrent décidés, si leur situation s'améliorait, à rompre entièrement avec l'Empereur et à donner la couronne de Bohême à l'électeur palatin. Lorsque Dohna revint de son ambassade, les membres du cabinet de Heidelberg délibéraient à Krailsheim [3] sur la conduite à tenir. On laissa à l'électeur, qui était absent, le soin de prendre la dernière décision. Mais au moment de s'engager, Frédéric éprouva quelques scrupules. Il lui vint à l'idée qu'un prince comme lui, souverain par la grâce de Dieu, ne devait peut-être pas aider à détrôner un autre souverain légitime, et il renvoya Dohna à Prague, pour s'informer si les États de Bohême avaient bien le droit de déposer la dynastie régnante et d'élire un roi. S'il était répondu à ces questions d'une manière satisfaisante, Dohna devait demander que la couronne devînt héréditaire dans sa maison, une simple élection, sans l'hérédité, ne devant pas suffire à l'indemniser des dépenses qu'il ferait pour défendre les Bohémiens.

Dans les derniers jours de mars 1619, le Palatin, après un conseil tenu encore à Krailsheim, invita les chefs de la révolution de Bohême, Thurn, Hohenlohe et Ruppa, à une conférence dans la petite ville frontière de Taus pour le 10 avril [4]. La mort de Ma-

[1] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 453 et suiv.

[2] Voir ci-dessus, p. 109.

[3] A l'est de Hall en Souabe. Ces délibérations avaient commencé le 25 novembre 1618 (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 445).

[4] Voir une lettre patente du comte palatin, comme vicaire de l'Empire, datée de Heidelberg du 22 mars 1619 (Paris, Berjon, 1619).

thias en empêcha la réunion : l'élection d'un empereur devenait l'affaire principale[1]. Avant d'aller plus loin, constatons la duplicité de l'électeur palatin : ses négociations avec les ennemis de la maison de Habsbourg et ses protestations de fidélité envers l'Empereur nous la font suffisamment connaître.

Neuf jours après la mort de Mathias, l'archevêque de Mayence, Jean Schweickhardt de Cronberg, se conformant aux prescriptions de la Bulle d'or, fixa, en sa qualité d'archichancelier de l'Empire, à quatre mois, c'est-à-dire au 20 juillet 1619, l'élection d'un nouvel empereur. Cette élection devait avoir lieu, suivant l'usage, à Francfort-sur-le-Mein. Mais les ennemis de la maison d'Autriche, qui s'étaient opposés, du vivant de Mathias, à ce que Ferdinand fût élu roi des Romains, allaient maintenant faire tous leurs efforts pour l'empêcher d'être élu empereur. Ils auraient même volontiers supprimé la dignité impériale, plutôt que de la voir rester à la maison d'Autriche. Un des principaux conseillers du Palatin posa un jour, en présence de l'électeur de Cologne, la question de savoir si un empereur était nécessaire, et si chaque prince d'Allemagne ne pourrait pas, comme en Italie, se gouverner lui-même.

Dès que l'archichancelier de l'Empire eut fixé le jour de l'élection, le Palatin envoya son conseiller Camérarius à Dresde, pour engager l'électeur de Saxe à refuser d'y prendre part tant que les troubles de Bohême n'auraient pas été apaisés. Pour qu'une élection fût valable, il fallait, disait-il, que le collége électoral fût au complet, et, d'après la Bulle d'or, Ferdinand ne pouvait pas en faire partie, comme roi et électeur de Bohême, tant qu'il n'aurait pas été mis réellement en possession de ce royaume. Ferdinand, d'ailleurs, étant complétement dirigé par les jésuites, emploierait, s'il était élu, toute son autorité contre les évangéliques, et pourrait même entraîner les électeurs à l'aider contre ses sujets révoltés.

Jean-Georges accueillit l'ambassadeur avec de grands égards, mais évita de négocier personnellement avec lui ; il le mit en rapport avec ses conseillers, et ceux-ci ne prirent aucun engagement. L'un d'eux, le président Gaspard de Schönberg, déclara que la

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 11 et suiv., 82. — Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 443 et suiv.

Saxe désirait garder la neutralité, et qu'une réunion des électeurs était le meilleur moyen de rétablir la paix. En vain Camérarius cherça-t-il à effrayer les conseillers saxons, en annonçant que l'Espagne allait s'emparer de l'Allemagne et la replacer sous un joug antichrétien, que l'Autriche faisait déjà avancer des troupes, que les électeurs ecclésiastiques en enrôlaient, qu'un grand massacre était imminent; en vain soutint-il qu'on ne pouvait faire une élection valable dans de telles conditions, parce qu'elle ne serait pas libre : Schönberg répondit seulement qu'on ne pouvait blâmer l'Espagne de vouloir conserver sa position en Europe, et Camérarius dut quitter Dresde sans avoir rien obtenu.

Henri-Thierry de Schönberg, envoyé à Munich par le Palatin, ne fut pas plus heureux [1]. Le duc de Bavière lui déclara qu'il continuerait à garder la neutralité à l'égard de la Bohême, et à barrer le passage aux troupes qu'on enverrait au secours des révoltés [2].

Cependant les protestants, sentant le besoin de se concerter, tinrent une assemblée de l'Union à Heilbronn (19 juin 1619). On y vit, à côté des députés des princes et des villes impériales, Wotton, ambassadeur d'Angleterre à Venise, un envoyé des états généraux de Hollande, un représentant des Bohémiens et un autre des États de la Haute-Autriche. Les princes de l'Union furent d'avis qu'il fallait ajourner l'élection pour en assurer la liberté; les députés des villes firent au contraire observer qu'il serait préférable que l'élection eût lieu tout de suite, et qu'on liât seulement les mains au nouvel empereur, en lui imposant une capitulation sévère [3]. Mais rien ne fut décidé; les députés des

[1] Il y avait trois Schönberg :
Gaspard de Schönberg, au service de la Saxe ;
Henri-Thierry de Schönberg, au service du Palatin ;
Charles de Schönberg, au service de l'électeur de Mayence (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 16, 19, 20).

[2] Le Palatin fit aussi des démarches auprès des conseillers de l'électeur de Brandebourg pour qu'ils décidassent leur maitre, alors en Prusse, à combattre l'élection de Ferdinand, ou au moins à la retarder (HURTER, t. I, p. 19).

[3] Les empereurs ne pouvaient lever aucun impôt dans l'Empire sans l'autorisation de la diète, et ils étaient tenus de jurer, avant leur couronnement, une charte constitutionnelle que rédigeaient les électeurs, et qui fixait, pour toute la durée de leur règne, leurs principaux devoirs et leurs principaux droits.



villes promirent seulement de secourir le Palatin s'il était attaqué.

A côté des délibérations publiques, il y en eut d'autres, secrètes et plus importantes. Wotton y offrit, au nom du roi d'Angleterre, de joindre ses efforts à ceux de l'Union, pour remplacer le catholicisme par la religion évangélique, et de négocier une alliance entre l'Union d'un côté, Venise et les Grisons de l'autre. L'ambassadeur de Hollande y proposa aussi d'envoyer, sous le commandement d'Érich-Henri, frère du prince Maurice d'Orange, une armée qui assiégerait Francfort et la diète. L'assemblée refusa, et autorisa seulement les Hollandais à envoyer des troupes au secours du Palatin.

L'assemblée de Heilbronn fit également une tentative pour décider le duc de Bavière à se porter candidat à l'Empire ; mais Maximilien refusa, comme il l'avait fait déjà plusieurs fois. Outre que l'offre des protestants lui paraissait suspecte, il ne voulait pas augmenter les embarras de Ferdinand, son beau-frère et son ami d'enfance, en devenant son rival.

Enfin le Palatin écrivit une lettre à l'électeur de Saxe pour l'engager de nouveau à faire ajourner l'élection, et invita l'archevêque de Mayence à une conférence à Heidelberg. L'archevêque s'y rendit, et le Palatin lui répéta qu'il fallait pacifier la Bohême avant de procéder à l'élection impériale. Mais l'archevêque ne se laissa pas ébranler; il répondit que le meilleur moyen d'arriver à la pacification était de donner un chef à l'Empire, et de le prendre dans la maison d'Autriche, qui était le bouclier de l'Allemagne contre les Turcs. La conférence demeura donc sans résultat.

Le Palatin envoya encore des agents auprès des électeurs de Mayence, de Cologne et de Trèves. Il espérait gagner au moins celui de Trèves, qui était peu favorable à la maison de Habsbourg. Camérarius lui représenta qu'un candidat à l'Empire ne pouvait pas plus prendre part au vote qu'un plaideur être son propre juge. Il ne réussit pas mieux que Solms à Mayence et que Plessen à Cologne.

Frédéric V, ayant échoué dans toutes ses tentatives légales pour faire écarter la candidature de Ferdinand, résolut d'user de violence. Il eut pour cela une entrevue à Mannheim avec le landgrave Maurice de Hesse-Cassel, l'un des plus ardents adversaires

de l'Autriche et du catholicisme. Ils décidèrent de s'emparer à main armée de la ville de Francfort; mais dès qu'il fallut signer un traité, le courage leur manqua, et chacun se retira sans avoir pris aucun engagement[1].

Le Palatin fit une dernière tentative auprès du duc de Savoie. Le prince d'Anhalt, en affirmant à Charles-Emmanuel que les préparatifs marchaient très-bien pour la Savoie, essaya d'obtenir de lui des subsides pour les Bohémiens et pour Mansfeld. Le duc répondit qu'il enverrait de l'argent à Nürenberg pour gagner un des électeurs ecclésiastiques et secourir la Bohême. Il demanda qu'aucune paix ne fût conclue sans son conseil et son assentiment, qu'on le prît pour arbitre et médiateur, qu'on l'appelât aux délibérations des princes avec le titre de vicaire de l'Empire en Italie[2], et que, si Ferdinand était élu, on s'opposât par tous les moyens à ce qu'il fût couronné. On devait aussi pousser la Hollande à rompre au plus tôt avec l'Espagne. Tout se bornait encore à des demandes et à des promesses réciproques.

Cependant le jour de l'élection approchait. Peu de temps auparavant, le Palatin réunit son conseil privé, pour délibérer une dernière fois sur la conduite à tenir. On mit en avant plusieurs projets, sans s'arrêter à aucun; on parla de s'emparer de Ferdinand et de son frère l'archiduc Léopold; de faire entrer dans l'Union le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, en lui laissant espérer la couronne de Bohême; de pousser les Hongrois à envahir la Styrie et les autres États de la maison d'Autriche. Ces plans étaient difficiles à exécuter, et il était d'ailleurs trop tard. Le Palatin se décida seulement à ne pas se rendre à Francfort, et, vers le milieu de juillet 1619, il se retira avec toute sa cour à Amberg dans le Haut-Palatinat.

Les Bohémiens s'efforçaient aussi d'empêcher l'élection de Ferdinand, et, pour y parvenir, ils prétendaient, non-seulement

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 29.

[2] A cette époque, les ducs de Savoie étaient vicaires de l'Empire après la mort des empereurs et pendant leur absence, mais seulement en Savoie et en Piémont. Charles-Emmanuel demandait à étendre ce droit sur toute l'Italie. Ses successeurs l'obtinrent sous Ferdinand III et Léopold (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 177).

le faire exclure du collége électoral, mais encore disposer eux-mêmes de la voix qui appartenait à la Bohême. S'ils réussissaient à faire exclure Ferdinand du collége, le partage des voix, trois protestantes contre trois catholiques, rendait toute élection impossible; et s'ils parvenaient à se faire attribuer la voix à eux-mêmes, le résultat devait leur être encore plus favorable, car le parti protestant ayant la majorité, quatre voix contre trois, la couronne impériale pourrait être donnée, soit à un prince protestant, soit à un prince catholique auquel on imposerait des conditions. Ils présentèrent pour cela à l'électeur de Saxe[1] (11 juin 1619) un mémoire, dans lequel ils soutenaient que, d'après la Bulle d'or, le Roi n'ayant pas été mis en possession effective du trône, sa voix électorale appartenait à la diète; et ils menacèrent de contester l'élection impériale, si l'on passait outre. L'électeur de Saxe leur répondit d'une manière évasive, et les électeurs ecclésiastiques critiquèrent l'application qu'on voulait faire de la Bulle d'or. Ils firent remarquer qu'elle exigeait seulement la possession de droit, non la possession de fait qu'une révolte pouvait enlever; pour eux, ils regardaient comme étant le véritable électeur de Bohême le prince qui, après son couronnement à Prague, avait été reconnu roi par les princes de l'Empire et par les souverains étrangers.

Les Bohémiens, toujours appuyés par le Palatin, ne se découragèrent pas. Sept jours seulement avant la date fixée (13 juillet 1619), ils demandèrent encore que l'élection fût différée jusqu'à ce que le collége électoral eût été complété par l'admission de leur représentant. Ils envoyèrent en même temps à Francfort des espions, pour surveiller ce qui s'y passait, et des ambassadeurs, pour protester quand le moment serait venu. Ces derniers se mirent effectivement en route, et un serviteur du Palatin demanda au comte de Pappenheim, maréchal héréditaire de l'Empire, des logements pour eux et pour leurs soixante chevaux. Pappenheim refusa, par ce motif que les électeurs et leurs représentants avaient seuls le droit de demeurer à Francfort pendant l'élection. Les ambassadeurs de Prague, ainsi repoussés, déposèrent entre les mains de l'ambassade saxonne une protestation

[1] Le Palatin et l'électeur de Saxe étaient tous les deux vicaires de l'Empire (Pelzel, t. II, p. 112 et suiv.).

contre le refus de les admettre, et s'établirent non loin de la ville électorale, à Hanau, pour y attendre les événements. Peu de jours après (9 août), ils firent dresser par un notaire de Hanau et envoyèrent à l'archichancelier une autre protestation, avec des réserves contre toutes les conséquences désavantageuses que pourrait avoir pour eux l'admission de Ferdinand dans le collége des électeurs. En même temps, les États de Prague adressèrent aux électeurs une lettre détaillée (13 août), dans laquelle il était dit que la majorité catholique se proposait, en nommant Ferdinand, de supprimer toutes les libertés de l'Empire; que ce prince avait conclu un traité avec l'Espagne, et qu'il n'avait pas tenu la promesse faite, le jour de son couronnement, de ne pas s'occuper du gouvernement du royaume du vivant de Mathias[1]. Les États ne pouvaient plus dès lors le reconnaître comme Roi; ils devaient, en protestant contre toute atteinte portée à leurs droits, en appeler à une diète générale de l'Empire. Leurs ambassadeurs rédigèrent effectivement cet appel, et protestèrent auprès des vicaires impériaux contre tout ce qui s'était fait jusqu'alors; après quoi ils se rendirent à Marbourg.

Peu avant l'élection, le Palatin fit encore une tentative auprès de l'électeur de Cologne, pour qu'il décidât son frère, le duc de Bavière, à accepter la couronne impériale; elle ne réussit pas mieux que les précédentes. Il se retourna alors une dernière fois vers l'électeur de Saxe, et lui envoya (commencement d'août) le comte Christophe de Dohna, pour lui demander quelles étaient ses intentions, et lui faire connaître les siennes. Voulait-il maintenir l'élection au 20 août, et qui voulait-il élire? Pour lui, il ne pouvait se résoudre à donner sa voix à un persécuteur de la religion, à un prince d'ailleurs sans ressources, dont le Transylvain Bethlen Gabor était sur le point d'achever la ruine; il pensait, dans tous les cas, que c'était à la diète de Bohême à exercer le droit électoral.

L'électeur de Saxe venait d'apprendre que le Brandebourg et le Palatinat s'étaient entendus sans l'en prévenir, pour donner à leurs ambassadeurs l'ordre de ne pas élire Ferdinand. Jean-Georges était d'avis de le nommer, en lui imposant des conditions favorables aux protestants; il fut vivement contrarié, car la con-

[1] Richelieu, *Mémoires*, édit. Petitot, t. I, p. 516.



duite du Brandebourg et du Palatinat dérangeait tous ses calculs. Il se plaignit amèrement de l'affront que lui avaient fait ses deux collègues, en ne se concertant pas avec lui, et en donnant à leurs représentants des instructions si opposées aux siennes. A l'égard des Bohémiens, il déclara qu'on ne devait pas souffrir qu'ils pussent chasser le maître qu'ils avaient une fois reconnu, parce qu'on pourrait en faire autant partout ailleurs, même en Saxe, ce qu'il saurait bien, du reste, empêcher. Dohna n'obtint pas d'autre réponse.

L'électeur de Saxe avait pris son parti. La veille même de l'arrivée de Dohna (12 août), dans une séance de son conseil privé, tenue sous sa présidence, il avait été décidé que l'élection ne devait pas être ajournée plus longtemps, et que, si on ne voulait pas avoir à changer tous les usages, il fallait nommer un prince catholique. Il ne restait plus qu'à choisir entre l'Autriche et la Bavière ; mais comme l'Autriche était assurée d'avoir les quatre voix des électeurs ecclésiastiques et celle du roi de Bohême, c'est-à-dire la majorité, l'ambassadeur saxon reçut l'ordre de voter avec eux. Ferdinand était donc assuré d'être élu par cinq voix contre deux.

Après avoir confié la régence de ses États à son frère, l'archiduc Léopold, Ferdinand quitta Vienne le 11 juillet 1619. Il était accompagné d'une cour brillante et des principaux personnages de son gouvernement, entre autres de Jean-Ulrich d'Eggenberg, grand majordome du palais et président de son conseil privé, et du secrétaire Fabricius, le même qui avait été défénestré. Il emportait avec lui une couronne qui valait cent quarante mille florins, et avait été obligé d'emprunter de trois à quatre cent mille florins, pour subvenir aux frais du voyage.

Ferdinand ne voulut pas se rendre à Francfort sans faire une visite à son beau-frère et ami d'enfance, le duc Maximilien de Bavière. Il entra à Munich le 19 juillet 1619. Maximilien avait observé jusqu'alors une neutralité presque complète. Le succès merveilleux avec lequel Ferdinand avait triomphé à Vienne d'une situation désespérée avait déjà fait une vive impression sur l'âme religieuse du duc ; sa présence, en lui rappelant d'anciens souvenirs, acheva de le gagner. Il s'était borné jusqu'alors à laisser passer en Bohême les troupes qui venaient des Pays-Bas, et à fournir à Bucquoy quelques munitions ; il promit dès ce jour à Ferdinand l'assistance de la Ligue, dans le cas où l'Union protes-



tante fournirait ouvertement des secours aux révoltés, et le laissa partir, en exprimant le vœu de pouvoir bientôt le saluer comme le chef élu du Saint-Empire.

Ferdinand avait déjà sollicité par des ambassadeurs la voix des électeurs ecclésiastiques et de l'électeur de Saxe [1]. Il envoya en outre Gundakar de Liechtenstein à l'électeur palatin, pour exprimer l'espoir qu'il avait de le trouver à Francfort, et lui déclarer que, malgré l'expédition des révoltés contre Vienne, il était encore disposé à user de clémence à leur égard. Le Palatin se borna à répondre (27 juillet) que la situation des affaires en Bohême exigeait sa présence dans le Haut-Palatinat.

Maximilien de Trauttmansdorff, le chancelier de Bohême Lobkowitz, le conseiller aulique impérial Hegenmüller, étaient arrivés à Francfort le 19 juillet, pour représenter Ferdinand en sa qualité d'électeur de Bohême. L'archevêque de Mayence, archichancelier de l'Empire, Jean Schweickhardt de Cronberg, y vint le lendemain; et comme les Bohémiens demandaient encore à entrer dans la ville électorale, l'archichancelier déclara que s'ils entraient par une porte, il sortirait par l'autre. L'archevêque de Cologne Ferdinand de Bavière, celui de Trèves, Lothaire de Metternich, arrivèrent ensuite en personne; quant aux électeurs de Saxe et de Brandebourg et à l'électeur palatin, ils s'étaient fait représenter par des ambassadeurs.

La bourgeoisie de Francfort était mal disposée pour les princes catholiques : l'archevêque de Mayence fut obligé d'attendre longtemps devant les portes de la ville, entre deux barrières, pendant qu'on comptait ses chevaux. Le conseil municipal, prétextant l'hostilité des bourgeois et la difficulté des approvisionnements, osa même proposer de faire siéger la diète hors des murs. Les mauvaises dispositions des bourgeois furent encore augmentées par la conduite des quartiers-maîtres, chargés de préparer les logements de Ferdinand. Ils demandèrent en effet qu'on leur fournît de la place pour huit cents chevaux, retinrent pour la suite du Roi les maisons à leur convenance, sans s'inquiéter des habitants, et prétendirent en faire sortir jusqu'aux femmes en

[1] Il avait envoyé Liechtenstein aux trois électeurs ecclésiastiques et Strahlendorf à l'électeur de Saxe. Strahlendorf fut accompagné, dans une seconde mission à Dresde, par un délégué de l'ambassade espagnole à Vienne (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 4, 5, 8, 31).



couches. Les exigences des serviteurs étaient en complet désaccord avec les désirs du maître. La Bulle d'or défendait aux futurs empereurs d'introduire dans la ville électorale plus de deux cents chevaux ; malgré cela, Mathias en avait amené douze cents. Mais Ferdinand était loin de vouloir étaler un pareil faste : les bourgeois lui ayant demandé comment il désirait faire son entrée, il leur répondit, de Seligenstadt[1], qu'il se conformerait à la Bulle d'or et arriverait avec moins de deux cents chevaux.

Le 28 juillet 1619, Ferdinand fit son entrée dans la ville de Francfort. Le bruit, partout répandu, que les princes de l'Union voulaient s'emparer de sa personne, ne l'avait pas intimidé. Il n'amenait avec lui que trois voitures, et pour toute escorte la garde du corps de l'archevêque de Cologne. Ce ne fut pas sans danger qu'il parvint jusqu'à son logement : on avait excité la défiance des bourgeois en annonçant qu'il arrivait avec une armée ; aussi trouva-t-il les portes fermées et y eut-il une émeute lorsqu'elles s'ouvrirent ; un domestique de l'électeur de Trèves fut tué, et Ferdinand n'échappa que grâce à la présence d'esprit et à l'habileté de son cocher, qui le conduisit au galop jusqu'à sa demeure. Tout danger n'était pas passé néanmoins, car la garnison francfortoise[2] était favorable au Palatin, et l'émeute avait été occasionnée par une troupe de cavaliers faisant partie de cette garnison.

Cependant la situation devenait de plus en plus tendue. Les princes protestants se préparaient à la guerre ; Christian d'Ansbach, colonel du cercle de Franconie, leva des troupes, les installa sur des territoires ecclésiastiques, et l'archevêque de Mayence lui ayant fait demander quel était son dessein, il lui répondit qu'il réclamait l'ajournement de la diète électorale. Il se proposait encore d'intimider les catholiques des pays voisins, d'empêcher les troupes de Ferdinand de recevoir des renforts en Bohême, et, si cela était nécessaire, de s'allier avec les révoltés de Prague pour s'opposer par la force à l'élection : on allait bientôt en venir aux mains. Le comte Philippe de Solms, officier au service de Ferdinand, se trouvait depuis quatre semaines sur le territoire de l'évêché de Würtzbourg, avec cinq cents cavaliers impé-

[1] Au sud-est de Hanau.
[2] Elle se composait de 1,600 hommes.

riaux destinés à la Bohême. Le territoire qu'il occupait n'appartenait à aucun des membres de l'Union : Frédéric V n'en écrivit pas moins à l'évêque de Würtzbourg, pour se plaindre de la présence des troupes impériales dans ses États. Il fit plus : des troupes réunies d'après ses ordres attaquèrent à l'improviste (11 août 1619) les cavaliers de Solms dans le village würtzbourgeois de Raden, et les dispersèrent. Après ce premier succès, le Palatin aurait pu marcher sur Francfort, et y enlever Ferdinand et les électeurs. Les catholiques n'étaient pas prêts, les princes de l'Union l'étaient, et le commandant de la garnison de Francfort[1], jadis au service de Frédéric, lui était tout dévoué. Le Palatin ne le fit pas cependant, et plusieurs princes étrangers l'en blâmèrent.

Pendant qu'il laissait échapper ainsi une occasion qui ne devait plus se représenter, ses ambassadeurs inventaient de nouveaux subterfuges. D'après la Bulle d'or, il devait y avoir un délai de trente jours entre l'arrivée des électeurs et l'élection. Ils prétendirent (17 août) que ce délai ne devait courir que du jour où les bourgeois de Francfort auraient prêté aux électeurs le serment habituel de garantir leur sécurité. Or ce serment avait été retardé par la municipalité, à la demande des Bohémiens, qui cherchaient à faire traîner les choses en longueur, et il ne fut prêté que le 19 août. On ne s'arrêta pas à ces objections. Pour mieux assurer la liberté et la sincérité de l'élection, tous les étrangers qui ne faisaient partie d'aucune des ambassades électorales reçurent, suivant l'usage, l'ordre de quitter la ville. Les ambassadeurs du Palatin s'opposèrent à cette mesure, qui devait éloigner bon nombre de leurs partisans. Le landgrave Maurice de Hesse-Cassel se tenait avec des troupes dans les environs; ils le prièrent de s'y opposer avec eux. Ce n'était, disaient-ils, que par une fausse interprétation de la Bulle d'or, qu'on voulait mettre des princes hors de la ville électorale comme des bandits. Camérarius ne voyait plus qu'un moyen d'empêcher l'élection de Ferdinand, c'était de le faire déposer immédiatement comme roi par les Bohémiens, et, en lui enlevant par là le droit électoral, d'empêcher que le collége des électeurs fût au complet et pût voter. Mais il fallait se hâter, prononcer la déposition tout de suite et la notifier au collége électoral, sinon c'en était fait de la paix et de la

[1] Le lieutenant-colonel de Waldmanshausen.

liberté de l'Empire; et la faute en serait, d'après Camérarius, aux ecclésiastiques, gens nés pour la servitude, et plus encore à la Saxe, qui, par sa conduite et par sa soumission envers la maison d'Autriche, assumait sur elle une lourde responsabilité. Il fallait aussi, dans tous les cas, encourager les Bohémiens à ne pas considérer, quoi qu'il arrivât, la partie comme perdue, et à prendre des mesures héroïques pour se délivrer de la domination des Habsbourg.

Enfin l'élection fut fixée au 28 août. Les six jours qui la précédèrent furent employés à délibérer sur la capitulation. Elle se composait, comme les précédentes, de quarante-quatre articles; on y avait seulement ajouté quelques conditions et obligations nouvelles. Ainsi le futur empereur devrait, dans le délai d'une année, remettre à l'archichancellerie un rapport sur les fiefs impériaux d'Italie; il n'accorderait plus désormais d'expectatives[1] sur les fiefs importants; quant à ceux qu'il administrerait lui-même, il rembourserait la part d'impôts qui devrait revenir à l'Empire. On décida aussi, sur la proposition de Cologne, que la capitulation, qui n'avait été jurée jusqu'alors que par l'Empereur, le serait aussi dorénavant par les conseillers privés et par les conseillers auliques. Les électeurs n'oublièrent pas non plus leurs intérêts : ils demandèrent que lorsqu'on établirait de nouveaux impôts ou qu'on augmenterait les anciens, leurs sujets en fussent exempts, et qu'il ne fût porté aucune atteinte aux droits des vicaires de l'Empire.

D'après la capitulation d'élection, Ferdinand II devait demander le consentement des électeurs : pour faire des alliances au nom de l'Empire; pour engager ou aliéner les provinces, les domaines et les revenus de l'Empire, et pour revendiquer les anciennes aliénations; pour entreprendre des guerres; pour envoyer hors de l'Allemagne les armées levées pour sa défense; pour établir des contributions, au cas où la nécessité empêcherait de consulter une diète générale; pour convoquer les diètes; pour créer des péages nouveaux, rétablir, proroger les anciens, et abolir ceux qui auraient été usurpés; pour mettre au ban un État de l'Empire, même dans le cas où il l'aurait encouru de fait; pour conférer les fiefs ouverts par l'extinction des vassaux;

[1] C'est-à-dire l'assurance d'être pourvu d'un fief lors de sa vacance.

pour accorder des expectatives; pour donner le droit de battre monnaie; et généralement pour valider toutes les résolutions qui auraient pour objet la constitution et l'intérêt du corps germanique et celui de ses membres.

La capitulation accordait aux électeurs le droit de s'assembler, quand et autant de fois qu'ils le jugeraient à propos, pour délibérer sur les affaires de l'Empire. Elle accordait aussi aux électeurs le pas sur les ambassadeurs des républiques étrangères et sur les princes de l'Empire.

Le consentement des diètes était exigé : pour publier de nouvelles lois et pour renouveler les anciennes; pour faire des règlements relatifs au commerce; pour établir des lois monétaires; pour faire la guerre et la paix; pour régler les impositions générales[1].

Le 26 août, la capitulation fut lue à Ferdinand, et il y fit donner son assentiment par le chancelier de Bohême. Le 28, après que l'on eut sonné la grosse cloche, sur les huit heures du matin, le Roi, les électeurs ecclésiastiques et les ambassadeurs des électeurs séculiers se rendirent à la Cour[2], chacun dans son carrosse, et de là, à cheval, à l'église Saint-Barthélemy. Deux rangs de bourgeois, bien habillés et armés, formaient la haie depuis la Cour jusqu'à l'église. Les électeurs ecclésiastiques étaient revêtus de leurs habits électoraux; le roi Ferdinand portait sur la tête une très-belle couronne; les ambassadeurs des trois électeurs séculiers étaient richement vêtus à l'allemande. Après la messe[3], tous les électeurs, réunis dans la chapelle électorale de la cathédrale de Francfort, prêtèrent le serment de ne se laisser influencer, dans leur choix, par aucun intérêt personnel, et d'élire en conscience, pour empereur, un prince capable de remplir dignement les fonctions de chef temporel du peuple chrétien. L'électeur de Mayence, comme archichancelier de l'Empire, recueillit ensuite les votes.

L'électeur de Trèves, Lothaire de Metternich, fut invité à parler le premier. Après avoir désigné, comme étant dignes de la cou-

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 322.
Dumont, *Corps diplomatique*, t. V, 2e p., p. 349.
[2] Le *Römer*, *rathhaus* ou hôtel de ville de Francfort.
[3] *Mercure français*, 1619, t. VI, p. 71.

ronne, le roi Ferdinand, l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, Maximilien, duc de Bavière, et ajouté qu'il s'en trouvait d'autres encore parmi les princes catholiques, et même parmi les princes protestants, il déclara qu'il donnait sa voix à Ferdinand. Le tour de l'électeur de Cologne vint ensuite. Il fit observer que son frère, le duc de Bavière, ne recherchait pas la dignité impériale et considérait Ferdinand comme le meilleur des candidats : c'est pourquoi il votait pour Ferdinand. On passa aux électeurs laïques. Le palatin Frédéric V était représenté par son majordome, le comte Jean-Albert de Solms. Celui-ci lut un long mémoire, écrit de la main même de son maître; puis, examinant les différents candidats, il ajouta le duc de Savoie, l'électeur de Saxe et le roi de Danemark à ceux qu'avait indiqués l'archevêque de Trèves, et conclut en votant pour le duc de Bavière, parce que c'était un prince pacifique, qui faisait régner la tranquillité dans ses États et n'était engagé dans aucune guerre. L'ambassadeur annonça que si Ferdinand obtenait la majorité, son maître, l'électeur palatin, verrait ce qu'il aurait à faire. Le comte Wolf de Mansfeld, ambassadeur de Jean-Georges de Saxe, donna sa voix à Ferdinand; et l'ambassadeur de Jean-Sigismond de Brandebourg, se fondant sur ce que le duc de Bavière ne se portait pas candidat à l'Empire, vota comme la Saxe. L'archevêque de Mayence vota à son tour pour Ferdinand, et celui-ci vota pour lui-même le dernier.

Tous les électeurs lui avaient donné leur voix, sauf le Palatin. L'archichancelier-archevêque de Mayence, s'adressant à l'ambassadeur de Frédéric, le pria de déclarer s'il persistait dans son vote, ou s'il voulait se rallier à la majorité. Sa réponse fut qu'il s'y ralliait, conformément à l'ordre qu'il avait reçu de son maître. Alors l'archichancelier, se tournant vers le roi de Bohême et de Hongrie, lui demanda ce qu'il avait à dire. Ferdinand répondit avec dignité et en peu de mots que, puisque les voix s'étaient réunies sur lui, il acceptait la couronne avec reconnaissance, et que, avec l'aide de Dieu, il gouvernerait de manière à satisfaire les électeurs, les princes et les États; il jura ensuite la capitulation d'élection.

Vers les onze heures du matin, les électeurs conduisirent Ferdinand au grand autel, puis sur une estrade à l'entrée du chœur, où il fut publiquement proclamé roi des Romains. Comme Ferdi-

nand sortait de la chapelle électorale, la nouvelle se répandit qu'il venait d'être déposé par les Bohémiens. Cette nouvelle, si elle était arrivée plus tôt, aurait peut-être changé la situation; mais l'élection était faite : il en résulta seulement quelque tumulte et quelque désordre, et les électeurs perdirent un peu de temps à rechercher les places qu'ils devaient occuper. A ce moment, une pièce de bois tomba devant Ferdinand : ses ennemis y virent un présage funeste; mais un essaim d'abeilles s'étant, d'un autre côté, abattu en plein midi sur le Römer et ayant été pris aussitôt, ses amis interprétèrent ce fait comme un présage heureux.

Aussitôt après l'élection, vers midi, toutes les cloches de la ville s'ébranlèrent et mêlèrent leurs joyeuses volées aux détonations de l'artillerie; le landgrave de Hesse-Cassel put les entendre de Giessen où il se trouvait alors. Les électeurs montèrent à cheval et reconduisirent Ferdinand à son hôtel; l'ambassadeur du Palatin portait le globe, celui de Brandebourg le sceptre, celui de Saxe l'épée. Le jour même, la nouvelle de l'élection fut expédiée au Pape, au cardinal Borghèse, protecteur de la nation allemande, aux principaux cardinaux, aux rois de France et d'Espagne et aux princes italiens; Ferdinand l'écrivit de sa propre main à son beau-frère, le duc de Bavière. Les ambassadeurs bohémiens, alors à Marbourg, se hâtèrent de protester [1]. Ferdinand éprouva cependant le besoin de rassurer les esprits sur ses intentions à l'égard de la Bohême. S'adressant aux comtes de l'Empire présents à Francfort, il leur fit connaître quelle était la situation des choses dans ce pays, et les assura qu'il ne se proposait pas d'y persécuter la religion protestante, mais seulement d'empêcher que les ecclésiastiques catholiques y fussent dépouillés de leurs biens [2].

Le jour du sacre et du couronnement avait été fixé au lundi 9 septembre. Les députés d'Aix-la-Chapelle et de Nürenberg arrivèrent à Francfort avec les habits et ornements impériaux, et les autres choses nécessaires à la solennité. Le soir on ferma les

[1] Le 29 août, les princes de l'Empire vinrent jurer fidélité à Ferdinand. Peu de jours après, le collège des électeurs s'occupa de la question d'un désarmement général; l'ambassadeur du Palatin refusa de prendre part aux délibérations.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 15 à 62.

portes de Francfort, et des gens de guerre furent placés sur les remparts; dès le lendemain matin, les habitants occupèrent les rues et les places publiques, principalement depuis le palais de l'Empereur élu jusqu'à la Cour, et de là jusqu'à l'église Saint-Barthélemy. Un pont de bois, recouvert de drap rouge, avait été dressé du rathhaus à l'église.

Les électeurs ecclésiastiques s'étant rendus l'un après l'autre à cette église, entre six et sept heures du matin, ils y quittèrent leurs habits électoraux et se revêtirent d'habits pontificaux, attendant la venue du Roi, lequel, sur les huit heures, fut conduit par le pont de bois à ladite église en l'ordre qui suit. Premièrement marchaient devant lui, à pied, un grand nombre d'officiers et de nobles; après, les deux fils de Louis, landgrave de Hesse-Darmstadt, puis Louis, leur père, avec son frère Philippe, tous quatre à cheval. Ceux-ci étaient suivis de cinq hérauts de l'Empire, qui marchaient devant les ambassadeurs des trois électeurs séculiers portant, devant l'Empereur élu, les insignes impériaux, savoir : le globe [1], le sceptre et l'épée de l'Empire. Sa Majesté, vêtue de son habit électoral, et portant sur la tête une très-riche couronne, était à cheval sous un poêle de drap d'or aux armes de l'Empire, soutenu par deux des consuls et par quatre sénateurs de Francfort.

Lorsque le Roi fut arrivé près de l'église, les électeurs ecclésiastiques, revêtus de leurs habits pontificaux, assistés de leurs suffragants et des principaux membres du clergé, allèrent au-devant de lui depuis le chœur jusques à la porte de l'église, et, l'ayant fort honorablement reçu, le conduisirent au grand autel et de là en son siége royal, devant lequel était un pupitre ou banc à prier, le tout couvert de toile d'argent, et au-dessus un dais de même étoffe. Tout le pavé de l'église était couvert de drap rouge, et la chaire garnie de velours; de belles tapisseries ornaient le chœur. Les orgues et une excellente musique se faisaient entendre.

En entrant, l'Empereur élu avait à sa droite l'électeur archevêque de Trèves, et à sa gauche l'électeur archevêque de Cologne. Ayant pris un livre de la main de son grand aumônier, il se mit en prière, et l'on commença à chanter en musique le *Kyrie eleison*.

[1] Le *Mercure françois* dit : *la pomme*.

D'après les lois et la Bulle d'or, le sacre aurait dû être accompli par l'électeur de Cologne ; mais comme il n'était pas encore sacré lui-même, il fut remplacé par l'archevêque de Mayence[1]. La messe ayant été commencée par l'électeur de Mayence, les autres électeurs ecclésiastiques et les ambassadeurs des électeurs séculiers conduisirent Sa Majesté vers le grand autel, et, après avoir reçu la bénédiction, la reconduisirent à un siége élevé de deux degrés au-dessus du pupitre à prier.

La messe se continuant, le Roi retourna derechef à l'autel, où il s'agenouilla avec les deux électeurs ecclésiastiques et les ambassadeurs des électeurs séculiers ; et après qu'on eut chanté les litanies des saints, l'électeur officiant dit les oraisons, et lui fit les demandes accoutumées en pareille cérémonie, savoir : s'il ne promettait pas de vivre et mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, de la défendre et protéger, et d'administrer la justice également à tous, d'augmenter et amplifier l'Empire, de défendre et protéger les orphelins, les pupilles et les veuves, et de rendre l'honneur qui était dû à Sa Sainteté. Sur lesquelles demandes le Roi ayant prêté le serment d'une voix ferme, l'électeur officiant, se tournant du côté des deux électeurs ecclésiastiques, des ambassadeurs des séculiers et du peuple assistant, leur demanda s'ils ne voulaient pas se soumettre à son gouvernement et empire et lui jurer obéissance. Les assistants ayant à haute voix dit oui et qu'on le devait couronner, l'électeur officiant prit de la sainte huile sur une patène d'or et l'oignit au front, au chef, à la poitrine, au bras droit et aux mains, disant à chaque fois ces mots : « *Ungo te in regem oleo sanctificato, in nomine Patris, et Filii et Spiritus Sancti* [2]. »

L'onction étant achevée, les électeurs ecclésiastiques, avec leurs suffragants, conduisirent le Roi dans le chœur et le revêtirent des anciens habits impériaux et pontificaux, apportés de Nürenberg, savoir : la chape et l'aube longue, avec l'étole au col, laquelle, devallant[3] par-dessus l'estomac, allait jusque sur ses pieds ; puis ils lui mirent des gants aux mains, et, ainsi habillé en forme de

[1] Pfeffel, t. I, p. 523 ; t. II, p. 268.

[2] « Je te sacre roi avec l'huile sainte, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. »

[3] Descendant.

diacre, le ramenèrent du chœur à son siége, où l'électeur officiant lui donna de nouveau la bénédiction.

Les prières faites, le Roi fut conduit au grand autel, sur lequel les électeurs de Trèves et de Cologne prirent l'épée de Charlemagne, qui était au-dessus avec le sceptre, et, l'ayant tirée hors de son fourreau, la mirent en main de Sa Majesté, l'électeur officiant lui disant : « *Accipe gladium per manus episcoporum*[1]. » Et, après que ledit électeur officiant eut dit : « *Accingere gladio tuo*[2] », l'épée fut remise au fourreau et ceinte au côté de Sa Majesté par les ambassadeurs des électeurs séculiers. Après, l'électeur officiant prit aussi l'anneau de dessus l'autel, et le mit au doigt de Sa Majesté; puis le globe et le sceptre, qu'il mit aussi dans les mains de Sa Majesté, savoir, le sceptre en la droite et le globe en la gauche, en disant les paroles et oraisons qui se disent en telle cérémonie. Finalement la couronne royale fut apportée de l'autel par les trois électeurs ecclésiastiques ensemble, laquelle ils lui mirent sur la tête en disant ces mots : « *Accipe coronam regni*[3] », puis le vêtirent du manteau d'or de Charlemagne. Cela fait, le Roi donna aux ambassadeurs des électeurs séculiers, savoir : à celui du Palatin, le globe, et le sceptre à celui de Brandebourg, et, se retournant vers l'autel, prêta le serment qu'il ferait tout ce qui est requis et décent à la personne d'un bon empereur.

Ces cérémonies achevées, le Roi étant retourné à son siége, la messe continua avec une fort belle musique; on entendit l'Évangile, le *Credo*, l'Offertoire, pendant lequel il alla faire son offrande, et derechef étant conduit à l'autel, la messe dite, il reçut la sainte communion de la main de l'électeur officiant.

Enfin, les prières finies, l'électeur officiant allant devant les électeurs de Trèves et de Cologne, le Roi fut conduit au milieu de l'église sur un théâtre[4] dressé du côté du midi, orné de riches tapis et d'un grand tapis rouge pour marchepied. Devant lui allaient, avec les enseignes[5] de l'Empire, les ambassadeurs

[1] « Reçois le glaive par la main des évêques. »
[2] « Ceins ton glaive. »
[3] « Reçois la couronne royale. »
[4] Estrade ou échafaud.
[5] Insignes.

des électeurs séculiers, suivis des évêques suffragants et du clergé.

Le Roi étant monté sur ce théâtre, les électeurs ecclésiastiques le mirent en son trône royal un peu haut élevé, couvert d'un grand tapis de drap d'or, et par-dessus un dais de velours rouge; cependant on chanta en musique le *Te Deum*. Lequel fini, l'électeur de Mayence, s'approchant de Sa Majesté Impériale, lui fit une congratulation, tant en son nom qu'au nom des autres électeurs, et lui recommanda très-soigneusement l'Empire. Les deux électeurs de Trèves et de Cologne s'en retournèrent au chœur quitter leurs habits pontificaux pour reprendre leurs habits électoraux.

Cependant le Roi demeura en son trône, où il créa, selon l'ordinaire, plusieurs chevaliers, en les frappant de l'épée de Charlemagne. En étant descendu, il sortit de l'église dans le même ordre qu'il y était entré. Les officiers de sa cour allaient devant, puis les conseillers tant de Sa Majesté que des princes électeurs, et autres gentilshommes en grand nombre. Après eux, les barons, les comtes et les princes. Puis suivaient les cinq hérauts qui allaient devant l'électeur de Trèves seul; après lui les ambassadeurs du Palatin et de Brandebourg ensemble, le premier portant le globe, le second le sceptre; puis le Saxon seul, portant l'épée, lequel était suivi de l'Empereur seul, vêtu de l'habit impérial, la couronne en tête, sous un poêle que les susdits consuls et sénateurs de Francfort portaient. Les électeurs de Mayence et de Cologne allaient après. Ils étaient tous à pied, et en cet ordre ils allèrent au rathhaus, par le pont en planches.

Après, étaient à cheval trois officiers de Sa Majesté Impériale, qui allaient jetant au peuple des pièces d'or et d'argent, grandes et petites. Les plus grandes avaient d'un côté un bras sortant d'un nuage avec cette légende : *Legitime certantibus*[1]; sur l'autre face était gravé : *Ferdinandus II, Hungariæ et Bohemiæ rex coronatus in regem Romanorum ix sept.* 1619[2]. Les plus petites, d'un côté, avaient empreinte une *F*, avec une couronne et double nombre; de l'autre, une couronne et ces mots : *Coronatus in regem Romanorum ix sept.* 1619. Cette largesse ne se fit pas sans exciter

[1] « A qui combat légitimement. »

[2] « Ferdinand II, roi de Hongrie et de Bohême, couronné roi des Romains, le 9 septembre 1619. »

une grande confusion parmi le peuple, qui se disputait à qui aurait ces pièces.

Dès que Sa Majesté Impériale eut passé, le drap rouge du pont fut mis en pièces par le peuple. Après que l'on fut arrivé à la Cour, et dans la salle du festin, ornée de belles tapisseries et garnie de buffets couverts de vaisselle d'argent, les ambassadeurs des électeurs séculiers se mirent à faire leurs charges et offices électoraux, chacun selon sa dignité. Pappenheim, maréchal héréditaire de l'Empire, étant descendu de son cheval, s'approcha du tas d'avoine qui était en la grande place, entre le puits et la cuisine, et en emplit une mesure qu'il racla avec un racloir d'argent, puis la donna à garder à un officier, et le reste de l'avoine fut mis à l'abandon au peuple. Après, un des ambassadeurs de Brandebourg descendit aussi de cheval, et entra à la cuisine où le bœuf avait été rôti, en laquelle il prit sur la table un couteau d'argent à manche doré et une aiguière, et les porta en la Cour. Enfin, le représentant de l'électeur palatin sortit aussi de la Cour à cheval, et alla à la cuisine, où il fit mettre plusieurs pièces de bœuf rôti en quatre plats d'argent, lesquels il fit porter à la Cour. Ce qu'étant fait, chacun se jeta dans la cuisine, et emporta qui peut une pièce tant du bœuf que des lièvres, conils [1], agneaux, oisons et autres sortes de volailles, dont ce bœuf avait le ventre farci. La cuisine fut mise sens dessus dessous, chacun emportant ce qu'il y trouvait.

Pendant que ces choses se faisaient, Sa Majesté Impériale et les électeurs dînaient assis à leurs tables, chacun selon leurs rangs et dignités, ainsi qu'il est porté par la Bulle d'or. Celle de l'Empereur était élevée de trois marches au-dessus des autres, avec un ciel. Une table à part avait été dressée pour chaque électeur; mais on ne servit que ceux qui étaient présents en personne. Les princes furent traités en la même salle; les comtes, seigneurs et nobles dans un lieu à part. Devant la Cour, on avait artificiellement fait un puits en forme de rocher, surmonté d'un aigle placé entre deux lions et portant le globe et l'épée, qui sont les armes de l'Empire. On en voyait jaillir deux sources, l'une de vin blanc, l'autre de vin rouge; et le vin, étant reçu en de grands bassins, fut offert au public l'espace de trois grandes heures, jusqu'à ce que, par la con-

[1] Lapins.



fusion du peuple, malgré les gardes, le puits fut rompu et brisé, l'aigle et les lions emportés par pièces. Le festin impérial fut continué jusqu'à cinq heures du soir, avec belle musique et grande réjouissance. L'Empereur, descendant de la Cour, alla à son palais, suivi des électeurs. Les jours suivants ne furent que courses et jeux de bagues, en la grande place du marché aux chevaux ; puis, les ambassadeurs du Palatin et de Brandebourg, prenant congé de Sa Majesté Impériale, s'en retournèrent chacun chez soi, suivis peu après de celui de Saxe[1]. Le nouvel empereur avait quarante et un ans, et était veuf, depuis trois ans de Marie-Anne de Bavière.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 53 et suiv.
Mercure français, 1619, t. VI, p. 101 et suiv.
Sacre et couronnement de Ferdinand II. Lyon, Yvrad, 1619.
Voir dans les *Mémoires* de Gœthe (t. I, p. 113 et suiv.) la description des cérémonies du sacre de l'empereur Léopold II.
Descartes assistait au couronnement de Ferdinand II. (Millet, *Descartes*, p. 54 à 64.)

CHAPITRE VII

FRÉDÉRIC V EST ÉLU ROI DE BOHÊME, ET BETHLEN, ROI DE HONGRIE. RÉSISTANCE DE L'ARCHIDUCHÉ D'AUTRICHE.

1619-1620.

L'Électeur palatin, Frédéric V, est élu roi de Bohême. — Prétextes pour déposer Ferdinand; intentions pacifiques de Ferdinand. — Médiation de l'Angleterre; ambassade de Doncaster. — Ferdinand refuse un armistice et essaye vainement d'amener le Palatin à la paix. — Luthériens et calvinistes en Bohême. — L'électeur de Saxe et l'électeur palatin.

La diète de Bohême *dépose Ferdinand* (17 août 1619) et *élit roi le Palatin* (26 août 1619). — Effroi des luthériens et des catholiques.

Hésitations du Palatin; ambition de la Palatine; craintes de Louise Juliane. — Le roi d'Angleterre peu favorable. — Assemblée des princes de l'Union à Rothenbourg-sur-la-Tauber. — Conseils des électeurs ecclésiastiques et du duc de Bavière. — Conseil privé réuni à Heidelberg. — Scultetus. — Le Palatin *accepte la couronne* (1er octobre 1619). Le Palatin quitte Heidelberg (milieu d'octobre 1619).

Tentative pacifique de Ferdinand (16 octobre). — Lettre de l'électeur de Saxe.

Frédéric saisit les revenus des princes ecclésiastiques. — Hostilité des calvinistes.

Frédéric rencontre l'ambassade bohémienne à Waldsassen (24 octobre); il atteint Prague (31 octobre); il *est couronné* (4 novembre). — Reconnu en Moravie, à Brünn (4 février 1620); en Silésie, à Breslau (27 février 1620). — Manifeste de Frédéric (7 novembre 1619). — L'électeur de Saxe devient encore plus hostile au Palatin.

Situation de la Bohême. — Mesures prises par les diètes provinciales (16 juillet, août, novembre 1619). — Ravages calvinistes. — Excès de Buchheim à Olmütz; supplice de Sarkander. — Mécontentement contre Frédéric; les ambassadeurs anglais lui refusent le titre de roi.

Bethlen Gabor est élu roi de Hongrie. — Bethlen. — Il occupe Kaschau (5 septembre 1619); y convoque une diète (21 septembre). — Il occupe Presbourg (14 octobre).

Seconde expédition de Thurn contre Vienne. — Thurn bat Dampierre près de Znaïm (27 août 1619); assiége Vienne avec Bethlen. — Bucquoy empêche Thurn de passer le Danube à Fischament (24 octobre 1619). —



Situation de Vienne défendu par Léopold. — Thurn se retire avec les Bohémiens.

Ferdinand rentre dans Vienne (24 novembre 1619). — Bethlen se retire avec les Hongrois (29 novembre 1619).

Bethlen est élu prince de Hongrie **(8 janvier 1620); il s'allie avec les Bohémiens (15 janvier); conclut un armistice avec l'Empereur (17 janvier). — Diète de Neusohl, ouverte le 31 mai 1620; mesures contre le clergé. — Aventure de Collalto (1er août). —** ***La diète élit Bethlen roi de Hongrie*** **(25 août 1620). — La femme de Bethlen. — Bethlen traite avec la Porte.**

Résistance de l'archiduché d'Autriche. — Les protestants autrichiens refusent de prêter serment; s'allient avec les Bohémiens (16 août 1619). — Bucquoy les châtie à ***Langenlois*** **(11 février 1620). — Ferdinand confirme toutes les concessions faites aux protestants. — Une partie des protestants de la Basse-Autriche prêtent serment à Vienne (13 juillet 1620); les autres sont déclarés rebelles (21 septembre 1620).**

Les protestants de la Haute-Autriche refusent le serment; Ferdinand charge le duc de Bavière de l'exécution (30 juin 1620).

Les chefs du soulèvement de Bohême ne s'étaient pas dissimulé que leur résistance deviendrait plus difficile, si Ferdinand était élu empereur; aussi firent-ils tous leurs efforts pour s'y opposer. Voyant qu'ils allaient échouer, il ne leur resta plus qu'à consommer leur révolte, en déposant Ferdinand comme roi de Bohême et en lui donnant un successeur.

Comme principaux motifs de la déposition de Ferdinand, on représentait qu'il était l'adversaire de la liberté de conscience, l'esclave de l'Espagne et des jésuites; qu'il avait déchaîné contre la Bohême les maux de la guerre; qu'il n'était jamais entré en possession effective de ce pays et des pays annexés; qu'il avait été nommé d'une manière insolite, contraire aux priviléges et libertés du royaume, et après des menaces adressées aux opposants; qu'il n'avait pas tenu son serment; qu'après la mort de l'Empereur il avait laissé en place les gens qui avaient causé tout le mal; que maintenant encore il prenait pour conseillers et pour ambassadeurs des Bohémiens qui avaient trahi leur patrie. Une telle conduite, disait-on, équivalait à une abdication et déliait les États de toute obligation envers lui.

Les craintes qu'exprimaient les Bohémiens au sujet de leur liberté de conscience et de leurs droits politiques étaient peut-être sincères, mais elles ne semblent pas avoir été fondées. Avant de se rendre à la diète électorale de Francfort, Ferdinand avait annoncé à l'archevêque de Mayence qu'il aimerait mieux abdiquer



que de rien ajouter aux libertés religieuses accordées par l'empereur Mathias, mais qu'il voulait cependant n'en rien retrancher, et qu'étant disposé à l'indulgence, il accueillerait volontiers les conseils pacifiques du collége électoral. Il ne repoussait pas non plus la médiation de l'Angleterre, qui, à la demande de l'Espagne, avait envoyé en Allemagne Jacques Hay, vicomte de Doncaster[1] (février 1619). Malgré les avertissements défavorables de l'archevêque de Mayence, Ferdinand chargea le comte de Trauttmansdorff d'ouvrir des négociations avec l'agent anglais. Doncaster proposa de conclure d'abord un armistice avec les Bohémiens; mais l'archiduc Léopold, qui, résidant à Vienne pendant que son frère était à Francfort, voyait les choses de plus près, conseilla à Ferdinand de repousser l'armistice; il pensait que les Bohémiens ne cherchaient qu'à gagner du temps. En le leur accordant, on semblerait reconnaître la légitimité de leur révolte, et l'on encouragerait les autres pays à les imiter. Les électeurs, ajoutait-il, devaient au moins décider que les Bohémiens déposeraient les armes, payeraient l'armée royale levée contre eux, rétabliraient le pays dans son ancien état, et rompraient toutes leurs alliances. Aucune paix ne pouvait être durable sans ces conditions.

L'armistice ne fut pas accordé; mais Ferdinand accepta l'offre des électeurs d'ouvrir des négociations à Ratisbonne, à la condition toutefois que si les Bohémiens persistaient dans leur rébellion, les électeurs l'aideraient à rétablir son autorité souveraine. En attendant, Ferdinand s'efforça, mais vainement, de convaincre l'électeur palatin de ses intentions pacifiques. Il assura, dans plusieurs lettres, qu'il se serait certainement mis d'accord avec lui, si le Palatin était venu en personne à Francfort; mais Frédéric V ne songeait qu'à la couronne de Bohême.

La diète de Prague, réunie au mois de juillet 1619, déposa Ferdinand le 17 août, et fixa au 26 août suivant l'élection d'un nouveau roi.

Les protestants bohémiens se divisaient en deux partis: luthérien et calviniste. Les luthériens, qui étaient les plus nombreux et avaient pour chefs Thurn et Schlick, cherchaient à s'appuyer sur l'électeur de Saxe, le plus puissant des princes luthériens d'Allemagne; ils lui auraient offert volontiers la couronne. Mais

[1] Voir ci-dessus, p. 134.



les calvinistes étaient les plus remuants, et ils préféraient l'électeur palatin, qui se trouvait à la tête des calvinistes; leurs principaux chefs étaient Guillaume de Rupowa, Wenceslas de Budowec et Ulrich Kinsky.

Les Bohémiens avaient donc deux candidats au trône : l'électeur de Saxe et l'électeur palatin. Mais l'électeur de Saxe ne voulait pas rompre avec la maison de Habsbourg, à laquelle il devait la dignité électorale, et il avait d'ailleurs peu de confiance dans le succès des révoltés. Il savait qu'ils manquaient d'argent, et que leur armée, ne recevant qu'une solde bien inférieure à celle des Impériaux, était fort mécontente. On espéra un instant vaincre ses scrupules, en lui représentant que son élection au trône de Bohême assurerait pour toujours la stabilité du protestantisme dans l'Empire, et que les Bohémiens étaient dans leur droit en déposant Ferdinand. Mais il persista dans son refus, et on l'accusa d'avoir traîné l'affaire en longueur pour donner à la cour de Vienne le temps de se préparer.

Restait le Palatin. Il désirait ardemment la couronne. Peu de jours après la mort de Mathias, il avait renvoyé Achatius de Dohna à Prague, pour se rendre les directeurs favorables, et Dohna avait en effet réussi à en gagner le plus grand nombre [1]. Deux autres candidats se trouvaient au second plan : le duc de Savoie et le roi de Danemark.

Le jour fixé pour l'élection arrivé (26 août), le comte de Mansfeld recommanda aux suffrages des États le duc de Savoie. D'origine allemande, car il se rattachait à la maison de Saxe, il montrait pour la foi réformée des dispositions si favorables, qu'on pouvait espérer de la lui voir embrasser un jour publiquement; et, comme c'était un des princes les plus heureux à la guerre, il pourrait combattre avec succès les Espagnols en Italie. On objecta contre cette candidature que le duc ne parlait pas l'allemand; qu'ayant un fils cardinal, il favoriserait toujours le catholicisme; qu'on ne pouvait guère se fier à un prince qui avait constamment violé ses traités avec Genève, et que, comme il s'était toujours beaucoup préoccupé de l'avenir de sa maison, il était à craindre qu'il ne voulût rendre la couronne de Bohême héréditaire dans sa famille.

On combattit ensuite la candidature du roi de Danemark. Il

[1] Voir ci-dessus, p. 109.



avait, disait-on, des instincts despotiques, qui le pousseraient à violer les priviléges et les libertés du pays ; et ses sujets, d'ailleurs, ne lui permettraient pas de quitter son royaume.

Quant à l'électeur de Saxe, il était puissant, ses États vastes; il avait des soldats, de l'argent; mais il s'en servirait plutôt pour opprimer la Bohême que pour la secourir; il persécuterait les calvinistes[1], favoriserait les papistes et, loin de supprimer les couvents, ordonnerait de leur restituer les biens qui leur avaient été enlevés. Il n'avait, d'ailleurs, jamais rien fait pour la Bohême.

Rupowa, le principal chef des calvinistes, parla alors de l'électeur palatin. Il vanta son esprit, ses talents, ses vertus, sa connaissance de plusieurs langues, l'importance de ses États, la discipline de ses troupes, sa proche parenté avec le roi d'Angleterre, les secours que lui fourniraient l'Union, la Suisse, la Hollande; et, comme les luthériens pouvaient redouter son zèle pour le calvinisme, Rupowa chercha à les tranquilliser, en assurant que l'électeur n'avait jamais persécuté personne pour cause de religion, et que presque toute sa cour était favorable à la Confession d'Augsbourg.

Il fut également question du prince de Transylvanie, Bethlen Gabor; mais, à la fin de la discussion, il ne resta plus à voter que sur deux candidats : l'électeur palatin et l'électeur de Saxe. Le Palatin l'emporta. Jean-Georges n'eut que six voix dans l'ordre des seigneurs, et une seule dans celui des chevaliers; l'ordre des villes tout entier vota pour Frédéric V, et il fut élu; il avait alors vingt-deux ans[2].

L'élection de Frédéric fit une grande sensation dans tout l'Empire. En Bohême, elle réjouit les calvinistes, mais jeta la consternation parmi les catholiques et les luthériens, car, en dépit des assurances de Rupowa, personne n'ignorait que ce prince avait persécuté ses sujets pour leur faire adopter le calvinisme[3]. Schlick, l'un des principaux chefs du parti luthérien, se montra désolé de l'élection. Il affirmait à Dresde au grand prédicateur de la cour de Saxe, Hoe de Hoenneg, qu'il ne pourrait pas vivre en Bohême sous

[1] Ou réformés.

[2] *Mercure français*, t. VII, p. 109. Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 57, 63, 65, 72 et suiv.

[3] Après l'élection de Frédéric V, cent douze personnes de l'ordre des seigneurs quittèrent la Bohême (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 45).



un gouvernement calviniste, et qu'il allait vendre ses biens pour s'expatrier; mais la place de grand juge et l'espoir d'obtenir celle de grand chancelier le rallièrent à Frédéric. Il n'entraîna pas cependant son parti, et la terreur, chez les luthériens comme chez les catholiques, fut telle, que le directoire se crut obligé de faire lire dans toutes les églises une déclaration destinée à les rassurer. On n'y parvint pas[1]. Beaucoup de Bohémiens pensaient qu'on s'était trop pressé. La crainte de la guerre, les impôts qui croissaient tous les jours, firent quitter le pays à un certain nombre d'habitants. La Lusace reprocha à ses députés d'avoir outre-passé leurs instructions; en Silésie, catholiques et luthériens voulaient rester neutres dans une guerre qui n'intéressait, disaient-ils, que les jésuites et les calvinistes.

Cependant Frédéric n'avait pas encore accepté la couronne; il sembla même indécis, et voulut auparavant réfléchir et consulter. Il envoya en toute hâte le prince d'Anhalt à Prague, pour y empêcher le départ de l'ambassade qui devait lui offrir la couronne. Les États, suivant son désir, lui adressèrent seulement une lettre par laquelle ils lui annonçaient l'élection. Frédéric fit aussitôt savoir à sa femme ce qui s'était passé à Prague, et l'indécision dans laquelle il se trouvait. L'électrice Élisabeth ne partageait pas ses scrupules. Elle accourut auprès de son mari, et l'on raconte qu'elle lui aurait dit que celui qui avait épousé la fille d'un roi devait avoir le courage de se saisir d'un trône; que, pour elle, elle aimerait mieux manger de la choucroute avec un roi que du rôti avec un électeur.

La princesse Louise-Juliane d'Orange[2], mère du Palatin, versa au contraire des larmes et tomba malade, en apprenant l'élection de son fils[3]. Une lettre de sa belle-fille la calma. L'ambitieuse Élisabeth y disait qu'elle voyait le doigt de Dieu dans tout ce qui s'était passé à Prague. Si Frédéric acceptait la couronne, elle était prête à répondre à l'appel du ciel, à souffrir tout ce que

[1] En Bohême, les luthériens préféraient les catholiques aux calvinistes, et l'Empereur au Palatin. Cette préférence était partagée par les universités de Wittenberg et d'Iéna (O. Klopp, t. I, p. 46 et suiv.).

[2] Louise-Juliane était la sœur du prince Maurice d'Orange.

[3] *Mémoires sur la vie et la mort de Loyse-Juliane*, électrice palatine, née princesse d'Orange, p. 142.

Dieu voudrait, et à engager, s'il le fallait, ses bijoux et tout ce qu'elle possédait.

On ignore si les hésitations de Frédéric étaient sincères. Quoi qu'il en soit, il envoya tout de suite le comte de Dohna en Angleterre, pour demander des secours à son beau-père, le roi Jacques Ier, et pria les princes de l'Union de se rendre le 17 septembre 1619 à Rothenbourg-sur-la-Tauber, afin qu'il pût recueillir leurs avis [1].

L'élection de Frédéric avait excité en Angleterre comme un délire de joie. L'archevêque Abbot indiqua le texte de l'Apocalypse où cette importante révolution avait été annoncée, et toute la nation, excitée par les discours des ministres, invita le Roi à soutenir les intérêts de son gendre, qui étaient les intérêts de Dieu même [2]. Mais le roi Jacques Ier, que ses idées sur l'inviolabilité du pouvoir royal avaient toujours rendu contraire à la déposition de Ferdinand, témoigna à Dohna toute l'indignation que lui inspirait la conduite de Frédéric. Sa conscience se soulevait à la pensée qu'un souverain pût être chassé à cause de sa religion. Il écrivit au roi d'Espagne qu'il ne voulait se mêler en rien des affaires de la Bohême, et que son gendre, n'ayant pas voulu suivre ses conseils, ne devait pas compter sur lui. Il refusa même, en termes fort durs, de lui reconnaître le titre de roi et de l'admettre aux prières de l'Église. Les princes de l'Union lui demandaient de leur côté un secours de quatre mille hommes; il le refusa également. Mais le Roi finit par céder à l'opinion du peuple anglais [3].

Les princes de l'Union, sur l'invitation de Frédéric, vinrent à Rothenbourg le 17 septembre 1619. L'Empereur essaya de profiter de cette assemblée pour rétablir la paix. Il écrivit aux princes qu'il avait confirmé tous les privilèges de la Bohême, et qu'il ne pouvait plus dès lors être question d'une guerre religieuse. Les princes ne répondirent pas même à sa lettre. Quant à la question de l'acceptation de la couronne de Bohême par le Palatin, question qui était le principal objet de la réunion, les avis se partagèrent. Les margraves de Bade et d'Ansbach, le prince

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 77 et suiv., 81 et suiv.

[2] Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 599.

[3] Le roi envoya le 22 juillet 1620, sous Essex et Oxford, 4,000 hommes de troupes et un secours d'argent à son gendre, mais seulement pour protéger ses possessions patrimoniales (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 600).

d'Anhalt, Maurice d'Orange, le duc de Bouillon et tous les chefs du parti calviniste conseillèrent l'acceptation; mais les ducs de Würtemberg, le margrave de Culmbach, et le duc Maurice de Saxe lui-même, quoiqu'il fût un des plus ardents adversaires des Habsbourg, furent d'un avis contraire.

L'opinion des autres princes de l'Allemagne ne pouvait faire l'objet d'un doute. Avant le départ de Frédéric pour Rothenbourg, le collége des électeurs lui avait écrit pour l'engager à refuser la couronne. L'électeur de Saxe pensait, à ce sujet, comme les électeurs ecclésiastiques. Le Palatin ayant envoyé à Munich le comte Reinhard de Solms, pour consulter le duc de Bavière, Maximilien conseilla de ne pas accepter. Ce serait, disait-il, venir en aide aux Turcs; et les princes chrétiens, d'ailleurs, ne reconnaîtraient pas l'élection. Le Palatin répondit qu'il n'avait jamais convoité la couronne de Bohême, mais que ce qui s'était passé montrait la volonté de Dieu; et il finissait en demandant pour son armée l'autorisation de traverser le territoire bavarois pour se rendre à Prague.

Cependant Frédéric voulut consulter une dernière fois son conseil privé; il revint dans ce dessein à Heidelberg. Là, comme à Rothenbourg, les avis furent partagés; cependant ceux qui conseillaient de refuser se trouvèrent en majorité. L'électeur, dirent-ils, n'avait pas contesté à Ferdinand le titre de roi de Bohême; il avait adhéré à son élection à l'Empire, et il était douteux que les Bohémiens eussent eu le droit de le déposer. Le Palatin pourrait être déclaré coupable de forfaiture, et se voir dépouiller de ses possessions patrimoniales. Était-il raisonnable de s'exposer à perdre des États héréditaires, pour tenter d'acquérir un royaume électif? Tandis que la maison d'Autriche serait secourue par le Pape et par toutes les puissances catholiques, le Palatin ne trouverait point d'alliés. Il ne pouvait compter sur les princes de l'Union; la Saxe lui était hostile; la France se rangerait du côté des catholiques. Le majordome de la cour lui-même se prononça vivement pour le refus; mais le grand prédicateur Scultetus conseilla d'accepter. Il représenta que l'acceptation était dans l'intérêt de la maison palatine et de ses sujets; que l'électeur chargerait sa conscience s'il abandonnait les Bohémiens, qui s'étaient fiés à lui, et s'il répondait à leur générosité par son ingratitude. Il voyait dans le soulèvement de la Bohême

un signe du ciel auquel l'électeur devait obéir sans crainte.

Frédéric n'eut pas de peine à suivre ce conseil. Le 1er octobre 1619, il écrivit aux Bohémiens une lettre, dans laquelle il déclarait accepter la couronne, pour ne pas résister aux décrets de la Providence[1]. Ce n'était pas le désir de régner qui le poussait, mais celui de servir Dieu et de sauver la liberté du Saint-Empire romain; et il était décidé à sacrifier à ce but sa personne et sa vie. L'électrice avait ajouté de sa main que les États ne se repentiraient jamais de l'affection qu'ils témoignaient à son époux[2].

Dans la seconde semaine d'octobre, Frédéric quitta Heidelberg avec l'électrice et toute sa cour. Sa mère, en lui faisant ses adieux, lui dit avec désespoir « qu'il emportait le Palatinat en Bohême ».

Ferdinand fit une dernière tentative pacifique. De Munich, où il se trouvait alors, il envoya au Palatin le comte Jacques-Louis de Fürstenberg, bailli de Haguenau, avec une lettre dans laquelle il lui représentait que ni lui ni ses ancêtres n'avaient jamais offensé la maison palatine, et qu'il ne voulait pas croire que l'électeur accédât au désir des Bohémiens. Fürstenberg rejoignit le Palatin à Amberg (16 octobre 1619), mais n'en put obtenir qu'une réponse évasive. Une lettre envoyée un peu plus tard par l'électeur de Saxe ne l'arrêta pas davantage.

Frédéric rompait définitivement avec la maison de Habsbourg: il manquait à son serment, à son devoir de vassal. Il rompit aussi avec les catholiques de l'Empire : avant que ceux-ci eussent commis aucun acte d'hostilité à son égard, il saisit les revenus que les princes ecclésiastiques possédaient dans ses États, et obligea même des employés de l'électeur de Mayence à lui prêter serment de fidélité. Cet exemple du Palatin ne tarda pas à être suivi par d'autres princes protestants. Le duc de Brunswick-Wolfenbüttel s'empara d'un couvent dans l'Eichsfeld[3]; le duc de Würtemberg mit des soldats dans des couvents relevant de l'Empire; le mar-

[1] Il est possible que, conformément au dogme calviniste de la prédestination absolue, Frédéric ait cru que le vote de la Bohême venait de Dieu (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 42, 43). On a dit aussi que le Palatin avait été séduit par les prédictions de quelques astrologues (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 272).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 84 et suiv., 92 et suiv., 129.

[3] Territoire situé à l'est de Cassel et appartenant à l'électorat de Mayence.

grave de Bade-Durlach expulsa de ses États tous les catholiques qui ne voulurent pas abandonner leur religion [1].

L'ambassade bohémienne, envoyée au-devant de l'électeur, le rencontra le 24 octobre 1619, à Waldsassen, à un mille d'Eger. Elle lui remit une instruction détaillée, qui lui demandait la reconnaissance du droit d'élection royale des États, le libre exercice de la religion, la garantie des priviléges, le maintien des institutions du pays, l'inaliénabilité de toutes les parties intégrantes du royaume, l'emploi, même auprès de la nouvelle reine, de conseillers et de serviteurs nés dans le pays. Frédéric répondit qu'il confirmerait avant son couronnement tous les priviléges, et spécialement la lettre de majesté. Le comte Schlick venait d'embrasser le parti du Palatin; il prononça un discours en langue allemande qui dura une demi-heure, et dans lequel il parlait de l'unanimité de l'élection et de l'intervention miraculeuse de Dieu dans cette affaire. « Que Dieu la continue », répondit Frédéric. Guillaume de Rupowa complimenta ensuite l'électrice en français, et la remercia d'avoir décidé son époux à accepter la couronne. Elle répondit qu'elle avait agi pour l'honneur de Dieu et le bien de la religion, et par affection pour la Bohême. Enfin, avant le repas, le grand prédicateur de la cour palatine, Scultetus, fit un sermon sur le psaume vingtième : « Seigneur, le Roi triomphera dans votre force. »

Immédiatement après le départ de l'ambassade, l'électeur continua sa route. Le 31 octobre, il atteignit Prague. Il fut d'abord reçu à la maison royale de plaisance de l'Étoile par les États et par les ambassadeurs des pays incorporés. Les femmes s'étaient réunies en grand nombre dans la chambre verte pour recevoir l'électrice. Schlick fit un nouveau discours, et Camérarius remarqua, avec satisfaction, que jamais Mathias ni Ferdinand n'avaient été si bien accueillis. Les bourgeois de Prague avaient dépensé à eux seuls pour cette solennité cinquante mille florins. Le défilé dura trois heures : quinze cents soldats escortaient Frédéric; le cortége était ouvert par les paysans devant qui l'on portait les

[1] Le margrave Joachim-Ernest d'Ansbach écrivit une lettre menaçante à l'évêque de Würzbourg et Bamberg, pour lui annoncer que les troupes de l'Union envahiraient ses États, s'il laissait passer l'armée qui marchait des Pays-Bas espagnols sur la Bohême.



armes de Ziska[1], avec une bannière à son nom et un étendard orné de la coupe.

Immédiatement après l'élection, on s'était hâté à Prague de restaurer le trône et de préparer la cathédrale. Le couronnement y eut lieu le 4 novembre 1619. Tout ce qui aurait pu rappeler le culte catholique avait été retranché des prières. L'onction et la consécration furent supprimées comme contraires à l'Écriture sainte, et deux des principaux membres des États remplacèrent les évêques. Le personnage chargé de faire le couronnement fut l'administrateur utraquiste Georges-Dicastus Mirzcotin, que son zèle contre la musique des orgues dans les églises, et sa traduction en langue bohême des sermons du prédicateur palatin Scultetus, avaient fait choisir pour ce rôle. Son brillant costume offrait assez de ressemblance avec celui des évêques. Frédéric prêta le serment en langue tchèque; puis on entendit deux sermons pleins de louanges pour le nouveau roi et d'injures pour Ferdinand. Le couronnement se termina, comme tous les autres, par une création de chevaliers, des distributions d'argent et de vin au peuple, et un somptueux festin. Trois jours plus tard, l'électrice fut couronnée de la même manière. Ces cérémonies pompeuses déplurent aux rigides calvinistes de l'entourage du Roi. Les ambassadeurs du prince de Transylvanie y assistèrent.

Il restait au Palatin à recevoir l'hommage des pays incorporés à la Bohême, c'est-à-dire de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace. Il reçut en personne et sans difficulté celui de la Moravie à Brünn[2] (4 février 1620), et celui de la Silésie à Breslau (27 février). L'évêque de Breslau, l'archiduc Charles, frère de Ferdinand, avait été obligé de prendre la fuite[3]. La diète provinciale de Silésie le priva, ainsi que le prince de Liechtenstein, de tous ses revenus. Mais la nouvelle de l'approche de l'armée impériale obligea l'électeur à rentrer immédiatement à Prague; il ne put se rendre en Lusace, et les habitants de ce margraviat refusèrent de

[1] Le successeur de Jean Hüss.

[2] Zierotin refusa de prêter serment de fidélité au Palatin (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 77).

[3] Louis-Philippe, frère du Palatin, s'empara de l'évêché de Breslau et en prit le titre. Il convoitait celui d'Olmütz, et se fit attribuer les revenus de l'archevêché de Prague (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 369).

prêter l'hommage à des commissaires, parce que cela était contraire à leurs coutumes.

Après son couronnement, Frédéric crut devoir publier un manifeste (7 novembre) pour justifier la conduite des Bohémiens et la sienne. Il y déclarait encore une fois qu'il n'avait rien fait pour obtenir la couronne, et que s'il avait pensé qu'un refus eût assuré la paix de l'Empire, tous les biens et tous les honneurs du monde n'auraient pu la lui faire accepter. Mais il avait dû obéir aux ordres de la Providence; il avait craint que la Bohême, ce membre important, ce bastion de l'Empire contre les nations étrangères, ne fût enlevée à l'Allemagne en passant en d'autres mains que les siennes. Il devait aussi défendre ses coreligionnaires; mais il prenait Dieu et le monde à témoin qu'il n'opprimerait pas les catholiques, s'ils observaient la constitution du pays et la lettre de majesté. Il voulait enfin rétablir la paix dans l'Empire et la Bohême, vivre en bonne intelligence avec tous les princes et tous les États de l'Allemagne et de la chrétienté; il comptait sur leur assistance, si jamais son royaume était attaqué [1].

Les faits ne devaient pas plus répondre aux promesses qu'aux espérances du Palatin. Les électeurs avaient invité les États de Bohême à se faire représenter à la diète, qui devait se réunir à Ratisbonne pour travailler au rétablissement de la paix; mais les États déclarèrent qu'étant pourvus d'un roi, ils n'avaient pas à y paraître. L'électeur de Saxe, blessé de ce procédé, ne fit aucune réponse à la notification du couronnement de Frédéric, et assura de nouveau l'Empereur de sa fidélité. A partir de ce jour, ses rapports avec la Bohême devinrent de plus en plus tendus [2].

Au moment où Frédéric arrivait à Prague, la situation de la Bohême n'avait rien de rassurant. Comme dans toutes les révolutions, on y parlait de patrie et d'intérêt général, et chacun ne songeait au fond qu'à accroître sa fortune. Les officiers se jalousaient : tous voulaient devenir colonels et généraux; Mansfeld, Thurn, Hohenlohe avaient la prétention d'être nommés feld-maréchaux. Pendant ce temps, l'armement, les vêtements et les

[1] *Déclaration du roi Frédéric Ier*, etc. (Paris, Berjon, 1619).
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 97 et suiv., 100 et suiv.

vivres des troupes restaient dans le plus misérable état ; la solde promise n'était pas payée, et il en résultait des séditions. Lorsqu'il s'agissait de délibérer sur les opérations de la guerre, tous voulaient parler, personne écouter ; on récriminait sans cesse, et nul ne savait trouver ce qu'il y avait à faire. On ne gardait aucun secret ; les chefs n'osaient donner des ordres, de peur de se compromettre ; s'ils en donnaient, on ne les exécutait pas. Les hauts fonctionnaires civils étaient avides et incapables ; la chancellerie et la justice devenaient un chaos impossible à débrouiller ; le désordre régnait partout. Pendant que des bourgeois de Prague payaient cent cinquante thalers par tête pour soutenir la lutte, les seigneurs refusaient de faire aucun sacrifice ; ils n'avaient rien, disaient-ils, et attendaient les subsides du roi d'Angleterre [1].

Les directeurs donnèrent moins que personne l'exemple du désintéressement. Ils s'étaient empressés de mettre en vente les riches collections de Rodolphe ; beaucoup de tableaux, achetés à grands frais par l'Empereur, et plusieurs instruments d'astronomie disparurent ; les directeurs s'étaient même partagé les chevaux de Mathias, mais Frédéric les leur reprit. Les chanoines de la cathédrale de Saint-Vit, dans le château, reçurent l'ordre de se retirer, et durent vivre d'une misérable pension. On fouilla les tombeaux pour y découvrir des objets précieux et des armes. En Moravie, les biens du cardinal Dietrichstein, du prince de Liechtenstein et du seigneur Charles de Zierotin furent dévastés [2].

La diète provinciale, réunie à Prague le 16 juillet 1619, avait établi une taxe personnelle qui devait frapper jusqu'aux domestiques, et décidé que ceux qui s'opposeraient à la déposition de Ferdinand seraient mis à mort, avec confiscation de leurs biens. Une autre diète, réunie neuf jours après l'élection, prit diverses mesures contre l'Église catholique et contre Ferdinand. Le droit de nommer les curés dans les domaines royaux dont les habitants n'étaient pas catholiques fut enlevé à l'archevêque de Prague, et attribué au consistoire protestant. On ne devait plus accorder dorénavant de bénéfices ecclésiastiques à des étrangers. Les États étaient autorisés à lever chaque année un impôt général pour l'entretien de l'académie protestante. Les

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 87 et suiv.
[2] *Id.*, *Ibid.*, p. 90 et suiv.

charges de capitaines et de juges royaux furent supprimées. La solde de l'armée devait être payée tant avec les biens des fugitifs, des traîtres et des couvents, spécialement des jésuites, qu'avec les biens personnels du Roi détrôné [1].

On prit des mesures analogues dans les pays annexés, surtout en Silésie. On y confisqua pour les besoins de la guerre les biens ecclésiastiques, ainsi que ceux de plusieurs seigneurs. Dans les endroits où les protestants manquaient d'argent pour se construire des temples, les églises catholiques étaient transformées en églises mixtes. Il fut décidé que partout où les protestants formeraient la majorité, le conseil de ville [2] devrait être de leur religion. La plupart de ces mesures étaient contraires au droit de l'époque [3].

Le mouvement hostile au catholicisme s'accentua surtout après l'élection de Frédéric. La diète provinciale qui s'ouvrit le 19 novembre 1619, et dans laquelle l'élément calviniste fut prédominant, remplaça dans le calendrier les noms des saints par des numéros. On vit alors s'accomplir à Prague, sous l'influence des calvinistes, des actes de vandalisme pareils à ceux qui avaient eu lieu dans le Palatinat sous le règne du père de Frédéric V. Des églises furent transformées en écuries, leurs vitraux de couleur détruits, leurs tombeaux profanés; l'église du château, qui servait de cathédrale, fut ravagée. On détruisit tout ce qui indiquait un culte extérieur : les instruments de la passion, figurés sur la chaire, furent brisés, la grande croix qui se trouvait au-dessus du chœur et celles qui surmontaient les tombeaux furent abattues, les autels rasés, les statues de bois brûlées, les châsses des saints ouvertes, les reliques foulées aux pieds. Les tombeaux des empereurs faillirent éprouver le même sort. « A quoi bon ces folies? » disaient les calvinistes. Un seigneur de Berka réussit cependant à les faire respecter. Un autel, que Ferdinand I[er] avait fait peindre par Lucas Cranach dans la chapelle de Saint-Sigismond, fut mis en pièces; les fresques qui ornaient les murailles disparurent sous un badigeon. La veille du jour de Noël (3 janvier du calendrier grégorien), il ne resta plus dans l'église que des

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 67, 80.
[2] Ou *magistrat*.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 81.

murailles nues. On traita de la même manière l'église de Tous-les-Saints, destinée au culte anglican de l'électrice, et l'église des jésuites, dont les grands chandeliers durent servir dorénavant pour les fêtes de la cour.

Les catholiques souffraient sans rien dire; mais les luthériens manifestaient ouvertement leur haine pour le nouveau roi. « Que Ferdinand revienne, disaient-ils; pourvu qu'il nous laisse notre religion, nous l'accueillerons avec joie. » Il y eut même à Prague des actes d'opposition. Le conseil de l'Altstadt, ayant été prié d'abattre le grand crucifix qui se trouvait sur le pont de la Moldau, répondit qu'il n'en avait pas le droit, parce que c'était la bourgeoisie qui l'y avait fait placer; il installa même sur le pont un poste de soldats, avec ordre de jeter à la rivière quiconque y toucherait. On s'adressa alors au conseil de la Neustadt, mais il refusa de s'occuper d'une affaire qui regardait l'Altstadt [1].

Des violences eurent lieu en Moravie, à Brünn, et surtout à Olmütz. Le conseil de cette ville fit fermer les portes, convoqua les bourgeois au rathhaus et leur demanda s'ils voulaient rester fidèles à Ferdinand; leur réponse fut affirmative; mais il y avait parmi les habitants une minorité dont la hardiesse compensait le petit nombre : ils soulevèrent les faubourgs, forcèrent le bourgmestre à leur livrer les clefs de la ville et celles du rathhaus, le remplacèrent par un ancien contrebandier, et expulsèrent les jésuites de leur collége. Sur ces entrefaites, un colonel protestant, Buchheim, entra dans la ville avec des troupes. Il fit prisonniers les chanoines de la cathédrale, les dépouilla de tout ce qu'ils possédaient, rasa le couvent des capucins (27 septembre 1619), expulsa les bernardins et d'autres ordres, puis (25 octobre), après avoir ainsi semé la terreur dans la ville, ordonna aux curés catholiques de proclamer en chaire le nouveau roi de Bohême et de prier pour lui. Ils répondirent que cela était contraire à leur conscience, et que l'autorité religieuse pouvait seule leur donner des ordres sur ce qu'ils devaient faire dans les églises. On leur laissa trois jours pour réfléchir, et, comme ils persistèrent dans leur refus, les prêtres de quatre églises furent emprisonnés. Les calvinistes commirent encore de plus graves excès. Le chanoine Sarkander, curé doyen d'Holleschau, pour avoir refusé de révéler

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 107 et suiv.

ce que l'ancien gouverneur Lobkowitz lui avait dit en confession, fut torturé par ordre du conseil d'Olmütz et en mourut (17 mars 1620).

On obtint des bourgeois catholiques qu'ils prêtassent le serment de fidélité à Frédéric, en leur promettant que leur religion serait protégée; mais, le serment prêté, Buchheim ne remplit pas sa promesse. Les châsses des églises furent brisées, et les métaux précieux qu'elles renfermaient, fondus pour en faire de la monnaie. Au commencement de l'année 1620, il s'opposa à la célébration d'un jubilé qui était annoncé depuis longtemps, défendit aux prêtres de confesser, aux fidèles de visiter les églises, et força les paysans d'un village qui appartenait au chapitre de la cathédrale à assister aux sermons d'un prédicant calviniste; les agents de Mathias n'avaient jamais rien fait de plus. Enfin, pour enlever aux catholiques tout moyen de résistance, Buchheim contraignit tous les habitants à livrer leurs armes; il les rendit ensuite aux seuls luthériens, et comme les catholiques demeurèrent astreints néanmoins au service de la milice, on les obligea de monter la garde avec des bâtons[1].

Cependant le mécontentement contre Frédéric ne cessait de croître, surtout à Prague et dans les campagnes. Les révoltés, pour entraîner les bourgeois et les paysans, leur avaient promis d'accroître leurs libertés et d'améliorer leur sort. Les espérances furent de courte durée, et les paysans menacèrent bientôt d'embrasser le parti de l'Empereur si le servage n'était pas aboli, et s'ils n'étaient pas dédommagés des pertes que l'armée leur avait fait éprouver. Les adversaires de Frédéric ne lui tenaient aucun compte des bonnes mesures qu'il prenait, de la construction d'un hospice pour les pauvres, des encouragements accordés au travail. On lui reprochait de montrer trop de préférences pour les calvinistes, de les laisser tout envahir, et de consulter constamment leur chef Rupowa sur ce qu'il devait faire ou répondre. On trouvait qu'il abaissait la dignité royale, en recevant chapeau bas ceux qui venaient lui rendre visite, et en les accompagnant hors de son cabinet. Il oubliait trop souvent d'ailleurs la lourde tâche que lui imposait sa téméraire entreprise, pour ne songer qu'à ses plaisirs. Il n'inspirait de respect à personne; on se mo-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 112 et suiv.



quait de lui lorsqu'on le voyait se promener en traîneau jusqu'au milieu de la nuit; on trouvait mauvais qu'il eût donné un bal la veille même de Noël. Les femmes se scandalisaient de la toilette extravagante et de la frivolité de la reine et de ses dames d'honneur, de leur passion pour les chiens, pour les singes. La naissance d'un fils, le jeune prince Robert, dont Bethlen devait être parrain, fut l'occasion de nouvelles fêtes[1]. Pendant que les dépenses de la cour ne connaissaient pas de bornes, l'argent manquait pour les services publics, et l'armée périssait de misère. A la même époque, deux ambassadeurs anglais, étant venus visiter Frédéric à Prague, lui refusèrent le titre de roi, et l'engagèrent au nom de leur maître à abdiquer. Une semblable conduite de la part de son beau-père aurait dû le faire réfléchir; mais il s'était trop engagé pour pouvoir revenir en arrière. La fortune, qui lui avait souri jusqu'alors, l'abandonnait, et, après avoir conquis une couronne, il allait la perdre et perdre avec elle ses États héréditaires[2].

Les protestants venaient d'enlever la Bohême à Ferdinand; ils ne s'en tinrent pas là. Comme leur but était le renversement complet de la maison de Habsbourg, ils voulurent lui enlever encore la Hongrie. Ils avaient élu le palatin Frédéric roi de Bohême : ils offrirent la couronne de Hongrie à Bethlen Gabor, prince de Transylvanie.

D'abord simple gentilhomme, Bethlen Gabor s'était révolté, en 1612, contre son souverain, Gabriel Bathori[3]. Soutenu par la Porte, dont il s'était reconnu le vassal et qui lui avait accordé pour cela le titre de prince de Transylvanie[4], Bethlen s'empara sans difficulté de la plus grande partie de ce pays, fut reconnu souverain des trois nations (1613), et, pour mieux s'assurer du

[1] Frédéric avait déjà des fils (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. V (III), p. 85).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 126 et suiv.

[3] La famille de Bathori régnait en Transylvanie depuis 1571; mais ses sujets le détestaient à cause de ses vices et de sa cruauté.

[4] Par la paix de Zsitwa-Torok (11 novembre 1606), qui avait assuré la Transylvanie à Bocskay, il avait été décidé qu'après sa mort, s'il ne laissait pas d'enfants, la Transylvanie retournerait au roi de Hongrie; mais les Turcs laissèrent de côté cette clause. Bocskay mourut en 1608 et fut remplacé par Gabriel Bathori (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 146, fin).

pouvoir, fit mettre à mort son prédécesseur, Gabriel Bathori, que les États avaient déposé. Il régnait paisiblement en Transylvanie depuis trois ans, lorsqu'un seigneur, Georges Drugath de Homonay, se révolta à son tour contre lui (1616). Mais Bethlen le vainquit avec l'aide des Turcs [1].

Placé sur les confins de la barbarie et de la civilisation, Bethlen tenait des deux. Soldat brave et expérimenté, il prit part à quarante-deux combats, et exigea de ses troupes une certaine discipline. Zélé calviniste, il assistait assidûment aux prêches; il composa un chant d'église et lut, dit-on, la Bible vingt-six fois en entier : on s'est demandé cependant quelles étaient au fond ses croyances. Il fut le protecteur des savants et des artistes, montra des goûts princiers en faisant élever des monuments et en acquérant des objets précieux. Il avait une instruction assez étendue, maniait la langue latine avec élégance et facilité; il fonda en Transylvanie une haute école dans laquelle Martin Opitz professa quelque temps. Doué d'une activité infatigable, d'une grande souplesse d'esprit, à la fois soldat et diplomate, il était rusé, perfide, et trompait sans scrupule ses amis comme ses ennemis [2]. Vassal de la Porte pour la Transylvanie, et vassal de l'Autriche pour plusieurs comitats hongrois, son but était de fonder une dynastie indépendante. Il continua la politique des Bathori, qui consistait à s'appuyer tantôt sur la Porte et tantôt sur l'Autriche. Pendant qu'il obtenait de Mathias, par les traités de Tyrnau (1615-1617), plusieurs comitats de Hongrie et les duchés d'Oppeln et de Ratibor en Silésie, avec le titre de prince de l'Empire, il associait les principaux seigneurs musulmans à sa fortune, en leur empruntant des sommes considérables (1616), dont il ne devait jamais rembourser le capital, mais seulement payer de forts intérêts ou rentes, de telle sorte que ses créanciers eussent avantage à le soutenir le cas échéant, afin de conserver leurs revenus [3]. Lorsque la Bohême se souleva, il offrit ses secours tantôt à l'Em-

[1] Il livra aux Turcs l'importante place de Waitzen, située sur le Danube entre Bude et Gran.

[2] On a appelé Bethlen le *Mithridate* de la Transylvanie (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 27). On l'a traité de protée (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 114).

[3] C'était un véritable emprunt en rentes, analogue aux emprunts modernes.

pereur, tantôt aux rebelles. Il soutint cependant les protestants contre les catholiques, expulsa de leurs couvents les religieux, principalement les jésuites, et s'empara de leurs biens; puis il se décida à disputer à l'Autriche la couronne de Hongrie, et obtint pour cela l'appui du Sultan, en offrant de lui faire payer tribut par de nouveaux territoires.

A la fin d'août 1619, Bethlen, renforcé par les Turcs et par les protestants, se trouvait à la tête de soixante mille hommes. Il partit de Clausenbourg, envahit la haute Hongrie, occupa Kaschau (5 septembre), et y convoqua une diète (21 septembre). Les députés des villes et des magnats de la haute Hongrie s'y rendirent en grand nombre, et les protestants, qui se trouvaient en majorité, y prirent des mesures pour dépouiller les couvents.

On n'avait pas été informé à Vienne des projets de Bethlen. Dès qu'on reçut la nouvelle de son départ, le palatin de Hongrie, Sigismond Forgacz, essaya de l'arrêter en lui offrant de négocier. Mais Bethlen ne répondit pas; continuant sa marche, il entra à Tyrnau, petite ville à peu de distance de Presbourg, et, après avoir envoyé de là, en échange d'un subside de quarante mille florins, un renfort de huit mille cavaliers à Thurn, qui marchait une seconde fois sur Vienne, il arriva devant Presbourg[1].

La garnison de cette ville, bien que peu considérable, se défendit vaillamment; mais les bourgeois, mal disposés pour Ferdinand et excités contre lui par Emerich Thurzo, l'un des plus ardents adversaires de la maison d'Autriche, ouvrirent leurs portes à Bethlen (14 octobre 1619). Le palatin Forgacz se vit obligé de livrer le château, et Bethlen y prit les joyaux de la couronne. Le 31 octobre, une assemblée de vingt-trois magnats, réunie à Presbourg, envoya féliciter Frédéric V à Prague, sur son élection au trône de Bohême; et, bientôt après, Bethlen lui fit proposer une alliance offensive contre la maison de Habsbourg. Outre un subside annuel de trois cent mille florins, il réclamait pour lui-même, comme ayant fait jadis partie de la Hongrie, non-seulement tout l'archiduché d'Autriche, mais encore la Styrie, la Carinthie et la Carniole[2].

[1] Presbourg était alors la capitale de la Hongrie; c'était dans cette ville que Ferdinand avait été élu roi.

[2] Beaucoup de seigneurs hongrois abandonnèrent l'Empereur. (Hurter,

La première expédition de Thurn contre l'Autriche avait eu lieu avant l'élection de Frédéric au trône de Bohême; la seconde eut lieu après. Les Bohémiens et Bethlen devaient opérer leur jonction sous les murs de Vienne. Après avoir battu Dampierre près de Znaïm (27 août 1619), Thurn se trouva à la fin d'octobre devant Vienne, à la tête de vingt mille Bohémiens, huit mille Moraves et quinze mille Hongrois au service de la Bohême [1], ce qui, avec les soixante-dix-neuf mille hommes sous les ordres de Bethlen, portait à environ cent vingt-deux mille hommes l'ensemble des troupes ennemies qui menaçaient la capitale.

L'archiduc Léopold gouvernait alors l'Autriche en l'absence de son frère Ferdinand, retenu à Francfort par son élection à l'Empire. Les troupes dont il disposait étaient bien inférieures en nombre à celles de Thurn et de Bethlen; elles se composaient surtout des débris des armées de Bucquoy et de Dampierre, qu'il avait rappelées en toute hâte de Bohême et de Moravie, environ six mille hommes; il fit néanmoins approvisionner la ville et préparer la défense.

Le 24 octobre 1619, Bucquoy voulut empêcher l'ennemi de franchir le Danube près de Fischament [2]. Un combat eut lieu sur la rive gauche. Deux régiments de l'Empereur, surpris à cause du brouillard, y furent presque anéantis. Les Wallons, qui occupaient un retranchement en avant du pont, réussirent cependant à arrêter la cavalerie ennemie; mais la position n'était plus tenable, et Léopold ordonna de l'abandonner pendant la nuit et de détruire le pont; Wallenstein couvrit la retraite avec son régiment. L'ennemi passa le fleuve quelques jours plus tard.

Vienne était encore plus menacé qu'il ne l'avait été cinq mois auparavant (juin). Les assiégeants étaient plus nombreux et la ville aussi mal approvisionnée; il eût suffi, pour s'en rendre maître, ou d'une attaque de vive force, ou d'un blocus. Mais Thurn, ainsi que la première fois, laissa passer l'occasion d'agir; et, comme on

Geschichte Kaiser Ferdinands II, t. I, p. 180; *ibid.*, p. 146 et suiv.; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 113 et suiv.; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 59 et suiv.)

[1] Suivant certains auteurs, Thurn avait 60,000 hommes sous ses ordres (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 114).

[2] *Mercure français*, t. VI, p. 132.



lui reprochait plus tard de ne pas avoir attaqué Vienne, il répondit qu'il aurait été impossible de le faire, sans incendier les faubourgs et sans ruiner ainsi plusieurs milliers de protestants. Il aurait été encore plus difficile, ajoutait-il, de le forcer à se rendre au moyen d'un blocus, parce que les assiégeants manquaient de vivres. Les épidémies commençaient à se répandre; les soldats bohémiens, instruits des folles dépenses que faisait la cour de Prague, tandis qu'ils ne recevaient pas leur solde, murmuraient et menaçaient de se soulever; enfin l'hiver approchait : le Danube pouvait grossir et couper la retraite; des dissentiments éclatèrent entre Thurn et Bethlen, entre les Bohémiens et les Hongrois. Thurn se retira le premier, et Bucquoy en profita aussitôt pour s'emparer de diverses positions qui couvraient la ville, telles que Ebersdorf, Trauttmansdorff, et Bruck sur la Leitha.

Cependant la terreur continuait à régner dans Vienne : Bethlen restait, et les troupes de Bucquoy, ne recevant pas de solde, avaient perdu toute discipline. Les bourgeois étaient volés, tués en plein jour; la disette était affreuse; les rebelles de la Haute-Autriche avaient barré le Danube et ne laissaient rien arriver par cette voie; les maladies survinrent. Le mécontentement croissait : on se demandait si la défense de Vienne devait être confiée à un Espagnol comme Bucquoy, et à un Français comme Dampierre; l'apparition d'une comète vint augmenter le trouble des esprits. Mais le 24 novembre 1619, au soir, Ferdinand entra dans Vienne; il revenait de Francfort en passant par Munich, où il avait signé avec Maximilien un traité qui allait changer complétement la situation de l'Autriche en lui assurant le secours de la Bavière.

En même temps, Bethlen faisait une dernière tentative sur Vienne. Il s'avança, sans rencontrer de résistance, jusqu'à Saint-Marc, vers les jardins de l'Empereur, et y offrit pendant trois jours la bataille à Bucquoy et à Dampierre. Mais les généraux de l'Empereur avaient trop peu de troupes pour l'accepter; ils ne sortirent pas de leurs retranchements, et au bout de cinq jours, le 29 novembre 1619, à la surprise générale, Bethlen se retira. La principale cause de sa retraite fut la nouvelle que Georges Drugath de Homonay venait d'envahir la haute Hongrie à la tête de huit mille Polonais, et d'incendier les faubourgs de Kaschau. Homonay fut bientôt obligé de se replier sur la Pologne;

mais il n'en avait pas moins contribué à délivrer Vienne par sa diversion [1].

Cependant la diète de Hongrie s'était réunie à Presbourg (18 novembre 1619). Les évêques et quelques seigneurs s'abstinrent d'y paraître; mais la majorité de la noblesse était hostile à l'Empereur : Ferdinand fut déposé comme roi de Hongrie. Le 8 janvier suivant (1620), la diète nomma Bethlen prince et chef de la Hongrie, et lui confia tous les droits royaux, sous la seule obligation de consulter le Palatin [2].

Bethlen, plus prudent que Frédéric, n'osait pas encore se faire élire roi, et il se gardait bien de repousser les avances pacifiques de l'Empereur. Le 15 janvier 1620, il conclut une alliance avec les Bohémiens et les révoltés autrichiens; et le lendemain il ouvrit à Presbourg, avec l'archevêque de Colocza, chancelier de Hongrie, représentant Ferdinand, des négociations qui aboutirent à un armistice, conclu le 17 janvier 1620 pour jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre 1620) [3].

L'armistice suspendit les hostilités pour quelque temps; mais Bethlen, d'accord avec la diète de Presbourg, prit des mesures qui n'annonçaient pas l'intention de faire la paix : il leva des impôts, fit des préparatifs de guerre, s'empara de beaucoup de biens ecclésiastiques, et bannit le cardinal Pazmani, archevêque de Gran et primat de Hongrie, avec quelques autres fidèles partisans de Ferdinand.

Une autre diète, réunie à Neusohl [4] (31 mai 1620), ne fut pas

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 158 et suiv.; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 20. D'après Opel, on ignore pourquoi Bethlen se retira (t. I, p. 114). Bethlen accusa la Porte d'avoir causé son insuccès en ne le secourant pas (Hurter, *ibid.*, t. I, p. 171, 172).

[2] Le palatin de Hongrie était une sorte de vice-roi du pays. La diète de Hongrie le nommait sur une liste de quatre noms dressée par le roi (Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 206).

[3] Ferdinand renouvelait à Bethlen les concessions que lui avait faites Mathias dans les traités de Tyrnau, c'est-à-dire qu'il lui donnait les duchés d'Oppeln et de Ratibor en Silésie, les biens et les libertés de l'Eglise étant réservés, avec le titre de prince de l'Empire et divers accroissements de territoire en Hongrie. Bethlen devait, de son côté, travailler à la réconciliation des Bohémiens avec l'Empereur; il demandait que l'armistice s'étendît aux Bohémiens et aux Autrichiens (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 377).

[4] Au nord de Pesth-Bude.

plus favorable à l'Empereur que celle de Presbourg. Les représentants[1] de Ferdinand eurent beau rappeler aux députés leurs serments, et promettre de sa part le maintien et l'extension des priviléges et des libertés des Hongrois, leurs efforts furent inutiles. Bethlen, devenu le chef du parti protestant en Hongrie, poussait tout le monde à la guerre, promettait son appui aux rebelles de Bohême et d'Autriche, et faisait avec eux des démarches pour obtenir l'appui du Sultan. La diète, sous son inspiration, ne tarda pas à prendre des mesures hostiles à l'Empereur et au clergé catholique. Malgré l'opposition du Palatin et celle de quelques seigneurs demeurés fidèles, les magnats et les députés des comitats et des villes signèrent un traité d'union entre eux, abolirent l'autorité politique du clergé comme premier ordre ou première chambre des diètes, et condamnèrent au bannissement et à la confiscation des biens tous ceux qui n'accéderaient pas à l'union[2].

Un nouvel ambassadeur de Ferdinand, le comte Rambold de Collalto, arriva à Neusohl dans les derniers jours de juillet. Le 1er août il se présenta devant la diète, et y remporta d'abord un succès par sa hardiesse. Deux siéges avaient été préparés sous un dais : l'un pour Bethlen, l'autre pour le représentant de l'Empereur. Collalto s'élança sur le siége de droite, afin d'occuper ainsi la première place, et tira aussitôt l'épée pour défendre au besoin l'autorité de l'Empereur. Les Hongrois surpris l'admirèrent, l'applaudirent, et Bethlen, dissimulant sa colère, l'écouta tête découverte. Collalto, dans son discours, demanda aux Hongrois de rompre toute alliance avec les rebelles, de restituer au clergé catholique ses biens et ses siéges dans les diètes, et de se conduire dorénavant envers leur roi autrement qu'ils n'avaient fait jusqu'alors. Mais il ne put rien obtenir. Le 25 août, vers les sept heures du matin, les membres de la diète se rendirent auprès du palatin de Hongrie, et, après avoir rappelé tous leurs griefs contre la maison d'Autriche, lui déclarèrent qu'ils rejetaient l'autorité de Ferdinand et prenaient Bethlen pour souverain. Ils se rendirent ensuite à la demeure de Bethlen, où se trouvaient réunis

[1] Arrivés le 10 juin 1620.

[2] Toutes ces décisions étaient illégales, étant prises sans le clergé et sans l'Empereur-Roi.

les ambassadeurs des pays alliés, et lui annoncèrent qu'il avait été élu roi. On chanta un *Te Deum* dans l'église de Neusohl, et une triple salve d'artillerie termina la solennité. Bethlen prit dorénavant le titre de roi élu de Hongrie, Dalmatie, Croatie, Slavonie, etc., prince de Transylvanie et comte des Szeklers[1].

Le même jour, Bethlen confirma la capitulation d'élection dressée par la diète. L'égalité était établie entre les trois confessions, catholique, luthérienne et calviniste. Les emplois ne seraient occupés que par des habitants du pays; la noblesse ou *baronnat* ne pourrait être également conférée qu'à des habitants du pays et avec l'assentiment du Palatin; les fiefs vacants ne seraient ni vendus ni donnés à des étrangers; rien ne pourrait être aliéné des biens de la couronne; la justice devait être rendue conformément aux coutumes du pays. Dans les diètes, les griefs seraient examinés avant toute autre question.

La femme de Bethlen fit, pour l'empêcher d'accepter la couronne de Hongrie, autant d'efforts que l'ambitieuse électrice palatine en avait fait pour décider Frédéric V à accepter celle de Bohême. Elle était loin de partager la confiance générale, et avait plus d'une fois engagé son époux à ne pas entrer en lutte avec l'Empereur.

Un des premiers actes de Bethlen fut de conclure avec la Porte un traité dans lequel étaient compris ses alliés. Le Sultan le reconnut comme roi de Hongrie, et s'engagea à ne pas négocier avec l'Empereur[2].

En quittant Vienne (11 juillet 1619) pour se rendre à Francfort, où il devait être élu empereur, Ferdinand avait chargé son frère Léopold de le représenter pendant son absence, et de recevoir à sa place le serment de fidélité de l'Autriche.

A l'égard de cette province, antique patrimoine de la maison de Habsbourg, il ne pouvait être question d'élection, et le droit héréditaire de Ferdinand ne soulevait aucun doute. C'est pour cela qu'il ne s'était pas hâté d'en exiger le serment de fidélité; il avait tenu à s'assurer d'abord de la Bohême et de la Hongrie. La prestation de serment avait été fixée au 8 juillet 1619 pour les États de la basse Autriche dont Vienne était la capitale. Ils ne se présentèrent

[1] Soldats chargés de la garde des frontières.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 159, 359, 385, 392.

pas, et Léopold les convoqua de nouveau pour le 29 août; mais ils ne parurent pas davantage, et les protestants firent remettre à l'archiduc une liste de griefs. Ils réclamaient le libre exercice de leur religion, la permission pour les bourgeois d'assister aux prêches protestants, la suppres ion du serment de catholicisme que Mathias avait imposé aux professeurs de l'université de Vienne, et dont l'effet était d'exclure de cette université tous les protestants. Sur une nouvelle invitation de se présenter le 2, puis le 10 septembre, les membres catholiques de la diète provinciale parurent seuls et prêtèrent serment. Les membres protestants se retirèrent à Horn, petite ville située au nord de la basse Autriche, en disant qu'ils chercheraient à obtenir de Ferdinand, ou de l'archiduc Albert, ce que Léopold leur refusait. En réalité, ils se préparèrent à la résistance, et nommèrent pour colonel de leurs quinze cents soldats le seigneur Adam de Traun.

L'attaque de Vienne par les Hongrois était alors imminente. Les membres catholiques de la diète de la basse Autriche invitèrent les membres protestants à se réunir à eux pour combattre Bethlen. Mais les protestants répondirent qu'ils formaient la majorité, et qu'ils ne feraient rien pour la maison de Habsbourg, tant qu'ils n'en auraient pas obtenu le redressement de leurs griefs. Ils reprochaient à Ferdinand d'avoir irrité les Hongrois en les opprimant, et d'avoir commencé la guerre contre eux à l'insu des États.

Les protestants de la haute Autriche firent cause commune avec ceux de la basse Autriche, et tous se lièrent étroitement avec les princes de l'Union évangélique. Le 16 août 1619, ils avaient conclu à Prague une alliance avec la Bohême et les pays incorporés. Le but de cette alliance était, disaient-ils, de s'assurer le libre exercice de leur culte et un meilleur gouvernement; elle devait être renouvelée tous les cinq ans, et ils exigeaient que le souverain la ratifiât avant de recevoir leur serment de fidélité. Puis, lorsque les Bohémiens se disposèrent à attaquer Vienne pour la seconde fois, ils les firent entrer dans l'archiduché, et les accompagnèrent jusqu'à Saint-Pölten en pillant les couvents et les cures.

Après la retraite de Thurn et de Bethlen, Bucquoy fut envoyé contre les insurgés autrichiens, pour les punir de leur révolte

et de l'appui qu'ils avaient donné aux Bohémiens. Le 11 février 1620, il passa le Danube, les chassa de Langenlois [1], leur tua douze cents hommes et leur fit de nombreux prisonniers. Il s'était réuni à Dampierre, et allait marcher sur Prague, lorsque le prince d'Anhalt le rejeta sur Krems, après un sanglant combat (12 février). Cette défaite, que Dampierre attribua à la lenteur de Bucquoy, brouilla ces deux généraux à tel point, qu'il devint désormais impossible de les faire servir ensemble.

Les bas Autrichiens protestants refusaient toujours de prêter le serment de fidélité. Ils exigeaient auparavant (15 mars 1620) que leur pays fût évacué par les troupes impériales, que Ferdinand étendît, en leur faveur et en faveur de la Bohême et de ses annexes, l'armistice qu'il avait conclu avec Bethlen (17 janvier 1620), et qu'il approuvât leur alliance avec l'Union et la Bohême. L'Empereur rejeta leurs demandes, mais consentit à confirmer tous leurs priviléges, toutes leurs libertés politiques, ainsi que les concessions que l'empereur Mathias avait faites en matière religieuse aux membres de la Confession d'Augsbourg; il leur fixa d'abord le 23 mars, puis le 10 avril 1620, pour prêter serment.

Il se fit alors un partage entre les membres protestants des États. Un certain nombre se décidèrent à prêter serment comme avaient déjà fait les catholiques, à la condition que Ferdinand confirmerait toutes les concessions des empereurs Maximilien et Mathias, et que leur hommage serait nul si leurs priviléges n'étaient pas respectés. Ferdinand y consentit, et renouvela ses promesses par écrit [2]. Le 13 juillet 1620, les représentants des quatre ordres composant les États de la basse Autriche, prélats, seigneurs, chevaliers et villes, prêtèrent à Vienne, dans la cathédrale de Saint-Étienne, le serment de fidélité à l'Empereur. Mais la plupart des membres protestants des États [3], encouragés par les promesses de secours que leur faisaient Frédéric V et Bethlen, ne vinrent pas. Au lieu de se rendre à Vienne, ils se retirèrent à

[1] Au nord-est de Krems.

[2] Paul V, à la demande de Trauttmansdorff, qui lui avait été envoyé, avait autorisé Ferdinand à confirmer toutes les concessions religieuses faites par Mathias (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 132, 257, 421).

[3] C'est-à-dire cent cinquante membres (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 422).



Retz sur les frontières de la Moravie, où se trouvait leur armée [1], et se placèrent [2] sous le protectorat du roi calviniste de Bohême. Un nouvel avertissement de l'Empereur n'ayant eu aucun résultat, trente et un membres des États de la basse Autriche furent solennellement déclarés rebelles (12 septembre 1620); leurs biens meubles et immeubles furent saisis et confisqués [3].

Les protestants de la haute Autriche exigeaient les mêmes concessions que ceux de la basse Autriche avant de prêter serment; ils refusaient en outre d'aller le prêter hors de leur pays. Des négociations entamées ne produisirent aucun effet; une lettre de l'électeur de Saxe, qui les engageait à prêter serment à leur souverain, n'en eut pas davantage. Ferdinand se décida alors à user de rigueur, et pria son beau-frère, le duc de Bavière, de procéder à une exécution contre eux. Le 30 juin 1620, il les en avertit : il les accusait principalement d'avoir pris part à la rebellion de Bohême, de s'être emparés du gouvernement qui n'appartenait qu'à lui, et d'avoir opprimé leurs compatriotes demeurés fidèles. Il confisqua, comme dans la basse Autriche, les biens de plusieurs rebelles, et les donna à ses partisans. Plusieurs condamnations à mort furent aussi prononcées, mais aucune ne fut exécutée, soit parce que la plupart des condamnés se réfugièrent à l'étranger, soit parce que Ferdinand leur fit grâce [4].

Bien qu'il eût été élu empereur et que ses adversaires eussent été repoussés deux fois de Vienne, la situation de Ferdinand n'en était pas moins très-compromise, car il avait perdu ses deux couronnes de Bohême et de Hongrie, et, avec les faibles ressources dont il disposait, il lui était impossible de les recouvrer. Il fut sauvé par le duc de Bavière.

[1] Ils cherchèrent à intimider les catholiques par des menaces de mort, et retinrent par force quelques députés (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 420, 422).

[2] Sauf quatre ou cinq sur cent cinquante.

[3] Leurs biens furent donnés à des partisans de l'Empereur (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 436).

[4] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 135 et suiv., 383, 414 et suiv.

CHAPITRE VII

TRAITÉS DE MUNICH ET D'ULM.

1619-1620.

TRAITÉ DE MUNICH. — Ferdinand quitte Francfort (18 septembre 1619), signe avec Maximilien le traité de Munich qui lui assure le secours de la Bavière contre les Bohémiens (8 octobre 1619).

Il quitte Munich (9 octobre); arrive à Vienne (24 novembre); *proteste contre l'élection du Palatin* et la déclare nulle (29 janvier 1620).

Le duc de Bavière refuse au Palatin *de rester neutre*.

L'Empereur somme le Palatin de déposer la couronne de Bohême (30 avril 1620). — Frédéric répond par un manifeste, et cherche à gagner du temps en offrant de négocier. — Mauvaise situation de la Bohême; Thurzo à Prague; *alliance de Presbourg* (15 janvier 1620); elle est renouvelée à Prague entre la Bohême, la Hongrie et l'Autriche (25 avril). — *Ambassade à Constantinople*.

L'Union. — *Assemblée de l'Union à Nürenberg* (18 novembre, 20 décembre 1619). Hohenzollern. Ambassade à Munich.

La Ligue. — Ligue restreinte d'*Oberwesel* (20 janvier 1619); le duc de Bavière en accepte la direction. — Première assemblée générale de la Ligue à *Würtzbourg* (1er décembre 1619); elle refuse d'attaquer la Bohême, mais elle arme. Deuxième assemblée de la Ligue à Würtzbourg (16 février 1620).

Congrès de Mülhausen (16 mars 1620). L'électeur de Saxe y soutient l'Empereur. Le congrès promet aux princes luthériens des cercles de Saxe de leur laisser les biens ecclésiastiques qu'ils possèdent, s'ils secourent l'Empereur. Le congrès refuse de mettre le Palatin au ban de l'Empire.

Jacques Ier envoie un faible secours au Palatin pour protéger ses États héréditaires (22 juillet 1620). — *La Porte*, occupée en Pologne, ne peut intervenir (octobre 1620).

Embarras financiers de l'Autriche. — Œuvre de la défense chrétienne. — Ferdinand envoie une ambassade en *Saxe*, dans le *Brandebourg*, dans le cercle de basse Saxe et en *Danemark*. — Sigismond III, roi de Pologne, neutralise la Porte. — Trauttmansdorff demande des secours à *Rome*, à *Florence*. — Khevenhüller demande à *Philippe III* une diversion par Spinola et de l'argent. Embarras financiers de l'Espagne. — Ferdinand envoie Fürstenberg et Senftenau en France pour demander des secours à Louis XIII. — Divers partis à la cour de France. Opinion publique.



— Jeannin. — Louis XIII envoie une *ambassade en Allemagne ;* elle entre à Nancy (18 avril 1620).

TRAITÉ D'ULM. — L'ambassade française se rend à Ulm, où les princes de l'Union se sont réunis. — Hostilités imminentes : les margraves de Bade-Durlach et d'Ansbach. — L'ambassade française fait signer à l'Union et à la Ligue (3 juillet 1620) le traité d'Ulm, par lequel l'Union s'engage à ne pas attaquer la Ligue et à ne pas soutenir les Bohémiens, et la Ligue, à ne pas attaquer l'Union et à respecter les Etats héréditaires du Palatin.

Ferdinand avait quitté Francfort le 18 septembre 1619, neuf jours après son couronnement[1]. Il fit, le 28, une entrée solennelle à Augsbourg, où le duc Maximilien de Bavière l'attendait, et se rendit avec ce prince à Munich.

Maximilien avait refusé plusieurs fois, malgré les vives instances de la cour de Vienne, de se porter médiateur entre Ferdinand et les Bohémiens, ou de prendre part à la guerre. Il ne voulait pas se porter médiateur, parce qu'il jugeait les Bohémiens disposés à repousser toute paix qui n'accroîtrait pas leurs libertés religieuses, ce que sa conscience lui interdisait de conseiller; et il hésitait à prendre part à la guerre, parce qu'il n'était pas encore prêt, et qu'il craignait de n'être pas dédommagé par l'Autriche des dépenses qu'il ferait pour elle. Cependant, grâce à l'influence de son père, le vieux duc Guillaume, et à celle de l'ambassadeur espagnol Ognate, il finit par s'engager à secourir la maison de Habsbourg et à l'aider dans sa guerre contre les Bohémiens. Un traité fut signé à Munich le 8 octobre 1619; il devait rester secret. L'Empereur promettait au duc de Bavière de ne conclure ni paix, ni armistice, sans son consentement; de lui rembourser les frais de la guerre; de lui laisser en gage, en attendant, tout ce qu'il enlèverait aux rebelles; de le dédommager en Autriche de toute perte de territoire; enfin de lui assurer l'entière direction de la Ligue, et d'obliger le général de son armée à s'entendre avec lui. Ferdinand promit en outre à Maximilien, mais seulement verbalement, de lui conférer la dignité électorale du Palatin : promesse inutile, s'il est vrai, comme on l'a prétendu, que Ferdinand la fit sans que Maximilien l'eût demandée, et, en tout cas, promesse imprudente, car elle

[1] Il traversa Rothenbourg pendant que les princes de l'Union y étaient assemblés pour délibérer sur l'acceptation de la couronne de Bohème par le Palatin.



devait soulever plus tard bien des difficultés, et être l'une des principales causes de la continuation de la guerre [1].

Le 9 octobre 1619, Ferdinand quitta Munich pour revenir à Vienne en passant par Gratz; tous ses efforts et ceux de plusieurs princes de l'Empire n'avaient pu empêcher le Palatin d'accepter le trône de Bohême. La nouvelle du couronnement de Frédéric (4 novembre 1619) trouva l'Empereur à Kindberg (10 novembre), la nuit même qui avait suivi son départ de Gratz. Il chargea aussitôt les conseillers qui l'accompagnaient de délibérer en route sur la conduite à tenir à l'égard de l'usurpateur. Ils furent d'avis que le Palatin s'étant rendu coupable du crime de lèse-majesté, on devait le mettre au ban de l'Empire et le dépouiller de ses fiefs ainsi que de la dignité électorale; mais que, comme on ne pouvait le faire légalement qu'avec le consentement des électeurs, il fallait, en attendant, protester, et envoyer un ordre de rappel à tous ceux qui étaient entrés au service du Palatin.

Aussitôt après son arrivée à Vienne (24 novembre), l'Empereur consulta ses conseillers intimes, entre autres Eggenberg. Ils pensèrent, comme les premiers, qu'il fallait publier une protestation. Ferdinand protesta donc le 29 janvier suivant (1620). Le héraut impérial déclara l'élection du Palatin nulle; les États de Bohême furent sommés de tenir leur serment, et les officiers et soldats au service de l'électeur furent invités à le quitter [2]. Mais Frédéric était moins disposé que jamais à une réconciliation. Les électeurs, réunis à Mülhausen (mars 1620), lui ayant adressé une lettre pour l'engager à faire la paix, il répondit qu'il s'en remettait à la décision de Dieu, et comme le duc de Bavière l'engageait de son côté à renoncer à la couronne, le Palatin lui envoya son conseiller Camérarius, pour justifier son acceptation en rejetant sur l'Empereur toute la responsabilité de la rebellion de Bohême, et en même temps pour prier le duc de rester neutre. Camérarius déclarait que son maître était prêt à négocier, si l'armistice conclu entre l'Empereur et Bethlen (17 janvier 1620)

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 129, 133; Schreiber, *Maximilian I*, p. 199; Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 411, 456 et suiv., 469.

[2] Frédéric avait notifié son couronnement à l'Empereur par lettre, le 28 novembre 1619.

était étendu à tous les États héréditaires; mais le Palatin se proposait seulement de gagner du temps. Maximilien répondit qu'une telle condition était inacceptable [1].

L'Empereur, sûr d'avoir maintenant la Bavière avec lui, ne devait plus s'arrêter. Il somma l'électeur palatin (30 avril 1620) de renoncer à la couronne avant le 1er juin de la même année, sinon il serait procédé contre lui à une exécution. La sommation avait été portée par un courrier à Heidelberg, capitale du Palatinat : les agents de Frédéric refusèrent de la recevoir; elle fut alors publiée. Frédéric y répondit par un manifeste adressé à tous les souverains et à tous les États de la chrétienté, dans lequel il soutenait que c'était à lui, comte palatin, à juger l'Empereur, et non pas à l'Empereur à le juger. Les comtes palatins jugeaient en effet les causes dans lesquelles les empereurs se trouvaient intéressés; mais ils ne pouvaient évidemment pas juger celles dans lesquelles ils l'étaient eux-mêmes personnellement, car ils auraient été à la fois juge et partie.

Cependant Frédéric n'était pas sans inquiétude sur l'issue de la lutte que Ferdinand acceptait si résolûment, et il cherchait à affaiblir son adversaire en lui enlevant l'appui de la Ligue et de la Bavière. Il ignorait sans doute encore le traité de Munich, et il ne se rendait pas exactement compte des liens qui rattachaient alors les princes catholiques à l'Empereur. Il pensait écarter la Ligue du débat, en soutenant que l'élection au trône de Bohême ne regardait pas l'Empire, et il cherchait à le prouver, en rappelant que les princes n'étaient pas intervenus lorsque Mathias avait enlevé la couronne de Bohême à son frère Rodolphe. Cette thèse était insoutenable, car les électeurs avaient le droit de décider si un de leurs collègues était légitime; et, en fait, les princes de l'Empire étaient intervenus dans la querelle entre Mathias et Rodolphe. Le Palatin essaya encore de gagner du temps, en offrant au duc de Bavière de négocier et en le priant de le réconcilier avec l'Empereur. Maximilien lui répondit qu'il travaillerait à cette réconciliation, mais à la condition que le Palatin déposerait tout d'abord la couronne de Bohême : il était évident que l'Empereur ne pouvait négocier qu'à cette condition. Le Palatin

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 135, 167 et suiv., 358, 368, 448 et suiv.

refusa; ce refus montre combien ses offres avaient été peu sincères [1]. Il ne restait plus à Frédéric qu'à s'appuyer sur la Bohême et sur l'Union, et à chercher des alliés à l'étranger.

La situation de la Bohême était loin d'être bonne. L'insuccès de Thurn dans sa seconde expédition contre Vienne avait encore diminué le prestige du Palatin. Les pillages de Mansfeld en Bohême n'étaient guère faits pour lui gagner l'affection de ses sujets ; quatre mille paysans avaient pris les armes, demandant le renvoi des troupes, la suppression du servage, et des indemnités pour les pertes qu'on leur avait fait éprouver. Dans plusieurs cercles on ne voulait plus recevoir de soldats; à Prague, les bourgeois refusaient de s'enrôler et de prêter de l'argent.

La nouvelle de l'armistice que Bethlen avait conclu avec l'Empereur (17 janvier 1620) jeta les rebelles dans un profond découragement. Bethlen essaya d'abord de les rassurer, en offrant de les faire comprendre dans cet armistice; mais Ferdinand refusa, de crainte que les Bohémiens ne voulussent seulement gagner du temps pour se préparer à la guerre. Bethlen leur envoya alors Emerich Thurzo, l'un des plus ardents adversaires de la maison d'Autriche en Hongrie. Thurzo renouvela à Prague (25 avril 1620), entre les Bohémiens, les Hongrois et les Autrichiens, l'alliance conclue à Presbourg le 15 janvier précédent. Les Hongrois s'engagèrent à fournir des soldats et des subsides, et il fut convenu que Frédéric et Bethlen enverraient une ambassade au Sultan pour lui demander son appui. Le prédicateur de la cour de Prague, Scultetus, conseillait cette alliance, et la justifiait en s'appuyant sur des exemples tirés de l'Écriture sainte [2]. Mais ils ne reçurent aucun secours de ce côté [3].

Qu'allait faire l'Union? Le 12 novembre précédent (1619), ses membres s'étaient réunis à Nürenberg, afin de s'entendre sur les mesures à prendre pour soutenir leur chef, le roi de Bohême. L'assemblée ne fut pas aussi nombreuse qu'on l'avait espéré : elle

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. 1, p. 373, 447 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 209; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 524, 550; t. II, p. 272.

[2] Le 27 avril 1620, le fils aîné de Frédéric fut reconnu héritier du trône de Bohême par la diète provinciale.

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t, I, p. 359 et suiv., 371, 382 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 201 ; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 50 et suiv.

se composa presque exclusivement de princes calvinistes ; l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt refusèrent de s'y rendre ; mais les rebelles d'Autriche s'y firent représenter. Quant aux villes, la plupart de celles du sud de l'Allemagne, qui faisaient partie de l'Union, envoyèrent des députés : les villes hanséatiques n'en envoyèrent aucun. Nürenberg, qui avait grandement favorisé l'entreprise du Palatin, protesta néanmoins de sa fidélité à l'Empereur, et, parce qu'elle était plus rapprochée du théâtre de la guerre que les autres villes, évita de se prononcer ouvertement pour les rebelles.

L'Empereur avait envoyé, pour le représenter à Nürenberg, le comte Jean-Georges de Hohenzollern, président du conseil aulique de l'Empire. Comme Collalto à la diète de Neusohl en Hongrie, Hohenzollern sauva, par une rare présence d'esprit, la dignité de son maître. L'électeur palatin s'était assis sous un dais ; à sa gauche se trouvait un siége destiné à l'ambassadeur impérial. Lorsque celui-ci se présenta pour entrer dans la salle, tous les assistants, l'électeur lui-même, allèrent à sa rencontre. Le comte de Hohenzollern, sans s'arrêter, vint se mettre rapidement sous le dais à la place de droite que venait de quitter l'électeur, lui laissa l'autre siége, et ouvrit la séance. Personne n'osa rien dire [1].

Hohenzollern était arrivé seulement au milieu de la session. Il annonça les intentions pacifiques de Ferdinand, et proposa de réunir une diète de composition [2] qui serait chargée d'aplanir les griefs religieux. Mais il n'obtint rien ; les protestants lui posaient des conditions inacceptables : ils exigeaient, en effet, que Donauwerth recouvrât ses libertés, et que l'Empereur cessât de menacer la Bohême. Les protestants avaient aussi écrit des brochures, pour soutenir que la théologie catholique enseignait qu'on ne devait pas tenir parole aux hérétiques. Ferdinand eut beau offrir de prouver la fausseté de ces imputations, les protestants conservèrent leurs préjugés.

L'électeur palatin avait été solennellement reçu à Nürenberg et traité en roi par ses partisans ; mais les luthériens qui s'y trouvaient empêchèrent de rien décider. Ils haïssaient les calvi-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 181.

[2] Sorte de diète dont le but était d'obtenir une transaction.

nistes, auxquels ils reprochaient leurs violences ; ils ne leur pardonnaient pas de s'allier avec les musulmans, et de vouloir changer la constitution de l'Empire. Frédéric ne put réconcilier les deux partis. Personne, d'ailleurs, n'avait confiance en lui. Les villes, préoccupées avant tout des intérêts de leur commerce, ne voulaient pas de guerre, et protestaient contre tout envoi de troupes en Bohême ; les princes, de leur côté, ne consentaient à garantir au Palatin que la possession de ses États héréditaires, et non celle de la Bohême. Le principal résultat de l'assemblée de Nürenberg fut l'envoi d'une ambassade au duc de Bavière, pour essayer encore une fois de le détacher de la maison d'Autriche [1].

Cependant le parti catholique cherchait à grouper ses forces. Même avant l'élection de Ferdinand à l'Empire et celle de Frédéric au trône de Bohême, l'électeur de Mayence avait invité plusieurs princes ecclésiastiques à se réunir à Oberwesel (20 janvier 1619). Les trois électeurs ecclésiastiques s'y rencontrèrent avec les évêques de Spire et de Bamberg. On y conclut pour six années, dans le dessein de s'opposer aux violences des protestants, une ligue restreinte, qui devait avoir à sa tête deux directeurs : le duc de Bavière pour la haute Allemagne, et l'électeur de Mayence pour les pays du Rhin.

Rien de définitif n'était fait, tant qu'on n'aurait pas obtenu l'adhésion du duc de Bavière. L'évêque de Würtzbourg se rendit pour cela à Munich ; mais Maximilien, qui ne se contentait pas d'une autorité partagée, et qui craignait que la Ligue ne rejetât sur lui tout le poids de la défense, répondit avec peu d'empressement. L'élection du Palatin au trône de Bohême (26 août 1619) décida les électeurs ecclésiastiques à offrir au duc de Bavière la direction suprême et à lui payer des subsides. Ils lui envoyèrent le comte Eitel-Frédéric de Hohenzollern, prévôt du chapitre de Cologne : Maximilien accepta.

Quelque temps après, une assemblée générale de la Ligue eut lieu à Würtzbourg (1er décembre 1619). L'Empereur y avait envoyé le baron Jean-Ernest Fugger, pour demander des secours contre les Bohémiens. L'assemblée répondit qu'elle reconnaissait

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 181 et suiv. ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 201 et suiv. ; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 53.



l'Empereur comme roi légitime de Bohême, mais que la Ligue avait été créée uniquement pour la défensive, et que, n'ayant pas été attaquée par les Bohémiens, elle ne pouvait pas fournir de troupes contre eux ; elle décida toutefois, à l'unanimité, de faire des armements. L'armée devait être de vingt-cinq mille hommes, dont sept mille fournis par la Bavière. Deux agents secrets furent envoyés à Rome pour demander au Pape son appui [1].

Une autre réunion de la Ligue eut lieu à Würtzbourg (16 février 1620). Le duc de Bavière désirait consulter les princes catholiques sur la réponse qu'il devait faire à l'ambassade que les calvinistes de l'Union lui avaient envoyée de Nürenberg. Cette ambassade, dont le but principal était de le détacher de la maison d'Autriche, demandait, en outre, la suppression de la réserve ecclésiastique, et la renonciation à tout ce qui avait été enlevé au clergé catholique depuis la paix d'Augsbourg (1555) [2]. L'assemblée de Würtzbourg se borna à protester du dévouement des catholiques au salut de l'Empire, et à déclarer qu'elle ne s'était préparée à la guerre qu'après que les rebelles de Boheme avaient reçu les secours des protestants, et lorsqu'elle s'était vue elle-même menacée [3].

Cette assemblée fut suivie immédiatement d'un congrès, qui eut lieu, à la demande de l'électeur Jean-Georges de Saxe, dans la ville impériale de Mülhausen [4] (16 mars 1620). L'électeur de Saxe, les électeurs de Mayence et de Cologne, et le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt, y vinrent en personne ; le duc de Bavière s'y fit représenter. Le congrès fut d'avis qu'on devait soutenir l'Empereur. En admettant Ferdinand à la diète électorale

[1] Ils devaient, entre autres, demander l'autorisation de lever une dîme sur le clergé, et au besoin de vendre les biens ecclésiastiques et même les vases sacrés ; menacé comme on l'était, il valait encore mieux s'en servir que de les laisser prendre par l'ennemi (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 202).

[2] La seconde assemblée de Würtzbourg fut la plus nombreuse et la plus importante de celles de la Ligue. Les trois électeurs ecclésiastiques, l'archevêque de Salzbourg, quatorze évêques, sept abbés, le duc de Bavière, l'archiduc Albert, gouverneur de la Belgique, quelques petits princes et la ville d'Aix-la-Chapelle s'y firent représenter. L'ambassadeur du duc de Bavière y eut la présidence (Schreiber, *Maximilian I*, p. 206).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 170, 189, 196 et suiv., 446 et suiv. ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 203 et suiv.

[4] Au nord-est d'Eisenach, près de l'Eichsfeld.

de Francfort, tous les membres de cette diète, y compris le Palatin, l'avaient reconnu comme électeur, et par conséquent comme roi de Bohême. Les princes et les États allemands étaient donc tous obligés de prendre les armes pour l'aider à reconquérir son royaume.

Il fallait pour cela se procurer des alliés; et comme il était à craindre que plusieurs princes protestants, qui s'étaient emparés de biens ecclésiastiques postérieurement à la paix d'Augsbourg, ne fussent poussés, par la crainte de les perdre, à embrasser le parti de l'Union, l'électeur de Saxe émit l'avis qu'on pourrait les gagner, particulièrement ceux des cercles de Saxe, en leur garantissant la possession de ces sortes de biens. La seconde assemblée de la Ligue, à Würtzbourg, avait déjà pensé qu'on devait faire ce sacrifice; le congrès de Mülhausen jugea de même. C'était sans doute abandonner le terrain du droit, puisque cette possession était illégale, et s'exposer en outre à voir envahir les biens qui restaient encore à l'Église. Mais la nécessité de sauver l'Empereur l'emporta ; la garantie fut accordée, à la condition, toutefois, que les Etats qui l'obtenaient renonceraient à jamais user du droit qu'avaient eu les anciens possesseurs ecclésiastiques, de siéger et de voter dans les diètes, et qu'ils ne s'appuieraient jamais sur cette concession, pour porter à l'avenir de nouvelles atteintes à la paix de religion et à la réserve ecclésiastique. Les princes des cercles de Saxe devaient soutenir l'Empereur dans les affaires de Bohême, et dans toutes celles où il s'agirait de défendre les droits et les constitutions de l'Empire; et loin d'attaquer les autres biens ecclésiastiques, ils en protégeraient, au contraire, les possesseurs. Cette garantie ne devait profiter qu'à ceux qui admettaient la confession luthérienne, la seule qui eût été reconnue par la paix d'Augsbourg.

Les membres de la conférence de Mülhausen s'engagèrent ensuite à se secourir réciproquement dans le cas où ils seraient attaqués; et les électeurs écrivirent au Palatin, aux Bohémiens, à la chevalerie, aux villes de l'Empire, aux États de Hongrie et d'Autriche, et au roi de Danemark, pour engager le Palatin à restituer à l'Empereur la couronne de Bohême, et les autres à abandonner l'usurpateur et à déposer les armes.

Ferdinand avait demandé qu'on mît ses ennemis au ban de l'Empire : ce fut le seul point que les princes réunis à Mülhausen

refusèrent de lui accorder. L'électeur de Saxe fit observer que c'était au collége des électeurs à appliquer cette peine, et qu'il fallait pour cela qu'il fût au complet [1]. On pensa que le mieux était d'en menacer seulement ceux qui offenseraient gravement l'Empereur; Ferdinand se rendit à cet avis et approuva toutes ces décisions des princes.

A partir du congrès de Mülhausen, les princes de l'Allemagne se trouvèrent partagés en trois groupes : les catholiques, qui restaient fidèles à l'Empereur et à l'ancienne constitution de l'Empire; les calvinistes, qui voulaient renverser l'Empereur et changer la constitution; enfin un groupe intermédiaire composé des luthériens, dont les uns gardaient une position expectante, tandis que d'autres, comme l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt, se rapprochaient des catholiques dès qu'il s'agissait de secourir l'Empereur et l'Empire.

Le Palatin n'avait obtenu des princes de l'Union réunis à Nürenberg que la garantie de ses États héréditaires; ils avaient refusé de l'aider à conserver la Bohême. Frédéric recourut à son beau-père, Jacques Ier, roi d'Angleterre, et celui-ci, cédant aux instances de ses sujets, consentit à laisser partir quatre mille hommes, sous le commandement des comtes d'Essex et d'Oxford (22 juillet 1620) [2]. Mais ces troupes ne devaient pas se rendre en Bohême; elles étaient seulement destinées à protéger le Palatinat du Rhin, où elles devaient occuper quelques places, et encore avaient-elles reçu l'ordre formel de ne pas livrer bataille aux Espagnols, qui se trouvaient également sur les bords du Rhin pour protéger les électorats ecclésiastiques [3].

Frédéric espérait obtenir des secours de Constantinople. La Porte commençait à ne plus être considérée par toute l'Europe chrétienne comme l'*Ennemi héréditaire*. La France et Venise, bien que catholiques, n'avaient pas craint de s'allier avec elle; Bethlen, les rebelles de Bohême, le Palatin, les princes calvinistes d'Allemagne, les Hollandais, cherchaient en elle un appui contre la maison de Habsbourg. Celle-ci devait, au moins, s'assurer de

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 201, 207.

[2] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 74, dit 2,000 à 2,500, sous Grey, dont 400 aventuriers nobles, non armés.

[3] Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 600; Pfeffel, t. II, p. 273; Schreiber, *Maximilian I*, p. 201.

sa neutralité. La dernière année de son règne, Mathias, après avoir prorogé la paix avec la Porte à Komorn (1618), avait envoyé à Constantinople le seigneur Louis de Molart, président du conseil aulique de guerre, pour y porter l'acte de confirmation, et féliciter en même temps sur son avénement le nouveau sultan, Osman II. Il fut favorablement accueilli; mais les musulmans ne songeaient qu'à diviser les puissances européennes afin de les affaiblir. Le Sultan reçut de la même manière l'ambassadeur du Palatin, Henri Letter (1620), et les envoyés de la Bohême, de la Moravie et de la basse Autriche. Lorsque Molart s'en plaignit, il lui fut répondu que le Coran ordonnait d'accorder la protection de la Porte à tous ceux qui la demandaient, et l'ambassadeur de Bethlen, François Balassi, fut traité comme l'ambassadeur d'un roi légitime. Toutes les protestations de Molart n'empêchèrent pas la Porte de négocier avec les ennemis de l'Autriche, et n'aboutirent qu'à lui fermer tout accès auprès du Grand Seigneur; elles lui firent même retrancher une partie de ce que la Porte avait coutume de fournir aux ambassadeurs pour leur entretien, et Molart ne put bientôt vivre qu'avec peine; on le laissa même pendant sept mois sans nouvelles de Vienne[1]. Mais, en définitive, le Sultan ne fournit à peu près aucun secours aux ennemis de l'Empereur. La guerre malheureuse dans laquelle il se trouva engagé avec la Pologne (octobre 1620) ne le lui permit pas[2].

Ferdinand, comme le Palatin, cherchait du secours à l'étranger. Il avait surtout besoin d'argent; aucun souverain n'était alors plus dénué de ressources que lui : son crédit était tombé si bas, que ni le duc de Bavière, ni les riches banquiers d'Augsbourg, les Fugger, ni même les juifs, ne consentaient à lui prêter. Les princes autrichiens ne pouvaient payer leurs dettes. Les domestiques de l'empereur Rodolphe II n'avaient pas encore reçu leurs gages, dix-huit ans après la mort de leur maître. Les fonctionnaires étaient rarement payés, et souvent obligés de faire eux-mêmes

[1] César Gallo remplaça Molart; et, soit qu'il eût acheté les favoris du Sultan, soit à cause de l'effet produit par les victoires de Ferdinand en Bohême, les rebelles ne purent obtenir de la Porte qu'elle les secourût et qu'elle rompît ouvertement avec l'Empereur (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 230).

[2] *Id.*, *ibid.*, t. I, p. 223 et suiv.; OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 74.

des avances d'argent ; on les désintéressait parfois avec des biens confisqués. Les ambassadeurs s'en tiraient comme ils pouvaient : Molart, à Constantinople, était obligé d'emprunter, et Khevenhüller vivait à Madrid des faveurs du roi d'Espagne. On paya le boulanger de la cour avec des blés pris aux rebelles ; Ferdinand ne pouvait se procurer les sommes les plus indispensables qu'en engageant ou en vendant des joyaux de la couronne.

Les charges augmentant toujours, on recourut à des emprunts forcés dans les États héréditaires. On acceptait les sommes les plus minimes, et les fonctionnaires, qui empruntaient pour le compte de l'Empereur, étaient obligés de garantir eux-mêmes le remboursement ; on procédait à des saisies de vêtements, de vivres et de munitions. On établit dans la basse Autriche un impôt personnel sur les nobles et sur les fonctionnaires de toute sorte. On vendait des charges, on vendait tout ; ainsi les marchands de Vienne ayant acheté, pour vingt mille florins, l'expulsion des juifs de la capitale, ceux-ci achetèrent ensuite pour égale somme le droit de rester.

Ce qui frappe le plus dans l'organisation financière de l'Autriche à cette époque, c'est le défaut d'ensemble. On s'engageait dans des dépenses avant de s'être assuré des recettes ; on achetait quelquefois des joyaux sans avoir d'argent, et on les payait ensuite avec des terres. Il y avait une chambre aulique, chargée d'inspecter les différents revenus impériaux, mais pas de caisse générale, point de direction unique pour le payement des troupes : on chargeait tantôt une ville, tantôt une autre, de payer tel ou tel régiment. Quand il se présentait un événement qui devait entraîner une dépense extraordinaire, tel qu'un voyage de l'Empereur, on cherchait des ressources extraordinaires ; on imposait même une taxe spéciale pour l'habillement du cocher ; on prit sur les terres des rebelles du vin et du blé pour les besoins de la cour [1].

La misère dans laquelle se trouvait la maison d'Autriche était si grande, que Trauttmansdorff, ambassadeur de la cour de Vienne en Italie, écrivit de Rome à l'Empereur (26 octobre 1619) pour lui proposer de placer partout, en Allemagne et ailleurs, des troncs pour recevoir les aumônes des catholiques, et de faire

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 230 et suiv., 236, 240, 276, 290.

exhorter les fidèles par le clergé à contribuer généreusement par leurs offrandes au maintien de la religion et de l'Empire. Les protestants d'Angleterre et de Hollande donnaient déjà l'exemple de semblables contributions : ils réunissaient des sommes considérables pour soutenir leurs coreligionnaires d'Allemagne [1]. Un ancien conseiller de l'empereur Mathias, Arnold de Klarstein, eut l'idée de créer, pour activer le versement des offrandes, une *Société de la défense chrétienne.* L'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, accueillit favorablement ce projet (mai 1620); il établit l'œuvre dans les Pays-Bas, et en nomma directeurs l'archevêque de Malines pour la Flandre, et l'archevêque de Cambrai pour le pays wallon.

Les trois électeurs ecclésiastiques et les évêques de Würtzbourg et de Bamberg suivirent l'exemple de l'archiduc, et établirent dans leurs États la Société de la défense chrétienne. A Augsbourg, l'évêque, le chapitre et le conseil municipal firent de même, et le comte Ernest Fugger s'offrit pour directeur; l'archiduc Léopold établit l'œuvre dans le Tyrol; le prince Paul Savelli, en Italie, et Khevenhüller, en Espagne (1622). Mais la guerre, tout en la rendant encore plus indispensable, en empêcha l'organisation définitive.

Dans le nord de l'Allemagne, Ferdinand cherchait à obtenir, sinon des secours, du moins la neutralité. Il envoya, dans ce dessein, aux princes des deux cercles de Saxe et au roi de Danemark, une ambassade (1er janvier 1620) qui avait à sa tête un protestant, le duc Jules de Saxe-Lauenbourg, et le conseiller aulique Elvern. L'électeur de Saxe se montra tout à fait dévoué à l'Empereur; « mais, dit-il aux ambassadeurs, vous trouverez des têtes dures dans le cercle de basse Saxe. » Les princes se laissèrent persuader cependant, et promirent de ne pas aider les Bohémiens. Le roi de Danemark, Christian IV, qui reçut l'ambassade à Colding dans le Jutland (27 avril 1620), se montra favorablement disposé pour l'Empereur, et exprima l'espoir que le Danemark continuerait à vivre en bonne intelligence avec lui. Elvern l'assura que Ferdinand ne songeait pas à faire restituer à l'Église catholique les biens qui lui avaient été enlevés, et qu'il était prêt à donner à ce sujet toutes les garanties. Christian finit par écrire à

[1] Londres fournit 300,000 couronnes.

l'Empereur qu'il se conduirait en tout à son égard comme un ami fidèle [1].

Le roi de Pologne, Sigismond III, ne pouvait rester spectateur indifférent des embarras de l'Empereur. Dès que les Bohémiens s'étaient révoltés, il leur avait envoyé une ambassade à Prague, pour les engager à faire leur soumission. Non-seulement il échoua, mais il eut à lutter lui-même contre l'opposition d'une grande partie de la noblesse polonaise, qui se montrait favorable au protestantisme. Prié d'abord par l'archiduc Léopold (septembre 1619) et par Ferdinand de faire avancer une armée sur la frontière de Hongrie, ce ne fut que l'année suivante (1620) qu'il put secourir l'Autriche [2].

Ferdinand obtint peu de chose en Italie. Son ambassadeur, Maximilien de Trauttmansdorff, représenta au pape Paul V que les calvinistes faisaient en Allemagne une guerre acharnée à l'Église catholique, et qu'ils se proposaient, après l'avoir renversée en Allemagne, de la renverser aussi en Italie et d'anéantir la papauté. L'Empereur était résolu à sacrifier, en les combattant, ses États et sa vie; mais il avait besoin d'être secouru pour ne pas succomber; c'est pourquoi il suppliait Sa Sainteté d'élever à quatre-vingt-dix mille florins le subside annuel de dix mille florins qu'elle payait déjà. La chose était facile, puisque Sixte-Quint avait amassé au château Saint-Ange, précisément pour la défense de la chrétienté, un trésor considérable. Il le priait aussi d'user de son autorité pour amener une alliance entre tous les souverains catholiques de l'Europe. Le Pape répondit que le Saint-Siége était accablé de dettes. Le trésor du château Saint-Ange, moins considérable d'ailleurs qu'on ne le supposait, était destiné à la défense spéciale des États de l'Église, et l'on n'en pouvait rien distraire. Il payait déjà un subside à la Ligue, et ne pouvait augmenter celui de l'Empereur; quant à une alliance entre les souverains catholiques de l'Europe, elle serait longue à établir; il s'efforcerait cependant d'obtenir l'appui du roi d'Espagne. Plus

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 214 et suiv.
Elvern écrivait à Ferdinand que le vin qu'il avait été obligé de boire à la cour de Dresde abrégerait sa vie (HURTER, *ibid.*, t. I, p. 219).

[2] La réforme avait pénétré et fait de grands progrès en Pologne, sous le règne du faible Sigismond II Auguste (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 175.)

tard, sur de nouvelles demandes de Ferdinand et de la Ligue, Paul V promit diverses sommes; mais elles ne furent pas exactement payées. Après sa mort, le cardinal Dietrichstein obtint de son successeur, Grégoire XV, qu'outre vingt mille florins de subsides annuels, il lèverait et entretiendrait à ses frais, en Allemagne, un régiment commandé par Pierre Aldobrandini[1]. Trauttmansdorff ne fut pas plus heureux à Florence qu'à Rome. Le grand-duc de Toscane[2] promit d'entretenir les cinq cents cavaliers qu'il avait déjà envoyés à l'Empereur, mais refusa de prêter cinq cent mille couronnes qu'on lui demandait en lui offrant en garantie les mines de mercure d'Idria. Venise refusa de prêter cent cinquante mille florins à six pour cent[3].

De tous les souverains d'Europe, le roi d'Espagne était celui sur lequel Ferdinand aurait dû le plus compter, à cause de leurs liens de famille. Mais la situation financière de l'Espagne était alors déplorable. Le duc de Lerme, et après lui son fils, le duc d'Uzeda, tous deux premiers ministres du Roi, n'avaient rien fait pour y remédier. Les métaux précieux que les flottes apportaient toujours d'Amérique ne suffisaient plus pour payer les frais de la guerre des Pays-Bas, et pour subvenir aux énormes dépenses de la cour et des favoris; le pays, accablé d'impôts, se dépeuplait. On recourut, pendant le règne de Philippe III, à l'aliénation des biens de la couronne; on en vendit pour une valeur représentant un revenu annuel de deux millions quatre cent mille ducats; mais le désordre était si grand, qu'il fut impossible de savoir ce qu'en était devenu le prix. A la mort du Roi (1621), les impôts ordinaires étaient engagés pour trois ans, et ce qui restait des biens de la couronne était criblé de dettes.

La maison d'Autriche réclama cependant des secours à l'Espagne. Dans les derniers mois de sa vie, l'empereur Mathias avait chargé Khevenhüller, son ambassadeur à Madrid, de prier Philippe III de faire opérer, par l'armée espagnole des Pays-Bas, une diversion dans le bas Palatinat; mais Philippe III, dominé par son favori le duc d'Uzeda, qui ne songeait qu'à ses plaisirs, et par son confesseur, le dominicain et grand inquisiteur Louis

[1] Aldobrandini appartenait à la famille de Clément VIII.
[2] Cosme II de Médicis.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. 1, p. 131, 257, 263.

d'Aliaga, qui n'aimait pas l'Autriche, restait inaccessible à l'ambassadeur impérial. Un jour Khevenhüller, violant l'étiquette, pénétra brusquement auprès du Roi, et le somma de répondre aux demandes de l'Empereur. Philippe III ordonna la diversion; mais le comte de Spinola, qui commandait l'armée des Pays-Bas, refusa d'entrer en campagne avant d'avoir reçu des vivres et des munitions : les lui fournir, dans l'état où se trouvaient les finances de l'Espagne, n'était pas chose facile. Le Roi promit aussi de l'argent, mais il ne put à peu près rien payer [1].

Aucune puissance ne pouvait influer plus que la France sur les affaires de l'Allemagne; aussi l'Empereur s'était-il hâté d'envoyer à Paris (octobre 1619) le comte Wratislas de Fürstenberg [2], pour demander à Louis XIII, non pas seulement la neutralité, mais des secours effectifs [3]. Fürstenberg, favorablement accueilli, fit valoir surtout cette idée, que les Bohémiens s'allieraient avec les sujets révoltés du Roi [4]. Il y avait alors en France deux opinions différentes sur la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne. La plupart des ministres de Louis XIII étaient d'avis de suivre la politique de Henri IV, et d'affaiblir la maison d'Autriche en soutenant les protestants; le maréchal de Bouillon, oncle du Palatin, les appuyait. Le duc de Luynes, au contraire, soutenu par le cardinal de Retz et par le confesseur du Roi, un jésuite, le Père Arnoux, était favorable à l'Empereur. Chose curieuse pour l'époque et digne d'être signalée, les deux partis allemands s'inquiétaient de l'opinion publique en France, et cherchaient à se la rendre favorable : l'Union, en répandant de nombreux écrits contre l'Empereur, et la Ligue, en rappelant dans d'autres écrits tout ce que le catholicisme avait eu à souffrir des protestants. Il y avait donc déjà en France une opinion publique. Quelques années plus tard, Richelieu favorisa la fondation de la *Gazette de*

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 264 et suiv.

[2] Richelieu, *Mémoires*, t. I, p. 581.

[3] L'Union fit aussi des efforts pour obtenir la neutralité de la France.

[4] Des brochures répandues en France faisaient connaître l'état des choses en Allemagne (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 222, note).

Louis XIII avait conseillé au Palatin de ne pas accepter la couronne de Bohême, et il lui refusait le titre de roi (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 93).

Renaudot, dans le dessein de diriger cette opinion et de s'en servir [1].

Le manque d'accord entre les ministres, joint aux troubles qui régnaient dans le royaume, ne permit de donner d'abord à Fürstenberg que de vagues espérances; et comme il insistait, on lui répondit que le Roi ne pouvait pas lever des troupes ni les faire sortir du pays pendant l'hiver. Le 24 décembre 1619, toutefois, Louis XIII promit d'en réunir au mois de mars (1620), autour de Vitri-le-Brûlé, en Champagne, pour aller au secours de l'Empereur, et d'envoyer, en attendant, des ambassadeurs en Allemagne, pour raffermir les princes catholiques dans leur fidélité et engager les princes protestants à sortir de l'Union. Comme témoignage immédiat de sa bonne volonté, il défendit à ses sujets, sous peine de mort, de s'allier aux rebelles et même de leur écrire.

Pendant ce temps, le résident français à Vienne, Nicolas de Bangy, renouvelait à Ferdinand les assurances du Roi, ajoutant qu'il regardait la cause de l'Autriche comme la sienne et comme celle de tous les souverains. Ainsi encouragé, Ferdinand envoya à Paris, immédiatement après le retour de Fürstenberg, le conseiller aulique Jacques Kurz, baron de Senftenau. Le nouvel ambassadeur était chargé de lettres pour la mère du Roi, pour son confesseur et pour les personnages les plus influents de la cour. Dès sa première audience, Senftenau obtint de belles promesses : des troupes allaient se réunir à Metz, et entrer en Allemagne à la fin d'avril; mais, malgré les efforts de Luynes que soutenaient le nonce du Pape et l'ambassadeur d'Espagne, le parti hostile à la maison d'Autriche empêcha de rien exécuter.

Le Roi se décida cependant à suivre le conseil que lui donna le vieux président Jeannin. Dans un mémoire (février 1620), Jeannin lui rappelait que la politique des rois de France avait été, pendant longtemps, de s'opposer aux agrandissements de la maison d'Autriche; mais la situation avait changé : l'Autriche n'était plus à craindre; l'Empereur était dépouillé de presque tous ses États; l'Espagne, appauvrie, dépeuplée, sans soldats; les princes catholiques de l'Allemagne, divisés et faibles; les princes de l'Union, au contraire, bien armés, prêts à se jeter sur les biens

[1] Caillet, *Administration de Richelieu*, t. II, p. 377.



ecclésiastiques. Une victoire des protestants ferait courir le plus grand danger au catholicisme en Allemagne; le Roi ne pouvait le permettre. Mais comment s'y opposer? On ne devait pas faire sortir des troupes de France, de peur que les huguenots n'en profitassent pour se révolter : il fallait envoyer une ambassade solennelle en Allemagne, pour inviter les deux partis à déposer les armes et à faire la paix; il fallait y séparer les luthériens des calvinistes, en leur représentant que les calvinistes se proposaient de détruire toute religion autre que la leur, et en même temps conseiller à Ferdinand de faire quelques concessions, de peur de s'exposer à tout perdre en voulant tout sauver. Il fallait aussi essayer de réconcilier les deux partis, en leur montrant le Sultan prêt à profiter de leurs divisions. Enfin, si tous les efforts n'aboutissaient pas à rétablir la paix, on devait aider l'Empereur à faire la guerre [1].

Louis XIII suivit d'autant plus volontiers le conseil de Jeannin, que le Pape venait de l'inviter à se porter médiateur. Il envoya donc une ambassade composée de Charles de Valois, duc d'Angoulême, fils naturel de Charles IX, du comte de Béthune, de l'abbé de Préaux, seigneur de l'Aubespine de Châteauneuf, conseiller d'État, avec des lettres de créance pour l'Empereur, les principaux États de l'Empire, les villes impériales et hanséatiques, les rois de Pologne, de Danemark et de Suède, et le prince de Transylvanie [2].

En entrant à Nancy (18 avril 1620), l'ambassade apprit que l'Union allait tenir une assemblée à Ulm [3]. Elle s'y rendit aussitôt et, à peine arrivée, elle reçut la visite du duc de Würtemberg et du margrave d'Ansbach, lieutenant général de l'Union. L'ambassade pria ces deux princes de faire des ouvertures de paix; mais ils lui répondirent en présentant une lettre en faveur du Palatin, avec une liste de quatorze griefs contre l'administration impériale. Les ambassadeurs, que le duc de Bavière avait envoyés à Ulm sans y être invité, combattirent vivement les allégations

[1] JEANNIN, *Mémoires*, collection Petitot, t. XVI, p. 63 et suiv.

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 130, 232, 453 et suiv.; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. V (III, 2e part.), p. 122.

[3] Convoquée au nom du Palatin par Christian d'Anhalt (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 209).

des protestants : chacun des deux partis soutenait qu'il voulait la paix, et que les menaces de guerre venaient du parti adverse.

Les protestants avaient déjà commencé les hostilités, et, si elles n'étaient pas arrêtées à temps, la lutte allait s'engager et devenir générale. A la fin de l'année 1619, quelques princes de l'Union envahirent des territoires catholiques. Le 23 janvier 1620, le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach entra dans l'électorat de Mayence, y occupa le canton de Krautheim[1], et envoya de là une partie de ses troupes contre les évêchés de Franconie; il entra ensuite dans l'Ortenau[2] avec huit mille hommes, pour empêcher le colonel Anholt de passer le Rhin à Brisach avec des troupes levées en Lorraine pour le compte de l'Empereur. Mais comme on lui promit de ne pas attaquer les princes de l'Union, et qu'on le menaça de l'attaquer lui-même s'il barrait le chemin à Anholt, il laissa le passage libre. De son côté, le margrave Joachim-Ernest d'Ansbach, général en chef de l'Union, alors campé à Rottenbourg, laissa passer les troupes que le duc de Bavière avait levées dans les États de son frère l'électeur de Cologne, à la condition qu'elles n'attaqueraient pas les princes de l'Union. Il se dirigea ensuite vers la Bavière et campa entre Donauwerth et Nordlingue avec treize mille hommes, afin de surveiller à la fois l'assemblée de l'Union à Ulm, et l'armée de la Ligue, campée elle-même à peu de distance, à Lauingen, sous le commandement du duc de Bavière.

Lorsqu'on apprit que Spinola avait reçu du roi d'Espagne l'ordre d'aller des Pays-Bas au secours de l'Empereur, avec une armée de vingt-cinq mille hommes, les ambassadeurs français engagèrent de nouveau les princes de l'Union à faire la paix. Mais les protestants comptaient sur l'appui des Hollandais, des Hongrois, sur les subsides des villes, et ils espéraient que le roi de Danemark déciderait l'électeur de Saxe à rester neutre; ils se montraient pour cela peu disposés à suivre leurs conseils et peu effrayés de l'arrivée de Spinola.

Les ambassadeurs français, voyant leurs efforts inutiles, allaient s'embarquer sur le Danube pour se rendre à Vienne, lorsque les

[1] Sur le Jaxt, à la frontière du duché de Bade et du Würtemberg.

[2] L'Ortenau, pays situé à l'est de Strasbourg sur la rive droite du Rhin, dépendait de l'Autriche antérieure.

deux partis les prièrent de rester encore quelques jours. Les Bavarois faisaient de nouvelles propositions, et offraient, de la part des catholiques et de la Ligue, de n'attaquer ni les princes de l'Union ni les États héréditaires du Palatin, si l'Union s'engageait, de son côté, à ne pas attaquer la Ligue et à ne pas secourir les Bohémiens. Les ambassadeurs français appuyèrent vivement ces propositions, et le margrave d'Ansbach ayant fini, ainsi que le duc de Würtemberg, par les accepter, elles furent converties en un traité le 3 juillet 1620.

Par le traité d'Ulm, l'Union abandonnait son chef le Palatin. Comme le roi d'Angleterre, elle refusait de le soutenir en Bohême, se bornait à lui garantir ses États héréditaires, c'est-à-dire le Palatinat, et promettait de ne pas attaquer la Ligue, si la Ligue, de son côté, s'engageait à n'attaquer ni l'Union, ni les États héréditaires du Palatin. L'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg, beau-frère de Frédéric, s'était déclaré neutre[1].

Le duc de Savoie fit plus : lui qui avait envoyé à ses frais Mansfeld au secours des Bohémiens, non-seulement les abandonna, mais offrit de commander l'armée espagnole contre eux. Il avait reconnu que l'Empereur était le plus fort, et il se rangeait prudemment de son côté. Il espérait en outre faire épouser sa fille à l'Empereur, et obtenir lui-même le titre de roi de Lombardie. Frédéric ne voyait ses droits au trône de Bohême soutenus que par les trois ducs de la branche aînée de Saxe : Jean-Ernest, Frédéric et Guillaume de Weimar, qui ne pardonnaient pas à la maison de Habsbourg de les avoir dépouillés de la dignité électorale au profit de la branche cadette. Les princes de l'Union s'excusèrent auprès de Bethlen, en disant qu'ils n'avaient signé le traité que pour mieux soutenir le Palatin contre les Espagnols, à l'égard desquels rien n'avait été stipulé. Ils l'avaient signé en réalité dans leur intérêt personnel, afin de sauver leurs États, car n'ayant ni argent, ni troupes suffisantes, ils auraient été écrasés entre l'armée bavaroise et celle de Spinola. Dans l'entourage de Frédéric, on accusa le margrave d'Ansbach de s'être laissé gagner par l'argent de la France.

Louis XIII avait déjà rendu un grand service à l'Empereur, en

[1] L'électeur de Brandebourg avait promis beaucoup d'argent au Palatin, mais n'avait rien payé.



empêchant l'Union de secourir le Palatin ; Ferdinand essaya d'en obtenir quelque chose de plus : il lui demanda un secours effectif, un envoi de troupes; mais Louis XIII, soit qu'il ne voulût pas aider directement l'Autriche, soit qu'il craignit un soulèvement des huguenots dans ses États, refusa d'envoyer une armée hors de France. D'autre part, le prince d'Anhalt lui ayant demandé la promesse de rester neutre et de ne pas permettre d'enrôlements en France au profit de l'Empereur, il refusa de prendre aucun engagement.

Après la conclusion du traité d'Ulm, l'ambassade française se rendit à Vienne, où elle fut solennellement reçue (fin juin 1620). Elle engagea ensuite Bethlen et les États de Hongrie, alors réunis à Neusohl, à demeurer fidèles à Ferdinand; puis la victoire remportée par les Impériaux à la Montagne-Blanche changea complétement la situation [1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 411 et suiv., 452 et suiv., 464; Schreiber, *Maximilian I*, p. 209 et suiv.; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. V (III, 2e part.), p. 210; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 74; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 275; Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 48, 114.



CHAPITRE VIII

LES ARMÉES ALLEMANDES.
TILLY ET L'ARMÉE BAVAROISE. — CAMPAGNE DE BOHÊME.
BATAILLE DE LA MONTAGNE-BLANCHE (WEISSENBERG).

1620.

Les armées en Allemagne au dix-septième siècle. — Descartes. — Le duc Maximilien de Bavière crée une armée permanente.

Tilly, sa naissance, ses premières armes, son caractère, son portrait, sa rencontre avec le maréchal de Gramont.

Organisation de l'armée bavaroise. — *Les armées allemandes* : Infanterie, piquiers, mousquetaires. — Grosse cavalerie : cuirassiers. Cavalerie légère : carabiniers, dragons, Croates. — Vivres, transports, fortifications; géographie.

Obstacles rencontrés par Maximilien dans la diète de Bavière.

Forces des catholiques et des protestants. — Mandat d'exécution contre la Bohême (15 juin 1620). — *Soumission de la haute Autriche.* Maximilien part de Dillingen (10 juillet 1620), entre dans la haute Autriche (23 juillet), occupe Linz (4 août). Les États de la haute Autriche prêtent serment de fidélité (20 août). Le duc de Bavière garde la haute Autriche en gage.

Campagne de Bohême. — Maximilien part de Linz pour la Bohême (23 août), rejoint Bucquoy à Neu-Pölla (8 septembre). — Bucquoy veut poursuivre Anhalt en Moravie; Maximilien décide qu'on marchera sur Prague. — Les alliés arrivent devant Pilsen où se trouve Mansfeld (12 octobre).

Situation du Palatin et de la Bohême.

Mansfeld négocie avec Bucquoy; on ne peut s'entendre. — Les alliés marchent sur Prague (22 octobre). — Souffrances des soldats; aventure d'Hasslang. — Frédéric propose de négocier, mais refuse de déposer la couronne (20 octobre).

Les Bohémiens à Unhoscht (7 novembre). — Ils prennent l'avance, se retirent vers Prague pendant la nuit, et s'établissent sur la Montagne-Blanche. — Arrivée des alliés; ordre de bataille, conseil de guerre. — Querelles des Bohémiens.

Bataille de la Montagne-Blanche (*Weissenberg*) (8 novembre 1620).

Frédéric s'enfuit avec l'électrice (9 novembre). — Prague et les États prêtent serment de fidélité à Maximilien représentant l'Empereur (10 novembre).

Il y avait longtemps que Maximilien se préparait à la guerre :



« Après Dieu et l'amour du peuple, disait-il, de bonnes armées et des coffres bien remplis sont les plus fermes soutiens et les plus solides forteresses des princes [1]. »

Au dix-septième siècle, il n'existait pas encore d'armées permanentes en Allemagne. On enrôlait les soldats comme des ouvriers, pour un an, une saison, quelquefois même pour un mois. Les capitaines qui en étaient chargés exploitaient tel ou tel pays, et y faisaient battre le tambour; l'enrôlé recevait d'abord une prime, et était ensuite conduit dans une place de dépôt, où il prêtait serment. La plupart des troupes étaient licenciées à la fin de chaque campagne, et l'on ne gardait sur pied que celles qui étaient rigoureusement nécessaires pour les garnisons de quelques places fortes. Chaque année on en levait de nouvelles, ce qui exigeait beaucoup de temps et beaucoup d'argent. Dans l'intervalle, les troupes licenciées vivaient de pillage [2].

« En 1620 les États de Brandebourg levèrent des troupes, en leur donnant le privilége de faire des quêtes dans tout le pays pour fournir à leur subsistance. Les paysans avaient ordre de leur donner un liard chaque fois qu'ils gueuseraient [3], et des coups de bâton s'ils ne s'en contentaient pas. Que produisit cet arrangement ridicule? Au lieu d'acquérir des soldats, le prince n'établit qu'un corps de mendiants [4]. »

Les soldats venaient de tous les pays; ils appartenaient à toutes les religions, mais n'en observaient aucune. Leur but était de bien vivre, et de ne pas trop s'exposer dans les batailles. Ils ne respectaient rien, et ne songeaient qu'à leur solde, généralement plus élevée que le salaire de l'ouvrier. Cette solde n'était pas toujours payée : ils s'en dédommageaient alors par le pillage. Lorsqu'une ville était prise d'assaut, tout le butin appartenait au soldat, à l'exception des armes et des cloches, qui revenaient au souverain. Les cloches étaient destinées à être fondues et transformées en canons.

Aussitôt la guerre commencée, chaque parti se grossissait des

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 50; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 133.

[2] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 60; de Villermont, *Tilly, ou la guerre de Trente ans, de 1618 à 1632*, t. I, p. 15.

[3] Demanderaient l'aumône.

[4] Frédéric II, *Mémoires de Brandebourg*, t. I, p. 253 (OEuvres, 1789).

déserteurs du parti opposé, soit qu'ils eussent été enrôlés par force, soit qu'ils espérassent gagner davantage en passant à l'ennemi. Si une trêve leur déplaisait, les troupes se débandaient. Lorsqu'un prince voulait renforcer un parti sans paraître violer la neutralité, il licenciait ses soldats, sachant bien où ils courraient s'enrôler.

C'était à qui ne recevrait pas de soldats : Nürenberg offrit cent mille florins à Wallenstein pour ne pas lui servir de place de ralliement [1]. Les garnisons des villes étaient la terreur des environs. Les bourgeois pouvaient encore s'abriter derrière leurs murailles, mais les paysans étaient livrés sans défense aux maraudeurs; leurs maisons étaient incendiées après avoir été pillées, et les soldats détruisaient tout ce qu'ils n'enlevaient pas. A peu de distance, les uns avaient le superflu, les autres manquaient du nécessaire. Aux portes mêmes de Vienne, les arbres, les ceps de vigne étaient coupés et vendus, les moulins détruits. Les paysans se réunissaient en troupes pour pouvoir apporter des provisions à la ville; leur bétail était enlevé des étables, le blé arraché des champs, les portes, les fenêtres, les poêles brisés, les habitants frappés et maltraités; le soldat n'avait d'autre loi que son plaisir et son avidité.

Un corps de cavalerie légère polonaise vint, en 1621, au secours de Ferdinand. Une partie entra dans Vienne et y répandit la terreur. Les cavaliers donnaient à leurs chevaux des amandes et du vin d'Espagne qu'ils enlevaient aux marchands. Ils avaient déjà pillé la Silésie et la Moravie : ils pillèrent près de cinq cents villages dans les environs de Vienne. Les femmes et les enfants s'étaient réfugiés sur les îles du Danube et y mouraient de faim. On obtint le départ des Polonais à prix d'argent.

Les paysans furent souvent obligés de se réfugier au fond des bois, et de s'y nourrir d'herbe, d'écorces et de fruits sauvages; heureux quand ils n'y étaient pas encore poursuivis et torturés. Les voyageurs étaient dévalisés sur les grandes routes; on ne distinguait pas entre amis ou ennemis. Les propriétés de l'Empereur n'étaient pas plus respectées que celles de ses sujets; les soldats pillaient les vivres et le sel avant qu'ils fussent arrivés dans les greniers impériaux.

[1] C'était à Nürenberg qu'on s'approvisionnait d'armes.



Les églises elles-mêmes n'étaient pas respectées; les hosties étaient profanées, les calices et les ostensoirs enlevés, les ornements sacerdotaux souillés. Des cercueils de plomb, d'étain, étaient déterrés et vendus. Les étoles servaient à attacher les bœufs qu'on avait volés; les bannières des églises, à pousser en avant le menu bétail [1]. Descartes, qui fit la guerre en Allemagne à cette époque, écrivait : « J'ai bien de la peine à donner place au métier de la guerre parmi les professions honorables, voyant que l'oisiveté et le libertinage sont les deux principaux motifs qui y portent aujourd'hui la plupart des hommes [2]. »

Le duc de Bavière était le seul prince d'Allemagne pouvant entretenir une armée permanente, parce que seul il avait de bonnes finances. La population du duché, qui était alors de un million sept cent mille habitants, pouvait lui fournir quarante-cinq mille soldats [3]. Pour les organiser, Maximilien fit venir plusieurs officiers étrangers; le plus célèbre fut le lieutenant général baron Jean Tserclaës de Tilly. Né dans les Pays-Bas espagnols en février 1559 [4], et dernier enfant de sa famille, il avait à peine dix ans quand sa mère confia son éducation aux jésuites; il vint avec eux à Cologne. Tilly fit ses premières armes sous Alexandre Farnèse de Parme, fut d'abord simple soldat, puis s'éleva bientôt de grade en grade, commanda un régiment contre l'électeur de Cologne Gebhard Truchsess, assista, parmi les adversaires de Henri IV, aux mémorables journées d'Arques et d'Ivry, et fit la guerre en Hongrie dans les armées de l'Autriche. Il défendit ensuite Rodolphe contre son frère Mathias. Prévoyant que celui-ci allait devenir empereur, et ne voulant pas lui obéir après l'avoir combattu, il obtint un congé de Rodolphe, et prit du service chez le duc de Bavière [5].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 315 et suiv. O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 60 et suiv. — A la fin de la guerre de Trente ans, les soldats se firent suivre de leurs femmes et de leurs enfants.

[2] Millet, *Descartes avant* 1637, p. 52.

[3] On levait seulement 14,000 hommes à la fois.

[4] Les historiens ne sont pas d'accord sur le lieu de sa naissance; on cite le château de Tilly, près de Genappe (Brabant), Bruxelles et Liége (Villermont, *Tilly*, t. I, p. 2).

Tilly entra au service du duc de Bavière le 3 juin 1610 : il avait alors cinquante et un ans. Maximilien lui offrit une solde de 5,000 florins par an (Schreiber, *Maximilian I*, p. 53).

[5] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 63 et suiv.; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 2, 3

Tilly était un catholique fervent, un homme sobre, désintéressé, un général doué de grands talents militaires. Il ne se maria pas : ce fut un moine sous l'habit de soldat; il entendait chaque jour deux messes. Tilly montra de bonne heure une piété ascétique ; il semblait prédestiné à l'état ecclésiastique : il suivit la carrière des armes, qui n'en est pas toujours aussi différente qu'il semble. Maigre, de petite taille, son corps avait été endurci aux fatigues. Par suite d'une blessure reçue en combattant, il avait presque perdu, jeune encore, l'usage du bras gauche; il avait le front large et proéminent, les yeux bleus et vifs, le nez aquilin, le menton pointu, la barbe abondante; ses cheveux coupés ras blanchirent de bonne heure. Son visage était à la fois sérieux, digne et bienveillant; son regard assuré inspirait le respect; la simplicité de ses manières le faisait aimer des soldats [1].

Quelques années plus tard, en 1625, un volontaire français, le comte de Guiche, depuis maréchal de Gramont, nous fait de Tilly un portrait curieux :

« Jamais le comte de Guiche ne fut plus étonné que lorsqu'il vit pour la première fois ce comte de Tilly, dont la renommée faisait tant de bruit dans toute l'Europe. Il le trouva marchant à la tête de son armée, monté sur un petit cravate blanc [2], et vêtu assez bizarrement pour un général : il avait un pourpoint de satin vert tout découpé, à manches tailladées, des chaussettes de même, un petit chapeau carré, avec une grande plume rouge qui lui tombait sur les reins, un petit ceinturon large de deux doigts, auquel était pendue une épée de combat, et un seul pistolet à l'arçon de la selle. Un accoutrement aussi singulier fit d'abord croire au comte de Guiche que l'homme qui en était revêtu n'avait pas la cervelle bien timbrée, et qu'au lieu de trouver un général tel qu'il se l'était proposé sur la réputation publique, il était tombé entre les mains d'un fou; mais il ne tarda guère à le con-

et 7; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 50 et suiv.; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 133. Mathias avait même publié un écrit qui l'accusait de cruautés, et Tilly lui avait répondu victorieusement (O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 65).

[1] O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 63, 68 et suiv., 278; VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 32, 211.

[2] On appelait ainsi les chevaux tirés de la Croatie; ils étaient renommés pour leur vitesse.

naître, car il ne démêla jamais un capitaine plus sensé, ni plus sage, ni plus absolu dans son armée.

« Après que Tilly l'eut embrassé et témoigné la joie qu'il avait de le voir, il lui dit : « Monsieur le comte, mon habit vous paraît « sans doute extraordinaire, car il n'a rien de la mode de France, « mais il est à la mienne, et cela me suffit ; je suis même persuadé « que mon petit cravate et mon pistolet ne vous surprennent pas « moins. Cependant il est bon de ne vous laisser pas ignorer, « pour que vous jugiez favorablement du comte de Tilly que vous « êtes venu chercher de si loin, que j'en suis à la septième ba- « taille gagnée sans que le pistolet en question ait encore été « tiré, ni que le cravate ait molli sous moi. » Le vieux duc d'Albe... avec toute sa fierté espagnole, n'eût osé parler de lui avec autant de faste que le fit le petit Allemand avec son pourpoint de satin vert ; et le comte de Guiche sut bientôt à quoi s'en tenir et à qui il avait affaire [1]. »

Dès la première entrevue qu'il eut avec le duc, Tilly gagna toute sa confiance, et fut chargé par lui de créer une armée. L'armée bavaroise comprenait toute la population valide. Aucun fils de bourgeois ou de paysan ne pouvait se marier avant de savoir bien manier le mousquet ; aucun garçon de ferme ne pouvait danser en public autrement qu'en uniforme. Bourgeois et paysans composaient l'infanterie ; et, pour diminuer les frais, ils devaient avoir leurs habits ordinaires sur le modèle des uniformes.

Les soldats faisaient l'exercice les dimanches et les jours de fête ; et trois fois par an, aux époques où les travaux de la terre le permettaient, ils se réunissaient pendant huit jours pour compléter leur instruction ; des prix étaient distribués aux tireurs les plus adroits. Aucun soldat ne devait s'éloigner de sa demeure de plus d'un jour de marche, afin de pouvoir, au premier appel, accourir vers les places d'armes. Ceux qui avaient à faire plus d'un mille pour se rendre aux exercices recevaient une indemnité.

Maximilien s'occupa avec un soin particulier de la cavalerie, qui se recrutait principalement parmi la noblesse. Pour former une pépinière de bons officiers de cavalerie, il se créa une garde du

[1] GRAMONT, *Mémoires*, t. I, p. 296. — Tilly avait un frère aîné, Jacques Tilly, qui fit aussi la guerre, et dont les fils combattirent auprès de leur oncle (VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 13).



corps, composée de nobles ayant fait la guerre avec le grade de sergent-major. La noblesse bavaroise avait alors peu de goût pour le service militaire, et cherchait à y échapper sous divers prétextes. Pour lui donner ce goût, le duc exigea que tous les fils de nobles apprissent le métier des armes, non pas seulement dans leur pays par des exercices ou des simulacres de combats, mais en allant faire la guerre à l'étranger. Ainsi, en l'année 1604, deux cent quarante chevaliers allèrent, sous le commandement du comte de Hohenlohe, combattre les Turcs en Hongrie. Vers la fin du seizième siècle, la noblesse, amollie, avait pris l'habitude de se servir de voitures : Maximilien exigea que tout noble, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à celui de cinquante, n'allât qu'à cheval ; s'il était rencontré en voiture, la voiture était confisquée. Le duc inspectait souvent la cavalerie, et punissait sévèrement ceux qui manquaient aux exercices [1].

Les détails qui suivent peuvent s'appliquer, en général, à toutes les armées allemandes de cette époque.

L'infanterie se composait de piquiers et de mousquetaires, en nombre à peu près égal [2]. Le fantassin moderne est à la fois piquier et mousquetaire : il réunit dans un même instrument de combat l'arme blanche, la baïonnette qui est l'ancienne pique transformée, et l'arme à feu, le fusil qui est l'ancien mousquet simplifié et amélioré. Mais à l'époque de la guerre de Trente ans, ces deux armes étaient séparées : le piquier portait l'arme blanche, la pique ; et le mousquetaire portait l'arme à feu, le mousquet.

Les piquiers, reste du moyen âge, formaient la grosse infanterie. Vêtus d'une large culotte, et d'une camisole à larges manches serrée au corps par une ceinture, ils portaient un casque en fer à pointe, attaché sous le menton avec des courroies garnies de fer ; quelquefois un chapeau à larges bords. Les épaules étaient couvertes par une collerette en fer, appelée hausse-col, gorgerin ou gorgerette ; la poitrine, par une demi-cuirasse, c'est-à-dire un

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 57 et suiv.

[2] En Bavière, la compagnie *Fahnlein* comprenait cent piquiers et deux cents mousquetaires, c'est-à-dire en tout trois cents hommes. La proportion des mousquetaires y était donc plus forte qu'ailleurs. A l'exemple de l'armée espagnole des Pays-Bas, Tilly fit du bataillon d'infanterie l'unité militaire (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 55).



plastron sans dossière ; le ventre, par une sorte de tablier formé de plusieurs rangs de plaques de fer ou tassettes, appelé cotte ou hoqueton.

La principale arme des piquiers était une pique en bois de frêne ou de chêne, longue de quinze à dix-huit pieds[1], dont le fer, large d'un pouce et tranchant des deux côtés, se terminait en pointe. Garnie également de fer à son extrémité inférieure, la pique pouvait être plantée en terre. Les piquiers portaient en outre, au côté gauche, au lieu de l'ancien sabre court et recourbé, une assez longue épée ou rapière, avec laquelle ils pouvaient frapper d'estoc et de taille, en d'autres termes piquer et couper, et qu'ils étaient habitués à manier de bien des façons, puisqu'il y avait pour le maniement de l'épée vingt et une sortes de commandements[2].

Lorsqu'ils se voyaient sur le point d'être attaqués par l'ennemi, surtout par la cavalerie, les piquiers attendaient, le pied gauche en avant ; avec la main gauche ils tenaient la lance en arrêt, son extrémité inférieure appuyée sur le pied droit, et avec la main droite, l'épée levée et prête à frapper.

Les mousquetaires avaient le casque à pointe, le mousquet et l'épée. Leurs mousquets, longs de cinq pieds, étaient si pesants, qu'ils étaient obligés, pour tirer, de les appuyer sur une fourche en fer, emmanchée à un bâton de quatre pieds de long enfoncé en terre au moyen d'une forte pointe en fer.

La charge et le tir étaient assez compliqués. Au lieu d'une giberne renfermant des cartouches toutes préparées, le mousquetaire portait, de gauche à droite, une bandoulière en cuir, large de quatre pouces, à laquelle étaient suspendues onze petites boîtes ou dés en bois ou en fer-blanc, fermées par des couvercles. Dix de ces dés contenaient chacun une charge de poudre ; le onzième renfermait de la poudre destinée à être mise dans le bassinet[3]. Enfin au bas de la bandoulière étaient attachés un sac

[1] La pique bavaroise avait quinze pieds (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 55).

[2] Schreiber seul parle du sabre recourbé (*Maximilian I*, p. 55) et de la rapière. Gfrörer (*Gustav-Adolph, König von Schweden*, p. 697) dit : l'épée.

[3] Ces dés, qui avaient remplacé la flasque, étaient déjà un perfectionnement.

plein de balles, et une poire ou flasque remplie de poudre, pour regarnir les dés lorsqu'ils avaient été vidés.

Pour charger l'arme, on versait dans le canon du mousquet la poudre de l'un de ces dés; on y mettait ensuite une balle prise dans le sac, qu'on enfonçait avec une baguette; puis on versait un peu de poudre dans le bassinet avec le dé spécial. La charge achevée, on plaçait le mousquet sur la fourche. Le mousquetaire portait au petit doigt de la main gauche une mèche enflammée. A côté du bassinet se trouvait un chien sur lequel la mèche était ajustée et serrée au moyen d'une vis, et qui, par un mécanisme en forme de roue, pouvait être à volonté relevé ou abaissé, de manière à faire tomber la mèche enflammée sur la poudre du bassinet [1]. Le mousquetaire abaissait le chien, le coup partait, et l'on recommençait. La charge et la décharge d'un mousquet avaient lieu en quatre-vingt-dix-neuf temps, et encore avaient-elles été déjà simplifiées par l'adoption des dés de poudre suspendus à la bandoulière. Une semblable opération était fort longue. L'ensemble du tir, par suite du grand nombre des mouvements, était, on le comprend, très-incertain; et si par malheur, comme cela arriva dans plusieurs batailles, entre autres à la bataille de la Montagne-Blanche, le sol était trop sec ou trop gelé pour qu'on pût y planter la fourche, le tir était impossible.

Pendant la marche, le mousquetaire portait son arme sur l'épaule droite, et tenait avec la main gauche la fourche ainsi que la mèche allumée [2].

Les Suisses avaient été les premiers, au moyen âge, à rétablir l'infanterie, parce qu'ils ne possédaient pas de chevaux qu'ils pussent opposer à ceux des chevaliers; et ils l'avaient disposée en carrés comme la phalange macédonienne, dans le dessein de lui donner plus de solidité. Les Allemands suivirent leur exemple. Depuis Charles-Quint jusqu'à Maximilien II, un régiment d'infan-

[1] Dans quelques années il sera nécessaire de dire ce qu'étaient le bassinet et le chien, car les armes à feu modernes, qui n'ont déjà plus de bassinet, ne porteront peut-être bientôt plus de chien. Mais il n'est encore personne aujourd'hui qui n'ait vu quelques fusils à pierre munis du bassinet et du chien.

[2] Gfrörer dit qu'avec la main gauche il traînait sa fourche avec trois doigts, et tenait la mèche avec les deux autres (p. 697, fin).

terie de quatre mille hommes, dont deux mille cinq cents piquiers et mille cinq cents mousquetaires, ne formait, rangé en bataille, qu'un seul et énorme carré de plus de soixante hommes en largeur et en profondeur [1].

L'usage de l'artillerie rendit bientôt impossible un pareil ordre de bataille, qui présentait aux boulets des masses trop compactes. On étendit de plus en plus la largeur en diminuant la profondeur, afin de donner moins de prise au canon et de pouvoir plus facilement employer toutes ses forces. On augmenta aussi de plus en plus le nombre des mousquetaires par rapport au nombre des piquiers. Les dispositions varièrent beaucoup suivant les généraux; on imita d'ailleurs la tactique espagnole, surtout celle qu'on avait adoptée dans la guerre des Pays-Bas. En somme, les piquiers étaient disposés en masses plus ou moins nombreuses, plus ou moins larges, plus ou moins profondes, ayant la forme de carrés ou de parallélogrammes, et flanquées sur chacun des quatre angles par une compagnie de mousquetaires, ce qui donnait à l'ensemble la forme d'un échiquier. L'épaisseur des carrés ne fut plus de soixante hommes, mais de dix environ, ce qui, en face de l'artillerie, était encore beaucoup trop [3]. De plus, les piques des six premiers rangs arrivaient seules jusqu'au front; les piques des quatre derniers rangs n'y arrivaient pas et pour cela étaient presque inutiles [2].

Lorsqu'on marchait à l'ennemi, les deux compagnies de mousquetaires qui se trouvaient à la tête de chaque carré de piquiers faisaient feu, puis allaient recharger leurs armes derrière le carré, pendant que les deux compagnies de queue venaient les remplacer et tirer à leur tour. Cette manœuvre était rarement exécutée avec précision. Enfin, lorsque le carré avait rejoint l'ennemi, ou était rejoint par lui, les piquiers abaissaient leurs piques, et la mêlée commençait.

L'infanterie d'une armée était divisée en régiments composés de dix compagnies ou bataillons : cinq de piquiers, cinq de

[1] Gfrörer donne des détails sur les tercères espagnols (p. 700).

[2] Les gravures de Lotichius, représentant la bataille de la *Montagne-Blanche* à Prague, donnent une idée assez claire de cet arrangement (Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 208).

[3] A Lützen, Wallenstein eut le tort de former encore des carrés de soixante-dix hommes de profondeur (Gfrörer, p. 701).



mousquetaires. Chacune de ces compagnies devait avoir au complet trois cents hommes, mais elle n'en comptait guère en réalité que cent cinquante à deux cents, ce qui portait le régiment à quinze cents ou deux mille hommes au lieu de trois mille.

Le régiment d'infanterie était commandé par un général ou par un colonel, dont il portait le nom, qui en était propriétaire et qui l'entretenait, un lieutenant-colonel pouvant remplacer le colonel, et un vaguemestre-colonel ou major; il avait en outre un aumônier ou prédicateur. Chaque compagnie avait comme officiers : un capitaine dont elle portait aussi le nom, un lieutenant et un porte-drapeau, plus un chapelain; et comme sous-officiers : un sergent-major, un quartier-maître, un guide, un chef d'escouade chargé spécialement de veiller à la bonne tenue des armes, enfin un nombre variable de caporaux, chefs d'escouades et exempts.

Les officiers de piquiers portaient la pique et l'épée, et les officiers de mousquetaires une pertuisane, espèce de hallebarde.

Chaque régiment avait en outre son grand prévôt chargé de la police, avec ses assesseurs et son secrétaire; chaque compagnie, son chirurgien, deux tambours et deux fifres [1].

La cavalerie des armées allemandes comprenait des cuirassiers, des carabiniers, des dragons et des Croates.

Les cuirassiers formaient la grosse cavalerie. Ils étaient entièrement recouverts de fer, comme les chevaliers du moyen âge. La tête était protégée par un casque orné de plumes, et muni d'une visière qui s'abaissait pendant le combat; le buste, par la cuirasse complète, c'est-à-dire le plastron sur la poitrine et la dossière sur le dos, plus le hausse-col sur les épaules et les tassette sur le ventre; toutes ces pièces, en fer, se rattachaient par de courroies. Les cuisses étaient garanties par des cuissards, c'est-à-dire par une solide culotte de cuir couverte de petites plaques de fe semblables à des écailles. Les jambes et les pieds entraient dans de fortes bottes à revers garnies de lourds éperons. Des brassards, faits de plaques de fer, couvraient les bras; des gantelets de même métal, doublés de cuir à l'intérieur, couvraient les mains.

Le cavalier se tenait sur une lourde selle relevée par devant et par derrière, dans laquelle il se trouvait serré entre deux

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 55, 211, 224; Gfrörer, p. 696 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. 1, p. 513.



coussins. La bride était recouverte de fer, le mors massif et grossier.

Une épée peu flexible, longue, large et pouvant à volonté frapper d'estoc et de taille, pendait à un baudrier. Dans les fontes de la selle se trouvaient deux pistolets, longs de deux pieds, qu'on chargeait avec des balles du calibre vingt[1].

Malgré ce pesant équipement, le cuirassier, monté sur un excellent cheval, pouvait encore se mouvoir assez bien; mais s'il tombait, il lui fallait le secours de deux hommes pour se remettre en selle.

Les carabiniers, les dragons et les Croates composaient la cavalerie légère.

Les carabiniers ou chasseurs à cheval portaient un casque de fer, et une demi-cuirasse couvrant la poitrine et retenue par des lanières qui passaient derrière le dos. Leurs armes consistaient en une carabine longue de trois pieds, deux pistolets et une épée. La carabine se chargeait avec des balles du calibre vingt-quatre, et était suspendue au côté droit par une bandoulière passant sur l'épaule gauche. La selle portait à droite une petite poche contenant douze cartouches, et sur le pommeau, une autre en contenant six.

Les dragons et les Croates combattaient soit à cheval, soit à pied. Les dragons avaient le casque, une carabine et une épée; et les Croates, une carabine et une petite hache, celle-ci suspendue au pommeau de la selle.

Toutes les armes à feu de la cavalerie étaient à rouet, et pour cela valaient mieux que celles des fantassins. L'inflammation de la poudre du bassinet y était déterminée, non plus par une mèche comme dans le mousquet, mais par le frottement d'une roue de fer contre une pierre à fusil serrée dans un chien. L'étincelle de la pierre qui enflammait la poudre du bassinet remplaçait très-avantageusement la mèche. Cette arme n'avait pas été donnée à l'infanterie, parce qu'elle était plus chère et moins solide, et aussi parce que les fantassins n'y étaient pas habitués. C'est pour cela que l'infanterie garda le mousquet à mèche jusqu'à l'introduction du fusil à pierre.

Pour combattre, les cavaliers se disposaient habituellement sur

[1] C'est-à-dire vingt à la livre; une livre en faisait vingt.



deux rangs; mais quelquefois aussi les cuirassiers s'avançaient sur huit ou dix rangs; la cavalerie légère sur cinq ou six. Arrivé à portée de pistolet, le premier rang s'élançait sur l'ennemi et faisait feu, les cuirassiers de leurs pistolets, les carabiniers ou autres de leurs carabines et de leurs pistolets; puis, exécutant une conversion, le premier rang se repliait au galop à droite et à gauche pour recharger ses armes derrière le dernier rang. Le second rang allait tirer à son tour, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'ennemi eût été entamé et qu'on en vint à l'arme blanche. La vue de ces cavaliers revenant de la sorte comme s'ils fuyaient effrayait ou dérangeait souvent l'infanterie qui se trouvait placée derrière eux, et un général autrichien, Montecuculli, pense que cette tactique fut en grande partie cause de la défaite des Impériaux à Lützen.

Un régiment de cavalerie au complet se composait de cinq escadrons, chacun de cent à cent cinquante hommes, en tout cinq cents ou sept cent cinquante hommes environ; mais il était le plus souvent réduit à cinq cents hommes.

Il était commandé, comme celui d'infanterie, par un général ou un colonel, et un lieutenant-colonel. Chaque escadron avait à sa tête trois officiers : un capitaine [1], un lieutenant et un cornette qui portait le drapeau, plus quatre sous-officiers : le vaguemestre, un quartier-maître et deux caporaux.

Les régiments de cavalerie avaient, comme ceux d'infanterie, leurs aumôniers ou chapelains, leurs prévôts, leurs chirurgiens [2].

L'artillerie des armées allemandes était peut-être, de tout leur armement, la partie qui laissait le plus à désirer. On se servait de coulevrines longues de huit pieds et demi, tirant des boulets de seize livres et traînées par dix chevaux, de faucons tirant des boulets de six à huit livres, et de fauconneaux en tirant de deux livres. Mais les canons étaient généralement de plus fort calibre [3]. Les plus petits canons de Tilly lançaient des boulets de vingt-quatre livres; mais il en avait qui en lançaient de trente-six et de quarante-huit livres. Il fallait au moins vingt chevaux pour en traîner un,

[1] Chaque capitaine de cavalerie avait six serviteurs, sept chevaux pour lui, six pour son bagage (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 277).

[2] Gfrörer, *Gustav-Adolph*, p. 695 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 212, 225.

[3] Tilly n'avait que de la grosse artillerie.

plus douze chevaux pour les munitions. Ces canons n'étaient ajustés sur leurs affûts que pour le combat; pendant les marches on les en séparait, et comme ils n'avaient pas d'attelages spéciaux, on les plaçait sur de fortes charrettes tirées par des chevaux de paysans. De pareilles masses, d'un transport difficile, ne pouvaient suivre les mouvements des troupes pendant la lutte; on les mettait une fois pour toutes sur le front de l'armée : les canons engageaient la bataille, si l'ennemi consentait à se mettre à portée; mais ils ne changeaient plus de place tant qu'elle durait, en sorte que le vaincu, obligé de battre rapidement en retraite, perdait à peu près constamment toute son artillerie.

La manière de charger n'était pas moins défectueuse et exigeait beaucoup de temps. On introduisait successivement dans le canon la poudre, qu'on prenait dans un tonneau avec une pelle, puis le boulet.

L'artillerie était commandée par un colonel-zeugmestre (colonel-maître de l'artillerie), qui avait sous ses ordres des capitaines et des lieutenants d'artillerie. Un canon lançant des boulets de quinze livres était servi par quatorze hommes.

L'artillerie était peu nombreuse. Wallenstein eut, pendant son second commandement, jusqu'à quatre-vingts canons; mais Tilly n'en mena avec lui jamais plus de trente. Le duc de Bavière avait cependant amélioré son artillerie; il y avait surtout introduit la charge au moyen de gargousses dont la fabrication était un secret, et Tilly dut plusieurs de ses victoires à ce simple perfectionnement [1].

La proportion entre les diverses armes n'avait rien de réglé. Pendant les dix premières années de la guerre de Trente ans, il y eut mille cavaliers pour cinq mille fantassins, et un canon pour deux mille hommes. A partir de Gustave-Adolphe et de l'invasion des Suédois, l'artillerie fut notablement augmentée; et dans la seconde moitié de la guerre de Trente ans, le nombre des cavaliers dépassa de beaucoup celui des fantassins.

La charge de nourrir, équiper et entretenir les armées retombait principalement sur les villes, où se concentraient alors, comme aujourd'hui, les vivres, le matériel et tout ce qui sert à la guerre. Ces questions d'entretien décidaient en grande partie de la direc-

[1] Gfrörer, *Gustav-Adolph*, p. 706; Schreiber, *Maximilian I*, p. 56, 225.



tion à donner aux opérations, et les mouvements des armées n'avaient souvent pas d'autre but que de se procurer des vivres. Faute de chemins, on tenait encore plus qu'aujourd'hui à posséder le cours des fleuves, qui servaient à la fois de défense et de routes. On améliora également en Bavière le train des équipages; on confectionna de nouvelles voitures; on prépara des moulins, des approvisionnements de vivres, farine, viande, bière; et, pour le cas où l'on devrait se tenir sur la défensive, on fortifia les villes, et l'on créa des places de refuge pour recevoir au besoin la famille ducale, les trésors et les archives.

Pour les fortifications, le duc prit à son service, en 1608, Alexandre de Groote, célèbre ingénieur belge. On créa deux vastes camps retranchés, l'un près de Straubing, l'autre près de Schrobenhausen[1].

La géographie n'existait à peu près pas dans ce temps-là. On allait assez à l'aventure; on n'avait souvent ni cartes, ni plans. Tilly, sur le point de livrer la bataille de Lutter, n'avait aucune idée du terrain sur lequel il allait combattre. Il se renseigna, comme il put, auprès des officiers et des soldats qui avaient déjà parcouru le pays, et auprès des habitants[2].

Les armements de Maximilien ne pouvaient être ignorés des autres princes de l'Empire. Le duc sut écarter les soupçons des protestants, en faisant répandre le bruit qu'il se préparait à faire la guerre aux Turcs, et en laissant connaître le moins possible la force et la situation de ses troupes. Défense expresse était faite à tous les membres du directoire ou ministère de la guerre de rien divulguer à cet égard.

Ce ne fut pas sans rencontrer des obstacles que Maximilien acheva l'organisation de son armée. La diète bavaroise lui fit souvent opposition; on se récriait beaucoup sur les dépenses et les pertes de temps que l'armée occasionnait au pays. Mais il tint bon, cessa de réunir la diète, et, au bout de dix ans, au mo-

[1] VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 100, 108.

[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 359.

Cette ignorance de la géographie ne se rencontrait pas qu'en Allemagne. Quelques années plus tard, en France, sous le règne de Louis XIV, on se trompait d'un quart sur l'étendue du territoire; on croyait la France d'un quart plus grande qu'elle n'était (MOREAU DE JONNÈS, *Eléments de statistique*, p. 21).

ment où allait commencer en Allemagne la grande lutte entre les catholiques et les protestants, l'armée bavaroise fut prête à entrer en campagne et à sauver le catholicisme et l'Empereur [1].

Maximilien se préparait, avec l'armée de la Ligue, campée à Lauingen sur la rive gauche du Danube entre Ulm et Donauwerth, à attaquer celle de l'Union, campée elle-même entre Nordlingue et Donauwerth sous le commandement du margrave d'Ansbach, lorsqu'il apprit, le 5 juillet 1620, la conclusion du traité d'Ulm [2]. Ses États se trouvant désormais en sûreté et ses derrières assurés par la neutralité de l'Union, il marcha aussitôt au secours de l'Empereur contre les révoltés de Bohême.

L'électeur de Saxe se disposait à les attaquer en même temps du côté de la Lusace. L'Empereur avait promis de lui laisser ce margraviat de la couronne de Bohême en gage, jusqu'au remboursement de ses frais de guerre; et, dès le 15 juin, il lui avait expédié, ainsi qu'au duc de Bavière, le mandat d'exécution contre les rebelles, mandat par lequel il leur donnait plein pouvoir de faire la guerre comme ils le jugeraient convenable. Spinola, qui n'était pas lié par le traité d'Ulm, menaçait le bas Palatinat [3].

L'armée de la Ligue comptait trente mille hommes, dont vingt-quatre mille cinq cents fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers [4]. A la tête de l'infanterie se trouvait le lieutenant général Tilly [5]; à la tête de la cavalerie, le colonel de Lindelo. On comptait parmi les fantassins quatre mille Belges sous Anholt, et six cents Grisons sous le major de Salis. L'artillerie, composée de trente canons [6], avec huit cents chevaux et trois cents hommes pour servir les pièces, était commandée par le feldzeugmestre baron de Groote. Les officiers portaient chacun une écharpe blanche ou rouge; des plumets de différentes couleurs ornaient leurs chapeaux, et des chaînes d'or leurs poitrines. Chaque compagnie avait son drapeau, chaque escadron son étendard de grandeur et de

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 60, 67.
[2] Le quartier général de Maximilien était à Dillingen.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 493, 511, 546.
[4] Il y avait là douze mille Bavarois (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 203).
[5] Tilly avait alors soixante et un ans.
[6] Il n'en arriva que douze devant Prague.



couleur variées, avec des inscriptions et des dessins. Le drapeau de la garde du corps de Tilly représentait un aigle à double tête, avec la balance et l'épée dans les serres, et portait cette légende : « Pour l'Église et l'Empire[1]. »

L'armée impériale, commandée par Bucquoy, attendait en Moravie. Elle comptait vingt mille hommes. Les alliés catholiques allaient donc envahir la Bohême avec cinquante mille hommes, pendant que l'électeur de Saxe entrerait en Lusace avec douze mille hommes.

Le Palatin se trouvait, en Bohême, complétement isolé et abandonné à ses propres forces. Mansfeld restait neutre à Pilsen, et semblait n'attendre qu'une occasion de se vendre; Bethlen avait signé un armistice avec l'Empereur; le Sultan était retenu par une guerre avec la Pologne; et quelques troupes hollandaises, lancées sur l'évêché de Münster, étaient trop peu nombreuses et trop éloignées pour influer sérieusement sur l'issue de la guerre. Les Hollandais avaient d'ailleurs obtenu ce qu'ils voulaient, l'éloignement de Spinola. Jacques Ier et les princes de l'Union ne garantissaient au Palatin que ses États héréditaires; encore cette garantie était-elle tout à fait illusoire, car les quatre mille Anglais débarqués à Hambourg (mai 1620), et les vingt et un mille hommes de l'Union, treize mille sous Ansbach, entre Donauwerth et Norlingue, et huit mille sous le margrave de Bade-Durlach, dans l'Ortenau, étaient incapables de résister aux vingt-cinq mille Espagnols de Spinola. En somme, le Palatin n'avait à opposer aux cinquante mille hommes de Maximilien et de Bucquoy, et aux douze mille de l'électeur de Saxe, que vingt-deux mille hommes, dont seize mille Bohémiens et six mille Hongrois. Son armée était commandée par le prince d'Anhalt[2].

Si Maximilien avait voulu marcher sur Prague par le chemin le plus court, il aurait dû franchir le Böhmerwald, chaîne de montagnes couverte de forêts, qui sépare le bassin du Danube de celui de l'Elbe, et sert de frontière entre la Bohême et la Bavière. Mais il était difficile d'y faire passer des troupes et des vivres; et le pays, complétement épuisé de ce côté, ne pouvait fournir aucune

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 211; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 133; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 513.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 443, 453, 497; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 118.

ressource. En tournant, au contraire, par la haute Autriche, on rencontrait des montagnes moins élevées, on forçait l'ennemi à quitter les frontières de la Bavière, on divisait ses forces en l'attaquant au midi, tandis que l'électeur de Saxe le menaçait au nord, et l'armée bavaroise pouvait rejoindre plus tôt l'armée impériale. Enfin Ferdinand avait prié Maximilien de soumettre, en passant, les rebelles de la haute Autriche [1], et lui avait promis de lui laisser cette riche province en gage jusqu'au payement des frais de l'expédition de Bohême [2]. Le duc de Bavière y consentit.

Le 10 juillet 1620, sept jours après la signature du traité d'Ulm, Maximilien quitta son quartier général de Dillingen, et se dirigea avec son armée vers la haute Autriche. Il était accompagné des deux princes lorrains, François de Vaudemont, son beau-frère, et Charles, son neveu [3], du prince romain Virginio Orsini, et du duc de Teschen. Un historiographe et sept jésuites avec d'autres prêtres, placés sous la direction du confesseur du duc, Jean Buslid, suivaient l'armée.

Après avoir embarqué six régiments d'infanterie sur le Danube et envoyé sa cavalerie vers l'Inn par Straubing, Maximilien suivit avec le reste de l'infanterie la rive gauche du Danube. Au château de Donaustauf, une députation de la municipalité de Ratisbonne vint lui remettre, suivant une ancienne coutume, en sa qualité de protecteur de cette ville impériale, un pain d'avoine, des poissons et du vin. A Bogen [4], célèbre pèlerinage, il entendit dans l'église de la Sainte Vierge une messe solennelle.

Le 17 juillet, Maximilien se trouvant à Schärding sur l'Inn, non loin des frontières de la haute Autriche, le général des carmes, Dominique de Jésus-Marie, lui remit, de la part du Pape, le chapeau et l'épée consacrés qu'il était dans les usages du Saint-Siége d'envoyer aux princes qui partaient pour la croisade [5].

La nouvelle de l'arrivée du duc de Bavière à la tête de l'armée

[1] Maximilien avait exigé pour cela une patente formelle, et Ferdinand la lui avait envoyée le 9 mai 1620 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 497).

[2] Traité de Munich (8 octobre 1619).

[3] Le futur duc Charles IV de Lorraine.

[4] A l'est de Straubing.

[5] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 498 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 212 et suiv. Maximilien passa probablement le Danube à Passau (Schreiber, *Maximilian I*, p. 212).

de la Ligue remplit de terreur les rebelles de la haute Autriche; les chefs de la révolution et le premier d'entre eux, Erasme Tschernembl, s'enfuirent en Bohême. Les États, alors réunis à Linz, envoyèrent un capitaine au duc à Schärding, pour le prier de retirer ses troupes, en lui rappelant que les Autrichiens s'étaient toujours conduits en bons voisins à l'égard de la Bavière. Maximilien lui répondit qu'il enverrait des commissaires à Linz pour faire connaître à la diète le but de son expédition. Ces commissaires s'y rendirent effectivement (20 juillet), munis de la patente de l'Empereur qui chargeait le duc de recevoir, en son nom, le serment de fidélité de ses sujets, et de se faire remettre leur acte de confédération. Le duc invitait les rebelles à une soumission complète.

Le 23 juillet, une avant-garde de l'armée de la Ligue, composée de six mille fantassins et de deux mille cavaliers avec quatre canons, commandée par le colonel Hasslang, passa la frontière près de Ried[1]; Tilly suivait avec le corps principal, et le duc, avec l'arrière-garde. Ces troupes avaient ordre de ne combattre que si elles y étaient forcées. Depuis un an, la haute Autriche se préparait à la résistance : les passages avaient été fortifiés et obstrués par des abatis d'arbres, des troupes avaient été levées, des sentinelles occupaient les hauteurs pour surveiller l'ennemi. A Haag, l'avant-garde bavaroise trouva le chemin barricadé, le château fort de Stahrenberg fortifié, et trois mille paysans sous les armes. Ils furent facilement délogés, et l'on vengea, par le pillage et l'incendie de plusieurs villages, le meurtre avec torture de quelques soldats bavarois[2]. Les châteaux de Stahrenberg et d'Aistersheim se rendirent. Ces premières défaites empêchèrent toute résistance ultérieure.

Maximilien avait fixé aux États un délai de cinq jours pour se soumettre et prêter serment. Ils en profitèrent pour envoyer réclamer le secours du Palatin et de Bethlen, et demandèrent ensuite un nouveau délai. Le duc accorda encore deux jours; puis à une nouvelle demande il répondit par un refus, et marcha sur Linz par Ried et Grieskirchen. Arrivé en ce dernier lieu, il reçut une nouvelle députation des États. La diète lui déclarait que les

[1] La frontière bavaroise s'étendait alors plus à l'est qu'aujourd'hui.
[2] Le duc fit pendre les soldats qui avaient incendié.

Autrichiens n'avaient jamais voulu se soustraire à l'obéissance envers leur souverain, et qu'ils réclamaient seulement la liberté de conscience. Ils le priaient de ne pas mettre ses troupes en quartiers dans leur capitale; de ne pas exiger d'eux la suppression de leur acte de confédération, de peur de les exposer à une attaque de leurs anciens alliés, qui verraient en cela une injure; enfin, de leur accorder une amnistie sans restriction.

Maximilien déclara qu'il ne répondrait que lorsqu'il serait arrivé à Linz. Il se mit en route le 1er août. A Wels, les deux bourgmestres et les conseillers municipaux vinrent lui offrir les clefs; le 4, il entra dans Linz, capitale de la haute Autriche, et y logea au palais archiducal. Dès le lendemain, Maximilien envoya un corps d'armée, sous le colonel Anholt, vers les frontières de Bohême, et six mille hommes sous le colonel Hasslang, vers Furth dans le Böhmerwald, pour empêcher Mansfeld, alors à Pilsen, d'envahir la Bavière.

Cependant, les États ne se soumettant pas, Maximilien leur déclara qu'il n'était pas venu pour négocier, mais pour recevoir leur serment de fidélité sans conditions; leur confédération était contraire aux droits de leur souverain : ils devaient la dissoudre[1]; quant à l'amnistie, l'Empereur seul pouvait l'accorder. Les États disputèrent le terrain pied à pied; tantôt ils demandaient que le sceau de l'acte de confédération ne fût pas brisé, tantôt ils ne voulaient prêter serment que si leurs privilèges étaient confirmés. Le duc consentit à remplacer la rupture du sceau par une déclaration de nullité de l'acte de confédération, et, pour la confirmation de leurs privilèges, il les renvoya à l'Empereur.

Les États, poussés à bout, cédèrent. Le 20 août, ils se rendirent au château, prêtèrent le serment de fidélité, et signèrent la déclaration qui annulait l'acte de confédération. Ce fut ainsi que la haute Autriche rentra dans l'obéissance[2].

Les États avaient six mille soldats bien équipés; le duc offrit de les prendre à son service; et comme la cause à soutenir leur importait peu, ils acceptèrent volontiers. Maximilien laissa dans le pays, comme gouverneur, le comte Adam d'Herberstorf avec cinq mille

[1] Hurter prétend que le duc était plus rigoureux que Ferdinand (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 502). Schreiber dit le contraire (*Maximilian I*, p. 216).

[2] La basse Autriche avait déjà prêté serment.

hommes. Il devait, conformément au traité de Munich, garder la province en gage jusqu'au remboursement des dépenses faites dans l'intérêt de l'Empereur [1].

Après avoir soumis la haute Autriche et en avoir pris possession, Maximilien se dirigea vers la Bohême [2]. Le 23 août il quitta Linz, et arriva le lendemain à Freistadt, sur le versant méridional des montagnes. Le pays était complétement ruiné, les chemins mauvais et détrempés. Bien que l'armée eût emporté des vivres, la disette ne tarda pas à s'y faire sentir, et à augmenter les maladies qui l'avaient déjà atteinte dans la haute Autriche [3].

De Freistadt, où il séjourna quelque temps pour réparer son matériel d'artillerie, le duc somma les États de Bohême de rentrer dans le devoir, et le Palatin, de déposer la couronne. Les États et le Palatin répondirent que leur cause était juste, et qu'ils étaient prêts à verser leur sang et à sacrifier tous leurs biens pour la soutenir. Maximilien franchit alors les montagnes et occupa Kaplitz, le premier bourg de Bohême. De là il se dirigea vers l'est, afin de se réunir à l'armée impériale que commandait Bucquoy, car l'envoi de Hasslang à Furth et les garnisons laissées dans la haute Autriche avaient fort affaibli les Bavarois. Il rentra dans la basse Autriche, traversa Weitra, Zwettel, et arriva à Neu-Pölla, où la jonction eut lieu le 8 septembre.

Le prince d'Anhalt, généralissime du Palatin, manœuvrait sur les frontières de la Moravie et de la basse Autriche, entre Drosendorf et Znaïm, pour attirer l'armée catholique dans un pays déjà épuisé où elle périrait de froid et de faim pendant l'hiver. Bucquoy, tombant dans le piége, était d'avis de le poursuivre; mais Maximilien et Tilly pensèrent qu'il valait mieux pousser rapidement sur Prague, et, avant que la disette et les maladies eussent trop affaibli l'armée, soumettre tout le pays d'un seul coup en s'emparant de sa capitale.

Bucquoy fut obligé de céder; on entra en Bohême par Schwei-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 500 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 213 et suiv.

[2] La révolte d'un corps français retarda le départ pendant quelques jours (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 72).

[3] Maximilien reçut à Freistadt une lettre de Bethlen qui le menaçait de mettre la Bavière à feu et à sang, s'il ne se retirait pas (Schreiber, *Maximilian I*, p. 217).

nitz, et le 22 septembre toute l'armée arriva à Budweis, au confluent du Malsch et de la Moldau. Après avoir rallié dans cette ville deux régiments que Verdugo avait amenés d'Italie par la Suisse, les deux armées se dirigèrent au nord-ouest : Maximilien par la droite, vers Wodnian, et Bucquoy par la gauche, vers Prachatitz. Wodnian refusa d'ouvrir ses portes : le lendemain, l'artillerie commença le feu, et le soir un incendie obligea la ville à se rendre à discrétion. Le duc interdit le pillage et se fit seulement donner des vivres. La résistance fut plus vive à Prachatitz ; les Impériaux prirent la ville d'assaut et passèrent au fil de l'épée les soldats et les bourgeois. Les alliés marchèrent ensuite sur Pisek, où ils se réunirent le 28 septembre. Pendant qu'on négociait avec les bourgeois, les Wallons, sans en avoir reçu l'ordre, emportèrent la place d'assaut, la pillèrent et massacrèrent un grand nombre d'habitants avant que les chefs eussent pu les arrêter. Plusieurs petites villes du voisinage, craignant d'éprouver le même sort, ouvrirent leurs portes.

Le 1er octobre, l'armée de la Ligue en tête et celle de l'Empereur la suivant, on s'avança par Strakonitz contre Pilsen. Mansfeld était revenu dans cette ville, après avoir été repoussé, par Hasslang, de Cham et de Furth, où il avait essayé d'opérer une diversion du côté de la Bavière. Hasslang, en le poursuivant, avait pris Taus et Klattau; il rejoignit les alliés devant Pilsen (12 octobre).

Pendant ce temps, l'armée bohémienne était campée autour de Rokitzan, à peu de distance à l'est de Pilsen, et Frédéric se tenait près de là. A la nouvelle du traité d'Ulm et de l'expédition entreprise contre lui, le Palatin avait fait des préparatifs de défense. Mais il n'obtenait que peu de concours de la part de ses sujets, et il semblait peu compter sur le succès, car il avait envoyé en Hollande son fils aîné, que les États avaient déclaré, cinq mois auparavant, héritier de la couronne. On désarma les catholiques, et le Palatin, après avoir nommé un conseil pour gouverner en son absence, partit pour l'armée.

Frédéric n'avait rien de ce qu'il fallait pour remplir le rôle difficile dont il s'était chargé en acceptant la couronne. Il ne songeait qu'à ses plaisirs, et se laissait complétement diriger par son prédicateur calviniste Scultetus. Celui-ci ne voyait rien au delà du triomphe de sa secte, et les luthériens disaient de lui qu'il



avait fait plus de mal à la religion de l'Évangile en six mois, que les jésuites en cinquante ans [1].

Pour les affaires politiques et militaires, Frédéric en abandonnait le soin au prince Christian d'Anhalt, auquel il avait donné le commandement en chef de l'armée avec le titre de lieutenant général. Les mesures tyranniques du Palatin, sa préférence pour les calvinistes, irritaient à la fois les catholiques et les luthériens. Les chefs de la révolution, Thurn, Hohenlohe, ne pouvaient supporter qu'il leur eût préféré le prince d'Anhalt pour commander l'armée; et les seigneurs bohémiens, qui avaient espéré gouverner sous son nom, ne lui pardonnaient pas de confier tout le pouvoir à des étrangers. Ces seigneurs voulaient, du reste, recueillir tous les avantages de la révolution sans en supporter les charges. On cite l'un d'eux qui, ayant vingt-neuf mille florins de revenu, en offrit seulement trois cents pour la guerre. La plupart ne payèrent que le dixième de ce qu'on leur demandait; ils n'étaient disposés à aucune sorte de sacrifice : Frédéric ayant un jour convoqué les principaux chefs pour sept heures du matin, plusieurs répondirent que c'était les déranger trop tôt [2]. Le peuple n'était pas non plus attaché à Frédéric; les charges n'avaient fait que s'accroître depuis son avénement au trône. Les soldats, mal payés, exaspérés contre le gouvernement, à l'avarice et à l'incurie duquel ils attribuaient la famine, les privations et toutes les souffrances qu'ils enduraient, ne gardaient plus aucune discipline et pillaient indifféremment amis et ennemis [3]. Enfin, si Bethlen avait procuré à Frédéric quelques milliers de cavaliers hongrois, cette alliance avec un prince que soutenaient les Turcs avait jeté sur le parti calviniste une grande défaveur. Le Palatin n'était pas même secouru par les pays de la couronne de Bohême; la Moravie seule lui avait envoyé un faible renfort; la Silésie et la Lusace gardaient toutes leurs troupes pour résister à l'électeur de Saxe.

Aussi Anhalt résolut-il de ne pas livrer à des troupes plus nombreuses et plus aguerries que les siennes une bataille qui aurait pu aboutir à une défaite décisive. Après avoir échoué dans son

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 49.

[2] *Id., ibid.*, p. 76, 77.

[3] Lorsque les catholiques entrèrent en Bohême, l'arriéré de solde dû à l'armée bohémienne s'élevait à quarante-cinq tonnes d'or, soit quatre millions et demi de florins (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 76).

dessein d'attirer l'ennemi du côté de la Moravie, il s'efforça de retarder sa marche par des escarmouches [1].

Mansfeld avait établi son quartier général à Pilsen. Irrité de ce que le Palatin ne lui payait pas sa solde et lui avait préféré le comte de Hohenlohe pour la charge de maréchal de camp, il refusa de recevoir dans la place un renfort de troupes bohêmes, et ne fit rien pour inquiéter les alliés, auxquels il fournit même des vivres. Il semblait hésiter entre Ferdinand et Frédéric, et parlait de se rendre au duc de Bavière; on disait qu'il allait embrasser le parti de l'Empereur. Des négociations eurent lieu entre Mansfeld et Bucquoy; on ignore sur quoi elles portèrent et quelles raisons les firent échouer. On a prétendu que les conditions que le chef de bandes mettait à sa soumission furent si exorbitantes, que le duc de Bavière empêcha de les accepter. Quoi qu'il en soit, Mansfeld resta simple spectateur entre les deux armées. Bucquoy, trompé dans l'espoir qu'il avait eu que Mansfeld embrasserait le parti de l'Empereur, voulut s'en venger en prenant Pilsen; mais Maximilien et Tilly, fidèles à leur plan d'atteindre Prague le plus tôt possible, s'y opposèrent. Pour la seconde fois depuis le commencement de la campagne, Bucquoy fut obligé de céder. Après onze jours perdus sous les murs de Pilsen en négociations inutiles, les alliés levèrent leur camp (22 octobre) et marchèrent sur Prague [2].

Le plan de Tilly était en effet le seul praticable. La prise d'une place aussi forte que Pilsen aurait exigé un long siége; or, le succès de la campagne dépendait de la rapidité des opérations, car l'hiver approchait. Cette rapidité était loin d'être aussi grande qu'on l'aurait désiré. Les chemins étant défoncés, l'artillerie n'avançait qu'avec peine, et la marche des troupes se trouvait à chaque instant retardée par quelque château fort qu'il fallait enlever de vive force. On manquait de vivres : l'armée de la Ligue en tirait de la Bavière au prix d'efforts infinis, et les faisait durer grâce à sa discipline; mais les Impériaux, habitués à la guerre de partisans et à la maraude, gaspillaient ceux qu'ils pou-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 514; Schreiber, *Maximilian I*, p. 216; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 122.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 518; Schreiber, *Maximilian I*, p. 220; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 127; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 269; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 104.



vaient se procurer, et, malgré tous les efforts de Maximilien, pillaient, incendiaient les maisons, les couvents, les églises, maltraitaient les habitants, emmenaient prisonniers de malheureux paysans, hommes, femmes, enfants, et ne les relâchaient que contre des rançons; ils ne respectaient pas même les approvisionnements de l'armée bavaroise[1]. Les maladies épidémiques enlevèrent bientôt des centaines d'hommes par jour. Le froid vint encore augmenter les souffrances des alliés. Dans le courant d'octobre la neige tomba en abondance, et la température s'abaissa au point que, chaque nuit, quantité d'hommes et d'animaux gelaient sur place. Avant d'arriver devant Prague, les alliés avaient déjà perdu quatorze mille hommes. Plusieurs officiers succombèrent. Le colonel Hasslang, atteint par l'épidémie, se vit obligé de quitter l'armée pour rentrer en Bavière. Il voyageait en litière et traversait une forêt du Böhmerwald, quand des cavaliers hongrois le surprirent, lui enlevèrent tout, jusqu'à sa chemise, et l'emmenèrent attaché sur un cheval. Son fils, qu'une partie de jeu trop prolongée avait retenu, arriva trop tard pour le délivrer. Le duc de Bavière réclama vainement au Palatin son malheureux prisonnier : Hasslang succomba peu de temps après.

L'armée bohémienne était encore en plus mauvais état que l'armée catholique. Le froid, la famine, les maladies, lui imposaient les mêmes souffrances ; mais elle ne les supportait pas aussi bien, parce qu'elle avait moins de discipline et que ses chefs, divisés entre eux, ne lui inspiraient aucune confiance. Frédéric, sentant son infériorité, essaya d'arrêter les alliés par des négociations. Pendant qu'ils étaient encore devant Pilsen (20 octobre), il fit demander à Maximilien une entrevue personnelle; mais le duc lui répondit qu'il était fermement décidé à ne pas entrer en relation avec lui tant qu'il n'aurait pas déposé la couronne. Frédéric ne voulut pas y consentir, malgré les conseils de l'ambassadeur anglais; il retourna à Prague pour fortifier la position de l'Étoile, située sur les hauteurs à l'ouest de la capitale.

Ayant levé le siége de Pilsen, Maximilien vint établir son quartier général à Bolchin, à une demi-heure de Rakonitz et à six milles de Prague. L'armée catholique, les troupes de la Ligue ouvrant la

[1] Une miche de pain coûtait une couronne; une mesure de vin, un thaler (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 78).

marche et les Impériaux la fermant, s'avançait avec lenteur sur des collines couvertes de forêts, ayant à sa droite une rivière, la Beraun, et à sa gauche des hauteurs d'où l'armée bohémienne surveillait tous ses mouvements. Maximilien fit plusieurs tentatives pour attirer l'ennemi à une bataille rangée, mais le prince d'Anhalt, inférieur en nombre, eut la prudence de toujours la refuser; il cherchait seulement à harceler les alliés et à les surprendre. Un jour, Maximilien, Tilly et Bucquoy, étant allés faire une reconnaissance avec une escorte de quarante-huit cuirassiers bavarois, tombèrent dans une embuscade de trois cent cinquante cavaliers hongrois; ils allaient être pris, quand Tilly chargea bravement les Hongrois et les mit en fuite. Une autre fois (3 novembre), Bucquoy manqua perdre la vie dans une rencontre; grièvement blessé, il fut obligé de suivre l'armée en litière.

Le 7 novembre, ayant un peu d'avance, les Bohémiens firent une courte halte, le soir, dans le bourg d'Unhoscht[1], et, laissant leurs feux allumés pour dissimuler leur départ, se retirèrent du côté de Prague au commencement de la nuit[2].

En venant de Pilsen à Prague, on rencontre, avant cette dernière ville, un ruisseau assez large et marécageux, le Littowitz. Ce ruisseau court de gauche à droite et va se jeter dans la Beraun, à peu de distance du confluent de cette rivière avec la Moldau. Derrière le Littowitz se trouve le bourg d'Hostiwitz, dans lequel on ne peut entrer que par un pont fort étroit, puis une plaine favorable au développement des troupes, à l'extrémité de laquelle commence une série de mamelons dont le dernier et le plus élevé est le *Weissenberg*, la montagne Blanche, à l'ouest de Prague. Le village et le pont formaient une position facile à défendre; Anhalt aurait voulu l'occuper; mais les autres chefs des rebelles donnèrent l'ordre d'aller tout de suite se retrancher sur les hauteurs, et le prince fut obligé de suivre. Il était une heure après minuit quand les Bohémiens atteignirent le sommet de la montagne Blanche.

L'armée bohémienne comptait alors vingt-quatre mille hommes, tandis que les alliés en avaient quarante-quatre mille. Mais l'in-

[1] A deux heures ou deux lieues à l'ouest de Prague.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 519 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 220; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 126; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 78.

fériorité du nombre était en partie compensée, du côté des Bohémiens, par la supériorité de la position. Adossés en effet à la ville de Prague, qui, en cas d'échec, assurait leur retraite, ayant leur aile gauche protégée par la Moldau et par une pente escarpée, leur aile droite appuyée au parc du château royal de l'Étoile, parc fortement occupé par des mousquetaires moraves, ils ne pouvaient être assaillis que de front, et ce front, ils l'avaient fortifié au moyen de redoutes. Mais les troupes, qui n'avaient pu ni entamer, ni arrêter les alliés depuis leur entrée en Bohême, étaient découragées, et leur dernière marche de nuit les avait harassées.

Le prince d'Anhalt plaça son infanterie au centre et sa cavalerie sur les ailes, le tout sur deux lignes ou batailles. L'artillerie ne comptait que dix pièces. Anhalt, contrairement à l'usage, qui était de les mettre tout à fait en avant, les plaça derrière la première ligne, dans trois redoutes qu'il avait fait élever pendant la nuit à la lueur des torches, de telle sorte qu'elles pussent tirer par-dessus la première ligne.

Derrière l'aile gauche, près de Prague, se trouvaient six mille cavaliers hongrois, envoyés par Bethlen. Ils formaient la réserve, et devaient fondre sur l'ennemi dès qu'il aurait été ébranlé. Appartenant surtout à la petite noblesse, ces cavaliers étaient bien armés, bien équipés, revêtus de brillants uniformes; mais leur enthousiasme pour la cause de la Bohême avait été singulièrement refroidi par les succès de l'armée catholique; ils étaient mécontents de n'avoir pas reçu leur solde, et d'ailleurs plus habitués à piller qu'à combattre. De plus, leur chef, Bordenissa, était malade, et son absence avait fait disparaître le peu de discipline qui leur restait. Frédéric, rentré dans Prague, se berçait de l'espoir que l'ennemi n'oserait pas livrer bataille à une armée aussi bien retranchée que la sienne. Il ignorait d'ailleurs le nombre de ses troupes, et croyait avoir encore vingt-huit mille hommes, sans compter les six mille Hongrois, c'est-à-dire trente-quatre mille en tout, tandis qu'il ne lui en restait en réalité que vingt-quatre mille, dont treize mille fantassins et onze mille cavaliers. Ses principaux généraux, outre Anhalt, étaient : Thurn, Hohenlohe, Solms, Hollach, et le jeune prince d'Anhalt, fils du général en chef.

Les Bavarois s'étaient aperçus, le 7 novembre, vers les neuf



heures du soir, du départ des Bohémiens. A minuit, Maximilien monta à cheval pour les poursuivre. Il eut quelque peine à entraîner Bucquoy, qui trouvait ses troupes trop dispersées et trop fatiguées. L'avant-garde arriva au point du jour en vue de la montagne Blanche. Vers les huit heures du matin, Tilly explorait le pays pour découvrir un endroit où l'on pût ranger l'armée en bataille; il trouva le bourg d'Hostiwitz abandonné par l'ennemi, et au delà, dans la plaine située sur la rive gauche du Littowitz, la position qu'il cherchait. Il proposa sur-le-champ de faire traverser le ruisseau et le village par les troupes, et de les ranger en bataille dans la plaine. Bucquoy fut d'avis de ne pas pousser plus avant, parce que les Impériaux n'étaient pas encore arrivés, et que toutes les troupes étaient fatiguées de leur marche de nuit. Mais l'avis de Tilly l'emporta : le colonel Anholt avait déjà franchi le pont avec ses cavaliers.

L'armée catholique comptait vingt-quatre mille cinq cents soldats de la Ligue, en majeure partie bavarois, et dix-neuf mille cinq cents Impériaux, en tout quarante-quatre mille hommes, dont trente-deux mille fantassins et douze mille cavaliers. Tilly, après le passage du ruisseau, la rangea en bataille : l'infanterie au centre, la cavalerie sur les ailes, le tout sur deux lignes. Deux régiments d'infanterie et huit mille cavaliers formaient la réserve. L'artillerie, qui appartenait tout entière au duc de Bavière, comprenait douze canons, portant chacun le nom d'un des douze apôtres, et divisés en six batteries, chacune de deux pièces. Il y avait une batterie à l'aile droite, une à l'aile gauche et quatre au centre. Les troupes de la Ligue formaient l'aile gauche et le centre; les Impériaux, l'aile droite. Dans la réserve, l'infanterie appartenait à la Ligue et la cavalerie aux Impériaux. Comme la première ligne d'infanterie se composait de quatre corps et la seconde de trois corps avec la réserve derrière, l'ensemble avait la forme d'un triangle, dont la base faisait face à l'ennemi.

Avant d'engager la bataille, on tint un conseil de guerre. Tilly proposa d'attaquer sur-le-champ. Il s'était aperçu que le point le plus faible de l'ennemi était son aile droite, appuyée au parc royal; c'est pourquoi il conseilla de commencer par battre cette aile droite, pendant qu'on ferait une simple démonstration contre le centre et l'aile gauche. Maximilien, les généraux, les colonels



approuvèrent le plan de Tilly, et demandèrent une attaque immédiate; mais Bucquoy taxa ce plan de témérité. Il fit observer de nouveau que les troupes étaient trop fatiguées de leur marche de nuit, et que la position de l'ennemi était trop forte pour qu'on pût l'enlever de front. Il proposa de tourner la montagne Blanche par la gauche, du côté de l'ouest, et d'attirer l'ennemi hors de ses formidables positions en dirigeant une fausse attaque contre Prague. Tilly renouvela son avis. Il annonça que le colonel Lamotte, envoyé en reconnaissance, avait constaté que les retranchements, à peine ébauchés, ne pourraient pas offrir de résistance sérieuse; l'armée bohémienne était démoralisée et inférieure en nombre; attendre serait lui donner le temps de recevoir des renforts et de rendre sa position inexpugnable. Tilly et Maximilien ajoutèrent que puisqu'ils soutenaient la cause de Dieu et de tous les saints, dont on célébrait le jour même l'octave de la fête, il fallait mettre en eux sa confiance.

Pendant qu'on discutait encore, le général de l'ordre des carmes, Dominique de Jésus-Marie, vint dans la tente où se tenait le conseil. C'était un Espagnol, très-vénéré à cause de la sainteté de sa vie. Quoiqu'il eût soixante et un ans, il suivait constamment l'armée, s'associait à ses souffrances et l'encourageait par ses paroles et son exemple. Il soutint vivement le duc et Tilly; il fallait, disait-il, mettre sa confiance en Dieu, comme l'ennemi la mettait dans son orgueil. Puis, élevant une vieille image de la Sainte Vierge, à laquelle les hérétiques avaient crevé les yeux, il s'écria : « Voyez ce qu'ils ont fait à la Mère de Dieu! elle vous protégera. » Ce discours mit fin à la discussion; on prit aussitôt le nom de *Marie* pour cri de guerre, et l'on ordonna de porter l'image en tête de l'armée[1]. Le jésuite Henri Fitzsimon entonna le *Salve, Regina;* le duc, Bucquoy et toute l'armée y répondirent. La veille, tous les soldats s'étaient confessés et avaient communié. L'écharpe blanche était leur signe de ralliement. Au milieu d'eux flottait le

[1] On l'appela plus tard Notre chère Dame de la Victoire. Le père Dominique la porta effectivement pendant la bataille au milieu des Bavarois. Elle fut ensuite envoyée à Rome, et placée successivement dans l'église de Sainte-Marie-Majeure et dans l'église des carmes déchaussés de Saint-Paul (*Mercure français*, t. VIII, p. 387). La présence du Père Dominique au conseil de guerre a été révoquée en doute (BRENDEL, *Die Schlacht am weissen Berge bei Prag*, Halle, 1875, p. 47).

grand étendard du duc, avec l'image de Marie, protectrice de la Ligue.

Maximilien prit le commandement du centre, Tilly, celui de l'aile gauche, et le général Rodolphe de Tiefenbach remplaça Bucquoy à l'aile droite[1]. Tilly parcourut les rangs à cheval et jeta un dernier coup d'œil sur les troupes. Les colonels lui inspiraient pleine confiance : la plupart avaient fait la guerre dans les Pays-Bas à l'école de généraux espagnols.

Les généraux des Bohémiens n'avaient pas été moins divisés que ceux des alliés; mais ils ne purent pas, comme eux, se mettre d'accord à temps. Le général en chef, prince d'Anhalt, aurait voulu prendre l'offensive et attaquer les Bavarois au moment où, passant le Littowitz, ils se trouvaient partagés en deux, ou du moins avant qu'ils se fussent rangés en bataille et eussent été rejoints par les Impériaux. Mais le maréchal de camp Hohenlohe, qui commandait en second, objecta que les Impériaux pouvaient arriver à chaque instant, que l'armée bohémienne n'était pas assez nombreuse pour se mesurer en rase campagne avec les alliés réunis, et qu'il ne fallait pas s'exposer à les avoir tous sur les bras lorsqu'on aurait abandonné les hauteurs. Il valait mieux les attendre, et compenser l'infériorité du nombre par la supériorité des positions. Le plus sûr aurait encore été de se retirer dans Prague même et de s'y abriter; mais les chefs ne l'osaient pas, de peur que les soldats, qui depuis longtemps n'avaient rien reçu, ne pillassent la ville. On resta donc en dehors des murs, mais on se tint sur la défensive. L'aile droite était commandée par Hollach, le centre par Anhalt; à l'aile gauche se trouvait le jeune prince d'Anhalt. Les soldats portaient des écharpes bleues pour se distinguer des ennemis.

C'était le 8 novembre 1620, un dimanche, et l'on remarqua que l'évangile du jour était celui qui contient ces mots : « Rendez à César ce qui est à César. » Il était midi lorsque, les derniers régiments impériaux ayant rejoint, Tilly donna le signal de la bataille en faisant tirer trois coups de canon. Les douze apôtres se

[1] Au nombre des officiers de l'armée de la Ligue, se trouvait un jeune Français de vingt-quatre ans qui allait devenir l'un des plus célèbres philosophes des temps modernes : Descartes. Après avoir servi deux ans en Hollande, sous le duc de Nassau, Descartes était entré en 1619, comme volontaire, dans l'armée bavaroise. (MILLET, *Descartes avant* 1637, p. 63, 97.)



mirent à tonner; le brouillard qui régnait depuis plusieurs jours venait de disparaître; l'ennemi attendait dans ses lignes.

Après une courte canonnade, qui ne produisit aucun effet contre les positions des Bohémiens, Tilly fit gravir par la première ligne de l'aile gauche les collines en face d'elle. Les soldats furent d'abord accueillis par un redoutable feu d'artillerie. Fort heureusement les boulets, tirés à toute volée, passaient par-dessus leurs têtes; mais lorsqu'ils furent arrivés à portée de mousquet, Hollach, qui commandait l'aile droite bohémienne, fit tirer son infanterie. Une grêle de balles bien dirigées jeta à terre les premiers rangs des mousquetaires de la Ligue. Ces mousquetaires ne pouvaient se servir de leurs armes à cause de la dureté du sol qui ne leur permettait pas d'y enfoncer leurs fourches. Ils se retirèrent derrière le front de bataille, et Tilly fit avancer les piquiers; mais Hollach les prit par leur flanc gauche avec sa cavalerie, et six escadrons de cuirassiers, lancés par Tilly, ne purent soutenir le choc des cavaliers bohêmes. Les piquiers bavarois, n'étant plus soutenus par les cuirassiers, furent ébranlés; le général fit replier toute la première ligne de son aile, afin d'éviter de plus grandes pertes.

Ce mouvement de retraite exécuté, Tilly appela à son aide la seconde ligne de bataille et le régiment de cuirassiers bavarois du comte Kratz de Scharffenstein. C'était là que se trouvait l'héroïque comte Godefroy de Pappenheim. Alors simple capitaine de cavalerie, il portait l'étendard de Saint-Georges. Les cuirassiers se précipitèrent sur les cavaliers bohémiens, et, après les avoir rompus, gravirent à leur tour les collines. Appuyés par l'infanterie, ils emportèrent d'assaut les retranchements de la droite ennemie. Le général en chef Anhalt voulut couvrir son centre avec un régiment d'infanterie; mais l'attaque des cuirassiers bavarois fut si violente, qu'il dut se retirer vers la redoute du milieu.

A l'autre extrémité du champ de bataille, le jeune prince d'Anhalt [1], fils du général en chef des Bohémiens, avait ordre de rester sur la défensive; mais, informé par des rapports de prisonniers et de déserteurs que les Impériaux étaient fatigués et peu disposés à combattre, il se mit à la tête de dix escadrons de la

[1] Il n'avait que vingt et un ans.

cavalerie de l'aile gauche, et, brandissant son épée au cri de « Seigneur Jésus-Christ », il se précipita sur eux. En un instant la batterie de l'aile droite impériale fut enlevée et ses servants massacrés. Tiefenbach s'avança avec ses colonnes; elles plièrent, et Anhalt refoula l'aile droite des alliés sur leur réserve. Il se tourna ensuite contre le centre; mais il fut arrêté par l'héroïque résistance des Wallons, que commandait le colonel espagnol Verdugo. Pendant ce temps le duc de Bavière, qui commandait le centre, envoyait au secours des Impériaux et des Wallons toute l'infanterie de la réserve, et trois mille hommes de cavalerie légère hongroise, également de la réserve. Ainsi appuyés, les Impériaux reprirent position, les Wallons furent dégagés, et la cavalerie hongroise dispersa les cavaliers bohémiens par une attaque de flanc. Le jeune Anhalt, grièvement blessé, tomba de cheval et fut fait prisonnier.

Le général en chef des Bohémiens avait envoyé au secours de son fils deux colonnes d'infanterie sous Thurn [1] et Schlick; mais ces colonnes descendirent trop lentement les collines, et perdirent leur temps à tirer avant d'être à portée. Pendant que Tiefenbach rétablissait le combat à l'aile droite, Maximilien marcha avec le centre et la réserve contre l'infanterie de Thurn et de Schlick, et la refoula jusque sur la montagne Blanche. Le centre des Bohémiens résistait encore vaillamment : la défaite de leur aile gauche changea complétement la situation. Assaillis de trois côtés à la fois, à droite par Tilly, à gauche par Tiefenbach, et de front par Maximilien, les Bohémiens, entassés sur leur centre, devinrent une masse confuse, incapable de résister.

Leur réserve de six mille Hongrois était encore intacte. Le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar se rendit au galop auprès d'eux pour les mener au combat; mais il eut beau prier, menacer, pas un cavalier ne bougea; et, dès qu'ils virent flotter le drapeau de la Ligue sur les redoutes, ils s'enfuirent vers la Moldau sans avoir donné un seul coup d'épée. Un grand nombre se noyèrent en voulant passer la rivière [2]. Les Bohémiens, rejetés les uns sur les autres, s'enfuirent à leur tour en abandonnant leurs armes. Tilly

[1] Probablement Thurn le père.
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 529.

fit avancer quatre mille cavaliers de la réserve, italiens, croates et cosaques, pour achever la victoire en poursuivant les fuyards.

Le régiment morave qui occupait le parc et le château de l'Étoile tint le dernier. Résolu à vaincre ou à mourir, il combattit avec l'énergie du désespoir. Les dragons de Tilly et de Bucquoy cernèrent le parc et prirent d'assaut le château; tout le régiment morave fut taillé en pièces. Schlick et Thurn s'étaient réfugiés là après leur tentative pour secourir le fils d'Anhalt; le premier fut fait prisonnier, le second parvint à se faire jour avec sa garde.

La victoire des alliés était complète [1]. Le camp des Bohémiens, toute l'artillerie et cent étendards étaient tombés au pouvoir des vainqueurs; cinq cents ennemis, parmi lesquels le duc Ernest de Weimar et le jeune prince d'Anhalt, furent faits prisonniers; neuf mille Bohémiens périrent sur le champ de bataille ou pendant la poursuite. L'armée catholique n'avait perdu que mille hommes environ. L'héroïque capitaine de cavalerie Pappenheim gisait à terre, atteint de vingt blessures dont sept furent d'abord jugées mortelles; un soldat autrichien l'avait arraché des mains des Croates du Palatin; on put le rappeler à la vie.

Les Bohémiens avaient choisi une excellente position, mais mal disposé leurs troupes. Si, au lieu de n'employer que peu d'artillerie et de la placer derrière leur première ligne de bataille, ils avaient installé sur leur front les nombreux canons de la ville, ils auraient pu facilement détruire les profondes colonnes des alliés, à supposer que dans de pareilles conditions elles eussent tenté l'assaut. Ils avaient aussi commis une faute grave, en plaçant le jeune prince d'Anhalt et la plus grande partie de la cavalerie à l'aile gauche, c'est-à-dire dans un endroit où l'escarpement de la colline ne lui permettait pas de se déployer. Si le général en chef avait mis sa cavalerie à l'extrémité de son aile droite et dans la plaine, de manière à ce que, adossée à la montagne et au parc de l'Étoile, elle pût manœuver à son aise, Tilly n'aurait pas enlevé la montagne Blanche sans de grandes pertes. La cavalerie hongroise de la réserve n'aurait probablement pas non plus pris la fuite si elle avait été placée à l'aile droite, et si,

[1] D'après O. Klopp, la bataille ne dura pas une heure (*Tilly*, t. I, p. 80). Ce temps semble bien court.

menée au combat dès le commencement de l'action, elle avait, comme elle pouvait le faire facilement, débordé les Bavarois en se déployant. Les Bohémiens avaient procédé sans ensemble, engageant toujours trop peu de troupes à la fois au lieu de les faire marcher par fortes masses; ils n'avaient envoyé des renforts que trop tard et lorsque l'ennemi en avait déjà reçu lui-même. Tilly, au contraire, avait habilement rangé son armée en bataille, placé la grosse cavalerie entre les colonnes d'infanterie pour les appuyer, combiné les diverses armes afin qu'elles pussent se soutenir mutuellement, et engagé à propos la seconde ligne de bataille, puis la réserve qu'il avait composée de cavalerie légère, afin qu'elle pût se porter rapidement sur les points faibles, et au besoin compléter la victoire[1].

Le Palatin n'avait joué aucun rôle dans le drame qui lui enlevait la couronne. Après un copieux repas, il était monté à cheval pour se rendre au camp, et il franchissait la porte de la ville, lorsque son général en chef, le prince d'Anhalt, tout couvert de poussière et sans chapeau, le rencontra et lui annonça que la bataille venait d'être livrée et perdue[2]. A la vue de ses troupes qui fuyaient en désordre, et des avant-postes bavarois qui déjà s'approchaient des murailles, il sentit toute l'étendue de son malheur. Il demanda un armistice au duc de Bavière : Maximilien le somma de déposer la couronne et de quitter le pays; il lui accordait, pour réfléchir, un délai de huit heures.

Frédéric aurait pu rallier ses troupes battues, se maintenir dans la ville jusqu'à l'arrivée d'un corps de Hongrois alors campé à Brandeis, et de Mansfeld qui se trouvait à Pilsen avec douze mille hommes de troupes fraîches, et alors soutenir un siége funeste aux alliés à cause de l'hiver et du défaut de vivres. Mais il se défiait de ses propres soldats, qui n'avaient pas reçu leur solde, et des bourgeois, qui auraient pu le livrer pour obtenir leur pardon. Il alla se réfugier le soir avec l'électrice dans une maison particulière de l'Altstadt; et le lendemain, au point du jour[3], ils quittè-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 524 et suiv.; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 130 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 222, 227, 230; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. V (III, 2e part.), p. 261.

[2] D'après le *Mercure français*, Frédéric assista à la bataille et y perdit sa décoration de l'ordre de la Jarretière (t. VI, 2e part., p. 426).

[3] O. Klopp dit que Frédéric se sauva la nuit (*Tilly*, t. I, p. 81).

rent Prague à la hâte [1], avec Anhalt, Thurn et Hohenlohe, sans même emporter leurs archives secrètes et les joyaux de la couronne, qu'ils avaient cependant fait emballer sur huit chariots [2], sans essayer de traiter, sans conclure d'armistice, sans s'inquiéter du sort de sujets qui s'étaient compromis pour eux, enfin avec la précipitation de gens qui ont perdu la tête et ne songent qu'à sauver leur vie. Frédéric avait fait avertir les membres du conseil municipal de l'Altstadt qu'ils eussent à veiller à leur propre sûreté, et à négocier eux-mêmes pour sauver la ville. Les bourgeois, de leur côté, avaient refusé de loger les soldats fugitifs.

Les alliés passèrent la nuit sous les murailles de Prague. Le lendemain matin, une députation des États vint demander trois jours de réflexion avant de se rendre. Le duc de Bavière la reçut en rase campagne, en présence de ses officiers; il exigea une reddition immédiate et sans conditions. La résistance était impossible; Maximilien entra avec ses troupes; il fut acclamé par les catholiques, et accueilli par les calvinistes avec un sentiment de terreur. Guillaume Poppel de Lobkowitz, majordome du Palatin, et cinq membres des États vinrent à sa rencontre; il leur adressa de si vifs reproches qu'ils en versèrent des larmes. Le duc se rendit d'abord à l'église des capucins au Hradschin, pour remercier Dieu du succès de ses armes, et les soldats parcoururent les rues en portant en triomphe l'image déchirée de Marie que le Père Dominique avait tenue élevée pendant la bataille. Par respect pour l'Empereur, Maximilien descendit, non pas au château royal, mais chez Lobkowitz. Le pillage fut interdit, sauf pour les maisons de ceux qui avaient pris la fuite [3]. Le duc fit saisir et rapporter au château les joyaux de la couronne et les archives du Palatin; la couronne de Bohême fut replacée dans la chapelle de Saint-Wenceslas. Les archives saisies jetaient une vive lumière sur les menées des princes de l'Union, de Bethlen et des Bohémiens; Maximilien les fit transporter à Munich.

Le jour de l'entrée des alliés, un *Te Deum* fut chanté dans

[1] *Celeribus equis anglicis*, dit Lundorp (*Bellum sexennale*, p. 317).

[2] Descartes rechercha à Prague les instruments d'astronomie de Tycho-Brahé; mais ils avaient été pillés et dispersés l'année précédente, et il n'en restait plus un seul à Prague (Millet, *Descartes*, p. 99).

[3] Environ six cents maisons (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*. t. I, p. 584), ce qui était déjà bien assez.

toutes les églises de Prague, tant luthériennes que catholiques. Le duc renvoya à l'Empereur la demande faite par les États de confirmer leurs priviléges et leurs libertés religieuses, et d'accorder une amnistie générale. Le lendemain, 10 novembre, les habitants de Prague et les États renouvelèrent entre les mains du duc leur serment de fidélité [1]; toute la Bohême les imita bientôt.

On considéra partout la victoire de la Montagne-Blanche comme une victoire du catholicisme, et le duc de Bavière comme le sauveur de l'Empereur et le protecteur de l'Église. Le pape Paul V, à qui le duc de Bavière l'avait annoncée par une lettre autographe (13 novembre), fit célébrer une messe d'actions de grâces et chanter un *Te Deum* (3 décembre) à l'église des Allemands, en présence des cardinaux et de tous les ambassadeurs étrangers; le soir, il y eut à Rome illumination et feu d'artifice, comme pour les plus grandes fêtes. Tous les princes du nord de l'Allemagne, le roi de Danemark lui-même, félicitèrent l'Empereur de sa victoire, parce que c'était le calvinisme, non le luthéranisme, qui avait été vaincu.

Quant à l'ambassade française à Vienne, les succès de Ferdinand lui inspirèrent plus de crainte que de joie, et elle écrivit à son gouvernement, pour lui conseiller de ne pas laisser abattre entièrement le Palatin, et d'empêcher que l'Empereur ne retirât trop d'avantages de sa victoire. Les luthériens se réjouirent des succès de Ferdinand dans toute l'Allemagne, surtout à Dresde [2]. On répandit partout des pamphlets dans lesquels le Palatin était appelé « le roi d'hiver ». A Vienne, on apposa à la demeure de l'ambassadeur anglais une affiche ainsi conçue : « Un roi a été perdu il y a peu de jours; celui qui le trouvera recevra ici bonne récompense [3]. »

[1] L'acte de soumission envoyé à Vienne portait trois cents sceaux O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 82).

[2] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 100.

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 531 et suiv., 578, 607; Schreiber, *Maximilian I*, p. 232.

Trois jours après la bataille de la Montagne-Blanche, à laquelle il avait assisté, Descartes écrivait dans son journal : « Le 11 novembre 1620, j'ai commencé à comprendre le fondement d'une invention merveilleuse. » On ne sait laquelle; probablement en algèbre. Il trouvait le loisir de faire de semblables découvertes au milieu des horreurs de la guerre (Millet, *Descartes*, p. 97).

CHAPITRE IX

SOUMISSION DE LA BOHÊME ET DE LA HONGRIE.

1620-1621.

L'électeur de Saxe entre en Lusace (fin août 1620) ; prend Bautzen (5 octobre). — Secours anglais. — L'électeur prend Lüben (14 novembre), Güben (29 novembre), et invite la Silésie à se soumettre.

Spinola dans le bas Palatinat. — Spinola quitte Bruxelles et s'empare de tout le bas Palatinat, à l'exception de quelques villes que les Hollandais et les Anglais conservent au Palatin.

Frédéric se rend *en Silésie;* refuse de renoncer à la couronne de Bohême (décembre 1620). — Abandonné par les Silésiens, il quitte Breslau (3 janvier 1621), passe à Berlin, assiste *à Segeberg* à la diète de basse Saxe qui refuse de le secourir (10 mars 1621); *se réfugie à La Haye*, en Hollande. — L'*électrice Elisabeth* obtient avec peine, de l'électeur de Brandebourg, l'autorisation de faire ses couches à Cüstrin, met au monde son fils Maurice (janvier 1621) et *rejoint Frédéric à la Haye.*

L'Empereur met le *Palatin au ban* de l'Empire (23 janvier 1621).

Soumission de la Bohême. — Les États de Bohême prêtent *serment de fidélité* (10 novembre 1620). — Le duc de Bavière quitte Prague (17 novembre), y laisse Liechtenstein et Tilly, licencie ses troupes, et revient à Munich (24 novembre). — Les catholiques rentrent dans Prague. — Indiscipline de l'armée impériale. — Spoliations de Liechtenstein; expulsion des ministres calvinistes (13 décembre 1620).

Ferdinand crée une commission de jugement (11 janvier 1621). — *Condamnations;* signature de l'Empereur, annulation de la lettre de majesté. — Supplice de vingt-huit chefs rebelles (21 juin 1621). — Réflexions. — Statistique des confiscations.

Moravie. — Thurn est chassé de la Moravie par Bucquoy. — Le cardinal Dietrichstein réorganise le pays. — Vingt-trois chefs sont condamnés à mort (7 novembre 1621), mais aucun n'est exécuté. — Confiscations.

Silésie. — L'électeur de Saxe traite avec la Silésie (28 février 1621); en reçoit pour l'Empereur le serment de fidélité (3 novembre 1621). — Il pacifie la *Lusace* (3 mars 1621).

La haute et la basse Autriche se soumettent (1621).

Soumission de la Hongrie. — Bethlen recommence la guerre. — *Dampierre est tué* à l'attaque de Presbourg (9 octobre 1620). — Bethlen, apprenant la bataille de la montagne Blanche, feint de vouloir négocier à Haimbourg (janvier 1621). — Ferdinand a annulé son élection (10 décembre 1620). — Bethlen continue la guerre. — *Bucquoy* occupe Presbourg



(29 avril 1621); assiége Neuhäusel (16 mai), *est tué* (10 juillet); les Impériaux lèvent le siége (17 juillet) et se dispersent. — Bethlen, rallié par Jägerndorf (9 août), assiége Presbourg; envoie un manifeste aux États de l'Empire (29 août); lève le siége de Presbourg, et marche sur la Silésie par la Moravie. — L'Empereur lui offre la paix (10 octobre); Bethlen signe avec Ferdinand le *traité de Nikolsbourg* (6 janvier 1622); renonce au titre de roi de Hongrie, mais obtient de bonnes conditions. — Les serments de Bethlen et de Soliman.

Pendant que le duc de Bavière attaquait la Bohême par le sud et battait les rebelles à la montagne Blanche, l'électeur de Saxe envahissait au nord les pays incorporés.

Les catholiques et les calvinistes, chacun de leur côté, avaient fait de grands efforts pour gagner à leur cause l'électeur de Saxe. La Bavière (mai, juin 1620), la Pologne (février 1620), l'avaient sollicité pour l'Empereur, les rebelles d'Autriche (fin mars), le Danemark, la Suède, l'Angleterre, pour le Palatin. Les deux principaux intéressés, Ferdinand et Frédéric, avaient eux-mêmes fait des démarches auprès de lui. L'électeur se décida pour Ferdinand. Il avait toujours été bien disposé pour la maison de Habsbourg; et, en sa qualité de chef du luthéranisme en Allemagne, il n'avait cessé de se montrer d'une froideur extrême envers l'électeur palatin, chef du calvinisme.

Les principaux personnages de sa cour, le président Gaspard de Schönberg, et le grand prédicateur, docteur Mathias Hoe de Hoenegg, l'entretenaient, du reste, dans ces heureuses dispositions. Par ses prédications, ses écrits, ses conseils, Hoe agissait à Dresde dans un sens exclusivement autrichien. Il disait qu'il valait mieux s'unir aux papistes qu'aux calvinistes, parce que le luthéranisme se rapprochait plus du catholicisme que du calvinisme, et parce que le Pape soutenait l'Empire romain contre le Turc, qui était l'Antechrist[1]. L'électeur de Saxe éprouvait cependant certains scrupules à attaquer la Lusace et la Silésie. Il craignait que les catholiques, après la victoire, n'y portassent atteinte à la liberté religieuse des protestants en rétablissant le

[1] En Saxe, le nom de calviniste était un terme de mépris. Les luthériens d'Allemagne avaient regardé la Saint-Barthélemy comme une punition de Dieu contre les révoltés, et ils désapprouvaient le soulèvement de la Hollande contre l'Espagne (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 8, 9, 15).



catholicisme. L'Empereur, pour le tranquilliser, lui promit d'y maintenir la paix de religion.

L'électeur craignait aussi d'avoir à la fois sur les bras non-seulement la Bohême, la Silésie et la Lusace, mais encore les deux cercles de Saxe, plus un corps de deux mille Anglais qui avait débarqué aux bouches de l'Elbe, et traversait le Brandebourg pour se rendre à Prague. Il ne voulait pas se mettre en campagne avant que Spinola et le duc de Bavière fussent entrés, le premier dans le bas Palatinat, le second en Bohême. Enfin il reçut la nouvelle que Spinola se rapprochait du Rhin avec l'armée espagnole, et allait attirer sur lui toutes les forces de l'Union, pendant que Maximilien s'avançait en Bohême, et obligeait les rebelles à dégarnir leurs frontières du nord pour défendre celles du midi; il se dirigea alors vers la Lusace avec une armée de douze mille hommes et un bel équipage de siége [1].

Les états de Lusace s'étaient réunis à Bautzen, capitale du margraviat (1er septembre 1620). L'électeur leur fixa un délai de trois jours pour se soumettre. Comptant sur la neutralité de la Saxe, les États n'avaient fait aucun préparatif de défense. Le margrave de Jägerndorf envoya prisonnier à Zittau le seigneur de Grünthal, qui avait apporté la sommation de l'électeur, et jeta à la hâte deux mille hommes dans Bautzen pour empêcher les bourgeois de capituler.

L'électeur de Saxe aurait peut-être pu enlever cette place par un coup de main, car les fortifications en étaient très-incomplètes; mais il craignit d'avoir trop peu de troupes pour cela et de trop les exposer; il préféra faire un siége en règle. Cinq églises, deux hôpitaux et plus des trois quarts de la ville furent réduits en cendres par l'artillerie des assiégeants. Au commencement d'octobre, après quatre semaines, une brèche était ouverte, et les Saxons se préparaient à donner l'assaut, quand la garnison capitula. Il lui fut permis de quitter la ville, à la condition de ne pas porter de trois mois les armes contre l'électeur; deux officiers

[1] L'Empereur avait promis à l'électeur de Saxe de lui laisser en gage le margraviat de Lusace, jusqu'au remboursement de ses frais d'exécution contre la Bohême. Le 15 juin 1620, il lui avait envoyé le mandat d'exécution. En 1622, l'électeur présenta à l'Empereur un compte d'exécution de cinq millions de florins (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 511, 546; OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 81).



furent seulement retenus jusqu'à la mise en liberté de Grünthal. Le 5 octobre, Jean-Georges fit une entrée solennelle dans la ville et reçut le serment de fidélité des bourgeois.

Les Bohémiens n'avaient envoyé aucun secours à la Lusace. Tout ce qu'ils firent pour elle fut de publier, peu de temps après la reddition de Bautzen, un manifeste déclarant l'électeur de Saxe déchu des fiefs et des revenus qu'il possédait en Bohême, et les transférant à ses cousins de Weimar. Les Anglais, après avoir un instant effrayé l'électeur de Saxe, ne firent pas davantage. Jacques Ier avait consenti à laisser partir deux mille aventuriers sous le colonel Grey; sur ce nombre, quatre cents étaient des nobles, les autres, des échappés de prison. Ils abordèrent dans l'Elbe demi-nus, affamés, mal armés, atteints de maladies, sans discipline. Les ducs de Mecklenbourg n'en voulurent point; ils se jetèrent dans le Brandebourg. Les habitants, qui étaient luthériens, virent d'un mauvais œil les Anglais calvinistes; l'électeur restait neutre. La plus grande partie du secours anglais périt en se rendant en Bohême [1].

Le rétablissement des fortifications endommagées par le siége retint les Saxons quelque temps à Bautzen. Ils marchèrent ensuite contre la place de Lüben, devant laquelle il arrivèrent le 14 novembre. La garnison se composait de sept mille hommes; quelques coups de canon suffirent pour la décider à se rendre; la garnison fut autorisée à sortir librement. Une autre place, Güben, ouvrit ses portes après une courte résistance (29 novembre).

Avec Lüben, l'électeur barrait la Sprée, avec Güben la Neisse, et il empêchait ainsi la Bohême de recevoir par ces deux rivières les approvisionnements envoyés par l'Angleterre, la Suède et le Brandebourg. Il aurait fallu, pour achever l'occupation de la Lusace, prendre encore Zittau et Görlitz. Mais ces places, situées près de la chaine du Riesengebirge, étaient d'un abord difficile pendant l'hiver; le temps était mauvais, les chemins couverts de neige. Jean-Georges préféra revenir de Güben à Dresde, après avoir invité les États de Silésie à se soumettre à l'Empereur, moyennant la confirmation de leurs privilèges et le libre exercice de leur religion. De retour dans sa capitale, il reçut, au nom de

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 74 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 497.

Ferdinand, la soumission d'une partie de la chevalerie des cercles bohémiens de Saatz et de Leitmeritz, voisins de la Saxe, et de plusieurs villes des frontières. Il promit à tous le maintien de la Confession d'Augsbourg[1].

Pendant que les rebelles étaient ainsi battus, en Bohême par le duc de Bavière, et en Lusace par l'électeur de Saxe, l'Union était aux prises avec les Espagnols, contre lesquels elle cherchait à défendre ses propres possessions en même temps que les États héréditaires du Palatin.

Un camérier secret du roi d'Espagne, Alphonse Mendoza, avait apporté à Spinola, à Bruxelles (4 juin 1620), l'ordre de se mettre en campagne et d'occuper le bas Palatinat. Pendant ce temps, les Unis, avertis par le prince d'Orange des préparatifs de guerre que faisaient les Espagnols dans les Pays-Bas, prirent position, d'un côté sur le Hundsrück, chaîne de montagnes située sur la rive droite de la Moselle entre Trèves et Coblentz, de l'autre sur la rive gauche du Rhin entre Worms et Mayence, de manière à menacer à la fois par l'ouest et par le sud l'électeur de Mayence, cause, suivant eux, de tout ce qui arrivait. Ils violaient ainsi le traité d'Ulm, qui les obligeait à rester neutres à l'égard de la Ligue. Leur armée, forte de vingt-quatre mille hommes[2], était commandée par le margrave d'Ansbach, lieutenant général de l'Union, par le margrave de Bade-Durlach, et par le duc de Würtemberg. La chevalerie avait refusé son concours.

Le 8 août 1620, Spinola quitta Bruxelles à la tête de vingt-cinq mille hommes[3]. Ambroise Spinola, issu d'une riche famille génoise (1571), passait alors pour le premier général de l'Europe. Il avait embrassé la carrière des armes assez tard et par amour de la gloire et de l'art militaire. Entré au service de l'Espagne, il vint en Flandre (1602), prit Ostende (1604) malgré tous les efforts de Maurice de Nassau, prince d'Orange, et signa (1609) la fameuse trêve de douze ans, qui assurait l'établissement de la république des Provinces-Unies[4]. Spinola fut l'un des rares généraux de son

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 540 et suiv., 552, 566.

[2] Dix-huit mille cinq cents fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers.

[3] Vingt et un mille fantassins et quatre mille cavaliers.

[4] A l'expiration de la trêve, en 1621, il revint en Flandre, prit Bréda en 1625; rappelé en Espagne, il passa par la Rochelle qu'assiégeait alors Richelieu; il reçut en 1629 le gouvernement du Milanais.



temps qui surent, par le soin qu'ils prenaient de bien nourrir leurs troupes et de les payer exactement, maintenir à la fois leur discipline et leur courage. Les soldats dont il disposait étaient d'ailleurs les derniers représentants de ces redoutables bandes castillanes qu'avait créées Gonzalve de Cordoue, et qui devaient disparaître, vingt-trois ans plus tard, à la bataille de Rocroy (19 mai 1643).

Après avoir placé don Louis de Velasco entre Wesel et Rheinberg, pour assurer ses derrières contre les Hollandais, Spinola passa le Rhin à Coblentz, en remonta la rive droite, le repassa à Mayence (28 août) et rentra dans le bas Palatinat. Au bout de deux mois, et sans avoir rencontré nulle part de résistance sérieuse, il s'était complétement rendu maître de cette partie des États héréditaires du Palatin, à l'exception des villes de Heidelberg, Mannheim, Frankenthal et Kaiserslautern.

Le prince Maurice de Nassau, allié de l'Union, était entré dans le diocèse de Münster en même temps que Spinola dans le bas Palatinat; il avait élevé des retranchements près de Rheinberg, et envoyé au secours des Unis son frère, le comte Henri-Frédéric de Nassau, avec deux mille fantassins et trente-six escadrons de cavalerie. Frédéric, on ne sait pourquoi, au lieu d'aider les Unis, revint en Hollande en dévastant la contrée. Henri de Vere, son brave compagnon d'armes, resta auprès d'eux avec deux mille quatre cents Anglais, et contribua plus que personne à conserver au Palatin les dernières places qui lui restaient.

Avant la fin de l'année (1620) le Palatin avait donc perdu non-seulement la Bohême et la Lusace, mais encore le bas Palatinat; il ne lui restait plus de la couronne de Bohême que la Moravie et la Silésie, et de ses États héréditaires que le haut Palatinat [1].

Frédéric avait quitté Prague un an et neuf jours après y être entré. Il se rendit d'abord en Silésie, suivi de réfugiés venus de tous les États de l'Empereur, des gens de sa cour et de soldats qui commirent en chemin toutes sortes d'excès. Il fut reçu à Breslau avec la même solennité que l'année précédente; mais comme la majorité des bourgeois était luthérienne, il fut obligé d'assister aux offices des luthériens pour calmer leur défiance à l'égard des calvinistes.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 197, 553, 557 et suiv.



Frédéric aurait sans doute pu obtenir de l'Empereur des conditions favorables et conserver ses États héréditaires, en renonçant à la couronne de Bohême. L'un de ses meilleurs serviteurs, Joachim de Rusdorf, le lui conseillait ; mais il préféra suivre l'avis de Camérarius, qui lui faisait espérer le secours de toutes les puissances protestantes. Il persista donc à ne pas vouloir céder, et renouvela devant la diète des princes de Silésie (12 décembre 1620) la déclaration qu'il avait déjà faite, qu'en acceptant la couronne, il n'avait eu en vue que la gloire de Dieu et le maintien de la liberté des États.

La plupart des membres de la diète de Silésie lui répondirent qu'ils étaient prêts à verser, pour leur patrie et pour leur roi, jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Ils lui conseillèrent d'exiger le serment de fidélité de tous ceux qui ne l'avaient pas encore prêté, de se procurer de l'argent, tant par des impôts que par des emprunts forcés, et de faire annoncer dans les églises que la guerre était poursuivie pour assurer le maintien de la paix d'Augsbourg.

Ainsi encouragé, Frédéric se flattait de pouvoir bientôt lever une armée et rentrer en Bohême. Jacques Ier et Bethlen ne partageaient pas ses illusions, et lui conseillaient de traiter ; mais il refusa : il espérait encore gagner à sa cause l'électeur de Saxe, même après sa campagne de Lusace. Au commencement de l'année suivante, il fit faire des démarches auprès de lui ; mais Jean-Georges fut inébranlable : il était toujours d'avis que Frédéric n'avait pas autre chose à faire qu'à renoncer à la couronne de Bohême, et à solliciter humblement son pardon.

Le dévouement des États de Silésie ne fut pas de longue durée. Dès qu'ils eurent reçu la lettre que l'électeur de Saxe leur avait écrite de Güben pour les engager à faire leur soumission, ils la communiquèrent à Frédéric, et lui demandèrent en même temps s'il ne jugerait pas convenable que la Silésie négociât. Le Palatin comprit aussitôt qu'il ne pouvait plus compter sur eux ; il quitta Breslau (3 janvier 1621), et, après avoir pris congé, en termes assez durs, des officiers bohémiens qui l'avaient accompagné, il se rendit à Berlin, auprès de l'électeur de Brandebourg.

Mal reçu par Georges-Guillaume, qui était pourtant son beau-frère [1], il quitta presque aussitôt Berlin, erra de cour en cour, de

[1] Georges-Guillaume avait épousé, en 1616, la sœur du Palatin, Élisabeth-Charlotte, fille de l'électeur Frédéric IV.



ville en ville, vint à Brunswick, à Wolfenbüttel, à Hambourg, à Lübeck, sans être bien accueilli nulle part, car il était partout un embarras. De Wolfenbüttel il écrivit à Mansfeld, pour lui demander du secours, et de Hambourg à Bethlen, pour l'engager à continuer la guerre, et à ravager la Silésie et la Moravie afin de les punir de leur infidélité; de Lübeck, il s'adressa aux princes de l'Union. Vaines espérances! on lui faisait partout sentir qu'il n'était plus qu'un roi sans couronne. Admis à une assemblée des États de basse Saxe, convoquée à Segeberg[1] par le roi de Danemark, son oncle[2] (10 mars 1621), il ne put en gagner les membres à sa cause.

Il vint alors en Hollande. Son oncle, Maurice de Nassau, lui fit une réception brillante, mais ne lui fournit aucun secours. Enfin, de plus en plus abandonné par ses anciens alliés, qui tous lui conseillaient de solliciter son pardon, et cependant toujours d'autant plus attaché à la couronne, cause de sa perte, que les chances de la reconquérir s'affaiblissaient davantage, Frédéric s'établit dans une petite ville de Hollande, à la Haye, où il trouva enfin un refuge; mais son dénûment devint tel qu'il se vit bientôt obligé, pour vivre, de vendre ses chevaux et ses bijoux.

Son ambitieuse épouse, l'électrice Élisabeth, vint l'y rejoindre et partager son exil. Elle avait, comme lui, parcouru l'Allemagne sans y trouver aucun appui. Son père, Jacques Ier, prévoyant le malheur qui la menaçait, avait, dès le commencement de l'automne de 1620, prié l'électeur de Brandebourg de lui permettre de faire ses couches dans ses États, et Élisabeth lui avait elle-même demandé de lui céder un appartement dans le château de Cüstrin ou dans celui de Spandau. Mais l'électeur, craignant de se compromettre, ne voulut rien accorder avant d'avoir obtenu l'autorisation de l'Empereur. Arrivée à Francfort-sur-l'Oder, Élisabeth demanda de nouveau un asile à son beau-frère, et l'électeur de Brandebourg consentit enfin à lui accorder quelques chambres dans le château de Cüstrin, avec du bois pour sa cuisine et un peu de gibier pour sa table. Ce fut là qu'elle mit au monde son fils Maurice, au mois de janvier 1621. La réponse de Ferdinand, qu'il

[1] A l'ouest de Lübeck.

[2] Christian IV, roi de Danemark, était le frère d'Anne, femme de Jacques Ier, mère de l'électrice Elisabeth.

ne faisait pas d'opposition à la demande de la Palatine, arriva quelques jours après. A peine rétablie, Élisabeth partit pour la Hollande [1].

Cependant le refus de Frédéric de renoncer au titre de roi de Bohême avait décidé l'Empereur à le mettre au ban de l'Empire. Une pareille condamnation n'était autre chose qu'un arrêt de proscription, et devait avoir pour effet la confiscation du corps et des biens. Les fiefs du proscrit retournaient au suzerain, et, dans le présent cas, à l'Empereur, tandis que ses alleux étaient acquis, soit à l'Empereur, soit aux plus proches parents du condamné. Il était, en outre, déchu de son rang et de ses dignités, et perdait la protection des lois contre les entreprises de ses ennemis [2]. Mais qui pouvait mettre au ban de l'Empire? on n'était pas d'accord sur ce point. Les uns pensaient que l'Empereur avait ce droit; les autres, qu'il appartenait aux électeurs, surtout quand le condamné était lui-même un électeur; ou du moins que l'Empereur ne pouvait prononcer cette peine que sur leur avis, et après une sommation préalable adressée à celui qui en était menacé.

Ferdinand avait envoyé cette sommation au Palatin (30 avril 1620); mais la question du droit de condamnation n'était pas résolue. Ceux qui contestaient le droit de l'Empereur s'appuyaient sur ce que, en thèse générale, son autorité n'était pas absolue, mais limitée par le pouvoir des États, et plus spécialement encore sur ce que, dans la capitulation d'élection de 1619, Ferdinand s'était formellement engagé à consulter les électeurs pour toutes les affaires de ce genre. Ceux, au contraire, qui affirmaient ce droit posaient en principe que la puissance impériale n'avait pas de limites. C'était l'opinion du duc de Bavière, mais elle avait peu de poids, car il était en ce cas juge et partie, la dignité électorale ne devant être enlevée au Palatin que pour lui être conférée, suivant la promesse que lui en avait faite Ferdinand lors du traité de Munich (8 octobre 1619). C'était aussi l'opinion des conseillers auliques; mais ceux-ci dépendaient complétement de l'Empereur et ne négligeaient aucune occasion d'augmenter son pouvoir. Consultés par Ferdinand, ils furent d'avis qu'il avait le droit de pro-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 562 et suiv.

[2] Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 173.

noncer seul cette peine [1], et que le Palatin l'avait méritée. Il s'était mis à la tête des rebelles; il avait accepté la couronne de Bohême qui appartenait à Ferdinand, et contribué de tout son pouvoir à lui enlever celle de Hongrie. Il avait envahi, dévasté l'archiduché d'Autriche, et obligé son suzerain à engager la haute Autriche au duc de Bavière et la Lusace à l'électeur de Saxe pour obtenir leur concours contre ses sujets révoltés. Quant à la dignité électorale, les conseillers s'opposaient à ce qu'elle fût transférée au duc de Bavière, parce que l'Empereur, en agissant ainsi, se priverait du secours d'autres princes que l'espoir d'obtenir cette dignité pourrait lui gagner.

Quoi qu'il en soit, l'Empereur, laissant pour le moment de côté la question de savoir à qui reviendrait la dignité électorale, se décida à rendre la sentence de bannissement. Le 23 janvier 1621, toute la cour se réunit à Vienne, au palais, dans la salle des chevaliers. Ferdinand y entra avec une suite nombreuse et s'assit sur son trône, entouré de ses conseillers privés, de ses conseillers auliques, et du maréchal de la cour, qui tenait l'épée haute.

Lorsque le peuple eut été admis dans la salle, le vice-chancelier Götz ouvrit la séance, et le secrétaire lut l'arrêt de condamnation. Il y était dit que celui qui s'appelait le comte palatin du Rhin était mis au ban de l'Empire, comme coupable de lèse-majesté et comme violateur de la paix publique. Personne ne devait, sous peine d'encourir la même condamnation, lui prêter serment ou hommage, s'allier avec lui ou l'aider en quoi que ce fût. Le même arrêt atteignit également le prince Christian d'Anhalt, son lieutenant général; le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe, son maréchal de camp; le margrave Jean-Georges de Brandebourg-Jägerndorf, son principal allié en Silésie. L'Empereur, prenant ensuite l'acte de condamnation, le déchira, le foula aux pieds; des hérauts en jetèrent les débris par les fenêtres, et la sentence fut publiée par toute la ville au son des tambours et des trompettes. Tous les princes furent invités à la faire connaître et observer dans leurs États, et l'exécution en fut spécialement

[1] Les conseillers de l'Empereur avaient été d'un avis contraire avant la campagne de Bohême (voir ci-dessus, p. 183) et lors du congrès de Mülhausen en 1620 (id., p. 189).



confiée au duc de Bavière en ce qui concernait le Palatin, à l'électeur de Saxe pour Anhalt et Jägerndorf, et à l'évêque de Bamberg pour Hohenlohe[1].

Les chefs subalternes de la révolution furent encore plus sévèrement punis. Le lendemain de son entrée à Prague, le duc de Bavière avait reçu des bourgeois et des États, au nom de l'Empereur, le serment de fidélité et la promesse d'abandonner leurs alliances. Comme il manquait encore quelques-uns des principaux seigneurs, la prestation de serment du clergé et de la noblesse fut remise au lendemain. Les prélats vinrent les premiers; ils félicitèrent le duc de Bavière de sa victoire, et demandèrent qu'on leur restituât leurs biens. Puis vinrent les nobles catholiques; ils déclarèrent que ce n'était que par force qu'ils avaient agi contre l'Empereur, et le duc leur promit de les recommander. Enfin les nobles protestants furent introduits; ils soutinrent qu'ils n'avaient rien de commun avec les anabaptistes, les picards[2] et les calvinistes, et qu'ils avaient toujours désapprouvé la révolte; ils jurèrent fidélité, renoncèrent à leurs alliances et en livrèrent les titres.

Le 17 novembre, le duc de Bavière quitta Prague après avoir laissé comme gouverneur du pays le prince Charles de Liechtenstein, lieutenant général de l'Empereur, et Tilly avec huit mille hommes pour maintenir la tranquillité. Maximilien avait licencié le reste des troupes, faute grave, car Mansfeld occupait encore Pilsen, et l'Union était sous les armes. Il ne fit en cela toutefois qu'observer l'usage du temps, suivant lequel, après un premier succès, on renvoyait les soldats par économie au lieu de profiter de ses avantages pour détruire complétement l'ennemi. Il s'ensuivit que les protestants purent rallier les débris de leurs troupes, en enrôler de nouvelles, et qu'au bout d'un an, l'Empereur se trouva dans une position presque aussi mauvaise qu'avant la campagne de Bohême.

D'après le traité de Munich, Maximilien aurait pu conserver

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 571 et suiv.; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. VI (IV), p. 81; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 111.

A la même époque, le Palatin proposait au Danemark un démembrement de l'Autriche (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 110).

[2] Hérétiques qui parurent en Bohême au commencement du quinzième siècle, et dont on connait peu l'origine et les doctrines.

en gage la Bohême, qu'il avait conquise; il la remit cependant en entier à l'Empereur et se contenta de la haute Autriche. De retour à Munich, où il fut accueilli avec enthousiasme, le duc se rendit à la cathédrale pour rendre grâces à Dieu (24 novembre 1620), et y fit élever un autel votif[1].

Les seigneurs catholiques, les jésuites et autres ecclésiastiques expulsés de Prague rentrèrent en possession de leurs biens. Les anciens membres du conseil, les juges royaux, les primats des trois villes de Prague furent rétablis dans leurs fonctions. Le 4 janvier suivant (1621), tout ce qui s'était accompli sous le gouvernement du Palatin fut annulé.

Les villes de Pilsen, Tabor, Wittingau, Neuhaus, étaient encore occupées par les rebelles; toutes les autres villes de Bohême se soumirent. Le pays continuait à se trouver dans un état déplorable. L'armée impériale ne gardait aucune discipline, surtout à Prague[2]. Les soldats, non contents du pillage d'environ six cents maisons de fugitifs qu'on leur avait abandonnées, exercèrent des violences contre les femmes, et commirent de tels excès, qu'on put craindre un soulèvement général. Il y avait des rixes continuelles entre eux et les habitants, et entre les fantassins et les cavaliers des deux armées. Les bourgeois étaient attaqués, volés; les routes n'offraient aucune sécurité; personne n'osait sortir de chez soi. Les alliés polonais ravagèrent le pays en retournant chez eux. Sous prétexte que leur solde était insuffisante, ils pillèrent les villages et forcèrent les malheureux paysans à s'enfuir en plein hiver dans les forêts et les montagnes. Ils maltraitèrent surtout les ministres protestants, qu'on leur avait désignés comme les auteurs de la rébellion et les ennemis de l'Empereur[3]. La sévérité des chefs était impuissante à rétablir la discipline; cinq mois après la bataille de la montagne Blanche, quinze soldats furent encore condamnés à être pendus pour avoir volé des souliers et de la toile sur le marché de Prague.

[1] Des poésies bavaroises célébrèrent la victoire de la montagne Blanche. L'image de la Sainte Vierge fut mise sur les monnaies; on fonda des messes à Lorette. Une procession devait avoir lieu chaque année à Munich.

[2] L'entretien de l'armée coûtait à la ville 5,000 thalers par semaine (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 585).

[3] Les troupes de Mansfeld avaient traité de même les prêtres catholiques.

Les rebelles eurent leurs biens confisqués. La cour de Vienne s'était proposé, d'un côté, de les mettre hors d'état de nuire, et de l'autre, de fournir à l'Empereur des ressources pour terminer promptement la guerre; mais la conduite du prince de Liechtenstein fut loin de produire ce dernier résultat. Il devait, d'après ses instructions, faire grâce à ceux qui ne s'étaient pas révoltés ouvertement, empêcher que les biens des rebelles fussent dévastés, et employer dans l'intérêt de l'armée les provisions qu'on y trouverait. Mais Liechtenstein ne suivit aucune de ces recommandations. Ne songeant qu'à s'enrichir, il confisqua les biens d'innocents et vendit l'impunité à des coupables. Il eut pour principaux complices l'ancien secrétaire Michna, et surtout Albert Wallenstein, le futur généralissime; ces personnages, en corrompant les experts et en dissimulant les revenus, acquirent à vil prix une grande quantité de biens. Une commission fut, il est vrai, instituée plus tard pour réclamer aux acheteurs un supplément de vingt-cinq pour cent; mais comme cette mesure aurait atteint des hommes influents, elle ne fut pas exécutée. Il en résulta un immense préjudice pour le trésor. La noblesse ne fut pas seule à souffrir de cet arbitraire et de cette avidité : plusieurs villes éprouvèrent à cette époque des pertes dont elles se ressentent encore aujourd'hui. Les paysans n'eurent pas non plus à se louer de leurs nouveaux maîtres. Michna, par exemple, défendait aux siens de mener leurs denrées à la ville; il les accaparait pour les revendre avec bénéfice.

De nombreuses plaintes s'élevèrent contre ces spoliations; mais Liechtenstein et ses complices les empêchèrent d'aboutir. Au commencement de l'année 1621 (13 janvier), le duc de Bavière lui-même avertit l'Empereur du mauvais gouvernement de son lieutenant à Prague. Il lui fit savoir que Liechtenstein, non content de s'être fait payer cent fois les pertes qu'il avait éprouvées en Moravie, s'entourait de courtisans même calvinistes et maltraitait les catholiques. Il conseilla de le remplacer, mais il ne fut pas écouté.

Les ministres calvinistes ne purent échapper à des mesures de rigueur. Liechtenstein chargea l'administrateur de la cathédrale, Georges Dicastus, de les inviter à annuler publiquement le couronnement de Frédéric, à rétablir les anciens usages dans les églises, à faire renouveler leur ordination par l'archevêque de



Prague, et à renvoyer leurs femmes ou à demander à l'archevêque la permission de les garder. Tous répondirent qu'obéir à de semblables injonctions serait contraire à leur conscience. C'est pourquoi un décret, rendu le 13 décembre 1620, bannit de tous les pays dépendant de la couronne de Bohême les ministres, professeurs et maîtres d'école calvinistes. Ils devaient emporter leurs biens meubles, et vendre leurs immeubles dans un délai de trois mois. Ce décret ne fut pas rigoureusement exécuté; les ministres qui n'avaient suscité aucun trouble ne furent pas inquiétés; cinquante seulement s'éloignèrent [1].

Le 11 janvier 1621, Ferdinand institua, pour juger les chefs des rebelles, une commission de onze membres dont les décisions ne pourraient être exécutées qu'après une confirmation impériale. La commission devait appliquer les lois établies par les diètes provinciales à l'égard des crimes de lèse-majesté, avec cet adoucissement. que tout accusé pourrait se procurer un défenseur, quoique ce ne fût pas alors l'usage dans le cas de rébellion manifeste. Mais les intentions pacifiques de l'Empereur ne furent pas remplies.

Le 17 janvier 1621, le prince de Liechtenstein avait invité les trente anciens directeurs et tous ceux qui n'avaient pas assisté à la prestation de serment à se présenter dans un délai de six semaines; puis il fit arrêter, pendant la nuit qui précéda le dernier jour de février, tant parmi les rebelles qui n'avaient pas quitté la ville que parmi ceux qui y étaient revenus, quarante-huit des plus compromis. Les nobles furent emprisonnés à la tour Blanche, au château; les autres dans les rathhaus des trois villes de Prague. Il ordonna également de saisir les fugitifs dans tout le royaume.

Le délai de six semaines s'étant écoulé, ceux qui ne s'étaient pas présentés furent déclarés hors la loi, leur tête mise à prix, leurs biens meubles et immeubles attribués au trésor royal. Dix des accusés étaient morts : leur mémoire fut condamnée, leur fortune confisquée. On jugea ensuite les prisonniers. L'un d'eux, Martin Fruewein, se tua en se précipitant dans ces mêmes fossés du château où, trois ans auparavant, avaient été jetés les lieutenants de l'Empereur. Son cadavre fut partagé en quatre; on attacha la tête et la main droite au pilori de la Neustadt.

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 580 et suiv.; t. II, p. 211 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 232; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 23; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 106.



Quarante personnes furent condamnées à mort. On ne possède pas les actes de la procédure; on sait seulement que les accusés eurent à répondre à cent vingt-quatre questions. On envoya le jugement à Vienne pour qu'il fût confirmé par l'Empereur avant d'être exécuté. Ferdinand passa sans repos la nuit qui précéda la signature. Le lendemain matin, il demanda à son confesseur, le Père Lamormain, s'il pouvait, sans blesser sa conscience, condamner ou faire grâce. Lamormain lui ayant répondu qu'il avait le droit de faire l'un et l'autre, l'Empereur signa l'arrêt de mort de vingt-huit des condamnés, la plupart anciens directeurs. Pour les douze autres, la peine fut commuée en un emprisonnement perpétuel ou temporaire; pour trois des premiers, qui appartenaient à l'ordre des seigneurs, et pour le docteur Jessenius, l'Empereur décida qu'ils ne seraient écartelés qu'après avoir été décapités. On a accusé les jésuites et les capucins d'avoir poussé Ferdinand à user de rigueur : c'est une calomnie; il n'y eut d'autre avis donné que celui de Lamormain. Quant à Tilly, il essaya même de sauver les coupables, en les faisant inviter à s'enfuir après leur avoir ôté leurs gardes. Ils ne profitèrent pas de l'avis, et l'on a dit que ce fut parce que cet avis leur avait fait espérer une grâce complète [1].

Le même rescrit qui prononçait la condamnation des rebelles annulait aussi la lettre de majesté de 1609. L'Empereur se déclarait dégagé de toutes promesses vis-à-vis d'un peuple coupable de haute trahison, et révoquait tous les priviléges accordés autrefois aux dissidents. Le comte Adam de Waldstein, majordome du royaume de Bohême, lui apporta à Vienne les originaux des priviléges impériaux et de la lettre de majesté soigneusement conservés à Prague. Ferdinand, dit-on, les contempla longtemps en silence, puis s'écria : « Voici donc les paperasses qui ont causé tant de peines à mes prédécesseurs! » Et ayant pris des ciseaux, il les coupa en morceaux et en jeta les fragments au feu [2].

Le 19 juin 1621, les prisonniers entendirent prononcer leur sentence dans cette même salle de la chancellerie du château de Prague, d'où les lieutenants royaux avaient été défénestrés. En

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 92 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 594.

[2] R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 28.

vain les femmes et les enfants des condamnés vinrent-ils se jeter aux pieds du prince de Liechtenstein pour demander leur grâce ou un délai ; tout fut inutile : l'Empereur avait prononcé en dernier ressort.

Le lendemain (20 juin), de bonne heure, les condamnés furent amenés dans six chars, du château royal au rathhaus de l'Altstadt. C'était un dimanche. Sur le parcours, ils suppliaient le peuple de leur pardonner et de prier Dieu pour eux. Dans l'après-midi, des ecclésiastiques vinrent visiter les prisonniers; un seul de ces derniers était catholique, Cernin, l'ancien commandant du château; la plupart étaient calvinistes. On ne leur avait pas envoyé des ministres de leur religion; ils refusèrent de recevoir des pasteurs luthériens.

Le 21 juin 1621, de grand matin, les portes de la ville furent fermées. Trois cornettes de cavalerie et trois bataillons d'infanterie se rangèrent sur le Teyn[1]; des patrouilles de cuirassiers parcouraient les rues. Devant le rathhaus de l'Altstadt s'élevait un échafaud tendu de noir et surmonté d'un crucifix. De chaque côté se trouvait un escalier : l'un pour faire monter les condamnés, l'autre pour descendre leurs cadavres. Les juges et les trois bourgmestres de Prague siégeaient en face dans une tribune, et le prince de Liechtenstein y était assis sous un baldaquin. Lorsque cinq heures sonnèrent, un coup de canon fut tiré du château, il y eut un roulement de tambours, et les exécutions commencèrent.

Le comte Joachim-André Schlick monta le premier sur l'échafaud[2]. Il s'agenouilla devant le crucifix, puis quitta son pourpoint, et cria à un jésuite qui avait essayé de le convertir et lui adressait une dernière exhortation : « Laissez-moi en paix, je vais mourir. » Après l'avoir décapité d'un coup d'épée, le bourreau lui coupa la main droite comme parjure[3], et quatre hommes masqués emportèrent au rathhaus son cadavre roulé dans un drap noir[4]. Le dixième fut Cernin. Il fit une profession de foi catholique; la

[1] Place du marché.

[2] Il avait été saisi dans le Voigtland et livré par l'électeur de Saxe (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 594).

[3] *Mercure français*, t. VII, p. 721. Le *Mercure* donne des détails sur les exécutions de Prague, et contient une gravure qui les représente.

[4] Sa tête, plantée sur la tour du pont de Prague, n'en fut enlevée et ne fut enterrée qu'un an après (*Mercure français*, t. VIII, p. 324).

veille il s'était confessé et avait communié. Il monta sur l'échafaud, accompagné d'un jésuite, demanda aux assistants leurs prières et leur pardon, recommanda sa femme à ses amis, et demanda qu'on l'ensevelit dans ses terres, devant la porte de l'église, n'étant pas digne, disait-il, de l'être à l'intérieur et méritant qu'on le foulât aux pieds. Le dix-septième fut le docteur Jean Jessenius, recteur de l'université de Prague. Il avait été ambassadeur des rebelles en Hongrie. Emprisonné, puis relâché sur la promesse qu'il avait faite de ne plus agir contre la maison d'Autriche, il ne tint pas sa parole. Il essaya, sur l'échafaud, de prononcer quelques mots contre Ferdinand et en faveur du Palatin, mais huit tambours qu'on avait disposés exprès firent un roulement et empêchèrent de l'entendre. Après qu'il eut été décapité, on lui coupa la langue [1], et son corps fut partagé en quatre morceaux qu'on suspendit dans quatre rues; la tête fut mise à une potence. Malgré le roulement de tambours, on entendit Procope Dworschetzky d'Olbramowitz crier aux juges : « Dites à votre empereur que je me trouve aujourd'hui devant son injuste tribunal; assignez-le devant le tribunal de Dieu. » Un des condamnés, Théodore Sixte d'Ottersdorf, était déjà à genoux pour recevoir le coup d'épée, quand le chanoine Plateys, son neveu [2], obtint sa grâce. Ce fut le seul sauvé.

Les exécutions durèrent de cinq heures à neuf heures. Le bourreau n'avait pas manqué un seul coup et avait émoussé quatre épées. Lorsqu'il eut fini, il emporta douze têtes et quatre mains pour les exposer dans des cages de fer de chaque côté du pont de la Moldau. Les corps des suppliciés furent remis à leurs parents pour les ensevelir. Le plus âgé des exécutés avait quatre-vingt-dix ans; le plus jeune, quarante; douze étaient des vieillards. Le même jour, deux riches bourgeois furent pendus aux fenêtres du rathhaus de l'Altstadt, et un troisième à la potence de la place du marché. Le secrétaire de l'Altstadt, Nicolas Diwitz, qui avait blasphémé contre l'Empereur, fut cloué par la langue à une potence et mourut bientôt après de la gangrène. Trois prisonniers furent fouettés, puis bannis à vie. Lobkowitz et six autres,

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 601; R. REUSS, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 26.
[2] R. REUSS, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 26.

condamnés à la prison perpétuelle, furent conduits à la forteresse de Zbirow [1]; le reste subit un emprisonnement temporaire ou le bannissement. On suspendit à une potence les noms de ceux qu n'avaient pas comparu. Le matin du jour de l'exécution, un magnifique arc-en-ciel s'était montré sur Prague; les protestants y virent une preuve de l'innocence des victimes.

Tous les condamnés avaient refusé de demander leur grâce à l'Empereur et n'avaient manifesté, à l'exception de Cernin, aucun repentir. La conduite que Ferdinand tint à l'égard des Moraves laisse penser qu'il en eût peut-être tenu compte. Quoi qu'il en soit, cette exécution de vingt-huit condamnés clôt d'une manière sinistre la campagne de Bohême. Nous ne sommes plus habitués à de pareilles rigueurs. Ce spectacle de mutilations, ces lambeaux sanglants excitent notre pitié pour les victimes et notre indignation contre les juges; mais il ne faut pas oublier que ces supplices étaient d'accord avec les mœurs et conformes à la justice de cette époque, et l'on ne peut reprocher à un souverain du dix-septième siècle d'avoir fait appliquer les lois de son temps [2].

Il ne faut pas croire non plus que le crime puni si cruellement à Prague méritât une peine moins sévère, parce que c'était un crime politique. Les chefs de la rebellion de Bohême avaient porté atteinte, non-seulement à des vies et à des intérêts privés, mais à l'autorité du souverain et aux intérêts publics, dont cette autorité était la personnification et la sauvegarde. Ils avaient violé leur serment, jeté les lieutenants du Roi par les fenêtres, déposé Ferdinand, tiré sur son palais à Vienne; ils lui avaient élu un successeur; ils s'étaient alliés contre lui avec des étrangers, même avec le Sultan. Or il n'y a pas de plus grand crime que l'attaque dirigée contre un gouvernement légitime, car il en résulte pour tout un peuple d'incalculables désastres, et, par suite, nul ne doit être plus sévèrement puni [3].

Quant aux supplices infligés, ils étaient ceux du temps. A la même époque, en Angleterre, les auteurs de la conspiration

[1] Entre Prague et Pilsen.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 593 à 604; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 92 et suiv.; R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*.

[3] Gindely, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 153; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 24.



des poudres eurent, étant encore vivants, les entrailles arrachées et brûlées. Quinze d'entre eux furent écartelés vivants. Un Anglais, ayant mal parlé du Palatin et de la Palatine, fut condamné à avoir les lèvres fendues, la langue percée, et les oreilles clouées à un poteau, où elles demeureraient ainsi attachées jusqu'à ce que lui-même, à force de tirer la tête, pour laisser audit poteau ses oreilles rompues et par pièces, il se pût délivrer et se sauver, ce qui fut exécuté [1]. Maurice de Nassau assista au supplice de Barneweldt, en Hollande, et son cousin, Maurice de Hesse-Cassel, à l'écartellement d'un condamné [2].

Mais si la punition des chefs de l'insurrection bohémienne fut légitime, si la cruauté de l'exécution est le résultat des mœurs et des lois de l'époque, il est impossible d'absoudre Ferdinand de toutes les injustices qui se commirent en son nom. En vain dira-t-on que ses ordres furent dénaturés ou violés, et qu'il ignora la conduite et les vols de ses lieutenants : un souverain est toujours responsable des actes de ses agents, et sa responsabilité est d'autant plus étendue que son pouvoir est plus grand ; il ne peut, dans aucun cas, prétexter l'ignorance. Il y a plus : Ferdinand n'ignora pas les injustices de Liechtenstein ; il en fut averti par le duc de Bavière ; il n'osa pas briser ses agents, et cela par faiblesse pour ses amis : cette faiblesse ne peut l'excuser.

Les principaux chefs subalternes de la révolte de Bohême avaient subi la peine de mort. D'autres, trouvés moins coupables, eurent seulement leurs biens confisqués en tout ou en partie. Trois cent soixante-dix-huit personnes furent atteintes par les confiscations : sur ce nombre, quarante-huit perdirent tous leurs biens. Cent seigneurs avaient été accusés : soixante-dix-huit furent renvoyés sans condamnation ; sur les vingt-deux restants, huit perdirent la totalité, et les autres le tiers ou les deux tiers de leurs biens. Parmi les cent trente-trois accusés de l'ordre des chevaliers, il y en eut peu d'atteints par une confiscation complète ; la plupart de ceux qui furent condamnés ne perdirent qu'un tiers de leurs biens. Le produit de toutes ces confiscations s'éleva à plus de trois millions de florins [3].

[1] *Mercure français*, t. X, p. 339.
[2] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 91.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 213, 227.

La répression fut moins sévère en Moravie qu'en Bohême. La nouvelle de la bataille de Prague y avait jeté un profond découragement. Le vieux comte de Thurn rallia des troupes dispersées, s'assura de quelques places sur les frontières de l'Autriche, et s'efforça d'organiser la résistance, mais sans pouvoir y parvenir. Dès que Bucquoy fut entré en Moravie et eut occupé Iglau, les États, effrayés, envoyèrent Charles de Zierotin à Vienne, pour demander à l'Empereur s'il consentirait à recevoir une députation. Ferdinand ayant répondu affirmativement, les députés moraves parurent devant lui (20 décembre 1620) et implorèrent une amnistie générale et sans conditions. L'Empereur les accueillit avec bienveillance, mais refusa l'amnistie qu'on lui demandait.

Le cardinal Dietrichstein, nommé gouverneur de la Moravie, s'occupa de la réorganisation du pays. L'acte de confédération lui fut livré; des catholiques remplacèrent les protestants dans les conseils municipaux de Brünn, d'Olmütz, de Hradisch. Les soldats reçurent leur pardon, et ceux qui étaient protestants eurent le choix entre se convertir ou quitter l'armée; la plupart embrassèrent le catholicisme et entrèrent au service de l'Empereur.

Vingt-trois chefs rebelles de Moravie furent condamnés à mort par la commission établie pour les juger (7 novembre 1621); aucun d'eux ne fut exécuté : la peine de mort fut commuée en un emprisonnement perpétuel ou temporaire. Ces condamnations entraînèrent, suivant les lois du temps, la confiscation des biens; mais Ferdinand, comme en Bohême, au lieu de les employer dans l'intérêt du gouvernement, les abandonna à quelques-uns de ses agents, entre autres à Gundakar de Liechtenstein. Le comte de Nachod, gendre de Zierotin, avait pris part à la rébellion; il fut néanmoins réintégré dans ses anciennes fonctions de chambellan[1].

Lorsque le Palatin eut quitté Breslau, au commencement de 1621, les États de Silésie envoyèrent une ambassade à Dresde, pour répondre à la lettre par laquelle l'électeur de Saxe les avait invités à se soumettre. Elle avait à sa tête, comme orateur, le docteur Rose, syndic de Breslau. Les ambassadeurs se présen-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 608 et suiv., 619.



tèrent devant l'électeur (25 janvier 1621). Ils lui déclarèrent que la Silésie n'avait jamais eu l'intention de se soustraire à l'autorité de la maison d'Autriche; qu'elle avait seulement voulu maintenir ses libertés et ses privilèges, et que c'était contre sa volonté qu'elle avait été entraînée dans la révolte de Bohême; ils le priaient de rétablir la paix dans leur pays. Jean-Georges leur répondit que Dieu avait décidé à la bataille de Prague de quel côté était le droit, et les engagea à se soumettre à l'Empereur; il les renvoya ensuite à ses conseillers privés. On ne put s'entendre, parce que les Silésiens refusaient de renoncer à la confédération. Jean-Georges les fit alors appeler et leur fixa un délai de quatorze jours pour accepter les conditions qu'on leur offrait[1].

Ces conditions étaient les suivantes : les États devaient demander pardon à l'Empereur, le reconnaître comme roi de Bohême, lui payer, en un an, trois cent mille florins, promettre de respecter les possessions des catholiques, renoncer à leurs alliances et au Palatin, réduire leur armée à trois mille fantassins et mille cavaliers et s'engager à ne jamais l'employer contre l'Empereur. L'électeur promettait, de son côté, au nom de Ferdinand, la confirmation des privilèges et de la lettre de majesté, l'exemption de garnison, et une amnistie générale de laquelle seraient seulement exclus le prince d'Anhalt et le margrave de Jägerndorf. Il s'obligeait en outre, lui-même, à protéger la pure foi d'Augsbourg si elle était jamais attaquée.

Les ambassadeurs retournèrent à Breslau pour y recevoir de nouvelles instructions. Ils revinrent ensuite à Dresde et signèrent un traité (28 février 1621) par lequel ils acceptaient toutes ces conditions. Jean-Georges conseilla vivement à l'Empereur de les accepter aussi. Pour l'y décider, il lui fit observer que l'armée impériale étant décimée par les maladies, et les Silésiens possédant de nombreuses troupes et pouvant être secourus par Mansfeld et par Bethlen, il lui était impossible de soumettre ses sujets par la force, tandis qu'en traitant avec eux il obtiendrait leur soumission sans effusion de sang, et priverait de leur appui ce qui restait encore de rebelles. Le burgrave Annibal de Dohna,

[1] Les ambassadeurs silésiens objectaient que le Palatin ne les avait pas encore déliés de leur serment, ce qui explique l'insistance que Ferdinand mettait à exiger de Frédéric qu'il renonçât à la couronne de Bohême (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II.* t. I, p. 615).



que l'Empereur avait envoyé à Dresde, conseilla également d'accepter, et ajouta une nouvelle observation à celles de l'électeur : c'est que, la plupart des chefs de la rébellion étant calvinistes, et les calvinistes se trouvant exclus de la paix, il en résulterait que le traité ne profiterait pas aux chefs de la rébellion, et qu'on pourrait les poursuivre après comme avant.

L'Empereur accepta le traité avec joie, et fit le meilleur accueil à l'ambassade que les États de Silésie lui envoyèrent à Vienne. Le 3 novembre suivant (1621), les Silésiens jurèrent fidélité entre les mains de l'électeur de Saxe, que Ferdinand avait désigné à cet effet. Les catholiques recouvrèrent tous les biens et tous les droits dont ils avaient été dépouillés depuis la lettre de majesté [1].

L'électeur de Saxe pacifia la Lusace encore plus facilement que la Silésie; il y confirma (3 mars 1621) tous les priviléges que Mathias (1611) et Ferdinand (1617) y avaient accordés aux luthériens. Après avoir pris l'avis de son confesseur Lamormain, et celui de son frère l'archiduc Charles, évêque de Breslau, Ferdinand approuva la confirmation de priviléges accordée par l'électeur [2].

Le duc de Bavière avait soumis la haute Autriche; la victoire de Prague mit fin au soulèvement de la basse Autriche. L'Empereur en bannit trente-six nobles et fit emprisonner seize bourgeois (23 juin 1621); un seul des chefs rebelles, Paul Golt, fut condamné à mort. L'Empereur confirma les concessions accordées par Mathias aux nobles protestants, mais en maintenant la défense faite au peuple d'assister aux prêches des ministres.

La haute Autriche, bien que soumise par le duc de Bavière, avait encore des velléités d'opposition. Le 20 mars 1621, le lieutenant du duc, Herberstorf, fit saisir et emprisonner au château de Linz neuf personnages parmi les plus compromis dans la révolte. Gotthard de Stahrenberg lui avait été livré par Liechtenstein, qui l'avait fait arrêter en Bohême. Les deux Jörger furent emprisonnés; l'un d'eux, Charles, mourut bientôt après dans le château d'Oberhaus, près de Passau. L'autre, Helmhart, condamné à mort comme coupable de haute trahison, confessa son crime, puis obtint sa grâce et fut mis en liberté en 1622, sur les prières de sa femme;

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 615 et suiv.

[2] *Id.*, *ibid.*, t. I, p. 622 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 89.



il finit même par recouvrer ses biens au bout de quelques années. La plupart des autres prisonniers furent également graciés. Dix ministres protestants furent expulsés du pays, moins à cause de leur religion que parce qu'ils avaient poussé à la révolte.

Le formidable soulèvement qui avait failli enlever ses États à la maison d'Autriche était apaisé, grâce au duc de Bavière et à l'électeur de Saxe. Le duc de Bavière avait obtenu directement la soumission de la haute Autriche et de la Bohême, et entraîné celle de la Moravie et de la basse Autriche par l'effroi qu'avait inspiré sa victoire de la Montagne-Blanche. L'électeur de Saxe avait soumis la Lusace par les armes, et décidé par ses conseils la Silésie à traiter. L'Union avait été annihilée par le traité d'Ulm et par l'armée de Spinola. L'Empereur était sauvé, mais il n'avait pu obtenir son salut qu'en remettant en gage deux de ses provinces : la haute Autriche au duc de Bavière, et la Lusace à l'électeur de Saxe. La répression avait été terrible à Prague, et relativement douce dans les pays relevant de la couronne de Bohême et dans l'archiduché d'Autriche. Partout, sauf en Bohême, Ferdinand avait confirmé les droits politiques des luthériens et les concessions religieuses qui leur avaient été faites [1]. Il restait à reconquérir la Hongrie.

La soumission des rebelles dans les pays relevant de la couronne de Bohême et en Autriche devait entraîner celle de Bethlen, leur principal allié. Bethlen avait recommencé la guerre contre l'Empereur malgré l'offre de médiation de l'ambassade française [2], et des détachements de sa cavalerie s'étaient avancés jusqu'aux faubourgs de Vienne. Les troupes impériales qui faisaient alors face à la Hongrie étaient commandées par Dampierre. Après un léger avantage remporté sur Bethlen, Dampierre attaqua Presbourg à la tête de huit mille hommes (9 octobre 1620). Une balle le tua, son armée fut dispersée, et Bethlen, n'ayant plus de résistance à craindre, allait marcher sur Vienne, lorsque la victoire remportée par le duc de Bavière à Prague, en le laissant isolé et sans alliés, changea la situation. Cette victoire

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 624 et suiv.; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. VI (IV), p. 90.

[2] L'ambassade était venue à la diète de Neusohl. Cette diète fut close le 27 août 1620 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 393).

changea en même temps les dispositions des ambassadeurs français. Ils craignirent de voir la maison de Habsbourg, victorieuse en Bohême, se renforcer encore par de nouvelles victoires en Hongrie, et ils mirent d'autant plus d'empressement à recommander la paix. Mécontent de ses alliés, qui s'étaient soumis trop tôt à son gré et sans le prévenir, Bethlen résolut de négocier de son côté sans leur participation, et pria l'ambassadeur français, l'abbé de Préaux, de porter à Vienne, de sa part, une proposition d'armistice. Son but n'était pas de faire la paix, mais de gagner du temps pour se renforcer et se mettre en état de recommencer la guerre.

Le 10 décembre 1620, l'Empereur avait prononcé publiquement la nullité de l'élection de Bethlen au trône de Hongrie, et lui avait enlevé le titre de prince de l'Empire que lui conféraient les traités de Tyrnau (1615-1617). Il consentit cependant à négocier, par égard pour l'ambassade française. Après divers pourparlers, des conférences commencèrent (25 janvier 1621) à Haimbourg[1], entre ses représentants et ceux de Bethlen. Ferdinand demanda que Bethlen déposât la couronne et retournât en Transylvanie; les Hongrois garderaient leurs libertés, et les plus coupables seuls seraient exclus de l'amnistie. Bethlen avait promis de venir à Haimbourg; il resta à Tyrnau, et empêcha toute négociation sérieuse en refusant de renoncer au titre de roi de Hongrie. Il recherchait maintenant l'appui de la Porte et de Mansfeld, et demandait un secours de dix mille hommes au khan des Tartares. La duplicité de Bethlen lui fit perdre en Hongrie beaucoup de ses partisans, qui se soumirent à l'Empereur, et décida l'ambassade française à se retirer.

La guerre continua, et les Hongrois se mirent à piller et à ravager le pays entre Neustadt et Vienne. Bucquoy, après la soumission de la Moravie, avait remplacé Dampierre; il marcha contre eux avec une armée de vingt mille hommes. Le 29 avril 1621, il parut devant Presbourg qui se rendit aussitôt; la garnison du château capitula trois jours après. Bucquoy s'avança ensuite en Hongrie, marquant son passage, comme l'ennemi, par le pillage et l'incendie. Tyrnau, Altenbourg et l'île de Schutt[2] firent

[1] A l'ouest de Presbourg.

[2] Ile formée par le Danube et située entre Presbourg et Komorn.

leur soumission. Le 16 mai Bucquoy mit le siége devant Neuhäusel[1]. Six semaines après (10 juillet), comme il inspectait les travaux d'attaque, il tomba dans une embuscade et fut tué. Bucquoy avait alors cinquante ans; Pierre Pazmani, archevêque de Gran et primat de Hongrie, l'avait converti au catholicisme[2].

La mort de Dampierre avait été suivie de la ruine de son armée; la mort de Bucquoy fut également suivie de la ruine de la sienne. La cavalerie hongroise, qui battait le pays, empêchait les Impériaux de se ravitailler, pendant que la garnison de Neuhausel les inquiétait par des sorties journalières. La famine commençait à se faire sentir, la saison des pluies approchait; on disait que le vieux comte de Thurn arrivait à la tête de six mille hommes, et que Bethlen allait le rejoindre avec toutes ses forces : il fallut lever le siége. Le 17 juillet, la nuit, pendant un violent orage, les Impériaux quittèrent leur camp, et battirent en retraite par des chemins épouvantables. Dès le lendemain matin, la garnison se précipita sur leurs traces; une grande partie de l'arrière-garde fut taillée en pièces; seize canons et les munitions tombèrent aux mains de l'ennemi. Les Impériaux réussirent enfin à échapper aux Hongrois en traversant un bras du Danube, à Guttna, sur un pont de bateaux qu'ils rompirent derrière eux, et se réfugièrent à Komorn, à Raab et à Presbourg.

La levée du siége de Neuhäusel entraîna pour les Impériaux la perte de Tyrnau, et Bethlen, renforcé le 9 août par neuf mille hommes que le margrave de Jägerndorf lui amenait de Silésie, marcha sur Presbourg pour en faire le siége. Le 29 du même mois, il écrivit à tous les États de l'Empire pour se plaindre de ce que la religion et la liberté étaient opprimées en Allemagne et en Hongrie; pour lui, il ne désirait que la paix et réclamait leur concours pour la rétablir. Comme les rapports qu'il avait eus avec le Sultan lui avaient aliéné les luthériens, il les nia formellement; mais au même instant, avec sa duplicité habituelle, il reconnaissait la suzeraineté du Sultan sur tous les États de la maison d'Autriche, et recevait dans son camp une troupe de cinq

[1] Sur la Neutra, au nord de Komorn. Descartes se trouvait parmi les assiégeants (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 27).
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 49.



mille Turcs. Bethlen se trouvait désormais à la tête de soixante mille hommes[1].

Après avoir essuyé deux vigoureuses sorties de la garnison de Presbourg, il ne jugea pas à propos de s'attarder au siége de cette place, et se dirigea avec Jägerndorf du côté du nord, dans l'intention d'atteindre la Silésie en traversant la Moravie, et de remettre sur pied l'ancienne confédération. Ce plan paraissait d'autant plus facile à réaliser, qu'après le retour de Maximilien en Bavière et la dispersion de l'armée de Bucquoy, les forces impériales se réduisaient pour le moment à quatre mille hommes commandés par Max de Liechtenstein.

[1] Serment de Bethlen Gabor au sultan Soliman :

« Moi Bethlen Gabor, etc..., je jure... au très-puissant et très-invincible empereur des Turcs, comme à mon seigneur et maître, de lui être fidèle et obéissant serviteur..., et que ce qui me sera commandé... par son ambassadeur sera par moi fidèlement exécuté de point en point et selon son désir... et m'efforcerai de chasser, bouleverser et ruiner de fond en comble les dieux, les temples et les autels méchamment infectés de l'idolâtrie papistique, référant le tout à la plus grande gloire de Dieu, et à l'honneur du très-haut et très-grand prophète Mahomet. Promets, en outre, de faire planter la foi mahométane en mon royaume... J'ai fermement résolu d'assujettir à la puissance de l'invincible Empereur, mon seigneur très-clément..., la Hongrie, l'Autriche, la Bohême, la Moravie, la Silésie, qui ont longtemps été sous le joug des Austriens.

« Je jure que je serai très-impitoyable, très-cruel, capital et à jamais irréconciliable ennemi de la maison d'Autriche, des Jagellons, et ruinerai toute la chrétienté faisant profession de la foi papistique..., et surtout travaillerai et opprimerai, tant que je vivrai, les Polonais par mes armes... (A Cassovie, le 24 mai 1621.) »

Serment de l'empereur des Turcs à Bethlen Gabor :

« Moi, sultan Soliman, par la grâce de Dieu très-puissant empereur des Turcs, je jure par la majesté de Dieu tout-puissant, par les créatures, par la puissance de Dieu, par le ciel, par le soleil, par la lune et les étoiles, je jure par les mamelles que j'ai sucées, par ma vie, par ma tête, par ma barbe, par toute ma puissance, par mes prédécesseurs, par la circoncision de tous les Sarrazins et Turcs, et par le salut de mon âme, que je ne te nierai et ne te délaisserai point, Bethlen Gabor, mon frère et fils bien-aimé, même ès plus grands dangers et nécessités, encore qu'il y allât de toute ma puissance ou de l'altération ou perte de mon impériale majesté. Ains te jure et promets de t'aider et défendre contre tous mes ennemis et les tiens jusques au dernier de mes Turcs circoncis. Que, si je ne satisfais à ces serments, conditions et promesses, Dieu envoie sur mon chef toutes sortes de maux, et réduise à néant mes empires et ma famille, et me perde avec toute ma nation, et me perde en sorte que tout ce que je toucherai soit converti en pierre et en rocher, que la terre m'engloutisse, que l'enfer dévore et consomme mon corps et mon âme. (Constantinople, 14 juin 1621.) » (Lyon, Anthoine Vitré, 1621.)



L'Empereur ainsi menacé offrit la paix. Les plénipotentiaires des deux partis se réunirent à Nikolsbourg[1] (10 octobre 1621). C'étaient, du côté de l'Empereur, le cardinal Dietrichstein et le primat de Hongrie Pazmani, et, du côté de Bethlen, les frères Thurzo. Les négociations durèrent près de trois mois, et la paix fut enfin signée le 6 janvier 1622. Plus avisé que Frédéric, Bethlen renonça au titre de roi de Hongrie, mais l'Empereur lui rendit celui de prince de l'Empire, avec les duchés d'Oppeln et de Ratibor qui lui avaient déjà été conférés en 1615 et 1617, et, sa vie durant, sept comitats de Hongrie. Bethlen rendait les joyaux de la couronne; le prince ne prendrait plus les armes contre l'Empereur et n'aiderait plus ses ennemis. Si Bethlen avait besoin d'armes et d'ouvriers de divers métiers, l'Empereur lui en fournirait. S'il était attaqué par les Turcs pour avoir fait la paix, Ferdinand lui promettait son secours, et celui de l'Empire, de l'Espagne, de la Pologne et des autres nations chrétiennes. Laïques et ecclésiastiques rentreraient en possession de leurs biens; les titres de noblesse accordés par le prince étaient ratifiés. Par un manifeste, l'Empereur assurait aux États de Hongrie le maintien de toutes les concessions faites par Mathias et par lui-même, et accordait une amnistie illimitée pour tout ce qui s'était passé.

Pourquoi l'Empereur avait-il eu si peu de forces à opposer à Bethlen? Pourquoi fut-il forcé de lui offrir la paix et de lui faire des conditions si avantageuses, un an seulement après la bataille de Prague? C'est ce que vont nous montrer les événements accomplis en Allemagne[2].

[1] Au sud de la Moravie.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 395 et suiv.; t. III, p. 48 et suiv., 71 et suiv.

CHAPITRE X

MANSFELD. — CAMPAGNE DU HAUT PALATINAT.

1621-1622.

NÉGOCIATIONS ET ALLIANCES. — L'Empereur propose au duc de Bavière de s'emparer du *haut Palatinat*, et de le prendre en gage à la place de la haute Autriche. — Le duc refuse d'abord, puis accepte. — Il réclame le secours de la *Ligue à Augsbourg* (10 février 1621) et l'obtient difficilement.

L'Union se réunit *à Heilbronn* (janvier 1621). — Plusieurs princes sortent de l'Union. — Le landgrave de Hesse-Cassel traite à Bingen avec Spinola (5 avril 1621), puis désavoue ses ambassadeurs. — Le duc de Würtemberg, le margrave d'Ansbach et le landgrave de Hesse-Darmstadt signent le *traité-armistice de Mayence* (12 avril 1621) et *dissolvent l'Union*.

Le roi de Danemark. — Diète de basse Saxe à *Segeberg* (10 mars 1621); le Palatin y assiste; elle se montre favorable à la paix. — Seconde diète de basse Saxe à *Lünebourg* (26 avril); elle se montre également favorable à la paix. Le roi de Danemark traite avec l'Angleterre (19 avril 1621) et la Hollande (14 mai 1621); il envoie faire des représentations à Ferdinand en faveur du Palatin (juin 1621); il conseille au Palatin de se soumettre.

Le roi d'Angleterre soutient médiocrement le Palatin. — Difficultés qu'offre la paix. — Digby. — Le duc de Bavière refuse de prolonger l'armistice.

GUERRE DANS LE HAUT PALATINAT.

Mansfeld offre de se vendre. — *Tilly* occupe Pilsen (3 avril 1621) et Tabor. —Mansfeld se retranche à Waidhausen, renforce son armée et pille. — Tilly se place en face, à Rosshaupt (14 juillet). — Mansfeld attaque Tilly pour rentrer en Bohême (16 juillet); il ne peut forcer le passage. — Le *duc de Bavière* s'établit à Straubing (fin juillet). — Mansfeld enlève le landgrave de Leuchtenberg. — Maximilien part de Straubing (11 septembre), va à Furth, y rallie des troupes, prend Cham (25 septembre). — Mansfeld, affaibli, négocie, signe un traité (10 octobre), reçoit un à-compte, puis se rend à marches forcées dans le bas Palatinat. — Tilly le poursuit, ne peut l'atteindre et s'arrête à Fürth (17 octobre). — Maximilien entre à Amberg (22 octobre), prend possession du haut Palatinat. — L'Empereur propose au duc de Bavière d'achever la conquête du bas Palatinat commencée par les Espagnols; le duc refuse; il envoie Tilly défendre seulement les princes catholiques du Rhin.

Spinola et Efferen maltraitent les habitants des bords du Rhin, sans distinction de religion. — La *trêve* de 1609 entre l'Espagne et la Hollande



arrive à son terme (1621); Spinola revient dans les Pays-Bas; il est remplacé par Cordova qui assiége Frankenthal (septembre 1621).

Mansfeld rallie l'armée anglo-palatine à Mannheim (23 octobre). — Cordova lève le siége de *Frankenthal* (25 octobre) et se retranche à Stein. — Mansfeld traverse Frankenthal, Worms, échoue devant Stein (27 octobre), revient, jette des garnisons dans Heidelberg, Wimpfen, Heilbronn, ravage l'évêché de Spire, passe en Alsace (novembre 1621), occupe Haguenau (6 décembre), essaye vainement de prendre Saverne (22 décembre 1621-3 janvier 1622). — Strasbourg refuse de le recevoir. — Mansfeld rentre dans l'évêché de Spire; essaye de négocier avec l'Autriche.

Tilly quitte Fürth (fin octobre 1621), s'empare des bords du Neckar, sauf Heidelberg et Mannheim, occupe Spire, campe à Weinheim, ne peut s'accorder avec Cordova pour des opérations communes. — L'électeur de Mayence, menacé par Halberstadt, l'appelle à son secours.

Ce n'était pas sans un profond chagrin que l'Empereur avait remis en gage une partie de ses États au duc de Bavière et à l'électeur de Saxe. Il regrettait surtout la haute Autriche, pays riche et fertile, contenant des salines productives, et d'où il avait toujours tiré la plus grande partie de ses ressources. Dans l'espoir de la recouvrer, il envoya à Munich le comte de Hohenzollern, président du conseil aulique de l'Empire, pour demander au duc de Bavière de se charger de l'exécution contre Frédéric dans le haut Palatinat[1], et de prendre cette province en gage à la place de la haute Autriche. Ferdinand offrait même de lui en conférer la souveraineté définitive, si le duc lui prêtait une forte somme et renonçait aux droits éventuels qu'il possédait sur le bas Palatinat comme membre de la maison de Wittelsbach[2]. Le duc de Bavière se récria : il lui faudrait conquérir, à ses frais et sur ses parents, le haut Palatinat, et, en même temps qu'il accroîtrait ainsi le chiffre de ses avances, diminuer ses garanties en prenant en gage, à la place de la haute Autriche, une province qui valait beaucoup moins. Qui pouvait d'ailleurs l'assurer que, lorsqu'il se serait mis en possession du haut Palatinat, l'Empereur ne lui demanderait pas encore de l'échanger contre un nouveau gage à conquérir?

[1] Le haut Palatinat occupait la plus grande partie du bassin de la Naab, affluent du Danube, et avait Amberg pour capitale.

[2] La maison de Wittelsbach s'était partagée en 1294 en deux branches : la branche palatine (aînée) *Rudolphine*, et la branche bavaroise (cadette) *Ludovicienne*.



L'Empereur, en outre, lui avait promis, non pas, il est vrai, dans le traité même de Munich, mais verbalement et par diverses lettres autographes, de lui transférer la dignité électorale palatine, sans autre condition que de l'aider à soumettre la Bohême. Et maintenant, après que les armes bavaroises avaient vaincu les rebelles, non-seulement il n'exécutait pas sa promesse, mais il voulait encore que le duc de Bavière lui rendît la haute Autriche, se chargeât de conquérir le haut Palatinat, et renonçât à ses droits héréditaires sur le bas Palatinat! Maximilien ajoutait que l'exécution contre les États héréditaires de Frédéric serait d'ailleurs une violation du traité d'Ulm, qui stipulait que ces États ne seraient pas attaqués. Cette exécution soulèverait tous les princes protestants contre la Bavière et contre la Ligue, et l'on ne pourrait plus même compter sur l'appui des Espagnols, car, la trêve de douze ans qu'ils avaient conclue avec la Hollande en 1609 approchant de sa fin, la guerre pourrait recommencer dans les Pays-Bas et Spinola y être rappelé [1]. Enfin il était imprudent que l'armée bavaroise quittât la Bohême, tant que Mansfeld n'en aurait pas été chassé.

Maximilien écrivit d'abord à Vienne, qu'il ne pouvait pas se charger de l'exécution; mais l'Empereur le pouvait encore moins, car la majeure partie de son armée combattait alors en Hongrie contre Bethlen; Maximilien finit par céder. Il avait à cœur de terminer l'œuvre commencée, et de rétablir la religion catholique dans les pays à conquérir; il y mit toutefois cette condition, qu'il resterait provisoirement en possession de la haute Autriche, de ses revenus et de ses salines [2]. Pour se justifier au sujet du traité d'Ulm, il prétendit que la mise du Palatin au ban de l'Empire avait changé la situation, et que ce traité ne pouvait empêcher une exécution légale survenue depuis qu'il avait été signé [3].

Comme l'armée de la Ligue se trouvait réduite à neuf mille hommes, Maximilien convoqua ses confédérés à Augsbourg, afin de réclamer leur appui (10 février 1621). Les commissaires bava-

[1] La trêve finissait le 9 avril 1621.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 629 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 235.

[3] Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. VI (IV), p. 263.

rois, après avoir rappelé les avances d'argent faites par Maximilien, les dangers auxquels l'Empire et le catholicisme étaient exposés, et la nécessité d'en finir avec les protestants, sans quoi tout serait bientôt à recommencer, demandèrent à l'assemblée des renforts et des subsides. Mais les princes qui faisaient partie du directoire du Rhin, et l'archevêque de Salzbourg parmi ceux du directoire de la haute Allemagne, étaient peu disposés à faire des sacrifices ; leurs ambassadeurs déclarèrent qu'ils n'étaient pas tenus de payer autre chose que ce qu'ils avaient promis à Würtzbourg (1er décembre 1619-16 février 1620), c'est-à-dire des subsides jusqu'à la fin de la guerre ; or la guerre était finie. C'était à l'Empereur à faire le surplus, l'expédition de Bohême n'ayant d'ailleurs profité qu'à lui.

Maximilien fut vivement irrité de la conduite de ses confédérés. L'expédition de Bohême leur avait profité comme à l'Empereur, car la cause qui avait triomphé était celle de tous les catholiques, et la guerre n'était réellement pas finie. Il menaça de sortir de la Ligue, si ses confédérés persistaient dans leur refus.

Les opposants ne voulurent pas pousser les choses à l'extrême, et consentirent à l'entretien d'une armée de quinze mille hommes ; mais on ne fixa pas d'époque pour le payement des frais déjà faits, qui s'élevaient à quatre millions de florins et dont plus de la moitié avait été avancée par la Bavière. Persuadé que les princes-évêques voulaient lui laisser supporter tout le poids de la guerre, Maximilien résolut, si les contributions n'étaient pas payées, de les exiger par la force. « Personne, écrivait-il à ses commissaires, ne pourra trouver mauvais que j'agisse ainsi, lorsque les États du Rhin n'ont qu'un but : me jeter à l'eau et regarder comment je m'en tirerai[1]. »

L'Union protestante se réunit de son côté à Heilbronn (fin janvier 1621). Les protestants s'y trouvèrent placés entre les conseils de modération des amis de l'Empereur et les excitations de ses ennemis. Ils reçurent d'abord une lettre de Spinola, qui les engageait à se soumettre pour épargner à leurs États les horreurs de la guerre, puis une autre d'un des princes restés les plus fidèles

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 6 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 235 et suiv.



à l'Empereur, bien qu'il fût protestant, le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt, qui les avertissait qu'en soutenant le Palatin ils s'attireraient un châtiment pareil à celui qu'il avait subi.

D'un autre côté, les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande les poussaient à la résistance et leur promettaient des subsides. Mais l'Union était hors d'état de faire la guerre : elle manquait d'argent et devait à ses soldats un arriéré de près de trois millions de florins. Le découragement s'empara peu à peu de ses membres ; le duc de Würtemberg fut le premier qui se retira de l'alliance ; il pensait ne pouvoir rendre la sécurité à ses États qu'en se rapprochant de l'Empereur. Le margrave de Bade-Durlach rentra aussi chez lui. Mansfeld envoya un agent à l'Empereur pour lui offrir de forcer le Palatin à renoncer au titre de roi, s'il était lui-même amnistié [1]. Le margrave d'Ansbach, lieutenant général des protestants, acheté par la cour de Vienne pour une somme de cent vingt mille florins, travailla lui-même à la dissolution de l'Union. Plusieurs autres membres se déclarèrent prêts à faire tous leurs efforts pour obtenir du Palatin qu'il renonçât à la couronne de Bohême, et, s'il refusait, à embrasser le parti de l'Empereur [2]. De tous les princes de l'Union, le plus hostile aux catholiques était un prince calviniste, le landgrave Maurice de Hesse-Cassel [3], cousin du landgrave Louis de Hesse-Darmstadt. Cependant, lorsqu'il se vit à la fois menacé par Spinola, abandonné par la chevalerie de Hesse-Cassel, privé de subsides par sa propre diète provinciale qui voulait demeurer fidèle à l'Empereur, il consentit à négocier avec les Espagnols, et ses ambassadeurs signèrent à Bingen un traité (5 avril 1621), d'après lequel il devait quitter l'Union, jurer fidélité à l'Empereur et licencier ses troupes, moyennant quoi ses États ne seraient

[1] Mansfeld fit des démarches à Bruxelles en juin 1621, auprès de l'archiduc Albert, pour le prier de le réconcilier avec l'Empereur, et lui offrir d'entrer au service de la maison d'Autriche. Il les renouvela auprès d'Ognate, ambassadeur d'Espagne à Vienne (Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 347 et suiv.).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 9 et suiv.; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 133; Schreiber, *Maximilian I*, p. 234 et suiv. Le fils d'Anhalt pris à la bataille de la Montagne-Blanche fut mis en liberté (*Mercure français*, t. VIII, Ire part., p. 61).

[3] Il avait imposé le calvinisme à ses sujets, nobles ou non (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 98).

ni traversés, ni attaqués par les armées espagnoles. Mais il prétendit ensuite que ses ambassadeurs avaient outre-passé leurs instructions, et refusa de ratifier le traité. Une conférence secrète qu'il avait eue peu de jours auparavant avec le Palatin en fut peut-être la cause.

Vers le même temps (12 avril), le duc de Würtemberg, le margrave d'Ansbach et le landgrave de Hesse-Darmstadt signèrent à Mayence un traité avec Spinola et l'électeur de Mayence. Toute hostilité devait cesser entre les princes de l'Union et les Espagnols ; les princes retireraient leurs troupes du Palatinat, ne secourraient en aucune manière le Palatin, et ne renouvelleraient plus l'Union, qui serait désormais dissoute. Tous les États qui avaient figuré au traité d'Ulm devaient être compris dans celui de Mayence. Le Palatin en était exclu ; cependant Spinola ne devait pas l'attaquer avant le 24 mai, et, si le roi d'Angleterre offrait avant le 14 du même mois de négocier, cet armistice devait durer jusqu'au 12 juin, à la condition que les Espagnols ne seraient pas non plus attaqués. L'Empereur vit dans ce traité un premier pas fait vers le rétablissement de la paix générale ; mais ses espérances ne devaient pas se réaliser [1].

Le roi de Danemark, Christian IV, cherchait à agrandir ses États dans le nord de l'Allemagne, en s'emparant peu à peu des biens ecclésiastiques qui se trouvaient le plus à sa portée, ou en les faisant attribuer à ses fils. Comme il ne pouvait les conserver légalement qu'au moyen d'un indult impérial, il tenait beaucoup à ne pas se brouiller avec l'Empereur. Lorsque les princes de l'Union lui demandèrent des secours contre Spinola, il évita de se compromettre, et consentit seulement à convoquer une diète du cercle de basse Saxe à Segeberg, dans le duché de Holstein (10 mars 1621). Le Palatin s'y rendit de Wolfenbüttel avec une suite brillante, et y fut très-honorablement accueilli : mais le roi de Danemark, son oncle, ne lui laissa aucune espérance. Il lui reprocha même très-vivement son acceptation de la couronne de Bohême, ainsi que les excès de ses partisans calvinistes, et lui conseilla d'implorer le pardon de l'Empereur, ne lui promettant son appui que dans le cas où Ferdinand, après cette démarche,

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 16 et suiv., 20 et suiv.; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 141; O. Klopp, t. I, p. 98 et suiv.

persisterait à le traiter en ennemi. Le roi déclara aussi ne vouloir rien entreprendre contre l'Empereur, tant que la religion ne serait pas menacée, mais être décidé, si on l'attaquait, à la défendre de toutes ses forces. De son côté, l'assemblée de Segeberg invita Spinola à suspendre les hostilités, à évacuer les États neutres et à faire la paix [1].

Le traité de Mayence répondit en partie aux vœux pacifiques de la diète de Segeberg ; une seconde diète du cercle de basse Saxe s'ouvrit à Lünebourg le 26 avril 1621, et l'Empereur y envoya des représentants. La diète, après avoir protesté de sa fidélité envers Ferdinand, vota des subsides pour défendre le cercle jusqu'à la pacification complète de l'Allemagne ; mais la dissolution de l'Union par le traité de Mayence la décida à cesser tout préparatif de guerre. Le roi de Danemark continua les siens. Il venait de conclure deux alliances : l'une avec le roi d'Angleterre (19 avril 1621), l'autre avec les états généraux de Hollande (11 mai 1621). Ainsi appuyé, il résolut de négocier en faveur du Palatin, et, au commencement de juin, il envoya deux ambassadeurs à Vienne, Henri de Rantzau et Jules-Adolphe de Wittersheim. Les deux ambassadeurs reprochèrent à Ferdinand d'avoir violé la capitulation d'élection en s'arrogeant le droit de condamner seul et sans procès le Palatin, et lui demandèrent d'annuler son décret de mise au ban de l'Empire, de licencier ses troupes, d'accorder une amnistie générale, et de faire les premières démarches pour se réconcilier avec Frédéric. L'Empereur répondit qu'il avait agi légalement, le Palatin se trouvant dans le cas de rébellion manifeste, cas pour lequel un procès et un jugement étaient inutiles. L'Empereur ne pouvait pas non plus gracier le Palatin tant qu'il s'obstinait à garder le titre de roi, et licencier ses troupes quand Mansfeld occupait encore des places en Bohême et menaçait les frontières de l'Autriche. Les ambassadeurs danois quittèrent Vienne (16 juin) sans avoir rien obtenu [2].

Peu de temps après, le principal négociateur du Palatin, Dohna, réclama vainement en faveur de son maître une nouvelle intervention de Christian IV. Le roi de Danemark répondit

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 23 et suiv.

[2] *Id.*, *ibid.*, t. I, p. 28 et suiv., 106 ; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 142 et suiv. ; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 111.



qu'il avait été obligé de licencier ses troupes après le refus fait par l'Angleterre, l'Union, et le cercle de basse Saxe, de se concerter pour prendre des mesures décisives, et que le Palatin n'avait plus qu'à se réconcilier avec l'Empereur. La France et la Hollande lui donnaient le même conseil.

Le Palatin ne pouvait donc pas compter sur l'appui de son oncle, le roi de Danemark. Il ne fut pas plus heureux auprès de son beau-père, le roi d'Angleterre. Aucun prince n'eut à cette époque une conduite plus contradictoire que Jacques Ier. Pénétré de cette idée, que le droit des souverains est inviolable, il avait d'abord désapprouvé publiquement la conduite du Palatin. Sa politique personnelle le rapprochait d'ailleurs de la maison de Habsbourg, et depuis l'année 1620 son principal but était de marier son fils, le prince de Galles, avec l'infante d'Espagne, Marie, fille de Philippe III. Il proposa même à l'empereur Ferdinand, alors veuf de sa première femme, d'épouser sa fille, l'électrice Élisabeth, qui aurait divorcé d'avec le Palatin [1]. Ces projets d'alliance de famille n'étaient pas du goût des Anglais, qui se montraient disposés à secourir Frédéric. Jacques Ier laissa d'abord faire des enrôlements de volontaires, puis les interdit, et refusa, malgré les instances de Dohna, de se déclarer ouvertement en faveur de son gendre [2]. Il permit ensuite à des troupes anglaises d'aller défendre le Palatinat contre les Espagnols, et déclara en même temps à Philippe III que l'occupation de ce même Palatinat par Spinola était le seul moyen à employer pour forcer Frédéric à reconnaître les droits et l'autorité de l'Empereur. Enfin, pendant qu'il engageait le roi de Pologne à intervenir pour le rétablissement de la paix, qu'il y travaillait lui-même par son ambassadeur, Henri Wotton, et promettait de décider son gendre à renoncer à la couronne de Bohême, s'il recouvrait ses États héréditaires, il demandait en sa faveur les secours de l'Union pour continuer la guerre [3].

Cependant tous les princes désiraient la paix : l'Empereur,

[1] On a même raconté que le roi d'Angleterre aurait proposé à l'Empereur de faire tuer le Palatin, pour arriver plus vite au mariage (VILLERMONT, *Mansfeldt*, t. I, p. 289).

[2] LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 600.

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 35 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 234.



parce qu'il voulait achever la soumission de ses États et restaurer ses finances; le roi d'Espagne, parce que l'armée de Spinola lui coûtait beaucoup[1] sans lui rien rapporter. Le duc de Bavière et le Palatin la désiraient aussi, mais malheureusement à des conditions inconciliables, car Maximilien réclamait la dignité électorale palatine, et Frédéric était loin de vouloir y renoncer.

Avant même d'en venir à ces difficultés fondamentales de la paix, on se heurtait à des difficultés préliminaires, à des difficultés de forme. Ni l'un ni l'autre des deux principaux intéressés, le Palatin et l'Empereur, ne voulait prendre l'initiative des négociations. Cette initiative eût dû venir du Palatin, soit parce qu'il avait été l'agresseur, soit parce que la dignité d'un électeur ne pouvait marcher de pair avec la dignité impériale. L'ambassadeur anglais, Digby, que Jacques I[er] avait envoyé en Allemagne, le pensait aussi; et pour déterminer plus facilement le Palatin à faire les premières démarches, en leur ôtant le caractère d'un acte de soumission humiliante, il proposait que Frédéric écrivit une lettre, non pas à l'Empereur seul, mais à tous les princes de l'Empire pour leur offrir la paix; mais les partisans du Palatin s'y opposèrent, par le motif que dans cette affaire tous les princes étaient, comme l'Empereur, juges et parties. C'était rendre la question insoluble.

Cependant l'armistice, conclu à Mayence entre les princes protestants et Spinola en faveur du Palatin, était près d'expirer. Si l'on ne pouvait encore faire la paix, il fallait au moins prolonger l'armistice; c'était ce que le résident anglais à Bruxelles s'efforçait d'obtenir. Ferdinand et l'Espagne y auraient volontiers consenti; mais le duc de Bavière craignit que cette prolongation profitât seulement à l'ennemi, qui n'était pas prêt, tandis que lui était en mesure de recommencer les hostilités, ce qu'il fit dès que l'armistice fut expiré[2].

La guerre n'avait pas cessé en Bohême. Au commencement de 1621, Mansfeld occupait toujours Pilsen, pillant, dévastant les maisons, et menaçant d'envahir la Bavière. Le 28 janvier il écrivit au Palatin pour l'assurer de sa fidélité, l'engager à ne pas traiter,

[1] Cent mille couronnes par mois (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 39).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 30 et suiv.



et lui annoncer qu'il aurait bientôt réuni quinze mille hommes, avec lesquels il renverserait la domination de l'Autriche et de l'Espagne. Il était peu sincère, car, à la même époque, il négociait à Prague avec Tilly, et offrait, si on lui payait quatre cent mille florins, de livrer Pilsen et de passer au service de l'Empereur. On ne put s'entendre[1].

Dès que le retour du printemps permit de reprendre les opérations militaires, Tilly se dirigea de Prague sur Pilsen à la tête de dix mille hommes de vieilles troupes. Mansfeld demanda un armistice de six semaines; Tilly l'accorda dans l'espoir d'acheter sa soumission sans combattre. Mansfeld en profita pour aller demander de l'argent à l'assemblée que l'Union tenait alors à Heilbronn. Il n'en put rien obtenir; néanmoins, Frédéric l'ayant nommé feld-maréchal de la couronne de Bohême, avec pleins pouvoirs pour faire tout ce qu'il croirait utile à son service, il recommença les hostilités. Il avait éprouvé un grave échec pendant son absence : Pilsen, assiégé par Tilly, avait capitulé. Le colonel Frank livra la ville, moyennant une somme de cent cinquante mille florins et la permission de se retirer dans le haut Palatinat. Le 3 avril 1621, Tilly entra dans Pilsen et prit au service de l'Empereur la plus grande partie de la garnison. Peu après, le colonel impérial Maradas s'empara de Tabor[2].

Mansfeld ne pouvait plus rester en Bohême, depuis qu'il avait perdu ses deux bases d'opérations, Pilsen et Tabor. Il entra dans le haut Palatinat et s'y retrancha dans une forte position, non loin de la frontière, à Waidhausen, entre Pilsen et Amberg. Après avoir reçu des renforts et pris à son service les troupes que l'Union avait licenciées, il s'y trouva à la tête de vingt mille hommes : treize mille fantassins et sept mille cavaliers. Cette armée fut la première de toutes celles de la guerre de Trente ans qui, composées uniquement de mercenaires, n'eurent d'autre but que de former une sorte de société commerciale, avec un entrepreneur chargé de les diriger et de les enrichir par le pillage. Mansfeld avait promis à chaque cavalier une prime d'enrôlement de vingt thalers, et une solde de quinze florins par mois; nul

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 43 et suiv.; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 281.
[2] Villermont, *Tilly*, t. I, p. 114 et suiv.

autre prince n'offrait autant que lui. Les Hollandais, qui se servaient de Mansfeld pour occuper l'Empereur loin d'eux, lui avaient envoyé, au mois de juin 1621, une somme de cent cinquante mille florins. De pareilles troupes, sans religion, sans morale, sans discipline, se vendaient au plus offrant, et, pressées de jouir, n'écoutaient que leurs passions brutales et se livraient aux plus effroyables excès. Rien ne leur échappait : elles incendiaient les villages, jetaient les paysans dans les flammes, mutilaient, torturaient leurs victimes, et profanaient les sanctuaires en y commettant mille sacriléges. Ces dévastations rappelèrent aux habitants du haut Palatinat la guerre des hussites. Les cavaliers allaient piller jusqu'aux bords du Danube. Rien, d'ailleurs, ne pouvait arrêter Mansfeld. Sans famille, il n'avait personne à ménager; sans États, il n'avait rien à perdre. L'Empereur renouvela la mise au ban de l'Empire, que Mathias avait prononcée contre lui. Mais comme précisément il ne possédait aucun bien qu'on pût saisir, l'Empereur promit cent mille florins à qui le livrerait vivant, et dix mille à qui le livrerait mort[1].

L'armée de Mansfeld grossissait de jour en jour; il importait de la détruire avant qu'elle devînt trop menaçante. Après avoir rallié le contingent de l'évêque de Würtzbourg, commandé par le colonel Bauer d'Eisenach, Tilly se dirigea, avec dix mille hommes, de Hayd en Bohême vers Waidhausen où se trouvait Mansfeld, et s'établit dans un camp fortifié, à un mille environ de cette ville, à Rosshaupt (14 juillet 1621). Trop faible pour prendre l'offensive, il se proposait seulement d'empêcher Mansfeld de rentrer en Bohême; mais comme Bethlen approchait et pouvait le prendre à revers, il pria le duc de Bavière de venir à son secours[2].

Le but de Mansfeld était de rentrer en Bohême. Il prit l'offensive, attaqua les avant-postes des Bavarois et leur enleva un convoi de vivres. Les 16 et 28 juillet, profitant de la supériorité de son artillerie, il accabla le camp des Bavarois d'une grêle de boulets, qui leur fit beaucoup de mal et leur tua, entre autres, le

[1] O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 107 et suiv.; VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 147 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 239 et suiv.

[2] OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 161; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 51.



commandant du contingent de Würtzbourg, le colonel Bauer; mais il ne put traverser la frontière. Un corps de quatre mille hommes, qu'il avait envoyé pour s'ouvrir le passage de Königswart vers Eger, ne réussit pas mieux; Tilly avait fait occuper ce passage par le colonel Anholt [1].

Pendant ce temps, le duc de Bavière, au lieu d'aller rejoindre Tilly qui l'appelait à son secours, restait inactif à Straubing, où il avait établi un camp (fin juillet). Maximilien manquait d'argent, et ses soldats, mal payés, menaçaient de se révolter. Il écrivit aux princes-évêques du directoire du Rhin, pour leur rappeler leurs promesses, mais il n'en put à peu près rien obtenir.

Mansfeld, averti par ses espions de tout ce qui se passait au camp de Straubing, et sachant qu'il avait pour le moment peu à craindre de ce côté, continuait partout ses pillages. Le landgrave Guillaume de Leuchtenberg, dont les États étaient enclavés dans le haut Palatinat, crut se faire épargner en lui envoyant des présents et en le laissant passer sans résistance : il fut maltraité comme les autres, et dut appeler à son secours son cousin, le duc de Bavière. Maximilien lui envoya en toute hâte à Pfreimdt, capitale de son landgraviat, le capitaine Peck avec un bataillon. A peine ce renfort était-il arrivé, que Mansfeld accourut à la tête de cinq mille hommes, et somma le landgrave de lui livrer la ville et la garnison bavaroise. Peck refusait de se rendre; mais le landgrave, croyant toute résistance inutile, se mit à négocier. Pendant qu'on parlementait, Mansfeld prit la ville d'assaut et la fit piller et incendier; la garnison bavaroise fut passée au fil de l'épée. Le landgrave fut pris lui-même et emmené à Amberg (15 septembre), puis à Hohenbourg [2], d'où il parvint à s'échapper pendant une nuit d'orage. Il gagna Ratisbonne, et se vit réduit à demander au duc de Bavière un peu d'argent pour vivre [3]. Schwandorf eut le même sort que Pfreimdt. Les pillards s'avancèrent jusqu'à Regenstauf et jusqu'au couvent de Frauenzell, près de Ratisbonne.

D'après certains historiens, Maximilien était resté inactif pen-

[1] Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 161; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 296.

[2] Au sud d'Amberg.

[3] Schreiber, *Maximilian I*, p. 242; Opel, *Die niedersächsisch-dänische Kriege*, t. I, p. 162.

dant tout le mois d'août à Straubing, afin d'attendre le résultat d'une assemblée de princes que l'Empereur avait réunie à Ratisbonne, pour la consulter sur la translation de la dignité électorale. Rien n'y fut décidé ; et, comme cette dignité avait été jusqu'alors attachée à la possession du pays électoral, Maximilien, cédant d'ailleurs aux instances de Ferdinand, résolut de faire la conquête de ce pays, en commençant par le haut Palatinat. Il pensait réussir d'autant plus facilement que la chevalerie et la population l'appelaient à leur aide contre Mansfeld. Suivant d'autres, Maximilien était resté à Straubing pour attendre l'argent de la Ligue, réunir des soldats, se tenir à portée de combattre soit Mansfeld, soit Bethlen, et il quitta Straubing dès qu'il eut appris par un messager, venu de Vienne, qu'on n'avait plus à craindre une invasion des Hongrois. Quoi qu'il en soit, il adressa le 8 septembre (1621) un manifeste aux habitants du haut Palatinat, pour leur annoncer l'exécution dont l'Empereur l'avait chargé, et pour les engager à ne pas lui résister. Il partit ensuite (11 septembre), se rendit d'abord à Furth, y rallia les troupes qu'il avait envoyées pour barrer l'entrée de la Bohême à Mansfeld, et parut (16 septembre) devant les murs de Cham[1].

Maximilien avait déjà chargé le capitaine Rosenhammer de bloquer cette place. Cham était occupé par une garnison palatine. Rosenhammer, sachant que les soldats qui la composaient étaient mécontents, fit, dès son arrivée, battre le tambour devant les portes comme pour des enrôlements, et leur offrit une forte solde s'ils voulaient entrer au service de la Bavière. Ils acceptèrent ; mais les bourgeois, fidèles partisans du Palatin et zélés calvinistes, prirent les armes, s'emparèrent des drapeaux, arrêtèrent les capitaines de la garnison, occupèrent les postes, firent une sortie et repoussèrent les Bavarois. Cependant, lorsque le duc fut arrivé et les eut bombardés pendant huit jours, ils renoncèrent à se défendre plus longtemps et se rendirent (25 septembre 1621).

La situation de Mansfeld ne s'était pas améliorée. Jägerndorf devait le rejoindre dans le haut Palatinat (Pâques 1621) ; mais, trouvant le chemin barré de ce côté, il avait mené ses troupes à

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 120 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 51 et suiv.



Bethlen, en Hongrie. Mansfeld, qui n'avait pu triompher de Tilly seul, était hors d'état de résister au duc de Bavière et à Tilly réunis. Son armée avait été réduite de vingt mille hommes à dix mille par le manque de vivres et les maladies, tandis que l'armée bavaroise s'élevait maintenant à vingt-quatre mille hommes[1]. Ne pouvant plus se maintenir dans le haut Palatinat, Mansfeld offrit à Maximilien de quitter le pays, si on lui payait une somme d'un million de florins. Le duc de Bavière désirait épargner les maux de la guerre aux habitants du haut Palatinat, afin de les disposer à ne pas résister, et afin que la valeur du pays qui lui était remis en gage ne fût pas diminuée : il accueillit favorablement cette ouverture. L'Empereur, de son côté, se montra disposé à payer à Mansfeld six cent mille florins, et à le prendre à son service. Un traité fut signé sur ces bases, le 10 octobre 1621. Mansfeld devait évacuer le haut Palatinat et livrer les places qu'il occupait encore en Bohême. Sa mise au ban de l'Empire était annulée, et une amnistie générale accordée à tous les officiers, à la condition de ne plus servir contre l'Empereur, le duc de Bavière, la Ligue, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt. Son armée serait licenciée, et le duc de Bavière pourrait la prendre à son service. Quatorze jours étaient accordés pour demander l'assentiment du Palatin ; mais c'était là une clause de pure forme, car, quelle que pût être sa réponse, il était entendu que le traité resterait valable. On crut la paix assurée ; à Prague, en signe de réjouissance, on tira le canon, on sonna les cloches, et l'on chanta un *Te Deum*[2].

Mansfeld venait de recevoir un à-compte sur la somme promise, quand on apprit qu'au lieu de licencier ses troupes, il avait quitté avec elles ses retranchements de Waidhausen, et se dirigeait à marches forcées vers le bas Palatinat. Quarante mille livres sterling, qu'il avait reçues de l'ambassadeur anglais Digby, lui permirent de faire cette retraite. Afin d'aller plus vite, il abandonnait ses morts sans sépulture et ses malades sans secours. Il se proposait, croyait-on, de secourir Frankenthal, l'une des places du bas Palatinat

[1] Dix-neuf mille fantassins et cinq mille cavaliers (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 52 et suiv.).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 52-57 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 241 et suiv.; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 121 et suiv.; OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 169.

qu'assiégeaient les Espagnols. Mais il est plus probable qu'il voulait faire vivre son armée dans les riches évêchés du Rhin, qui n'avaient pas encore été ravagés. Mansfeld prétendit qu'il n'avait négocié que pour tromper ses adversaires et gagner du temps ; mais il est encore plus probable qu'il avait hésité réellement entre l'Empereur et le Palatin, et que ce fut sa passion pour l'indépendance qui l'emporta. Plusieurs conseillers de l'Empereur accusèrent aussi le duc de Bavière de l'avoir laissé échapper pour s'en débarrasser. En apprenant son départ, les habitants du haut Palatinat respirèrent ; les paysans massacrèrent quelques détachements de son arrière-garde ; plusieurs villes envoyèrent des députations à Tilly pour lui témoigner leur joie, et lui demander de les prendre sous sa protection. La chevalerie se montra également favorable aux Bavarois.

Maximilien, dès qu'il eut appris le départ de Mansfeld, donna ordre à Tilly de le poursuivre. Tilly n'avait pas attendu cet ordre pour agir ; parti de Rosshaupt avant de l'avoir reçu, il détruisit les retranchements abandonnés par l'ennemi à Waidhausen, et, laissant toute son artillerie en arrière afin d'aller plus vite, il passa au sud d'Amberg par Schwandorf, Neumarkt et Feucht, et arriva à l'ouest de Nürenberg, à Fürth, où il s'arrêta (17 octobre). Mansfeld, qui avait surtout de la cavalerie, était déjà arrivé à Rothenbourg [1]. Les Bavarois renoncèrent à l'atteindre ; Tilly le fit seulement suivre par un régiment de cavalerie que commandait le colonel Kratz de Scharffenstein. L'armée bavaroise avait été obligée de s'arrêter faute de vivres : les bourgeois de Nürenberg refusaient de lui en vendre ; la famine, les pluies, le froid engendraient des épidémies.

Le duc de Bavière était parti de Cham pour rejoindre Tilly. Amberg, capitale du haut Palatinat, lui ouvrit ses portes sans résistance, le 22 octobre 1621 ; une députation était allée lui porter les clefs à deux lieues de la ville. Il convoqua les États, et leur annonça que l'Empereur les prenait sous sa protection et ne toucherait pas à leur constitution. Il reçut ensuite leur serment de fidélité, et prit possession de la province, comme gage de ses frais de guerre. Les habitants se laissèrent désarmer sans faire d'opposition. Le duc, ayant ainsi terminé la conquête du haut Pa-

[1] Sur la Tauber.



latinat, réduisit son armée de vingt-quatre mille hommes à douze mille.

L'Empereur lui proposa bien d'achever la conquête du bas Palatinat, commencée par les Espagnols; mais Maximilien refusa. Il craignait de compromettre ses finances, d'avoir des difficultés avec l'Espagne, d'exciter la jalousie des princes de l'Allemagne, et aussi de trop accroître la puissance de la maison d'Autriche. Il se borna à envoyer Tilly au secours des princes catholiques du Rhin menacés par Mansfeld.

Les contrées des bords du Rhin avaient contre les Espagnols de graves sujets de plaintes. Spinola occupait en effet les États de princes qui n'avaient jamais pris part à la rébellion, et laissait les soldats piller partout impunément. Il ne rencontrait d'ailleurs aucune opposition de la part du commissaire de l'Empereur, chargé de l'administration civile du bas Palatinat, Guillaume-Ferdinand d'Efferen. Ce commissaire se conduisait dans le bas Palatinat comme Liechtenstein en Bohême. Ne songeant qu'à s'enrichir, il violait le traité de Mayence, d'après lequel toute hostilité contre les princes de l'ancienne Union devait cesser, rançonnait nobles, bourgeois et paysans, commettait et laissait commettre mille exactions, et allait jusqu'à menacer d'emprisonner des princes et de faire pendre l'électeur de Mayence. En vain cet électeur se plaignait-il à l'Empereur et à l'infante Isabelle [1], qui depuis la mort de son mari, l'archiduc Albert, gouvernait les Pays-Bas au nom de son neveu Philippe IV [2]. L'examen de ces plaintes, comme le jugement des procès, était renvoyé à Bruxelles et même en Espagne, contrairement à tous les usages, et rien ne se terminait. Les catholiques eux-mêmes avaient été jadis mieux traités par les protestants qu'ils ne l'étaient maintenant par les Espagnols. Ces mauvais traitements, cet arbitraire, cette violation des lois, irritaient tous les habitants des bords du Rhin, et faisaient d'eux, sans distinction de religion, des ennemis de l'Empereur. Ils craignaient que l'Espagne, suivant en cela une politique déjà ancienne, ne voulût prendre pied en Allemagne; ils s'habituaient à tourner les yeux vers les puissances étrangères, à

[1] Son mari, l'archiduc Albert, étant mort le 13 juillet 1621, elle prit l'habit religieux de Sainte-Claire et continua à gouverner (LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. VI (IV), p. 267).

[2] Philippe III mourut le 31 mars 1621.

chercher en elles des protecteurs; et le roi de France profitait avec habileté de leur mécontentement, pour les exciter contre la maison de Habsbourg. Là encore, comme en Bohême, la responsabilité retombe sur Ferdinand.

A l'expiration de la trêve conclue entre l'Espagne et la Hollande, Spinola revint à Bruxelles, comme l'avait prévu Maximilien. Il laissa le commandement de l'armée espagnole du bas Palatinat à Fernando Gonzalès de Cordova, l'arrière-petit-fils du *Grand Capitaine* auquel l'Espagne avait dû la conquête de Grenade et de Naples, et l'organisation des armées qui lui assurèrent pendant un siècle et demi la suprématie sur toute l'Europe.

Le bas Palatinat était alors entièrement au pouvoir des Espagnols, à l'exception de la capitale, Heidelberg, et de deux autres places, Mannheim, au confluent du Neckar et du Rhin, et Frankenthal, situé sur la rive gauche du Rhin. Les Espagnols étaient restés complétement inactifs pendant tout l'été de 1621, entre Worms et Oppenheim. Au mois de septembre, Cordova commença le siége de Frankenthal. La garnison palatine se défendit bravement; Cordova s'était emparé des fortifications extérieures, lorsque le bruit se répandit que Mansfeld arrivait au secours de la place[1].

La marche de Mansfeld avait été si rapide qu'il atteignit le premier village du bas Palatinat trois jours après son départ de Waidhausen. Il fit son entrée à Mannheim (23 octobre), à la tête de ses dix mille hommes, et y opéra sa jonction avec l'armée palatine, qui se composait de quatre mille Allemands sous le commandement du colonel Obentraut, et de deux mille Anglais sous celui de sir Horace Vere[2].

Cordova, très-inférieur en forces à ses adversaires réunis, ne pouvait les attendre sous les murs de Frankenthal; il leva le siége (25 octobre), et il s'établit (26 octobre) au delà de Worms, dans la petite place forte de Stein[3], dont il s'était emparé le mois précédent, et où il avait fait construire un pont sur le Rhin.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 59 et suiv.; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 318; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 123 et suiv.;

Schreiber, *Maximilian I*, p. 245 et suiv.

[2] De la maison des comtes d'Oxford (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. V (III), p. 213); Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 611.

[3] Au nord de Worms, mais sur la rive droite du Rhin.



A peine Cordova s'était-il retiré, que Mansfeld parut devant Frankenthal. Il y fut reçu avec enthousiasme, et n'en exigea pas moins une somme de douze mille florins. Il se mit aussitôt à la poursuite des Espagnols. Worms lui ouvrit ses portes; mais, sous prétexte que cette ville avait fourni des vivres à l'ennemi, il lui imposa une contribution de cent cinquante mille florins, y mit garnison, et livra au pillage les demeures des juifs et des catholiques. Les populations, qui détestaient les Espagnols, se soulevaient à son approche et massacraient les trainards de l'armée de Cordova. Le 27 octobre, Mansfeld attaqua les retranchements de Stein, mais fut repoussé avec perte. Il revint alors sur ses pas, remonta le Neckar, laissa des garnisons dans Heidelberg, Wimpfen, Heilbronn, se fit payer de fortes sommes par ces villes, puis revint encore et se jeta avec quatre mille fantassins et quatre mille cavaliers sur l'évêché de Spire, dont le territoire s'étendait sur les deux rives du Rhin. Ses soldats y commirent les plus horribles excès, pillant, brûlant, violant, et traitant du reste de la même manière les protestants et les catholiques. Ils eurent bientôt fait oublier les Espagnols.

Lorsque l'évêché de Spire fut épuisé, Mansfeld passa en Alsace (au milieu de novembre 1621), au grand effroi de l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg. Il s'empara sans peine de Landau, de Wissembourg et de l'importante place de Haguenau (6 décembre 1621), où il trouva cent pièces de canon avec de grands approvisionnements de vivres et de munitions, et dans laquelle il établit son quartier général. Il grossissait son armée en attirant des mercenaires de tous les côtés; au mois de janvier 1622, il eut jusqu'à trente-cinq mille hommes. Sa générosité avait grandi avec ses succès : outre l'espoir du pillage, il offrait maintenant une prime d'engagement de six thalers et une solde de vingt-quatre florins par mois. Sa cavalerie lui procurait l'argent et les ressources nécessaires en pillant les couvents, les villes et les villages.

De Haguenau, Mansfeld vint attaquer Saverne[1] (22 décembre 1621). La rigueur de l'hiver rendit le siége pénible et difficile; un renfort de deux mille hommes qui arriva au secours de la ville contraignit Mansfeld à se retirer (3 janvier 1622). Il se vengea de cet échec en ravageant le pays avec encore plus de cruauté qu'au-

[1] Au nord-ouest de Strasbourg.

paravant. Les habitants de la campagne, hommes, femmes et enfants, prenaient la fuite et erraient sans nourriture et sans abri par le froid rigoureux du mois de janvier; le bétail qui n'avait pas été volé périssait de faim dans les étables; la famine régnait partout où Mansfeld avait passé. L'Autriche antérieure fut aussi ravagée; Obentraut alla jusqu'à Brisach.

Mansfeld demanda vainement à Strasbourg de recevoir garnison; il lui reprocha sa tiédeur pour la cause protestante; puis, l'Alsace étant à son tour épuisée, il rentra dans l'évêché de Spire, et essaya d'engager de nouvelles négociations avec la maison d'Autriche et avec l'Infante à Bruxelles. Il réclamait la possession héréditaire du bailliage de Haguenau, le titre de prince de l'Empire, la charge de feld-maréchal, et avant tout beaucoup d'argent. Il proposa à l'Infante, moyennant deux cent mille thalers et une solde personnelle de douze mille couronnes par an, d'entrer au service de l'Espagne avec douze mille hommes. Mais rien ne fut conclu, et Mansfeld déclara au margrave de Bade-Durlach qu'il n'avait pas eu d'autre but, en négociant, que de gagner du temps, afin de pouvoir donner avec plus de sécurité *une bonne chiquenaude* à la Bavière. Il se proposait également d'effrayer le Palatin et ses partisans, en leur faisant craindre une trahison, et de les forcer à l'aider plus efficacement [1]. En attendant, l'armée bavaroise commençait à le serrer de près.

Vers la fin d'octobre, Tilly, à la tête de douze mille hommes, avait quitté Fürth et traversé la Franconie pour se rendre sur les bords du Rhin [2]. Renforcé par les troupes de quelques princes ecclésiastiques, il se rendit bientôt maître de tout le cours du Neckar, depuis Heilbronn jusqu'à Mannheim, à l'exception de cette dernière place et de Heidelberg, et mit une garnison à Spire pour s'assurer le libre passage du Rhin. Il vint ensuite camper à Weinheim, à peu de distance au nord de Heidelberg (décembre 1621), afin de nourrir ses troupes dans le riche pays qui s'étend du Neckar au Main, et de rester en communication, soit avec les princes de la Ligue, soit avec Cordova.

Tilly aurait voulu combiner ses mouvements avec ceux du général espagnol, de manière à cerner Mansfeld et à le détruire; mais

[1] Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 288.
[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 250; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 153.



Cordova, qui d'ailleurs ne possédait ni activité, ni talents militaires, avait reçu secrètement de Madrid l'ordre de ne pas s'éloigner du Rhin. Il demanda que l'armée bavaroise vint elle-même le rejoindre; mais Tilly ne voulait pas abandonner ses positions et exposer les pays de la Ligue aux incursions de l'ennemi. Il avait d'autant plus raison, que Mansfeld venait de concentrer ses troupes non loin de là, à Wiesloch, au sud de Heidelberg.

Tilly se trouvait à Weinheim, surveillant avec soin les pays environnants, quand l'électeur de Mayence lui fit demander du secours contre l'administrateur d'Halberstadt. Ce nouvel adversaire s'avançait du côté du Wetterau[1] avec une armée de dix mille hommes, et semblait se proposer de rejoindre Mansfeld. Tilly avait trop peu de troupes (huit mille hommes) pour quitter ses positions et aller au secours de l'électeur de Mayence; il se contenta de lui envoyer, avec mille cavaliers, le comte d'Anholt, qui devait, en passant à Aschaffenbourg, rallier le contingent de l'évêque de Würtzbourg[2].

[1] Bassin de la Wetter, pays entre Giessen et Hanau.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 63 et suiv., 89 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 247-253; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 318-346; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 285; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 139.

CHAPITRE XI

CAMPAGNE DU BAS PALATINAT.
CHRISTIAN D'HALBERSTADT, MANSFELD, LE PALATIN,
LE MARGRAVE DE BADE. — BATAILLES DE WIMPFEN ET DE HOCHST,
SIÉGE DE HEIDELBERG.

1622.

Christian de Brunswick, administrateur d'Halberstadt, enrôle une armée et part pour rejoindre Mansfeld (octobre 1621). — Battu par Anholt près de Giessen (20 décembre), il revient, pille les évêchés de Paderborn (janvier 1622) et de Münster. — Anholt n'ose le poursuivre, de peur d'irriter le cercle de basse Saxe. — Halberstadt se renforce; Anholt le bat à Paderborn et à Gesecke. — Halberstadt repart pour rejoindre Mansfeld (mai 1622).

Le cercle de basse Saxe reste fidèle à l'Empereur; les commissaires de Ferdinand promettent de ne pas lui réclamer les biens ecclésiastiques.

Tilly. — Sa situation difficile à Weinheim; il va à Mosbach (fin janvier 1622). — *Mansfeld* passe le Rhin à Mannheim; un échec de son avant-garde près de Bruchsal (4 avril 1622) lui fait repasser le Rhin. — Tilly prend plusieurs places.

Le *Palatin* rejoint Mansfeld à Germersheim, passe avec lui le Rhin pour rallier le margrave de Bade (23 avril 1622). — Tilly est battu par Mansfeld à Wiesloch (27 avril).

Le *margrave de Bade-Durlach* se prépare à la guerre (mai 1622). — Mansfeld, le Palatin et le margrave ne peuvent s'entendre à Bruchsal. — Le margrave livre seul à Tilly la *bataille de Wimpfen* et est vaincu (6 mai 1622).

Tilly poursuit Mansfeld, qui prend Ladenbourg et va faire lever par l'archiduc Léopold le siége de Haguenau. — Le margrave de Bade, après avoir intercédé pour son fils, rejoint Mansfeld. — *Mansfeld* fait lever le siége de Haguenau, revient à Mannheim, en part pour rejoindre Halberstadt, *enlève* en passant (2 juin 1622) *le margrave Louis de Hesse-Darmstadt*, le relâche après le traité de Landau (27 juin).

Halberstadt quitte Paderborn (14 mai 1622), fait un détour par l'Eichsfeld, arrive à Höchst sur le Main (15 juin), y attend Mansfeld, qui l'attend de son côté à Mannheim. — Tilly marche sur Mansfeld, qui se met à l'abri derrière le Rhin; il marche alors contre Halberstadt et le bat à *Höchst* (20 juin 1622).

Halberstadt rejoint Mansfeld et le Palatin à Mannheim. — Le margrave



de Bade se retire (21 juin). — Mansfeld passe en Alsace, assiége Saverne (10 juillet 1622); le Palatin se retire chez le duc de Bouillon (13 juillet).

Mansfeld et Halberstadt traversent la Lorraine, traitent avec Maurice d'Orange (24 août), battent Cordova près de *Fleurus* (29 août), et aident Maurice d'Orange à faire lever par Spinola le siége de Berg-op-Zoom (2 octobre).

Bas Palatinat. — Tilly prend Spire, Germersheim (août 1622), *Heidelberg* (16-18 septembre), Mannheim (18 octobre—3 novembre), bloque *Frankenthal*, se retire à la demande de l'Infante et prend ses quartiers d'hiver dans le Wetterau. — Jacques I[er], par le traité de Londres (29 mars 1623), remet Frankenthal en séquestre à l'Espagne (25 avril 1623). — Le duc de Bavière prend possession du bas Palatinat, et laisse Frankenthal aux Espagnols.

Le duc Christian de Brunswick-Wolfenbüttel, administrateur d'Halberstadt, était le troisième fils du duc Jules-Henri de Brunswick-Wolfenbüttel, le fidèle et infatigable partisan de l'empereur Rodolphe II, et d'Élisabeth, sœur de Christian IV, roi de Danemark[1]. Né le 20 septembre 1599 à Groningue, dans l'évêché d'Halberstadt, élevé d'abord à la cour de son oncle à Copenhague, envoyé ensuite en Hollande pour y apprendre le métier des armes, mais arrêté dans cette carrière par la trêve de douze ans, conclue en 1609 entre l'Espagne et la Hollande, il fut élu (6 août 1616), à l'âge de dix-sept ans, évêque ou plutôt administrateur d'Halberstadt, à la place d'un de ses frères, Rodolphe, qui venait de mourir[2]. Christian ne pouvait jouir de son évêché sans l'investiture impériale : Ferdinand II la lui refusa, et le jeune prince irrité embrassa avec ardeur la cause du Palatin. Il voulut même entrer au service des Bohémiens; mais on ne put s'entendre. D'un caractère sauvage, manquant d'instruction, bien qu'il eût fréquenté les universités, il ne voyait dans la guerre qu'un moyen de s'adonner aux plus grossiers plaisirs. Le peuple l'appelait « le furieux évêque[3] ». Il avait une taille élevée, une belle

[1] Le duc alors régnant de Brunswick-Wolfenbüttel était son frère Frédéric-Ulrich, fils aîné du duc Jules-Henri.

[2] Le chancelier auquel Christian confia le pouvoir violait les prérogatives du chapitre, et faisait détrousser les voyageurs sous prétexte d'empêcher la circulation de la fausse monnaie (OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 236, 264).

[3] Suivant d'autres, il avait reçu une excellente éducation, complétée par des voyages; il parlait le français et l'italien, comprenait le latin et le hollandais, mais il se laissa entraîner par de mauvais conseillers (OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 177, 193, 225).

prestance. On raconte qu'il avait mis à son chapeau un gant de la belle et malheureuse électrice palatine Élisabeth [1], et qu'il avait fait le serment de demeurer toujours le chevalier de cette princesse. Le drapeau de sa garde du corps représentait un aigle à deux têtes, portant la tiare papale et la couronne impériale, sur laquelle deux lions s'élançaient pour lui arracher ces insignes. Au-dessous se trouvait, en souvenir de l'électrice, cette légende en français : « Tout pour Dieu et pour elle [2] », et de l'autre côté du drapeau, cette seconde légende : « Ami de Dieu et ennemi des prêtres. » Il avait ravivé sa haine contre les catholiques pendant son séjour dans la Hollande calviniste.

Lorsque l'Union licencia ses troupes, à la suite du traité de Mayence (12 avril 1621), il en prit une partie à son service; la Hollande lui avait fourni l'argent. Sa mère, ses parents, lui firent les plus vives représentations pour le retenir; un seul prince l'encouragea dans sa levée de boucliers et lui fournit des vivres et de l'argent : le landgrave Maurice de Hesse-Cassel; mais il le fit en secret, et en affirmant à Tilly qu'il restait neutre [3].

Dans les premiers jours d'octobre (1621), Christian quitta Halberstadt avec ses bandes pour aller rejoindre Mansfeld dans le bas Palatinat, ou plutôt pour aller piller et dévaster l'Allemagne; il avait alors vingt-deux ans. La nouvelle de son départ remplit de terreur les évêchés du Rhin. A Hildesheim, il pilla le trésor de la cathédrale, enleva aux bourgeois leurs chevaux, et passa la revue de ses troupes : elles comptaient treize mille hommes. En vain son frère aîné, Frédéric-Ulrich, duc régnant de Brunswick-Wolfenbüttel, et son cousin le duc Christian de Lünebourg, essayèrent-ils de lui barrer le chemin : ils ne purent l'arrêter. A une sommation de l'Empereur de renoncer à son entreprise, Christian répondit qu'il avait embrassé la carrière des armes, et que, chargé de commander dans le bas Palatinat, il ne marchait ni contre l'Empereur ni contre l'Empire, mais qu'il allait combattre des étrangers et rétablir la paix. Il traversa la Hesse-

[1] Elle était sa cousine germaine : leurs mères étaient sœurs.

[2] D'après Opel, cette légende n'y fut placée que pendant sa seconde expédition, en 1623 (*Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 449).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 80 et suiv.; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 175, 198, 221, 296; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 65-67.

Cassel, et parut le 28 novembre (1621) devant Amönebourg, petite ville située à peu de distance à l'est de Marbourg, dans une enclave appartenant à l'électorat de Mayence : il se glissa dans le château et s'empara de la ville, où il fit un riche butin, car les habitants des environs y avaient déposé beaucoup d'objets précieux, croyant les mettre en sûreté. Il prit ensuite, pilla et brûla Neustadt, qui appartenait aussi à Mayence. Christian envahissait déjà la Hesse-Darmstadt, quand le colonel Anholt, envoyé contre lui par Tilly, le rencontra et le battit dans la vallée de Buseck, près de Giessen (20 décembre 1621). Christian, trouvant le chemin barré, renonça à rejoindre Mansfeld dans le bas Palatinat ; il évacua Amönebourg et Neustadt, et se dirigea vers le nord-ouest, pour envahir les évêchés de Paderborn et de Münster, appartenant tous les deux à l'archevêque de Cologne.

Anholt le poursuivit d'abord, puis s'arrêta de crainte d'être pris à dos par le landgrave de Hesse-Cassel, de crainte aussi d'effrayer le cercle de la basse Saxe dont quelques parties se trouvaient enclavées dans les deux évêchés, et de jeter dans l'alliance d'Halberstadt ce cercle demeuré jusqu'alors fidèle à l'Empereur.

Christian, désormais libre de ses mouvements, occupa Lippstadt (2 janvier 1622), où il prit douze canons, et Soest (22 janvier), où il enleva deux cent mille thalers au clergé. Paderborn était hors d'état de se défendre (29 janvier)[1]; Christian y fit un grand butin en dépouillant les prêtres catholiques et les juifs. Il trouva d'immenses richesses dans la cathédrale. On raconte que lorsqu'on lui apporta une statue d'argent de saint Libère, patron de la ville, il la serra dans ses bras en s'écriant : « Merci, mon ami, de m'avoir attendu si longtemps. » Il en fit aussitôt frapper des thalers avec l'exergue : « Ami de Dieu, ennemi des prêtres. » On rapporte encore qu'il apostropha les statues d'argent des douze apôtres : « Pourquoi, leur dit-il, ne suivez-vous pas l'ordre que votre maître vous a donné d'aller par toute la terre? Je vous obligerai bien à lui obéir. » Et les douze apôtres allèrent rejoindre saint Libère[2].

[1] Sous l'administration de Ferdinand de Bavière, archevêque de Cologne, une grande partie de l'évêché de Paderborn était revenue au catholicisme. La chevalerie se montrait plus favorable que les villes au catholicisme (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 322. 328).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, p. 86 et suiv.; Levassor,

Christian ne se borna pas à piller les églises de Paderborn : il força les conseillers municipaux à lui payer rançon pour recouvrer leur liberté; et les nobles, après avoir fourni de fortes sommes pour être dispensés de loger des troupes, n'y furent pas moins obligés. Les villages voisins, pour éviter l'incendie, durent payer une capitation; l'administrateur d'Halberstadt, pour intimider les paysans, les menaçait de leur faire couper à chacun un pied et une main. « Le villageois, disait-il, était né pour la charrue, non pour la guerre, et il devait se contenter d'une main et d'un pied naturels avec une jambe de bois. » On comprend pourquoi il ne fut accueilli nulle part comme un sauveur[1].

Christian entra ensuite dans le diocèse de Münster et s'y conduisit comme dans celui de Paderborn; il y prit l'artillerie, les archives, et dans les églises, outre leurs richesses, une grande quantité d'objets précieux qu'on y avait déposés. Malgré sa promesse de ne plus rien exiger lorsqu'on lui aurait payé trente mille thalers, il fit lever des impôts pour son propre compte, sous prétexte de défendre le pays. Enfin il interdit sous peine de mort aux députés du diocèse de se rendre à leur diète provinciale. Dans tous les villages, il brûlait les maisons des curés : il disait souvent qu'il voulait se faire un nom par la terreur. L'Empereur offrit (3 décembre 1621) de lui pardonner et de lui laisser ses fiefs s'il déposait les armes : il refusa. Au commencement de l'année suivante, son frère Frédéric-Ulrich et ses cousins lui écrivirent pour l'engager à se réconcilier avec l'Empereur : ils ne purent rien obtenir.

Tout en dévastant le pays, Christian renforçait son armée avec l'argent qu'il recevait de Hollande et d'Angleterre. Mais pendant le même temps, Anholt, rassuré sur les dispositions du cercle de basse Saxe et renforcé par des troupes venues de Mayence, de Würtzbourg et de Hesse-Darmstadt, s'était remis à sa poursuite. Arrivé devant Paderborn au moment où Christian et ses soldats ne songeaient qu'à y jouir de leurs rapines, il escalada les murailles sans coup férir à la tête de l'infanterie bavaroise, ouvrit les portes à sa cavalerie, et commença à refouler les Brunswickois

Histoire de Louis XIII, t. VI, p. 272; Schreiber, *Maximilian I*, p. 260; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 328.

[1] Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 322 et suiv. *Art de vérifier les dates*, t. III.



dans les rues pendant que les bourgeois les fusillaient par les fenêtres. Douze cents environ périrent; le reste s'enfuit.

Christian d'Halberstadt ne perdit pas courage : il enrôla de nouvelles troupes et se remit en campagne; mais au moment où il attaquait la petite place de Gesecke, à l'ouest de Paderborn, il fut encore surpris par Anholt, eut deux mille hommes tués, et perdit presque toute son artillerie. N'osant plus se mesurer avec son adversaire, il livra aux Hollandais toutes les places allemandes des bords de la Lippe, et se dirigea vers le sud, afin de rejoindre Mansfeld (milieu de mai 1622)[1].

L'insuccès de Christian d'Halberstadt en Westphalie était venu en grande partie de ce qu'il n'avait pas été soutenu par le cercle de basse Saxe. Deux conseillers auliques, Recke et Mélander, envoyés à la diète de ce cercle, en reçurent la promesse que les princes resteraient toute leur vie les fidèles sujets et vassaux de l'Empereur, et interdiraient tout enrôlement au profit de l'administrateur. Mais elle demandait en retour qu'on fit la paix, que pour y parvenir on rendit au Palatin, après qu'il se serait soumis, sa dignité électorale et ses États héréditaires, et qu'on garantît aux protestants la possession des biens ecclésiastiques qu'ils occupaient. Les ambassadeurs acceptèrent ces conditions moyennant le payement d'un impôt. Plusieurs princes du cercle de basse Saxe, que les ambassadeurs virent en particulier, leur firent des réponses aussi satisfaisantes que la diète. L'administrateur de l'archevêché de Magdebourg, Christian-Guillaume de Brandebourg, auprès duquel ils se rendirent avec des lettres de recommandation de l'électeur de Saxe, les assura de sa fidélité. Quant au duc régnant, Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel, il leur déclara qu'il avait fait tous ses efforts pour détourner son frère Christian d'Halberstadt de son entreprise, et qu'il les renouvellerait avec tous les membres du cercle. Les ambassadeurs crurent donc pouvoir annoncer à leur maître que la paix régnait complétement dans le cercle de basse Saxe, et que le roi de Danemark, entre autres[2], ne songeait pas à faire la guerre. Effectivement, aucun prince du cercle ne soutint alors Halberstadt.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 89; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 336, 343; Schreiber, *Maximilian I*, p. 260 et suiv.

[2] Il faisait partie du cercle de la basse Saxe comme duc de Holstein.



L'année 1622 s'annonçait mal pour l'Empereur et pour les catholiques. Les troupes de Tilly, en quartiers d'hiver à Weinheim, étaient décimées par les épidémies et les désertions, suite des fatigues et de la famine; la diminution de l'effectif était telle que le général ne put entrer en campagne avec plus de six mille fantassins et quinze cents cavaliers. Le chiffre de l'armée espagnole avait également baissé, et Cordova, qui avait établi ses quartiers d'hiver à Worms, ne pouvait guère secourir le général de la Ligue [1].

La situation de Tilly à Weinheim était d'autant plus périlleuse qu'il allait avoir à lutter contre un nouvel adversaire. Le margrave de Bade, tout en protestant de sa fidélité à l'Empereur, avait en effet levé des troupes, et publié un manifeste dans lequel il se posait en protecteur du bas Palatinat. Pour le mieux surveiller et pour garder plus facilement la ligne du Neckar, le général bavarois quitta Weinheim à la fin de janvier 1622, et vint s'établir à Mosbach.

Tilly se trouvait dans ses nouvelles positions, lorsque Mansfeld, qui avait séjourné quelque temps à Haguenau, passa le Rhin à Mannheim pour se réunir au margrave de Bade, et envoya en avant, vers Bruchsal, son major général Streiff, avec un corps de cavalerie. Comme il importait avant tout d'empêcher cette jonction, le général de la Ligue se dirigea de son côté sur Bruchsal. Les pluies le retardèrent; mais le lieutenant-colonel Pappenheim, qui commandait son avant-garde, renforcé par le lieutenant-colonel d'Eynatten, surprit (4 avril 1622) les cavaliers de Streiff près de Bruchsal, au moment où ils se disposaient à camper, les dispersa, leur tua cent hommes, et leur en prit cent autres avec sept cents chevaux et tous les bagages. La pluie et la nuit arrêtèrent la poursuite. Pappenheim et Eynatten, pour prix de leur bravoure, furent nommés colonels. Mansfeld, à la nouvelle de l'échec de Streiff, repassa le Rhin [2].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 89 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 255.

Au commencement de 1622, les protestants avaient de soixante à soixante-dix mille soldats, les catholiques trente-cinq mille. On prophétisait partout le succès des protestants et le rétablissement du Palatin (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 309 et suiv.).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 95; Schreiber, *Maximilian I*, p. 258; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 168.



Tilly, afin de ne laisser aucun point d'appui à ses adversaires, s'empara de plusieurs places qu'occupaient encore les soldats de Mansfeld et du Palatin. La petite ville d'Hilsbach, au nord-est de Bruchsal, essaya de se défendre : elle fut enlevée d'assaut, et la garnison, avec la plus grande partie des bourgeois qui avaient pris les armes, fut passée au fil de l'épée. Eppingen, Sinsheim, Wiesloch, redoutant un sort pareil, se rendirent (mi-avril 1622). Tilly assiégea ensuite Neckargemünd, petite place située sur la rive gauche du Neckar, à peu de distance à l'est de Heidelberg. Les bourgeois demandaient à se rendre, afin de ne pas être sacrifiés inutilement; mais la garnison, et le conseil municipal qui était protestant, s'y opposèrent; le commandant Moons fit même mettre à mort plusieurs de ceux qui parlaient de capituler. La résistance toutefois ne fut pas longue. Après que la ville eut été bombardée pendant la nuit par des batteries élevées sur les collines qui la dominent, les Bavarois la prirent d'assaut avant le jour. La garnison, avec tout ce qui se trouva dans les rues, armé ou non, fut massacrée.

Tilly résolut ensuite de laisser quelques troupes pour bloquer le château de Dilsberg, et d'assiéger, avec le gros de ses forces, la capitale du bas Palatinat, Heidelberg; mais le duc de Bavière s'y opposa. Il craignait que Mansfeld ne profitât de l'inaction que ce siége imposerait aux Bavarois, pour assaillir les évêchés catholiques. Il valait mieux attaquer tout de suite Mansfeld, parce qu'une victoire remportée sur lui entraineraitn écessairement la reddition de Heidelberg [1].

Le Palatin, retiré à la Haye, n'avait été étranger à rien de ce qui s'était fait jusqu'alors pour la continuation de la guerre. D'un côté, il espérait fatiguer l'Empereur par des négociations sans issue; de l'autre, il cherchait partout des appuis, entretenait des relations avec ses partisans en Bohême, avec Mansfeld dans le bas Palatinat, avec Jägerndorf en Silésie.

Les premiers succès de Mansfeld ranimèrent ses espérances; il ordonna à ses conseillers de Heidelberg de se procurer de l'argent, de fortifier les places et les passages; il écrivit aux états généraux de Hollande pour leur demander des subsides, et fit enrôler un régiment parmi les troupes que le roi de Danemark

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 259.

avait licenciées; il était décidé à tout tenter plutôt que de renoncer à ses États héréditaires et à la couronne de Bohême. Au commencement de l'année 1622, il envoya aux princes protestants de l'Empire un manifeste justificatif de sa conduite; puis, d'après les conseils du prince Maurice d'Orange, il partit (29 mars 1622) pour rejoindre ses alliés.

On avait pensé à la Haye qu'abandonnés à eux-mêmes, Mansfeld, Christian d'Halberstadt et le margrave de Bade-Durlach ne pourraient pas s'entendre. De ces trois chefs, Mansfeld était le meilleur général; mais les deux autres n'auraient pas consenti à se mettre sous son commandement, à cause de sa naissance. Christian d'Halberstadt était trop jeune, le margrave de Bade trop âgé, et Mansfeld, sentant sa supériorité militaire, aurait également refusé de leur obéir. Le seul moyen de les tenir réunis, c'était de leur envoyer un nouveau chef qui leur serait supérieur au moins par le rang : on pensa que l'électeur Frédéric, le roi de Bohême, le protecteur du calvinisme en Allemagne, l'ancien chef de l'Union, pourrait remplir ce rôle. Il partit donc de la Haye sous un déguisement, muni des subsides de la Hollande, traversa sans encombre la France, la Lorraine, et arriva (22 avril 1622) au camp de Mansfeld, à Germersheim. Le lendemain (23), ils passèrent ensemble le Rhin, pour aller rejoindre le margrave de Bade[1].

A la nouvelle de l'arrivée de Mansfeld et du Palatin, Tilly, alors occupé au siége du château de Dilsberg, marcha à leur rencontre afin de les battre avant qu'ils eussent rejoint le margrave.

L'armée de la Ligue rencontra, non loin du bourg de Mingolsheim, au nord de Bruchsal, les avant-postes de l'armée de Mansfeld. Tilly, dès qu'il se fut aperçu que l'ennemi possédait des forces presque doubles des siennes (dix-huit mille hommes contre dix mille), se replia sur Wiesloch, et s'établit sur une colline boisée située au sud de cette petite ville (27 avril 1622).

Mansfeld, trouvant cette position trop forte pour l'enlever d'assaut, la fit attaquer seulement par quelques escadrons, afin d'attirer son adversaire dans la plaine. Tilly fit en effet descendre une colonne pour cerner les cavaliers; ceux-ci se retirèrent, et les Bavarois les poursuivirent avec acharnement. Mais ils se trou-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 107 et suiv.



vèrent tout à coup en présence de l'armée ennemie, qui avait pris position derrière Mingolsheim. Le vent lui étant favorable, Mansfeld fit mettre le feu au village, afin d'envoyer la fumée dans les yeux des ligueurs ; il les attaqua ensuite. Tilly avait fait descendre toute son armée dans la plaine pour soutenir la colonne engagée. Mais au moment où il avait l'avantage et acculait l'ennemi au village de Mingolsheim, le major général Streiff, qu'on n'avait pu apercevoir à cause de la fumée, tomba sur son flanc gauche avec cinq mille cavaliers et l'obligea à reculer. Tilly, à la tête des Wallons, paya bravement de sa personne; et opéra sa retraite en bon ordre devant un ennemi quatre fois plus nombreux, mais en perdant mille hommes environ, quatre canons et dix-sept drapeaux. Mansfeld avait eu cinq cents tués ; il n'osa pas attaquer Tilly dans ses retranchements, et se dirigea vers Ladenbourg, pour reprendre cette place et les places voisines [1].

L'échec éprouvé par Tilly décida le margrave de Bade-Durlach à se déclarer en faveur du Palatin, et à prendre ouvertement part à la guerre. Mansfeld, Christian d'Halberstadt et Frédéric l'avaient déjà maintes fois sollicité d'entrer en campagne et de combiner ses mouvements avec les leurs; mais le margrave avait voulu, avant d'agir, organiser une armée qui pût lutter contre les vétérans de Tilly.

Georges-Frédéric, margrave de Bade-Durlach, avait contre l'Empereur des motifs particuliers de haine. Son cousin, le margrave Édouard-Fortuné de Bade-Bade, était mort, laissant pour héritiers des fils issus d'un mariage contracté avec une femme d'un rang inférieur au sien, Marie d'Eicken. Le margrave de Bade-Durlach prétendit que les enfants issus d'un tel mariage ne devaient pas succéder à leur père, et que l'héritage du haut margraviat lui revenait. Un procès s'engagea. Les fils du margrave Fortuné étaient catholiques, le margrave de Bade-Durlach était protestant ; cette différence de religion ne fut peut-être pas sans influence sur la conduite de la cour de Vienne. Quoi qu'il en soit, le procès restait depuis vingt ans sans solution, et le margrave en gardait contre l'Empereur un vif ressentiment [2].

[1] Villermont, *Mansfeldt*, t. II, p. 8 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 263.
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 98 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 281.

Après le traité d'Ulm (3 juillet 1620), il commença des préparatifs de guerre avec des subsides qu'il avait reçus des Hollandais, et à son retour de l'assemblée de Heilbronn (fin janvier 1621) il les poussa avec tant d'activité, que l'archiduc Léopold crut devoir proposer une exécution contre lui. Le conseil aulique s'y opposa, pensant que ni le droit, ni la prudence ne la permettaient. Toutefois, la crainte qu'avait eue le margrave d'être mis au ban de l'Empire le rendit plus circonspect; il fit assurer l'Empereur de sa fidélité, et offrit même à l'archiduc Léopold de lui remettre son fils aîné en otage, si l'on consentait à instituer une nouvelle commission pour juger son différend avec les fils de Fortuné.

Il n'en continua pas moins ses préparatifs de guerre, surtout lorsque l'Union eut été dissoute par le traité de Mayence. Au commencement de 1622, il avait dix-huit mille hommes sous les armes : douze mille fantassins et six mille cavaliers. Interrogé de Vienne sur le but de ses armements, il répondit qu'il restait fidèle à l'Empereur, mais que, ses États étant menacés par deux grandes armées[1], il devait les garantir en occupant quelques passages. Ces explications ne parurent pas suffisantes : l'Empereur et l'archiduc Léopold en demandèrent de nouvelles. Le margrave répondit encore que Mansfeld projetait de l'attaquer, parce qu'il refusait de lui livrer des objets précieux que les sujets de l'évêque de Spire avaient mis en dépôt dans ses États, et que d'ailleurs, en lui barrant le passage, il défendait, en même temps que ses possessions, celles de l'Empereur, surtout l'Ortenau et le Brisgau. Ferdinand ne se montra pas encore satisfait de cette réponse. Il envoya au margrave le président du conseil aulique de l'Empire, le comte Jean-Georges de Hohenzollern, qui était lié avec lui depuis son enfance. Hohenzollern revint tout à fait convaincu de sa sincérité, l'archiduc Léopold y crut également; Tilly et l'électeur de Saxe furent les seuls à ne pas se laisser tromper[2].

Peu de temps après, Georges-Frédéric, en dépit de ses déclarations, accorda un refuge dans ses États à la cavalerie de Streiff, battue par les Bavarois à Bruchsal, et la fit reconduire à Mannheim pour la remettre à la disposition de Mansfeld.

Le margrave fut ensuite rejoint dans son camp de Durlach par

[1] Celles de Tilly et de Mansfeld.
[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 99 et suiv.

plusieurs princes, entre autres par le duc Guillaume de Saxe-Weimar, que les conseils de son cousin l'électeur de Saxe n'avaient pu retenir, et qui lui amenait trois mille hommes. Guillaume avait avec lui, comme capitaine de cavalerie, le plus jeune de ses frères, Bernard, appelé à devenir l'un des plus illustres généraux de la guerre de Trente ans. Ces deux ducs conservaient toute la haine de leurs ancêtres contre le catholicisme et la maison de Habsbourg. Le comte palatin Frédéric de Deux-Ponts-Birkenfeld et un duc Magnus de Würtemberg vinrent aussi.

Le 25 avril 1622, Georges-Frédéric délia ses sujets de leur serment de fidélité, déclara qu'il s'était décidé à n'être plus qu'un soldat jusqu'à sa mort, à rétablir le Palatin, et à faire disparaître de l'Empire la religion catholique. Peu de jours après, au commencement du mois de mai, il abdiqua en faveur de son fils aîné, afin de ne pas compromettre le sort de sa maison avec le sien, et de conserver ses États à sa famille, dans le cas où la guerre deviendrait malheureuse. Il réunit ensuite ses généraux et ses officiers pour leur annoncer la guerre qu'ils allaient entreprendre. Tous jurèrent de combattre les prêtres et les princes papistes, jusqu'à ce que le Palatin eût non-seulement recouvré ses États héréditaires et la Bohême, mais encore obtenu la couronne impériale.

Le margrave de Bade était doué de véritables talents militaires. Il était l'inventeur d'une sorte de chariots, *spiesswagen*, garnis de pointes de fer et pourvus de mortiers et d'obusiers, qui formaient des barricades et repoussaient par leur feu meurtrier les attaques de la cavalerie. Ses troupes, au lieu d'occuper des villes, bivaquaient dans un camp, où elles étaient endurcies à la fatigue et exercées au maniement des armes. Georges-Frédéric avait de l'ambition ; ses États lui semblant trop petits, il aspirait à les agrandir par ses victoires. Acculé au sud contre l'Autriche antérieure, cerné au nord par les troupes de la Ligue, à l'ouest par celles de l'Espagne, la vue des États et des armées catholiques qui l'entouraient de trois côtés l'obsédait comme un cauchemar.

A la nouvelle de la levée de boucliers du margrave de Bade, Tilly, inférieur en nombre, voulut se rapprocher de la Bavière. Il se rendit de Wiesloch à Wimpfen, sur la rive gauche du Neckar, et s'y retrancha pour attendre des renforts. Sur ses demandes pressantes, Cordova vint enfin le rejoindre en remontant

la rive droite du Neckar[1]. Le fier Espagnol se montrait plus accommodant depuis que Tilly, sur le conseil du duc de Bavière, lui donnait le titre d'Excellence.

Le Palatin, le margrave de Bade et Mansfeld tinrent un conseil de guerre à Bruchsal. Ils projetaient de s'emparer de tous les biens d'église; ils parlaient de mettre à mort l'archevêque de Mayence, les évêques de Würtzbourg, de Spire, et de garder prisonniers, leur vie durant, tous les autres princes ecclésiastiques. Par bonheur pour la Ligue, ils ne purent se mettre d'accord. Le margrave proposa d'attaquer Tilly avant qu'il eût été renforcé; mais Mansfeld refusa de marcher sous ses ordres : il lui laissa seulement deux mille de ses cavaliers, et partit avec le Palatin pour aller assiéger Ladenbourg et rejoindre Christian d'Halberstadt[2].

Georges-Frédéric, laissé seul, n'en résolut pas moins d'attaquer Tilly. Son armée s'élevait à vingt mille hommes[3], avec vingt canons. Le 5 mai 1622, il prit position sur le plateau d'Obereisesheim, sur la rive gauche du Neckar, à peu de distance au sud-est de Wimpfen. Il avait derrière lui, au midi, une vallée qu'arrose le Bellingerbach, petit ruisseau qui va se jeter à peu de distance à l'est dans le Neckar; devant lui, au nord, une autre vallée moins profonde et de peu d'étendue, que traverse de l'ouest à l'est la route de Biberach à Obereisesheim, puis un groupe de collines couvertes à l'ouest par la forêt de Dornet. C'était derrière cette forêt, près de Wimpfen, que campaient les ligueurs.

Le centre des Badois se composait de cinq régiments d'infanterie, formant un demi-cercle convexe du côté de l'ennemi. Devant chaque régiment se trouvait une batterie de trois ou quatre canons, et, en avant de cette artillerie, une barricade de plus de soixante-dix chariots à pointes, avec des intervalles par lesquels les canons pouvaient tirer. Une seule colonne d'infanterie formait l'aile gauche : elle prit position sur la route, un peu dans la plaine. L'aile droite se composait de toute la cavalerie et de deux

[1] Avec quatre mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie (OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 314).

[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 264 et suiv.; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 105 et suiv.; VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 172.

[3] Douze mille fantassins et huit mille cavaliers.

régiments d'infanterie, la cavalerie à l'ouest, l'infanterie à l'est d'Obereisesheim. Ce bourg, dont le clocher à moitié rasé portait une batterie de canons, était occupé par un détachement de mousquetaires. Les bagages et les chariots de munitions attendaient derrière le centre. Georges-Frédéric regardait son armée comme invincible, et annonçait partout qu'après avoir pulvérisé les Bavarois, il irait partager leurs dépouilles sur la grande place de Munich.

Lorsque Tilly eut été informé de l'approche des Badois, il quitta son campet s'avança sur les collines situées en face d'eux. Le margrave, dès qu'il aperçut l'avant-garde des Bavarois, la fit attaquer par sa cavalerie. Il espérait attirer et engager à portée de son artillerie toute l'armée de la Ligue; mais l'avant-garde des Bavarois, trouvant devant elle des forces supérieures, se retira dans la forêt de Dornet. Le jour était à son déclin; Tilly n'eut que le temps de reconnaître les positions. Il se convainquit que le centre et l'aile droite de son adversaire étaient inabordables : le centre, à cause de la barricade de chariots, et l'aile droite, parce qu'elle était protégée par le Neckar et par les retranchements du bourg d'Obereisesheim; mais que son aile gauche, composée d'une seule colonne d'infanterie, pouvait être facilement détruite après avoir été coupée d'avec le centre dont elle était trop éloignée. Tilly n'avait sous ses ordres que quinze mille hommes, y compris sept mille Espagnols; il était donc inférieur d'un quart au margrave : il résolut néanmoins de prendre l'offensive. Pendant la nuit, il réunit ses généraux et ses colonels, et leur exposa son plan de bataille. Ce plan consistait à simuler avec les Bavarois une attaque de front contre l'aile droite des ennemis, et, pendant ce temps, à faire enlever leur aile gauche par les Espagnols.

Le lendemain 6 mai 1622, au lever du soleil, les ligueurs se rangèrent en ordre de bataille. Tilly disposa l'infanterie au centre sous Lindelo, la cavalerie sur les deux ailes, Eynatten à droite, et Pappenheim à gauche. Cordova, avec sa cavalerie, alla prendre position à l'extrême droite, derrière le village de Biberach. Les bagages avaient été laissés dans le camp. Le général ne possédait que huit canons, mais de fort calibre : il les disposa sur le bord des collines, de manière à battre le front des Badois.

Après que l'armée eut assisté à une messe solennelle, Tilly fit déployer l'étendard de la Ligue, qui avait figuré deux ans aupara-

vant à la bataille de la Montagne-Blanche, et donna le signal du combat avec le mot d'ordre : « Sainte Vierge! » Les Bavarois commencèrent la bataille par une canonnade qui fit à l'ennemi beaucoup de mal. Le margrave essaya d'y répondre; mais la portée de ses pièces n'était pas suffisante, et les Bavarois, grâce à leur système de gargousses toutes préparées, tiraient deux coups pendant que les Badois n'en tiraient qu'un. Ne pouvant éteindre le feu de l'ennemi avec le sien, le margrave se mit à la tête de cinq mille cavaliers de son aile droite, en s'écriant : « Seigneur Jésus-Christ! » et se précipita en avant pour enlever les batteries de la Ligue. Mais Tilly envoya à sa rencontre le colonel Lindelo avec la première ligne d'infanterie du centre. Les escadrons badois, ébranlés par les balles des mousquetaires, furent rejetés dans la plaine.

Pendant ce temps, le colonel Pappenheim s'élançait avec son régiment de cuirassiers sur les deux régiments d'infanterie qui formaient l'extrême droite des Badois, et qui se trouvaient isolés depuis que le margrave avait lancé sa cavalerie sur les batteries des Bavarois. Pappenheim les refoula derrière les maisons d'Obereisesheim; mais, accueilli à son tour par un feu violent parti du village, et menacé d'être enveloppé par la cavalerie badoise qui revenait de l'assaut des batteries, il fut obligé de se replier et de reprendre sa première place.

Tilly avait atteint son but. Pendant qu'il occupait l'ennemi, les Espagnols traversaient la petite vallée au-dessus de Biberach sans rencontrer d'obstacles, et attaquaient l'aile gauche badoise.

Dès que Tilly vit les têtes de colonnes de la cavalerie espagnole déboucher dans la plaine, il ordonna une attaque générale. Pappenheim, à la tête de la cavalerie de l'aile gauche, se jeta de nouveau sur les deux régiments d'infanterie qui formaient l'extrême droite badoise, et les refoula dans la vallée du Neckar. Les mousquetaires retranchés dans Obereisesheim et l'artillerie du clocher protégèrent pendant quelque temps la cavalerie; mais Pappenheim ayant pris d'assaut le village, elle se replia à son tour vers le Neckar. Tilly disposait en même temps son infanterie sur une seule ligne, en demi-cercle, et s'avançait contre la barricade de chariots. Le margrave le reçut avec le feu de toute son artillerie et celui des mortiers et des obusiers de la barricade. Les Bavarois,



ébranlés, reculèrent d'abord ; mais au même instant l'aile gauche badoise, assaillie en flanc par Cordova et de front par le colonel Eynatten, fut rejetée en désordre dans la vallée du Bellingerbach. Le centre badois se trouva dès lors privé de ses deux ailes. Lindelo ramena l'infanterie de la Ligue à l'assaut ; mais l'infanterie badoise, sortant de derrière ses batteries, l'attaqua au moment où elle s'engageait dans les intervalles de la barricade. Elle la refoulait déjà dans la plaine, lorsque cinq chariots de poudre firent soudain explosion derrière elle. La terre trembla ; d'épais tourbillons de fumée couvrirent le champ de bataille ; la poursuite fut suspendue. Tilly, profitant aussitôt de l'hésitation de l'ennemi, rallia les fuyards, se mit à la tête de trois régiments d'infanterie qui n'avaient pas encore combattu, et donna un troisième assaut. Malgré la terreur et le désordre causés par l'explosion, l'infanterie badoise fit bonne contenance ; mais les cuirassiers de Pappenheim et la cavalerie de Cordova l'ayant attaquée sur les deux flancs, une plus longue résistance devint impossible, et les Badois s'enfuirent en désordre.

Le duc Magnus essayait encore, avec ses braves Würtembergeois, d'arrêter les cuirassiers de Pappenheim ; un sergent-fourrier le saisit, et, comme d'autres cavaliers lui disputaient sa proie, le tua d'un coup de pistolet. Les Würtembergeois, privés de leur chef, se dispersèrent. Cependant les Bavarois avançaient toujours en demi-cercle. Les chariots, les munitions, les bagages, tout fut culbuté ; les fuyards ne songèrent plus qu'à passer le Bellingerbach et le Neckar, pour se réfugier à Heilbronn.

Le margrave de Bade tenait toujours tête à l'ennemi avec ce qui lui restait de sa garde du corps. Un seul de ses régiments, le régiment blanc, combattait encore sous le colonel Helmstätter ; il périt tout entier avec son chef : aucun soldat ne se rendit. Le margrave, furieux, brandissait son épée ; il fut entouré par un escadron de Croates, mais ses derniers gardes du corps parvinrent à se faire jour et à le dégager.

Afin d'arrêter les vainqueurs, les fuyards avaient mis le feu au village de Neckargartach, où la route traversait le Bellingerbach ; mais ils coupèrent en même temps la retraite à leurs camarades. Ces malheureux, entassés devant le village, furent taillés en pièces par la cavalerie espagnole et bavaroise. La nuit seule mit fin au carnage : sept mille cadavres gisaient sur le champ de bataille, et



la route était couverte jusqu'à Heilbronn de morts et de mourants. Le margrave était lui-même grièvement blessé. Il avait perdu son artillerie, ses bagages, vingt drapeaux et sa caisse militaire : elle contenait cent mille thalers, que les soldats de Tilly et de Cordova se partagèrent à pleins chapeaux. La fleur de la noblesse badoise avait péri ; mille hommes environ étaient prisonniers. Parmi ces derniers se trouvaient le duc Ernest de Saxe-Weimar et le comte palatin Frédéric de Deux-Ponts-Birkenfeld ; ils furent mis en liberté contre de fortes rançons [1].

Tilly, en détruisant le margrave de Bade, n'avait accompli qu'une partie de sa tâche : il lui restait à battre Mansfeld et Halberstadt. Après avoir accordé à ses troupes un jour de repos, il marcha contre Mansfeld, afin de l'attaquer avant qu'il eût été rejoint par Halberstadt et par le margrave de Bade ; car, même après la bataille de Wimpfen, ces trois princes réunis lui eussent encore été supérieurs, surtout en cavalerie. Mais il apprit en chemin que Mansfeld avait pris d'assaut Ladenbourg, passé le Rhin, et marché au secours de Haguenau, sa principale place d'armes, qu'assiégeait l'archiduc Léopold. Tilly s'arrêta à Weinheim [2].

Le vieux margrave de Bade, battu et blessé, s'était rendu d'une seule traite à Stuttgart pour implorer en faveur de son fils la protection du duc Jean-Frédéric de Würtemberg. Sa défaite livrait en effet tous ses États aux Bavarois. Le duc de Würtemberg intercéda auprès de l'Empereur et du duc de Bavière pour le jeune margrave [3], et Tilly lui-même se laissa tou-

[1] *Mercure français*, t. VIII, p. 282; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 304; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles*, texte, 1 vol. in-4°, L. Nulandt, à Mersebourg, 1839. Cet ouvrage, composé en allemand avec traduction française en regard, ne contient que le récit de dix des batailles de la guerre de Trente ans : *Wimpfen*, *Breitenfeld* (*Leipzig*), *Burgstall* (*camp de Nürenberg*), *Lützen*, *Nordlingue* (1re), *Wittstock*, *Wittenweiher*, *Tüttlingen*, *Fribourg*, *Allerheim* (*Nordlingue* 2e), et le siége de *Stralsund*. Il ne parle pas des batailles de la *Montagne-Blanche* (*Weissenberg*), de *Lutter*, de *Jankau*, etc., ni des siéges de *Magdebourg*, *Brisach*, etc.

Schreiber, *Maximilian I*, p. 267 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 114; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 315. Le jeune duc Bernard de Weimar assista à la bataille et s'y distingua (Röse, *Herzog Bernard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. I, p. 97).

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 272 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 118.

[3] Le jeune margrave était le beau-frère du duc de Würtemberg.

cher par les prières du comte de Hohenzollern, qui lui assurait que le fils regrettait vivement la conduite de son père. L'Empereur le laissa régner, en se contentant de la promesse qu'il lui fit de n'aider en aucune manière ses ennemis [1].

La défaite de Wimpfen n'avait pas découragé le margrave de Bade. Après sa pointe sur Stuttgart, il se hâta de rejoindre Mansfeld avec les débris de son armée, qui s'élevaient à huit mille fantassins et quinze cents cavaliers, et entra avec lui en Alsace [2].

L'archiduc Léopold assiégeait Haguenau et était sur le point de prendre cette place, lorsqu'il apprit le danger qui le menaçait. Il appela aussitôt Tilly à son secours. Le général de la Ligue lui envoya les Espagnols; mais, avant leur arrivée, les troupes de Léopold, inférieures en nombre et composées en majeure partie de conscrits peu exercés, furent complétement battues et dispersées par celles de Mansfeld et du margrave; il perdit la plus grande partie de ses bagages et fut obligé de lever le siége [3].

Peu de temps après, le landgrave de Hesse-Darmstadt fut victime d'un odieux attentat. La nuit du 1er juin 1622, Mansfeld, accompagné du Palatin et probablement aussi du margrave de Bade, sortit de Mannheim avec la plus grande partie de ses troupes [4] pour se réunir à Halberstadt qui arrivait de Westphalie. Il avait résolu de punir, en passant, le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt de sa fidélité envers l'Empereur.

Dans la matinée du 2 juin, Mansfeld parut devant Darmstadt sans déclaration de guerre. Le landgrave n'était pas en état de résister. Il essaya de négocier avec le Palatin et de le réconcilier avec l'Empereur. Mais le Palatin y mettait des conditions inacceptables : il exigeait que l'Empereur lui rendit sa dignité

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 116 et suiv. L'Empereur rendit, le 26 août 1622, un jugement en faveur des enfants du margrave Fortuné contre le margrave de Bade-Durlach (*Mercure français*, t. VIII, p. 324).

[2] Les Impériaux n'avaient que deux ponts sur le Rhin : à Oppenheim et à Brisach; Mansfeld en avait un grand nombre, ce qui lui permettait d'opérer à volonté sur l'une ou l'autre rive (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 119).

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 118; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 273.

[4] Seize mille hommes (O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 146).



électorale et tous ses États avec des dommages-intérêts; que le landgrave, non-seulement lui accordât le libre passage, mais lui livrât encore, comme garantie, sa forteresse de Rüsselsheim sur le Main[1] avec un de ses fils comme otage; enfin qu'il s'engageât à ne pas quitter Darmstadt sans sa permission. Le landgrave ne pouvait accepter ces conditions sans rompre avec l'Empereur, et sans se mettre à la discrétion de ses ennemis. La nuit suivante, il s'enfuit dans la direction de Mayence avec Jean, son fils aîné. Mais, arrêté à deux heures du matin par des cavaliers du margrave de Bade, il fut ramené prisonnier à Darmstadt. Ses États furent pillés, dévastés; il fut lui-même conduit, d'abord à Mannheim (9 juin), puis à Landau. Là, pour recouvrer sa liberté et pour épargner à ses États de nouveaux ravages, il reconnut le Palatin comme roi de Bohême, et promit de faire tous ses efforts auprès de l'Empereur pour le décider à accepter ses conditions (27 juin 1622). Rendu à la liberté[2], il revint à Darmstadt (28 juin), et l'Empereur déclara nulles les conventions de Landau, comme arrachées par violence et conclues avec un banni qui ne pouvait faire un traité valable[3].

Christian d'Halberstadt avait quitté la Westphalie (14 mai 1622), pour rejoindre Mansfeld avec douze mille fantassins et quatre-vingt-deux cornettes de cavalerie. Mais au lieu de se diriger tout de suite vers le midi, il fit un détour à l'est, afin de trouver à vivre plus facilement dans des pays qui n'avaient pas encore été dévastés. Il passa le Weser à Höxter (15 mai), et entra d'abord dans l'Eichsfeld, pays qui appartenait à l'électeur de Mayence. Moyennant l'engagement qu'il prit de ne pas piller, ni incendier, et de ne séjourner nulle part plus d'une nuit, il obtint des vivres, de l'argent, et l'autorisation de traverser librement la contrée. Il extorqua ensuite quarante mille thalers à l'abbaye de Fulda, et se dirigea vers le Main. Il était suivi et harcelé par le comte d'Anholt, qui avait reçu de Bavière un renfort de six mille hommes, et venait d'être nommé feld-maréchal-lieutenant. Le 15 juin, Halberstadt arriva près de Höchst, sur la rive droite du Main, à l'ouest de Francfort. Le 17, il occupa cette petite ville,

[1] A l'est de Mayence.
[2] Peu de temps après la bataille de Höchst.
[3] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 146, 152; Villermont, *Mansfeldt*, t. II, p. 15; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 119 et suiv.

se retrancha dans une excellente position pour y attendre ses alliés, et incendia tous les environs afin de retarder la poursuite d'Anholt. Mansfeld, de son côté, l'attendait à Mannheim [1].

Cependant Tilly espérait battre ses deux adversaires séparément, avant qu'ils eussent opéré leur jonction. Il marcha d'abord contre Mansfeld. La défaite du margrave à Wimpfen avait rendu Mansfeld timide; bien qu'il eût autant de troupes que le général de la Ligue, il n'osa pas en venir aux mains avec lui. Il passa le Rhin pour aller rejoindre Halberstadt en suivant la rive gauche. Dans l'espoir d'arrêter la poursuite des ligueurs, il avait répandu le bruit qu'il allait gagner la Suisse par l'Alsace, et envahir la Souabe et la Bavière avec trente-six mille hommes. Mais Tilly ne se laissa pas tromper. Mansfeld lui ayant échappé en se mettant à couvert derrière le Rhin, il se dirigea à marches forcées contre Halberstadt pour l'atteindre avant que Mansfeld l'eût rejoint. Comme il suivait une route directe, celle de Weinheim à Francfort-sur-le-Main, il avait sur Mansfeld une avance de deux jours. Il rallia sur sa route Cordova et Anholt (15 juin), et le 18 juin au soir il se trouva devant les portes de Francfort avec dix-huit mille hommes (douze mille fantassins et six mille cavaliers), tant Bavarois qu'Espagnols, et dix-huit canons. Beaucoup d'officiers de l'armée brunswickoise se trouvaient dans la ville impériale, ne songeant qu'à y dépenser en débauches le produit de leurs rapines; ils n'échappèrent qu'avec peine à la cavalerie de la Ligue. Pendant la nuit, toute l'armée de Tilly passa le Main à la lueur des torches, et le 19 juin, de bonne heure, elle se dirigea sur Höchst. La bataille fut livrée le lendemain (20 juin 1622) [2].

Halberstadt, pour se ménager, le cas échéant, une ligne de retraite vers Mansfeld, jeta sur le Main un pont de bateaux par lequel il fit passer sur la rive gauche de cette rivière une partie de ses bagages et de ses munitions. Il rangea ensuite son armée en bataille au nord de Höchst, en faisant face à l'est; elle comptait, comme celle de la Ligue, dix-huit mille hommes. Halberstadt commandait lui-même l'aile gauche, le jeune duc Bernard de

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 125; Schreiber, *Maximilian I*, p. 275; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 148.

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 274 et suiv.; Opel, *Der niedersächich-dänische Krieg*, t. I, p. 349; *Mercure français*, t. VIII, p. 303.

Saxe-Weimar le centre, et le major général Kniphausen l'aile droite, appuyée à la forte place de Höchst. Le centre et les deux ailes étaient exclusivement composés d'infanterie, à l'exception de deux escadrons qui flanquaient chacune des deux ailes. Tout le reste de la cavalerie servait de réserve, et formait en arrière comme une seconde ligne de bataille. Les trois pièces de canon qui composaient toute l'artillerie étaient placées à l'aile droite.

Cependant Tilly, après avoir dispersé par quelques coups de mitraille les avant-postes ennemis qui occupaient les bourgs de Nidda et de Rödelheim, avait franchi la Nidda, petite rivière qui le séparait d'Hochst, et rangé son armée en bataille : l'infanterie au centre, la cavalerie sur les ailes, l'artillerie, composée de dix-huit canons, sur le front. Les soldats de la Ligue et les Espagnols, encouragés par le souvenir de leur récente victoire de Wimpfen, étaient pleins d'ardeur, tandis que les Brunswickois, déjà démoralisés par l'absence de Mansfeld, se défiaient de leur chef, surtout depuis qu'il avait fait passer ses bagages de l'autre côté du Main. Les batteries à peine mises en place, Tilly fit ouvrir le feu. Les Brunswickois voulurent y répondre; mais, de leurs trois canons, l'un éclata au premier coup, et les deux autres furent démontés par les boulets des Bavarois. Une grêle de mitraille tombait en plein dans les rangs pressés de leur centre; Christian n'osait attaquer l'artillerie de la Ligue avec son infanterie, et laissait sa cavalerie inactive. Tilly, voyant son adversaire indécis et l'infanterie brunswickoise ébranlée, donna ordre au colonel Lindelo d'attaquer, avec la cavalerie de l'aile droite, l'aile gauche ennemie, qui était le point le plus faible et qui, disposée dans la plaine, pouvait être facilement entourée.

Christian, qui la commandait, accueillit les cuirassiers bavarois par un violent feu de mousqueterie, et ses piquiers opposèrent aux chevaux haletants une forêt de pertuisanes; mais le peu de cavalerie qui couvrait son flanc gauche fut refoulé. Il fit avancer plusieurs escadrons de sa réserve : ils furent taillés en pièces. Son infanterie, se trouvant à découvert, recula.

Lindelo attaqua alors le centre; il y rencontra une vive résistance, et fut d'abord repoussé par l'infanterie du duc de Saxe-Weimar; mais à ce moment Tilly ordonnait à Cordova et à Pappenheim de s'avancer avec l'aile gauche. Pappenheim, à la tête de son régiment de cuirassiers, se jeta entre le centre et la droite



des ennemis. Bernard s'était trop éloigné en repoussant Lindelo; il ne put empêcher ce mouvement. Pappenheim, soutenu par les Espagnols, attaqua l'aile droite ennemie et la fit reculer. En même temps Tilly venait au secours de Lindelo avec l'infanterie du centre. Bernard et Kniphausen firent de vains efforts pour encourager leurs troupes : les Brunswickois se débandèrent et s'enfuirent en désordre vers le pont du Main. Ce pont était trop étroit pour la foule qui s'y pressait; la cavalerie bavaroise s'y précipita au galop sur la masse des fuyards. Les uns furent noyés, les autres sabrés; près de deux mille hommes périrent dans le Main. La bataille avait duré de dix heures du matin à sept heures du soir.

Christian d'Halberstadt parvint, avec cinq escadrons, à passer la rivière, grâce à un pêcheur, qui, pour une forte somme d'argent, lui montra un gué; mais les Croates de la Ligue la traversèrent à leur suite et les poursuivirent. Beaucoups de fuyards, acculés à un marais, près de Schwanheim[1], furent faits prisonniers. Le comte palatin Frédéric de Deux-Ponts-Birkenfeld, en cherchant à couvrir la retraite, fut pris par deux Croates; les paysans massacrèrent un grand nombre de fuyards, et les pêcheurs du Main firent sur les cadavres un ample butin de bijoux, de chaines, d'anneaux et d'uniformes.

Le soir, Tilly somma trois fois la garnison de Höchst de se rendre, et, comme elle refusait, il fit prendre la ville d'assaut; presque toute la garnison fut passée au fil de l'épée. Le commandant s'était retiré, avec quelques soldats, dans le château fort. Il déclara le lendemain, lorsque Tilly fit avancer ses canons, qu'il se ferait sauter si on ne le laissait pas sortir librement. Tilly le lui accorda; mais au moment où les soldats brunswickois défilaient, le colonel Eynatten les assaillit avec son régiment et les tua jusqu'au dernier. Il venait d'apprendre que les Brunswickois avaient tué un grand nombre de femmes et d'enfants et mutilé un vieux prêtre[2].

[1] A l'est de Höchst.

[2] Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 126) raconte qu'Halberstadt avait fait jeter le curé d'Höchst pieds et poings liés dans le Main, crever les yeux et couper la tête à un vieux bénéficier de l'hôpital. -- Schreiber, *Maximilian I*, p. 278. Cinq jésuites, qui avaient été enlevés à Paderborn et emmenés pour n'avoir pas payé dix mille thalers, furent mis en liberté (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 128).



Christian d'Halberstadt avait perdu cinq mille hommes et une partie du butin qu'il avait fait en pillant les églises. Il lui restait treize mille hommes, avec lesquels il alla rejoindre Mansfeld. Celui-ci était venu se mettre à l'abri dans Mannheim. Il reprocha vivement à Christian d'avoir osé se mesurer seul avec le *vieux renard;* mais il ne voulait pas se brouiller avec lui : il prit le commandement en chef, et Halberstadt celui de la cavalerie. Quant au margrave de Bade, dès le lendemain de la bataille de Höchst, jugeant la partie complétement perdue, il avait quitté le camp sans prendre congé de personne [1].

Les victoires de Tilly à Wimpfen et à Höchst effrayèrent le landgrave Maurice de Hesse-Cassel, et l'empêchèrent d'entrer en lice, bien qu'il s'y fût préparé comme le margrave de Bade-Durach [2]. Mansfeld ne pouvant envahir la Souabe, que couvrait Tilly, entra subitement avec ses deux alliés dans l'évêché de Strasbourg, et, le 10 juillet 1622, assiégea Saverne, qu'il n'avait pu prendre l'hiver précédent.

Le Palatin commençait à se lasser de Mansfeld et d'Halberstadt, qui songeaient moins à le rétablir qu'à faire du butin. Les défaites de Wimpfen et de Höchst, l'insignifiance des secours que lui accordaient les Hollandais, enfin les reproches que lui adressait l'ambassadeur anglais pour s'être uni à deux pareils chefs de bandes, le décidèrent à abandonner la lutte. Le 13 juillet 1622, étant au camp devant Saverne, il délia de leurs obligations envers lui Mansfeld et Halberstadt, et se rendit à Sedan, auprès de son oncle, le duc de Bouillon, pour attendre les événements. Il fut bien accueilli, mais sembla oublier aussitôt tous ses projets, demeurant sans nouvelles et perdant tout son temps à jouer [3].

Le roi d'Angleterre, doutant du succès final des protestants, négociait à Bruxelles pour obtenir un armistice de l'Empereur et de la Ligue; et l'Infante, qui depuis longtemps déjà désirait rappeler d'Allemagne les troupes espagnoles pour les

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 126 et suiv. SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 275 et suiv.; OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 319 et suiv.; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 149 et suiv.; LOTICHIUS, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 309.
[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 128.
[3] *Id.*, *ibid.*, p. 132.



opposer aux Hollandais, se montrait disposée à accepter les propositions de Jacques Ier. Un envoyé anglais se présenta en conséquence au quartier général bavarois; mais Tilly répondit d'une manière évasive qu'il n'avait reçu du chef de la Ligue aucune instruction à cet égard. Maximilien, auprès duquel l'envoyé se rendit ensuite, déclara à son tour qu'il ne pouvait pas décider seul une question aussi importante; en attendant, il ordonna à Tilly de continuer à poursuivre l'ennemi afin de l'empêcher de se réorganiser [1].

Mansfeld, menacé par les armées catholiques, reprit ses négociations. Il envoya un officier d'ordonnance à Tilly, pour lui faire savoir confidentiellement que Christian d'Halberstadt et lui, maintenant déliés de leurs obligations envers le Palatin, étaient décidés à entrer au service de l'Empereur. Maximilien, à qui Tilly communiqua ces avances, n'y vit qu'une nouvelle ruse de guerre; au lieu de négocier, il ordonna à Anholt de secourir, avec dix mille hommes, l'archiduc Léopold contre Mansfeld, et à Tilly, d'achever la conquête du bas Palatinat [2].

Mansfeld n'attendit pas l'arrivée d'Anholt. Craignant d'être battu à son tour après le margrave de Bade et Christian d'Halberstadt, il accepta avec empressement l'invitation que lui adressa le prince Maurice d'Orange, de l'aider à délivrer Berg-op-Zoom assiégé par Spinola. Il leva en conséquence le siége de Saverne, et demanda au duc de Lorraine quatre jours de vivres, et l'autorisation de traverser ses États pour se rendre en Hollande. Le duc avait commis l'imprudence de licencier son armée : il ne put rien refuser. Mansfeld entra en Lorraine avec douze mille fantassins et sept mille cavaliers, et Halberstadt avec sept mille fantassins et soixante-douze cornettes de cavalerie, plus, à eux deux, quatorze canons et une grande quantité de bagages. Mansfeld avait promis d'opérer le passage en quatre jours et de garder une exacte discipline; le passage dura quatorze jours, et la Lorraine fut traitée en pays conquis.

Mansfeld et Halberstadt entrèrent ensuite sur le territoire des

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 278.

[2] Mansfeld négocia aussi pour entrer au service de la France; il songeait à se créer une principauté, et offrait à Louis XIII de le faire élire empereur; ces négociations n'eurent pas de suite (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 360).

Trois-Évêchés[1]. La France n'était pas prête à résister à ces aventuriers ; on négocia avec eux. Le duc de Nevers leur offrit d'entrer au service du Roi; mais au même instant le duc de Bouillon, le principal chef des huguenots, cherchait à les attirer dans le parti protestant. Les deux chefs de bandes se trouvèrent d'un avis différent : Mansfeld voulait entrer au service du Roi, et Halberstadt au service des huguenots.

Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que les Français n'avaient cherché qu'à gagner du temps pour réunir des troupes[2]. Ils se trouvèrent sans vivres, sans eau ; le pain manqua même pendant huit jours à la table des généraux. Le 24 août, Mansfeld signa avec la Hollande un traité par lequel il s'engageait à se mettre à son service pour trois mois, moyennant trois cent mille florins. Les deux généraux s'étaient séparés pour pouvoir vivre plus facilement; ils se réunirent de nouveau à Hirson (27 août)[3], et tous deux, franchissant la Sambre un peu au sud de Maubeuge, entrèrent dans le comté de Hainaut avec quatorze mille hommes qui leur restaient, dont moitié en cavalerie. Cordova, à la tête de dix mille hommes, les attendait à Fleurus[4] pour leur barrer le passage. Une bataille eut lieu (29 août 1622), à laquelle deux mille cavaliers de Mansfeld refusèrent de prendre part faute de solde. Chacun des deux partis s'attribua la victoire ; mais Mansfeld et Halberstadt passèrent. Le duc Frédéric de Saxe-Weimar fut tué. Halberstadt eut trois chevaux tués sous lui et reçut une balle dans le bras gauche. Obligé de se faire amputer à Bréda, il voulut que l'opération eût lieu au son des trompettes. « Le bras qui me reste, s'écria-t-il, donnera assez à faire à mes ennemis. » Il se fit forger un bras d'argent muni d'un mécanisme, et ses monnaies représentèrent dorénavant une main avec ces mots : « *Altera restat.* » Les deux condottieri rejoignirent à Breda le prince Maurice d'Orange, et l'aidèrent à faire lever par Spinola le siége de Berg-op-Zoom (2 octobre 1622). Ce siége avait duré deux mois[5].

[1] Metz, Toul et Verdun.
[2] Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 219.
[3] Au nord-est de Verdun.
[4] Au nord-est de Charleroi.
[5] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 165; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 134 et suiv.; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I,

Tilly avait reçu de Maximilien l'ordre d'achever la conquête du bas Palatinat, et de prendre possession, au nom de l'Empereur, des places encore occupées par l'ennemi. Les catholiques comme les protestants se défiaient de la politique envahissante de la cour de Madrid; le but du duc de Bavière était d'obliger les Espagnols à quitter le sol allemand, en leur enlevant tout prétexte d'y demeurer. Mais l'armée de la Ligue avait été trop éprouvée par les deux batailles qu'elle avait livrées, pour pouvoir continuer la guerre avant de s'être reposée et reformée. C'est pour cela que Tilly la laissa camper pendant quelque temps à Leimen, au sud de Heidelberg.

L'armée souffrait beaucoup de la famine, le pays ayant été complétement ruiné par l'ennemi; elle recevait à peine du pain, et encore de mauvaise qualité. Les soldats allaient chercher au loin des vivres et du fourrage; les Croates rôdaient jusqu'aux environs du lac de Constance, pillant et maltraitant les malheureux habitants. En vain Tilly demandait-il des approvisionnements au duc de Bavière : les membres de la Ligue, s'imaginant que les victoires de Wimpfen et de Höchst avaient mis fin à la guerre, ne payaient plus leurs contributions, et le duc de Bavière ne voulait pas en supporter seul toutes les charges[1].

Au mois d'août 1622, Tilly se remit en campagne pour achever la conquête du bas Palatinat. Il n'était plus secondé par les Espagnols; mais, d'un autre côté, il n'avait plus à craindre Mansfeld et Halberstadt. Spire se rendit à la première sommation; Germersheim fut pris d'assaut. De là, les troupes bavaroises se répandirent dans les possessions de l'ordre Teutonique pour se procurer des vivres, et commirent toutes sortes d'excès. Elles maltraitaient les catholiques comme les protestants, massacraient quiconque s'opposait à leurs déprédations, dépouillaient les églises, profanaient les hosties consacrées, foulaient aux pieds les statues les plus vénérées. Le duc de Bavière avait beau ordonner à son général de rétablir la discipline, afin de ne pas attirer sur la Ligue la colère divine, Tilly était impuissant à réprimer ces désordres[2].

p. 370 et suiv.; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. VI (IV), p. 508 et suiv.; *Mercure français*, t. VIII, p. 707; VILLERMONT, *Mansfeldt*, t. II, p. 99 et suiv.; VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 221.

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 279 et suiv.

[2] *Id.*, *ibid.*, p. 282.



Au milieu du mois d'août (1622), Tilly envoya au colonel Henri de Merven, commandant de Heidelberg, une sommation de se rendre. Merven refusa ; il comptait sur la forte situation de la ville, sur la bravoure de ses troupes, et sur la promesse de Mansfeld de faire lever le siége. Le général de la Ligue se rapprocha alors de Heidelberg, établit ses quartiers à Weiblingen, à l'ouest de la place, barra le cours du Neckar à Neuenheim et à Ziegelhausen, et incendia tous les moulins qui se trouvaient en dehors de la ville.

Depuis un an les habitants de Heidelberg souffraient, de la part des soldats de la garnison, toutes sortes de mauvais traitements. Merven, originaire de la Frise, guerrier avide et grossier, menaçait de mort à chaque instant les conseillers et les fonctionnaires du Palatin, les traitant, ainsi que les professeurs de l'Université, de misérables scribes, de fripons et de traîtres. Ses soldats avaient perdu toute discipline; sans s'inquiéter de la disette, ils gaspillaient les vivres, battaient les bourgeois chargés de les loger, et les obligeaient à travailler aux retranchements, pendant qu'ils les regardaient faire les bras croisés. Leurs malades, au lieu d'être mis dans les hôpitaux, étaient placés dans les maisons des particuliers, et y répandaient des épidémies. Dans le seul mois de juin, près de mille personnes succombèrent.

Autour de la garnison pullulaient, au grand scandale des habitants, une foule de femmes de mauvaise vie et de valets qu'il fallait aussi nourrir. Merven s'emparait du bétail enlevé par ses troupes dans leurs sorties, et revendait chèrement la viande aux habitants. Il s'enrichissait encore en s'attribuant des vivres pour un nombre de soldats supérieur à celui qu'il avait; le chiffre des passe-volants[1] s'élevait à plus de quatorze cents, plus de la moitié de la garnison. A la fin, l'anarchie fut complète; les soldats abandonnaient leurs postes, les paysans n'osaient plus apporter de provisions, de peur d'être rançonnés; les jardins de la banlieue avaient été dévastés : la famine survint.

Tilly ayant trouvé sans défense le Heiligenberg, qui s'élève sur la rive droite du Neckar et domine la ville et le château, s'en em-

[1] Hommes qu'aux jours de revues les capitaines, afin de toucher une plus forte solde, faisaient figurer dans les rangs de compagnies auxquelles ils n'appartenaient pas.

para, et de là canonna la ville; mais plusieurs combats acharnés lui prouvèrent que la prise de la place de ce côté, où elle était d'ailleurs couverte par le Neckar, serait très-difficile. Il transporta alors l'attaque sur la rive gauche, établit son artillerie au midi, sur le Geissberg et le Königstuhl, qui dominent tout le pays d'alentour, et ouvrit le feu le 4 septembre. Il fit aussi creuser des tranchées et dresser des batteries du côté du sud-ouest. Mais les canons, faute de pièces de bois pour les soutenir, s'enfonçaient dans la boue, et, se trouvant au-dessous des parapets, ne pouvaient pas tirer. Le mauvais temps décourageait les assiégeants et causait des épidémies; leur nombre diminuait de jour en jour.

Le 16 septembre (1622), les Bavarois purent cependant ouvrir le feu de leurs tranchées contre la ville et les remparts; les bastions furent démolis, les toits emportés; quelques boulets atteignirent l'église du Saint-Esprit et y brisèrent le tombeau de l'électeur Louis. Quand l'œuvre de l'artillerie fut jugée suffisante, Tilly donna l'assaut; les bastions de Nargue-Empereur et de Nargue-Bavière furent enlevés après un sanglant combat. Les bourgeois n'aspiraient depuis longtemps qu'à être délivrés du joug de la garnison et des souffrances du siége; ils pressaient le commandant de capituler; mais il était trop tard. Les Bavarois, qui avaient escaladé les murailles, se répandirent dans les rues, pillant les maisons, maltraitant et massacrant les habitants qui cachaient leur avoir. Près de quarante maisons, l'hôpital, le couvent des dominicains, devinrent la proie des flammes. Merven se réfugia dans le château; mais, n'ayant plus d'espoir d'être secouru et craignant une révolte de ses soldats, il demanda et obtint, deux jours après (18 septembre), une capitulation honorable. La garnison sortit au son du tambour, avec armes et bagages, enseignes déployées, mèche allumée, balle à la bouche, et se dirigea sur Francfort. Elle avait perdu pendant le siége cinq cents hommes sur deux mille environ[1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 138 et suiv.; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 197; Schreiber, *Maximilian I*, p. 282; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 318; Opel (*Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 354) raconte que la garnison fut maltraitée par les soldats de Tilly, qui, entre autres, coupèrent des lanières sur le corps des soldats ennemis.



Les archives du Palatin et la célèbre bibliothèque de Heidelberg, qui provenait du pillage de nombreux couvents, formèrent le principal butin du vainqueur; les archives jetaient un grand jour sur les derniers événements. L'Empereur abandonna la bibliothèque au duc de Bavière, et quelque temps après Maximilien la donna au pape Grégoire XV, qui prétendait y avoir droit, parce qu'elle provenait des couvents catholiques. La bibliothèque passa les Alpes à dos de mulet [1].

Après avoir pris Heidelberg, Tilly, sans perdre de temps, marcha contre Mannheim. Le 21 septembre (1622) il en commença le siége. Les fossés, mis à sec par les chaleurs de l'été, y avaient engendré des épidémies; on y manquait de médicaments et de vivres; l'hiver approchait, et l'on n'avait pas de bois. Tilly se trouva bientôt en possession du vieux château d'Eichelstein, dont le Rhin baignait les murailles. Restait la citadelle, qu'il n'espérait pas enlever aussi facilement; mais la disette et les maladies forcèrent le commandant anglais Vere à capituler (3 novembre 1622). Il obtint les mêmes conditions honorables que le commandant de Heidelberg, et conduisit comme lui ses troupes à Francfort. Les théologiens et les desservants protestants furent autorisés à demeurer dans la ville jusqu'à ce qu'ils eussent pu trouver un asile [2].

Frankenthal était encore occupé pour le compte du Palatin; Tilly vint l'assiéger. La garnison et les habitants se défendirent vaillamment contre lui, comme ils l'avaient déjà fait l'année précédente contre Cordova. Par suite de cette résistance et des rigueurs de la saison, Tilly se vit obligé de convertir le siége en blocus; puis, à la demande de l'Infante, qui voulait donner un gage de confiance au roi d'Angleterre, il se retira de devant la place, et vint prendre ses quartiers d'hiver au nord de Francfort, à Assenheim, sur la Nidda, dans le Wetterau.

Ce fut seulement l'année suivante que Cordova et le colonel Pappenheim occupèrent Frankenthal. Le roi d'Angleterre, craignant de ne pouvoir défendre plus longtemps cette place, signa à

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 142, 143; Schreiber, *Maximilian I*, p. 293; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 218. En 1815, Pie VII a fait rendre cette bibliothèque au duc de Bade, héritier du Palatin.

[2] Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 357; Schreiber, *Maximilian I*, p. 283; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 201; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 143.



Londres, au nom de son gendre, le 29 mars 1623, une convention qui portait que Frankenthal serait remis en dépôt entre les mains de l'infante Isabelle pendant dix-huit mois, à charge de la restituer au Palatin si, à cette échéance, la paix générale n'avait pas été signée.

La garnison anglaise quitta en conséquence Frankenthal (25 avril 1623), et tout le bas Palatinat se trouva dès lors conquis. L'Empereur le remit en gage au duc de Bavière, et celui-ci en confia l'administration au doyen du chapitre de la cathédrale de Spire, de Metternich. Il appela ensuite les jésuites à Heidelberg pour rétablir le catholicisme dans le pays. L'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, demanda que les villes du Rhin fussent livrées aux Espagnols; mais Maximilien s'y opposa, de peur d'attirer aussi les Français en Allemagne; il consentit cependant, sur les instances réitérées de l'Empereur, à leur laisser occuper Frankenthal[1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 144, 261, 262; *Mercure français*, t. IX, p. 315, 353; Schreiber, *Maximilian I*, p. 295; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 210; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 520. Tilly avait été créé comte de l'Empire le 18 juillet 1622 (O. Klopp, t. I, p. 159).

CHAPITRE XII

TRANSLATION DE L'ÉLECTORAT PALATIN A LA BAVIÈRE.

1623.

L'Empereur donnera-t-il la dignité électorale palatine à la Bavière? — Précédent de la Saxe sous Charles-Quint; maison de Wittelsbach. — L'Espagne s'oppose à la translation; la France et le Pape l'appuient.

L'Empereur convoque une *diète à Ratisbonne;* il y vient (24 novembre 1622). — Elle s'ouvre (7 janvier 1623). — Discussions relatives à la question de savoir si le Palatin a mérité le bannissement, et qui peut le juger. — Observations de la Saxe sur la réforme catholique en Bohême. — Question de la translation de l'électorat palatin à la Bavière.

Mémoire des agnats du Palatin. — Opposition contre Maximilien; il est défendu par son frère, l'électeur de Cologne. — La diète propose un moyen terme.

L'Empereur ne peut se dégager. Ses dernières concessions aux protestants: il propose que le duc de Bavière ait la dignité électorale viagère, et que les électeurs décident à qui elle reviendra après sa mort et à qui les États du Palatin appartiendront immédiatement. — Les protestants refusent.

***Translation solennelle* de l'électorat palatin au duc de Bavière (25 février 1623). — La diète de Ratisbonne est close (7 mars). — L'électeur de Saxe reconnaît la translation à Schleusingen (mai 1624).**

Résumé de la période palatine.

Les États héréditaires du Palatin avaient été remis en gage à l'électeur de Bavière; il restait à lui conférer la dignité électorale. Maximilien avait vaincu les ennemis de la maison d'Autriche; l'Empereur ne pouvait lui refuser la dignité électorale promise lors du traité de Munich, sans manquer à sa parole et à la reconnaissance, et sans se brouiller avec l'allié le plus puissant qu'il eût en Allemagne. Mais, d'un autre côté, il ne pouvait accomplir sa promesse, sans rompre avec les princes protestants de l'Empire, même avec ceux qui lui étaient demeurés fidèles, comme l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt. Transférer à un prince catholique un électorat appartenant à une maison protestante, c'était modifier profondément la situation de l'Empire. Les protestants, au lieu de trois voix sur sept, n'en auraient plus que deux; ils perdraient ainsi toute espérance de voir jamais ar-



river un de leurs coreligionnaires au trône impérial, et même d'exercer une influence sérieuse sur les élections, et d'écarter un choix qui leur serait trop défavorable. Pour l'administration de l'Empire, le résultat serait encore plus fâcheux. Comme l'électeur de Bohême n'y pouvait participer, son droit étant restreint à l'élection impériale, il y avait eu jusqu'alors équilibre au sein du corps électoral : trois électeurs protestants contre trois électeurs catholiques. Remplacer le Palatin par le duc de Bavière, c'était donner quatre voix aux catholiques en n'en laissant que deux aux protestants ; et, en outre, cette voix était enlevée à l'électeur protestant le plus actif, au chef du calvinisme, pour être donnée au plus zélé et au plus puissant des princes catholiques de l'Allemagne [1].

Il y avait encore une autre difficulté. L'Empereur avait-il pu, de sa propre autorité, mettre au ban de l'Empire un électeur, et le priver à la fois de ses États et de sa dignité? On pouvait invoquer un précédent. Charles-Quint, après la victoire de Mühlberg, remportée sur la ligue de Smalkalde en 1547, avait enlevé la dignité électorale au chef de cette ligue, l'électeur de Saxe Jean-Frédéric, chef de la branche aînée *ernestine,* pour la transférer au duc Maurice, chef de la branche cadette *albertine* de Saxe [2]. Cette translation était même une des causes de la fidélité de l'électeur de Saxe envers l'Empereur, parce que les représentants de la branche dépouillée n'attendaient qu'une occasion favorable pour réclamer et recouvrer leurs anciens droits.

D'autre part, on se rappelait à Munich que la dignité électorale palatine avait été le patrimoine de toute la maison de Wittelsbach. Après le partage de cette maison, en 1294, en deux branches [3],

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 37, 152; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 235 et suiv.; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 69.

[2] RANKE, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, t. IV, p. 406; t. V, p. 25.

[3] Othon de Wittelsbach, l'Illustre, comte palatin du Rhin et comte de Bavière, † 1253.

Louis II, le Sévère, † 1294.	Henri I[er], † 1290 (sans enfants).

Rodolphe le Bègue, † 1319, comte palatin du Rhin. (Tige de branche palatine.)	Louis III, † 1347, duc de Bavière, et empereur d'Allemagne sous le nom de Louis V. (Tige de la branche bavaroise.)

palatine et bavaroise, la voix électorale, d'abord attribuée en commun aux deux branches, dut ensuite appartenir à tour de rôle à chacune d'elles, d'après le traité conclu à Pavie, en 1329, entre l'empereur Louis V de Bavière et son neveu le palatin Rodolphe II; puis l'empereur Charles IV, dans la Bulle d'or (1356), l'accorda exclusivement à la branche palatine, qui était l'aînée. Les ducs de Bavière, lésés dans leurs droits, ne reconnurent pas la Bulle d'or, et soutinrent qu'elle était nulle, parce qu'elle n'avait pas été approuvée par le Pape[1].

Chose à remarquer : la translation de l'électorat palatin à Maximilien rencontra de l'opposition de la part de l'Espagne. Le premier ministre, Olivarès, prétendait continuer la politique de Philippe II, et conserver la prépondérance de l'Espagne en Europe. Il avait peu à redouter de la France, alors affaiblie par la guerre civile. L'Angleterre seule pouvait le contrecarrer, et l'opposition de l'Angleterre était d'autant plus dangereuse que le Parlement ne marchandait pas les subsides au roi Jacques Ier pour faire la guerre à l'Espagne. D'un autre côté, l'Angleterre avait intérêt à ménager l'Espagne, qui pouvait servir sa politique en Allemagne et protéger le Palatin. Ces deux puissances se rapprochèrent: l'Espagne, afin de faire cesser l'hostilité de l'Angleterre, et l'Angleterre, afin d'obtenir l'aide de l'Espagne pour le rétablissement du Palatin. On parla d'un mariage entre le fils aîné du Palatin et une fille de l'Empereur, et de la création d'un huitième électorat. L'Empereur proposa au duc de Bavière de créer en sa faveur ce huitième électorat; Maximilien refusa : il répondit qu'on pourrait le donner au Palatin, qui avait perdu le sien par suite de sa mise au ban de l'Empire. Le roi Jacques Ier, qui voulait avant tout ne pas s'engager dans une guerre, y consentit; mais Frédéric refusa de négocier avant d'avoir été rétabli dans ses titres et dignités. Maximilien fit alors offrir au roi d'Angleterre, par le nonce du Pape à Bruxelles, de restituer tout ce qu'il avait conquis, si on lui remboursait ses frais de guerre, qui s'élevaient à treize millions de florins. Il proposait aussi de faire élever un ou deux des fils du Palatin à Munich, et de conclure un mariage entre les deux familles;

[1] PFEFFEL, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 443, 515, 522; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 153; RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 26.



mais le roi d'Angleterre était dans l'impossibilité de payer treize millions de florins, et il ne voulait pas consentir à ce que ses petits-fils devinssent catholiques[1].

Le duc de Bavière était alors soutenu par la France. Richelieu, qui se proposait d'arracher à l'Espagne et de donner à la France la prépondérance en Europe, ne pouvait y parvenir qu'en diminuant la puissance de la maison de Habsbourg; et le meilleur moyen de diminuer cette puissance, c'était d'abord de séparer l'Angleterre de l'Espagne, et d'obtenir l'alliance de l'Angleterre en faisant épouser au prince de Galles une princesse française; c'était ensuite d'enlever à l'Autriche l'appui de la Ligue. Soutenir contre l'Autriche le duc de Bavière, chef de la Ligue, devait être le but principal de la politique française en Allemagne. De Bangy, l'ambassadeur français à Vienne, reçut l'ordre d'user de toute son influence pour faire obtenir à Maximilien l'investiture de la dignité électorale palatine. Richelieu poursuivait donc deux résultats assez contradictoires : s'allier avec le roi d'Angleterre, et enlever l'électorat à son gendre.

Le Pape, dans cette affaire, était du côté de la France et de la Bavière. Verospi, nonce de Grégoire XV à Vienne, pressait l'Empereur de conférer l'électorat au duc de Bavière, afin d'assurer la majorité au catholicisme dans le collége des électeurs, et d'empêcher qu'un prince protestant pût jamais être élu empereur. Il envoya aussi l'habile capucin Hyacinthe de Casale à Vienne et à Madrid, pour gagner à ce dessein l'Empereur et le roi d'Espagne[2].

Ferdinand hésitait entre l'intérêt de sa dynastie, qui le poussait à favoriser la politique espagnole et à empêcher la Bavière de devenir trop puissante, et l'intérêt de la religion, qui exigeait qu'on fortifiât encore la Bavière, principal appui du catholicisme en Allemagne. Ce fut pour échapper aux sollicitations des puissances étrangères, et peut-être aussi à ses propres incertitudes, que l'Empereur soumit l'affaire à l'examen d'une diète de députation qu'il convoqua à Ratisbonne. Il faut ajouter que la translation de la dignité électorale ne pouvait devenir définitive que par une déclaration publique de l'Empereur dans une diète.

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 283 et suiv.
[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 157.

L'Empereur, accompagné de l'Impératrice, de sa cour, et de tous les ambassadeurs résidant à Vienne, fit son entrée à Ratisbonne, le 24 novembre 1622. Les électeurs de Cologne et de Mayence y arrivèrent le lendemain ; mais la diète ne s'ouvrit que le 7 janvier suivant (1623). Peu de princes y parurent ; la plupart, soit par économie, soit pour se soustraire à des sollicitations, se firent représenter par des ambassadeurs. Il ne vint en personne, du côté des protestants, que le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt[1].

Dans le discours d'ouverture, l'Empereur se plaignit de l'insuccès des diètes précédentes, causé par le refus des protestants de se soumettre à la majorité parce qu'elle était catholique, et encore plus par l'opposition des princes, qui n'avaient pas craint de prendre les armes contre l'Empire et de s'allier avec les puissances étrangères, même avec les Turcs. Le Palatin avait fait plus encore : il s'était emparé du trône de Bohême, et le collége des électeurs ne devait plus souffrir dans son sein un prince qui, par ambition, avait déchaîné sur l'Allemagne une guerre désastreuse. Mais, d'un autre côté, le collége des électeurs ne devait pas demeurer incomplet. Le duc Maximilien de Bavière avait sauvé l'Empire ; il méritait d'être mis en possession de la dignité électorale vacante[2].

Les trois colléges de la diète furent unanimes à reconnaître que le Palatin avait mérité le bannissement ; mais ils blâmèrent Ferdinand de n'avoir pas observé les formes légales, et d'avoir violé sa capitulation d'élection, d'après laquelle un prince de l'Empire devait être entendu avant d'être jugé. Dans la condamnation arbitraire prononcée contre Frédéric, les électeurs voyaient une atteinte portée à leur situation dans l'Empire, et un accroissement inquiétant de l'autorité impériale.

L'ambassadeur saxon fit ensuite des observations pleines d'aigreur contre les violences employées pour ramener la Bohême au catholicisme, et demanda qu'on laissât aux protestants de ce pays le culte évangélique, que Rodolphe II leur avait accordé la faculté de pratiquer. L'électeur de Mayence répondit à l'ambassadeur saxon que tous les princes souverains de l'Empire avaient le

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 161, 166 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 286.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 167.

droit d'imposer leur religion à leurs sujets, et que les princes protestants ne permettaient à aucun de leurs sujets catholiques le libre exercice de leur culte [1].

L'ambassadeur de Brandebourg chercha à excuser le Palatin, en rappelant sa jeunesse et en rejetant la responsabilité de sa rébellion sur ses partisans et sur l'électrice Élisabeth. Il conseilla à l'assemblée de ne pas le punir trop sévèrement, parce que le roi d'Angleterre ne le souffrirait pas. La paix, suivant lui, ne pourrait être rétablie en Allemagne, tant que le Palatin n'aurait pas recouvré ses biens et ses dignités [2].

Les discussions devinrent encore plus orageuses, lorsqu'il fut question de transférer à la Bavière la dignité électorale palatine. Avant l'ouverture de la diète, l'électeur Jean-Georges de Saxe avait déjà protesté contre une translation qui devait augmenter la majorité catholique dans le collége des électeurs. L'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg voyait dans cet acte une menace contre tous les princes. L'ambassadeur d'Espagne faisait aussi tous ses efforts pour empêcher la translation, et demandait que l'électorat palatin fût au moins restitué aux enfants de Frédéric, afin de ne pas s'aliéner l'Angleterre et de ne pas jeter cette puissance dans l'alliance française. On craignait, à Madrid comme à Vienne, que le duc de Bavière, s'il obtenait l'électorat, ne devînt en Allemagne plus puissant que l'Empereur, et Olivarès menaçait, si l'on ne faisait pas la paix avec le Palatin, de rappeler d'Allemagne les troupes espagnoles.

Les comtes Wolfgang-Guillaume de Neubourg et Frédéric de Deux-Ponts-Birkenfeld, tous deux parents du Palatin, soumirent à l'assemblée un mémoire détaillé, dans lequel ils faisaient observer que, si le Palatin perdait sa dignité électorale, cette dignité devait, d'après la Bulle d'or, les lois de l'Empire et celles de la maison de Wittelsbach, revenir aux plus proches agnats de Frédéric [3]. Mais la Bulle d'or prévoyait seulement le cas où une maison

[1] Plus tard, au commencement de 1626, l'électeur de Saxe reconnut le droit qu'avait l'Empereur en Bohême de ramener au catholicisme même les luthériens (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 162).

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 287.

[3] Le palatin de Neubourg avait envoyé à Vienne une consultation de l'université de Louvain (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 169).

d'électeur s'éteindrait, et elle décidait qu'alors l'Empereur pourrait disposer de la dignité électorale avec le concours des autres électeurs ; elle ne contenait aucune disposition pour le cas où un électeur perdrait sa dignité par suite de trahison. Il fallait dès lors suivre le droit commun, et laisser la dignité électorale aux héritiers, qui n'avaient trempé en rien dans la trahison [1].

La question fut examinée séparément dans les colléges des électeurs, des princes et des villes. L'ambassadeur de Saxe déclara qu'enlever l'électorat aux héritiers du Palatin, alors qu'ils étaient innocents, serait une injustice inouïe. Le duc Maurice de Saxe n'avait jadis reçu de Charles-Quint l'électorat qu'après que les fils et les frères de l'électeur banni, Jean-Frédéric, avaient été déclarés déchus de leurs droits avec l'assentiment de la diète impériale. Si l'Empereur pouvait ainsi enlever à son gré les électorats et en disposer, c'en était fait de l'autorité et de la liberté du collége électoral. Au fond, la Saxe ne niait pas que le Palatin dût être privé de son électorat ; elle soutenait seulement que l'Empereur ne pouvait pas le lui enlever sans l'intervention des électeurs [2].

L'opposition contre Maximilien croissait de jour en jour. Les électeurs ecclésiastiques de Mayence et de Trèves hésitaient eux-mêmes ; mais Ferdinand de Cologne prit chaudement la défense de son frère. Il chercha à prouver que, d'après la Bulle d'or et les lois de l'Empire, l'Empereur avait eu le droit de dépouiller un traître de ses possessions et de ses dignités, sans s'inquiéter des fils ou des agnats du coupable. Si l'on faisait grâce au Palatin, après qu'il avait entrepris d'enlever à l'Empereur sa couronne, ruiné toutes les provinces et versé à flots le sang innocent, personne dans l'Empire ne serait plus désormais assuré de conserver sa vie et ses biens. On ne pouvait pas attendre de lui qu'il resterait en paix, même après qu'on lui aurait tout restitué, car, malgré toutes les offres de négociations faites par l'Empereur, il avait persisté avec acharnement dans sa trahison, et chargé Mansfeld de continuer la guerre. Le Palatin ne se soumettrait jamais, et chercherait toujours, avec l'appui des souverains étrangers,

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 288.

[2] RANKE, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, t. IV, p. 317, 406.

jeter la patrie allemande dans l'abîme. L'électeur de Cologne fit observer encore que, si le duc de Bavière n'avait pas mis fin à la révolte de Bohême, l'Empereur n'aurait pas été le seul souverain expulsé de ses États, et que son sort eût été partagé par tous les princes de l'Empire qui n'avaient pas embrassé le parti des rebelles, spécialement par l'électeur de Saxe, que son luthéranisme rigide avait rendu odieux aux calvinistes. En parlant ainsi, l'archevêque de Cologne montrait bien que l'électeur palatin devait être puni, et le duc de Bavière récompensé ; mais il ne prouvait pas que l'Empereur eût eu le droit de punir le premier et de donner une telle récompense au second, sans le concours des électeurs.

Le nonce du Pape, qui jouissait d'une grande autorité auprès des membres catholiques de la diète, et l'ambassadeur de France, soutinrent la cause de la Bavière [1].

Dans le collége des princes et dans celui des villes, les luthériens, comme les calvinistes, protestèrent contre la translation de l'électorat, et réclamèrent le rétablissement complet de Frédéric et de ses héritiers. Les progrès de la Bavière les remplissaient de crainte et de jalousie. Empêcher la prépondérance des catholiques dans le collége électoral était d'ailleurs pour eux une question de vie ou de mort.

Après trois semaines de délibérations, on essaya de prendre un moyen terme : la diète donna à l'Empereur le conseil de faire grâce au Palatin et de lui rendre ses États, s'il se soumettait et faisait amende honorable, et quant à la dignité électorale, de l'attribuer à ses plus proches agnats [2]. Ils l'engagèrent en même temps à adoucir les mesures que ses commissaires prenaient pour rétablir le catholicisme en Bohême et dans la haute Autriche, et à ne pas pousser ses sujets, par des rigueurs excessives, à se révolter de nouveau et à s'allier avec des puissances étrangères, ennemies de l'Allemagne.

Ferdinand était très-embarrassé. Comme il désirait la paix, il aurait traité volontiers avec le Palatin sur les bases que lui indiquait la diète ; ses ministres, l'ambassadeur d'Espagne, l'intérêt dynastique, le lui conseillaient. Mais la mise en gage du

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 288.

[2] Les *agnats* sont les collatéraux qui descendent par mâles d'une même souche masculine. Demander l'attribution aux agnats, c'était écarter les *héritiers siens*, c'est-à-dire les enfants ou descendants en ligne directe.

haut et du bas Palatinat, et la promesse de la dignité électorale palatine qu'il avait faite au duc de Bavière, étaient des obstacles insurmontables. Peut-être aussi ne craignait-il pas de diviser la maison de Wittelsbach, comme Charles-Quint avait divisé celle de Saxe. Il chercha cependant à négocier avec Maximilien. Le duc de Bavière, très-bien informé de ce qui se tramait contre lui, consentit à évacuer les États du Palatin et même à renoncer à la dignité électorale, si l'Empereur lui remboursait les treize millions de florins qu'il avait dépensés dans ses expéditions contre les Bohémiens et le Palatin. Mais l'Empereur était loin de posséder pareille somme, et dans toute l'Europe il n'y avait pas alors de prince qui pût ou voulût lui en faire l'avance. Le duc de Bavière ne l'ignorait pas.

Ferdinand fut donc obligé de persister dans sa politique hostile au Palatin, et il chercha à justifier sa conduite. Il déclara à la diète que, si la guerre le lui avait permis, il aurait réuni tous les princes, ou du moins les électeurs, pour les consulter sur le bannissement de Frédéric; mais qu'il avait le droit, en sa qualité de juge suprême, de mettre au ban de l'Empire un électeur coupable de lèse-majesté, et, comme chef de l'Empire, de disposer des biens et des dignités du banni. Il avait résolu, en conséquence, de donner la dignité électorale au duc de Bavière, qui appartenait, comme Frédéric, à la maison de Wittelsbach. Pour les États, il attendrait, et pourrait les rendre au Palatin s'il se soumettait. Quant aux affaires religieuses de la Bohême et de la haute Autriche, l'Empereur répondit nettement que cette question n'était pas contenue dans sa proposition[1] ; que, du reste, les princes ne pouvaient pas l'empêcher d'exercer chez lui les droits qu'ils exerçaient chez eux. On pouvait se rassurer d'ailleurs : le dessein qu'on lui prêtait d'extirper le protestantisme dans toute l'Allemagne était une invention de ses ennemis; il maintiendrait intacte la paix de religion[2].

Les électeurs ecclésiastiques et les autres membres catholiques de la diète finirent par se rallier à l'Empereur, et comme ils formaient la majorité, ils invitèrent les protestants à se soumettre. Mais les protestants persistèrent à réclamer le complet rétablis-

[1] Le message par lequel il avait ouvert la diète.
[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 289, 291.



sement du Palatin; les ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg menacèrent même de quitter Ratisbonne et de reconstituer l'Union évangélique.

L'Empereur fit une dernière concession pour essayer de les gagner : il proposa de conférer au duc de Bavière la dignité électorale palatine, mais seulement sa vie durant [1]. Il soutenait qu'il en avait le droit, d'après la Bulle d'or et le droit féodal. Quant aux États du Palatin, un congrès d'électeurs déciderait le plus tôt possible à qui ils devraient être remis, et ce même congrès déciderait, en outre, à qui la dignité électorale devrait appartenir après la mort du duc.

Maximilien accepta ces propositions, parce que la promesse faite à Munich n'avait rien stipulé de précis au sujet de l'hérédité de la dignité électorale, et peut-être aussi parce qu'il gardait l'espérance de rendre l'électorat héréditaire dans sa maison. Mais les luthériens comme les calvinistes repoussèrent encore les propositions de l'Empereur, et quittèrent la salle des séances en déclarant qu'ils ne fourniraient rien pour combattre, soit le prince de Transylvanie, soit la Hollande; la guerre de Hollande était, du reste, l'affaire de l'Infante.

Désespérant de rallier les protestants, Ferdinand résolut de ne plus les ménager, et de ne pas différer davantage la translation. Elle eut lieu solennellement le 25 février 1623, dans la grande salle des chevaliers, au rathhaus de Ratisbonne. Les archiducs autrichiens, les princes de Bavière, les électeurs ecclésiastiques, y arrivèrent avec des suites nombreuses. A eux s'étaient joints seulement deux princes protestants, le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt et son fils, le prince héritier Georges; puis les princes évêques de Salzbourg, de Ratisbonne, d'Eichstädt et d'Augsbourg, ainsi que les membres catholiques de la diète, et tous les ambassadeurs étrangers, à l'exception de celui d'Espagne. L'Impératrice, la duchesse de Bavière, la comtesse palatine de Neubourg, et beaucoup d'autres princesses, en grande toilette, prirent place sur des siéges d'honneur.

Ferdinand, entouré de tout l'éclat de la dignité impériale, et précédé du sceptre, de la couronne, du globe et de l'épée, alla

[1] Opel croit qu'après la mort de Maximilien l'électorat devait revenir aux enfants du Palatin (*Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 379).



s'asseoir sur un trône magnifiquement décoré, et fit annoncer à la haute assemblée, par Jean d'Ulm, vice-chancelier de l'Empire, qu'il accordait au duc de Bavière l'investiture de la dignité électorale palatine. Maximilien, dans un brillant costume militaire, s'avança alors vers le trône impérial, accompagné de son frère Albert, landgrave de Leuchtenberg, et de l'archevêque de Salzbourg, tous deux remplissant l'office d'assistants, ainsi que de son grand majordome et chambellan, le prince de Hohenzollern-Sigmaringen, et du grand maréchal de sa cour, comte Egon de Fürstenberg. Il s'agenouilla sur un coussin de velours brodé d'or, et demanda l'investiture avec les formalités d'usage. Le vice-chancelier lui adressa une harangue, et l'Empereur, lui ayant remis le manteau et le chapeau, reçut son serment d'électeur. Maximilien baisa ensuite la main et l'épée de l'Empereur, et remplit sa charge de grand écuyer tranchant, attachée à l'électorat palatin, en offrant, dans le repas qui suivit, le premier plat à l'Empereur, après quoi il fut invité par lui à prendre place au festin.

Les ambassadeurs de Saxe, de Brandebourg et d'Espagne n'assistèrent pas à cette solennité. L'ambassadeur d'Espagne présenta même une sorte de protestation au nom de l'Infante, et donna à entendre que les troupes auxiliaires espagnoles pourraient bien être rappelées.

Il y eut ensuite fêtes sur fêtes à Ratisbonne. C'était justement le temps du carnaval; il y avait, sur toutes les places, de la musique, des danses, des spectacles, des bandes de masques et de jongleurs.

Des courriers portèrent dans toute l'Europe la notification de l'élévation de Maximilien à la dignité électorale. La Saxe, le Branbourg et l'Angleterre refusèrent de le reconnaître.

La joie fut grande à Munich. Le nonce considéra l'investiture de Maximilien comme une grande victoire de la cause catholique en Allemagne. Sur l'ordre du pape Grégoire XV et en sa présence, un *Te Deum* fut chanté à Saint-Pierre, et l'on tira des salves d'artillerie au château Saint-Ange. Les cardinaux firent illuminer la ville de Rome et organiser des fêtes populaires. Dans toute l'Italie, le nouvel électeur était considéré comme le défenseur de l'Église romaine contre les hérétiques d'Allemagne [1].

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II* t. II, p. 173, 174; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 293.



Cependant les ombres ne manquent pas à ce tableau. La translation au duc de Bavière de la dignité électorale palatine brouilla l'électeur de Saxe avec l'Empereur. Jean-Georges écrivit à l'archevêque de Mayence que si les électeurs ne devaient plus être consultés pour de semblables mesures, leur dignité n'aurait bientôt plus aucune valeur. Invité à se rendre à Ratisbonne avant la clôture de la diète, il refusa. Plusieurs princes, le roi de Danemark surtout, le poussaient à résister et à « se réunir à ceux qui avaient renoncé à l'idolâtrie [1] ».

Ferdinand essaya encore une fois de gagner l'électeur de Saxe, en lui envoyant le landgrave de Hesse-Darmstadt pour lui proposer une entrevue; mais l'électeur refusa de s'y rendre, en disant qu'elle ne produirait aucun résultat; il ne pouvait abandonner ses coreligionnaires, ni rien faire d'ailleurs sans le Brandebourg.

Le 7 mars 1623, l'Empereur déclara la diète close, et il assista le 8 avril à une procession solennelle, qui se rendit de la cathédrale de Saint-Wolfgang à l'église de Saint-Emerans. Il partit ensuite pour Prague, pendant que l'Impératrice revenait à Vienne par le Danube. Le séjour de l'Empereur à Ratisbonne avait duré quatre mois et demi [2].

Bien que l'Empereur soutînt qu'il avait eu le droit d'enlever l'électorat au Palatin et de le transférer au duc de Bavière, il n'était pas sans utilité que cette translation fût reconnue par la majorité des électeurs. Elle l'avait été par les trois électeurs ecclésiastiques; mais des trois électeurs laïques, l'un était précisément l'électeur palatin dépossédé, et les deux autres, les électeurs de Saxe et de Brandebourg, refusaient de reconnaître la translation. Les électeurs de Mayence et de Cologne firent de nouvelles démarches pour essayer de les gagner. L'électeur de Saxe se montra disposé à accepter la translation, à la condition que la dignité électorale reviendrait aux enfants du Palatin, après la mort de Maximilien : il craignait, comme plusieurs princes protestants, que l'exclusion

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 176.

[2] *Id.*, *ibid.*, t. II, p. 178. Ce fut aussi à Ratisbonne que Ferdinand, par arrêt du 1er avril 1623, adjugea tout le comté de Marbourg au landgrave Louis de Hesse-Darmstadt, au détriment de Maurice de Hesse-Cassel, qui perdit ainsi sa moitié (*Art de vérifier les dates*, t. III, p. 373 et suiv.). A Prague, l'Empereur accorda une expectative au duc de Neubourg sur la dignité électorale palatine (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 178).

des enfants du Palatin n'amenât une réversion au profit de l'Empereur. On convint qu'une conférence aurait lieu au mois de mai 1624 entre les électeurs de Saxe et de Mayence[1]. Celui de Saxe, Jean-Georges, fixa pour cela Schleusingen, petite ville du Henneberg[2], et celui de Mayence, Jean Schweickhardt, s'y rendit malgré son grand âge. Tilly y vint également, au nom de l'électeur de Bavière, ainsi que plusieurs princes, entre autres le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt. Ce dernier assista seul aux entretiens des deux électeurs.

L'électeur de Saxe résista d'abord : il parla des prérogatives du collége électoral qui avait été violées, des droits des enfants et des agnats du Palatin, des persécutions exercées contre les luthériens de Bohême. L'électeur de Mayence finit cependant par le gagner, en feignant d'admettre la justesse de ses plaintes et en lui montrant que la paix et le repos de l'Allemagne étaient entre ses mains. Le quatrième jour, Jean-Georges reconnut purement et simplement le duc de Bavière comme électeur sa vie durant, sans y mettre aucune condition[3]. La translation fut ainsi acceptée par la majorité du collége électoral. L'Empereur récompensa Jean-Georges de son adhésion, en lui accordant le titre d'*Altesse* et de *Dilection*, et en supprimant, dans les pièces de la chancellerie impériale qui lui seraient adressées dorénavant, cette formule : « Sur l'ordre de Sa Majesté. »

De Schleusingen, l'électeur de Mayence vint à Nürenberg, où il avait invité Maximilien à se rendre ; et, après que celui-ci eut prêté le serment électoral, il le déclara admis dans le collége des électeurs. Une lettre de félicitation, adressée par l'électeur de Saxe au duc de Bavière (24 août 1624), confirma tout ce qui s'était passé[4].

Deux ans après (1626), Wallenstein, à la tête de son armée, obligea l'électeur de Brandebourg à reconnaître cette même translation[5].

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 285; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 353.

[2] A l'est de Meiningen.

[3] Il semble cependant que cette reconnaissance ne devint complète qu'en 1635, par le traité de Prague.

[4] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 354; *Mercure français*, t. X, p. 301, 302; G. Droysen, *Gustaf-Adolf*, t. I, p. 198.

[5] Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 290.

La translation de la dignité électorale palatine au duc Maximilien de Bavière peut être considérée comme le dernier acte du drame qui s'ouvre par la défénestration de Prague. Les Bohémiens, entraînés par des meneurs, ont déposé leur roi Ferdinand; ils l'ont assiégé deux fois dans Vienne sa capitale; ils se sont alliés contre lui avec les deux plus grands ennemis de la maison de Habsbourg, l'électeur palatin Frédéric, chef des calvinistes d'Allemagne, et le prince de Transylvanie, Bethlen, le protégé du Sultan. Frédéric V s'empare de la couronne de Bohême, et Bethlen de celle de Hongrie. Ferdinand perd ainsi deux royaumes. Mais il est le chef de la maison de Habsbourg, et c'est à ce titre qu'il est élu empereur. L'usurpation de Frédéric V est une attaque contre le droit de tous les souverains, contre la paix publique et la constitution de l'Empire; le triomphe du calvinisme en Bohême, une atteinte à la paix d'Augsbourg, qui ne reconnaît d'existence légale qu'aux catholiques et aux luthériens, une menace pour le catholicisme et le luthéranisme, car le calvinisme cherche non la tolérance, mais la domination.

La plupart des princes de l'Europe et de l'Empire s'efforcent d'arrêter le Palatin dans sa folle entreprise : ils échouent. Cependant l'Empereur est incapable de recouvrer seul ses États. Deux princes viennent à son secours : le duc de Bavière, chef des catholiques, et l'électeur de Saxe, chef des luthériens. Abandonné par l'Union protestante en vertu du traité d'Ulm, excité, puis laissé sans secours par les Hollandais, qui ne songent qu'à éloigner d'eux la guerre, le Palatin est vaincu par les Austro-Bavarois à la bataille de la Montagne-Blanche. Pendant ce temps, l'électeur de Saxe soumet la Lusace et la Silésie, pays annexés à la Bohême, et les Espagnols, sous la conduite de Spinola, s'emparent du bas Palatinat. Le Palatin perd ainsi non-seulement la couronne de Bohême, mais encore une partie de ses États héréditaires. Bethlen, plus avisé que lui, traite à temps à Nikolsbourg, et, en renonçant à la couronne de Hongrie, obtient de bonnes conditions.

La répression est terrible en Bohême, relativement douce dans les pays annexés. Le calvinisme est proscrit. Cependant, comme le Palatin refuse de déposer la couronne de Bohême, l'Empereur le met au ban de l'Empire et charge le duc de Bavière de lui enlever le haut Palatinat. Ce n'est pas gratuitement que la Saxe et la Bavière ont aidé l'Empereur; Ferdinand doit leur

rembourser les frais de guerre, et il leur remet en gage : à la Saxe, la Lusace ; à la Bavière, la haute Autriche.

La révolte de Bohême est complétement apaisée ; l'Union protestante, effrayée, s'est dissoute ; mais deux condottieri, Mansfeld et Christian d'Halberstadt, lèvent des troupes, et la lutte, qui éclate sur les bords du Rhin, prend un nouveau caractère. Les idées de droit, de liberté, s'affaiblissent de plus en plus. La guerre devient une entreprise pour se procurer du butin au détriment des souverains ecclésiastiques ou de leurs partisans. Mansfeld offre de se vendre à l'Empereur. On convient du prix, des conditions ; mais l'amour de l'indépendance l'emporte : il se range parmi ses ennemis et ravage les évêchés des bords du Rhin. Christian d'Halberstadt n'obéit pas à de plus nobles sentiments ; les sollicitations, les remontrances de sa famille ne peuvent le retenir ; il abandonne sa charge d'administrateur pour piller les évêchés de Westphalie.

Cependant il faut un prétexte à Mansfeld et à Christian pour enrôler des troupes et pour piller : ils embrassent le parti du Palatin. Frédéric croit que ses deux nouveaux alliés vont lui rendre ses États héréditaires et la couronne de Bohême. De la Hollande, où il s'est réfugié, il accourt au camp de Mansfeld et passe le Rhin avec lui. Il trouve là un troisième allié, le margrave de Bade-Durlach, qui depuis longtemps se prépare à la guerre et songe à agrandir ses États. Halberstadt est encore loin. Le Palatin et ses deux compagnons tiennent conseil ; ils ne peuvent s'entendre : Mansfeld, le plus capable, voudrait commander, mais le margrave refuse de lui obéir : on se sépare.

Le margrave, resté seul, ne craint pas de se mesurer avec Tilly, le général de la Ligue, le vainqueur des Bohémiens à la Montagne-Blanche, le conquérant du haut Palatinat. Il est complétement battu à Wimpfen. Tilly a encore deux adversaires : Mansfeld et Halberstadt. Il marche d'abord contre Mansfeld, mais celui-ci lui échappe en passant sur la rive gauche du Rhin ; il marche alors contre Halberstadt, l'attaque et le bat à Höchst.

Mansfeld s'éloigne prudemment ; Halberstadt le rejoint avec les débris de ses troupes. Tous deux se mettent alors au service de la Hollande, et vont aider Maurice d'Orange à faire lever par Spinola le siége de Berg-op-Zoom. Le Palatin, sans argent, sans troupes, se réfugie chez son oncle le duc de Bouillon, pendant que Tilly achève la conquête de ses États héréditaires en prenant Heidel-



berg, et que l'Empereur donne au duc Maximilien de Bavière sa dignité électorale.

La défaite du Palatin et du calvinisme est complète; l'Empereur triomphe; mais il a soulevé les défiances des luthériens en occupant les États du Palatin, et surtout en donnant la dignité électorale à un prince catholique. Le Palatin, par sa révolte contre l'Empereur, par son usurpation de la couronne de Bohême, avait mérité d'être mis au ban de l'Empire et de perdre ses États; mais l'Empereur n'avait pas le droit de prononcer ce bannissement et de conférer la dignité électorale, seul et sans le concours du collége des électeurs.

On peut soutenir qu'il n'en était pas de même pour les États de l'électeur. Le Palatin ayant déclaré la guerre à l'Empereur en envahissant son royaume de Bohême, l'Empereur avait de son côté le droit d'envahir les États du Palatin, d'en faire la conquête, et d'en disposer en faveur de son principal allié le duc de Bavière. « Le Palatin, dit Richelieu, fut, au jugement de beaucoup de personnes dépouillées de passion, justement privé de ses États pour en avoir voulu trop injustement envahir d'autres[1]. »

Quoi qu'il en soit, la conquête des États héréditaires du Palatin, et la translation de sa dignité à la Bavière, devinrent une des principales causes ou plutôt un des principaux prétextes de la continuation de la guerre. Les électeurs ratifièrent, il est vrai, la translation, mais ils y furent plus ou moins forcés.

Si l'on considère la conduite des autres puissances de l'Europe à l'égard de l'Allemagne pendant cette période, on y voit que l'Angleterre et la Hollande ont soutenu assez froidement le Palatin, que l'Espagne a aidé l'Autriche, et que la France, malgré sa neutralité, s'est montrée plus favorable à l'Empereur qu'à ses adversaires. Mais le rôle de la France va changer.

[1] RICHELIEU, *Mémoires*, t. I, p. 89.



HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

LIVRE SECOND

PÉRIODE DANOISE

1623-1630

CHAPITRE PREMIER

CAMPAGNE DE WESTPHALIE;

MANSFELD ET HALBERSTADT, BATAILLE DE STADTLOHN,

COMBAT DE FRIESOYTHE. — BETHLEN GABOR.

1623.

Mansfeld et Halberstadt reviennent en Allemagne. — Mansfeld ravage la Frise orientale et l'Oldenbourg (octobre 1622); il négocie avec l'Infante, traite avec la France, la Savoie et Venise (février 1623). — Halberstadt enrôle une armée à Rinteln malgré ses parents (février 1623). Frédéric-Ulrich le prend à son service (13 mars 1623).

Traité-armistice de Londres (11 mai 1623) entre Jacques I[er] et l'Infante. — L'électeur de Bavière ordonne à Tilly d'attaquer Halberstadt. — Situation fâcheuse de l'armée bavaroise. — Réunion de la Ligue à *Ratisbonne* et à *Straubing*. — Circulaire de Maximilien; bref du Pape. — Tilly propose d'attaquer la Hollande; Maximilien refuse. — Traité de neutralité entre l'Infante et la basse Saxe (1623).

Plan de guerre. — Tilly quitte ses quartiers d'Assenheim (27 mai 1623), entre dans la Hesse-Cassel, arrive à Hersfeld (5 juin).

Halberstadt ne peut obtenir de la Saxe et du Brandebourg l'autorisation de passer en Bohême. — A la demande de Tilly, le cercle de basse Saxe tient une *diète à Lünebourg* (8 juillet), et prie Halberstadt de déposer les

armes (20 juillet); il refuse, se démet de son évêché (21 juillet), traverse le Weser à Hameln (25 juillet). — Tilly le poursuit, passe le Weser près d'Höxter (30 juillet), et le bat à *Stadtlohn* (6 août 1623).

Tilly se tourne contre Mansfeld, qui se replie de Meppen sur Leer et offre de négocier. — Tilly occupe Meppen (septembre 1623), va à Wardenbourg, laisse Anholt à Warendorf et revient à Hersfeld (29 octobre 1623). — Mansfeld, affamé, essaye de sortir de la Frise orientale; son avant-garde est enlevée à *Friesoythe* par Anholt (24 décembre 1623). — Mansfeld licencie le reste de ses troupes et part pour l'Angleterre (11 mars 1624).

Halberstadt, qui a levé une nouvelle armée en Westphalie, se retire en Hollande.

Hongrie. — *Bethlen* trahit de nouveau l'Empereur. — Mariage de Ferdinand II avec Éléonore de Mantoue. — La nouvelle impératrice est couronnée à Œdenbourg (26 juillet 1622). — Bethlen envahit la Hongrie (14 août 1623), menace Prague et Vienne. — Abandonné par les Turcs, il se retire (20 novembre 1623) et *signe le traité de Vienne* (8 mai 1624).

Après avoir aidé Maurice d'Orange à faire lever par Spinola le siége de Berg-op-Zoom, Mansfeld et Halberstadt rentrèrent en Allemagne (octobre 1623). Les Hollandais leur avaient donné congé en apparence ; mais ils les soutenaient en secret, afin que, en continuant la guerre en Allemagne, ils empêchassent l'Empereur de venir au secours de l'Espagne en Hollande [1].

Mansfeld traversa l'évêché de Münster [2], et se jeta sur la Frise orientale. Ce pays appartenait cependant à un luthérien, le comte Enno ; mais celui-ci se montrait favorable à l'Empereur, et les Hollandais craignaient même qu'il ne livrât aux Espagnols les bouches de l'Ems. La Frise offrait d'ailleurs l'inappréciable avantage de n'avoir pas encore été ruinée par la guerre.

Ce pays riche et fertile eût pu nourrir longtemps l'armée de Mansfeld ; mais il semblait que les soldats fussent pressés de tout détruire. Au milieu de leurs orgies, ils brisaient tout ce qui leur tombait sous la main, lançaient le beurre et le fromage contre les murailles ou par les fenêtres, et souillaient ce qui restait ; ils exigeaient qu'on leur servît, sur des plats, de l'argent en guise de mets, et emportaient le linge ; ils vendaient les bestiaux hors du pays, brûlaient la paille et employaient, comme litière, du blé non battu. Le pays fut accablé de contributions énormes; les

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 166.
[2] Cet évêché appartenait alors à l'archevêque de Cologne.

violences contre les personnes dépassèrent tout ce qu'on peut imaginer [1].

Après la Frise orientale, Mansfeld ravagea l'Oldenbourg, quoiqu'il eût promis au comte Anton Günther d'épargner ses États.

Les princes de basse Saxe, craignant d'être attaqués à leur tour, lui envoyèrent demander (février 1623) s'il avait l'intention d'envahir leur cercle. Mansfeld répondit que non; ils n'en levèrent pas moins une armée de dix mille hommes, pour être à même de lui résister, et en donnèrent le commandement au duc Georges de Lünebourg-Celle [2].

Quelles étaient les intentions de Mansfeld? Il est assez difficile de le savoir. Au fond, cherchant toujours à se faire une principauté, il eut sans doute un instant l'idée de devenir le souverain de la Frise orientale [3]; mais ses projets variaient à chaque instant. Au mois de décembre 1622, il avait encore offert à l'Infante, à Bruxelles, de passer au service de l'Espagne, de lui livrer Emden et plusieurs autres places de la Frise orientale, de lui créer un port militaire dans le golfe de Jahde, et même de la mettre en possession des bouches de l'Elbe et du Weser, si on le laissait à la tête de son armée, si on lui fournissait de l'argent, enfin si on lui conférait le titre de grand d'Espagne avec le collier de la Toison d'or. L'Infante paraît avoir ajouté foi à ces propositions; mais Mansfeld ne songeait probablement pas à rien conclure avec elle, car au mois de février suivant (1623) il signa avec la France, la Savoie et Venise, un traité par lequel ces puissances et lui s'engageaient à faire la guerre à l'Empereur et à l'Espagne, pour rétablir en Allemagne la liberté des princes et des États. Les Français lui envoyèrent six mille hommes [4].

Pendant que Mansfeld ravageait la Frise orientale et l'Olden-

[1] VILLERMONT, *Mansfeldt*, t. II, p. 124; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 174. Gustave-Adolphe, parent du duc Enno de Frise, se plaignit inutilement de ces ravages auprès des Hollandais, alliés de Mansfeld (VILLERMONT, *Mansfeldt*, t. II, p. 131). Villermont (*Mansfeldt*, t. II, p. 124) raconte qu'un de leurs plus grands plaisirs consistait à approcher des hommes obèses des brasiers ardents, pour voir la graisse leur couler sur le corps, et à les rôtir jusqu'à ce que mort s'ensuivît.

[2] Le plus jeune frère du duc Christian de Celle.

[3] O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 172.

[4] *Id.*, *ibid.*, t. I, p. 172 et suiv.; OPEL, *Der niedersächsischdänische Krieg*, t. I, p. 488.



bourg, Christian d'Halberstadt s'emparait (3-4 février 1623) de la place de Rinteln[1], située sur le Weser, non loin de la frontière du cercle de basse Saxe; il la fortifia, y établit une tête de pont, et passa l'hiver de 1622 à 1623 à renforcer son armée. Il se proposait de former comme un centre, auquel les princes du nord de l'Allemagne se rallieraient pour combattre les catholiques. Il finit par s'emparer de toutes les villes qui possédaient des ponts sur le fleuve, et put dès lors empêcher Tilly de le traverser[2].

Cependant sa mère Élisabeth et son frère Frédéric-Ulrich mettaient tout en œuvre pour qu'il abandonnât ses enrôlements: ils échouèrent. Frédéric-Ulrich pensa alors qu'il n'y avait plus qu'un expédient à employer : c'était qu'Halberstadt se mit au service du cercle de basse Saxe, pour le défendre contre Mansfeld; mais le duc Georges de Lunebourg-Celle, qui commandait les troupes du cercle et était favorable à l'Empereur, refusa. Frédéric-Ulrich prit alors son frère à son service pour trois mois (13 mars 1623); Christian d'Halberstadt promit de se séparer de Mansfeld, de défendre le cercle, et de demeurer fidèle à l'Empereur[3].

Pendant ce temps, plusieurs des belligérants négociaient pour arriver à une paix générale. Le roi d'Angleterre, par suite d'une convention signée à Londres le 29 mars 1623, remit, le 25 avril 1623, Frankenthal en séquestre pour dix-huit mois entre les mains des Espagnols. Le 1er-11 mai suivant, un traité de suspension d'armes générale pour quinze mois fut également signé à Londres entre le roi d'Angleterre, tant en son nom qu'au nom de son gendre le Palatin et de ses partisans, d'un côté, et, de l'autre, l'infante Isabelle, archiduchesse d'Autriche, au nom de l'empereur Ferdinand II et de Philippe IV, roi d'Espagne. Mais ni le traité, ni la suspension d'armes n'aboutirent à la paix[4].

1 Au nord-est de Paderborn.

2 OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 405; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 180; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 273.

3 OPEL, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 406; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 176; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 285.

4 RICHELIEU, *Mémoires*, t. II, p. 279; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 261; *Mercure français*, t. IX, p. 315, 338.

L'Infante devait rendre Frankenthal au roi d'Angleterre, si la paix n'était pas conclue dans le délai de dix-huit mois. La paix n'ayant pas été

Halberstadt n'avait voulu que gagner du temps. Quelques mois après, l'Empereur apprit qu'il se proposait d'entrer en Bohême, à la tête de quinze mille hommes[1].

Informé de ce qui se passait, l'électeur de Bavière donna ordre à Tilly de l'attaquer; mais Tilly se trouvait à peu près hors d'état de rien faire. L'armée de la Ligue n'aspirait qu'à quitter ses quartiers d'Assenheim, où elle ne pouvait plus se nourrir; tous les pays environnants avaient été complétement ruinés par la guerre; un grand nombre de villages étaient réduits en cendres, et les champs n'avaient pu être labourés faute d'habitants et de chevaux. Mais, pour quitter ces quartiers, il fallait de l'argent, et Tilly en manquait; il avait beau en demander d'une manière de plus en plus pressante, il ne recevait rien. L'argent dépensé pour l'entretien de l'armée allait à l'étranger, et, l'industrie comme l'agriculture dépérissant à l'intérieur, il devenait impossible de s'en procurer de nouveau contre des produits et des marchandises. Pendant que les protestants se renforçaient sur le Weser, l'armée catholique se dissolvait[2].

Dans l'espoir d'obtenir quelques ressources, Maximilien invita les membres de la Ligue à conférer avec lui à Ratisbonne (1623). Il y fut décidé que l'armée serait élevée au nombre de vingt-quatre mille hommes, et que le directoire du Rhin payerait soixante-dix mille florins par mois, et celui de la haute Allemagne quatre-vingt-cinq mille. Une autre réunion eut lieu à Straubing (1623), pour aviser aux moyens de se procurer de l'argent. On était d'accord qu'il valait mieux faire de nouveaux sacrifices que de s'exposer à voir compromettre tous les résultats déjà obtenus. Mais, en attendant, les contributions promises à Ratisbonne n'étaient pas payées; et, tandis que Maximilien faisait encore des avances considérables, empruntait même de l'argent à un taux

conclue, le Roi s'adressa à l'Infante, et lui demanda, à la fin de l'année 1624, à être remis en possession de Frankenthal. Mais, l'Angleterre ayant rompu avec l'Empereur dans l'intervalle, l'Infante répondit qu'il n'était plus en son pouvoir d'exécuter sa promesse, et que l'affaire, d'ailleurs, regardait l'Espagne (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 358). Voir ci-dessus, p. 313.

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 276; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 301.

[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 296 et suiv.

élevé pour entretenir l'armée, la Ligue, de janvier à mai, n'avait pas seulement payé la valeur d'un mois de solde [1].

Maximilien essaya de tirer ses alliés de leur torpeur, en leur représentant, dans une circulaire conçue en termes très-vifs, les dangers qui les menaçaient. Si les soldats de Tilly ne recevaient pas leur solde, il était à craindre qu'ils n'abandonnassent les catholiques pour entrer au service des protestants. Personne n'avait fait autant de sacrifices que lui; il ne pouvait les continuer seul; s'il n'était pas secondé, il se retirerait de la Ligue, pour ne plus songer qu'au salut de ses propres États.

Cette circulaire produisit peu d'effet. L'évêque d'Eichstädt envoya sa vaisselle d'or et d'argent ; celui de Würtzbourg paya soixante mille florins ; mais les autres déclarèrent qu'ils ne pouvaient rien donner. L'électeur de Mayence se récria sur la direction imprimée à la guerre; il craignait qu'en s'éloignant vers le nord, Tilly n'abandonnât à l'ennemi les évêchés du Rhin. Au fond, les princes ecclésiastiques désiraient que Tilly protégeât leurs États, sans les occuper et sans qu'il leur en coûtât rien. Maximilien obtint cependant du pape Urbain VIII un bref qui obligeait le clergé allemand à lui payer le dixième de ses revenus pour subvenir aux frais de la guerre [2].

Il fallait se décider à agir. L'Empereur ayant appelé Tilly à Ratisbonne (février 1623) pour concerter avec lui le plan de la prochaine campagne, le général conseilla de porter la guerre en Hollande, parce que c'était de ce pays que les princes protestants, et en particulier Mansfeld et Halberstadt, tiraient leurs principales ressources. Ferdinand eût volontiers suivi ce conseil, et Ognate l'y poussait afin d'aider l'Espagne dans la guerre qu'elle venait de recommencer; mais l'électeur de Bavière s'y opposa. Une guerre contre les États généraux [3] ne profiterait, suivant lui, qu'à l'Espagne, menacerait constamment les États de son frère, l'électeur de Cologne, ceux des autres membres de la Ligue, et s'éterniserait comme par le passé. Maximilien était en outre persuadé que les Espagnols arrêteraient, à la première occasion, les succès

[1] L'entretien des vingt-quatre mille hommes coûtait quatre cent cinquante mille florins par mois.

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 295, 300. Maximilien chargea l'évêque d'Augsbourg de recevoir cette dîme (Schreiber, *Maximilian I*, p. 301).

[3] C'est le nom qu'on donnait alors à la Hollande.

des catholiques, pour plaire à l'Angleterre dont ils recherchaient l'alliance. Il rappelait, d'ailleurs, que la Ligue avait été fondée uniquement pour défendre le catholicisme et l'Empire, et non pour faire la guerre hors de l'Allemagne et au profit d'étrangers.

L'électeur de Bavière était d'accord sur ce point avec les membres de la Ligue. Tous pensaient qu'en soutenant l'Espagne contre la Hollande, on s'aliénerait le parlement anglais, la France et la Suède, qui tenaient à ce que l'Espagne ne recouvrât pas son ancienne prépondérance; et la Ligue devait éviter d'autant plus de s'engager dans une guerre européenne, qu'elle avait déjà beaucoup de peine à payer les subsides votés par elle pour faire face à une guerre plus restreinte. On proposa seulement à l'Empereur d'inviter, d'une part, les Hollandais à rompre avec Mansfeld, et, d'autre part, le cercle de basse Saxe à ne pas s'allier avec lui. L'Empereur dut renoncer à faire la guerre aux Hollandais.

L'Infante, qui gouvernait les Pays-Bas pour l'Espagne, ne pouvant obtenir l'appui de la Ligue, conclut à Bruxelles, avec le cercle de basse Saxe, un traité de neutralité (1623). Elle pensait par là se mettre à l'abri des ravages de Mansfeld et d'Halberstadt, et pouvoir employer contre la Hollande toutes les forces espagnoles; le cercle de basse Saxe, de son côté, espérait priver la Ligue du secours de l'Espagne [1].

La guerre étant sur le point de recommencer entre les catholiques et les protestants, Tilly tint conseil à Aschaffenbourg avec les électeurs de Mayence et de Cologne. On convint qu'il conduirait d'abord son armée à Hersfeld, sur la Fulda, dans la Hesse-Cassel, pour de là poursuivre Halberstadt, soit dans le haut Palatinat, soit en Westphalie; et que, pendant ce temps, Anholt tiendrait Mansfeld en échec dans la Frise orientale, sauf à se replier sur Tilly s'il se trouvait trop faible.

Le plan de campagne ainsi convenu, Tilly quitta son quartier général d'Assenheim, le 27 mai 1623, à la tête de quinze mille hommes, dont quatre mille cavaliers, et se disposa à entrer dans la Hesse-Cassel. Le landgrave essaya de détourner l'orage en se déclarant neutre; mais Tilly repoussa cette neutralité et le somma

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 294 et suiv., 315; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 171; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 266.



d'obéir à l'Empereur. Tilly lui demandait en même temps de le faire accompagner dans ses États par des commissaires, conformément à la constitution de l'Empire; mais au lieu de commissaires, le landgrave envoya des milices pour lui barrer le chemin [1].

La Hesse-Cassel n'approuvait pas la rébellion de son souverain et lui refusait des subsides; les milices, de leur côté, au lieu de résister, se laissèrent facilement persuader de retourner chez elles, et le 5 juin Tilly arriva à Hersfeld [2].

Après avoir rallié Bernard de Weimar, Halberstadt se trouva, à Nordheim, à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes avec vingt-quatre canons. Il se proposait de gagner les pays de la couronne de Bohême et de rejoindre Bethlen; mais il lui fallait pour cela traverser soit la Saxe, soit le Brandebourg. Pour en obtenir l'autorisation, il envoya le chevalier de Steinbach à Dresde, et le jeune comte de Thurn à Berlin. Tous deux échouèrent. Steinbach ayant parlé avec mépris de l'Empereur, l'électeur de Saxe, indigné, le souffleta, et le jeune comte de Thurn n'obtint de l'électeur du Brandebourg qu'un refus. Halberstadt songea alors à se réunir à Mansfeld [3].

Tilly avait reçu de Ferdinand II plein pouvoir pour négocier. Il pria les princes du cercle de la basse Saxe de décider Halberstadt à déposer les armes, et leur promit que le cercle n'aurait rien à craindre si ce prince se soumettait. Réunis en une diète à Lünebourg (8 juillet 1623), ils l'invitèrent en effet à licencier ses troupes; mais, au lieu de les écouter, Halberstadt se mit à ravager l'Eichsfeld, qui appartenait à l'électeur de Mayence. Tilly alors entra dans le cercle de la basse Saxe. Les princes firent une dernière tentative auprès de Christian; ils lui envoyèrent des ambassadeurs à Plesse [4] (20 juillet), pour lui donner le choix entre licencier son armée,

[1] La haine du landgrave de Hesse-Cassel avait été encore accrue par l'attribution que l'Empereur venait de faire de Marbourg à Louis de Hesse-Darmstadt. En prenant possession de Marbourg (1624), le landgrave de Hesse-Darmstadt y remplaça l'université calviniste par l'université luthérienne de Giessen (*Mercure français*, t. X, p. 305).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 287; Schreiber, *Maximilian I*, p. 296, 301; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 99, 181 et suiv.

[3] Schreiber, *Maximilian I*, p. 290, 305; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 443, 533; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 193.

[4] Au nord et non loin de Göttingue.

ou la faire sortir du cercle dans le délai de trois jours, sinon ils se réuniraient à Tilly : Halberstadt répondit qu'il allait faire sortir son armée non-seulement du cercle, mais de l'Empire, et se mettre au service d'un prince étranger [1]. Le 22 juillet, il se démit de l'évêché d'Halberstadt et de ses autres bénéfices ecclésiastiques en faveur du prince danois Frédéric [2], pour ne plus rien devoir, disait-il, qu'à son épée, et vraisemblablement aussi pour gagner le roi de Danemark à sa cause. Il passa le Weser à Hameln (25 juillet), pilla Osnabrück, et traversa ensuite l'évêché de Münster.

Tilly, qui s'était mis aussitôt à sa poursuite, le serrait de près; il avait hâte de l'attaquer avant son entrée en Hollande, car Maximilien lui avait défendu d'envahir ce pays. L'armée bavaroise passa le Weser près d'Höxter (30 juillet), l'infanterie et l'artillerie sur un pont de bateaux, et la cavalerie à gué. Le général de la Ligue avait ordonné à Anholt, qui se trouvait alors sur les bords de la Lippe, de venir le rejoindre par Münster. Le 5 août, de bon matin, les troupes de la Ligue passèrent l'Ems au nord de Münster, et rallièrent Anholt à la tombée de la nuit, près de la ville de Steinfurt sur l'Aa [3]. Tilly, ayant toute son armée sous la main, atteignit l'arrière-garde d'Halberstadt. Le colonel marquis de Grana, qui commandait l'avant-garde catholique, se jeta aussitôt sur l'ennemi et lui livra un combat qui dura jusqu'à nuit close; les Bavarois bivaquèrent en plein air, mangèrent et burent à la hâte, et repartirent vers minuit.

Au point du jour, le 6 août 1623, les Bavarois trouvèrent les Brunswickois rangés en bataille, au nombre de vingt-cinq mille hommes, près de la petite ville d'Aahaus; Halberstadt, pressé trop vivement, avait dû s'arrêter et faire volte-face.

Tilly, heureux de pouvoir enfin saisir son adversaire, rangea son armée en bataille; elle comptait vingt et un mille hommes. Il parcourut tous les rangs, rappelant à ses soldats leurs victoires de Prague, de Wimpfen et de Höchst; ils répondirent à leur général par de joyeux hourras. Suivant l'usage, il mit l'infanterie au

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 277; Schreiber, *Maximilian I*, p. 307; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 193.

[2] Le 18 juillet, à Lemgo, d'après Opel (*Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 539).

[3] Au nord-ouest de Münster.

centre et la cavalerie sur les ailes. Les vingt pièces de gros calibre qui composaient son artillerie, placées sur le front, concentrèrent leurs feux sur les colonnes serrées d'infanterie qui formaient le centre de l'ennemi. Christian d'Halberstadt, voyant ses troupes ébranlées par cette canonnade, fit continuer la retraite, pour éviter une déroute. Les chemins étaient mauvais, le pays couvert de bruyères; un large défilé s'ouvrait à l'ouest et conduisait à Stadtlohn, petite ville située sur le Berkel, qui coule de l'est à l'ouest, à peu de distance des frontières de Hollande : il s'y engagea. Son arrière-garde était commandée par le major général Kniphausen; Tilly envoya contre elle Pappenheim avec son régiment de cuirassiers. Après un sanglant combat, Pappenheim perça les lignes de Kniphausen et les dispersa.

Arrivé à Stadtlohn, le duc, n'ayant pas eu le temps de franchir le Berkel, s'arrêta pour la seconde fois. Il fit occuper la ville à la hâte, et jeter un pont de bateaux dont il défendit l'accès avec toute son artillerie. Il adossa à la tête du pont son aile droite composée d'infanterie; sa cavalerie, environ cinq régiments, formait l'aile gauche.

Tilly eut à peine reconnu la situation, qu'il ordonna au feld-maréchal-lieutenant Anholt, qui commandait l'aile gauche, de se borner à escarmoucher contre l'aile droite brunswickoise, le point le plus fort de l'ennemi, tandis qu'il attaquerait lui-même le centre avec trois colonnes d'infanterie. Celles-ci s'avancèrent jusqu'à une portée d'arme à feu, et, lorsque les mousquetaires eurent tiré, les piquiers se précipitèrent sur l'ennemi au pas de course; le choc fut si violent que les Brunswickois se replièrent. Tilly fit alors avancer le colonel duc Adolphe de Holstein avec son régiment de réserve, pour leur porter le dernier coup. Les Brunswickois, qui ne s'étaient enrôlés que pour piller, se battirent mal; les ligueurs, de leur côté, n'étaient pas sans désirer de s'emparer des trésors amassés par l'ennemi. Christian d'Halberstadt eut beau se mettre à la tête de ses soldats, ils plièrent, et s'enfuirent vers le pont de bateaux.

Un sanglant combat avait lieu au même instant à l'aile gauche des Brunswickois, que commandait le duc Guillaume de Saxe-Weimar, entouré d'une nombreuse et vaillante noblesse. Lançant le duc Frédéric de Saxe-Altenbourg, avec un régiment de cavalerie légère, sur le flanc de l'aile droite bavaroise, com-



posée de cavalerie et commandée par le major général Lindelo, Guillaume l'attaqua lui-même de front avec le reste de sa cavalerie.

La lutte fut héroïque; la victoire penchait tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, et Lindelo commençait à perdre du terrain, quand Tilly, à la tête de son infanterie, qui venait de battre le centre de l'ennemi, tomba dans le flanc des cavaliers du duc Guillaume de Weimar. Les cavaliers de la Ligue, à la vue de leur général, firent un dernier effort, et la cavalerie brunswickoise, assaillie de deux côtés à la fois, s'enfuit à son tour en désordre vers le pont. Cependant ni les chefs, ni la noblesse ne s'étaient laissé entraîner et ne lâchaient pied. Les ducs de Weimar et d'Altenbourg, les comtes d'Ysenbourg, de Löwenstein, de Wittgenstein et de Schlick, ainsi que le rhingrave Jean-Philippe, continuèrent à combattre avec leurs gardes du corps. Criblés de blessures, ils se défendirent tous avec le courage du désespoir; débordés, entourés par les Bavarois, ils furent tous tués ou faits prisonniers.

Anholt, à l'aile gauche, avait attaqué la tête du pont avec la première ligne de cavalerie. Repoussé deux fois, il la ramena une troisième fois au combat, et, le centre ennemi ayant été défait, Tilly ordonna à Pappenheim d'attaquer avec la seconde ligne. Les Brunswickois résistèrent bravement; mais, cernés de tous les côtés, ils finirent par reculer devant les cuirassiers de Pappenheim, et s'enfuirent à leur tour. Toute l'armée d'Halberstadt était dispersée. La cavalerie légère des Bavarois et des essaims de Croates en poursuivirent les débris sur les bords du Berkel; les soldats, nouvellement enrôlés, jetaient leurs armes, et, les mains jointes, imploraient à genoux leur pardon. Tilly fit sonner les trompettes pour arrêter le carnage; mais beaucoup de fuyards tombèrent encore entre les mains des paysans, qui les assommèrent pour se venger de leurs pillages et de leurs cruautés [1]. La bataille n'avait duré que deux heures. Les ligueurs prirent seize canons, toutes les munitions, tous les bagages, soixante-dix drapeaux, avec toute la vaisselle d'Halberstadt et deux chariots pleins d'argent. Six mille

[1] *La grande et signalée victoire obtenue par Tilly sur Christian de Brunswick-Halberstadt le* 6 *août* 1623. Relation du temps. (Lyon, Armand, 1623.)

Brunswickois avaient péri, quatre mille étaient prisonniers ; les Bavarois eurent quinze cents tués ou blessés[1].

Halberstadt parvint à gagner la Hollande avec le jeune Thurn, et se rendit à la Haye. Six mille hommes environ, qu'il était parvenu à sauver du désastre, entrèrent au service des États généraux, et furent envoyés à Mansfeld. Tilly, à son grand regret, ne put les poursuivre en Hollande, Maximilien le lui ayant défendu.

Le plus considérable des prisonniers était le duc Guillaume de Saxe-Weimar, l'un des ennemis les plus acharnés de la maison d'Autriche. Tous les efforts faits par son parent, l'électeur de Saxe, pour le réconcilier avec l'Empereur avaient échoué ; il avait servi tour à tour sous Mansfeld, sous le margrave de Bade, sous Halberstadt. Après la bataille de Wimpfen, il avait cherché à fonder une nouvelle union des protestants d'Allemagne. Son but était de donner à tous les princes souverains de l'Empire une autorité égale et indépendante, et de réduire la suzeraineté de l'Empereur à une simple primauté d'honneur. Ce projet (27 octobre 1622), dont on avait découvert l'original signé de la main du duc, eut peu de succès ; l'électeur de Saxe et les villes impériales refusèrent de l'adopter. Quoi qu'il en soit, le duc de Weimar s'y engageait à combattre et à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour répandre le protestantisme dans tout l'Empire. Il chercha à s'excuser en rejetant une partie de la responsabilité de cet acte sur son secrétaire, puis en prétendant que l'extension de la nouvelle religion signifiait seulement le libre exercice, et que l'union projetée n'avait pas été réalisée. Malgré l'électeur de Mayence et le duc de Bavière, qui soutenaient que l'impunité des rebelles ne ferait qu'augmenter leur audace et retarder la conclusion de la paix, l'Empereur lui accorda sa grâce l'année suivante (1624).

Le duc Frédéric d'Altenbourg avait reçu des subsides de l'Espagne pour soutenir le parti catholique en Allemagne ; il était entré néanmoins au service d'Halberstadt. Pris à Stadtlohn, gracié par l'Empereur, il fit encore la guerre contre la maison

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 291 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 311 ; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 533 et suiv.; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 243 et suiv.



d'Autriche, et fut repris dans un combat près de Hanovre (4 novembre 1625)[1].

Tilly, après sa victoire sur Halberstadt, s'arrêta à Stadtlohn, et de là demanda à l'électeur de Bavière s'il devait prendre l'offensive contre Mansfeld. Maximilien lui répondit de l'attaquer et de le chasser de l'Allemagne, mais de ne pas le poursuivre en Hollande. Tilly se dirigea donc vers le nord.

Mansfeld se trouvait à la tête de douze mille hommes, levés avec les subsides de la Hollande et de l'Angleterre. Il avait d'abord pris position à Lingen, sur l'Ems, dans le dessein de se réunir à Halberstadt, et de rejoindre avec lui Bethlen Gabor en Bohême. Lorsqu'il apprit l'arrivée de Tilly, au lieu d'aller au secours d'Halberstadt, il se retira à Meppen, ville située au confluent de l'Haase et de l'Ems; et dès qu'il connut la défaite de son allié, il recula encore et s'établit à Leer, dans une position inaccessible, au milieu des marais que forme l'Ems à son embouchure; enfin, suivant son habitude, il offrit de négocier. A quelque distance de lui, son allié, le comte Ernest de Nassau, occupait, sur le bord de la mer, Emden, dont il s'était emparé à la tête de douze cents Hollandais.

Tilly prit d'abord la ville de Meppen, abandonnée par Mansfeld. La victoire de Stadtlohn n'avait guère amélioré sa situation; la caisse était vide, la Westphalie complétement dévastée, les soldats mécontents à cause de la disette et des maladies, la discipline difficile à maintenir. Après s'être arrêté quelque temps pour attendre des vivres, il quitta Meppen au commencement de septembre, et fut obligé de séjourner encore à Wardenbourg, à peu de distance au sud d'Oldenbourg, à cause des pluies et du mauvais temps (septembre 1623). Ne pouvant aller plus avant sans sacrifier la plus grande partie de son armée, il laissa Anholt à Warendorf, à l'est de Münster, fit occuper les principaux passages de l'Ems afin de barrer à Mansfeld le chemin de la Bohême, et, après avoir licencié quelques compagnies dans chaque régiment, vint lui-même réoccuper avec le reste ses quartiers de Hersfeld, malgré les protestations du landgrave de Hesse-Cassel (29 octobre 1623)[2].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 282, 294.

[2] *Id., ibid.*, t. II, p. 298, 300; Schreiber, *Maximilian I*, p. 311 et suiv. 318; Villermont, *Mansfeld*, t. II, p. 147; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 197 et suiv.



Le repos des Bavarois ne fut pas de longue durée. La Frise orientale avait été complétement ruinée : il n'y restait plus qu'un habitant sur cinq, et une maison sur six. Ne pouvant plus y faire subsister ses troupes, Mansfeld résolut d'en sortir. Au milieu de l'hiver, quelques jours avant les fêtes de Noël (1623), il se mit à la tête de dix mille hommes, parmi lesquels se trouvait un détachement français commandé par Montherot, franchit, sur la glace, les rivières et les étangs, et traversa l'Oldenbourg pour se procurer des vivres et rejoindre Halberstadt sur les bords de la Ruhr, en Westphalie. L'incendie des villages annonçait au loin son approche ; quiconque avait souci de sa vie s'enfuyait malgré la neige. Anholt, renforcé à Warendorf par quelques régiments que Tilly lui avait envoyés, marcha à sa rencontre. L'avant-garde de Mansfeld, forte de trois mille cinq cents hommes, et commandée par le colonel Limbach, s'avança, le 24 décembre 1623, contre la petite ville de Friesoythe [1], qu'occupait une garnison bavaroise. Le colonel Erwitt, qu'Anholt avait chargé de surveiller l'ennemi, alla la dégager à la tête de deux cents fantassins et mille cavaliers. Après avoir traversé la rivière de Soeste, il surprit Limbach et lui tua quelques centaines d'hommes. Une partie furent faits prisonniers, les autres se réfugièrent dans un cimetière ; mais, épuisés par les marches et par le défaut de vivres, ils se rendirent. De l'avant-garde de Mansfeld, pas un homme n'échappa ; les Bavarois n'avaient perdu que vingt hommes, morts ou blessés [2].

Maximilien, pour récompenser le colonel Erwitt, lui fit don d'une chaîne d'or ; il envoya son prisonnier, le colonel Limbach, à son frère l'électeur de Cologne, qui le prit à son service après qu'il eut embrassé le catholicisme. Plusieurs officiers, déjà faits prisonniers dans d'autres batailles et remis en liberté après avoir juré de ne plus combattre contre l'Empereur, avaient repris du service sous Mansfeld ; ils furent pendus comme parjures.

Le combat de Friesoythe eut les plus tristes résultats pour Mansfeld. La confiance qu'on avait conservée jusqu'alors en lui disparut tout à fait ; beaucoup de soldats, poussés par la faim, le quittèrent, et le détachement français à sa solde saisit le premier prétexte pour se retirer. Mansfeld offrit de quitter la Frise orien-

[1] Au sud-ouest d'Oldenbourg.
[2] *Mercure français*, t. X, p. 15.

tale si on lui payait trois cent mille florins. Ce pays était dans l'impossibilité de réunir une aussi forte somme; les États généraux, à la demande du roi de Danemark, la fournirent, en exigeant que les forteresses du pays leur fussent remises en gage. Mansfeld licencia ses troupes; une partie entra au service de la Hollande, et le 11 mars 1624 il s'embarqua lui-même pour l'Angleterre[1].

Halberstadt n'avait pas mieux secouru Mansfeld que Mansfeld ne l'avait secouru lui-même. Il avait recommencé à enrôler de nouvelles troupes avec les subsides de la Hollande, et fait mettre sur ses étendards ces mots : « *Victi resurgunt,* les vaincus se relèvent. » Sa mère et son frère Frédéric-Ulrich lui adressèrent de nouveau de vifs reproches sur sa conduite, sur les maux dont il accablait sa famille et sa patrie, et l'exhortèrent à licencier ses troupes. Sa mère menaçait de le maudire, et lui disait que ses défaites montraient suffisamment que Dieu s'était prononcé contre lui; son frère l'engageait, s'il ressentait un goût invincible pour le métier des armes, à se mettre au moins au service de l'Empereur. De pareilles démarches prouvent que Christian d'Halberstadt ne songeait qu'à son intérêt personnel. Elles furent inutiles comme les précédentes.

Informé de ces préparatifs, Tilly écrivit à Maximilien pour lui conseiller de nouveau d'attaquer la Hollande; il pensait que la paix en Allemagne serait impossible tant que les Hollandais n'auraient pas été battus. Mais Maximilien ne voulut pas se départir de sa politique de neutralité à leur égard. Les troupes d'Halberstadt ne tardèrent pas d'ailleurs, comme celles de Mansfeld, à être décimées par la disette et par les maladies; Halberstadt les licencia et se retira lui-même en Hollande[2].

La maison de Habsbourg ne fut pas moins heureuse à l'est de l'Empire qu'à l'ouest. Bethlen n'observa pas longtemps la paix de Nikolsbourg[3]. Il avait cependant protesté qu'il exécuterait fidèle-

[1] Il s'était retiré d'abord en Hollande (Villermont, *Mansfeld*, t. II, p. 165). Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 301; Schreiber, *Maximilian I*, p. 320; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 202.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 298; Schreiber, *Maximilian I*, p. 320; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 573.

[3] Signée le 6 janvier 1622.

ment les stipulations du traité, soutiendrait l'Empereur tant qu'il lui resterait un membre, et sacrifierait tout pour son service. Pour prouver sa bonne foi, il restitua les joyaux de la couronne, qui furent transportés dans la forteresse de Trentsin [1], escortés par cent cavaliers (le dimanche des Rameaux, 1622). Mais, se laissant aller à sa duplicité habituelle, il envoya en même temps le vieux comte de Thurn à Constantinople, pour s'excuser d'avoir conclu la paix, et assurer le Sultan qu'il recommencerait la guerre dès que le pacha d'Ofen serait venu à son secours avec une armée de trente mille hommes.

La diète de Hongrie se réunit sur ces entrefaites à OEdenbourg (mai 1622). Elle se montra moins turbulente qu'à l'ordinaire : les victoires que Tilly avait remportées sur les protestants et la mort de leur allié le sultan Osman [2] avaient sans doute intimidé les magnats. L'Empereur, cependant, ne put obtenir d'eux un allégement à la persécution dirigée contre le clergé catholique. Les prêtres avaient été obligés de se cacher de côté et d'autre, et c'étaient des maîtres d'école qui administraient le baptême et prêchaient.

Le principal objet de la diète d'OEdenbourg était le couronnement de la nouvelle impératrice Eléonore de Mantoue.

Ferdinand était veuf depuis cinq ans de Marie-Anne de Bavière, lorsqu'il épousa la duchesse Éléonore, fille de Vincent Ier, duc de Mantoue. Le mariage fut célébré dans le Tyrol, à Innsbruck, le 2 février 1622. L'Empereur avait alors quarante-trois ans, la jeune princesse vingt-trois. Cet événement faillit brouiller l'Autriche avec l'Espagne. Il était en effet dans les usages de la maison de Habsbourg qu'aucun mariage ne se contractât dans l'une des deux branches sans que l'autre fût consultée. Ferdinand ne consulta pas le roi d'Espagne, et la cour de Madrid s'en montra d'autant plus offensée que la branche espagnole était la branche aînée, et qu'elle venait de fournir des secours à l'Empereur. L'ambassadeur d'Autriche à Madrid sut toutefois prévenir une rupture [3]. Le couronnement de la nouvelle impératrice eut lieu avec une grande solennité, le 26 juillet 1622; mais les ma-

[1] Sur le Waag.
[2] Il avait été étranglé en 1622.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 135 et suiv.

gnats, prétextant le mauvais état de leurs finances, refusèrent d'offrir les présents d'usage.

Bethlen, qui était demeuré tranquille pendant la diète et pendant les premiers mois qui suivirent, se mit à enrôler des troupes dès le commencement de l'année 1623, et à faire frapper de la monnaie où il prenait, contrairement à ses promesses, le titre de roi de Hongrie. A la même époque, pour dissimuler ses préparatifs, il offrait à l'Empereur de se soumettre avec la Transylvanie, de respecter la religion catholique et les couvents, et même de l'assister contre les Turcs et contre les rebelles, s'il lui donnait en mariage sa fille Cécile-Renée. Ferdinand lui répondit qu'il ne pouvait rien faire en pareille matière sans consulter le roi d'Espagne, et celui-ci fut d'avis qu'on ne pourrait consentir au mariage, que si Bethlen embrassait le catholicisme, et assurait la transmission de tous ses États à l'archiduchesse pour le cas où il mourrait sans laisser d'héritier.

Ce projet n'eut pas de suite. Bethlen s'était seulement proposé de détourner l'attention de la cour de Vienne de ses préparatifs de guerre. La veille de la fête de l'Assomption (14 août 1623), il entra en Hongrie à la tête d'une armée de soixante mille hommes, composée de Transylvains, de Valaques, de Turcs et de Tartares[1]. Il accusait l'Empereur de n'avoir pas exécuté les stipulations du traité de Nikolsbourg, et se disait prêt à se retirer, si les Bohémiens expulsés recouvraient leurs biens, et si la liberté de religion était accordée partout. Bethlen savait qu'il demandait l'impossible; aussi se préparait-il à la guerre et se vantait-il « d'aller manger à Prague l'oie de la Saint-Martin ». Il pouvait d'autant mieux compter sur le succès, que son armée était alors six fois plus considérable que celle de l'Empereur. Ferdinand, menacé, réclama aussitôt le secours de la Ligue (2 octobre 1623). Arrivé devant Tyrnau (5 octobre), qui se rendit, Bethlen envoya un corps de troupes du côté de Presbourg pour envahir l'Autriche, et un autre du côté de la Bohême pour la soulever de nouveau. Ce second corps, principalement composé de Turcs et de Tartares, s'avança jusqu'à Znaïm, Brünn, Olmütz, brûlant tout ce qui se trouvait hors des villes et emmenant en esclavage des

[1] Un ambassadeur anglais disait de Bethlen « qu'il pêchait en eau trouble ». (Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 503.)



milliers d'habitants. Prague tremblait déjà; des retranchements furent élevés sur le Hradschin et sur le Wissehrad [1], des blockhaus construits autour de la ville, des grains apportés en prévision d'un siége. La Bohême était alors troublée par les menées des émigrés et par les confiscations; les protestants auraient pu faire cause commune avec l'ennemi : on désarma ceux de Prague. Liechtenstein envoya demander du secours à l'électeur de Bavière, et celui-ci suspendit le licenciement de ses troupes [2].

Vienne n'était pas moins menacé que Prague; on y mit de l'artillerie sur les bastions; Ferdinand ordonna des prières publiques; il songea même à se retirer dans le Tyrol avec sa famille. Le 26 octobre, les coureurs ennemis arrivèrent jusqu'à quelques milles de la capitale. L'Empereur n'avait à opposer aux soixante mille hommes de Bethlen que neuf mille hommes, commandés par le marquis de Montenegro, de la maison de Carafa, et par Albert Wallenstein, qui venait d'être nommé prince de Friedland.

Trop faible pour tenir la campagne, Montenegro établit ses troupes à Göding en Moravie, sur la Morawa, dans une forte position défendue de tous côtés par des marais et des bois. Mais l'armée impériale manquait de vivres et de munitions, et Bethlen se flattait de la détruire, sinon par la force, au moins par la famine.

Le 17 novembre, il donna l'assaut au camp de Goding, à la tête de ses cavaliers. Repoussé une première fois, il descendit de cheval pour renouveler l'attaque à pied; mais le serdar (général turc) refusa de suivre son exemple. Assailli de nouveau par Bethlen, Montenegro était cependant sur le point d'abandonner son camp pour se retirer dans les bois, lorsque le bruit se répandit que Tilly arrivait à la tête de quarante mille hommes. Les troupes de Bethlen manquaient aussi de vivres et souffraient du froid; la nouvelle de l'arrivée de Tilly les effraya; le palatin de Hongrie, Stanislas Thurzo, fit, de la part de l'Empereur, des propositions d'armistice qui furent favorablement accueillies (20 novembre 1623), et Bethlen se retira avec son armée. Les Turcs avaient pris les devants. Harcelés trois jours de suite par le commandant de Neuhäusel, Nicolas Esterhazy, ils furent presque anéantis; on leur

[1] Deux collines de Prague.
[2] Après la bataille de Stadtlohn.

reprit tout leur butin; quatorze cents chrétiens prisonniers furent délivrés et ramenés à Vienne.

Bethlen, abandonné par la Turquie, tourna ses regards vers la Hollande et l'Angleterre (janvier 1624). Mais ces deux puissances lui refusèrent tout secours : la Hollande, parce qu'elle avait besoin de son argent pour continuer sa lutte contre l'Espagne; et l'Angleterre, parce que Bethlen était trop loin pour qu'on pût profiter de son alliance. Il revint alors à Kaschau et se montra disposé à remplacer l'armistice par un traité. Après des négociations pendant lesquelles le prince de Transylvanie montra sa duplicité habituelle, une nouvelle paix fut signée à Vienne, le 8 mai 1624, sur les bases de celle de Nikolsbourg. Bethlen renonçait au titre de roi de Hongrie, et s'engageait à ne commettre aucune hostilité contre l'Empereur et sa maison [1].

Les protestants avaient échoué partout, pendant l'année 1623. A l'ouest, en Westphalie, Halberstadt avait été battu à Stadtlohn, Mansfeld à Friesoythe, et ces deux chefs de bandes avaient été obligés de quitter l'Allemagne; à l'est, en Hongrie, leur allié Bethlen Gabor, après avoir menacé Vienne, avait été repoussé et avait fait la paix. La cause catholique triomphait. On le devait à l'électeur de Bavière; aussi était-il considéré comme le sauveur de l'Allemagne, et son portrait se trouvait-il partout. Mais la paix générale était encore loin d'être assurée : le Palatin avait rompu pour toujours avec l'Empereur, et, tant qu'il vivrait, la guerre ne devait pas cesser.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 235, 240, 245; Schreiber, *Maximilian I*, p. 318.



CHAPITRE II

LA VALTELINE. — LE MARIAGE ESPAGNOL.

1620-1625.

La Valteline, sa situation. — Elle se révolte contre les Grisons (19 juillet 1620). — Les Valtelins sont soutenus par l'Autriche et l'Espagne, les Grisons par la France. — Les Espagnols occupent la Valteline. — *Traités de Madrid* (25 avril 1621) et *de Paris* (7 février 1623). — L'Espagne remet la Valteline en dépôt au Pape. — La France s'allie à la Savoie contre l'Espagne et Gênes (7 février 1623). — La Hollande fournit des subsides. — Cœuvres enlève la Valteline aux soldats du Pape (novembre 1624 — janvier 1625); mais l'expédition de Lesdiguières et du duc de Savoie contre Gênes échoue (mars-juin 1625). — Mission de Barberini en France. — Richelieu refuse de rendre la Valteline au Pape. — Le *traité de Monzon*, entre la France et l'Espagne (5 mars, 10 mai 1625), affaiblit la souveraineté des Grisons, mais ferme les passages de la Valteline à la maison de Habsbourg.

Richelieu remplit l'Allemagne de ses agents. — Venise combat l'influence autrichienne à Constantinople, mais ne peut décider le Sultan à attaquer l'Empereur.

Mariage espagnol. — Projet de mariage entre le prince de Galles et l'infante Marie. — Traité du 5 janvier 1623. — Le prince arrive à Madrid (18 mars 1623). — Dispense du Pape (20 avril). — Opposition de l'Autriche. — Le prince de Galles repart (9 septembre); le mariage est rompu (5 décembre). — L'Angleterre se prépare à la guerre.

Jacques Ier meurt (27 mars 1625). — Charles Ier essaye en vain d'obtenir l'appui de la Saxe en faveur du Palatin; il s'allie avec la Hollande (12 août 1625). — *Traité de la Haye*, entre l'Angleterre et la Hollande (9 décembre 1625); le Danemark y accède.

La Valteline occupe le haut bassin de l'Adda, depuis la source de cette rivière jusqu'à son entrée dans le lac de Côme, et possède dans les Alpes plusieurs passages [1], qui établissaient, au dix-septième siècle, une communication entre les États des deux branches de la maison de Habsbourg, c'est-à-dire entre le Tyrol et le Vor-

[1] Entre autres le Splügen et le Stelvio.



arlberg, appartenant à l'Autriche, d'un côté, et le Milanais, relevant de l'Espagne, de l'autre. Comme la Valteline était alors placée sous la domination de la république des ligues grises, qui y exerçait tous les droits de la souveraineté [1], c'était seulement avec le consentement de cette république que l'Autriche et l'Espagne pouvaient se tendre la main par-dessus les Alpes, et se prêter leurs armées, tantôt pour défendre l'Empire en Allemagne, tantôt pour maintenir la prépondérance espagnole en Italie.

Les Grisons étaient souverains, les Valtelins sujets; les Grisons étaient protestants, les Valtelins catholiques; ces relations de sujets à souverains, et cette différence de religion, soulevèrent maintes querelles suivies de luttes sanglantes. La maison d'Autriche, alors protectrice déclarée du catholicisme, soutenait les Valtelins. Ses intérêts politiques étaient, en cette occasion, d'accord avec ses intérêts religieux. Il lui importait, en effet, de se concilier les Valtelins, afin de profiter des passages de leurs montagnes; mais elle rencontrait un puissant adversaire dans la France. Ce n'était pas que cette dernière puissance voulût protéger le protestantisme : elle le combattait aussi sur son territoire; mais ses intérêts politiques ne lui permettaient pas de laisser s'agrandir la maison d'Autriche, et elle devait naturellement s'opposer à tout ce qui pouvait contribuer à cet agrandissement.

Les Valtelins étaient demeurés longtemps sans résister aux Grisons. Grâce aux intrigues des Espagnols, ils commencèrent à s'apercevoir que les magistrats qu'on leur envoyait, ignorant leurs lois et leurs coutumes et ne connaissant d'autre direction que celle du bétail de leurs montagnes, étaient tout à fait incapables de les gouverner, et qu'il était indigne pour des Italiens de se laisser dominer par de grossiers *ultramontains*, dont l'intelligence était si inférieure à la leur, et d'être contraints d'obéir à un peuple auquel ils auraient plutôt dû commander [2]. Ils avaient d'ailleurs de justes motifs de mécontentement : tous les jours leurs droits étaient violés, leur religion profanée. Ils se révoltèrent. Le 19 juillet 1620, un gentilhomme

[1] La fertilité du sol de la Valteline, ses blés, ses vins, en faisaient le grenier, et, suivant l'expression de Rohan, *la vache à lait* des Grisons, qui, eux, ne récoltaient sur leurs âpres montagnes que du foin, du beurre et du fromage (ROHAN, *Mémoires*, t. II, p. 17, 183).

[2] ROHAN, *Mémoires*, t. II, p. 129 et suiv.

de la vallée, Robustelli, entra dans la Valteline à la tête de troupes catholiques et de bannis accourus du Tyrol ; il s'empara de plusieurs places, et y fit passer tous les protestants au fil de l'épée. A cette nouvelle, les troupes des Grisons, unies à celles de leurs alliés de Berne et de Zurich, arrivèrent, et reprirent en huit jours la Valteline ; mais le gouverneur espagnol de Milan, le duc de Feria, appelé par les Valtelins, envoya des troupes, qui les chassèrent à leur tour sans coup férir et occupèrent le pays. Les Grisons, se sentant les plus faibles, implorèrent le secours de la France. La jeunesse de Louis XIII, ou la différence de religion, furent cause qu'ils n'en purent d'abord rien obtenir ; mais en 1621, un mois après la mort de Philippe III, un traité, conclu à Madrid (25 avril 1621) entre la France et l'Espagne, sous la médiation du pape Grégoire XV, décida que la Valteline serait remise dans son premier état, c'est-à-dire sous la souveraineté des Grisons, et que les forts bâtis par les Espagnols seraient rasés, à la condition toutefois que la religion catholique y régnerait seule, et que le traité serait ratifié par les Grisons et garanti par les treize cantons suisses. Mais le traité de Madrid ne fut jamais exécuté. Deux ans après, en 1623 (7 février), la France signa à Paris, avec Venise et la Savoie, qu'inquiétait aussi le voisinage des Habsbourg, un autre traité pour faire restituer la Valteline aux Grisons [1].

L'Espagne continua les négociations, en prenant un moyen terme, qui consistait à remettre les forts entre les mains de Grégoire XV, et à les y laisser jusqu'à l'entier apaisement du différend. Louis XIII y consentit ; mais les Espagnols ne remirent qu'une partie de la Valteline au marquis de Bagni, général du Pape.

Urbain VIII, qui succéda à Grégoire XV [2], continua la politique de son prédécesseur ; il proposa un traité qui avait pour base, comme celui de Madrid, le rétablissement de la souveraineté des Grisons. Mais l'Espagne ne pouvait renoncer aux passages des Alpes ; elle prétexta les intérêts de la religion catholique, intérêts qui s'opposaient, disait-elle, à ce qu'on laissât entre les mains des hérétiques des passages d'une aussi grande importance ; elle prétexta encore la promesse qu'elle prétendait avoir faite aux Val-

[1] Rohan, *Mémoires*, t. II, p. 66.
[2] Mort le 8 juillet 1623.

telins, de ne pas les laisser retomber sous le joug protestant; les négociations traînèrent en longueur.

Urbain VIII fit un dernier effort pour empêcher la guerre d'éclater; il proposa un accommodement à Sillery, frère de l'ancien chancelier, et alors ambassadeur français à Rome (février 1624). Les passages seraient accordés aux Espagnols, les droits des Grisons limités; et les rois de France et d'Espagne deviendraient les protecteurs de la Valteline. Sillery, n'ayant pas de pouvoirs suffisants, se borna à envoyer en France le projet de traité[1].

Mais Richelieu n'eut pas de peine à persuader au Roi qu'accorder à l'Espagne les passages de la Valteline, c'était, en réunissant les possessions des deux branches de la maison d'Autriche, doubler la puissance de cette maison, enlever le seul obstacle qui s'opposât à sa domination universelle, exposer l'indépendance de toute l'Europe, « mettre les fers à la chrétienté, faire du Pape le chapelain des Habsbourg », et exclure la France des affaires d'Italie; le projet fut donc rejeté, et Sillery rappelé pour avoir osé l'envoyer. M. de Béthune, qui le remplaça avec le titre d'ambassadeur extraordinaire, dut supplier Sa Sainteté de terminer le différend conformément au traité de Madrid, et de rendre, en conséquence, la Valteline aux Grisons. Quant à la question religieuse, la France s'en rapportait à la décision du Saint-Siége. On ne put se mettre d'accord; la guerre devenait inévitable : Richelieu s'y résolut[2].

Pour faciliter la conquête de la Valteline, la France opéra une diversion en Italie. Gênes était, à cette époque, le port de débarquement des Espagnols, et ses habitants, leurs banquiers. S'en emparer, c'était isoler le Milanais de l'Espagne, et priver l'ennemi d'argent. Il fallait un prétexte pour déclarer la guerre à cette république : Charles-Emmanuel, duc de Savoie, alors en contestation avec Gênes pour la propriété d'un fief impérial, le fournit : on décida qu'il attaquerait au printemps de 1625, et que la France le soutiendrait.

Toutes les mesures étant prises, Richelieu, pour ne pas avoir à attaquer le Pape, qui occupait les forts de la Valteline, le fit supplier de les rendre aux Espagnols, de qui il les tenait. Urbain VIII espérait toujours aboutir à la paix; il traîna d'abord en longueur,

[1] Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 382 et suiv.
[2] *Id.*, *ibid.*, t. II, p. 391 et suiv.

puis refusa. Cœuvres, plus tard maréchal d'Estrées, reçut l'ordre d'agir.

L'expédition ne fut pas longue. Les Français avaient facilement gagné les Suisses protestants, en leur représentant qu'ils allaient défendre les Grisons, leurs coreligionnaires. Parti de Coire (26 novembre 1624) à la tête de cinq ou six mille hommes, tant Grisons que Français, Cœuvres entra dans la Valteline par Poschiavo. Les troupes du Pape ne résistèrent sérieusement nulle part; Cœuvres les traita avec toute la douceur imaginable, rendit tous les drapeaux, et renvoya tous les prisonniers, après avoir fait panser les blessés et habiller les dévalisés.

Le soulèvement des huguenots en France[1] (janvier 1625) empêcha l'expédition d'Italie de réussir comme celle de la Valteline. Lesdiguières, uni au duc de Savoie, battit les Génois et les Espagnols, et leur prit quelques places; mais il ne voulut pas risquer le siége de Gênes, quelque pressantes que fussent les instances du duc (mars à juin 1625).

Cependant le Pape ne pouvait se résoudre à abandonner la garde des forts de la Valteline. Il envoya son neveu Barberini en France, pour en réclamer la restitution; mais le légat, bien qu'accueilli partout avec les plus grands honneurs, ne put rien obtenir. Il proposa d'abord une suspension d'armes : on la refusa, parce qu'elle ne pouvait être utile qu'aux Espagnols. Il demanda ensuite que la Valteline fût soustraite à la souveraineté des Grisons, à cause de la différence de religion : on lui répondit que cette différence ne pouvait jamais autoriser des sujets à se révolter contre leurs souverains, et que le Roi Très-Chrétien assurerait d'ailleurs aux Valtelins plus même qu'ils ne demandaient. Le légat réclama enfin la restitution des forts : on refusa encore, parce que le Pape ne pouvait pas garantir qu'il les conserverait.

La situation du légat était d'autant plus difficile que Richelieu changeait à chaque instant d'attitude, suivant que les nouvelles qui arrivaient du théâtre de la guerre étaient bonnes ou mauvaises.

A la fin, le légat fut obligé de se retirer sans avoir rien obtenu. Peu avant son départ, il avait encore discuté pendant six

[1] Révolte de Soubise (janvier 1625). RICHELIEU, *Mémoires*, t. II, p. 110 et suiv.

heures avec le Père Joseph et le Père de Bérulle [1], et s'était convaincu qu'il avait affaire à *des anguilles, qui vous échappent d'autant plus qu'on les serre davantage* [2]. De nouvelles négociations eurent lieu, et aboutirent au traité de Monzon [3] (5 mars-10 mai 1626), conclu entre la France et l'Espagne, sans intervention des Grisons, non plus que de Venise et de la Savoie, qui avaient pourtant signé le traité de Paris en 1623. Par ce traité, les Grisons ne conservaient de leur souveraineté qu'un simple tribut de vingt-cinq mille écus par an, et le droit de confirmer les magistrats élus par les Valtelins; le culte catholique était le seul autorisé dans la Valteline; les passages demeuraient fermés aux Espagnols [4].

Richelieu ne se borna pas à fermer les Alpes à l'Espagne et à l'Autriche; il envoya des agents en Suisse et en Allemagne, pour y combattre l'influence de la maison de Habsbourg. Les uns intriguaient auprès de l'évêque de Coire, pour l'engager à rompre avec l'Empire dont il dépendait, et à se mettre sous la suzeraineté du roi de France; d'autres exploitaient la mésintelligence qui existait entre l'électeur de Trèves et la cour de l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, à l'occasion de certains fiefs situés dans le Palatinat.

Le gouvernement français essaya même de brouiller l'archiduc Léopold avec l'Empereur son frère. Le sieur de Marcheville lui proposa l'appui de la France pour les demandes qu'il adressait à Ferdinand au sujet de la part lui revenant dans certains héritages; et, comme ses neveux, les fils de l'Empereur, avaient une faible santé, il lui fit espérer la succession à l'Empire. Enfin l'archiduc ayant manifesté l'intention de quitter les ordres [5] et de

[1] Plus tard cardinal.

Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 383; Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 459, 470 et suiv.; Bassompierre, *Mémoires*, t. III, p. 22.

[2] Expressions de Werthemann, ambassadeur autrichien à Paris (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 385).

[3] En Aragon. D'après Ranke, le traité fut définitivement conclu, non pas à Monzon, mais à Barcelone (*Histoire de France*, t. III, p. 151).

[4] *Mercure français*, t. X, appendice; t. XII, p. 18; t. XIV, p. 269; Richelieu, *Mémoires*, t. III, p. 29 et suiv., 239.

[5] Léopold, qui était sous-diacre, obtint une dispense d'Urbain VIII (18 décembre 1625), et épousa, le 19 avril 1626, la jeune veuve du dernier duc d'Urbin, Claudia de Médicis, fille de Ferdinand Ier, grand-duc de Toscane (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 191, 388 et suiv.).

se marier, on lui offrit la main de la duchesse de Montpensier, la plus riche héritière de France, à la condition qu'il se déclarerait en faveur du Palatin, et consentirait à soutenir en Allemagne les intérêts de la France.

Il ne semble pas que Richelieu puisse échapper ici à l'accusation de mauvaise foi. Pendant qu'à Paris il assurait au résident impérial que le Roi ne voulait porter aucune atteinte aux droits de la chambre de justice de l'Empire, il faisait tous ses efforts pour empêcher l'évêque de Verdun d'y porter des appels; et, en même temps qu'il faisait assurer au duc de Bavière que la France ne voulait ni rétablir le Palatin, ni soutenir Mansfeld, il annonçait à l'Angleterre que, si les princes allemands prenaient en main la cause du Palatin, la France les appuierait. Il envoya même des ambassadeurs [1] au roi de Danemark, au roi de Suède et aux villes impériales, telles que Ulm, Nürenberg et Strasbourg, pour les engager dans une alliance contre l'Autriche.

Il chargeait également le sieur de Vaubecourt de gagner les électeurs ecclésiastiques et les princes protestants : les électeurs ecclésiastiques, en leur faisant craindre que l'Espagne ne voulût les priver de leur autorité et diviser l'Allemagne, tandis que le roi de France ne songeait qu'à rendre à l'Empire son ancien état, sa liberté et la paix; les princes protestants, en soutenant que les électeurs ecclésiastiques lui avaient déclaré qu'ils ne déposeraient les armes que lorsque l'Église aurait recouvré toutes ses anciennes possessions en Allemagne, et en leur offrant l'aide de la France contre ces prétentions. L'ambassadeur français sut si bien dissimuler, que l'électeur de Mayence, croyant aux intentions pacifiques de Louis XIII, conseilla à l'Empereur d'envoyer au Roi une ambassade solennelle pour négocier la paix générale, et que le duc de Bavière lui-même crut au désintéressement de la France [2].

Le résident impérial à Paris, Werthemann, ne se laissa pas tromper. Il écrivit à Vienne que le gouvernement français n'employait que des voies détournées, afin de pouvoir au besoin tout nier; qu'il ne fallait pas se fier à la Reine, et encore moins aux

[1] Le sieur de Marescot, le sieur des Hayes, baron de Courmesvin, et le sieur de Bégart.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 324, 326, 361, 379, 387.

ministres du Roi, tous ennemis déclarés de l'Empereur, et qu'on ne devait écouter les propositions de paix de Richelieu qu'avec la plus grande circonspection [1].

Venise était, depuis longtemps, un des adversaires les plus décidés de la maison de Habsbourg; la question de la Valteline raviva sa haine. La République intriguait auprès de la France, de l'Angleterre et du duc de Savoie, et entretenait des relations suivies avec le Palatin et avec Bethlen; elle prit même à son service, comme général, le vieux comte de Thurn. Enfin, les ambassadeurs de Venise et de la Hollande s'entendirent à Constantinople avec ceux de l'Angleterre, de Bethlen et du Palatin, pour exciter le Sultan contre l'Empereur. L'ambassadeur de Ferdinand, Jacques Kurz de Senftenau, parvint cependant à faire renouveler la paix de Zsitwa-Torok; des distributions d'argent aux vizirs et aux pachas, une guerre que le Sultan eut à soutenir contre la Perse, et le retard de Bethlen à payer son tribut, ne furent pas sans influence sur ce résultat [2].

L'hostilité de la France à l'égard de l'Autriche avait une cause toute politique : la crainte de voir cet État dominer de nouveau l'Europe, comme au temps de Charles-Quint. L'hostilité de l'Angleterre en eut d'autres. Tous les Anglais voulaient secourir le Palatin; mais les puritains seuls s'intéressaient au Palatin lui-même, à cause de son calvinisme, qui se rapprochait de leurs idées religieuses : la plupart songeaient surtout à sa femme Élisabeth, et cela parce qu'elle était Anglaise. Dans cette question, l'intérêt personnel trouvait aussi sa place. Pour restaurer le Palatin, il fallait combattre les Espagnols, qui occupaient le bas Palatinat; mais, aux yeux des Anglais, il y avait plus d'importance à combattre les Espagnols sur mer que sur terre. L'Espagne, encore réunie au Portugal à cette époque [3], possédait d'immenses colonies. Jusqu'alors les Hollandais seuls lui en

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 388.

En novembre 1624, il y eut à la Haye, auprès du Palatin, une réunion des ambassadeurs de toutes les puissances hostiles à l'Autriche; et le 24 décembre 1624, un traité fut conclu entre la France et la Hollande (Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 408; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 328).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 330 et suiv.

[3] Le Portugal, réuni à l'Espagne en 1580, ne s'en sépara qu'en 1640.



avaient arraché des lambeaux : les Anglais désiraient les imiter; et la guerre du Palatinat, entreprise pour restaurer Frédéric V, ne serait que l'occasion d'une guerre plus importante et plus fructueuse pour eux : la guerre maritime contre l'Espagne.

Jacques Ier était moins belliqueux que ses sujets. Voulant seulement restaurer le Palatin, il aimait mieux négocier que combattre. Depuis longtemps d'ailleurs il songeait à se concilier l'Espagne, en faisant épouser une infante à son fils. Le principal avantage de cette alliance de famille devait être, pour l'Espagne, la cessation des secours que les Anglais fournissaient à la Hollande, et, pour l'Angleterre, les bons offices de l'Espagne en faveur du Palatin [1]. Un traité de mariage fut signé le 5 janvier 1623. L'infante Marie, fille de Philippe III, sœur de Philippe IV [2], devait apporter une dot de deux millions de ducats, et les catholiques d'Angleterre obtiendraient la liberté d'exercer leur culte dans l'intérieur de leurs maisons.

Le comte de Gondomar, ambassadeur d'Espagne à Londres, avait pris la plus grande part à cette affaire. On croit que ce fut lui qui inspira au jeune prince anglais le désir de se rendre lui-même incognito en Espagne. Le prince de Galles vit-il là simplement une aventure? On l'ignore. Personne n'eut connaissance de ce voyage que son père, qui lui donna une lettre pour le roi d'Espagne, et son seul compagnon, Georges Villiers de Brooksby, lequel fut nommé duc de Buckingham pendant son absence [3]. Digby, comte de Bristol, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, avait fini par connaître le projet. Il expédia aussitôt un courrier pour en empêcher la réalisation, car il craignait tout de la légèreté présomptueuse de Buckingham et de son hostilité pour le catholicisme. Le prince de Galles rencontra le courrier à Bayonne; mais n'ayant pu lire la lettre, qui était chiffrée, il continua sa route. Le 18 mars 1623, les deux voyageurs, qui se faisaient appeler

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 220 et suiv.; Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 616 et suiv.; Ranke, *Histoire de France* au seizième et au dix-septième siècle, t. III, p. 118; Richelieu, *Mémoires*, t. II, p. 293.

[2] Philippe III était mort à l'âge de quarante ans, le 31 mai 1621. Son fils Philippe IV, qui lui succéda, n'avait que seize ans. Olivarès remplaça comme premier ministre le duc d'Uzeda, fils du duc de Lerme.

[3] Buckingham voulait conclure lui-même ce mariage, pensant qu'il assurerait de grands avantages à celui qui l'aurait négocié (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 619, 620).

John et Thomas Smith, frappèrent à la porte du comte de Bristol.

Le prince de Galles arrivait en Espagne, au moment où la translation de la dignité électorale palatine au duc de Bavière avait jeté une certaine froideur entre les deux cours, impériale et espagnole. On craignait en effet, à Madrid, que cette atteinte portée par l'Autriche aux droits du gendre de Jacques I[er] ne compromît l'accord qui existait entre l'Angleterre et l'Espagne. On craignait d'un autre côté, à Vienne, que le mariage projeté ne donnât, en la personne du roi Philippe IV, un puissant défenseur au Palatin. L'ambassadeur impérial à Madrid, Khevenhüller, n'avait pas été informé du projet de mariage; il le combattit vivement dès qu'il le connut. Il représenta que cette union avec un hérétique pourrait ébranler la foi de l'Infante, et que, si l'Infante apostasiait, cet acte, non-seulement couvrirait de honte la maison d'Autriche, mais livrerait la monarchie catholique à un hérétique, dans le cas où le roi d'Espagne et ses deux frères mourraient sans enfants. Si le mariage du prince de Galles avec une princesse catholique offrait des avantages pour les catholiques d'Angleterre, il serait préférable de lui faire épouser une des filles de l'Empereur, car une archiduchesse, élevée en Allemagne avec des protestants, saurait mieux résister qu'une infante à leur mauvaise influence; les Allemands d'ailleurs se rapprochaient plus des Anglais que les Espagnols pour la langue et les mœurs. Enfin, si une archiduchesse embrassait le calvinisme, l'Autriche tomberait moins facilement que l'Espagne au pouvoir de l'hérétique, parce que ses droits ne passeraient qu'après ceux de tous les héritiers mâles de la branche autrichienne. Khevenhüller gagna à son opinion le tout-puissant ministre Olivarès.

Les jésuites, consultés à Vienne, furent aussi d'avis que la cour impériale aurait plus d'influence que celle d'Espagne sur la cour d'Angleterre. L'Empereur envoya, en conséquence, ses pleins pouvoirs à Madrid.

Cependant le projet de mariage espagnol était loin d'être rompu. Le roi Jacques I[er] avait fait des démarches pour obtenir du Saint-Siége la dispense dont l'Infante avait besoin pour épouser un hérétique, et Grégoire XV l'avait accordée par un bref du 20 avril 1623[1].

[1] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 481.



Le prince de Galles, de son côté, ne se montrait pas hostile à la religion catholique. Il eut des conférences avec un capucin, et écrivit au Pape qu'il s'abstiendrait de toute persécution et s'efforcerait d'amener la réunion des deux Églises. Il y eut même des processions à Madrid pour demander à Dieu sa conversion.

Khevenhüller n'était pas seul opposé au mariage anglais : tous les vieux Espagnols l'étaient également. Le bruit se répandit que l'Infante elle-même n'en voulait pas, et qu'elle était décidée à se mettre au couvent plutôt que d'y consentir. Pour ces divers motifs, le roi d'Espagne, par un billet autographe, fit savoir à Olivarès qu'il fallait renoncer au mariage, tout en ménageant autant que possible le roi d'Angleterre. Le ministre pensa que la meilleure manière de rompre était de poser au roi Jacques des conditions nouvelles et inacceptables. Il demanda donc que les catholiques anglais obtinssent le libre exercice de leur religion, comme les utraquistes l'avaient obtenu en Allemagne des empereurs Rodolphe et Mathias, et les huguenots, de Henri IV en France ; qu'en conséquence, les peines portées par les lois anglaises contre les catholiques fussent abrogées ; que les catholiques pussent exercer librement leur culte dans l'intérieur de leurs maisons ; que le mariage de l'Infante fut célébré en Espagne ; qu'on s'engageât à ne faire aucune tentative pour la faire changer de religion ; que les enfants à naître d'elle restassent sous sa surveillance jusqu'à leur dixième année ; enfin, que l'Angleterre renonçât à son alliance avec la Hollande. Le voyage du prince de Galles l'empêchait de reculer, sous peine d'être accusé d'une légèreté impardonnable : les négociateurs espagnols en profitaient.

Jacques Ier accepta ces nouvelles conditions, qu'on lui imposait avec le désir de les lui voir refuser. Celles qui concernaient la célébration du mariage et les enfants furent insérées dans un traité public, signé dans la chapelle de Westminster par le Roi et son conseil privé (20 juin 1623) ; celles qui regardaient la liberté religieuse des catholiques anglais et la religion de l'Infante furent l'objet d'un traité secret, que le Roi signa seul, en présence de quatre témoins, dans la demeure de l'ambassadeur d'Espagne.

La cour de Madrid s'attendait à un refus ; son étonnement fut extrême, lorsque l'ambassadeur espagnol à Londres annonça que le Roi avait tout accepté. « Est-ce possible ! » s'écria Olivarès. On ne pouvait plus reculer. Le traité de mariage fut publié le 15 juil-



let (1623) dans toute l'Espagne; l'Infante prit le titre de princesse d'Angleterre, on composa sa maison; les femmes qui devaient en faire partie se mirent à apprendre la langue anglaise; Philippe IV et le prince de Galles se traitèrent de frères, et l'Empereur lui-même, oubliant ses propres démarches, envoya des lettres de félicitation aux deux fiancés. Le 18 août 1623, jour anniversaire de la naissance de l'Infante, le prince anglais lui fit une visite dans un costume éblouissant, et assista à une fête donnée en leur honneur.

Un mariage si près d'être célébré ne le fut pourtant pas. Philippe IV et Buckingham en préparèrent la rupture: Philippe IV, en posant des conditions qui, bien qu'acceptées, irritaient les Anglais; et Buckingham, en décidant le prince de Galles à repartir pour l'Angleterre, alors qu'il était convenu que le mariage se célébrerait en Espagne. Le favori avait craint de perdre toute autorité dans son pays, s'il laissait conclure le mariage avec des conditions favorables aux catholiques, et tout crédit auprès du Roi, s'il prolongeait son absence[1].

Le 9 septembre 1623, le Roi et le prince de Galles se séparèrent. Ils paraissaient encore être en bonne intelligence; mais le duc de Buckingham, en partant, jeta ces paroles au duc d'Olivarès : « Je serai toujours le très-humble serviteur du Roi, de la Reine et de la princesse; le vôtre, jamais. » A quoi le duc d'Olivarès se contenta de répondre avec une fierté tout espagnole: « Merci de l'aimable compliment. » Une escadre anglaise, qui attendait le prince de Galles à Santander, le reconduisit en Angleterre.

Le mariage n'était pas encore officiellement rompu : il avait été fixé au 9 décembre 1623, et devait avoir lieu par procureur. La première pierre d'une chapelle catholique fut posée à Londres, et le prince écrivit encore à l'Infante quelques lettres en espagnol.

Buckingham était furieux contre Olivarès, qui lui avait arraché des concessions compromettantes; et telle était son influence sur le Roi, que Jacques I[er], peu de temps après le retour de *ses deux chevaliers errants*, consulta son conseil privé pour savoir si la conduite du roi d'Espagne ne pouvait pas être considérée comme un cas de guerre. La réponse du conseil fut négative, au grand

[1] Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 619 et suiv.



mécontentement de Buckingham. Le conseiller palatin Rusdorf ne se fit pas faute non plus d'exciter la colère du Roi; il rédigea même une lettre, que Jacques Ier adressa à l'électeur de Saxe pour l'engager à ne pas reconnaître la translation de la dignité électorale.

Cependant le roi d'Espagne faisait préparer de grandes fêtes pour la célébration du mariage, lorsque, quatre jours seulement avant celui fixé, le comte de Bristol reçut coup sur coup trois courriers, qui lui défendaient d'user des pleins pouvoirs qu'il avait reçus pour cette cérémonie, à moins que le roi d'Espagne ne s'obligeât à prendre les armes pour rétablir le Palatin. « Le traité est signé, les serments sont prêtés, répondit Philippe IV; le Roi et le prince doivent tenir leurs engagements, comme je suis disposé à tenir les miens. » Les fêtes furent néanmoins décommandées, et l'Infante quitta le titre de princesse d'Angleterre : la rupture était complète[1].

Le 29 février 1624, le roi Jacques ouvrit le Parlement, et Buckingham y fit, sur les négociations relatives au mariage, un rapport dans des termes tels, que l'ambassadeur d'Espagne crut devoir s'en plaindre. Les deux chambres conseillèrent de rompre avec Philippe IV, d'appliquer avec sévérité les lois portées contre les catholiques, et de prendre les armes pour rétablir le Palatin. Le Roi, en conséquence, fit désarmer les catholiques, leur défendit de fréquenter les chapelles d'ambassades, ordonna à leurs prêtres de quitter le royaume, et envoya à Madrid une renonciation au mariage[2].

Vers le même temps, le baron Kensington[3] demanda à Louis XIII, pour le prince de Galles, la main de sa sœur, la belle Henriette-

[1] Ne pouvant plus compter sur l'Espagne, Jacques Ier conseilla au Palatin de se contenter de recouvrer ses États héréditaires, et de laisser à Maximilien la jouissance viagère de la dignité électorale; mais le Palatin refusa (20 décembre 1623) (LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 629).

Ferdinand II, dès qu'il eut appris la rupture du mariage de l'infante Marie-Anne avec le prince de Galles, revint à son ancien dessein de faire épouser à l'Infante son fils aîné Ferdinand. Khevenhüller, son ambassadeur à Madrid, en fit la demande (1624), et le roi d'Espagne l'agréa; mais le mariage fut retardé, pour divers motifs, jusqu'à l'année 1631 (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 76).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 31 à 322; LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, traduction de Wailly, t. IV, p. 628.

[3] Qui devint lord Holland (LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 654).

Marie. Le mariage eut lieu le 11 mai de l'année suivante (1625).

Jacques Ier, même après l'échec qu'il avait subi à Madrid, serait encore resté volontiers en paix avec l'Espagne ; mais Buckingham et le prince de Galles poussaient à la guerre. La trêve entre l'Espagne et la Hollande étant expirée, Buckingham fit conclure une alliance défensive avec cette dernière puissance. Chaque partie devait fournir à l'autre, en cas d'attaque : le Roi, six mille hommes ; la Hollande, quatre mille (5 juin 1624) [1].

Il importait d'y faire entrer la France ; mais Richelieu était alors occupé par la révolte de Soubise et des huguenots. Il fallait que cette révolte fût promptement réprimée, afin que la France pût agir à l'étranger ; c'est pourquoi la Hollande fournit des vaisseaux à Louis XIII (fin 1624).

La mort de Jacques Ier (27 mars 1625) vint compléter la rupture entre l'Angleterre et l'Espagne. Suivant l'électeur de Saxe, la politique modérée était morte avec lui [2]. En effet, Buckingham, qui avait perdu une partie de son crédit auprès du père, le regagna auprès du fils. Charles Ier n'avait que vingt-cinq ans. Plus belliqueux que Jacques Ier, il demanda des subsides au Parlement anglais pour intervenir en Allemagne ; mais le Parlement, irrité des faveurs qu'il avait accordées aux catholiques dans son contrat de mariage avec Henriette de France, les refusa [3]. Il dut se borner à négocier, et recourut pour cela à l'intermédiaire de l'électeur de Saxe. Celui-ci répondit qu'ayant reconnu le duc de Bavière comme électeur, il ne pouvait songer à lui enlever la dignité électorale ; il avait, du reste, la certitude que le Palatin obtiendrait sa grâce de l'Empereur, s'il consentait à se soumettre et à faire amende honorable. Il offrait même pour ce cas ses bons offices.

Mais le Palatin et ses alliés étaient loin d'accepter de semblables propositions. Aussi Charles Ier conclut-il, le 12 août 1625, avec la Hollan, de une alliance offensive et défensive, qui devait durer jus-

[1] Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 639.

[2] Jacques Ier mourut à l'âge de cinquante-neuf ans. Ses flatteurs l'avaient surnommé le Salomon anglais ; mais il fut seulement, suivant Sully, le plus sage fou de l'Europe (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 644).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, p. 322, 374 ; Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 649.

qu'à ce que les Espagnols eussent évacué le Palatinat[1]. Charles Ier envoya ensuite (décembre 1625) Buckingham à la Haye, pour assister à une conférence avec les ambassadeurs de Suède, de Danemark et de Brandebourg; et le 9 décembre 1625, une nouvelle alliance fut conclue à la Haye entre l'Angleterre et la Hollande. Le Danemark y accéda : Christian IV devait lever trente mille fantassins et huit mille cavaliers, et recevoir par mois trois cent mille florins de l'Angleterre et quatre-vingt mille florins de la Hollande. D'après le premier traité, c'était l'Angleterre qui devait faire la guerre; d'après le second, ce fut le roi de Danemark.

La France, la Suède, la Savoie, Venise, les princes et les villes de l'Allemagne, furent invités à accéder au traité de la Haye. Le but de cette alliance générale était de rétablir la paix en Allemagne, et de forcer l'empereur Ferdinand à observer la constitution de l'Empire et sa capitulation d'élection, qu'il avait, disait-on, violées.

Mais le désaccord ne tarda pas à éclater entre le roi d'Angleterre et son Parlement. Les premières entreprises contre l'Espagne ne réussirent pas : la flotte revint après avoir subi des pertes considérables. Le roi Charles Ier fut par là réduit à ne pouvoir envoyer que peu de secours au roi de Danemark[2].

La France avait affaibli la maison de Habsbourg en lui barrant le passage de la Valteline; la rupture du mariage espagnol l'affaiblit encore en enlevant à l'Espagne l'alliance de l'Angleterre.

[1] Les états généraux devaient fournir vingt vaisseaux, et le Roi vingt-cinq à trente mille fantassins, avec quatre à cinq mille cuirassiers et l'artillerie nécessaire.

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 377; LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 655.

CHAPITRE III

· COMMENCEMENT DE LA GUERRE AVEC LE DANEMARK.

1624-1625.

Négociations. — L'Empereur désire la paix ; mais elle est impossible avec les prétentions du Palatin.

Situation difficile de *Tilly à Hersfeld* (hiver 1623-1624). — Le *landgrave de Hesse-Cassel* n'attend qu'une occasion pour se révolter. Jugement dans l'affaire de Marbourg. — Diète de basse Saxe à Lünebourg.

L'électeur de Brandebourg fait entrer les Hollandais en Allemagne, pour défendre ses possessions de Westphalie. — Maximilien refuse de laisser entrer Tilly en Hollande; il l'envoie seulement dans le comté de la Mark.

Christian IV s'efforce d'acquérir des évêchés, fait des préparatifs de guerre, cherche des alliés.

Assemblée de la *Ligue à Augsbourg* (22 avril 1624). — Question des subsides et de l'armée.

Le roi de Danemark prend à son service le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar (21 février 1625). — La *diète* du cercle de *basse Saxe,* réunie *à Brunswick,* élit le Roi colonel du cercle (mai). — Une majorité, faussée, décide que le cercle armera. — Tilly obtient de la *diète de Hesse-Cassel* la promesse de ne pas recevoir l'ennemi (31 mai).

Mansfeld va à la Haye, passe en Angleterre, y lève douze mille hommes (octobre 1624), débarque en Hollande (février 1625). — *Halberstadt* le rejoint. — Ils ne peuvent forcer Spinola à lever le siége de Bréda qui est pris (11 juin 1625). — Ils entrent en Allemagne; Tilly envoie Anholt contre eux.

Tilly quitte Hersfeld (fin juin 1625), occupe le comté de Ravensberg, adresse un manifeste au cercle de basse Saxe et au roi de Danemark (30 juin). — Tilly prend l'offensive contre le roi de Danemark, passe le Weser à Hözter, occupe Holzminden (25 juillet).

Christian IV confie le gouvernement de ses États à son fils (19 mai), quitte Itzehoe (17 juillet), occupe Hözter, se retire devant Tilly. — Le Roi tombe dans les *fossés de Hameln* (30 juillet), demande un armistice; Tilly pose des préliminaires de paix. — Convocation de la diète de basse Saxe. — Le Roi est ramené à Verden (4 août); le duc de Brunswick-Wolfenbüttel opère la retraite.

Diète du cercle de basse Saxe à Brunswick (22 août — 10 septembre 1625); on ne peut s'entendre.

Tilly occupe Hameln (17 août), prend Stolzenau, *assiége Nienbourg.* — Christian IV somme l'Empereur de rappeler Tilly; le Roi quitte Ver-



den. — Tilly lève le siége de Nienbourg (fin septembre), s'établit à Rössing (31 octobre), bat un corps danois commandé par le duc Frédéric de Saxe-Altenbourg; mort du duc. — Tilly ne peut occuper Hanovre; il s'établit à Bockenem.

La guerre, suspendue pendant l'année 1624, était partout imminente. L'Empereur essayait toujours de la conjurer en négociant; mais le Palatin rendait la paix impossible, en réclamant avant tout la restitution de ses États; sans cette condition, ni lui, ni ses amis ne déposeraient les armes. En attendant, il ne cessait de chercher des ennemis à l'Empereur; il correspondait avec Bethlen Gabor, auquel il offrait, pour prix de son concours, la possession viagère de la Moravie; il l'engageait à demander de l'argent à Constantinople, à Venise, et pensait qu'on subviendrait d'ailleurs facilement aux frais de la guerre en s'emparant des biens des catholiques.

L'électeur de Bavière, qui n'ignorait pas que les protestants se préparaient à combattre, ne négligeait rien de son côté. Il pressait l'Empereur d'accroître le nombre de ses troupes, et de demander à l'infante d'Espagne un concours sérieux pour enlever la Frise orientale aux Hollandais. La possession de cette province leur livrait en effet l'Elbe et le Weser, et leur permettait à la fois d'arrêter le commerce et de fomenter une nouvelle guerre dans l'Empire. Maximilien pria aussi l'Empereur d'empêcher que l'évêché d'Halberstadt ne tombât au pouvoir du Danemark, parce que le roi Christian aurait eu alors dans l'Empire quatre États épiscopaux (14 janvier 1625).

Mais les conseillers de l'Empereur critiquèrent tous ces plans. L'Infante ne devait pas, suivant eux, se mêler de l'affaire de la Frise orientale, parce qu'on soupçonnerait l'Espagne de vouloir s'emparer de cette province; et il était impossible de s'opposer à ce que le roide Danemark acquît l'évêché d'Halberstadt, sans le pousser à la guerre[1].

La situation de l'armée de la Ligue dans ses quartiers de Hersfeld n'avait fait qu'empirer pendant l'hiver. Le Rhin et le Weser, par lesquels on aurait pu l'approvisionner, étaient barrés, le Rhin, à Saint-Goar, par le landgrave de Hesse-Cassel; le Weser,

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 348, 366 et suiv., 396.

à son embouchure, par les Hollandais[1]; et les pays de la Ligue se trouvaient trop éloignés pour pouvoir envoyer des vivres. Il fallut des prodiges de prévoyance et d'habileté pour empêcher l'armée de périr. Quatre régiments, envoyés à Freistadt et à Krummau, en Bohême, se révoltèrent; Tilly se rendit auprès d'eux (mars 1624), et put seul les ramener à l'obéissance.

De retour à Hersfeld, il trouva tout le nord de l'Allemagne en ébullition. De tous côtés affluaient des plaintes contre les charges que les troupes de la Ligue imposaient aux habitants. Les partisans du Palatin déployaient partout la plus grande activité; Tilly devait surveiller tout le pays qui s'étend du Weser à l'Alsace. Ce qui aggravait particulièrement sa position, c'était la facilité avec laquelle l'Empereur dispensait des garnisons militaires les princes ou les villes qui se plaignaient de ces charges. L'archiduc Léopold lui-même réclama contre l'occupation du territoire de Strasbourg. Sa répugnance à l'égard des troupes bavaroises et plus encore à l'égard des troupes espagnoles était d'ailleurs partagée par les habitants : « Plutôt être Français qu'Espagnols », disait-on à Strasbourg[2].

C'était surtout par crainte du retour de Mansfeld et d'Halberstadt, et d'une levée de boucliers du landgrave de Hesse-Cassel, que Tilly n'avait pas licencié son armée. Le landgrave Maurice de Hesse-Cassel était trop faible pour chasser les troupes de la Ligue qui occupaient ses États. On l'entendait souvent, dans son désespoir, prononcer ces paroles : « Mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné? » Parfois il se levait précipitamment, et, des fenêtres ouvertes de sa résidence, criait d'une voix retentissante : « Que le diable m'emporte! je ne veux pas capituler. » Le jugement rendu par le conseil aulique à Ratisbonne, au commencement de l'année 1623[3], par lequel il était condamné à restituer l'héritage de Marbourg à son cousin Louis de Hesse-Darmstadt, et qui chargeait de l'exécution les électeurs de Cologne et de Saxe avec l'appui de Tilly, augmenta encore sa haine contre

[1] Les Hollandais, en occupant les bouches de l'Elbe et du Weser, étaient maîtres du commerce allemand.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 302, 345; Schreiber, *Maximilian I*, p. 320.

[3] 1er avril 1623 (Dumont, *Corps diplomatique*, t. V, 2e part.).

l'Empereur. Il n'attendait plus qu'un succès de Mansfeld ou d'Halberstadt pour se révolter.

Afin d'exciter ses sujets, il faisait répandre des brochures dans lesquelles on leur annonçait qu'ils n'auraient plus à supporter longtemps le joug des papistes, que l'heure de la délivrance était proche, et que chacun devait s'armer. Il envoya son fils Maurice à la Haye, afin de s'entendre avec le Palatin pour un nouveau soulèvement, et des agents à Paris et à Copenhague, pour se procurer des alliés. Un appui à l'étranger lui était d'autant plus nécessaire, qu'il ne pouvait compter en Hesse que sur le bas peuple[1]; la noblesse se montrait disposée à traiter avec l'Empereur, et l'armée se dissolvait faute d'être payée. Enfin, n'y pouvant plus tenir, il laissa le gouvernement à son fils aîné Guillaume, et se retira dans la place forte de Plesse. Il visita ensuite la plupart des princes de basse Saxe, et fit tous ses efforts pour décider le roi de Danemark à faire la guerre à l'Empereur[2].

Les menées du landgrave de Hesse-Cassel n'avaient encore produit aucun effet sur les princes de basse Saxe. Le 16 juin 1624, il y eut une diète de ce cercle à Lünebourg. Deux conseillers auliques y demandèrent, au nom de l'Empereur, que les Hollandais fussent expulsés de la Frise orientale, que les enrôlements et les armements fussent interdits, qu'on assurât à l'armée catholique des vivres et le libre passage, enfin qu'on lui fournît des subsides pour faire la guerre aux Turcs. La diète, tout en protestant de son dévouement envers l'Empereur, exprima l'espoir que l'armée de la Ligue ne traverserait pas le cercle; et quant aux vivres, elle déclara que la misère du pays ne permettait pas d'en fournir; elle renvoya à une diète d'Empire l'examen de la question des subsides, et consentit à payer, en attendant, quatorze mois romains, si l'Empereur rappelait ses troupes[3].

L'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg s'était mis, par son zèle pour le calvinisme, dans une situation difficile vis-à-vis de ses sujets luthériens. Beau-frère du Palatin et du roi de

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 216.
[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 318, 342; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 214, 218.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 345; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 248.

Suède Gustave-Adolphe[1], il avait toujours détesté la maison d'Autriche; mais c'était un médiocre politique, et avant tout un homme de plaisir. Trop timide pour se déclarer ouvertement, il ne manifesta son hostilité que lorsqu'il eut des alliés. Il fit de grands efforts pour obtenir du roi de Suède qu'on attaquât l'Empereur; mais Gustave-Adolphe était alors absorbé par sa guerre de Pologne. L'électeur envoya alors son conseiller de cabinet, le comte de Schwartzenberg, à Paris et à la Haye, pour prier la France et la Hollande d'occuper quelques places du duché de Juliers, qui appartenaient au Palatin de Neubourg. Il avait déjà conclu une alliance avec la Hollande en 1622, pour la défense de ses possessions de Westphalie; il la renouvela en 1624, et, au milieu de novembre de cette année, il fit occuper par les Hollandais le comté de la Mark[2]. L'indignation que causa cette occupation étrangère fut générale en Allemagne; l'électeur crut l'apaiser en affirmant d'abord que les Hollandais avaient agi sans son consentement, puis qu'il n'avait appelé le prince d'Orange que pour assurer ses droits sans porter atteinte à l'autorité de l'Empereur. Le comte palatin, Wolfgang-Guillaume de Neubourg, craignant pour la part qui lui avait été attribuée, demanda le secours de la Ligue[3].

Tilly était toujours d'avis d'attaquer la Hollande[4]. Pensant que le prince d'Orange allait s'unir à Mansfeld, attaquer les Espagnols qui assiégeaient Bréda, et, après les avoir battus, envahir l'Allemagne, il voulait, sans tarder, secourir les Espagnols. Si formel que fût l'avis de Tilly, l'électeur de Bavière ne l'adopta pas. Il craignait surtout de s'engager dans une guerre étrangère, qui ne profiterait qu'à l'Espagne; il craignait aussi d'aigrir l'électeur de Brandebourg. Sur les pressantes instances de l'infante Isabelle, il consentit seulement à envoyer dans le comté

[1] L'électeur de Brandebourg avait épousé, en 1616, Élisabeth-Charlotte, sœur du Palatin; et sa sœur, Marie-Éléonore, avait épousé Gustave-Adolphe en 1620.

[2] Le 11 mai 1624, un nouveau partage de la succession de Juliers, entre l'électeur de Brandebourg et le duc de Neubourg, avait attribué à l'électeur les comtés de la Mark et de Ravensberg (PFEFFEL, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 286).

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 281; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 331.

[4] Il avait encore soutenu cette opinion à Vienne, lors de son voyage en Bohême; mais l'Empereur ne l'avait pas adoptée.

de la Mark douze mille hommes sous Tilly, mais avec l'ordre formel de se tenir sur la défensive, et de se borner à couper aux Hollandais leurs communications[1].

Le principal adversaire de l'Empereur allait être maintenant le roi de Danemark. Après la défaite d'Halberstadt à Stadtlohn et celle de Mansfeld à Friesoythe (1623), Christian IV s'était montré disposé à servir d'intermédiaire entre l'Empereur et les protestants; et, en avril 1624, il annonçait encore à la cour de Vienne qu'il était prêt à faire tous ses efforts pour rétablir la paix. Mais son but était d'agrandir ses États en y annexant les évêchés voisins, et de se rendre maître des bouches de l'Elbe et du Weser. Son fils Frédéric, déjà administrateur de l'évêché de Verden et coadjuteur de l'archevêché de Brême, convoitait en outre l'évêché de Minden. Christian de Brunswick, le vaincu de Höchst et de Stadtlohn, lui avait en outre cédé l'évêché d'Halberstadt moyennant une somme d'argent; mais le chapitre refusa de reconnaître le jeune prince[2]. Le roi de Danemark résolut alors de s'en emparer par la force. Il était soutenu dans son dessein par l'ambassadeur français des Hayes, qui se rendait, tantôt en Danemark, tantôt en Suède, pour amener ces deux puissances, ainsi que la Hollande, à s'unir avec la France et l'Angleterre contre l'Autriche[3]. Il lui aurait été fort utile d'entraîner aussi du côté des ennemis de l'Empereur l'électeur de Saxe. Jean-Georges avait des intérêts semblables à ceux de Christian IV, car, si le Danemark cherchait à acquérir des territoires ecclésiastiques, la Saxe désirait conserver ceux dont elle s'était emparée[4].

Maximilien n'ignorait pas les projets et les préparatifs des pro-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 332.

[2] Cette somme ne fut pas payée, et le chapitre élut Christian de Celle à la place de Frédéric (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 333).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 308, 444; Schreiber, *Maximilian I*, p. 334; Opel, *Der niedersächsisch-dänische Krieg*, t. I, p. 56, 103, 585; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 285.

[4] L'Empereur venait de donner au roi de Danemark un rival dangereux, en octroyant à la branche cadette des comtes de Schaumbourg, avec le rang de princes de l'Empire, l'usage du titre et des armes du duché de Holstein, que la branche aînée de cette maison avait possédés pendant près de trois siècles, et qui, à l'extinction de la branche aînée, au lieu d'arriver à la branche cadette des comtes de Schaumbourg, étaient entrés par les femmes dans la maison d'Oldenbourg ou de Danemark (Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 285).

testants; il voyait bien que la guerre n'avait pas été terminée par les défaites d'Halberstadt et de Mansfeld, et il s'efforçait de mettre le parti catholique en mesure de la continuer. Il réunit pour cela les membres de la Ligue à Augsbourg (22 avril 1624). Comme il craignait qu'on y proposât la dissolution de la Ligue afin de ne plus payer de contributions de guerre, il avait obtenu du Pape un bref qui faisait aux évêques et aux abbés un devoir strict de la maintenir.

Les princes ne vinrent pas en personne : ils envoyèrent des ambassadeurs. Le baron de Preysing, l'un des ambassadeurs de la Bavière, présenta à l'assemblée un tableau de la situation de l'Allemagne. La Frise orientale était au pouvoir des Hollandais; le roi de Danemark, Mansfeld, Halberstadt, Bethlen, se préparaient à rétablir le Palatin, et à s'emparer des biens ecclésiastiques. En présence de si grands dangers, il fallait que la Ligue prît des mesures. Le président de la trésorerie, Schuss, expliqua que la supériorité de l'ennemi avait obligé l'électeur de Bavière à accroître jusqu'à vingt et un mille hommes le nombre des troupes, que l'assemblée de Ratisbonne avait fixé à quinze mille. Il s'agissait de payer leur solde.

On discuta pendant plusieurs semaines sans pouvoir s'entendre. Il y avait antagonisme entre les deux directoires de la Ligue, celui du Rhin et celui de la haute Allemagne, dont les membres délibéraient séparément. Maximilien, pour le faire cesser, proposa de délibérer en commun. Le directoire du Rhin refusa; il voulut aussi ne conserver que le chiffre de soldats fixé à Ratisbonne, et payer sa quote-part en conséquence. Deux de ses membres, l'évêque de Würtzbourg et l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg et de Passau, demandèrent, le premier, à déduire de sa contribution les sommes que lui avait coûté le logement des troupes; le second, à ne rien payer, parce que ses deux évêchés avaient trop souffert, et qu'il avait d'ailleurs mis lui-même une armée en campagne. A tout cela, le directoire de la haute Allemagne, dont la Bavière faisait partie, répondait qu'il ne voulait pas payer plus que le directoire du Rhin.

Enfin, la majorité des députés désirait la paix, mais elle laissait entendre qu'il serait impossible de l'obtenir, tant que le duc de Bavière resterait en possession de la dignité électorale enlevée au Palatin.



Maximilien répondit qu'il avait accepté le commandement de la Ligue à son corps défendant, pour sauver la religion catholique d'une ruine complète, et conserver aux évêques leurs États. Il n'avait jamais fait la guerre pour obtenir la dignité électorale, et offrait de s'en démettre, si l'on pouvait lui démontrer que la paix serait par là rétablie. Le sentiment du danger dans lequel se trouveraient tous les princes ecclésiastiques si Maximilien se retirait, mit fin à la discussion; on décida qu'on payerait des subsides, mais que l'armée serait réduite à quinze mille hommes [1].

Le parti catholique, divisé en Allemagne, trouvait peu de secours à l'étranger. L'accord entre les deux branches de la maison de Habsbourg n'était pas aussi complet que le croyaient les contemporains; et l'ambassadeur espagnol à Vienne, le comte Ognate, avec son orgueil et ses prétentions à se mêler de tout, n'était pas l'homme qu'il fallait pour le rétablir. L'Espagne, engagée dans une guerre interminable avec la Hollande, s'efforçait d'y faire intervenir l'Allemagne; mais l'Empereur et surtout la Ligue ne voulaient pas agrandir le théâtre de la lutte. Cependant, comme Ferdinand avait besoin des secours de l'Espagne, il envoya Maradas à Madrid, au commencement de l'année 1624, pour décider le Roi à contracter une alliance avec l'Autriche et avec la Ligue. Cette alliance devenait plus utile que jamais à l'Espagne, par suite de la rupture du mariage anglais [2].

Le chef des protestants était alors le roi de Danemark. Le margrave Christian-Guillaume de Brandebourg, administrateur de Magdebourg, craignant de perdre cet archevêché, poussait son neveu, l'électeur de Brandebourg, à s'allier avec Christian IV. En attendant, l'électeur fit occuper le comté de Ravensberg par quelques escadrons placés sous le commandement du jeune baron de Gand, afin d'ouvrir à Mansfeld un passage pour aller, de Hollande, rejoindre l'armée danoise.

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 325, 327.

A Ratisbonne, la Ligue avait promis à Tilly un présent de vingt mille thalers, et pour plus tard un autre dédommagement. Tilly ayant écrit pour se plaindre de n'avoir rien reçu, l'assemblée d'Augsbourg décida qu'on lui payerait les vingt mille thalers, et lui promit en outre cent mille florins. Elle adressa ses remercîments à Tilly. Maximilien lui avait donné la seigneurie de Breitenbeck dans le haut Palatinat (Schreiber, *Maximilian I*, p. 326).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 359.



Les villes hanséatiques, de leur côté, servaient de places d'enrôlement au roi de Danemark, et lui fournissaient des vivres et des munitions. A Hambourg, on prêcha et l'on pria dans toutes les églises protestantes, pour que le ciel bénît les armes de Christian et des alliés, et anéantît tous *ces tigres de papistes*. Les ministres luthériens firent de même dans la basse Saxe. Des pamphlets remplis d'injures étaient répandus dans tout le nord de l'Allemagne, afin de soulever contre les catholiques les basses classes du peuple[1].

Les préparatifs du roi de Danemark n'échappaient pas à Tilly. « Je prévois, écrivait-il à l'électeur de Mayence dès la fin de février de l'année 1625, je prévois la guerre la plus sanglante que nous ayons eue depuis la rébellion de Bohême; mais je place ma confiance en Dieu et en sa justice. »

Le 21 février 1625, Christian IV prit à son service le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar, qui devait enrôler quatre mille cavaliers. Il lui importait beaucoup de se rattacher le cercle de basse Saxe, dont il faisait partie comme duc de Holstein. Le duc Christian de Brunswick-Lünebourg-Celle, demeuré fidèle à l'Empereur, en était le colonel[2]. Son grand âge et la difficulté qu'il éprouvait à se faire obéir le décidèrent à se démettre de ses fonctions. Le roi de Danemark désirait le remplacer, afin de pouvoir joindre les troupes du cercle aux siennes.

Il y eut à Lauenbourg (3 avril 1625) une réunion de plusieurs princes du cercle de basse Saxe, à laquelle assistèrent le roi de Danemark, le landgrave Maurice de Hesse-Cassel, et le résident hollandais à Hambourg, Voppius d'Aitzema[3], ennemi acharné de l'Empereur. Les princes présents promirent leurs voix au Roi; mais lorsque la diète du cercle eut été réunie à Brunswick pour l'élection (mai 1625), les voix se partagèrent deux fois également, et il fallut user d'artifice pour faire nommer le Roi. Christian IV, en notifiant son élection à l'Empereur, lui promit d'observer fidèle-

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 336.

[2] Le *Mercure français* dit : « Capitaine général. » (T. XII, p. 1150.)

La maison de Brunswick était partagée en deux branches : Wolfenbüttel et Lünebourg, qui se disputaient la principauté de Grübenhagen; l'Empereur avait attribué cette principauté à la branche de Lünebourg (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 464).

[3] Oncle de l'historien de ce nom.



ment la constitution de l'Empire; mais il lui reprocha en même temps de n'avoir pas pardonné au Palatin (24 mai 1625).

La diète de Brunswick eut aussi à décider la question importante de savoir si le cercle lèverait une armée. Sept voix se prononcèrent pour la négative : c'étaient le duc Christian de Brunswick-Lünebourg-Celle, l'évêché de Hildesheim et cinq villes de la basse Saxe. Six voix : le roi de Danemark, comme duc de Holstein, Christian-Guillaume de Brandebourg, administrateur de Magdebourg, Jean-Frédéric de Brême, Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel, et les deux ducs de Mecklenbourg, Adolphe-Frédéric et Jean-Albert, se prononcèrent pour l'affirmative. La majorité, sept contre six, ne voulait donc pas d'armements; mais le roi de Danemark vota illégalement une seconde fois, comme représentant son fils mineur, administrateur de l'évêché de Schwerin. Il y eut alors partage. On fit plus. La ville de Nordhausen, sans envoyer de député, avait écrit que s'il y avait unanimité, elle s'y rallierait. Ce cas ne se présentait pas, puisqu'il y avait partage; on compta sa voix néanmoins; mais, au lieu de considérer Nordhausen comme votant dans le même sens que les autres villes, on joignit sa voix à celles des princes, et la majorité se trouva être alors en faveur des armements.

Le but des princes, en votant des armements, était de s'assurer la possession des évêchés dont ils s'étaient emparés. Ils ne furent pas soutenus par leurs sujets : ceux-ci leur refusèrent des subsides; mais le roi de Danemark en reçut de l'étranger, et put, en s'appuyant sur le vote de la diète du cercle de basse Saxe, introduire sur le territoire de ce cercle des troupes enrôlées au dehors.

Cependant le roi de Danemark cherchait à donner le change sur ses intentions, en déclarant qu'il n'avait levé des troupes que pour défendre le cercle contre Mansfeld. Mais, comme il avait enrôlé trente mille hommes, c'est-à-dire beaucoup plus qu'il n'en fallait pour résister à Mansfeld, on devait lui supposer d'autres intentions[1].

Tilly se tenait sur ses gardes. Avant de marcher en avant, il voulut assurer ses derrières. Comme il craignait que les places de

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 396, 403; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 211, 249, 253, 256.

Cassel, Ziegenhain et Rheinfels fussent livrées à Mansfeld par le landgrave Maurice, il convoqua, à son quartier général de Hersfeld, la diète provinciale de la Hesse-Cassel (31 mai 1625), et obtint d'elle la promesse que les Hessois ne recevraient sur leur territoire aucune armée étrangère, laisseraient le passage libre à l'armée de la Ligue, et s'opposeraient, autant qu'ils le pourraient, à ce que l'ennemi fît des enrôlements chez eux [1].

Pendant que le roi de Danemark et Tilly s'observaient, Mansfeld et Halberstadt avaient recommencé la guerre.

Après avoir évacué la Frise orientale, Mansfeld vint à la Haye [2]. Informé de la rupture du mariage espagnol et de la brouille qui en était résultée entre l'Angleterre et l'Espagne, il se rendit à Londres et obtint de Jacques Ier la promesse de subsides et l'autorisation de lever douze mille hommes (10 juin 1624). Sur le continent, on recrutait les armées au moyen d'enrôlements volontaires; en Angleterre, on les recrutait par force au moyen de la presse. Ce fut ainsi que Mansfeld se procura douze mille hommes (octobre 1624). Il les embarqua sur près de trois cents navires et fit voile pour Calais. Les Français ne se souciaient pas de recevoir des bandes de soldats indisciplinés; ils refusèrent de les laisser débarquer.

Les côtes des Pays-Bas espagnols étaient bien gardées; Mansfeld ne put pas y aborder non plus. Au mois de février 1625, il arriva devant Gertruydenberg [3]. Les Hollandais ne le voyaient pas venir avec plaisir, quoique Mansfeld offrît de les aider à faire lever le siége de Bréda [4]. Une tempête empêcha le débarquement pendant plusieurs jours. Cependant la peste régnait à bord de la flotte; la mortalité y était effrayante; les cadavres jetés à la mer étaient poussés à la côte et répandaient partout l'infection. Enfin le débarquement put s'effectuer; mais les désertions commencèrent aussitôt parmi ces malheureux soldats enle-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 344, 371; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 258.

[2] Ranke (*Histoire de France au* XVIe *et au* XVIIe *siècle*, t. III, p. 122) raconte qu'il fut permis à Mansfeld de venir en France, qu'il négocia avec la Vieuville, et que vraisemblablement il vit le Roi lui-même en grand secret.

Mercure français, t. XII, p. 806, 842, 1184.

[3] Sur le Wahal, au sud-est de Dordrecht.

[4] Alors assiégé par les Espagnols, sous le commandement de Spinola.

vés par force, qu'on nourrissait à peine, et qui n'avaient pas encore la moindre notion du maniement des armes. Il n'en resta que six mille auprès de Mansfeld.

Halberstadt avait passé à la Haye l'hiver de 1623 à 1624[1]. Il vint aussi en Angleterre pour y lever des troupes; mais il n'y inspira aucune confiance. Il fut plus heureux en France, parvint à y enrôler deux mille cavaliers (fin 1624), et s'embarqua avec eux à Calais pour la Hollande. La tempête dispersa sa flotte et engloutit plusieurs navires; Halberstadt rejoignit Mansfeld avec un petit nombre d'hommes.

Mansfeld et Halberstadt firent de grands efforts pour obliger Spinola à lever le siége de Bréda; mais leur armée se fondait à vue d'œil : au commencement de juillet (1625), ils n'avaient plus auprès d'eux que quatre cents Anglais ou Français et quatre mille Allemands capables de combattre. Lorsque Bréda eut succombé (11 juin 1625), ils se dirigèrent vers l'Allemagne[2]. Leurs soldats avaient été obligés de garder quelque discipline en Hollande, sous peine d'être anéantis par leurs alliés. Mais dès qu'ils furent entrés dans le pays de Clèves et de Cologne, ils se mirent à piller et à brûler, comme avaient fait les anciennes bandes des deux condottieri.

Tilly, informé de leur arrivée, envoya Anholt contre eux avec six mille hommes; mais ils se retirèrent, au lieu de l'attendre pour lui livrer bataille, et Anholt, que Tilly ne pouvait appuyer parce qu'il craignait une attaque du roi de Danemark, n'osa pas s'aventurer à leur poursuite. Halberstadt rejoignit son oncle, le roi de Danemark, avec les cavaliers qui lui restaient; Mansfeld resta dans l'archevêché de Brême, afin de n'avoir à obéir à personne[3].

[1] Il annonçait l'intention de se mettre au service de l'Autriche pour combattre les Turcs, et rejetait la responsabilité de ses fautes sur sa jeunesse et sur les mauvais conseils qu'il avait reçus (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 336, 408).

[2] D'après Hurter, ils avaient encore douze mille fantassins et deux mille cavaliers, avec quatorze canons (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 408).

Mansfeld se retrancha entre Wesel et Rees, et Halberstadt, près d'Uerdingen (au nord de Düsseldorf) et à Arnstein.

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 336, 408; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 227, 230, 269, 272; LINGARD, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 640.

Vers la fin du mois de juin, Tilly quitta son quartier général de Hersfeld, et entra dans l'évêché de Paderborn, pour empêcher Mansfeld de rejoindre aussi le Roi[1]. Christian IV avait envoyé le baron de Gand s'emparer du comté de Ravensberg, pour frayer la route à Mansfeld; ce fut vers ce point que Tilly se dirigea. Il traversa Warbourg, occupa Bielefeld, capitale du comté de Ravensberg, et arriva devant la place de Sparrenberg, que le baron de Gand occupait avec huit cents Brandebourgeois. Le baron, sommé de l'évacuer, obéit.

De là, le général adressa au cercle de basse Saxe un manifeste qui invitait les États à rompre leur alliance avec les Danois, à licencier leur armée et à se soumettre à l'Empereur. Injonction fut faite au roi de Danemark (30 juin 1625), en sa qualité de prince de l'Empire, d'abandonner la cause du Palatin, et de déclarer dans quel dessein il avait mis en campagne une aussi forte armée. Christian IV répondit que le cercle et lui désiraient ardemment la paix, et que leurs préparatifs étaient simplement défensifs.

Cependant Tilly craignait de diminuer le courage de ses soldats en restant sur la défensive; mais l'Empereur hésitait encore à prendre l'offensive, tant il désirait la paix. Tilly la prit néanmoins sans attendre sa décision, et avec le seul assentiment de l'électeur de Bavière. Le 25 juillet 1625, il campa près de la petite ville brunswickoise de Holzminden, après avoir franchi le Weser à Hoxter; il entrait ainsi dans le cercle de basse Saxe[2].

Christian IV avait confié à son fils le gouvernement de ses États (19 mai 1625), et était venu se mettre en personne à la tête de son armée[3]. Il quitta son quartier général d'Itzehoe, dans le Holstein, le 17 juillet 1625, et traversa les évêchés de Brême et de Verden pour entrer dans la basse Saxe. Son armée se composait de vingt-quatre mille fantassins et six mille cavaliers. L'infanterie, commandée par Jean-Philippe Fuchs, chevalier franco-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 36.

[2] Il demanda aux États de basse Saxe de montrer leurs bonnes dispositions envers l'Empereur, en lui fournissant comme aux Danois des vivres et des munitions (29 juillet 1625), et il leur dit qu'il n'était entré sur le territoire du cercle que parce que les préparatifs du Roi l'y avaient forcé (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 414).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 402.

nien, était très-mélangée et de mauvaise qualité; les officiers, presque tous Allemands du Holstein, étaient jeunes et inexpérimentés. La cavalerie, troupe d'élite, avait à sa tête le brave duc Ernest de Saxe-Weimar et le comte palatin Frédéric de Deux-Ponts-Birkenfeld [1]. Le cercle de basse Saxe donna au Roi, comme conseillers, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel et les deux ducs de Mecklenbourg.

Les Danois, qui s'étaient avancés d'abord jusqu'à Höxter, abandonnèrent cette place à Tilly et se retirèrent le long du Weser, sur Hameln. Ils se plaignaient de leurs quartiers et de l'insuffisance de leur solde. Christian, ne pouvant compter sur eux, n'osa pas attaquer les Bavarois et abandonna l'offensive [2].

Le 30 juillet 1625, à la tombée de la nuit, le roi de Danemark faisait le tour des remparts de Hameln pour inspecter les postes, lorsque son cheval, effrayé du bruit qu'il faisait en traversant un pont de bois, s'emporta; les planches s'écartèrent, et cheval et cavalier tombèrent dans un fossé profond de vingt-deux pieds. Le cheval se rompit le cou, et le Roi fut relevé presque mort. Il ne voyait plus, n'entendait plus; la respiration seule annonçait qu'il vivait encore. Ses yeux étaient fermés; ce fut seulement au bout de trois jours qu'il put les rouvrir, faire comprendre par gestes qu'il entendait, et prononcer quelques mots à voix basse [3].

Cet accident fit croire au Roi qu'un mauvais destin le poursuivait. Comme il était souffrant des suites de sa chute, il pria Tilly, alors à Holzminden, de lui accorder un armistice. Tilly ne repoussa pas la proposition; mais, au lieu de conclure un armistice, il posa des préliminaires de paix. Ses conditions étaient : un désarmement général, la restitution aux catholiques des évêchés de Verden, de Brême et d'Halberstadt, occupés en violation de la paix d'Augsbourg [4] et de la réserve ecclésiastique, la démolition de

[1] Fait prisonnier à Stadtlohn, il avait été remis en liberté à la condition de ne plus combattre l'Empereur (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 339).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 407 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 337 et suiv.; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 258.

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 414; *Mercure français*, t. XII, p. 1160.

[4] Les évêchés n'étaient sans doute pas compris dans les biens ecclésiastiques abandonnés aux luthériens par la diète de Mülhausen (1620). (Voir ci-dessus p. 188, 189.) En outre, les princes, sauf l'électeur de Saxe,

toutes les fortifications élevées sur les rives de l'Elbe et du Weser, et, comme garantie, l'occupation de quelques villes par des garnisons de la Ligue.

La demande de restitution des évêchés de Verden, de Brême et d'Halberstadt remplit de crainte les envoyés du Roi. Ils ne pouvaient se dissimuler que le triomphe de Tilly entraînerait le rétablissement du catholicisme dans le nord de l'Allemagne, et la perte, pour les protestants, des biens d'église dont ils jouissaient. Sans pousser plus loin les négociations, ils quittèrent Holzminden, déclarant que le Roi et le cercle, en se préparant à la guerre, n'avaient pas eu d'autre but que de se défendre; ils ne comprenaient donc pas pourquoi l'on voulait les désarmer. Ils ajoutèrent que les conditions leur semblaient tellement dures, qu'ils n'oseraient pas les faire connaître au Roi, de peur de retarder sa guérison et même de mettre sa vie en danger[1].

Les membres du cercle de basse Saxe se montrèrent moins difficiles. Ils convoquèrent une diète à Brunswick, pour le 22 août 1625, afin de décider Christian à déposer les armes, et répondirent à Tilly qu'ils allaient examiner ses conditions. La timidité que le roi de Danemark avait montrée dès le commencement de la campagne, et qui semblait indiquer qu'il doutait du succès, avait enlevé au cercle toute confiance en lui. Sa chute à Hameln et la maladie qui s'ensuivit furent loin de la rétablir. Christian n'ayant pas paru en sûreté à Hameln, on le ramena à Verden (4 août). Le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel prit le commandement en chef et donna l'ordre de la retraite.

Tilly n'ajoutait aucune foi aux assurances pacifiques du cercle de basse Saxe. Il reprocha aux princes leur conduite, leurs enrôlements, contraires à la constitution. Ils s'étaient alliés avec les ennemis de l'Empereur, et n'attendaient qu'un succès des Hollandais pour se déclarer contre lui. L'Empereur ne se contenterait plus désormais de vaines protestations de respect; il réclamait l'obéissance qui lui était due. L'entrée de l'armée de la Ligue sur le territoire du cercle était parfaitement justifiée; elle ne s'en retirerait que lorsque le Roi lui-même l'aurait quitté.

n'avaient pas rempli la condition de cet abandon, qui était de secourir l'Empereur contre la Bohême.

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 340.



L'électeur de Saxe avait pris une grande part à la convocation de la diète de basse Saxe, dans l'espoir qu'elle ramènerait la paix. Le général de la Ligue s'y fit représenter par le lieutenant-colonel Gronsfeld et par le commissaire des guerres Ruepp.

La diète s'ouvrit à Brunswick, le 22 août 1625. Elle fut peu nombreuse. Les ambassadeurs de Tilly reprochèrent aux États d'avoir tramé des complots contre l'Empereur, malgré leurs assurances de fidélité, et d'avoir armé leurs frontières contre lui et non contre Mansfeld. Les États répondirent qu'ils avaient eu le droit d'envoyer des ambassadeurs à l'étranger, mais que c'était à tort qu'on les soupçonnait de leur avoir donné des instructions hostiles. Ils affirmaient que le roi de Danemark ne serait pas entré sur le territoire du cercle, si Tilly ne s'était pas avancé lui-même du côté du Weser en ravageant tout.

Après de nombreuses récriminations des deux côtés, Gronsfeld acquit la conviction que les États n'étaient nullement disposés à s'entendre avec l'Empereur, et Tilly le rappela (10 septembre 1625)[1].

Pendant ce temps, le général de la Ligue, après avoir rallié Anholt, quittait ses quartiers d'Holzminden et marchait au nord-ouest. Le 17 août, il occupa Hameln. Il prit ensuite d'assaut la forteresse de Stolzenau, sur le Weser[2]. La cavalerie danoise, arrivée trop tard pour dégager cette place, voulut barrer au moins le passage du Weser à Nienbourg; mais Tilly, s'avançant à la tête de toutes ses forces, l'obligea à s'enfuir sur la rive droite du fleuve, et commença le siége de la place. Nienbourg était défendu par le colonel Limbach[3].

Le roi de Danemark cherchait à gagner du temps, afin de pouvoir opérer sa jonction avec Mansfeld et les Hollandais. Il fit d'abord déclarer à Tilly, par le baron de Schönberg, ambassadeur d'Espagne à la cour de Danemark, qu'il était prêt à licencier son

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 415, 422, 424; Schreiber, *Maximilian, I*, p. 341.

[2] Runkel, un officier de Tilly, la livra peu de temps après aux Danois (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 428).

[3] Ce n'était probablement pas le même que le colonel Limbach, qui, après avoir été battu et fait prisonnier à Friesoythe, était entré au service de l'électeur de Cologne.

Mercure français, t. XII, p. 1154, 1161; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 416, 425.

armée, dès qu'il pourrait le faire sans porter atteinte à son honneur, et qu'il cesserait toute hostilité si Tilly levait le siége de Nienbourg.

Christian IV avait établi son quartier général à Verden. Lorsqu'il apprit que Bethlen Gabor faisait de nouveaux préparatifs contre l'Autriche, il changea de ton, et somma l'Empereur de rappeler immédiatement Tilly. Pour lui, il refusait de déposer les armes, car sa charge de colonel du cercle l'obligeait à défendre la basse Saxe. L'expédition de Tilly était, disait-il, une violation de la paix publique et de la constitution de l'Empire.

Protégé d'un côté par le Weser, de l'autre par des marais, et bien fortifié par les Danois, Nienbourg était facilement ravitaillé par eau. Les Bavarois, au contraire, manquaient de vivres et de munitions, car leurs communications étaient coupées par les paysans protestants des alentours. Les États du duc de Brunswick-Wolfenbüttel eurent beaucoup à souffrir de leurs ravages, surtout lorsqu'une troupe de soldats eut été massacrée au mépris d'une parole donnée. Leurs camarades les vengèrent en pillant, en brûlant partout, en détruisant les moissons, en coupant les pieds et les mains aux ministres protestants, en coupant les seins aux femmes, enfin en commettant des excès dignes des Turcs et des Tartares. Tilly ne pouvait retenir ses troupes. Les Danois, de leur côté, détruisaient les récoltes et gaspillaient tellement les vivres, que les habitants redoutaient la famine pour l'hiver. L'année, du reste, avait été mauvaise : en janvier, les arbres fruitiers étaient en fleur; en avril, la neige couvrit une partie de l'Allemagne; en juin et pendant tout l'été, il fit plus froid qu'en janvier; les récoltes avaient été insuffisantes; mais le soldat détruisait sans s'inquiéter du lendemain[1].

Lorsque les Bavarois se furent emparés des ouvrages extérieurs de Nienbourg et eurent poussé les tranchées jusqu'aux murailles, Christian IV fit proposer à Tilly de retirer la garnison danoise, et de remettre la place au duc de Lünebourg-Celle, qui était resté neutre. Tilly aurait accepté volontiers la proposition; ses troupes souffrant des pluies d'automne et de maladies, il désirait leur épargner les dangers d'un assaut. Mais les Danois étaient encore bien loin de vouloir livrer la place; ils cherchaient seulement à

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 299.



retarder par tous les moyens possibles les progrès de l'ennemi. Dans le Brunswick, les nobles et les paysans s'armaient et tuaient les détachements isolés de l'armée de la Ligue. Dès que le roi de Danemark put se tenir à cheval, il partit de Verden, renforça son armée avec les subsides qu'il avait reçus, et marcha contre les Bavarois.

Tilly n'avait pas les munitions nécessaires pour faire brèche. L'arrivée du roi de Danemark ne lui permettait pas d'ailleurs de rester plus longtemps devant Nienbourg ; il leva le siége (fin septembre) [1]. Son armée ne comptait plus que dix mille hommes capables de porter les armes, et huit mille malades ; il revint sur ses pas et entra dans l'évêché de Hildesheim par Hameln, pour aller au-devant de Wallenstein.

Tilly établit son quartier général à Rossing, sur la Leine, près de Hildesheim (31 octobre 1625). Quelques jours après (courant de novembre), il apprit qu'un passage de cette rivière, non loin de Hanovre, avait été occupé par un corps danois de trois mille hommes, sous le commandement du duc Frédéric de Saxe-Altenbourg. Il partit aussitôt avec quelques régiments d'infanterie et deux escadrons de cavalerie. Les Danois, surpris, se défendirent vaillamment ; mais ils furent culbutés dans la Leine. Un grand nombre d'officiers et presque tous les soldats périrent. Le colonel Obentraut, l'un des meilleurs chefs de l'armée de Mansfeld, grièvement blessé pendant qu'il fuyait, fut pris, et mourut quelques instants après. Quant au duc de Saxe-Altenbourg, qui, fait prisonnier à la bataille de Stadtlohn, avait été remis en liberté sur la demande de l'Empereur et à la condition de ne plus servir contre lui, il fut mis à mort comme parjure.

Ce succès eut pour résultat l'occupation de plusieurs places situées sur la Leine et sur le Weser, et le découragement ainsi que l'affaiblissement de l'armée danoise. Tilly ne put cependant entrer à Hanovre. Cette ville jouissait alors d'une grande indépendance sous le protectorat de la maison de Brunsvick-Wolfenbüttel. Le conseil qui la gouvernait était disposé à ouvrir les portes au général de la Ligue ; mais le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar souleva les habitants contre le conseil, et fit entrer une garnison.

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 416, 425 ; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 342 ; *Mercure français*, t. XII, p. 1161.

Après cette expédition, Tilly établit de nouveau son quartier général à Bockenem, au nord-est de Goslar, dans le duché de Brunswick, et disposa ses troupes entre Hildesheim et Brunswick [1].

La guerre danoise commence. Le roi de Danemark, craignant d'être dépouillé de ses biens ecclésiastiques et désirant en acquérir de nouveaux, s'est mis à la tête des protestants. Il est soutenu par la Hollande, qui cherche à occuper l'Autriche pour l'empêcher d'aider l'Espagne contre elle; par l'Angleterre, que la rupture du projet de mariage entre le prince de Galles et l'Infante ont brouillée avec l'Espagne; par la France, qui travaille à l'abaissement de la maison de Habsbourg; enfin, en Allemagne même, par les princes du cercle de basse Saxe, qui convoitent aussi les biens ecclésiastiques, ou craignent de perdre ceux dont ils se sont déjà emparés. La question palatine est déjà reléguée au second plan, et l'intervention de l'Angleterre ne réussit pas à l'en faire sortir. Aucun fait de guerre important n'a encore eu lieu, mais les protestants semblent devoir l'emporter sur les catholiques, car les forces de Tilly sont inférieures à celles du roi de Danemark, et la France, en fermant les passages de la Valteline, empêche l'Espagne de secourir l'Empereur. C'est à ce moment qu'apparaît Wallenstein.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 425; Schreiber, p. 343.



CHAPITRE IV

WALLENSTEIN. — BATAILLES DE DESSAU ET DE LUTTER. MORT DE MANSFELD.

1626.

Wallenstein, sa naissance, son éducation, ses premières armes. — Il est nommé général en chef (9 juin 1625) et lève une armée. — Parti d'Eger (3 septembre), il arrive devant Göttingue (6 octobre), va jusqu'à Alfeld, revient à Aschersleben, s'y met en quartiers d'hiver et organise son armée.

Diète de basse Saxe à Brunswick (1625-1626). — Le roi de Danemark et la diète ne peuvent s'entendre avec Wallenstein et Tilly.

Wallenstein bat, au pont de Dessau, Mansfeld qui marche vers Bethlen (12-21-25 avril 1626). — Le duc *Jean-Ernest de Saxe-Weimar* dévaste la Westphalie, et est rappelé par Christian IV (7 avril 1626). — *Halberstadt* fait une pointe sur Cassel et *meurt* à Wolfenbüttel (18 juin 1626).

Christian IV marche de Rotenbourg-sur-Wümme vers Wolfenbüttel. — Tilly quitte Bockenem (avril 1626), va à Höxter, envoie Anholt à l'ouest. — Embarras de Tilly; conduite de Wallenstein à son égard. — Wallenstein espère que Tilly sera battu et que lui commandera alors toutes les forces catholiques.

Tilly marche sur Cassel, se renforce, *prend Münden* (9 juin 1626), convoque la *diète de Hesse-Cassel* à Gudensberg (17 juin), se contente d'une promesse du landgrave de rester fidèle à l'Empereur (19 juillet).

Wallenstein renonce à son plan après la prise de Münden; il *a une entrevue avec Tilly à Duderstadt* (1er juillet 1626) et lui cède sept mille hommes.

Tilly assiége *Göttingue;* le roi de Danemark va au secours de cette ville. — Combat de Rössing (août 1626). — Göttingue capitule (9 août). — Tilly marche sur Nordheim, refuse de livrer bataille au Roi (14 août), se retire à Göttingue (17 août), rallie les sept mille Impériaux sous les ordres de Dufour (22 août), marche pour barrer le chemin aux Danois qui vont envahir la Thüringe. Le Roi rencontre Tilly près de Duderstadt (23 août) et se retire vers Wolfenbüttel. — Tilly l'atteint (26 août) et le bat à *Lutter* (27 août 1626).

Résultats de la bataille de Lutter. — Tilly occupe Nienbourg, Rotenbourg-sur-Wümme. — Le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel, l'administrateur de l'archevêché de Brême, son frère le duc Frédéric de Holstein-Gottorp, les villes de Lübeck et de Wismar, reviennent à l'Empereur. — Les ducs de Mecklenbourg hésitent. — Hambourg, d'abord favorable à l'Empereur, retourne à Christian. — Le landgrave *Maurice*



de Hesse-Cassel, dépouillé de *Marbourg* et obligé de remettre une partie de ses États en gage à Louis, puis au fils de celui-ci, Georges de Hesse-Darmstadt, abdique en faveur de son fils aîné Guillaume (8 mai 1627).

Christian IV reçoit peu de secours de ses alliés. — Réfugié à Wolfenbüttel, il réunit une nouvelle armée, fortifie Stade et en fait son quartier général. — Tilly place le sien à Peina.

Wallenstein et Mansfeld en Hongrie. — Mansfeld, renforcé par le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar, part de Tangermünde (10 juillet 1626) pour aller rejoindre Bethlen ; il traverse la Silésie, échoue devant Breslau et Neustadt. — Wallenstein le fait poursuivre par sa cavalerie sous les ordres de Pechmann, part lui-même d'Aschersleben (1er août), et arrive à Kottbus (13 août). — Mansfeld à Leipnick, en Moravie, veut revenir en Alsace ; le duc de Weimar s'y oppose.

Bethlen épouse Catherine, sœur de l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg et nièce de Christian IV, roi de Danemark (1625) ; il adhère au traité de la Haye (avril 1626), envahit la Hongrie, arrive à Debreczin (13 septembre). — *Mansfeld* traverse le Waag à Trentsin (14 septembre), rejoint Bethlen à Kaschau. — Wallenstein au bord du Gran, en face de Bethlen (30 septembre). Bethlen et Wallenstein se retirent. Retraite des Turcs. — Négociations de Presbourg. *Paix* de Nikolsbourg confirmée à *Leutschau* (18 décembre 1626). Duplicité de Bethlen.

Mansfeld cède ses troupes à Bethlen et part pour Venise ; il *meurt* à Ratona, en Bosnie (29 novembre 1626). Jugement sur sa vie. Le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar meurt à Saint-Marton (fin décembre 1626). Thurn ramène les bandes en Silésie.

Wallenstein revient dans ses quartiers. Irritation de l'Empereur contre lui.

Comme la guerre traînait en longueur, la cour de Vienne résolut d'y prendre une part plus active. Elle se proposait non-seulement d'achever la défaite des protestants, mais aussi de rendre l'Empereur indépendant de la Ligue, et de lui faire recouvrer en Allemagne le premier rang, que l'électeur de Bavière lui avait enlevé peu à peu. Il fallait pour cela que l'Autriche eût une armée, mais elle manquait d'argent : Wallenstein offrit d'en créer une qui dépendrait uniquement de l'Empereur et ne lui coûterait rien [1]. Le parti protestant avait déjà deux condottieri, Mansfeld et Halberstadt ; le parti catholique en eut un, Wallenstein [2].

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 70.

[2] Nous suivons la forme *Wallenstein*, adoptée par Ranke, au lieu de celle *Waldstein* (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 3).

La plupart des hommes du XVIIe siècle croyaient à l'astrologie, et admettaient l'influence que la position des astres au moment de la naissance exercerait sur l'âme et sur la vie. D'après eux, cette influence serait grande, mais non pas nécessitante. Képler, qui a tiré lui-même l'horoscope de

Wallenstein, né en Bohême, en 1583, était issu d'une famille de seigneurs tchèques, celle de Ralsko, qui se divisa en Wartenberg et en Waldstein. Il appartenait à une branche de ces derniers, branche peu riche, qui ne possédait que la terre d'Hermanic, dans le cercle de Königsgratz, où elle vivait avec une stricte économie, sans rien abandonner toutefois de ses hautes prétentions.

Le jeune Albert-Wenceslas-Eusèbe Wallenstein fut d'abord élevé dans le luthéranisme ; mais, comme il perdit son père et sa mère avant d'avoir atteint l'âge de douze ans, un de ses oncles maternels, Albert Slawata, le mit dans une école de frères moraves, dont la religion se rapprochait plus du catholicisme que du protestantisme. L'enfant ne respirait déjà que guerres et batailles; on lui donnait le surnom d'« enragé ». La discipline pacifique et sévère des frères moraves plaisant peu à sa nature ardente, un autre de ses oncles maternels le plaça chez les jésuites d'Olmütz, qui acquirent sur lui une grande influence. On le retrouve plus tard à l'université luthérienne d'Altdorf[1], d'où ses violences l'auraient fait renvoyer sans ses puissantes relations de famille, puis en Italie, à l'université de Padoue, dans les États de Venise.

Wallenstein fit ses premières armes sous un élève d'Alexandre Farnèse, le général Basta, dans une guerre contre les Turcs et contre les protestants hongrois. Après la paix, grâce à son beau-frère Zierotin, alors le principal personnage de la Moravie, il entra au service de l'archiduc Mathias. Élevé tour à tour par des luthériens et des catholiques, il continua d'aller à la messe, quoiqu'il sût que cela servit peu auprès d'un archiduc favorable aux protestants.

Wallenstein épousa de bonne heure, par l'entremise de l'archevêque de Prague, une dame plus âgée que lui, Lucrèce Nekyssowa de Landeck, qui mourut bientôt après, lui laissant de riches domaines situés en Moravie. Ce fut alors seulement qu'il prit rang parmi les seigneurs, qui formaient le premier ordre du royaume de Bohême depuis la suppression de l'ordre du clergé. Sa fortune s'étant accrue par cet héritage et par ses économies, il leva

Wallenstein, a observé qu'il était né au moment de la conjonction de Saturne et de Jupiter, ce qui expliquerait le mélange de qualités opposées qu'on découvrait en lui (RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 2).

[1] Au sud-est de Nürenberg.



une troupe de soldats, et accompagna l'archiduc Ferdinand de Styrie dans sa guerre contre Venise (1617).

Wallenstein se distinguait déjà par la bizarrerie de son caractère et son grand luxe, et aussi par une libéralité qui lui gagnait les cœurs. Il épousa peu de temps après, en secondes noces, une sœur de Léonard de Harrach[1], maréchal de la cour de Vienne, et gendre lui-même de Jean-Ulrich d'Eggenberg, protestant converti, qui était devenu le principal ministre et le confident de Ferdinand; il se trouva ainsi allié aux deux familles les plus influentes de la cour.

Lorsque la Bohême se révolta, Wallenstein, alors colonel d'un régiment morave, prit ouvertement parti pour Ferdinand. Il abandonna ses troupes, dont il n'était pas sûr; mais, comme on l'a déjà raconté, pour ne pas se présenter les mains vides, il emporta la caisse militaire, qui appartenait aux États et contenait quatre-vingt-dix mille thalers. Ferdinand rendit la somme, mais ne sut pas mauvais gré à Wallenstein de ce qu'il avait fait[2].

Wallenstein prit ensuite part à la résistance de Vienne contre Thurn et Bethlen. Il n'assista pas à la bataille de la Montagne-Blanche, mais il profita largement de ses résultats; il employa en effet l'argent qu'il avait économisé à acheter à vil prix une grande quantité de biens confisqués sur les rebelles, entre autres la seigneurie de Friedland. Il devint ainsi en peu de temps le plus riche propriétaire du pays, et reçut en septembre 1623 le titre de prince ou duc de Friedland.

Lorsque l'Empereur songea à créer une armée, Wallenstein lui offrit de lever vingt mille hommes, quinze mille fantassins et cinq mille cavaliers, qu'il conduirait à volonté en Italie, en Hongrie ou en Allemagne. Cette armée ne devait rien coûter à l'Autriche : Wallenstein s'engageait à la lever à ses frais, et elle devait vivre et s'entretenir elle-même, c'est-à-dire aux dépens des pays qu'elle occuperait : la guerre devait nourrir la guerre[3].

On hésita d'abord à accepter de pareilles offres. Le premier ministre, prince d'Eggenberg, malgré son estime pour Wallen-

[1] Fils de Charles de Harrach.
[2] Voir ci-dessus, p. 125.
[3] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 1 à 23; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 418.

stein, les repoussa, parce qu'elles constituaient une nouveauté et pouvaient avoir de dangereuses conséquences; mais comme on manquait d'argent, et qu'il fallait ou renoncer à lever une armée ou adopter le plan de Wallenstein, la plupart des membres du conseil furent d'avis de l'adopter. Le 9 juin 1625, Wallenstein fut nommé général en chef de toutes les armées impériales, et obtint une patente d'enrôlement. Il avait déjà recueilli tout l'argent nécessaire.

Des instructions adressées à Wallenstein, au mois de juillet, lui prescrivirent d'annoncer que tous ceux qui rentreraient dans l'obéissance conserveraient le libre exercice de la confession d'Augsbourg, mais que l'Empereur ne s'engageait à rien à l'égard de ceux qui résisteraient. Wallenstein ne pourrait pas, sans un ordre de l'Empereur, mettre des villes à contribution, ni rendre la liberté aux princes et aux généraux faits prisonniers. Le butin appartiendrait au soldat, mais la moitié en serait imputée sur la solde. L'artillerie et les munitions prises à l'ennemi reviendraient à l'Empereur. Le général, s'il avait à se réunir à Tilly, devrait le consulter et vivre en bonne intelligence avec lui. C'était une sorte d'entrepreneur de guerre avec un cahier des charges[1].

Le quartier général de la nouvelle armée avait été établi à Eger, au nord-ouest de la Bohême. Wallenstein en partit le 3 septembre 1625, à la tête d'environ vingt-deux mille hommes, traversa la Franconie et la Hesse-Cassel, et vint camper devant Göttingue (6 octobre 1625); il s'avança ensuite au nord jusqu'à Alfeld[2]. On pouvait croire qu'il allait se joindre à Tilly pour terminer la guerre d'un seul coup[3]. Mais sous prétexte que Mansfeld songeait à envahir la Silésie par le Brandebourg, et qu'il fallait lui barrer le chemin, Wallenstein, sans s'inquiéter des Bavarois, se dirigea rapidement d'Alfeld vers l'est, et établit son quartier général à Aschersleben, au sud de Magdebourg. Le respect de l'autorité impériale subsistait encore partout : le généralissime ne rencontra de résistance nulle part[4].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 418 et suiv.
[2] Sur la Leine.
[3] Tilly venait de lever le siége de Nienbourg et retournait à Rössing.
[4] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 426; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 42; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 312.

Le but de Wallenstein était de se mettre en possession des meilleurs quartiers d'hiver, pour y renforcer et y organiser son armée. Elle n'était, en effet, guère prête à combattre. Tout en elle se ressentait de la manière dont elle avait été levée : les soldats, réunis à la hâte, manquaient de discipline et d'instruction militaire [1]; beaucoup n'avaient pas encore d'armes; elle ne possédait qu'un seul canon, et les chevaux de la cavalerie étaient mauvais ; les soldats, ne recevant ni solde ni vivres, menaçaient de passer du côté des Danois. Il était inévitable qu'une telle armée commit beaucoup d'excès. Elle devait être nourrie par les territoires occupés, et il fallait cependant ne pas trop les ruiner, afin de se réserver des ressources pour l'avenir ; c'est pour cela que Wallenstein maintint parmi ses troupes une certaine discipline. Ayant besoin de champs cultivés pour en tirer des vivres et de maisons pour s'y abriter, il empêchait d'enlever aux paysans leurs chevaux de labour et d'abattre leurs demeures [2].

La fin de 1625 et le commencement de 1626 furent employés à négocier. La diète du cercle de basse Saxe s'étant de nouveau réunie à Brunswick, les ambassadeurs de Wallenstein et de Tilly lui demandèrent la retraite des troupes du roi de Danemark, le licenciement de celles du cercle, l'expulsion de Mansfeld, et une indemnité pour le duc de Brunswick-Lünebourg-Celle. La diète repoussa ces demandes, et réclama elle-même le départ des armées impériales. Ces difficultés n'étaient qu'accessoires et auraient pu être facilement écartées : la question fondamentale était toujours celle des biens ecclésiastiques. La diète demandait que les princes pussent garder les évêchés qu'ils possédaient, et que, pour les autres, les chapitres restassent libres dans leurs choix. C'était vouloir revenir sur la paix de religion, enlever à l'église catholique tous les biens qu'elle possédait dans le nord de l'Allemagne, et supprimer la réserve ecclésiastique.

Cependant, d'après le conseil des ambassadeurs saxons, les envoyés de Tilly offrirent de renouveler la promesse que l'Empereur avait faite, par une lettre adressée le 27 juillet 1625 aux États de basse Saxe, de laisser ceux qui se placeraient sous sa

[1] Plus de la moitié de l'armée de Wallenstein était protestante (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 365).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 426.

protection en possession des biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés. La diète, voyant qu'on cédait, accrut ses prétentions, et alla jusqu'à demander que l'Empereur payât l'entretien des troupes du cercle, parce que c'était lui qui, par son invasion, avait empêché de les licencier.

Les ambassadeurs de Saxe firent de grands efforts pour obtenir de la diète qu'elle se montrât moins exigeante : ils échouèrent, et, le 18 février 1626, les ambassadeurs de Wallenstein et de Tilly déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas accorder plus qu'ils n'avaient fait. Le roi de Danemark envoya de Wolfenbüttel (6 mars 1626) une déclaration pour annoncer que, l'armée impériale continuant à menacer les évêchés, il ne voulait pas négocier davantage, qu'il rappelait ses ambassadeurs et retirait à ceux de l'Empereur leurs sauf-conduits. Cet acte équivalait à une déclaration de guerre. L'électeur de Saxe affirma lui-même que si les négociations n'avaient pas abouti, la faute en était au roi de Danemark et à la diète de basse Saxe [1].

Christian IV publia un manifeste dans lequel il déclarait que Tilly et Wallenstein avaient envahi le cercle de basse Saxe pour supprimer la vraie religion chrétienne, détruire la liberté allemande, enlever aux princes les biens ecclésiastiques, et que le cercle n'avait pris les armes que pour se défendre. Il sommait tous les habitants de la basse Saxe enrôlés dans les armées de l'Empereur de les quitter, sous peine de perdre leurs biens et leurs fiefs et d'être considérés comme traîtres, et il annonçait qu'on ne ferait aucun quartier à l'ennemi. Les princes publièrent une déclaration semblable. Tilly répondit par un autre manifeste, dans lequel, entre autres choses, il prenait à témoin les ministres protestants, qu'aucun d'eux n'avait jamais été inquiété dans l'exercice de son culte [2].

Le roi de Danemark avait renforcé son armée avec les subsides que lui fournissaient l'Angleterre, la France et la Hollande. Il avait maintenant sous ses ordres, non-seulement l'armée danoise, mais encore les troupes du cercle de basse Saxe, et celles de Mansfeld, d'Halberstadt et du duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 431, 437, 438, 457; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 44.
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 458.

Bethlen Gabor, par son mariage avec une princesse de la maison de Brandebourg, parente du roi de Danemark et du Palatin [1], venait de se rattacher plus étroitement encore au parti protestant, et se tenait prêt à envahir la Hongrie. Enfin une révolte des paysans de la haute Autriche empêchait l'électeur de Bavière d'aider Tilly comme il l'aurait voulu, et Wallenstein n'avait pas encore achevé l'organisation de son armée ; le moment paraissait donc favorable pour une attaque dirigée par le parti protestant [2].

Le Roi se décida à marcher en avant. Il fut convenu que, pendant que Mansfeld remonterait le long de l'Elbe pour combattre Wallenstein, et que le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar envahirait la Westphalie pour tendre la main aux Hollandais, le Roi, avec l'armée principale, attaquerait Tilly sur le Weser et la Leine.

Mansfeld et Halberstadt avaient fait peu de chose pendant l'année 1625. Ils se livrèrent d'abord, dans les évêchés de Westphalie, à leurs extorsions habituelles ; mais elles ne suffirent bientôt plus à l'entretien de leurs troupes ; les maladies survinrent, et beaucoup de soldats désertèrent [3].

Au commencement de la campagne de 1626, Mansfeld avait douze mille hommes environ. Il pensait d'abord battre Wallenstein, puis pénétrer en Bohême ou en Silésie et rejoindre Bethlen. Il traversa le Brandebourg et se dirigea vers les États des princes d'Anhalt. En passant, il s'empara de la ville de Zerbst par ruse, et en fit massacrer la garnison, qui se composait de troupes impériales.

Wallenstein l'attendait au pont de Dessau, sur la rive gauche de l'Elbe, avec une armée de plus de vingt mille hommes, pour lui barrer le passage du fleuve. Il s'était retranché en avant de la ville de Dessau, sur les deux rives de la Mulde, et était maître du passage de l'Elbe au moyen d'une tête de pont élevée sur la rive droite. Ce fut cette tête de pont que Mansfeld attaqua le 12 avril 1626, jour de Pâques. Repoussé une première fois, il recommença l'attaque lorsqu'il eut été renforcé par Christian-Guillaume de Brandebourg, administrateur de Magdebourg. Le 21 avril, il se

[1] Voir ci-après, p. 409.
[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 45, 46.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 438, 459.

mit à battre la tête de pont avec trente pièces de canon, établies tout autour dans des retranchements disposés en demi-cercle. Le colonel impérial Aldringer défendit vaillamment cet ouvrage ; mais il avait trop peu de soldats pour résister longtemps ; Wallenstein fit alors traverser l'Elbe à une partie de ses troupes, et, le 25 avril 1626, à trois heures de l'après-midi, les deux armées en vinrent aux mains. La défaite d'un régiment hollandais, en qui Mansfeld plaçait toute sa confiance, décida de l'affaire ; à la vue de l'horrible massacre qui s'ensuivit, toute sa cavalerie fut saisie d'une terreur panique et prit la fuite. Mansfeld perdit six à sept mille morts, français, hollandais et anglais, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, toutes ses munitions, et beaucoup de butin. Il ne lui resta plus que trois mille fantassins et deux mille cavaliers ; Wallenstein n'avait éprouvé que des pertes insignifiantes. Les Impériaux entrèrent dans Zerbst, et pillèrent cette ville pour la punir d'avoir laissé massacrer la garnison impériale [1].

Après avoir battu Mansfeld, Wallenstein, au lieu de se réunir à Tilly pour marcher contre le roi de Danemark, revint dans ses quartiers d'Aschersleben.

Pendant que la gauche des protestants, sous Mansfeld, était battue par Wallenstein au pont de Dessau, leur droite, sous le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar, entrait en Westphalie pour tendre la main aux Hollandais, comme Mansfeld la tendait à Bethlen. Après avoir pris d'assaut Osnabrück, le duc de Saxe-Weimar s'empara du prévôt et du doyen du chapitre, ainsi que du syndic de l'évêché et de plusieurs jésuites, pour les punir de ce qu'on avait élu un évêque catholique, le comte de Wartenberg, au lieu du prince héritier de Danemark, qui était protestant. Münster fut encore plus maltraité, et Paderborn n'échappa que grâce à un mouvement stratégique de Tilly. Rappelé par le roi de Danemark (7 avril 1626), le duc de Weimar ne laissa que quelques garnisons en Westphalie [2].

Halberstadt ne fut pas plus heureux. Après avoir pillé la Westphalie avec Mansfeld pendant l'année 1625, il s'était trouvé

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 47 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 459.

[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 47 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 461, 463 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 346 ; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 343.

réduit à un millier d'hommes. Il se renforça à Wolfenbüttel, en enrôlant tous les hommes valides à partir de l'âge de quatorze ans, et, faute d'autres armes, il leur donna des masses garnies de pointes de fer. Son frère, Frédéric-Ulrich, prince régnant de Brunswick-Wolfenbüttel, ne fit rien cette fois pour l'arrêter. Halberstadt leva encore deux mille paysans dans les environs de Göttingue, et de là envahit et dévasta les États de son cousin, le duc de Lünebourg-Celle, demeuré fidèle à l'Empereur. Au commencement du mois de mars 1626, il voulut occuper Goslar, mais le conseil municipal refusa de lui livrer la ville. Il fit ensuite une pointe vers le Sud pour dégager le landgrave Maurice de Hesse-Cassel ; mais, repoussé par l'armée de la Ligue, il revint s'établir à Nordheim, sur un affluent de la Leine, pour y attendre une occasion favorable d'envahir de nouveau les États du duc de Lünebourg-Celle [1]. Saisi là d'une fièvre lente, suite de fatigues et d'excès de tout genre, il se fit transporter à Wolfenbüttel, pensant y être mieux soigné ; mais il y mourut presque subitement, le 16 juin 1626, dans les bras de sa mère, et en présence du roi de Danemark. Il n'avait que vingt-sept ans [2].

Christian IV, alors campé à Rotenbourg, sur la Wümme [3], marcha en avant, et établit son quartier général et toutes ses troupes à Wolfenbüttel.

Tilly, de son côté, partit de son quartier général de Bockenem au commencement d'avril 1626, et s'empara des villes brunswickoises de Clausthal, Zellerfeld et Wildenau, qu'occupaient des garnisons danoises. Il se dirigea ensuite à l'ouest vers Höxter, afin de conserver ses communications avec le Weser, et envoya Anholt avec quatre mille hommes dans les évêchés d'Osnabrück et de Münster, pour y surveiller les Danois.

Tilly était trop faible pour tenir seul la campagne contre le roi de Danemark. Sa situation était d'autant plus difficile qu'il refu-

[1] Le duc Christian de Brunswick-Lünebourg-Celle avait pour frère Georges de Brunswick-Lünebourg-Celle, élève de Spinola, et gendre de Louis, landgrave de Hesse-Darmstadt (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 464 et suiv.).

Hurter cite plusieurs princes qui entrèrent au service de l'Empereur uniquement pour piller (Hurter, *ibid.*, t. II, p. 466).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 438, 461, 470; Schreiber, *Maximilian I*, p. 348.

[3] A l'est de Brême.

sait de suivre l'exemple de Wallenstein et de faire vivre son armée uniquement aux frais du pays qu'elle occupait. Les villes lui fermaient leurs portes ; les habitants des campagnes se réfugiaient dans les forêts avec ce qui leur restait de provisions ; les soldats, poussés par la faim, s'éloignaient de leurs quartiers, soit seuls, soit par petits détachements, pour chercher leur nourriture, et ils étaient souvent massacrés par les paysans [1].

Tilly demandait des secours de tous les côtés ; il n'en recevait aucun, et il voyait arriver le moment où, ne pouvant plus vivre dans les pays protestants de la basse Saxe, il lui faudrait se replier, et transporter le théâtre de la guerre dans les pays catholiques du Main. Le duc de Bavière s'adressa aux princes ecclésiastiques et à l'Empereur. Il essaya de faire sortir les évêques de leur torpeur, en leur représentant le traitement que l'ennemi leur infligerait s'il était victorieux ; mais les évêques ne songeaient à prendre des mesures que lorsqu'il était trop tard. Quant à l'Empereur, il avait beau ordonner à Wallenstein de secourir Tilly, il n'était pas écouté.

Wallenstein se proposait alors de réunir sous son commandement toutes les forces catholiques de l'Allemagne, et voyait dans le général de la Ligue le principal obstacle à la réalisation de ce dessein. Il avait d'abord espéré le gagner par l'offre de donations territoriales, et le décider à se placer sous ses ordres ; il avait dû y renoncer. Leurs principes différaient entièrement. Tilly combattait avant tout pour la défense de la religion catholique ; Wallenstein, pour son intérêt propre : il ne songeait qu'à accroître sa puissance. Tilly n'aurait pu se mettre sous ses ordres sans anéantir la Ligue, et sans subordonner l'intérêt catholique et bavarois à l'intérêt politique de la maison d'Autriche. Afin d'être complétement indépendant, Wallenstein avait enrôlé un grand nombre de soldats luthériens, et donné le commandement de plusieurs de ses corps et de ses régiments à des princes et à des nobles de cette religion ; il voulait avoir des troupes qui ne fussent retenues par aucun scrupule religieux, et pouvoir au besoin les employer même contre les évêques. N'ayant pu se subordonner Tilly, Wallenstein chercha à lui enlever son armée

[1] A la fin de janvier 1626, Tilly n'aurait pas pu mettre en campagne plus de six mille hommes.



et à l'absorber dans la sienne. Comme il occupait de meilleurs quartiers et assurait par le pillage plus de bien-être à ses troupes, les soldats et même les officiers de Tilly désertaient peu à peu pour prendre du service dans l'armée impériale. Wallenstein espérait aussi que l'armée de la Ligue, abandonnée à elle-même, serait battue par les Danois, et que, attaquant alors les vainqueurs avec sa puissante armée, il remporterait sur eux une victoire qui le rendrait l'arbitre de l'Allemagne. Ses prévisions ne se réalisèrent pas [1].

Après avoir reçu quelques renforts de la Bavière et retiré les garnisons qui occupaient plusieurs petites villes du Brunswick, Tilly marcha sur Cassel avec dix mille hommes. Il se proposait sans doute d'assurer ses communications avec les pays catholiques du midi, et de se débarrasser du landgrave afin de ne pas l'avoir à dos lorsqu'il ferait face à la principale armée danoise.

Le landgrave Maurice avait réuni quatre mille hommes à Cassel, et s'était entendu avec le roi de Danemark pour lui livrer cette ville. Il avait mis sa famille en sûreté dans la forteresse de Ziegenhain, et était resté seul dans son château, attendant avec impatience les Danois. Il fut terrifié lorsque, au lieu des Danois, il vit arriver les troupes de la Ligue, enseignes déployées. Tilly le somma de licencier ses troupes et de se séparer des ennemis de l'Empereur. Maurice répondit qu'il était du parti de l'Empereur, et qu'il n'avait réuni des soldats que pour s'opposer aux dévastations des bandes de Wallenstein. Tilly désarma les Hessois et établit son camp sur les bords de la Fulda, entre Hersfeld et Rotenbourg, avec son quartier général au château de Bebra.

Après avoir accordé quelque repos à ses troupes et reçu de nouveaux renforts de Bavière, Tilly marcha contre la place de Münden, située à l'endroit où la Fulda et la Werra, en se réunissant, forment le Weser. Münden était bien armé, et défendu par des soldats brunswickois et de la milice hessoise; cependant, après un court bombardement, la brèche fut ouverte. La bourgeoisie, sommée de se rendre (5 juin), y aurait volontiers consenti; mais le colonel danois Lawis, qui commandait la garnison, et qui était un déserteur de l'armée de Tilly, s'y opposa; on

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 440; Schreiber, *Maximilian I*, p. 346, 350.

renvoya avec mépris le parlementaire. Après trois sommations inutiles, Tilly fit donner l'assaut. Les assiégés se défendirent vaillamment et tuèrent quatre cents soldats bavarois avec plusieurs officiers; mais ils finirent par succomber et perdirent deux mille cinq cents hommes, tant soldats qu'habitants. Les paysans qui s'étaient réfugiés dans la ville, même des femmes, furent aussi passés au fil de l'épée (9 juin 1626)[1].

Le lendemain, Tilly somma le landgrave de recevoir une garnison bavaroise dans la forteresse de Cassel, et de lui livrer plusieurs autres places fortes. Il n'en reçut que de vagues protestations de fidélité envers l'Empereur, et se décida alors à convoquer les États du pays à Gudensberg[2] pour le 17 juin. Une commission de la diète se rendit auprès du landgrave pour l'engager à céder. Maurice, après avoir consulté ses théologiens, qui n'y trouvèrent rien d'opposé à la loi de Dieu, signa un écrit par lequel il promettait, sur l'honneur, de demeurer toujours fidèle à Ferdinand, et de ne jamais s'allier avec ses ennemis. Tilly s'en contenta (19 juillet) : il avait hâte de s'assurer au moins de la neutralité de la Hesse-Cassel, avant d'en venir aux mains avec le roi de Danemark.

On ignore pourquoi le roi de Danemark abandonna ainsi le landgrave. Fut-il retenu par la crainte que lui inspirait Wallenstein? Sa chute à Hameln avait-elle affaibli son intelligence? Des ambassadeurs du duc de Lünebourg-Celle le trouvèrent, en avril (1626), étonnamment changé, pâle, maigre, abattu, silencieux, ou incohérent dans ses discours[3].

Wallenstein, depuis le combat du pont de Dessau, était resté inactif dans son camp d'Ascherslebcn. Il avait compté sur une défaite de Tilly, qui le débarrasserait d'un rival et réunirait sous son commandement toutes les forces des catholiques. La prise de Münden lui enleva cette espérance. Ne pouvant plus empêcher les succès de Tilly, il voulut les partager. Il eut avec lui une entrevue à Duderstadt (1er juillet 1626), promit de lui céder un corps d'armée de sept mille hommes, et se mit lui-même à la poursuite

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 471; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 313, 318.

[2] Au sud-ouest de Cassel.

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 473; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 317.

de Mansfeld, dont il n'avait fait que retarder la marche au pont de Dessau.

Après avoir rallié le corps d'armée impérial, Tilly marcha de Münden contre Göttingue. Cette place était défendue par un détachement des anciennes troupes d'Halberstadt, commandé par le colonel Tönies. La dyssenterie, la famine, le défaut de munitions ne purent abattre le courage de la garnison et des habitants ; ils détruisirent dans une sortie les retranchements des Bavarois. Tilly fit alors venir trois cents mineurs du Harz, pour creuser des mines sous les murailles ; mais les pluies ébranlèrent les terres, et occasionnèrent des éboulements qui ensevelirent la moitié des mineurs.

Les assiégés espéraient être secourus. Les Danois, avec une nombreuse cavalerie, traversaient en effet l'évêché de Hildesheim pour faire lever le siége de Göttingue ; mais ils voulurent auparavant, afin d'assurer leurs derrières, reprendre la forteresse de Calenberg [1], qu'occupaient les Bavarois. Un corps de Danois, sous le commandement du général Nell, dressait déjà des batteries contre la forteresse, lorsqu'il fut attaqué par le comte de Fürstenberg, que Tilly avait envoyé à la tête de trois mille cinq cents hommes. Les Danois étaient huit mille ; ils n'en furent pas moins complétement défaits dans le bourg de Rössing : environ mille d'entre eux périrent. Le feldzeugmestre Fürstenberg retourna à Göttingue avec un grand nombre de prisonniers (août).

La défaite des Danois à Rössing ayant enlevé à Göttingue tout espoir d'être secouru, le colonel Tönies capitula après une vigoureuse résistance, qui avait duré sept semaines (août 1626). La garnison danoise se retira librement avec son artillerie, ses armes et son bagage [2].

De Göttingue, Tilly marcha sur Nordheim, à la tête de vingt-cinq mille hommes. Cette ville, mal fortifiée, fut néanmoins bien défendue. A peine Tilly l'avait-il attaquée, que le Roi se mit en marche pour la secourir. Le 14 août 1626, les deux armées se trouvèrent en présence, séparées seulement par une petite rivière, la Ruhme. Tilly rangea aussitôt ses troupes en bataille, et reconnut

[1] Sur la Leine, au nord-ouest de Hildesheim.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 480; Schreiber, *Maximilian I*, p. 351 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 322 et suiv.



avant la nuit les forces de l'ennemi. Comme il apprit qu'elles étaient très-considérables, il se retira (17 août) peu à peu de Nordheim sur Göttingue.

Le Roi laissa opérer ce mouvement de retraite sans l'entraver, et resta à Nordheim. Il n'avait pas osé poursuivre le général de la Ligue, quoiqu'il lui fût supérieur en nombre et qu'il possédât une excellente artillerie, fondue en Hollande et plus mobile que l'ancienne. On ne pouvait pas non plus s'entendre dans son état-major. Fuchs, le plus capable des généraux danois, insistait pour qu'on prît l'offensive; mais les autres, en particulier les princes de basse Saxe, demandaient qu'on laissât de côté l'armée de la Ligue, et qu'on fît une expédition au sud, vers le Main, dans les pays catholiques, afin d'y ramasser du butin et de forcer les Bavarois à évacuer le nord de l'Allemagne. Christian adopta cet avis. Après avoir approvisionné Nordheim de vivres et de munitions, il se dirigea vers le midi (22 août). Son but était de traverser l'Eichsfeld, de rallier en Thüringe les troupes que le duc Guillaume de Saxe-Weimar y avait réunies, et d'envahir les évêchés de Franconie [1].

Tilly relevait de maladie, lorsqu'il apprit le départ des Danois. Ayant reçu à Göttingue (22 août) le renfort de sept mille hommes que Wallenstein lui envoyait sous le commandement du colonel Dufour, il put dès lors prendre l'offensive. Il concentra toutes ses troupes, et se dirigea aussitôt à marches forcées vers le sud-est, afin de gagner les Danois de vitesse et de leur barrer le chemin de la Franconie [2].

Le roi de Danemark venait de traverser Duderstadt; tout à coup, après un violent orage, il rencontra devant lui l'armée de la Ligue, qui l'avait devancé et s'était rangée en bataille (23 août). L'arrivée du colonel Dufour avait changé la proportion des forces; le Roi se hâta de battre en retraite par les montagnes, afin d'aller s'abriter sous le canon de Wolfenbüttel. Tilly se mit aussitôt à sa poursuite avec son ardeur habituelle, lui livrant des combats à chaque défilé. En vain le Roi faisait-il rompre derrière lui les ponts des rivières qu'il traversait, il ne pouvait échapper. Son armée

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 481; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 356.

[2] O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 324; VILLERMONT, *Tilly*, t. I, p. 372.

éprouvait en outre des pertes sensibles par suite des maladies, de la maraude et des désertions. Le pain manquait ; il faisait une chaleur extrême ; le soldat s'estimait heureux quand il pouvait découvrir des pommes et des poires vertes, et quand des gardes, placées auprès des sources, avaient réussi à lui conserver un peu d'eau pure.

Le 26 août 1626, après avoir traversé le bourg d'Hahausen et un ruisseau, le Mittelbeck, qui se jette à peu de distance de là, à l'ouest, dans une rivière, la Neile, l'armée danoise se trouva acculée, au sud-ouest de Wolfenbüttel, près de la ville de Lutter, dans une vallée entourée de bois. Soldats et chevaux étaient épuisés : il fallut s'arrêter.

Le soir, Tilly, arrivé à Hahausen avec la plus grande partie de son armée, la rangea tout de suite en bataille. Il forma la première ligne avec ses meilleurs régiments : deux d'infanterie, deux de cavalerie, et en donna le commandement au colonel Gronsfeld, en lui ordonnant de s'avancer jusqu'au Mittelbeck, que traversait sur un pont la route conduisant de Hahausen à Nauen et à Lutter. Gronsfeld fit aussitôt occuper le pont par ses mousquetaires, et placer, le long du ruisseau, une batterie de douze canons, entourée de retranchements. La seconde ligne se tint un peu en arrière, adossée au village de Hahausen.

Les Danois placèrent, de leur côté, seize canons sur des hauteurs, en face et à environ mille pas de la batterie de Gronsfeld. De l'infanterie et de la cavalerie les couvraient des deux côtés, et formaient la première ligne de bataille sous le commandement de Fuchs. La seconde ligne, commandée par le Roi, fut placée à mille pas en arrière de la première. Elle était couverte à droite par une colline boisée, le Nauerberg ; à gauche, par un retranchement élevé près du village de Rahden et garni de quatre canons. La réserve, sous le rhingrave Otton-Louis, prit position près du village de Lutter, à deux mille pas en arrière du Roi.

L'armée danoise comptait alors vingt-six mille hommes, dont seize mille fantassins et dix mille cavaliers. Les soldats, déjà démoralisés par la retraite, manquaient de confiance dans le Roi et dans leurs chefs. On ne leur avait payé aucune solde depuis leur départ de Nordheim, et, parmi les cavaliers, il s'en trouvait beaucoup qui n'étaient pas rompus aux fatigues de la guerre. Les Bavarois avaient à peu près autant d'infanterie que les Danois, et



un peu moins de cavalerie, en tout vingt-cinq mille hommes[1]. Une canonnade bien nourrie, mais sans grand effet, eut d'abord lieu entre les batteries, que séparait le Mittelbeck. La nuit survint; les avant-postes étaient si rapprochés les uns des autres, qu'ils pouvaient se parler, et qu'on entendait distinctement le pas des patrouilles et leurs qui-vive.

Le lendemain matin, 27 août, un dimanche, le soleil, en se levant, illumina de ses rayons tout le champ de bataille. Tilly, qui ne possédait aucune carte des lieux, se fit renseigner par des officiers et des soldats qui connaissaient le pays, et comme il pensait que les Danois n'abandonneraient pas leurs bonnes positions, il résolut de prendre l'offensive. Il ordonna au colonel Dufour de partir d'Hahausen avec trois régiments de cavalerie de Wallenstein, et de faire le tour de la forêt de Langelsheim, qui se trouvait sur la droite, pour tomber sur les derrières des Danois vers le bourg de Lutter. Lui-même attendit que les cavaliers eussent eu le temps d'arriver sur l'ennemi. L'inaction du général de la Ligue pendant toute la matinée fut d'abord chose inexplicable pour les Danois; ils commençaient à croire qu'il voulait éviter la bataille.

Tilly pensait que la cavalerie de Wallenstein arriverait vers midi. A onze heures, il donna à Gronsfeld, qui commandait la première ligne, le signal de l'attaque. Gronsfeld commença la bataille par un violent feu d'artillerie, dirigé contre la batterie des Danois, et pendant ce temps l'infanterie et la cavalerie de la première ligne franchirent le ruisseau. Ce fut en poussant le vieux cri de ralliement : « Sainte vierge Marie! » que les piquiers bavarois montèrent à l'assaut des hauteurs occupées par l'ennemi, pendant que la cavalerie attaquait les deux ailes de la première ligne avec sa bravoure habituelle. Mais ils furent accueillis par un tel feu d'artillerie et de mousqueterie, qu'ils reculèrent. Renforcés par un régiment d'infanterie de la seconde ligne, que lui envoya Tilly, Gronsfeld fit de nouveau avancer ses troupes au milieu d'une grêle de balles et de boulets.

Les Danois n'avaient qu'à continuer leur feu et à en attendre patiemment l'effet; mais le Roi crut avancer l'affaire en prenant l'offensive, et en donnant au général Fuchs l'ordre de faire des-

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 483, 484.



cendre dans la plaine les régiments postés sur les hauteurs. Fuchs n'abandonna qu'à regret son excellente position, surtout parce que le mouvement à opérer allait réduire sa batterie au silence en plaçant toute sa ligne de bataille entre ses canons et l'ennemi. Le général se mit à la tête de son infanterie au cri de guerre : « Pour la religion et la patrie ! » Les Danois repoussèrent les Bavarois, et les poursuivirent au delà du pont et du ruisseau jusqu'à leur batterie.

En même temps, les régiments de cavalerie légère danoise, placés sous le commandement du comte Hermann-Adolphe de Solms et du landgrave Philippe de Hesse-Cassel, fils du landgrave Maurice, passèrent le Mittelbeck et aidèrent l'infanterie à rejeter les Bavarois sur leur seconde ligne de bataille.

Lorsque Christian vit que les ligueurs perdaient du terrain, il envoya au général Fuchs mille cavaliers de renfort, et s'avança lui-même le long de la forêt de Langelsheim, afin de tourner les Bavarois par leur flanc droit.

Tilly était très-inquiet, en voyant que les Impériaux n'arrivaient pas sur le champ de bataille et que ses vieux soldats reculaient. La cavalerie de Dufour avait été égarée à dessein par des charbonniers qui lui servaient de guides.

Cependant Gronsfeld défendait encore sa batterie avec un détachement de fantassins. Tilly était descendu de cheval. L'infanterie bavaroise, ralliée par lui, et renforcée par des troupes fraîches de la seconde ligne de bataille et par la cavalerie légère que commandait le colonel Erwitt, repoussa les Danois et dégagea la batterie de Gronsfeld. Le landgrave Philippe de Hesse-Cassel et le comte de Solms ayant été tués, les Danois ne songèrent plus qu'à repasser le ruisseau et à s'enfuir. Deux régiments d'infanterie, que Fuchs avait envoyés à leur secours, furent entraînés dans la déroute.

Le roi de Danemark arrivait par la lisière de la forêt, avec l'espoir de surprendre les Bavarois, lorsqu'un aide de camp de Fuchs lui apprit que sa première ligne était en fuite. Il ordonna de faire avancer la seconde ligne et la réserve, revint lui-même au galop sur le champ de bataille, et rallia ses soldats. Mais au moment où les Danois faisaient volte-face et commençaient à arrêter les ligueurs, la nouvelle se répandit que Wallenstein arrivait par la forêt de Langelsheim; c'étaient les trois régiments de



cavalerie de Dufour. Le Roi envoya le rhingrave Otton-Louis avec la réserve, pour essayer de les arrêter.

Cependant Gronsfeld, après avoir franchi le Mittelbeck avec l'infanterie bavaroise, s'avançait en colonnes serrées et enlevait, malgré la résistance des Danois, la batterie qui lui avait fait tant de mal [1]. Le Roi et les troupes qu'il était parvenu à rallier furent repoussés. Fuchs essaya de couvrir la retraite avec sa garde du corps; il combattit en désespéré. Son pourpoint blanc, son just au corps gris, sa haute stature, le signalaient au loin. Les ligueurs le prirent d'abord pour le Roi, et lui crièrent de se rendre ; mais comme il refusait, il fut renversé de cheval et tué. Sa mort accéléra la fuite. Le Roi parvint encore à rallier quelques fuyards et à arrêter Gronsfeld; mais Tilly s'avançait avec la seconde ligne de bataille, et enlevait la seconde batterie ennemie, celle de Rahden, pendant que les cavaliers de Wallenstein, après avoir culbuté le rhingrave, tombaient sur le flanc gauche des Danois.

L'armée danoise était en déroute; mais le régiment de la garde du Roi, qu'on appelait le régiment bleu, et sa garde spéciale, composée de trois cents cavaliers nobles, tenaient encore. Tilly fit avancer les cuirassiers de Pappenheim, et tous les bleus furent massacrés, ainsi que la plupart des trois cents cavaliers de la garde noble. Christian faillit être fait prisonnier : ce ne fut qu'avec peine que ses aides de camp purent le décider à abandonner le combat.

Faiblement accompagné, il s'engagea dans l'étroit défilé boisé qui conduisait à Walmoden, dans la direction de Wolfenbüttel. Il tomba là au milieu d'un escadron bavarois, et déjà un caporal le saisissait au collet, lorsqu'un de ses pages le sauva en tuant le caporal d'un coup de pistolet. A peine avait-il échappé, que son cheval de bataille tomba épuisé; il monta son cheval de main et se mit à galoper dans le défilé; mais ce second cheval s'abattit également. Son fidèle écuyer lui donna le sien, et, tout seul, sans chapeau, couvert de sueur, ne pouvant plus parler, il atteignit enfin la plaine ouverte de Ringelheim.

Trois mille Danois s'étaient établis dans le village et le château de Lutter; Tilly les fit cerner et attaquer; après une courte résistance, ils se rendirent à discrétion.

[1] Ainsi que les villages de Nauen et de Rauten.



Les Croates poursuivirent pendant plusieurs heures les vaincus, qui fuyaient dans toutes les directions, et en firent un grand massacre.

Les bagages des Danois s'étaient accumulés dans l'étroit défilé de Walmoden. Les cuirassiers de l'ennemi arrivèrent. Beaucoup de femmes et d'enfants s'y trouvaient entassés ; il y eut là une scène de désordre indescriptible. Quantité de ces malheureux furent tués par leurs propres compatriotes, et des femmes jetèrent leurs enfants pour s'enfuir. Les Danois mirent eux-mêmes le feu à ce qui restait de bagages, pour arrêter l'ennemi.

Le soir, le Roi rallia au couvent de Ringelheim quelques débris de sa cavalerie. Épuisé de corps et d'âme, il se retira pendant la nuit, avec quelques escadrons, dans la forteresse de Wolfenbüttel.

Environ cinq mille Danois avaient été tués ou blessés ; presque autant faits prisonniers. Toute leur artillerie, leur caisse militaire, quatre-vingt-dix drapeaux tombèrent au pouvoir de l'ennemi. La perte des ligueurs s'éleva à un peu plus de cinq cents hommes tués, et autant de blessés. Les blessés des deux armées furent conduits à Goslar, où la plupart moururent de la peste qu'engendra le champ de bataille.

Le jour même de sa victoire, Tilly réunit autour de lui ses généraux et ses colonels, leur serra la main et les félicita chaudement de leur bravoure. Au colonel Gronsfeld, qui était issu d'une ancienne famille de Bourgogne, il dit en lui plaçant son propre chapeau de général sur la tête : « Tu es comte, et tu as agi en comte ; un chapeau de général ne saurait mal t'aller. » Gronsfeld fut nommé général [1]. Le lendemain, Tilly écrivit à l'Infante pour lui annoncer sa victoire. Sa lettre se terminait ainsi : « La gloire de cette victoire appartient à ce grand Dieu des armées qui nous a faict la grâce de l'avoir obtenue. »

Les officiers danois faits prisonniers furent gardés jusqu'à rançon ; quant aux sous-officiers et aux simples soldats, ils furent incorporés, suivant l'usage du temps, dans les régiments de la Ligue, pour en combler les vides.

Les deux principales causes de la victoire de Tilly avaient été l'abandon que les Danois avaient fait de leurs fortes positions

[1] Tilly reçut un bref de félicitation du Pape (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 325).



pour descendre dans la plaine, et l'attaque de leur flanc gauche par la cavalerie de Wallenstein [1].

La victoire de Lutter ouvrit au général de la Ligue tout le nord de l'Allemagne. Il s'empara en peu de temps des places du Weser et de la Leine : Nienbourg, Rotenbourg-sur-Wümme, entre autres, tombèrent en son pouvoir. Les garnisons danoises, toutes composées d'Allemands du Holstein, furent incorporées dans l'armée de la Ligue. Tilly occupa ensuite l'évêché de Verden, et il aurait poursuivi le cours de ses succès encore plus loin, si de longues pluies d'automne n'avaient défoncé les chemins, et s'il n'avait pas été obligé de respecter le territoire du duc de Brunswick-Lünebourg-Celle, qui était resté fidèle à l'Empereur et avait fourni des vivres à l'armée bavaroise. Il en résulta que le roi de Danemark put se maintenir dans le nord de l'archevêché de Brême.

Peu de jours avant la bataille de Lutter, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel, voyant que la fortune revenait à Tilly, avait rappelé ses troupes, qui servaient dans l'armée danoise; peu de jours après (5 septembre), il donna ordre à sa noblesse et à ses sujets de fermer leurs châteaux et leurs villes aux Danois, et de les ouvrir aux Impériaux. Il promit enfin (8 septembre) à Tilly de rompre avec le Roi, et de rester fidèle à l'Empereur [2].

Quelque temps avant la bataille de Lutter, les ducs de Mecklenbourg avaient envoyé un agent à Vienne pour se justifier de la part qu'ils avaient prise à l'armement du cercle de la basse Saxe, et pour déclarer qu'ils n'avaient jamais voulu combattre l'Empereur, mais seulement maintenir la paix (5 juin 1626). Après la bataille, soit qu'ils voulussent échapper aux conséquences qu'elle pourrait avoir contre eux, ou profiter de l'occasion pour se soustraire à la prépondérance du roi de Danemark, encouragés d'ailleurs par la manière dont Ferdinand avait fait grâce au prince Christian d'Anhalt [3], et voyant que les États provinciaux de leurs duchés étaient mécontents de la guerre à cause des charges

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 483; Schreiber, *Maximilian I*, p. 357 à 364; *Mercure français*, t. XI, p. 678, 684.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 468.

[3] Il avait commandé les Bohémiens à la bataille de la Montagne-Blanche.

qu'elle leur imposait, les ducs se montrèrent encore plus disposés à une réconciliation. Ils déclarèrent à Tilly (12 septembre) qu'ils n'avaient fait des préparatifs de guerre que parce qu'ils y avaient été contraints, et que si l'Empereur pouvait les protéger, ils lui resteraient fidèles. Avaient-ils réellement l'intention de se soumettre, et n'en furent-ils empêchés que par la présence des troupes danoises? On pourrait en douter, lorsqu'on voit leurs frères et leurs cousins rester au service du Roi[1].

L'administrateur de Brême, de la maison de Holstein-Gottorp, revint à l'Empereur d'une manière plus certaine. Il assura à Tilly qu'il avait toujours refusé d'embrasser le parti du Palatin, et que, s'il avait participé à l'armement du cercle de basse Saxe, il y avait mis la condition que jamais cet armement ne serait employé contre l'Empereur. Le duc Frédéric de Holstein-Gottorp, frère de l'administrateur de Brême, était dans les mêmes sentiments que lui. Il avait organisé une conférence à Lauenbourg, pour rechercher les moyens de rétablir la paix (3 août 1626); mais elle n'avait amené aucun résultat[2].

Les villes hanséatiques se montrèrent elles-mêmes mieux disposées qu'auparavant à l'obéissance envers l'Empereur : Lübeck, Wismar, Hambourg, l'assurèrent de leur fidélité. On ne pouvait cependant guère compter sur Hambourg, dont le conseil et la bourgeoisie étaient sans cesse excités par des agents de puissances ennemies, par des émigrés autrichiens et par les prédications des pasteurs. Le conseil fit semblant d'emprisonner quelques personnes désignées par le commissaire impérial, mais refusa de saisir les biens des rebelles ainsi que les archives de l'administrateur de Magdebourg apportées dans la ville. Hambourg embrassa de nouveau la cause de Christian IV, dès qu'il recommença la guerre[3].

La victoire de Tilly eut pour le landgrave de Hesse-Cassel des résultats d'un autre genre. La diète d'électeurs, tenue à Ratisbonne en 1623, avait résolu en faveur de la ligne de Darmstadt la question longtemps débattue de la possession de Marbourg. Le landgrave Maurice de Hesse-Cassel n'eut pas seulement à restituer la moitié de la principauté; il dut, en même temps, rembourser

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 489 et suiv.
[2] *Id., ibid.*, t. II, p. 491, 493.
[3] *Id., ibid.*, t. II, p. 494.

tout ce qu'il en avait tiré depuis dix-huit ans. La branche de Darmstadt eut l'art de faire monter cette somme à dix-sept millions de florins ; le conseil aulique la réduisit à quatorze cent mille; mais comme Maurice était dans l'impossiblité de la payer, le landgrave Louis demanda qu'on lui remît en gage un territoire presque quatre fois plus étendu que celui qu'on devait lui restituer. En vain Maurice pria-t-il ses sujets de ne pas l'abandonner ; les villes, comme la chevalerie, lui répondirent qu'il devait s'exécuter ; des démarches faites auprès de l'Angleterre demeurèrent sans effet; et le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt étant mort sur ces entrefaites, son fils Georges, qui venait de lui succéder, s'empara, avec l'aide des troupes espagnoles, du territoire demandé[1]. De plus, Tilly fit occuper la Hesse-Cassel par quatre régiments. Désespérant de fléchir l'Empereur, le landgrave Maurice résolut d'abdiquer. Il fit connaître ses intentions à Vienne le 8 mai 1627, et le 27 il abdiqua solennellement dans la salle d'or du château de Cassel, en faveur de Guillaume, son fils aîné. Son principal conseiller, Wolfgang Günther, qui avait dirigé toute sa conduite et était détesté de tout le monde, fut saisi trois jours après, et décapité l'année suivante à Ziegenhain[2].

La défaite du roi de Danemark refroidit singulièrement ses alliés étrangers. En Hollande, le gouvernement se plaignit que ni l'Angleterre, ni Venise, ni les villes hanséatiques n'eussent fourni les subsides convenus, et le peuple ne comprenait pas qu'on le surchargeât d'impôts pour des intérêts étrangers. L'ambassadeur danois à Londres ne se gênait pas pour dire que son maître avait été battu, parce que le roi d'Angleterre avait gardé pour lui les subsides votés par le Parlement. En réalité, Charles Ier, qui avait promis de fournir cinq cent mille florins par mois, ne put pas même rembourser un prêt de deux cent mille thalers que le Danemark avait fait à son père, Jacques Ier. Venise attendait prudemment l'issue de la guerre avant de rien accorder ; le Brandebourg même cessa de payer son subside mensuel. La France seule continua de fournir les cinq cent mille livres par an qu'elle avait promises.

[1] Il obtint de Vienne qu'on lui remît en outre les forteresses de Ziegenhain et de Plesse, en garantie des frais d'occupation des Espagnols.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 496, 498.

Christian IV, intelligent, esprit cultivé, l'un des meilleurs souverains qu'ait eus le Danemark, n'était cependant pas de taille à faire la guerre qu'il avait entreprise. Son expédition vers Duderstadt fut une véritable aventure; car, en s'avançant de la sorte, il laissait ses États ouverts à l'ennemi. La défaite toutefois n'affaiblit pas son courage[1]. Réfugié à Wolfenbüttel, il rallia ses troupes dispersées et parvint à remettre son armée sur le pied de guerre : quatre semaines après la bataille de Lutter, il s'en fallait seulement de six mille hommes qu'elle ne fût aussi nombreuse qu'auparavant[2]. Il conserva Wolfenbüttel, prit une bonne position défensive, dont le centre était Stade sur la rive gauche de l'Elbe, fortifia cette place, et y reçut un renfort de quatre mille hommes que lui amena son fils Frédéric, ainsi qu'un régiment d'Écossais envoyé par Charles Ier et commandé par le major général Mockei, lord de Rhey. De là le Roi fit une pointe, et enleva aux troupes de la Ligue Rethem sur l'Aller, et Hoya sur le Weser (novembre 1626); mais Tilly l'obligea de retourner à Stade en toute hâte, et reprit, malgré l'hiver, Rethem et Hoya, dont il fit augmenter les fortifications. Le général de la Ligue établit ensuite son quartier général non loin de Brunswick, dans la ville de Peina, où il célébra la fête de Noël selon le culte catholique[3].

Pendant que Tilly battait le roi de Danemark à Lutter, Wallenstein poursuivait Mansfeld, afin de le détruire avant qu'il se fût réuni à Bethlen.

Mansfeld, rejoint, malgré l'opposition de l'électeur de Saxe, par le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar, que Christian avait rappelé de Westphalie, et par un détachement de trois mille cinq cents Danois que commandait Joachim de Mitzlaff, avait de nouveau réuni seize mille hommes avec quinze canons. Il partit de son camp de Tangermünde (10 juillet 1626), entra en Silésie par Crossen[4], qui était considéré comme la porte de ce duché, et de là marcha sur Breslau. Mansfeld demanda trente mille thalers à cette dernière ville, à laquelle il rapportait, disait-il, ses privi-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 51.
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 495, 498; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 285; Richelieu, *Mémoires*, t. III, 181, 198, 232.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 499.
[4] Sur l'Oder.

léges et la paix; mais il ne put obtenir qu'un simple accusé de réception de sa lettre. D'autres villes moins importantes ne purent échapper à ses réquisitions. Un peu plus loin, Neustadt opposa au duc de Weimar une résistance à laquelle les femmes elles-mêmes prirent part; mais Jägerndorf, Troppau, et Gratz sur la Mohra, furent pris.

Cependant Wallenstein avait lancé à la poursuite des ennemis cinq régiments de cavalerie, commandés par le colonel Pechmann; chaque cavalier portait en croupe un fantassin. Cette avant-garde leur tint constamment l'épée dans les reins, et les obligea à traverser rapidement la Silésie en s'entourant d'une barricade mouvante de chariots, qui les garantissait contre les surprises de la cavalerie [1].

Le 1er août 1626, Wallenstein quitta son quartier général d'Aschersleben, pour suivre son avant-garde avec le gros de ses forces qui s'élevaient à trente-deux mille hommes. Il avait eu soin de laisser dans le cercle de basse Saxe et dans la Hesse-Cassel un corps d'armée, sous prétexte de protéger les princes ecclésiastiques, mais, en réalité, pour conserver les quartiers qu'il possédait dans le centre de l'Allemagne, et empêcher Tilly de s'y installer. Le 13 août, il arriva à Kottbus [2], où le faible et craintif électeur de Brandebourg le fit traiter avec les plus grands égards.

Mansfeld signala son entrée en Moravie par l'incendie de vingt-deux villages, qui appartenaient au cardinal Dietrichstein. Un assez grand nombre de protestants s'étaient réunis à lui; il se trouvait maintenant à la tête de vingt-cinq mille hommes. Arrivé à Leipnik, petite ville de la Moravie [3], il tint un conseil de guerre. Habitué à diriger à son gré ses expéditions et à n'obéir à personne, la perspective d'avoir à se soumettre à Bethlen lui déplaisait. Il représenta au conseil que le prince de Transylvanie n'avait encore fait aucun préparatif de guerre, et ne pouvait du reste, faute d'argent, lever une forte armée. Il serait donc plus avantageux de retourner en Alsace par la Bohême, la Bavière et la Souabe, pays qui n'avaient pas encore été ruinés par la guerre. Mais le

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 505; Villermont, *Mansfeldt*, t. II, p. 337; *Mercure français*, t. XIII, p. 691.
[2] Sur la Sprée.
[3] A l'est d'Olmütz.

duc de Weimar lui opposa les instructions formelles du roi de Danemark ; Wallenstein, d'ailleurs, les serrait de trop près, pour qu'ils pussent lui échapper s'ils revenaient sur leurs pas. Mansfeld, bon gré mal gré, fut donc obligé d'avancer et d'entrer en Hongrie[1].

Vers la fin de l'année 1625[2], le roi Christian IV de Danemark avait acquis un important allié dans la personne de Bethlen Gabor, qui avait épousé sa nièce, Catherine de Brandebourg, sœur de l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg[3]. Mathieu Quadt, l'ambassadeur du prince de Transylvanie, après avoir négocié à Berlin le mariage de son maître, s'était rendu auprès du roi de Danemark et de la diète du cercle de basse Saxe, alors assemblée à Brunswick, afin de leur demander les troupes et l'argent nécessaires à une expédition contre l'Empereur. Peu de temps après, Quadt vint à la Haye, où il sollicita et obtint (avril 1626) l'admission de Bethlen dans l'alliance conclue entre le Danemark, l'Angleterre et la Hollande. Bethlen s'engageait à envahir l'Autriche du côté de la Hongrie, avec quarante mille fantassins et quinze mille cavaliers ; et ses alliés, à lui envoyer des subsides[4] et un renfort de vingt mille hommes. Ce renfort était précisément l'armée de Mansfeld, qu'accompagnait un commissaire des guerres danois.

En même temps Bethlen négociait avec Constantinople et promettait, si on lui fournissait des secours, de rendre une grande partie de l'Allemagne tributaire de la Porte. Comme d'habitude, il protestait de son attachement à la maison d'Autriche pendant qu'il songeait à l'attaquer ; et Ferdinand II était si bien trompé, qu'il envoyait son chancelier Étienne Stenay et l'évêque de Waitzen le représenter au mariage de Bethlen, à qui il faisait

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 506 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 50, 55 et suiv.

[2] Le 22 janvier 1626, d'après le *Mercure français*, t. XIII, p. 122.

[3] Christian IV avait épousé, en 1597, Anne-Catherine, sœur de Jean-Frédéric-Guillaume, père de Georges-Guillaume et de Catherine.

Bethlen obtint de la diète de Transylvanie que sa jeune femme fût reconnue comme son héritière au trône ; et de la Porte, qu'elle ratifiât cette décision. Les ambassadeurs européens avaient travaillé à ce résultat, afin de soustraire la Transylvanie à l'influence autrichienne et de se rendre le Brandebourg favorable (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 52).

[4] Quarante mille impériales par mois, qui furent envoyées à Bethlen par la voie de Constantinople, grâce à l'intermédiaire des Hollandais (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 49).

à cette occasion des présents magnifiques. Heureusement pour l'Empereur, la Porte, alors en guerre avec la Perse, ne put secourir Bethlen. L'électeur de Bavière fut le premier à avertir Ferdinand II des nouvelles intrigues du prince de Transylvanie.

Bethlen envahit la Hongrie sans déclaration de guerre dès qu'il eut appris le départ de Mansfeld pour la Silésie, et campa à Debreczin (13 septembre 1626). Il avait écrit à Mansfeld pour lui indiquer la route à suivre. Mansfeld, toujours harcelé par la cavalerie impériale, passa le Waag à Trentsin (14 septembre), non loin de la frontière de Moravie, sur un pont de bateaux qu'il fit élever à la hâte et brûler ensuite derrière lui. Couvert dès lors par la rivière et par des forêts, il rejoignit Bethlen à Kaschau.

Cependant Wallenstein s'était réuni à son avant-garde. Le 30 septembre 1626, les Impériaux se trouvèrent sur la rive droite du Gran [1], tandis que les Transylvains occupaient en face la rive gauche. Le palatin de Hongrie, Esterhazy, fit faire à Bethlen des ouvertures de paix. On convint de négocier; mais, la nuit suivante, Bethlen disparut avec son armée : il avait voulu s'établir dans une meilleure position. Le lendemain, Wallenstein renonça à le poursuivre et revint à Neuhäusel.

Les Turcs qui combattaient dans l'armée des Transylvains s'étant retirés, Bethlen se trouva hors d'état de tenir la campagne. Mais Wallenstein était aussi dans l'impossibilité de rien accomplir de décisif, à cause d'une maladie contagieuse qui avait éclaté dans son camp par suite du manque de vivres. De plus, les Hongrois qui se trouvaient dans les deux armées, celle de l'Empereur et celle du prince de Transylvanie, refusaient de combattre les uns contre les autres. Enfin Wallenstein et Bethlen désiraient terminer la guerre, Wallenstein, afin d'aller occuper ses quartiers en Allemagne, et Bethlen, pour ne pas avoir à faire hiverner chez lui les hordes de Mansfeld et du duc de Weimar. Les négociations commencèrent à Presbourg à la fin de novembre, et aboutirent, à Leutschau [2] (18 décembre 1626), à une nouvelle confirmation de la paix de Nikolsbourg. Bethlen promit de ne rien entreprendre à l'avenir contre l'Empereur, et de décider Mansfeld à licencier ses troupes, mais seulement par cent hommes

[1] Rivière qui se jette dans le Danube, rive gauche, en face de Gran.
[2] Au nord-ouest de Kaschau, en Hongrie.

à la fois, afin qu'elles ne pussent pas se réunir et ravager le pays. Le prince de Transylvanie ne gagnait ni ne perdait à ce nouveau traité ; quant à l'Autriche, elle reprenait la libre disposition de ses forces.

Mais Bethlen, pendant qu'il signait la paix, faisait annoncer à l'ambassadeur anglais à Constantinople qu'il avait le projet de recommencer la guerre l'année suivante, et d'attaquer cette fois l'Autriche du côté de la Dalmatie avec le concours de Venise, pendant que les autres alliés l'attaqueraient par le nord[1].

Mansfeld était complétement abandonné. Ne pouvant plus nourrir ses troupes, il se vit réduit à les céder à Bethlen, moyennant mille ducats et une lettre de recommandation pour le roi d'Angleterre. Il partit ensuite, accompagné de douze affidés, avec l'intention de se rendre à Venise en traversant la Bosnie et la Dalmatie. Il se proposait d'y chercher des ressources pour exécuter de nouveaux plans. Mais il avait en lui le germe d'une phthisie qui se développa rapidement, et à laquelle il succomba à Ratona, bourg de Bosnie situé près de Bosna-Seraï.

Le bruit qui courut, qu'à l'approche de la mort il était revenu à la foi catholique, ne repose sur rien de sérieux. Le 29 novembre 1626, à huit heures du soir, sentant arriver sa fin, il dicta son testament ; puis, s'étant fait, dit-on, revêtir de son plus beau costume, l'épée au côté, il engagea ses compagnons à continuer la guerre, et attendit la mort debout, appuyé sur le bras de deux de ses officiers. Il avait quarante-six ans. Son corps fut enseveli à Spalatro, en Dalmatie, dans les États de la république de Venise[2].

Mansfeld a été, après Wallenstein et Bernard de Weimar, le plus célèbre condottiere de la guerre de Trente ans. Issu de relations illégitimes, sans position, sans fortune, il chercha à se frayer une voie hors des sentiers battus. Il ne fut jamais dirigé par des motifs religieux. Vivant à une de ces époques troublées où la force remplace la justice, où les timides et les faibles sont écrasés, où le pouvoir tombe souvent aux mains des audacieux,

[1] Villermont, *Mansfeldt*, t. II, p. 340; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 508, t. III, p. 153; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 57.

[2] On n'a pas pu retrouver son tombeau (Villermont, *Mansfeldt*, t. II, p. 344).

il rêvait de se tailler une principauté aux dépens des autres souverains. Il nourrissait en cela les mêmes desseins que, plus tard, conçurent Wallenstein, Bernard de Weimar, et les hommes d'État ou généraux suédois. Il fut un instant sur le point de réussir en Alsace, mais la Ligue le fit échouer. Trop faible pour combattre en son nom, il se mit successivement au service du duc de Savoie, des révoltés de Bohême, du palatin Frédéric V, de la Hollande, du roi d'Angleterre, du roi de Danemark; mais toujours il évita de se placer sous le commandement d'autres généraux : la subordination lui était insupportable. Au conseil de guerre qu'il tint à Leipnik, il jeta comme un dernier regard sur cette Alsace qu'il avait un instant possédée, et voulut y retourner; mais l'opposition du duc de Weimar et l'arrivée de Wallenstein l'en empêchèrent. Il ne manquait pas de talents militaires, bien qu'il ait presque toujours refusé de livrer bataille. Plein de ressources et d'énergie, il sut se relever après chaque échec. Petit, mal fait, le visage ridé, défiguré par un bec-de-lièvre, il ne dut qu'à son caractère l'ascendant qu'il exerça sur ses troupes. On a dit qu'il n'était ni violent, ni vindicatif; mais à l'égard de l'ennemi, il se croyait tout permis. Ses mœurs étaient mauvaises. Cherchant dans le plaisir un délassement à ses fatigues et une compensation de ses espérances déçues, il se faisait accompagner dans ses expéditions par des femmes de mauvaise vie[1].

Le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar, de la branche ernestine de Saxe, qui devait commander les troupes abandonnées à Bethlen, mourut un mois après Mansfeld, à Saint-Marton, capitale du comitat de Thurocz, en Hongrie, où il avait pris ses quartiers d'hiver. Luthérien par sa naissance et par son éducation, il avait été élevé dans la haine de la maison d'Autriche. Il garda des mœurs pures, à la différence de Mansfeld. Il possédait la fermeté, le sang-froid, toutes les qualités qui auraient pu faire de lui un grand général; mais sa santé fut bientôt ruinée par les fatigues de la guerre. Il avait la fièvre depuis quatorze jours, lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort de Mansfeld : une attaque d'apoplexie l'emporta[2].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 510 et suiv.; Villermont, *Mansfeldt*, t. I, p. 2, t. II, p. 342; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 63.

[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 60 et suiv.

Suivant d'autres, il mourut d'une fièvre compliquée de dyssen-

Ce fut le vieux comte de Thurn qui ramena les bandes de Mansfeld; il rentra avec elles au service du roi de Danemark, et s'arrêta d'abord en Silésie, où se maintenaient le commissaire royal Mitzlaff et le général Budissin [1].

Wallenstein revint dans ses quartiers, au centre de l'Allemagne. Il avait atteint son but, en obligeant Bethlen à s'éloigner, et en conservant son armée intacte pour la prochaine campagne. Il cantonna ses troupes dans les riches domaines des nobles qui le détestaient et le traitaient de parvenu. Cependant l'Empereur était indigné que son généralissime n'eût obtenu aucun succès après le combat de Dessau, ni dans le nord de l'Allemagne, ni surtout en Hongrie. Wallenstein ne put l'apaiser que grâce à l'influence de Charles de Harrach son beau-père et du prince d'Eggenberg, et en promettant de se mettre en campagne au printemps prochain avec soixante-dix mille hommes [2].

terie (HERRMANN, *Vie du duc Jean-Ernest de Weimar*, Revue critique, 1870, 2e part., p. 96).

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 511.

[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 366.

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE DANEMARK.

1627.

Plaintes de la Ligue contre Wallenstein. Entrevue de Wallenstein et d'Eggenberg à Bruck (25 novembre 1626); plan de Wallenstein. — Réunion de la Ligue à *Würtzbourg* (21 février 1627). Envoi d'une ambassade à Vienne; elle n'obtient rien. — Réunion d'électeurs à *Mülhausen* (18 octobre 1627). — Question de l'armée de Wallenstein; question de la paix avec le Palatin. — Conférence de Colmar (24 juin 1627). — Question de la paix avec le Danemark. — L'ambassadeur français Marcheville et l'électeur de Bavière.

Campagne de Danemark. — Forces du roi de Danemark. — Les négociations, qui aboutissent à la paix de *Szön* entre l'Autriche et la Turquie (2 janvier 1628), le privent de l'appui de Bethlen. — L'armée danoise de Silésie est dispersée par Wallenstein (juillet 1627). — Le roi de Danemark n'est secouru ni par la France et l'Angleterre, alors en guerre entre elles, ni par l'électeur de Brandebourg. — Les Danois sont las de la guerre. — Wallenstein, Tilly et le duc de Lünebourg se réunissent à Lauenbourg (1er septembre 1627). — Les Danois se retirent. — Christian IV demande en vain la paix.

Tilly est blessé à *Pinneberg* (11 septembre 1627). — Pinneberg est pris (8 octobre). — Tilly couvre l'expédition. — Wallenstein à Itzehoe (20 septembre 1627). — Défections dans l'armée danoise. — Le margrave de Bade commande la gauche danoise. Séparé du centre par le duc de Lünebourg, il s'embarque à Wismar et perd une partie de ses troupes en essayant de débarquer à *Heiligenhafen* (24 septembre 1627). — Schlick occupe le Sleswig et le Jutland (octobre 1627).

Tilly achève l'occupation de la basse Saxe. — *Nienbourg* est pris (26 novembre 1627). — *Nordheim* est pris (27 juin 1627). — Pappenheim assiége *Wolfenbüttel* (commencement de septembre) et le prend (18 décembre 1627).

Projets de l'Empereur contre le Danemark, et de l'Espagne contre la Hollande; négociations de l'Empereur avec les villes hanséatiques pour se procurer une flotte. — Plan d'une alliance entre l'Empereur et Gustave-Adolphe.

Projets de Wallenstein contre les Turcs.

Wallenstein reçoit le Mecklenbourg en gage pour ses frais de guerre (30 avril 1628). — Il est nommé amiral.

Les faibles services rendus par Wallenstein à la cause catholique avaient été chèrement achetés. On lui reprochait de n'avoir



ni empêché l'invasion de la Silésie par Mansfeld, ni sérieusement combattu en Hongrie les Transylvains et les Turcs. Il se plaisait, disait-on, à réunir des troupes nombreuses, mais le hasard seul pouvait l'amener à s'en servir contre l'ennemi. Que serait-on devenu dans la basse Saxe sans Tilly? Les membres de la Ligue se plaignaient de la manière dont Wallenstein les traitait. Les possessions de l'électeur de Mayence en Thüringe, les évêchés de Franconie, le haut Palatinat, souffraient beaucoup de la présence de ses troupes. Les princes rappelaient les lourdes charges qu'ils avaient supportées dans l'intérêt de la maison de Habsbourg ; l'Empereur devait-il donc, au lieu de leur en témoigner sa reconnaissance, les abandonner au pillage de ses soldats? Ils auraient vu avec plaisir le renvoi de Wallenstein ; mais ils se contentèrent pour le moment de demander la punition de quelques colonels, et la cessation des enrôlements.

Ces accusations ne produisirent pas à la cour de Vienne tout l'effet que les membres de la Ligue en avaient espéré, et elles blessèrent Wallenstein, qui prétendait avoir rendu de grands services en basse Saxe et de plus grands encore en Hongrie. Il parla de donner sa démission, et eut même des entretiens à ce sujet avec son beau-père, Charles de Harrach ; mais les conditions qu'il imposait les empêchèrent d'aboutir.

Ces divisions entre la Ligue et Wallenstein étaient d'autant plus regrettables, que la campagne de 1626 n'avait rien décidé. Dans l'espoir de les faire cesser, et pour s'entendre sur les meilleurs moyens de continuer la lutte, le premier ministre de l'Empereur, le prince d'Eggenberg, crut nécessaire d'avoir une entrevue personnelle avec le généralissime. Elle eut lieu à Bruck, sur la Leitha[1], le 25 novembre 1626.

Wallenstein expliqua au ministre tout son système politique et militaire. L'Empereur, pour continuer la guerre et soumettre les rebelles, ne pouvait compter, disait-il, ni sur les ressources de ses États héréditaires, qui étaient insuffisantes, ni sur l'appui des souverains de l'Europe, dont la plus grande partie lui étaient hostiles. Le meilleur moyen consistait à lever une forte armée, qui vivrait aux dépens de l'Empire, et qu'il ne faudrait jamais engager dans de grandes batailles ou de longs siéges, de peur de l'exposer

[1] Au sud-ouest de Presbourg.

à être anéantie. L'Empereur, en étendant ses quartiers sur toute l'Allemagne, pourrait, sans qu'il lui en coûtât rien, tenir sur pied, pendant plusieurs années, soixante-dix mille hommes. Après avoir ruiné et lassé les princes, on imposerait la paix à tout l'Empire, aussi bien aux catholiques qu'aux protestants. Pendant ce temps les États héréditaires recouvreraient leurs forces, et l'Empereur, mis en état de faire la guerre partout où il le voudrait, reprendrait sa dignité suprême parmi les princes de la chrétienté. Cette politique explique la conduite militaire de Wallenstein, le grand nombre de ses troupes, l'extension de leurs quartiers, la présence de protestants parmi elles, et le refus de livrer bataille en Hongrie.

Eggenberg adopta les idées de Wallenstein, et le résultat de l'entrevue fut qu'on n'écouta pas à Vienne les plaintes de la Ligue. Au reste, ceux des membres du conseil impérial qui désapprouvaient cette politique craignaient d'entrer en lutte avec le général. Grâce à la terreur qu'il inspirait, à l'argent semé à propos, à ses liens de famille, à l'influence qu'exerçaient à la cour certains personnages qui lui étaient dévoués, Wallenstein put exécuter son plan [1].

Dès les premiers jours de l'année 1627, les plaintes des trois électeurs ecclésiastiques, de l'électeur de Bavière et des évêques de Franconie (Würtzbourg et Bamberg) se renouvelèrent. Ils se réunirent à Würtzbourg, le 21 février 1627, pour se concerter sur les mesures à prendre afin de se soustraire au despotisme de l'armée. Des lettres adressées à Vienne n'ayant produit aucun effet, soit parce que les partisans de Wallenstein les interceptaient, soit parce que le général empêchait d'en tenir compte, on envoya une députation à l'Empereur, pour lui rappeler les services de la Ligue, et l'adjurer de ne pas laisser ruiner ceux qui l'avaient sauvé. Pendant que Wallenstein s'efforçait de procurer à son maître une autorité que ses prédécesseurs n'avaient jamais eue, les princes voulaient limiter cette même autorité, afin d'assurer leur propre indépendance.

Ferdinand répondit par quelques vagues promesses, et Wallenstein n'en continua pas moins ses enrôlements. Il disait que l'Empereur ne devait pas être une simple statue. Cependant,

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 72 et suiv.

comme il voulait éviter une rupture, il promit que ses troupes n'occuperaient plus dorénavant les États de la Ligue, à la condition toutefois que la Ligue, de son côté, n'établirait pas les siennes sur les territoires protestants de manière à restreindre les quartiers impériaux[1].

Pour donner encore plus de poids à leurs réclamations, les membres de la Ligue décidèrent de convoquer une diète d'électeurs. Cette diète dut d'abord avoir lieu à Nürenberg; mais on craignit qu'elle n'y tombât au pouvoir de la soldatesque du duc de Friedland : elle se réunit à Mülhausen le 18 octobre 1627. C'était la première fois qu'une diète d'électeurs s'assemblait, depuis la translation de l'électorat palatin au duc de Bavière. Les électeurs de Mayence et de Saxe furent les seuls qui y vinrent en personne; les autres s'y firent représenter, et le plénipotentiaire bavarois fut autorisé, en fait, à exercer les droits de l'électorat palatin, afin que le collége électoral, se trouvant au complet, pût prendre des décisions valables, conformément à la Bulle d'or. Cela équivalait à la reconnaissance de la translation; mais le nouvel électeur de Mayence, Georges-Frédéric de Greifenklau, qui avait succédé à Jean Schweickhardt de Cronberg, mort en 1626, eut grand soin de combler l'électeur de Saxe de prévenances, afin qu'il ne crût pas que les catholiques voulussent abuser de la majorité que leur donnait la translation de l'électorat palatin à la Bavière. Les ambassadeurs de France et d'Espagne, ceux du nonce à Vienne et ceux de beaucoup de princes allemands et de villes de l'Empire, s'y rendirent également; toutefois les électeurs ou leurs représentants durent seuls assister aux séances.

On s'occupa des moyens de mettre fin aux violences de la soldatesque impériale. La Bavière proposa d'envoyer une nouvelle ambassade à Vienne. Cologne ayant rappelé que l'Empereur devait son rétablissement en Bohême aux princes catholiques, l'électeur de Saxe se récria, ne voulant pas qu'on passât sous silence la part qu'il y avait prise, et l'ambassadeur de Cologne dut rectifier ses expressions, en disant que l'Empereur avait été rétabli par les États demeurés fidèles.

L'électeur de Saxe se plaignit ensuite de ce que la guerre

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 523; Schreiber, *Maximilian I*, p. 380.

s'était étendue sur toute l'Allemagne, et menaçait de la ruiner. Partout on levait des troupes, on exécutait des marches, on exigeait de lourdes contributions, sans s'inquiéter des souverains; plusieurs princes étaient réduits à la misère. La constitution de l'Empire n'était pas respectée : on aurait dû consulter les électeurs avant d'entreprendre la guerre contre le roi de Danemark; mais on les traitait avec mépris.

Les électeurs catholiques demandèrent aussi à l'Empereur d'ordonner une restitution générale des biens ecclésiastiques usurpés depuis la paix de religion. L'affaire, pour le moment, n'eut pas de suite [1].

La diète s'occupa aussi du rétablissement de la paix. Les ambassadeurs de Bavière, qui craignaient qu'il n'eût lieu au détriment de leur maître, cherchaient à exciter l'électeur de Saxe contre le Palatin, en lui représentant qu'il était calviniste. Mais les autres électeurs, même Ferdinand de Cologne, frère de Maximilien, étaient disposés à faire les plus grandes concessions. L'électeur de Mayence proposait que le Palatin fît amende honorable, renonçât au trône de Bohême et à la dignité électorale, et payât une indemnité de guerre, moyennant quoi il recouvrerait une partie de ses États. Le vice-chancelier de l'Empire, Strahlendorf, adoptait ces conditions au nom de l'Empereur, en y ajoutant toutefois que, comme il serait rétabli par grâce, on pourrait limiter ses droits souverains en matière religieuse, en lui imposant le maintien du catholicisme dans les parties de ses États où il existait encore. Mais ces conditions n'étaient malheureusement pas acceptées par Frédéric, et son beau-frère, le roi d'Angleterre, les trouvait injustes et déshonorantes. Une conférence, qui avait eu lieu à Colmar en Alsace (24 juin 1627) sous la médiation des ducs de Lorraine et de Würtemberg, entre les ambassadeurs de la cour de Vienne et ceux du Palatin, et dans laquelle ces conditions avaient déjà été proposées, n'avait pas abouti, malgré l'avis du conseiller Rusdorf, qui pensait qu'on devait tout accepter. Le Palatin consentait à faire amende honorable, par l'intermédiaire, il est vrai, d'une tierce personne, et d'après une formule fixée d'avance, qui ne porterait aucune atteinte à son honneur; mais il demandait que la dignité électorale fît retour à

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 33.



sa famille après la mort de Maximilien, refusait de tolérer la religion catholique dans ses États, et se déclarait dans l'impossibilité de payer une indemnité[1]. Les électeurs ne réussirent pas mieux à Mülhausen que les ducs de Lorraine et de Würtemberg à Colmar; ils décidèrent toutefois, d'accord avec l'Empereur, que la dignité électorale resterait à la Bavière, et que le Palatin ne pourrait recouvrer qu'une partie de ses États[2], le reste devant servir d'indemnité pour les frais de la guerre qu'il avait suscitée[3].

Les électeurs conseillaient de faire la paix avec Christian IV, qui venait de perdre une partie de ses États, comme on va le voir; mais Strahlendorf était d'avis de continuer la guerre, et de profiter de l'occasion qui s'offrait de conquérir le royaume de Danemark. Par la possession du Holstein, l'Empereur tiendrait en bride le cercle de basse Saxe et tout le nord de l'Allemagne; par celle du Sund, non-seulement il disposerait de la douane la plus productive de toute l'Europe[4], mais il empêcherait les Hollandais de tirer de la Suède et de la Prusse les bois nécessaires à la construction de leurs vaisseaux; enfin la possession des îles du Danemark lui donnerait une flotte. Les conseils pacifiques des électeurs ne furent pas suivis.

En somme, la diète de Mülhausen[5] ne produisit aucun des résultats qu'on en avait espérés. Les électeurs se bornèrent à écrire à l'Empereur et aux deux généraux, pour leur demander l'allégement des charges militaires. La lettre adressée à Wallenstein contenait quelques expressions menaçantes : les ambassadeurs de Brandebourg, Adam de Schwartzenberg à leur tête, les firent supprimer, de peur d'irriter le général. Quant à la députa-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 532, 536; *Mercure français*, t. XIII, p. 665; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 358.

[2] L'Empereur réclamait au Palatin vingt-deux millions de florins pour pouvoir racheter la Lusace et la haute Autriche (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 291).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 542.

[4] Les droits perçus par le Danemark pour le passage du Sund étaient de cinq pour cent sur toutes les marchandises (Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 343), et rendaient cinq cent mille thalers par an (Droysen, *Gustaf-Adolf*, t. II, p. 8).

[5] D'après Heyne (*Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 18, 19), il fut surtout question à la diète de Mülhausen d'un édit de restitution, et ce fut l'ambassadeur impérial qui en parla le premier.

tion, l'Empereur lui répondit qu'il prenait en considération les vœux qu'on lui présentait et qu'il réduirait l'armée. Mais il n'en fit rien, et lorsque Jean-Georges s'en plaignit, on lui répondit que l'état des finances ne permettait pas de payer la solde arriérée et de licencier immédiatement une armée aussi considérable. L'électeur de Saxe écrivit à celui de Mayence : « Le congrès de Mülhausen a été tout à fait inutile [1]. »

Ce congrès eut cependant un résultat : il rapprocha la Bavière de la France. L'ambassadeur français, comte de Marcheville, envoyé par Richelieu à l'assemblée de Mülhausen, avait d'abord visité les cours de Cologne, de Trèves, de Mayence et de Munich, pour essayer de séparer la Ligue de la maison de Habsbourg, et de la rallier à la France, en exploitant avec habileté la crainte qu'inspirait Wallenstein. Il rencontra partout un accueil glacial : on lui répondit que la Ligue ne pouvait s'allier avec le roi de France, parce qu'il soutenait ses ennemis les plus acharnés, le Palatin et le roi de Danemark. L'électeur de Bavière, pour qui l'ambassadeur se montra particulièrement plein d'attentions, lui rappela que la Bulle d'or défendait aux princes allemands de traiter, sans l'Empereur, avec des puissances étrangères, et alla jusqu'à lui dire que la France, dans tous les cas, ne pourrait s'allier avec la Ligue qu'en restituant à l'Allemagne les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun. Mais les discussions de la diète ayant montré que la Bavière ne pouvait pas compter sur la Ligue pour la garantir contre les réclamations du Palatin, l'électeur se rapprocha de la France. Il fit à son tour observer à Marcheville que les huguenots avaient trouvé de grands secours dans le Palatinat, et qu'il était de l'intérêt du Roi d'avoir pour voisin sur le Rhin un catholique au lieu d'un calviniste. Marcheville, après les premiers refus de Maximilien, avait accusé son ambition ; après ces ouvertures, il assura l'électeur de toutes les sympathies de la France [2].

Le roi de Danemark avait employé tout l'hiver (1626-1627) à refaire et à augmenter son armée. Les Hollandais, intéressés à le tenir

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 533, 541, 545; Schreiber, *Maximilian I*, p. 397, 401, 407 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 79.

[2] *Mercure français*, t. XIII, p. 681 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 398, 405.



sur pied afin d'éloigner d'eux les armées catholiques, élevèrent leurs subsides de cinquante mille florins à cent cinquante mille (avril 1627). La France assura cinq cent mille livres. Le roi d'Angleterre avait promis beaucoup, mais n'avait rien payé. Il se contenta d'envoyer sa décoration de l'ordre de la Jarretière, qui valait sept cent mille couronnes; mais Christian IV, en la mettant en gage en Angleterre, ne put pas en obtenir plus de cent soixante mille thalers. Il vendit quelques-uns de ses propres bijoux, obtint des promesses de la diète de Holstein, réunie à Rendsbourg (8 décembre 1626), en l'effrayant sur les projets de Ferdinand II, amassa un peu d'argent, leva des soldats dans le Brandebourg, la Silésie et ailleurs, acheta des armes et des munitions, et répara ses forteresses.

Au printemps de l'année 1627, il annonça à ses alliés, à la France, à l'Angleterre, à la Hollande, à Venise, qu'il allait continuer la guerre. Il reçut des renforts de différents pays : trois mille huguenots français, commandés par le comte de Montgomery, trois mille Anglais sous le colonel Charles Morgan, et quelques milliers d'hommes amenés de Hollande par le comte de Solms; mais il manquait de généraux. Fuchs et Obentraut étaient morts, ainsi qu'Halberstadt, Mansfeld et le duc Jean-Ernest de Saxe-Weimar. Il obtint de la république de Venise qu'elle lui cédât le vieux comte de Thurn, qui commandait ses armées depuis plusieurs années, et accepta aussi les services du vieux margrave de Bade-Durlach, que Tilly avait battu à Wimpfen, et qui, depuis lors, cherchait partout des ennemis à la maison d'Autriche. C'étaient deux guerriers éprouvés et de zélés protestants. On voyait aussi, parmi les princes allemands au service du roi de Danemark, le jeune duc Bernard de Saxe-Weimar, frère de Jean-Ernest. Le Roi comptait également sur le concours de Bethlen Gabor et sur celui de la Turquie.

Les forces danoises se trouvaient partagées en trois groupes : 1° l'armée principale, qui se composait de vingt-neuf mille hommes[1] campés à Ottersberg, sur la Wümme, d'où le Roi pouvait surveiller à la fois le Weser et l'Elbe, et marcher à son gré, soit vers le Brandebourg, soit vers la Westphalie; 2° les garnisons de Wolfenbüttel, Nordheim et Nienbourg, qui en étaient

[1] Vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cavaliers.



comme les postes avancés; 3° enfin l'armée de la haute Silésie, qui était de quatorze mille hommes provenant des débris de Mansfeld, et qui, sous le commandement du commissaire danois Mitzlaff, occupait Kosel et Troppau et pouvait donner la main à Bethlen Gabor[1].

Un soulèvement de Bethlen, appuyé par les Turcs, aurait eu pour effet de diviser les forces catholiques, de rappeler Wallenstein dans les États héréditaires, et de laisser Tilly seul aux prises avec le roi de Danemark. Ce soulèvement ne put pas avoir lieu. Le jeune sultan de Constantinople, Amurat IV, faisait alors la guerre aux Perses pour leur reprendre Bagdad. Battu au printemps de l'année 1627, il résolut de continuer la lutte; mais il ne pouvait le faire qu'à la condition de n'avoir plus aucune inquiétude du côté de la Hongrie, c'est-à-dire à la condition de faire la paix avec l'Autriche. Au mois de septembre 1627, ses plénipotentiaires et ceux de l'Empereur eurent des conférences à Szön, dans le comitat de Komorn, et le 2 janvier 1628 un traité de paix fut conclu.

Bethlen, placé loin de ses alliés, entre deux puissants voisins qui faisaient la paix, ne pouvait pas ne pas la faire aussi. Il envoya un plénipotentiaire, et fut compris dans le traité. Ce fut en vain que l'ambassadeur anglais à Constantinople lui rappela sa promesse de ne jamais traiter sans l'intervention de ses alliés: ce n'était pas la première fois que Bethlen violait sa parole.

Le roi de Danemark ne pouvait donc plus rien attendre de lui. Les troupes dano-allemandes qui se trouvaient en Silésie, n'étant plus appuyées par le prince dé Transylvanie, restèrent exposées aux attaques de Wallenstein; et celui-ci, ne craignant plus rien du côté de la Hongrie, put même envoyer quelques régiments aux Polonais pour les aider dans leur guerre contre Gustave-Adolphe[2]. Les généraux danois essayèrent de pousser les Silésiens à la résistance, en se présentant à eux comme les défenseurs de leur religion; mais ils n'y réussirent pas, parce que Wallenstein s'abstenait de toute persécution religieuse, et que son armée était composée en grande partie de protestants.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 512 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 341; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 81.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 81; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 83.

Les troupes danoises ne pouvant se maintenir en Silésie, le Roi les rappela; mais le duc Georges de Brunswick-Lünebourg-Celle, allié de l'Empereur, appuyé par Aldringer et surtout par le colonel Jean-Georges d'Arnim, leur coupa la retraite, en envahissant la marche de Brandebourg et en s'emparant des passages de la Havel. En vain l'électeur de Brandebourg se plaignit-il de ces actes d'hostilité, accomplis par un de ses proches parents : le duc répondit qu'il était obligé d'exécuter les ordres de l'Empereur.

Abandonnée par Bethlen, séparée de Christian IV, l'armée danoise de Silésie ne pouvait que succomber. Elle avait quatorze mille hommes[1] avec huit pièces de campagne, mais très-peu de poudre. Wallenstein se jeta sur elle (juillet 1627) avec quarante mille hommes pourvus d'une nombreuse artillerie. Les troupes danoises cédèrent partout; les simples soldats désertèrent et accoururent en foule sous les drapeaux de l'Empereur; la crainte d'être condamnés à mort en Danemark empêcha seule les chefs de capituler immédiatement. Ils essayèrent de résister près de Kosel, vieille forteresse frontière, située sur l'Oder, entre la Moravie et la Pologne; mais ils furent écrasés par le nombre, et la garnison de Kosel capitula après une courte résistance (10 juillet 1627). Les chefs et le commissaire danois s'étaient enfuis avec la cavalerie. Ils se dirigèrent d'abord du côté de la Hongrie; mais n'ayant pas trouvé l'appui qu'ils espéraient, ils cherchèrent à revenir en Danemark. Wallenstein lança à leur poursuite Pechmann, son meilleur colonel[2], et les Danois furent dispersés. Mitzlaff put atteindre le port de Colberg, en Poméranie, et de là l'île de Poel, d'où il annonca au roi de Danemark que l'armée de Silésie avait été anéantie. Christian le fit traduire devant un conseil de guerre qui le condamna à mort; mais il lui fit grâce de la vie[3].

Wallenstein reprit, sans éprouver de résistance, les châteaux et les villes de Silésie. A Troppau, il tint les conseillers de la ville enfermés jusqu'à ce qu'ils eussent payé une contribution de

[1] Neuf mille huit cents fantassins, quatre mille deux cents cavaliers, dont trois mille six cents cuirassiers et six cents dragons.

[2] Pechmann fut tué.

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 525; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 86.

dix mille thalers. Au mois d'août tout était fini; on envoya à Vienne soixante-cinq drapeaux pris sur l'ennemi. Le généralissime se tourna alors contre le roi de Danemark.

La paix conclue à Szön, entre l'Autriche et la Turquie, avait amené la perte de l'armée danoise de Silésie, en la privant de l'appui de Bethlen Gabor; la guerre entre la France et l'Angleterre causa la perte de l'armée principale commandée par le Roi, en la privant du secours de ces deux puissances. La guerre venait d'éclater entre elles à la suite de différends qui avaient eu leur source dans les droits religieux de la nouvelle reine d'Angleterre, Henriette de France. Charles Ier, espérant gagner la Chambre des communes, renvoya sans motif la maison française de la Reine (1er juillet 1626), et soutint les protestants français contre leur souverain. En outre, Buckingham détestait Richelieu, qui lui avait interdit l'entrée de la France à cause de sa conduite scandaleuse. Il n'en fallut pas davantage pour allumer la guerre.

Au mois de juillet 1627 (12 juillet), Buckingham attaqua l'île de Rhé. Engagées dans cette guerre, ni la France ni l'Angleterre ne purent s'occuper de l'Allemagne. En vain l'administrateur de Magdebourg, Christian-Guillaume de Brandebourg, entreprit-il un voyage en France et en Angleterre, pour faire connaître le danger auquel se trouvait exposé Christian IV, et demander, entre autres choses, qu'une flotte anglaise vînt occuper les bouches de l'Elbe et du Weser: il ne put rien obtenir[1].

Christian IV aurait dû trouver un allié en la personne de l'électeur de Brandebourg. Mais celui-ci était irrité de la manière dont les troupes du Roi et de ses alliés s'étaient conduites dans ses États. Mansfeld avait pillé et maltraité ses sujets, et le commissaire danois Mitzlaff, après s'être permis de lever des contributions, était allé jusqu'à dire, dans le palais même de l'électeur, que peu lui importait comment celui-ci prendrait la chose, car le Roi n'en continuerait pas moins à suivre son bon plaisir. Georges-Guillaume avait été vivement blessé de ces paroles. Il craignit que trop de patience ne finît par lui attirer le mépris public. Il se dit aussi que l'Empereur ne le traiterait pas

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 88; Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 168; Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 674.



plus mal que n'avait fait le roi de Danemark, et se montra même disposé à reconnaître la translation de la dignité électorale palatine à la Bavière.

Georges-Guillaume était entretenu dans ces dispositions favorables à la maison de Habsbourg par son voisin l'électeur de Saxe, et surtout par un de ses conseillers privés, le comte Adam de Schwartzenberg, qui, étant catholique et d'une famille de barons de l'Empire, avait d'autres idées politiques que les calvinistes et les purs Brandebourgeois. Schwartzenberg rappela que les ancêtres de l'électeur s'étaient toujours bien trouvés de leur fidélité à la maison d'Autriche, et que Georges-Guillaume avait intérêt à se joindre à l'Empereur, en se réservant la liberté de conscience et de culte. L'électeur se laissa gagner : il réunit ses troupes (treize cents hommes) à celles du duc de Lünebourg, qui occupaient la ligne de la Havel, fournit des vivres aux Impériaux, leur accorda libre passage dans ses États, et rappela tous ceux de ses sujets qui se trouvaient au service du Danemark. En même temps, il imposa silence aux ministres protestants qui attaquaient la religion catholique, exila même quelques-uns des plus violents, et fit si bien que le bruit courut qu'il songeait à revenir au catholicisme[1].

Les sujets du roi de Danemark se montraient eux-mêmes peu favorables à la guerre. La diète de Holstein, qui avait volontiers voté des subsides à Rendsbourg en décembre 1626, n'en accorda plus qu'à contre-cœur à Kiel en 1627. Elle se demandait si le Roi n'agissait pas uniquement par ambition, et si l'on ne ferait pas mieux de se déclarer neutre[2].

Christian se trouva dans une situation critique, lorsqu'à l'armée de la Ligue, à laquelle il avait déjà de la peine à résister, vint s'ajouter l'armée impériale, qui arrivait victorieuse de Silésie. Il avait en effet un vaste territoire à défendre : l'archevêché de Brême, le duché de Mecklenbourg, et avant tout le bas Elbe, qui maintenait ses communications avec ces États. Il aurait dû concentrer ses troupes, afin d'opposer une résistance plus vigoureuse; mais il ne possédait pas assez d'autorité pour se faire obéir de ses sujets, ni même de ses soldats. Ses généraux, la plupart étrangers, entendaient combattre à leur manière et ne suivre les

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 518.
[2] *Id., ibid.*, t. II, p. 512, 521.

ordres de personne ; son commissaire général des guerres, Narpacht, au lieu de le rejoindre, s'était retiré en Hollande. La noblesse du Holstein et du Mecklenbourg se montrait en outre disposée à se soumettre à l'Empereur. Le Roi employa ses dernières épargnes et vendit ses joyaux ; tout cela ne suffit pas pour satisfaire les soldats[1].

Pendant les premiers mois de l'année 1627, Tilly, faute d'artillerie, de munitions et de vivres, s'était trouvé dans l'impossibilité de rien entreprendre, et avait dû se borner à couvrir l'évêché de Münster. Dès qu'il put entrer en campagne, il concentra ses troupes, d'abord à Brunswick, pour surveiller les siéges de Nordheim et de Wolfenbüttel, puis, au commencement de juillet, à Lünebourg, pour attaquer le Danemark. Il franchit l'Elbe le 9 août. Le duc de Lünebourg, de son côté, après avoir empêché les débris de l'armée danoise de Silésie de se replier sur celle du Roi, avait passé la Havel (6 août) pour se réunir au général de la Ligue. A leur approche, les Danois abandonnèrent les places de Boitzenbourg et de Lauenbourg, sans essayer de résister. Le sentiment qu'ils avaient de la supériorité de l'ennemi paralysait leurs forces[2].

Le 1er septembre, Wallenstein, Tilly et le duc de Lünebourg opérèrent leur jonction à Lauenbourg. Wallenstein avait sous ses ordres cinquante mille hommes, Tilly dix-sept mille, le duc treize mille, en tout quatre-vingt mille hommes. Wallenstein affectait de prendre partout la première place, comme représentant de l'Empereur, et montrait autant de luxe que Tilly de simplicité. Les deux généraux s'entendirent pourtant, et convinrent d'envahir le Holstein, puis le Sleswig et le Jutland, et d'enlever au roi de Danemark toutes ses possessions de terre ferme. Wallenstein formait le centre, Tilly l'aile gauche, Schlick et le duc de Lünebourg l'aile droite.

Christian IV, reconnaissant qu'il lui était impossible de se défendre, demanda à traiter; mais les généraux lui firent des conditions inacceptables : ils prétendaient lui enlever, entre autres

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 514 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 89.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 522 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 390.

choses, le duché de Holstein, parce qu'il l'avait forfait par félonie en combattant l'Empereur.

L'armée catholique chassa facilement l'ennemi des retranchements qu'il avait élevés près de Hambourg. Les Danois rompirent les digues; mais le vent du midi, en refoulant la mer dans une direction opposée à la terre ferme, empêcha l'inondation. Ils étaient d'ailleurs démoralisés; les soldats manquaient de vivres et de munitions, et les officiers n'obéissaient plus[1].

Tilly, qui formait l'aile gauche, traversa l'Alster, rivière derrière laquelle se trouvait le corps d'armée du vieux comte de Thurn. Le château de Pinneberg, qui couvrait la position des Danois, fut vivement défendu. Le 11 septembre 1627, Tilly faisait une reconnaissance, lorsqu'il fut blessé au genou gauche par une balle de mousquet. On le rapporta d'abord à Lauenbourg, puis au château de Vinsin, où il fut confié aux soins du médecin et du chirurgien du duc de Lünebourg. L'électeur de Bavière lui écrivit pour lui recommander de mieux ménager à l'avenir une vie si nécessaire aux États catholiques. Tilly, en attendant sa guérison, confia le commandement des troupes de la Ligue à son feldzeugmestre Fürstenberg[2], à qui Pinneberg se rendit le 8 octobre 1627[3]. Après la prise de Pinneberg, Tilly envoya une partie de ses troupes rejoindre les Impériaux, et se borna, avec ce qui lui restait, à couvrir l'armée contre toute surprise de la part des Hollandais, et à continuer le siége des places de la basse Saxe qui résistaient encore.

L'expédition de Danemark resta donc exclusivement entre les mains de Wallenstein. Il avait établi, le 20 septembre 1627, son quartier général à Itzehoe; tous les châteaux de la noblesse lui ouvrirent leurs portes; le duc de Holstein-Gottorp et la ville de Hambourg embrassèrent la cause de l'Empereur.

Ne trouvant plus d'appui dans ses États allemands, et les Danois

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 547; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 90; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 356; Villermont, *Tilly*, t. I, p. 422.

[2] Fürstenberg fut tué d'un coup de canon à la fin de l'année, en donnant l'assaut à la forteresse de Harbourg sur l'Elbe.

[3] *Mercure français*, t. XIII, p. 628; Schreiber, *Maximilian I*, p. 392; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 548; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 372.

refusant de prendre part plus longtemps à une guerre qu'ils considéraient comme ne les intéressant pas, Christian IV n'eut bientôt plus sous ses ordres que des étrangers; encore se dispersèrent-ils peu à peu, principalement les Français, offensés de ce que, à Pinneberg, on avait placé leurs colonels sous les ordres d'un Allemand. Les Écossais se défendirent avec courage dans Breitenbourg[1] sous les ordres du major Dunbar. On voyait celui-ci marcher devant ses troupes, priant Dieu la tête découverte. Lorsqu'il eut été tué, les autres officiers continuèrent la défense; mais la ville fut prise d'assaut, et tout ce qui était capable de porter les armes fut massacré[2].

Le vieux margrave de Bade-Durlach commandait l'aile gauche de l'armée danoise. Il essaya de rallier, dans la marche de Brandebourg, les débris de l'armée de Silésie; mais, s'étant avancé trop loin, il fut séparé du centre par le duc de Lünebourg. Le margrave traversa alors le Mecklenbourg, et se rendit à Wismar dans l'espoir de rejoindre le Roi par mer. Il lui fallut attendre plusieurs semaines, avant d'avoir assez de navires pour transporter ses troupes. Il put enfin partir avec huit mille hommes, et arriva au port de Heiligenhafen, en face de l'île de Femern. Mais à peine avait-il débarqué une partie de ses soldats (24 septembre 1627), qu'ils furent attaqués par le feld-maréchal comte Schlick, à la tête de l'aile droite ennemie. Leur courageuse résistance n'eut d'autre résultat que de donner au margrave le temps de se sauver par mer avec ses principaux officiers et avec les troupes qui se trouvaient encore sur les vaisseaux. Les soldats débarqués, se voyant abandonnés et se croyant trahis, refusèrent de combattre plus longtemps et passèrent sous les drapeaux de l'Empereur. Ils formaient quatre régiments d'infanterie et trois de cavalerie. C'étaient les meilleures troupes du Roi, celles sur lesquelles il comptait le plus. Le margrave se rendit à la Haye, d'où il adressa un mémoire à Christian IV pour lui offrir de lever une nouvelle armée[3].

Après sa victoire, Schlick s'avança dans le Sleswig et le Jutland, par Kiel et Eckernförde. Il atteignit les derniers restes des

[1] Sur la Stör, près d'Itzehoe.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 549, 552.

[3] Le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach mourut à Strasbourg, le 24 septembre 1638 (Gfrörer, *Gustav-Adolph*, p. 451).

troupes danoises à Aalborg, et les obligea de se rendre à discrétion (17 octobre 1627). Schlick, exécutant d'ailleurs les ordres de Wallenstein, eut donc la principale part au prompt succès de l'expédition, succès facile, car la campagne avait été moins une guerre qu'une défection générale. A la fin de l'année 1627, Wallenstein était le maître de tous les États de terre ferme du roi de Danemark; Christian IV dut s'abriter dans les îles; le 26 octobre 1627, l'Empereur le destitua de sa charge de colonel du cercle de basse Saxe[1].

Pendant que Wallenstein envahissait le Sleswig et le Jutland, Tilly couvrait ses derrières et achevait la soumission de la basse Saxe. Nordheim avait été pris par Fürstenberg le 27 juin 1627; le colonel danois Limbach livra Nienbourg, le 26 novembre de la même année, à Erwitt, contre lequel il l'avait défendu pendant un an[2]. Il restait à prendre Wolfenbüttel. Cette place, entourée par l'Ocker, bien fortifiée et armée de cent quatre-vingts canons de gros calibre, avait une garnison de deux mille hommes, que commandait le brave comte de Solms; mais cette garnison, malgré son courage, n'était pas assez nombreuse pour défendre des murailles aussi étendues. Tilly, qui cernait Wolfenbüttel depuis la fin du mois d'août, chargea Pappenheim d'en faire le siége.

Pappenheim parut devant cette place au commencement de septembre (1627)[3]; il avait huit mille hommes sous ses ordres. Il fit aussitôt travailler jour et nuit aux travaux d'approche. Il en exécutait lui-même les plans, et, malgré le feu de l'ennemi, dirigeait en personne jusqu'aux plus petits détails. Des officiers du génie étaient venus de France et de Belgique pour étudier ses travaux. Toujours plein d'ardeur, Pappenheim disait souvent qu'il espérait que la Ligue chasserait les Danois de l'Allemagne pendant l'hiver, et les Turcs de l'Europe au printemps suivant. Le comte de Solms fit plusieurs sorties. Les Danois, furieux, empoisonnaient leurs balles, en sorte que toutes les blessures étaient mortelles.

Comme les assiégeants n'avaient pas d'artillerie, et que d'ail-

[1] *Mercure français*, t. XIII, p. 630; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 548, 550; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 92, 94.

[2] *Mercure français*, t. XIII, p. 603, 613, 619, 648.

[3] Pappenheim venait d'apaiser un soulèvement dans la haute Autriche.

leurs Tilly désirait ne pas endommager une place dont il pensait faire le boulevard de la Ligue et du catholicisme dans le nord de l'Allemagne, Pappenheim essaya de s'en rendre maître en l'inondant. Il construisit pour cela, en aval, une digue qui fit refluer les eaux de l'Ocker. En peu de temps la ville fut inondée. Pappenheim, après avoir informé les assiégés des victoires de Tilly et de Wallenstein, les somma de se rendre; mais le comte de Solms avait trop d'énergie pour ne pas lutter encore. Il espérait que l'hiver obligerait les assiégeants à se retirer.

Au mois de novembre, il y eut six pieds d'eau dans la ville. Les habitants se réfugièrent avec leurs meubles et leur bétail dans les étages les plus élevés des maisons. La misère croissait de jour en jour; le froid devenait rigoureux; le bois de chauffage flottait dans les rues; les maisons légèrement construites commençaient à chanceler. Les vivres devenaient rares; quelques compagnies de Danois, profitant d'une nuit sombre, sortirent sans bruit pour en aller chercher à Brunswick, qui se trouvait à peu de distance. Mais Pappenheim les surprit avec sa cavalerie, les fit prisonniers, et resserra ses approches afin de ne plus laisser sortir personne. Des épidémies se déclarèrent. Le colonel de Solms tenta une dernière sortie; elle fut repoussée avec perte : il consentit à négocier.

Pappenheim était d'autant mieux disposé à traiter, qu'il manquait aussi de vivres, et que les rigueurs de l'hiver devenaient de plus en plus insupportables. On convint que la garnison sortirait librement, à la condition de quitter le service du Danemark (18 décembre 1627). Chose rare, surtout à cette époque, ce furent les simples soldats qui refusèrent de capituler, et Pappenheim dut employer la force pour les soumettre.

Wolfenbüttel possédait encore beaucoup de munitions, ses canons étaient excellents, mais les bons artilleurs avaient manqué. En présence des bourgeois et des officiers danois, Pappenheim en fit tirer quelques coups sur les tranchées. Au bout de trois coups les boulets portèrent, tandis que les Danois ne les avaient touchées que deux fois sur sept cents coups. Maximilien donna deux de ces canons à Pappenheim, en souvenir de ce siége achevé sans artillerie[1].

[1] *Mercure français*, t. XIII, p. 650, t. XIV, 2e part., p. 351; HURTER,



Après la perte de Wolfenbüttel, les Danois ne possédaient plus sur la terre ferme que Stade, Glückstadt et Krempe, trois villes situées près des bouches de l'Elbe.

La maison de Habsbourg, lorsqu'elle avait commencé la guerre contre le Danemark, n'avait d'abord songé qu'à expulser l'ennemi du sol de l'Empire. Le succès, en accroissant ses espérances, modifia ses desseins. L'Espagne, qui avait toujours une grande influence sur l'Autriche, ne poursuivait pour le moment qu'un seul but : réduire à l'obéissance la Hollande révoltée. L'Empereur, en combattant le Danemark, s'était emparé du Weser, de l'Elbe et du Sund. Il pouvait maintenant séparer les Hollandais des pays du Nord, qui leur fournissaient leurs bois de construction, et fermer à leur commerce l'intérieur de l'Allemagne.

Des négociations furent ouvertes sur-le-champ avec les villes hanséatiques, pour les engager à établir des relations commerciales directes avec l'Espagne, et à se passer ainsi de l'intermédiaire de l'Angleterre et de la Hollande. Ces villes ne s'y prêtèrent qu'avec hésitation. Comme elles n'ignoraient pas que l'Autriche se proposait de se servir de leurs vaisseaux pour attaquer les iles du Danemark, et que l'Espagne ne songeait qu'à soumettre la Hollande, elles craignaient d'être engagées dans une guerre maritime dont elles feraient tous les frais.

L'Espagne désirait même acquérir un port dans la Baltique, pour avoir un point d'attaque de plus contre la Hollande, et pour entrer facilement en communication avec la Pologne, dont la rapprochaient ses croyances religieuses. On ne pensait pas seulement procurer la paix à la Pologne, en lui faisant conclure un traité avec le roi de Suède, Gustave-Adolphe; on se flattait même de gagner celui-ci au parti de l'Empereur, et d'obtenir de lui qu'il prêtât sa flotte pour attaquer Christian IV dans ses îles. Wallenstein, pour le tenter, lui fit offrir, s'il consentait à faire cause commune avec l'Empereur, de déterminer le roi de Pologne à renoncer à ses prétentions à la couronne de Suède, et à la Livonie, le plus considérable des pays réclamés par la Suède à la Pologne. On lui offrit en outre la possession de la Norwége, qui appartenait alors au Danemark; on alla jusqu'à lui proposer la

Geschichte Kaiser Ferdinands II, t. II, p. 553; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 392, 395; O. KLOPP, *Tilly*, t. I, p. 346.



possession du Danemark sous la suzeraineté de l'Empereur. On parlait aussi de donner au roi de Suède la Prusse, sur laquelle l'Empire prétendait avoir des droits, et l'on aurait dédommagé l'électeur de Brandebourg en lui cédant le Mecklenbourg. L'Espagne entrerait dans cette grande alliance des puissances du Nord; mais la Hollande en demeurerait toujours exclue. Le généralissime, comme la maison de Habsbourg, voyait dans cette république l'ennemie mortelle des rois et des princes. Un des motifs invoqués par lui pour justifier l'intervention de l'Empereur en Pologne était que le chef de la chrétienté ne devait pas souffrir, entre ce pays et la Suède, une guerre à laquelle prenaient part des infidèles comme les Turcs et les Tartares [1].

Wallenstein nourrissait encore de plus vastes desseins. La Porte n'observant pas la paix conclue à Szön, et les troubles qui se renouvelaient chaque jour sur les frontières montrant combien peu il fallait compter sur elle, le généralissime pensait qu'on pourrait l'attaquer avec les troupes qui venaient de conquérir le Danemark. Il évaluait les frais d'une pareille expédition à sept millions de thalers, et comptait se procurer cette somme, énorme pour l'époque, au moyen de la vente des biens confisqués et des contributions des colonels, surtout avec l'argent que les princes allemands et les villes lui avaient déjà remis pour être dispensés de loger ses troupes. Il espérait pouvoir lever cent mille hommes et partir bientôt. Le Pape, en mettant fin à la lutte entre la France et l'Espagne, permettrait de réunir toutes les forces de la chrétienté; les Polonais barreraient le chemin aux Tartares pour les empêcher de secourir les Turcs, et, Bethlen étant mort (1629), sa veuve semblait devoir s'allier avec l'Empereur. Mal gouverné, engagé dans une querelle redoutable avec la Perse, n'ayant pas encore acquis Bagdad, gêné d'ailleurs par des hostilités avec les Tartares de Crimée, l'Empire ottoman se trouvait alors dans une situation difficile [2].

Wallenstein voulait commencer la guerre en Albanie, et l'achever en trois ans. Les dépouilles de la Turquie devaient être partagées entre les conquérants, proportionnellement aux secours

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 553; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 97.

[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 90.

qu'ils auraient fournis, et l'Empereur en deviendrait le suzerain. Ce plan répondait, pensait-il, aux sentiments de l'Europe, et Tilly l'approuvait. Peut-être Wallenstein se flattait-il de régner lui-même un jour à Constantinople. Le nonce Carafa recommanda ce plan au Pape, qui écrivit à son auteur une lettre d'approbation[1].

Tous ces rêves ne faisaient pas oublier à Wallenstein son intérêt personnel et immédiat. Après la guerre de Bohême (1620), il était devenu grand propriétaire et prince de Friedland. Après sa campagne de 1626 contre Mansfeld, sa principauté de Friedland avait été érigée en duché héréditaire, avec des droits tels qu'aucun autre fief en Bohême n'en possédait de pareils, et qu'ils en faisaient un État véritablement indépendant, comme le droit de battre monnaie et de conférer la noblesse[2]. Chose singulière, soit qu'il se proposât déjà de trahir son maître, soit qu'il voulût assurer l'avenir de sa famille pour le cas où l'un de ses membres trahirait l'Empereur, il obtint un privilége spécial, en vertu duquel le possesseur du duché de Friedland qui se rendrait coupable de haute trahison devrait perdre la vie, mais non ses biens : ceux-ci demeureraient à l'abri de la confiscation et passeraient à sa famille. Après la première campagne de 1627, celle de Silésie, Wallenstein obtint (1er septembre 1627) la principauté de Sagan, qui lui donna le droit de siéger dans le collége des princes de Silésie, où il exerça bientôt une influence prépondérante. Après la seconde campagne de 1627, celle de Danemark, pour laquelle il avait dépensé trois millions de florins, il voulut devenir prince de l'Empire et demanda le Mecklenbourg.

L'Empereur avait-il le droit de disposer à son gré de biens confisqués pour crime de lèse-majesté? Cela n'est peut-être pas certain. Il en avait usé en faveur du duc de Bavière, lorsqu'il lui avait donné le haut Palatinat[3], à la suite de la condamnation de l'électeur Frédéric. Il lui avait, il est vrai, remis seulement cette province en gage, et le duc de Bavière devait la restituer contre le remboursement des frais de guerre; mais, comme l'Empereur devait toujours se trouver dans l'impossibilité d'opérer ce rem-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 97, 101.

[2] L'Empereur ne s'était réservé que quelques rares cas d'appel. Wallenstein améliora aussitôt l'administration et la justice dans ses États.

[3] Et même le bas Palatinat (voir ci-dessus, p. 314).

boursement, la possession temporaire devait forcément se convertir en une possession définitive. Après la campagne de Danemark, une commission de confiscation, composée de Walmerode et de quelques autres conseillers de la chambre aulique, s'établit dans le Holstein et acccorda des domaines en payement des dépenses faites pour l'armée. C'est ainsi que le duc Adolphe de Holstein reçut Breitenbourg et ses dépendances, le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg, le bailliage d'Hadersleben, et l'électeur de Mayence, Hardenberg.

Wallenstein s'était réservé le Mecklenbourg. La proposition qu'il fit à l'Empereur d'enlever ce duché à ses deux souverains, Adolphe-Frédéric de Schwerin et Jean-Albert de Güstrow, obtint un accueil favorable auprès d'un certain nombre de conseillers impériaux. Les ducs avaient refusé de chasser les Danois des forteresses et des passages dont ceux-ci s'étaient emparés; on les accusait d'avoir approuvé l'occupation de l'évêché de Schwerin par les Danois, et d'avoir pris part aux alliances conclues avec Bethlen Gabor. Ils s'étaient donc unis au parti protestant, et avaient non-seulement approuvé, mais aidé le roi de Danemark.

Les plus prudents des conseillers de Ferdinand II objectèrent que la culpabilité des ducs n'était pas prouvée, et montrèrent le danger de la translation du Mecklenbourg à Wallenstein. Ils rappelèrent son ambition, son mépris pour les ordres de l'Empereur dès qu'il les désapprouvait; Wallenstein s'était déjà fait un parti à la cour; la possession du Mecklenbourg le rendrait encore plus puissant. En accordant une récompense aussi exagérée à un homme qui entretenait son armée avec la sueur et le sang des pauvres, on mécontenterait tout le monde, et l'on susciterait une guerre interminable. Mais les conseillers favorables au généralissime l'emportèrent.

La diète danoise se montrait si inquiète des suites de la guerre, et tellement irritée contre Christian IV, pour l'y avoir engagée sans son consentement, que, dans les premiers jours qui suivirent la défaite, on pensa à la cour de Vienne qu'il serait possible de l'amener, en maintenant les libertés du pays, à transférer la couronne de Danemark de la maison d'Oldenbourg à celle d'Autriche. Il fut même question de la donner à Wallenstein; mais celui-ci, craignant de ne pouvoir la garder, préféra le duché de Mecklenbourg.

L'Empereur n'osa pas lui en transférer immédiatement la souveraineté; il le lui remit seulement en gage, le 19 janvier 1628, avec la dignité de prince de l'Empire, la juridiction, les droits régaliens et leurs accessoires, jusqu'à ce qu'on lui eût remboursé toutes les dépenses qu'il avait faites pour la guerre.

Le 11 mars 1628, deux commissaires impériaux, le colonel Aldringer et le conseiller aulique Walmerode, ordonnèrent aux États provinciaux, sous peine de confiscation, de se réunir le 3 avril 1628 à Güstrow, pour y recevoir les ordres de l'Empereur, c'est-à-dire pour accepter Wallenstein comme souverain. Les États demandèrent un délai, supplièrent l'Empereur de faire grâce à leurs ducs, et proposèrent de prendre à leur charge la somme que Wallenstein avait à réclamer. Mais on repoussa rudement leurs offres. On leur répondit que l'Empereur les avait déliés de leur serment de fidélité envers leurs souverains, et avait donné le pays au duc de Friedland; qu'on leur laisserait leurs droits et privilèges, et que, s'ils refusaient d'obéir, ils prouveraient par là qu'ils avaient été les complices de leurs anciens maîtres. Les députés ne poussèrent pas plus loin la résistance et jurèrent fidélité au duc de Friedland (30 avril 1628).

Les deux ducs reçurent l'ordre de quitter le pays. Ils demandèrent que leurs femmes pussent rester dans leurs douaires; mais on les obligea, sous les menaces les plus graves, à les emmener avec eux.

A la même époque, Wallenstein fut nommé amiral des mers Baltique et Océanique. On se sentait à la veille d'une guerre dans laquelle il faudrait combattre à la fois sur terre et sur mer [1].

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 101 à 111; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 556; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 403.



CHAPITRE VI

LE SIÉGE DE STRALSUND ET LA PAIX DE LÜBECK.

1628-1629.

Le roi de Danemark, abandonné par la France, l'Angleterre et la Suède, mais aidé par ses sujets qui approuvent une guerre défensive, se prépare à recommencer la lutte.

Premières relations de *Gustave-Adolphe* avec l'Allemagne.

Christian IV, avec ses navires, harcèle les Impériaux pendant l'hiver (1627-1628). — Un projet d'alliance entre l'Empereur, l'Espagne et les villes hanséatiques échoue. — Wallenstein veut s'emparer des ports de la Baltique pour se faire une flotte et attaquer les îles du Danemark.

Siége de Stralsund. — Stralsund refuse de recevoir une garnison impériale; Arnim l'assiége (23 mai 1628); mission de Wahl auprès de Wallenstein et de l'Empereur. — Arnim tente trois assauts (26 mai, 2 et 4 juin). — *Le* Danemark offre des secours (5 mars et 3 mai 1628); la Suède en offre aussi (1625, et 8 février 1628), et donne de la poudre (28 mai); Stralsund demande son appui (30 mai), et accepte des troupes danoises (4 juin). Holk. — Stralsund veut demeurer fidèle à l'Empereur, mais ne peut résister à ses alliés. — Des troupes suédoises arrivent (30 juin - 4 juillet). — Traité entre Stralsund et la Suède (5 juillet).

Wallenstein; son entrevue avec le ministre brandebourgeois Schwartzenberg: il ménage le Brandebourg. — Son entrevue avec Wahl. — Wallenstein arrive devant Stralsund (7 juillet), donne deux assauts (7-8 juillet, 8-9 juillet). — Il consent à négocier; la majorité de la bourgeoisie s'y oppose. — Le roi de Danemark envoie huit mille hommes (20 juillet). — Tilly refuse des renforts aux Impériaux. — Wallenstein lève le siége (25 juillet 1628). — Stralsund et la Rochelle.

Le roi de Danemark occupe l'île d'Usedom et Wolgast. — Wallenstein bat les Danois près de *Wolgast* (22 août 1628), et reprend cette place.

Tilly prend *Stade* (7 mai 1628). — Conti prend *Krempe* (14 novembre 1628). — *Glückstadt* se défend jusqu'à la paix de Lübeck. — Résistance de *Lübeck* et de *Hambourg*.

Préparatifs du roi de Danemark; il harcèle les Impériaux avec sa flotte (1628-1629).

Paix de Lübeck. — On se décide à faire la paix. — Wallenstein et Tilly commissaires (19 décembre 1628). — L'Espagne est écartée. — Les négociations commencent (26 janvier 1629). — Gustave-Adolphe fait de vains efforts pour intervenir. — Mission de Charnacé en Bavière. — Les Danois présentent leurs conditions de paix (10 février 1629). — Dures



conditions de Tilly; les Danois les repoussent (20 mars). — Conditions plus douces de Wallenstein; l'Empereur et les Danois les admettent.
Traité de Lübeck (12 mai 1629). — L'Empereur rend au roi de Danemark ses possessions; le Roi renonce aux biens ecclésiastiques. — *Le Palatin* et les ducs de *Mecklenbourg* sont sacrifiés.
Le *Mecklenbourg* est donné définitivement à Wallenstein (juin 1629).

Les défaites du roi de Danemark n'avaient pas abattu son courage; il ne songeait qu'à recommencer la guerre et à reconquérir ses États. Les Danois, qui avaient désapprouvé la guerre offensive faite par leur souverain, étaient disposés à le soutenir depuis qu'elle devenait défensive. La noblesse paya cinquante thalers pour chaque cheval de guerre possédé; on accorda au Roi des impôts de consommation dans les villes et une élévation des droits du Sund. La Norwége envoya une contribution volontaire; la reine douairière offrit une somme d'argent; le Roi engagea encore ses pierreries, et des officiers se rendirent en Angleterre, en Écosse et en Hollande, pour y faire de nouveaux enrôlements. Montgomery promit d'amener deux régiments de France. Des lois sévères furent faites pour rétablir la discipline dans l'armée et empêcher les malversations. Les bourgeois de Copenhague prirent à leur solde un corps de trois cents fantassins, et contribuèrent à améliorer les fortifications de la capitale. Les îles les plus menacées furent pourvues de bastions et de garde-côtes; deux corps d'armée s'établirent à Odensee, dans l'île de Fionie, et à Reigstadt, dans celle de Seeland[1].

Un plénipotentiaire espagnol était venu proposer aux villes hanséatiques de s'allier avec l'Espagne. Mais le roi de Danemark les menaça, si elles écoutaient les propositions qu'on leur faisait, de s'entendre avec l'Angleterre, la Hollande et la Suède, pour ruiner leur commerce. Les villes trouvaient d'ailleurs que l'Espagne était trop éloignée pour pouvoir les secourir, et craignaient que cette puissance ne voulût détruire la religion protestante. Une alliance entre elles et l'Espagne était impossible; Wallenstein y renonça bien vite et demanda le rappel du plénipotentiaire.

Les villes hanséatiques demeurèrent donc fidèles au roi de Danemark. Brême et Lübeck refusèrent des vivres à Tilly, laissèrent

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 569; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 111.



opérer des enrôlements sur leur territoire par les Anglais, malgré la défense de l'Empereur, levèrent des soldats pour leur compte, et travaillèrent avec ardeur à leurs fortifications. Des officiers impériaux furent même tués à Brême ; Hambourg empêchait Tilly de s'approvisionner, et, comme l'armée catholique, usant de représailles, s'opposait à l'arrivée des bois destinés à la construction des navires, la ville envoya son syndic, Vincent Möller, d'abord auprès des diverses villes de la Hanse, pour leur proposer de former entre elles une ligue défensive, puis à Prague, pour demander à l'Empereur de traiter Hambourg comme ville neutre.

Elz, représentant de l'Empereur auprès de la Hanse, était néanmoins parvenu à persuader à quelques membres du sénat de Hambourg que ceux qui voulaient créer la ligue se proposaient seulement de soutenir le Palatin et de donner aux calvinistes la haute main dans leurs affaires, et qu'après avoir ruiné à la fois l'influence des catholiques et des luthériens, on finirait par soumettre leur ville au Danemark ; mais il ne put cependant faire cesser les intrigues de l'ambassadeur hollandais, Voppius d'Aitzema. Celui-ci, d'accord avec l'ambassadeur anglais et avec le commissaire danois, avait gagné à prix d'argent les ministres protestants et la majorité des bourgeois. Les ministres tonnaient du haut de leurs chaires contre l'Empereur, et cherchaient à faire prendre les armes aux habitants, en leur représentant la ruine de leur religion comme imminente. Le conseil de ville naviguait habilement au milieu de ces écueils, et savait ménager l'Empereur sans rompre avec le Roi[1].

Cependant Christian IV était à peu près abandonné à ses propres forces. La France et l'Angleterre, toujours en guerre l'une avec l'autre, ne pouvaient l'aider ; la Suède seule aurait pu lui fournir un secours efficace.

Il y avait déjà longtemps que les princes protestants sollicitaient Gustave-Adolphe d'intervenir en Allemagne[2]. En 1614, le landgrave Maurice de Hesse-Cassel l'avait invité à entrer dans

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 566, 568 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 114 ; *Mercure français*, t. XIV, 2e part., p. 355, 407.

[2] Dès l'année 1608, la France avait proposé d'arracher le roi de Suède, Charles IX, à sa guerre avec la Pologne, pour l'employer en Allemagne contre l'Empereur (voir ci-dessus, p. 44).



l'Union : l'affaire n'aboutit pas. En 1618, l'assemblée de l'Union tenue à Heilbronn (5 octobre) lui représenta le péril dans lequel se trouvaient les protestants; Gustave-Adolphe répondit qu'il les secourrait volontiers, s'il n'était pas retenu par sa guerre de Pologne. Les relations continuèrent.

Le Palatin, dès qu'il eut été élu roi de Bohême, notifia au roi de Suède son avénement au trône, et Gustave-Adolphe fut le seul roi de l'Europe qui approuva cette élection. Au commencement de l'année 1620, le Palatin envoya à Stockholm le comte palatin Jean-Casimir de Deux-Ponts[1], qui avait été au service de Gustave-Adolphe, pour lui demander un prêt sans intérêt de deux à trois cent mille thalers, ainsi que du matériel de guerre. Le roi de Suède répondit qu'il ne pouvait prêter de l'argent à cause de sa guerre de Pologne, et il se borna à fournir quelques canons, qui arrivèrent à Stettin, mais ne parvinrent jamais en Bohême. Puis, la situation du Palatin devenant mauvaise et son alliance ne pouvant plus servir, Gustave-Adolphe recommanda à Jean Rutgers, son ambassadeur à Prague, de se laisser prier sans rien promettre.

Au mois d'août 1624, le roi d'Angleterre, Jacques Ier, lui envoya le chevalier Jacques Spens de Wormston[2] pour lui proposer d'entrer dans une alliance de toutes les puissances protestantes. L'électeur de Brandebourg envoya, dans le même dessein, Bellin à Stockholm. Rien ne fut décidé.

A la fin de 1624, Gustave-Adolphe fit proposer au roi d'Angleterre une expédition commune contre l'Empereur et la Ligue; et pendant qu'un congrès d'ambassadeurs délibérait à la Haye, il fit rapidement des préparatifs de guerre. Il offrait d'entretenir à son compte seize mille hommes, tandis que les alliés en entretiendraient trente-quatre mille. Il aurait seul le commandement de toutes les troupes; on lui adjoindrait un conseil de guerre, mais il ne serait pas tenu d'en suivre les avis. S'il était déclaré ennemi de l'Empire par Ferdinand, aucun des confédérés ne devrait en tenir compte. Gustave-Adolphe demandait, en outre, qu'on lui cédât les villes de Brême et de Wismar pour en faire ses bases d'opération.

Ces propositions ne furent pas alors favorablement accueillies

[1] Jean-Casimir, comte palatin de Deux-Ponts, avait épousé en 1615 Catherine, sœur de Gustave-Adolphe.

[2] Il passa bientôt après au service de la Suède.



par le roi de Danemark; il avait à l'égard de son voisin une défiance que la demande des deux places de Brême et de Wismar ne fit qu'accroître; il se croyait d'ailleurs aussi bon général que le roi de Suède. Gustave-Adolphe modifia ses propositions relatives au commandement des troupes : Christian devrait aussi commander; mais ce serait cependant à la Suède à conduire *la danse*.

Aussitôt après la signature du traité de la Haye (9 décembre 1625), le Palatin envoya son conseiller Camerarius à Stockholm pour inviter le roi de Suède à y accéder. Mais Gustave-Adolphe venait de recommencer la guerre avec la Pologne; ses projets sur l'Allemagne étaient différés. Deux ans après (1627), le Roi envoya Pierre Baner auprès des cours princières du nord de l'Allemagne, et pressa les villes de Wismar et de Rostock de recevoir des garnisons suédoises; vers la fin de la même année, commençant à craindre pour ses États, il écrivit une lettre confidentielle à Christian IV pour se rapprocher de lui. Des négociations s'ouvrirent, et au mois d'avril 1628 une alliance fut conclue entre eux. Gustave-Adolphe s'engagea à renforcer la flotte danoise avec huit vaisseaux, armés en tout de cent quarante canons; mais, comme il se préoccupait plus de ses propres intérêts que de ceux du roi de Danemark, il ne remplit pas ses engagements : le prétexte lui en fut fourni par la guerre de Pologne et par le siége de Stralsund. Cependant, cette même année encore, il parla à la diète de Suède de la possibilité de se mêler des affaires de l'Allemagne, et exprima le désir de quitter la Pologne pour se jeter dans le flanc des Impériaux. En somme, toutes les relations du roi de Suède avec l'Allemagne ou avec le Danemark n'avaient abouti jusqu'alors à aucun résultat [1].

Le roi de Danemark était supérieur à ses ennemis sur mer. Quatre vaisseaux de ligne, deux frégates et plusieurs navires plus petits, sous le commandement de l'amiral danois Prosmund, croisèrent tout l'hiver (1627-1628) entre le Holstein et l'île de Fionie. Dans une expédition contre Wismar, Prosmund coula une partie des vaisseaux de l'Empereur, prit le reste, et détruisit tout ce qui se trouvait sur les chantiers. Le 1er avril 1628, le Roi débarqua

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 390, 396, 569, 614; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 138.

lui-même dans l'île de Femern, s'empara d'un fort que les Impériaux y avaient élevé, et prit cinquante navires; quatre jours après, il occupa Eckernförde. Le 8 avril, la flotte danoise entra dans le port de Kiel, mais elle fut obligée de se retirer après une attaque infructueuse.

Le Roi fit preuve, dans cette guerre maritime, d'une activité qu'il n'avait pas montrée sur terre. Il fatigua l'ennemi en lui enlevant çà et là divers postes; des quartiers furent assaillis, des convois enlevés, des soldats massacrés. Ces succès encouragèrent à la résistance les habitants que l'avidité des Impériaux avait déjà soulevés; ils montèrent sur leurs vaisseaux, parcoururent la mer, et saisirent des navires espagnols chargés de vivres et de marchandises[1].

Wallenstein avait besoin d'une flotte pour lutter contre le Danemark, et il ne pouvait pas en avoir une sans être en possession des rivages de la Baltique. Il résolut de s'appuyer d'abord sur les ports de mer qui dépendaient de son duché de Mecklenbourg, c'est-à-dire sur Wismar et Rostock. Wismar avait déjà reçu une garnison impériale avec le consentement des anciens ducs de Mecklenbourg. Au mois de mars 1628, un officier néerlandais, habile marin entré au service de l'Empereur, le comte Philippe de Mansfeld, y vint pour armer des vaisseaux. Quant à la ville de Rostock, elle avait d'abord obtenu, en payant une forte somme, la promesse qu'on ne lui imposerait pas de garnison: on la réduisit à l'impuissance en fermant son port au moyen de vaisseaux coulés à l'entrée, et en élevant un fort à l'embouchure de la Warne. Elle se soumit[2].

La Poméranie possédait aussi des ports dont Wallenstein désirait s'assurer, entre autres Stralsund, le mieux placé et le plus important de tous, car il permettait d'occuper l'île de Rügen. Le duc de Poméranie, Bogislas XIV, fut obligé de recevoir dans ses États un corps d'armée impérial, secrètement destiné à s'emparer de Stralsund.

Cette ville hanséatique, bien que soumise à son souverain, le duc de Poméranie, jouissait de priviléges qui lui assuraient une

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 571.
[2] *Id., ibid.*, t. II, p. 600; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 115; *Mercure français*, t. XV, 1re part., p. 138.



autonomie presque complète. Elle avait néanmoins consenti à prendre à sa charge une partie des frais d'occupation du duché par les Impériaux, moyennant la promesse que Bogislas lui avait faite, qu'elle n'aurait pas à recevoir de garnison impériale. Malgré cela, les généraux de l'Empereur lui demandèrent de payer encore une somme importante, si elle voulait être exemptée de logements militaires. La ville refusa d'abord, puis finit par payer une partie de ce qu'on lui réclamait. Elle ne fit pas même grande objection à ce que les Impériaux occupassent l'île de Rügen, dont elle n'était séparée que par un bras de mer assez étroit, le Gelle. Mais lorsque les Impériaux voulurent étendre leur occupation à la petite île de Dänholm (13 février 1628), située entre l'île de Rügen et la ville dont elle commande la rade, les bourgeois coupèrent les vivres à la garnison de Dänholm et l'obligèrent ainsi à déguerpir (15 avril).

Les habitants avaient été poussés à cet acte de vigueur par la nouvelle que les Impériaux se préparaient à les assiéger. Wallenstein regardait en effet l'occupation de Stralsund comme le dernier acte de la guerre contre le Danemark. Il pensait, Stralsund une fois pris, imposer la paix à Christian IV, et, ne laissant plus alors d'ennemis derrière lui, pouvoir exécuter librement ses projets contre les Turcs. Tous les efforts des Impériaux se concentrèrent donc sur ce point. Stralsund ayant refusé de recevoir une garnison, Arnim, le principal lieutenant de Wallenstein, récemment nommé feld-maréchal bien qu'il fût luthérien, s'établit à un quart d'heure au nord de la ville[1] et en commença le siége (23 mai 1628).

Les bourgeois, qui étaient arrivés par le commerce à la richesse, et qui avaient acquis par leurs relations avec les étrangers un vif sentiment de leur dignité, voyaient dans l'acceptation d'une garnison une menace pour leur indépendance. Ils parlèrent d'imiter l'exemple des Hollandais, et de se retirer sur leurs vaisseaux avec tous leurs biens. Un grand nombre des soldats que la ville avait pris à sa solde, mis au ban de l'Empire pour avoir servi le roi de Danemark, ne voyaient de salut pour eux que dans la résistance; une foule de gens, réfugiés dans la ville pour échap-

[1] Dans le Hainholz, petit bois (V. Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 560, 732).

per aux violences de la soldatesque de Wallenstein, représentaient aux habitants tout ce qu'ils auraient à en souffrir s'ils ouvraient leurs portes; et les discours des prédicateurs excitaient encore les esprits, en mêlant la question religieuse à la question politique.

Peu de jours après l'évacuation de l'île de Dänholm par les Impériaux, le conseil et la bourgeoisie jurèrent solennellement de défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang la liberté de la ville, ainsi que la vraie religion de la confession d'Augsbourg, et de n'accepter aucune garnison, quelle qu'elle fût (19 avril 1628). Tous les bourgeois devaient monter la garde en personne, ou se faire représenter par un homme assermenté. Ils n'en étaient pas moins décidés à demeurer fidèles à l'Empereur, et dès le 30 mars ils envoyèrent à Ferdinand II le protonotaire Wahl, pour protester de leur dévouement, tout en demandant qu'on n'occupât pas leur ville. Wahl, en passant par la Bohême, sollicita une audience à Wallenstein. Il ne put l'obtenir qu'au bout de dix jours (26 avril). L'attitude du généralissime fut loin d'être rassurante. Il menaça, si la ville ne se rendait pas, d'aller l'assiéger lui-même et de la raser, dût-il, pour y parvenir, y laisser sa propre vie et sacrifier cent mille hommes. Wahl fut mieux reçu par l'Empereur. Ferdinand II envoya à Wallenstein l'ordre d'agir avec modération; mais Wallenstein fit la sourde oreille, et ne songea plus qu'à exécuter lui-même ses menaces.

Le duc de Poméranie et la Hanse firent, à diverses reprises, de grands efforts pour amener un rapprochement entre Stralsund et l'Empereur; mais chaque fois que la ville se montrait disposée à négocier, Arnim aggravait ses conditions et rendait tout accord impossible.

Le 26 mai, on crut la paix sur le point d'être conclue. Le soir, le feu se ralentit, les bourgeois cessèrent de travailler aux retranchements, et la plupart abandonnèrent leurs postes pour aller prendre du repos. Mais pendant la nuit, vers les onze heures, Arnim, qui s'était approché sans bruit des murailles, donna l'assaut, surprit les postes et s'empara de plusieurs retranchements près des faubourgs de Knieper et de Franconie. Il ne put pénétrer plus avant : les cloches et le tambour réveillèrent la ville endormie, les bourgeois accoururent, et les Impériaux furent repoussés.



Le 2 juin, Arnim tenta un nouvel assaut et réussit à s'emparer de la plupart des ouvrages extérieurs. La ville, se croyant perdue, demanda un armistice. Arnim le refusa, et, deux jours après, le 4 juin, un dimanche, pendant que les bourgeois se trouvaient dans les églises et que les postes étaient faiblement gardés, il attaqua subitement le corps même de la place. Une femme fut la première à apercevoir les Impériaux; elle donna l'alarme en battant du tambour; les bourgeois arrivèrent, et les assaillants furent encore une fois repoussés avec perte.

Cependant la ville, de plus en plus menacée, commençait à prêter l'oreille aux propositions des souverains étrangers. Le 5 mars 1628, un ambassadeur du roi de Danemark était venu lui offrir des secours, en la menaçant, si elle les refusait, de la traiter en ennemie. Le conseil repoussa cette offre, en disant que la ville n'avait rien à craindre de l'Empereur. Le roi de Danemark ne se rebuta pas : il envoya à Stralsund (3 mai) plusieurs vaisseaux portant des munitions, avec un ambassadeur chargé d'annoncer que ce n'était que le commencement des secours du Roi, mais déclarant encore une fois que, si la ville ne les acceptait pas, le Roi la traiterait en ennemie. Stralsund accepta, tout en assurant qu'elle voulait demeurer fidèle à l'Empereur; et l'ambassadeur danois resta dans la ville pour y nouer des intrigues et empêcher les bourgeois de traiter avec les Impériaux.

Le roi de Suède eut, auprès de Stralsund, encore plus de succès que le roi de Danemark. Dès l'année 1625, Gustave-Adolphe avait fait savoir à cette ville que ses secours ne lui manqueraient pas, si jamais elle en avait besoin. Le 8 février 1628, il renouvela ses offres dans une lettre adressée à un bourgeois; mais il ne reçut pas plus de réponse la seconde fois que la première. Une occasion plus favorable ne tarda pas à se présenter. Au mois d'avril, Stralsund, manquant de poudre, envoya un vaisseau en demander à la ville de Dantzig, avec laquelle elle entretenait des relations d'amitié. Gustave-Adolphe assiégeait alors Dantzig, afin d'avoir un pied en Allemagne, comme Wallenstein assiégeait Stralsund, pour avoir un pied dans la Baltique. Dantzig, sur l'ordre de son souverain le roi de Pologne, allié de l'Empereur, refusa de fournir la poudre. Gustave-Adolphe n'ignorait rien de cette négociation, car il était aux aguets pour saisir la première occasion d'intervenir en Allemagne. Il eût bien préféré la possession de

Stralsund à celle de Dantzig, parce qu'elle l'aurait introduit au centre de l'Allemagne; aussi se hâta-t-il d'offrir de la poudre, sans rien exiger en échange, se contentant d'envoyer en même temps un ambassadeur, chargé de présenter au conseil une lettre dans laquelle il exprimait la crainte de voir la ville perdre sa religion et sa liberté. La poudre et l'ambassadeur arrivèrent le 28 mai, c'est-à-dire le surlendemain du jour où Arnim avait donné son premier assaut. Le roi de Danemark avait menacé Stralsund de la traiter en ennemie si elle refusait son appui : le roi de Suède, plus habile, se garda bien de rien dire de pareil. Cette apparence de générosité gagna les bourgeois, et les engagea non-seulement à accepter les secours de Gustave-Adolphe, mais à lui en demander. Ils lui envoyèrent pour cela un ambassadeur le 30 mai. Le conseil eut beau déclarer encore qu'il entendait demeurer fidèle à l'Empereur, le premier pas était fait.

Le troisième assaut d'Arnim avait été repoussé le 4 juin; le même jour quatre compagnies danoises se présentèrent, sous le commandement du colonel Henri Holk. La ville ne pouvait pas refuser les secours du Danemark, quand elle en demandait à la Suède; le danger d'ailleurs était de plus en plus grand : elle accepta.

Cependant la ville de Stralsund se sentait compromise. Par un dernier sentiment de fidélité, elle demanda que les soldats danois entrassent à son service et lui prêtassent serment, et que Holk promît de n'apporter aucun obstacle aux négociations de paix. Les soldats refusèrent d'entrer au service de la ville; quant à Holk, après avoir d'abord résisté, il prit l'engagement qu'on exigeait de lui (16 juin), mais ne le tint pas. Il fit au contraire tout ce qu'il put pour encourager les bourgeois à la résistance, pour leur rendre suspect le conseil, qui voulait la paix, et pour entraver les négociations. Un jour que des envoyés du conseil sortaient de la place pour aller négocier, Holk fit tirer sur les assiégeants, et ceux-ci, tirant à leur tour comme le colonel danois s'y attendait, obligèrent les envoyés à rentrer précipitamment [1].

Les ambassadeurs envoyés par Stralsund au roi de Suède lui demandèrent un secours de cinq à six cents hommes, mais ils y

[1] Holk passa l'année suivante au service de l'Empereur et se rendit célèbre par ses cruautés (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 449, 494).



mirent une condition : c'est que la ville les prendrait à son service. Gustave-Adolphe savait bien que, ses soldats une fois entrés, il serait maître de Stralsund ; il ne fit aucune objection, et, outre les soldats, il envoya des vivres, des canons et de la poudre. Le 30 juin, six cents soldats suédois entrèrent, sous le commandement du colonel Rosladin. Ils furent suivis de six autres compagnies (4 juillet)[1] ; une flotte suédoise vint croiser devant le port ; enfin, le conseil, ne pouvant plus résister, signa (5 juillet) un traité par lequel il acceptait l'alliance de la Suède. Gustave-Adolphe s'engageait à défendre la ville pendant vingt ans, à la condition que ses soldats pourraient la traverser pour passer en Allemagne, et que les navires suédois pourraient entrer et hiverner librement dans le port. Le conseil crut s'excuser, en invoquant l'ancien privilége qu'un de leurs souverains aurait accordé à la ville en 1325, de s'allier avec des étrangers si les ducs de Poméranie violaient leurs libertés. Ils oubliaient que ce n'était pas le duc de Poméranie qui les attaquait, mais l'Empereur, le suzerain suprême, et que ce singulier privilége ne pouvait trouver dès lors son application[2].

Wallenstein avait quitté la Bohême au mois de mai (1628), pour prendre possession de son duché et châtier Stralsund.

Devenu duc de Mecklenbourg, il allait agir autant dans son intérêt personnel que dans celui de l'Empereur. Il chercha d'abord à se créer de bonnes relations avec le plus puissant de ses voisins, l'électeur de Brandebourg. Les deux partis qui divisaient l'Allemagne se trouvaient représentés à la cour de Berlin. Le parti impérial y avait à sa tête un catholique, le comte Adam de Schwartzenberg. Celui-ci vint pour voir Wallenstein à son passage à Francfort-sur-l'Oder. Le généralissime ne le reçut pas le premier jour. Il se trouvait pour lors dans un de ces états bizarres, pendant lesquels il ne voulait pas entendre le moindre bruit et faisait taire jusqu'au sonneur de nuit[3]. Dans ces moments, les chiens, dont les aboiements lui étaient particulièrement désa-

[1] A la fin d'octobre 1628, la garnison suédoise s'éleva à cinq mille hommes (O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 460).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 588, 591, 597; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 434, 440 et suiv., 453; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 117 et suiv.

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 285.

gréables, ne devaient pas paraître dans les rues. Malheur à qui avait affaire à lui : la plus petite faute était punie avec la dernière rigueur. Mais le lendemain, Wallenstein fit au comte l'accueil le plus aimable. Il l'envoya chercher en voiture, vint le recevoir au haut de l'escalier, le retint à dîner, et lui donna la meilleure place à table, bien qu'il y eût des princes parmi ses hôtes. Le soir il alla lui rendre visite, et le jour suivant, après dîner, il l'emmena promener pendant plusieurs heures avec lui.

Schwartzenberg demanda un allégement aux charges de l'occupation militaire : Wallenstein le lui accorda. On parla de l'affaire de Juliers : Wallenstein promit d'user de son influence à Vienne, pour la faire terminer. Il reconnut même les droits héréditaires du Brandebourg sur la Poméranie.

Le premier but que Wallenstein se proposait d'atteindre, en traitant aussi bien le Brandebourg, était de l'empêcher d'entraver son expédition. Maître du Mecklenbourg, sans inquiétude du côté du Brandebourg et de la Poméranie, le duc de Friedland espérait venir promptement à bout de Stralsund. Le protonotaire Wahl, de retour de sa mission auprès de l'Empereur, le rejoignit à Prenzlau et en obtint une audience ; mais il n'entendit de lui que ces paroles : « Quand même Stralsund serait attachée au ciel par des chaînes de fer, je l'en ferais descendre. » On raconte que l'Empereur l'ayant engagé à lever le siége, Wallenstein répondit : « Que l'Empereur s'occupe de sa chasse et de sa musique, au lieu de se mêler des choses de la guerre, auxquelles il n'entend rien[1]. »

Parti de sa principauté de Sagan le 10 juin, Wallenstein arriva le 7 juillet devant Stralsund. Il avait sous ses ordres une armée de vingt mille hommes, et une excellente artillerie, tirée des arsenaux du Brandebourg et de la Poméranie.

La nuit même qui suivit son arrivée, vers les onze heures du soir, il fit donner l'assaut au triple rang de retranchements extérieurs élevés devant la porte de Franconie. Deux des trois rangs furent enlevés. Les bourgeois, saisis de terreur, se retirèrent dans la ville ; mais les assaillants furent arrêtés par les troupes suédoises et danoises, surtout par les Écossais au service du Da-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 121 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 445 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 593.



nemark. La seconde nuit, vers minuit, un nouvel assaut eut lieu; les trois retranchements furent pris et leurs défenseurs repoussés jusqu'au mur d'enceinte.

Le danger était grand pour la ville. On y était très-effrayé; le succès de Wallenstein laissait pressentir l'accomplissement de ses terribles menaces. Beaucoup de bourgeois mirent sur des vaisseaux ce qu'ils possédaient de plus précieux; d'autres, surtout des femmes, s'embarquèrent pour se réfugier en Suède. Le conseil offrit de négocier : Wallenstein y consentit. Contre toute attente, il reçut amicalement les envoyés dans son camp[1] et leur offrit même des siéges. Le général promit d'oublier le passé, à la condition que Stralsund recevrait une garnison poméranienne, qui obéirait à la fois à l'Empereur, au duc de Poméranie et à la ville.

Le conseil et une partie de la bourgeoisie se montrèrent disposés à accepter ces propositions, et à recevoir une garnison ducale de deux ou trois mille hommes. Le 14 juillet, ils rédigèrent une lettre, destinée à annoncer aux deux rois étrangers la démarche à laquelle la nécessité les réduisait; mais lorsque le reste de la bourgeoisie fut consulté, un seul quartier sur quatre accepta le projet de paix. Les ambassadeurs de Suède et de Danemark n'étaient pas sans avoir contribué à ce résultat. Les opposants firent observer que la garnison ducale, par suite de la grande autorité que l'Empereur et son général exerçaient dans le pays, serait, en réalité, une garnison impériale, et qu'on romprait par là l'alliance avec les deux rois. Il fallait en définitive, ou se soumettre sans réserve à l'Empereur, ou s'allier avec les rois de Suède et de Danemark. Pour eux, Wallenstein était un ennemi, tandis que les deux rois leur étaient unis par la communauté de la religion et des intérêts commerciaux; leurs troupes avaient sauvé la ville : il fallait leur en être reconnaissant et continuer la lutte.

On discutait encore, lorsque, le 20 juillet, le roi de Danemark parut dans les eaux de Rügen, avec une flotte de deux cents navires ayant à bord huit mille hommes. Gustave-Adolphe, de son côté, persuadé que la Suède serait bientôt attaquée si Stralsund succombait, s'était décidé à envoyer une partie de son armée

[1] Établi dans le Hainholz.

pour faire lever le siége. Tilly, après avoir pris Stade, s'était rendu à Wiesbaden pour y soigner sa santé. Wallenstein lui fit demander des renforts; Tilly refusa, parce qu'il trouvait l'attaque contre Stralsund injuste. Il ne faisait d'ailleurs que se conformer aux instructions de l'électeur de Bavière, qui craignait d'affaiblir l'armée de la Ligue et de favoriser les mauvais desseins de Wallenstein contre les États catholiques de l'Empire. La saison était devenue contraire aux Impériaux. Des pluies abondantes avaient transformé leur camp en un marais; leurs travaux d'approche se remplissaient d'eau, et leur artillerie était hors de service. Les assiégés firent plusieurs sorties heureuses. Wallenstein, n'étant pas maître de la mer, ne pouvait s'emparer d'une ville constamment ravitaillée par cette voie. Il craignit, s'il continuait le siége, que les Danois et les Suédois tentassent de s'emparer de quelque port des environs, pour le prendre ensuite à revers. C'est pourquoi il quitta son camp le 25 juillet, pour se rendre à Güstrow, capitale du duché de Mecklenbourg. Quelques jours après, les Impériaux abandonnèrent leurs retranchements les uns après les autres, et au commencement du mois d'août, le siége put être considéré comme levé. Il ne resta plus devant la place que quelques troupes, qui y maintinrent une sorte de blocus. L'armée impériale avait perdu douze mille hommes.

Wallenstein, par ses exigences, ses menaces, avait jeté Stralsund dans les bras des rois de Suède et de Danemark. Il avait trop oublié son proverbe favori que « la fortune est chauve par derrière, et qu'il faut la saisir par devant ».

Pendant que Wallenstein échouait ainsi devant Stralsund (juillet 1628), Richelieu s'emparait de la Rochelle (28 octobre 1628). La rade de Stralsund était demeurée ouverte aux Suédois et aux Danois : celle de la Rochelle fut fermée aux Anglais. Le siége de Stralsund fut levé : la Rochelle se rendit à discrétion[1].

Wallentein avait eu raison de lever le siége, car, dans les premiers jours du mois d'août, Christian IV occupa l'île d'Usedom, pour opérer de là sur les derrières des Impériaux. L'armée danoise se composait surtout de Français et d'Écossais. Elle s'em-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 594 à 598; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 126, 129, 132; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 455; *Mercure français*, t. XIV, p. 408, t. XV, p. 144, 228; t. XVI, 2e part., p. 271; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles*.



para sans difficulté des retranchements de Peenemünde, au nord de l'île, et, bientôt après, du château de Wolgast, où le duc de Poméranie avait déposé son artillerie et tout ce qu'il avait de plus précieux.

Wallenstein organisait à Güstrow l'administration de son duché de Mecklenbourg, lorsqu'il apprit le débarquement du roi de Danemark. Il ne pouvait compter, ni sur son voisin Bogislas, duc de Poméranie, ni sur ses propres sujets, ni même sur ses troupes. Son échec devant Stralsund avait réveillé dans le Mecklenbourg l'esprit d'opposition, et l'on y conservait de la sympathie pour les ducs expulsés[1].

Wallenstein n'avait pas un moment à perdre. Il réunit toutes ses troupes disponibles et marcha contre Wolgast, afin de reprendre cette place avant que l'ennemi eût eu le temps de s'y fortifier. Arrivé à un défilé entre des marais et des bois, il se vit arrêté par l'armée danoise (22 août 1628), qui y occupait une forte position sous le commandement du Roi et du prince héritier. Il découvrit un autre passage, et l'infanterie danoise, craignant de voir couper ses communications, battit en retraite. Wallenstein la fit alors attaquer par sa cavalerie. Repoussée une première fois, la cavalerie revint à la charge, et finit par disperser complétement les troupes du Roi. Christian IV se réfugia d'abord dans le château de Wolgast; mais Wallenstein ayant occupé la ville, le Roi se rembarqua, emportant avec lui l'artillerie, les munitions, les archives et ce que le château du duc de Poméranie renfermait de plus précieux.

Par cette victoire, Wallenstein se trouva maître de toute la Poméranie, à l'exception de Stralsund. Le Mecklenbourg, de son côté, fut réduit à lui obéir, et les États de ce duché lui accordèrent tout ce qu'il leur demanda. Les deux villes hanséatiques de Wismar et de Rostock avaient été obligées de recevoir des garnisons impériales. Quant au Brandebourg, resserré entre la Poméranie, le Mecklenbourg et la Silésie, il ne pouvait tenter aucune résistance[2].

[1] Les deux ducs se trouvaient alors à Magdebourg.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 598; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 133 et suiv.; *Mercure français*, t. XIV, p. 420, t. XV, 1re part., p. 130.

Pendant l'année 1628, Tilly s'était emparé de plusieurs places que le roi de Danemark possédait encore sur la terre ferme. Après avoir bloqué Stade[1] pendant tout l'hiver (1627-1628), il l'assiégea au printemps. La garnison, commandée par le colonel anglais Morgan, s'élevait à deux mille cinq cents hommes; mais elle manquait de vivres et ne pouvait pas résister longtemps. Un assaut décisif allait lui être donné, quand la ville de Brême s'employa pour lui obtenir une capitulation honorable. La garnison put sortir librement (7 mai 1628) et se retirer en Hollande, à la condition de ne pas servir avant six mois dans l'armée du roi de Danemark.

Christian IV ne conservait plus, sur le continent, que deux places du Holstein : Glückstadt, sur la rive droite de l'Elbe, et Krempe, à peu de distance au nord de Glückstadt. Krempe possédait d'importantes fortifications. Georges d'Ahlefeld, à la tête d'une garnison de deux mille hommes, défendit cette place pendant toute une année contre le Romain Torquato Conti[2]. Le manque de vivres finit par l'obliger à capituler (14 novembre 1628). Il obtint de se retirer avec les honneurs de la guerre à Glückstadt, où se concentra dès lors toute la résistance des Danois.

La place de Glückstadt était moins bien fortifiée que Krempe ; mais elle avait de plus nombreux défenseurs, communiquait avec la flotte qui la ravitaillait, et possédait, en la personne de Marquard Rantzau, un excellent général. Aldringer, après avoir passé tout l'hiver devant cette place, ouvrit la tranchée (23 mai 1628). Rantzau avait réparé et accru les fortifications, approvisionné la ville, discipliné la garnison. Il fit, pendant l'été, plusieurs sorties heureuses, malgré la famine qui décimait ses troupes. De grandes marées, qui survinrent, détruisirent les travaux d'approche, et, en janvier 1629, la garnison attaqua les assiégeants et anéantit ce qui restait de leurs ouvrages. La paix de Lübeck seule mit fin à la résistance (12 mai 1629)[3].

Wallenstein avait exprimé la crainte que l'exemple de Stralsund

[1] Sur la rive gauche de l'Elbe.

[2] Un officier français, Freton, le secondait.

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 571, 601 et suiv.; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 134 et suiv.; *Mercure français*, t. XIV, 2e part., p. 351, 401, t. XV, 1re part., p. 134.



ne fût suivi par d'autres villes. Il ne s'était pas trompé : Hambourg écouta les propositions du roi de Danemark, et Lübeck, voyant la manière dont avait été traitée Rostock, se mit en état de défense. Le roi de Suède, dont les troupes avaient eu la principale part à la résistance de Stralsund, conçut le dessein de devenir le protecteur des autres villes de la Hanse, et de concentrer toutes leurs forces sous sa direction ; mais elles refusèrent, à cause de la supériorité que l'Empereur gardait encore sur le continent : il obtint seulement qu'elles resteraient neutres [1].

Le roi de Danemark employa tout l'hiver de 1628-1629 à faire de nouveaux préparatifs. Il reçut du reichsrath de l'argent et des vivres, et d'une maison de commerce juive de Hambourg un prêt sur gage de joyaux. Grâce à des enrôlements dans les contrées voisines, il eut bientôt sous ses ordres vingt mille hommes, sans compter la garnison de Glückstadt. Il se proposait de reprendre le Sleswig, et de couper ainsi les communications de l'armée impériale qui occupait le Jutland. La campagne s'ouvrit au mois de mai 1629. Le colonel Morgan s'embarqua à Glückstadt avec six mille fantassins, la plupart Français et Écossais, et six escadrons de cavalerie. Le 15 mai, il débarqua à l'ouest du Sleswig, dans l'île de Nordstrand, où il détruisit les retranchements élevés par les Impériaux. Passant ensuite sur la terre ferme, soutenu par les habitants, qui demeuraient fidèles au Roi, il s'empara de la ville de Tondern. Un corps de cinq mille Impériaux, qui cherchait à s'échapper vers le midi, fut fait prisonnier. En même temps le Roi débarquait à l'ouest de la place de Sleswig, à l'embouchure de la Schley, et allait assiéger Gottorp. Une flotte danoise bloquait aussi Wismar.

Wallenstein, menacé de la sorte sur plusieurs points à la fois, se trouvait dans le plus grand embarras. La défense des côtes de la Baltique, qui s'étendaient sur une longueur de deux cent cinquante milles, était impossible. Si les Impériaux se réunissaient sur un point, tous les autres restaient exposés aux attaques de l'ennemi, et s'ils les occupaient tous, ils étaient partout trop faibles pour résister. Les Danois, grâce à leur flotte, pouvaient à volonté apparaître ou disparaître et les surprendre partout. Pour défendre

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 600 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 136.



un littoral aussi étendu, il aurait fallu prendre l'offensive, atteindre le roi de Danemark dans les îles, et l'obliger ainsi à abandonner ses attaques pour se défendre lui-même. Mais Wallenstein n'avait pas assez de vaisseaux pour cela, et plus de dix années eussent été nécessaires pour créer une marine en état de lutter contre la marine danoise [1].

Le mieux était de faire la paix. Tous les partis la désiraient : l'Empereur, parce qu'elle pouvait seule mettre un terme aux plaintes de plus en plus vives des princes de l'Empire contre Wallenstein ; le roi de Danemark, parce que l'état de son royaume ne lui permettait pas de continuer la lutte ; la Ligue catholique, parce que ses États étaient également épuisés, et que, comme le pressentait l'électeur de Bavière, si la Suède s'alliait avec la France et l'Angleterre, peut-être même avec la Pologne, l'Allemagne tout entière pourrait devenir le théâtre de la guerre. Enfin les électeurs protestants de Saxe et de Brandebourg désiraient aussi la paix, parce qu'elle était le seul moyen de faire cesser l'occupation de leurs États par l'armée de Wallenstein.

Lübeck fut désigné comme le siége des conférences. L'Empereur nomma, pour négociateurs et commissaires (19 décembre 1628), Wallenstein et Tilly, sous la réserve de sa ratification ; et les deux généraux se firent eux-mêmes représenter par des ambassadeurs. Le roi de Danemark envoya de son côté son chancelier Christian Friess et divers autres personnages. La Ligue y eut aussi des plénipotentiaires. Le duc de Holstein-Gottorp, qui avait offert sa médiation, eut deux ambassadeurs.

L'Empereur évitait avec soin tout ce qui aurait pu être un obstacle à la paix. Il ne voulut pas que l'Espagne prît part aux négociations, de peur qu'elles ne fussent retardées. Il écarta aussi la proposition que fit l'électeur de Bavière, de mettre les frais de guerre à la charge du Danemark et d'entrer dans l'examen des questions religieuses.

Les négociations commencèrent le 26 janvier 1629. Les ambassadeurs du duc de Holstein-Gottorp demandèrent d'abord un armistice : il fut refusé, parce qu'on pensa qu'il fallait auparavant vérifier les pouvoirs. Des contestations s'élevèrent sur la validité

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 607 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 135.



du titre que prenait Wallenstein, d'amiral de l'Océan et de la mer Baltique. Ses représentants répondirent que l'Empereur avait pu lui donner ce titre, à cause des droits de l'Empire romain sur les fleuves et sur les côtes.

Il y avait déjà longtemps que Gustave-Adolphe cherchait à intervenir en Allemagne. On a vu comment il s'était glissé peu à peu dans Stralsund en 1628. A la fin de la même année, le 22 novembre, il fit répandre en Allemagne une proclamation dans laquelle il annonçait à tous les opprimés et à ses coreligionnaires qu'il leur offrait un asile en Suède.

Le congrès de Lübeck lui fournit une nouvelle occasion d'intervenir dans les affaires de l'Empire. Il eut au sujet de ce congrès une entrevue, au mois de février 1629, avec le roi de Danemark à Schonen. Mais Christian IV, qui ne s'était allié avec lui que pour défendre leurs intérêts communs dans la Baltique, ne voulait pas d'une intervention en Allemagne. Il demanda même avec une certaine vivacité à Gustave-Adolphe ce qu'il avait à faire avec l'Empereur et avec l'Empire. Le roi de Suède ne répondit rien, de peur d'une rupture [1].

Gustave ne se tint pas pour battu. Il nomma des ambassadeurs qui devaient se rendre à Lübeck, et envoya son secrétaire particulier Salvius demander aux commissaires impériaux un sauf-conduit pour eux (12 février 1629). Tilly se montra d'abord disposé à l'accorder; mais Wallenstein objecta qu'un trop grand nombre d'ambassadeurs empêcherait la paix de se conclure, et qu'admettre ceux de Suède à Lübeck, ce serait laisser libre carrière à leurs intrigues (26 février 1629). Peut-être craignit-il que Gustave-Adolphe prît en main la cause des ducs de Mecklenbourg dépossédés. Il rallia Tilly à son opinion : le sauf-conduit fut refusé, et le conseil de Lübeck reçut l'ordre de ne pas admettre les ambassadeurs suédois, s'ils se présentaient. Salvius ayant renouvelé sa demande, les ambassadeurs impériaux répondirent qu'ils manquaient d'instructions, et ajoutèrent que, si les Suédois avaient quelques propositions à faire parvenir à l'Empereur dans l'intérêt de la paix, elles seraient favorablement ac-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 138.
Hurter dit, au contraire (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 612), que Christian accepta la médiation de Gustave-Adolphe.

cueillies. Une troisième demande reçut la même réponse. Tout finit par une lettre très-vive des Suédois.

Gustave-Adolphe n'était pas seul à vouloir intervenir en Allemagne. La France avait envoyé, à la même époque, le baron de Charnacé, pour presser l'électeur de Bavière de conclure une paix séparée avec le Danemark, et lui offrir pour cela sa médiation. Charnacé avait probablement fait les mêmes propositions à Christian IV : il échoua.

Le 10 février 1629, les Danois présentèrent leurs conditions de paix. Le Roi demandait la restitution de tous les territoires qui lui avaient été enlevés, une indemnité pour les pertes éprouvées par ses sujets, l'échange des prisonniers; le maintien dans le cercle de basse Saxe de la paix religieuse et profane; la solution par arbitres des difficultés qui existaient entre l'Empereur et lui; la libre circulation des Danois dans l'Empire et dans les États héréditaires de la maison d'Autriche; une amnistie générale, s'étendant même aux princes du cercle de basse Saxe, ce qui aurait ouvert la voie au rétablissement des ducs de Mecklenbourg; la promesse que le Danemark serait vigoureusement soutenu, s'il était attaqué pour avoir fait la paix. La France, l'Angleterre, la Suède, la Hollande, auraient, pendant un certain temps, la faculté d'accéder à la paix.

Tilly, qui, bien que commissaire de l'Empereur, représentait surtout la Ligue, ne voulait rien changer aux conditions qu'il avait posées deux ans auparavant, après la bataille de Lutter. Il demandait que le roi de Danemark déposât les armes, se démît de ses fonctions de colonel du cercle de basse Saxe, renonçât aux évêchés dont il s'était emparé et à toutes ses prétentions sur les duchés de Brunswick et de Lünebourg, perdît le Holstein et tous ses fiefs dépendant de l'Empire, cédât Glückstadt, et supprimât les nouvelles douanes établies sur le Sund. Il devrait en outre abandonner toutes les alliances conclues contre l'Empereur et sa maison, payer les frais de la guerre, réparer les dommages qu'il avait causés, surtout dans le duché de Brunswick, et enfin donner des garanties.

Les ambassadeurs danois rejetèrent ces conditions, et déclarèrent qu'ils seraient contraints de se retirer, si on ne les modifiait pas (20 mars). Wallenstein, dont le but n'était pas seulement de faire la paix, mais d'attacher en outre le roi de Danemark à la



maison d'Autriche, et surtout de ménager le plus puissant voisin de son duché, posa des conditions bien moins onéreuses que celles de Tilly. Il était d'avis, en effet, de rendre au Roi le Holstein, en même temps que le Sleswig et le Jutland.

L'Empereur adopta les vues de son généralissime, et envoya l'abbé Anton de Kremsmünster à l'électeur de Bavière, pour l'engager à réduire les demandes de Tilly. Maximilien consentit à rendre au roi de Danemark tous ses États, mais insista pour que le Roi payât au moins une partie des frais de guerre. Suivant lui, l'honneur de l'Empire exigeait que l'Empereur ne fût pas seul à faire des concessions. Ferdinand II renonça cependant à rien exiger du Roi, tant il désirait faire la paix et détacher le Danemark de la Suède. Christian IV, de son côté, malgré les conseils de ceux qui le poussaient encore à la guerre, se décida à accepter les conditions de l'Empereur, et cela surtout par le désir d'écarter aussi la Suède des affaires de l'Allemagne[1].

L'Empereur rendait au roi de Danemark toutes ses possessions; mais Christian IV, de son côté, renonçait pour lui et pour ses fils à tous les biens ecclésiastiques de la basse Saxe, entre autres à l'archevêché de Brême et aux évêchés de Verden, de Minden et d'Halberstadt, et pour lui-même à la charge de colonel du cercle de basse Saxe; il devait se renfermer, à l'égard de l'Allemagne, dans son rôle de duc de Holstein, et s'engageait expressément à ne faire aucune opposition au gouvernement de l'Empereur, ce qui revenait à approuver tout ce que Ferdinand ferait en Allemagne. Il voulut insérer dans le traité un article par lequel l'Empereur promettrait de ne priver de leurs États aucun de ceux qui s'étaient révoltés. Sur la réponse qu'on lui fit que c'était aussi l'intention de l'Empereur, il y renonça.

Il n'était pas dit un seul mot du Palatin, bien que la guerre eût commencé pour défendre sa cause. Le roi de Danemark soutint faiblement ses cousins les ducs de Mecklenbourg, et finit par reconnaître les droits de Wallenstein sur leur duché. Il ne fut question de la Ligue que d'une manière générale, dans ces mots :

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 610 et suiv., 616, 618; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 136 et suiv., 139; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 491.



« La Bavière, les électeurs et les États de l'Empire doivent être compris dans la paix. »

Le traité fut signé le 12 mai 1629; la ratification de l'Empereur ayant été présentée le 5 juin, la paix fut proclamée le lendemain, du haut des tours de Lübeck. Le 30 juin, les deux originaux furent échangés; celui des Danois portait, outre la signature du Roi, celle de seize conseillers du royaume.

Après la marche triomphale de Wallenstein jusqu'au nord du Jutland et toutes les victoires de Tilly depuis quatre années, l'Empereur n'obtenait d'autre avantage à la paix de Lübeck que d'écarter le roi de Danemark des affaires de l'Allemagne et de le soustraire à l'influence du roi de Suède[1]. Et cet avantage fut plus passager que durable, plus apparent que réel; car, si le Danemark était devenu une puissance allemande, il aurait probablement entravé l'invasion en Allemagne de la Suède, sa rivale; il aurait surtout empêché l'agrandissement du Brandebourg, agrandissement qui résulta en majeure partie de l'acquisition des biens ecclésiastiques enlevés au Danemark par la paix de Lübeck.

Immédiatement après la ratification du traité, l'Empereur donna ordre aux deux généraux d'évacuer sans délai les États du Roi (15 juin 1629), et déclara les ducs de Mecklenbourg et leur postérité déchus à perpétuité de leurs biens. Wallenstein n'avait jusqu'alors possédé le Mecklenbourg que comme gage de ses frais de guerre; après la paix de Lübeck, l'Empereur le lui donna en toute souveraineté, avec les droits qui en dépendaient, à cause des services qu'il avait rendus et de ceux qu'il pourrait rendre encore; il devait, ainsi que ses héritiers, porter le titre de duc de Mecklenbourg. Les nouvelles armoiries de Wallenstein représentèrent l'ange de Friedland, l'aigle de Sagan, la tête de taureau du Mecklenbourg et le griffon de Rostock, le tout encadré dans le collier de la Toison d'or. Il n'était plus question de l'amirauté de l'Océan et de la mer Baltique. Le général n'ayant pas de fils, son cousin, de la branche de Waldstein,

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 620; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 140; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 296; *Mercure français*, t. XV, 2e part., p. 172, 239, 243.



Maximilien, second fils de l'archiburgrave Adam de Waldstein, ainsi que ses héritiers mâles par ordre de primogéniture, devaient lui succéder[1].

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 140; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 620; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 907, 915.

CHAPITRE VII

L'ÉDIT DE RESTITUTION.

1629.

Paix d'Augsbourg, réserve ecclésiastique. — Restitutions négligées par les prédécesseurs de Ferdinand II et imposées par lui. — Les électeurs à la diète de Mülhausen (1627) demandent les restitutions. — Commission instituée (13 septembre 1628). — Conseils des politiques. — Nouvelles restitutions ; excès.

Délibérations. — *Édit de restitution*, publié le 6 mars 1629. — Evêchés enlevés. — Commissaires ; ce qu'ils doivent faire.

Résultats. — Opposition des protestants, de la cour de Vienne et de Wallenstein. — Difficultés avec l'électeur de Saxe. — Le Würtemberg. — L'Empereur et l'électeur de Saxe se disputent l'archevêché de Magdebourg ; l'Empereur le donne à son fils, l'archiduc Léopold-Guillaume. — Mécontentement de l'électeur de Saxe.

L'Empereur laisse à l'électeur de Brandebourg les évêchés de Brandebourg, de Havelberg et de Lebus, et à l'électeur de Saxe les évêchés de Meissen, de Mersebourg et de Naumbourg.

Que deviennent Minden, Osnabrück, Verden, Brême, Ratzebourg ? — Buxtehude. — Nombre des couvents repris.

Que fera-t-on des biens ecclésiastiques sans possesseurs ? — Gaspillage des biens ecclésiastiques recouvrés.

Wallenstein restreint les quartiers des troupes de la Ligue. — On demande son renvoi. — Excès des troupes impériales. — La translation du Mecklenbourg augmente la crainte qu'on a de Wallenstein. — Wallenstein veut rendre l'Empire héréditaire et absolu.

La défaite du roi de Danemark eut pour principale conséquence l'édit de restitution.

La paix d'Augsbourg, en 1555, avait décidé que les luthériens conserveraient les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés avant la paix de Passau (1552). Mais, en ratifiant les usurpations antérieures à l'année 1552, elle avait mis une digue à de nouveaux empiétements, en stipulant qu'à l'avenir les biens ecclésiastiques seraient exclusivement réservés au clergé catholique, et que tout évêque, abbé ou bénéficier, qui embrasserait le protestantisme,



perdrait son évêché, son abbaye ou son bénéfice. Cette clause reçut le nom de réserve ecclésiastique.

Malgré la réserve, les usurpations continuèrent; les évêchés, les abbayes furent envahis comme auparavant. Il était dur pour des princes protestants d'être privés de biens qui, jadis, constituaient des apanages au profit de leurs cadets de famille, et qui, maintenant, formaient comme des îles catholiques au milieu d'une mer protestante; d'autant plus dur que les évêques et les abbés, en leur qualité de souverains temporels et en vertu de la règle *Cujus regio ejus religio,* avaient le droit d'imposer leur religion à leurs sujets. Quoi qu'il en soit, la paix était formelle sur le point de la réserve, et l'Empereur devait la faire respecter.

Les princes ecclésiastiques réclamèrent souvent l'application de la réserve; mais les successeurs de Ferdinand Ier, plutôt favorables qu'hostiles au protestantisme, ne tinrent aucun compte de ces réclamations. L'affaire changea de face sous Ferdinand II. En 1622, il fit rendre au prieur d'Elwangen [1], par le comte de Degenfeld, tout ce qui dépendait de l'église d'Eibeck. L'année suivante, Wolfgang de Pappenheim fut obligé de faire une semblable restitution au doyen et au chapitre de Gronnenbach. Les jésuites de Paderborn obtinrent également des comtes de Lippe la restitution du couvent de Falkenhagen, et l'évêque de Würtzbourg, des comtes de Hanau, celle du couvent de Schlüchtern.

Ces restitutions devinrent plus nombreuses avec les succès des armes impériales. En 1626, pendant les négociations de Bruxelles, l'ambassadeur bavarois parla au nonce d'un projet de restituer les biens ecclésiastiques qui se trouvaient dans le cercle de basse Saxe. L'année suivante (20 septembre 1627), les quatre électeurs catholiques remercièrent l'Empereur des restitutions qu'il avait ordonnées en faveur des évêques d'Augsbourg et de Constance, et exprimèrent l'espoir qu'il agirait de même pour tous les biens enlevés en violation de la paix d'Augsbourg. Les évêques de Franconie et de Souabe demandèrent, de leur côté, l'établissement d'une commission de restitution qui entendrait les réclamations des intéressés. Enfin, à la diète de Mülhausen (1627), les électeurs catholiques prièrent l'Empereur d'ordonner une restitution générale des biens ecclésiastiques usurpés depuis la paix de reli-

[1] Au nord-ouest de Nordlingue.

gion [1]. Ils rappelaient que la paix d'Augsbourg avait été une convention faite entre deux parties, et que l'Empereur, qui l'avait sanctionnée, devait, en sa qualité de juge suprême, en maintenir l'exécution. La majorité des princes était d'ailleurs favorable à la restitution.

Après la diète de Mülhausen, l'affaire fut sérieusement examinée à la cour de l'Empereur, alors à Prague. Tant que la fortune des armes hésita, on attendit ; mais après la victoire remportée par Wallenstein sur le roi de Danemark à Wolgast (22 août 1628), on résolut d'aller de l'avant. Le 13 septembre 1628, une commission, composée de conseillers privés et de conseillers auliques, reçut de Ferdinand l'ordre d'examiner la demande des électeurs catholiques et de préparer une solution.

On ne se dissimulait pas, dans l'entourage de l'Empereur, les difficultés qu'entrainerait un édit de restitution. Les politiques auraient voulu procéder graduellement, et ne s'adresser d'abord qu'aux moins puissants des usurpateurs, dans l'espérance qu'ils ne seraient pas soutenus par les autres : ils tenaient compte du possible, et craignaient, en réclamant tout, de s'exposer à ne rien obtenir. Mais on leur répondit que la justice devait être la même pour tous. Les politiques ne se trompaient pas cependant, car, quelques années après, un conseiller saxon, Schönberg, affirmait que si l'Empereur n'avait d'abord attaqué que le duc de Würtemberg, il n'y aurait eu aucun soulèvement, tandis qu'en attaquant à la fois tous les détenteurs de biens ecclésiastiques, on les avait poussés à se concerter pour la résistance.

Pendant qu'on s'occupait de l'édit, l'Empereur continuait à exiger diverses restitutions. Le duc de Würtemberg s'était emparé d'un grand nombre de biens ecclésiastiques : on les lui réclama. On réclama également des abbayes à plusieurs autres princes. Neuf villes impériales reçurent l'ordre de rendre aux dominicains les couvents dont elles s'étaient emparées depuis la paix de religion. A Strasbourg, les protestants occupaient la ca-

[1] Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 31) prétend, d'après Khevenhüller, que l'idée première de l'édit de restitution appartient à Richelieu. Koch (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 16) croit aussi que l'édit fut rendu à l'instigation de Richelieu, qui par là se proposait de troubler l'Allemagne. Cela ne paraît pas admissible, en présence de tous les faits qui viennent d'être rappelés.



thédrale et les biens du chapitre. Une commission impériale avait réclamé, mais vainement, en 1561, les biens enlevés : on les réclama de nouveau en 1628, mais sans plus de succès.

D'après la paix d'Augsbourg, les catholiques et les luthériens devaient jouir des mêmes droits dans les villes où régnaient les deux confessions. De ce nombre était Augsbourg, siége d'un évêché, et ville la plus importante du sud-ouest de l'Allemagne. Les catholiques ayant eu à se plaindre de mauvais traitements de la part des protestants, l'Empereur y envoya, comme commissaire, le conseiller aulique Kurz de Senftenau ; mais celui-ci, outre-passant ses instructions, supprima les écoles protestantes, et obligea les luthériens à assister aux cérémonies catholiques. A Kaufbeuren, les commissaires impériaux s'emparèrent des clefs des églises et des écoles (1628), et imposèrent aux protestants l'alternative entre se laisser instruire jusqu'à la Pentecôte ou quitter la ville. Ailleurs, les choses se passèrent paisiblement. A Haguenau, tous les habitants revinrent au catholicisme ; à Spire, une grande partie. Francfort ne s'opposa pas à l'entrée des capucins, et Ratisbonne laissa faire les processions catholiques dans ses rues. Il n'en fut pas de même dans d'autres villes, comme Heilbronn et Rottenbourg, où les protestants, se trouvant les plus forts, opprimaient les catholiques[1]. Quoi qu'il en soit, l'électeur de Saxe, qui se considérait comme le protecteur du luthéranisme en Allemagne, se plaignit plusieurs fois des mesures prises contre ses coreligionnaires, mais sans rien obtenir, et ce fut là une des causes qui l'éloignèrent de l'Empereur. Ces mesures vexatoires figurèrent aussi parmi les prétextes dont se servit Gustave-Adolphe pour intervenir en Allemagne[2].

On délibéra à la cour sur la demande des électeurs jusqu'à la fin de septembre 1628. Ce fut alors seulement qu'on dressa l'édit de restitution. L'Empereur, ne voulant pas en prendre sur lui toute la responsabilité, en soumit le projet aux électeurs, surtout à l'électeur de Mayence. Celui-ci renvoya le projet le 28 décembre,

[1] Un comte de Löwenstein-Wertheim faisait chasser les chartreux de leur couvent par ses chiens (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 41).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 28, 41 ; HEYNE, *Der Kurfüstentag zu Regensburg von* 1630, p. 18 ; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 153, 167.

et l'Empereur le remit encore à son conseil privé pour en adoucir quelques termes.

L'édit de restitution fut publié le 6 mars 1629, deux mois avant la paix de Lübeck. Ferdinand II, considérant la paix de religion comme une loi fondamentale, dont il était obligé d'assurer le maintien, y enjoignait à tous les princes et États protestants, sous peine d'être mis au ban de l'Empire, de se dessaisir immédiatement, en faveur des catholiques, de tous les biens médiats ou immédiats, c'est-à-dire relevant directement ou non de l'Empire, dont ils s'étaient emparés depuis l'année 1552, contrairement à la paix de religion et à la réserve ecclésiastique.

L'édit de restitution enlevait aux protestants deux archevêchés: Magdebourg et Brême; douze évêchés : Minden, Halberstadt, Verden, Lübeck, Ratzebourg, Meissen, Mersebourg, Naumbourg, Brandebourg, Havelberg, Lebus et Camin, la plupart situés dans les deux cercles de Saxe, sans compter un grand nombre d'abbayes et de couvents[1].

Des commissaires furent nommés sans délai pour mettre l'édit à exécution; ce furent, pour les deux cercles de Saxe, le conseiller aulique Jean de Hyen, l'évêque d'Osnabrück, le colonel Aldringer, et le grand maître de l'ordre Teutonique, Jean-Gaspard de Stadion, que remplaça bientôt Tilly; l'électeur de Cologne pour le cercle de Westphalie; l'électeur de Mayence et l'abbé de Fulda pour les deux cercles du Rhin; l'évêque de Constance et l'abbé de Kempten pour la Souabe, l'évêque de Bamberg pour la Franconie. Comme il s'agissait, non pas d'exécuter un simple ordre impérial, mais d'appliquer une loi, les commissaires durent agir en même temps au nom de l'Empereur et au nom des quatre électeurs catholiques qui avaient demandé l'édit. Les généraux reçurent l'ordre d'appuyer au besoin les commissaires.

Les commissaires devaient rechercher par qui et quand les biens ecclésiastiques avaient été pris; faire comparaître devant eux les possesseurs un à un, les inviter à se soumettre à l'édit, rejeter les exceptions tirées de la prescription ou de la vacance des biens,

[1] L'évêché de Schwerin avait été pris avant la paix de Passau (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 37, note).

Dans les deux cercles de Saxe, les protestants s'étaient emparés, depuis 1555, de cent vingt abbayes et couvents, sans compter les maisons des ordres mendiants (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 30).



sans exiger, toutefois, de ceux qui se montreraient conciliants, la restitution des fruits perçus. Les évêques devaient prendre possession provisoirement des biens des couvents, jusqu'à ce que l'ordre religieux auquel ils appartenaient se présentât. Les commissaires recourraient à l'Empereur, s'il s'élevait des questions douteuses, ou si le détenteur à déposséder leur semblait trop puissant. Ils devaient toujours employer la douceur avant la force[1].

L'édit de restitution souleva des oppositions de la part des protestants et de la part même de certains catholiques.

Les protestants soutenaient que la paix d'Augsbourg ne concernait pas les biens ecclésiastiques médiats, c'est-à-dire ceux qui, ne relevant pas directement de l'Empire, ne jouissaient pas des droits souverains et dépendaient des princes ou des villes. Ils s'appuyaient sur le principe *Cujus regio ejus religio*, principe reconnu par la paix d'Augsbourg, en vertu duquel les souverains avaient le droit d'imposer leur religion à leurs sujets. En effet, le droit de rendre protestant un couvent catholique aboutissait au droit de le séculariser, et un couvent sécularisé tombait naturellement entre les mains du souverain. La plupart des catholiques soutenaient, au contraire, que les biens médiats étaient aussi compris dans la réserve et devaient être restitués comme les biens immédiats, parce que la paix d'Augsbourg déclarait que les états ecclésiastiques, les chapitres et autres institutions ecclésiastiques ne devaient être inquiétés, ni dans leur religion, ni dans leurs biens et droits; or, ces termes généraux, spécialement ceux d'*autres institutions ecclésiastiques*, s'appliquaient aux biens médiats comme aux autres. Les protestants répondaient que, ce point de la paix d'Augsbourg étant contesté, il y avait lieu de l'interpréter, et que cette interprétation devait être donnée par l'autorité qui avait fait la paix, c'est-à-dire par la diète générale de l'Empire. Mais comme les protestants avaient été vaincus, on ne tint pas compte de leurs objections. Les biens médiats étaient d'ailleurs les moins importants, soit parce qu'ils étaient moins étendus, soit parce qu'ils ne possédaient pas les droits de souveraineté.

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 297; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 37, 52; *Mercure français*, t. XV, 2e part., p. 193; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. IX (VI), p. 134; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 11.



L'édit souleva des oppositions de la part de certains catholiques, même à la cour de l'Empereur. Le président du conseil de guerre aulique, Schlick, en critiqua l'opportunité. Il craignait que cet acte n'amenât une guerre de religion, dont il était impossible de prévoir le terme. Wallenstein s'y montra aussi très-opposé. La proposition était venue précisément des quatre électeurs catholiques, ses plus grands adversaires. L'édit augmentait en outre l'autorité du clergé, et le généralissime aurait voulu que les évêques d'Allemagne, avec lesquels il avait eu d'ailleurs maintes querelles, n'eussent possédé, comme ceux d'Italie, aucun pouvoir temporel. Il disait que l'Empereur avait plus besoin, pour le moment, de soldats que de réformes.

Ce n'était pas que Wallenstein désirât enlever au catholicisme sa prépondérance; il voulait seulement que les évêques fussent soumis à l'autorité impériale, et était opposé à toute idée de persécution. Lorsque les états de Mecklenbourg lui prêtèrent le serment de fidélité, il promit de leur laisser la confession d'Augsbourg, parce qu'il avait toujours eu pour principe de ne jamais troubler personne dans sa foi; il mit même à la tête de ce duché un protestant. Dans sa principauté de Sagan, il avait destitué le gouverneur, pour avoir voulu entreprendre une réforme religieuse. Il entendait aussi, pour son compte, ne pas restituer certains biens ecclésiastiques dont les ducs de Mecklenbourg, ses prédécesseurs, s'étaient emparés. Mais il était hostile à l'édit, surtout parce qu'il craignait qu'il ne soulevât toute l'Allemagne du Nord.

L'édit de restitution causa effectivement une grande émotion. Dès le mois de janvier 1629, c'est-à-dire avant même qu'il eût été publié, l'électeur de Saxe écrivit à l'Empereur pour déclarer qu'après tous les services qu'il avait rendus à la maison de Habsbourg, il ne s'attendait à rien de pareil. Ce n'était pas qu'il désapprouvât complétement la mesure en elle-même ; il la trouvait légale, conforme à la paix d'Augsbourg; mais il pensait qu'on aurait pu choisir un moment plus opportun, et craignait que les puissances étrangères n'y vissent une occasion d'exécuter leurs mauvais desseins contre l'Empire. L'électeur de Saxe était bien éloigné de vouloir rompre avec l'Empereur ; il refusa nettement de se mettre à la tête d'une coalition des protestants, et tous les efforts qu'on fit pour l'y entraîner demeurèrent sans effet ; mais

il écrivit à Vienne, aux mois de mars et d'avril 1629, pour soutenir que l'Empereur, en publiant l'édit, avait donné à la paix de religion une interprétation qu'il n'avait pas le droit de lui donner sans l'assentiment d'une diète impériale. Il désapprouvait qu'on exigeât la restitution de biens qui n'étaient réclamés par personne, et que, ne tenant aucun compte des droits de souveraineté, on traitât les biens médiats comme les biens immédiats. L'édit conduirait, non pas à la paix, mais à la guerre. L'électeur demandait qu'on en différât l'exécution, et qu'on épargnât ceux contre qui des plaintes ne s'élèveraient pas. L'électeur s'inquiétait de ce qui pouvait lui arriver à lui-même. Il rappelait que, depuis la paix d'Augsbourg, personne n'avait jamais exercé de poursuites contre sa maison au sujet de biens ecclésiastiques. On l'en menaçait maintenant : était-ce donc la récompense due à ses services et à sa fidélité ?

Afin de ne pas s'aliéner l'électeur de Saxe, les conseillers impériaux émirent l'avis que l'édit de restitution ne devait pas lui être appliqué, et qu'il fallait tenir la promesse qu'on lui avait faite en 1620, à Mülhausen, pour prix de son concours contre le Palatin, de ne pas l'inquiéter au sujet des biens ecclésiastiques qu'il possédait en violation de la paix d'Augsbourg. Une réponse faite par l'Empereur le 26 juin 1629 aux plaintes de l'électeur ne lui donna d'abord, sur ce point, aucune assurance particulière : elle se bornait à dire que l'Empereur, en publiant l'édit, n'avait pas voulu interpréter le traité d'Augsbourg, mais seulement l'appliquer, et elle exprimait l'espoir que l'électeur n'apporterait pas d'obstacle à cette application. Mais, bientôt après, dans les premiers jours du mois de juillet de la même année, le comte de Trauttmansdorff, envoyé par l'Empereur, parut à la cour de Dresde, pour promettre à l'électeur qu'aucune exécution ne serait dirigée contre lui, et que ses États n'auraient pas à fournir de quartiers aux troupes impériales. Il le priait, en retour, de venir assister en personne à la diète électorale que l'Empereur se proposait de réunir. Jean-Georges accueillit froidement ces promesses, et répondit qu'il ne pourrait pas se rendre à la diète tant que le cercle de haute Saxe n'aurait pas été évacué par les troupes impériales.

Cependant l'édit était mis à exécution dans toutes les autres parties de l'Empire. Les possesseurs de biens ecclésiastiques,



entre autres le duc de Würtemberg, le plus menacé de tous, se tournaient vers l'électeur de Saxe et imploraient son appui. Mais celui-ci refusait toujours de s'engager[1].

Le mécontentement de l'électeur venait en grande partie d'une affaire dans laquelle ses intérêts se trouvaient opposés à ceux de Ferdinand. Tous deux, en effet, convoitaient Magdebourg. Cet archevêché, possédé depuis un siècle par la maison de Brandebourg, avait eu pour dernier administrateur le margrave Christian-Guillaume, oncle de Georges-Guillaume, électeur de Brandebourg. Le margrave ayant violé sa capitulation d'élection en engageant ses États dans la guerre de Danemark, le chapitre le déposa, et le remplaça par le second fils de l'électeur de Saxe, le duc Auguste. Ce prince, alors âgé de onze ans, fut élu coadjuteur le 8 décembre 1625, et administrateur en 1626. Ces élections n'étaient pas valables, parce que la majorité des chanoines qui y avaient pris part possédaient leurs bénéfices en violation de la paix d'Augsbourg; l'Empereur en prononça la nullité, et le Pape, à cause du trop petit nombre de chanoines demeurés catholiques, nomma lui-même directement le second fils de Ferdinand II, l'archiduc Léopold-Guillaume, alors âgé de treize ans. Ce jeune prince possédait déjà l'évêché d'Halberstadt, auquel l'Empereur était parvenu à le faire élire en promettant aux chanoines protestants de leur laisser leurs bénéfices.

Mais l'importance de Magdebourg l'emportait de beaucoup sur celle d'Halberstadt. C'était le plus riche des archevêchés du cercle de basse Saxe, et, se trouvant contigu à l'évêché d'Halberstadt, il se reliait par des annexes à la Lusace et aux États héréditaires de la maison d'Autriche. Si l'Autriche avait pu parvenir à s'emparer définitivement de l'archevêché de Magdebourg, et à le réunir à l'évêché d'Halberstadt, qu'elle possédait déjà, et à l'archevêché de Brême, auquel elle prétendait, elle se serait étendue vers l'Elbe et le Weser, comme elle s'étendait déjà vers le Rhin par ses possessions de Souabe et d'Alsace; elle aurait eu comme deux serres tournées vers l'Occident et menaçant l'Allemagne, les Pays-Bas et la France[2].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 45, 55; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 163-167; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 7-18; Heyne *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 21-23 et suiv.

[2] Les territoires divisés de la Souabe formaient eux-mêmes comme des pierres d'attente pour préparer et faciliter d'autres acquisitions.



L'archevêché de Magdebourg avait également pour la Saxe une importance spéciale, parce qu'il lui était limitrophe. Jean-Georges écrivit à l'Empereur pour se plaindre de ce qui s'étai passé. Il ne s'en tint pas là : il réclama la médiation de la France, et prit quelques mesures hostiles au catholicisme. Hoe, le prédicateur de la cour de Dresde, composa sur son ordre une défense des électeurs et des États évangéliques; on fit de nouveaux pamphlets contre Rome, on en réimprima d'anciens, et, l'année suivante (1630), la fête pour le centième anniversaire de la présentation de la confession d'Augsbourg fut célébrée avec beaucoup de solennité, et signalée par des injures adressées à Rome du haut de toutes les chaires luthériennes.

Au commencement de l'année 1630, les autorités de la ville de Magdebourg furent contraintes de jurer fidélité au nouvel archevêque Léopold-Guillaume; le serment fut aussi prêté sans difficulté par les villes voisines. La réforme catholique commença aussitôt; les chanoines protestants, ayant refusé d'abjurer, furent privés de leurs bénéfices, et le catholicisme reprit possession du plus important des archevêchés de la basse Allemagne [1].

Ferdinand ne fit pas exécuter l'édit partout avec la même rigueur. Ainsi, il ne réclama pas à l'électeur de Brandebourg les évêchés de Brandebourg, de Havelberg et de Lebus, dont ses prédécesseurs s'étaient emparés après la paix de religion, et il confirma à l'électeur de Saxe la possession des trois évêchés de Meissen, de Mersebourg et de Naumbourg; mais plusieurs de ses commissaires firent preuve, en d'autres circonstances, d'un zèle exagéré, en reprenant des biens ecclésiastiques sans s'inquiéter de la date de leur occupation. A Minden, le chapitre consentit à élire un catholique (1630). L'évêque d'Osnabrück fut également nommé évêque de Verden, où les catholiques reprirent possession de la cathédrale et où les protestants perdirent leurs prébendes.

L'archevêque de Brême, duc de Holstein-Gottorp, qui était calviniste, fit vainement rappeler à l'Empereur sa fidélité pen-

[1] D'après Ranke (*Geschichte Wallensteins*, p. 165-166), Magdebourg et le nord de l'Allemagne auraient plus résisté à la réforme catholique que ne le dit Heyne (*Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 31-33).

Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 58 et suiv., 65; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 164; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 26 et suiv., 31-33.



dant la guerre de Danemark : on lui répondit qu'il devait céder l'archevêché à l'archiduc Léopold-Guillaume, et qu'on lui assurerait une pension convenable ; mais on ne put arriver à un arrangement, et l'invasion de Gustave-Adolphe le sauva.

A Ratzebourg, l'évêque protestant, qui appartenait à la maison de Brunswick, demanda à l'Empereur de le laisser en possession (24 mars 1630). Ratzebourg était occupé par des protestants depuis 1554, c'est-à-dire deux ans seulement après la paix de Passau (1552); ils avaient siégé et voté dans trois diètes d'Empire, et jamais les États catholiques n'avaient réclamé. L'Empereur lui promit seulement une pension. Moins heureux que l'archevêque de Brême [1], il dut se retirer; les commissaires établirent des jésuites dans la cathédrale et des franciscains de la stricte observance dans les autres églises.

A Buxtehude, les bourgeois demandèrent à conserver la confession d'Augsbourg (24 août 1630), parce que sans cela ils ne pourraient plus faire le commerce avec les ports voisins; on ne fit pas d'objection. Il ne restait plus qu'une seule église dans la ville : on convint que les catholiques en possèderaient seuls le chœur et la sacristie; les autres parties seraient occupées par les protestants de huit heures du matin à trois heures de l'après-midi, et le reste du temps par les catholiques.

Au milieu de l'année 1630, les commissaires avaient déjà repris en tout quarante-cinq couvents, abbayes ou évêchés. Il en restait encore un plus grand nombre à réclamer [2].

On se demanda ce qu'il fallait faire des biens recouvrés, dont les anciens possesseurs étaient morts depuis longtemps. Devait-on les rendre purement et simplement aux ordres qui les avaient jadis possédés, les remettre aux évêques, ou les employer d'une manière générale à des usages spirituels? Les princes ecclésiastiques auraient voulu les obtenir pour compenser leurs frais de guerre et s'indemniser des dommages qu'ils avaient éprouvés;

[1] Il y avait eu, dans le diocèse de Brême, cinq couvents de bénédictines; deux étaient demeurés catholiques. Les cisterciennes du couvent de Lilienthal, près de Brême, avaient conservé la vie religieuse tout en embrassant le protestantisme (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 69-70).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 65-69 ; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 25.



mais personne ne se souciait d'augmenter leurs revenus et de transformer d'anciens couvents en maisons de plaisance ou en rendez-vous de chasse. L'Empereur écrivit à son ambassadeur à Rome de veiller à ce que le Pape ne fît aucune concession à cet égard.

Wallenstein et les autres commissaires des deux cercles de Saxe étaient d'avis qu'il fallait employer ces biens à rétablir la religion catholique, en fondant des universités, des colléges, des séminaires et des écoles; mais l'Empereur désirait avant tout ne pas les détourner de la destination pour laquelle ils avaient été donnés. La plupart des fondations avaient eu pour but d'offrir l'hospitalité et de distribuer des aumônes, et l'on n'avait pas le droit de changer cette destination; un changement d'ailleurs augmenterait la résistance des possesseurs actuels. Ferdinand II consulta son confesseur, le Père Lamormain. Celui-ci fut d'avis que l'Empereur engageât les ordres religieux, anciens possesseurs de ces biens, à les employer à l'instruction de la jeunesse, et qu'en attendant, il les gardât sous séquestre. Le vice-chancelier Strahlendorf, aussi consulté, pensa que l'Empereur avait le droit, avec l'assentiment du Pape, de changer, la destination des couvents, et d'employer les biens ecclésiastiques à fonder des séminaires; en travaillant ainsi à répandre la religion catholique, on se conformerait au vœu des fondateurs.

Malgré tous ces avis, il en fut des biens ecclésiastiques recouvrés à la suite de l'édit de restitution comme des biens confisqués en Bohême après la bataille de la Montagne-Blanche; l'Empereur n'eut ni assez d'énergie, ni peut-être assez d'autorité pour en empêcher la dilapidation. Au lieu d'être rendus à leurs anciens propriétaires, ou au moins d'être employés à des usages spirituels, les biens ecclésiastiques recouvrés tombèrent entre les mains des princes, et, trois années plus tard, en 1632, le Pape déclarait que les tourments infligés à l'Allemagne par les Suédois étaient la punition de cette conduite [1].

Pendant que l'Empereur s'aliénait les protestants, même l'électeur de Saxe, par l'édit de restitution, Wallenstein lui aliénait la Ligue par son despotisme et par les lourdes charges qu'il lui imposait. Les conflits relatifs aux enrôlements et aux passages

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 71-74.

de troupes avaient en partie cessé pendant la guerre de Danemark : ils recommencèrent après la paix de Lübeck.

Wallenstein prit pour lui les meilleurs quartiers entre l'Elbe et l'Oder, en épargnant toutefois son duché de Mecklenbourg, et il refoula les Bavarois dans l'Oldenbourg et la Frise orientale. Les soldats de Tilly souffraient beaucoup; ils manquaient de vivres et de vêtements; ils portaient depuis trois ans le même habit. Tilly, resserré de la sorte, fut obligé d'envoyer sa cavalerie en Franconie et une partie de son infanterie sur les bords du Rhin, c'est-à-dire dans les territoires de la Ligue. Les princes-évêques et l'électeur de Bavière s'en plaignirent à l'Empereur, en lui rappelant les services que la Ligue lui avait rendus. Ferdinand II promit de remédier au mal; mais il était trop faible pour dominer son propre entourage, et pour astreindre son généralissime à l'obéissance. Wallenstein dominait la cour comme l'armée; il avait corrompu les ministres et gagné jusqu'aux jésuites, par la promesse qu'il leur avait faite de ramener l'Allemagne au catholicisme[1]. A la fin de l'année 1627, les électeurs catholiques avaient déjà demandé son renvoi. Ce fut à cause de son despotisme que les Ligueurs refusèrent de l'aider au siége de Stralsund (1628); ils délibérèrent même pour savoir comment ils pourraient employer leur armée à se défendre contre la soldatesque impériale.

Ce n'était pas que Wallenstein ne voulût empêcher les excès de ses troupes; mais il ne pouvait tout surveiller par lui-même, et il était dans la nature d'une armée composée de mercenaires, qu'attirait seulement l'appât du plaisir et du gain, de ne pouvoir être astreinte à une discipline sévère. Tel avait toujours été le défaut des lansquenets allemands, et il n'avait fait que s'accroître avec le chiffre des armées. Les régiments impériaux signalaient leur passage par des violences et des dévastations. Les anciens règlements n'étaient plus observés; on traversait les pays alliés ou neutres sans même en prévenir les souverains. La constitution de l'Empire était sans cesse violée par la manière dont les troupes étaient levées et surtout entretenues.

La translation du Mecklenbourg à Wallenstein ne fit qu'augmenter la terreur qu'il inspirait déjà. Il existait sans doute un précédent dans la translation de la dignité électorale palatine à

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 396.



la Bavière; mais, outre que cette dignité avait jadis appartenu aux ancêtres de l'électeur de Bavière, cette translation ne créait pas un nouveau prince. La majorité des électeurs, qui avait approuvé la translation de l'électorat au duc de Bavière, repoussait celle du Mecklenbourg à Wallenstein ; les électeurs ecclésiastiques eux-mêmes écrivirent des lettres pressantes en faveur des deux ducs protestants dépossédés. Non-seulement les deux ducs étaient moins coupables que le Palatin, mais la translation de la dignité électorale avait accru l'influence de la Ligue, tandis que celle du Mecklenbourg la diminuait en augmentant la puissance de son redoutable adversaire.

Wallenstein, en effet, avait disposé ses troupes de manière à surveiller et à dominer toute l'Allemagne. Avec celles de l'Eifel, il menaçait les électeurs de Trèves et de Cologne ; avec celles du Wettereau, l'électeur de Mayence ; avec celles du Nord et de la Marche, les électeurs de Saxe et de Brandebourg.

L'électeur de Bavière, dont les États formaient un groupe séparé et distinct, au sud de l'Allemagne, était le seul prince qui fût encore maître chez lui. Profitant de l'autorité exceptionnelle que lui donnaient sa situation de chef de la Ligue et les services qu'il avait rendus à la maison d'Autriche, il était le principal soutien des droits et des prérogatives des électeurs et des princes : il prit la défense des deux ducs de Mecklenbourg [1].

La lutte entre Wallenstein et les électeurs était, au fond, la continuation de celle qui avait toujours existé entre les empereurs, qui cherchaient à étendre leur pouvoir, et les électeurs, qui s'efforçaient de le limiter. Wallenstein, entravé, menacé par ceux-ci, les traitait en adversaires. Confondant à dessein les divers titres de l'autorité de l'Empereur, souverain dans ses États héréditaires et seulement suzerain dans l'Empire, il pensait qu'on devait partout plier devant lui. On n'avait besoin, disait-il, ni d'électeurs, ni de princes ; l'Empereur devait être le maître en Allemagne, comme les rois de France et d'Espagne l'étaient chez eux. Wallenstein voulait sans doute le dégager des obligations que lui imposaient à la fois la constitution de l'Empire et la capitulation d'élection ; et comme il était alors question d'élire un roi des Romains, il donnait à entendre que cette élection était inutile, et que le fils de

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 146-149.

l'Empereur devait lui succéder par voie d'hérédité. Ferdinand avait un trop vif sentiment de ses devoirs pour songer à violer les lois; mais Wallenstein, habitué à commander et à ne rencontrer de résistance nulle part, se flattait de disposer de lui comme il disposait déjà de la cour et de l'armée; il entrait déjà dans cette voie fatale qui devait le conduire peu à peu à la trahison et à la mort[1].

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 150; Schreiber, *Maximilian I*, p. 408; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 25.



CHAPITRE VIII

LA RÉFORME CATHOLIQUE EN BOHÊME ET DANS LES AUTRES ÉTATS HÉRÉDITAIRES.

1620-1628.

Réforme catholique en Bohême. — Ferdinand II veut ramener la Bohême au catholicisme. — On restitue aux catholiques les biens qui leur ont été enlevés. Le nonce Carafa arrive à Vienne (commencement de 1621). — Instructions du Saint-Siége. — Froideur de l'Empereur et de ses conseillers.

Un édit (3 juin 1621) bannit les ministres et les maîtres d'école *calvinistes*. — Lenteurs de Liechtenstein. — L'édit est exécuté contre les ministres (13 décembre 1621).

Luthériens. — Deux partis à leur sujet. — Carafa, les électeurs de Saxe, de Bavière et de Mayence. — Un édit (24 octobre 1622) expulse les ministres luthériens; ils quittent Prague (29 octobre 1622). — Réclamations de l'électeur de Saxe (17 novembre 1622). — Opposition des modérés. — Carafa à Straubing (28 novembre); il gagne l'Empereur, qui écrit à l'électeur de Saxe (25 janvier 1623).

Ferdinand II vient à Prague (1623) *et modifie l'organisation politique;* il travaille à la réforme religieuse, donne aux jésuites l'université de Prague et la surveillance des imprimeries. — On appelle des prêtres et des moines. — Mort de l'archevêque de Prague, Lohelius (1622); Harrach le remplace. — Influence de Carafa. — Réforme de la liturgie; réaction contre le hussitisme. — On brûle les livres hérétiques. — On éloigne les protestants des municipalités. — Réforme religieuse des habitants; commissions mixtes, procédure.

Un édit de 1624 bannit les ministres luthériens. — Un édit (juillet 1625) punit ceux qui les cachent. — En 1627, il n'y a presque plus de ministres en Bohême. — La réforme s'accentue en 1627 pendant le séjour de Ferdinand II à Prague. — Un édit (31 juillet 1627) oblige la *noblesse* à abjurer ou à émigrer. Opposition des femmes. — Ce qu'exigent les commissaires. — Vente de faux certificats de catholicité.

Bourgeoisie. — Mesures vexatoires (juillet 1624). — L'Empereur crée une haute commission (5 février 1627). — Mesures à Prague et ailleurs; excès.

Paysans. — Les prêtres usent de douceur et les laïques de rigueur. — Avis de deux jésuites. — Révoltes de paysans. — Dévouement des jésuites. — Le protestantisme disparaît de la Bohême vers 1628.

Moravie. — Réforme. — Le cardinal Dietrichstein. — Zierotin.

Silésie-Lusace. — Réforme.

Hongrie. — Élection et couronnement de l'archiduc Ferdinand-Ernest



(13 septembre 1625). — Réforme. — Le cardinal Pazmani. — Mort de Bethlen Gabor (15 novembre 1629).

Basse Autriche. — Réforme. — Situation particulière de la noblesse. — Université de Vienne.

Haute Autriche. — Le gouverneur bavarois Herberstorf. — Soulèvement des paysans sous Fadinger (1626). — Fadinger prend Wels (21 mai 1626). — L'Empereur envoie des commissaires pour négocier; les paysans les retiennent comme otages, et envoient une députation à Vienne. Fadinger assiége Linz (24 juin). — Les deux chiens. — Mort de Fadinger (26 juin). — Négociations; les paysans rendent les otages (12 juillet). — L'électeur de Bavière ne veut rien faire, et l'Empereur est impuissant. — Wiellinger remplace Fadinger. — Linz est ravitaillé (18 juillet). Assauts infructueux (21-29 juillet). Linz est débloqué (30 août). — Armistice (7 septembre). — Les excès des troupes du duc de Holstein ravivent le soulèvement (22 septembre). — Pappenheim soumet la haute Autriche (9-20 novembre). — Punition des rebelles (1627). — Restriction des priviléges de la diète. — Ordre d'expulsion des protestants (26 mars 1627).

L'électeur de Bavière, en payement des treize millions de florins que lui doit l'Empereur, accepte la souveraineté du haut Palatinat, et renonce au gage de la haute Autriche (24 avril 1628). — Prestation de serment du haut Palatinat à l'électeur. — Protestants chassés. — Retour de la haute Autriche sous le gouvernement de l'Empereur (1er mai 1628). — Réforme catholique.

Droits du pouvoir civil en matière religieuse.

En publiant l'édit de restitution, l'Empereur s'était proposé de favoriser le retour de l'Empire au catholicisme; quant à la réforme de ses États héréditaires, il y travaillait depuis plusieurs années, et il y employait d'autres moyens. Dans l'Empire, où il n'exerçait que les droits de suzeraineté, il ne pouvait guère y contribuer qu'en faisant exécuter le traité d'Augsbourg; dans ses États héréditaires, il avait, d'après les idées du temps et conformément au principe *Cujus regio ejus religio*, le droit d'imposer à ses sujets sa propre religion.

Lorsque les portes de Prague s'ouvrirent devant le duc Maximilien de Bavière, après sa victoire de la Montagne-Blanche (10 novembre 1620), les ecclésiastiques et les moines vinrent processionnellement à sa rencontre et lui demandèrent d'être remis en possession de leurs biens. Peu de temps après, les ministres protestants se présentèrent, de leur côté, devant le prince Charles de Liechtenstein, gouverneur de la Bohême, pour le supplier de leur permettre, à eux et à leurs coreligionnaires, de demeurer à Prague et dans le royaume, et d'y professer leur foi[1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 212 et suiv.; R.



A cette époque, Mansfeld résistait encore à Pilsen, et Bethlen menaçait Vienne ; il fallait agir avec prudence : on ne parla donc pas encore de réforme religieuse ; on se contenta de réintégrer les catholiques dans leurs biens. Les directeurs avaient donné ou vendu beaucoup de biens d'église : les acquéreurs furent obligés de les rendre. Le 28 février 1621, la cathédrale, consacrée à saint Vit, fut solennellement purifiée, puis rendue à l'ancien culte, en présence du prince de Liechtenstein, par l'archevêque Jean Lohelius [1].

Sur ces entrefaites, un nouveau représentant de Rome vint à Vienne (commencement de 1621) : c'était Charles Carafa, évêque d'Aversa. Plein de zèle pour le retour au catholicisme, et possédant toute la finesse d'un diplomate italien, il contribua autant que Ferdinand II à faire rentrer la Bohême dans le sein de l'Église. Les instructions du Saint-Siége lui prescrivaient de créer une université à Prague, d'établir partout des curés et des maîtres d'école, de distribuer des catéchismes, et de faire apprendre aux enfants les anciennes litanies des saints en langue bohême. On le chargeait, en outre, d'appeler à son aide les jésuites et les autres ordres religieux, de rétablir les confréries laïques et de recueillir les possessions enlevées à l'Église.

A son arrivée à Vienne, Carafa trouva l'Empereur et ses conseillers assez tièdes, et arrêtés par diverses considérations politiques. Il s'entendit avec le jésuite Lamormain, Belge d'origine, homme déjà âgé, qui, étant confesseur de Ferdinand, exerçait sur lui une grande influence. Un rescrit impérial, rendu sur les instances de Carafa (3 juin 1621), ordonna à Liechtenstein de se mettre à l'œuvre. On s'attaqua d'abord aux calvinistes, qui, sous le règne du Palatin, avaient eu la principale part à la persécution du catholicisme. On ferma leurs temples, et l'on décida que leurs ministres et leurs maîtres d'école seraient bannis. Ils pouvaient

Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 20-67. — D'après Reuss, il n'y avait plus à Prague que deux mille catholiques, et dans la Bohême, sur trois mille paroisses, trois cents au plus étaient demeurées fidèles à l'ancien culte.

[1] Il était revenu tout récemment à Prague, après avoir séjourné à Vienne pendant toute la durée de la révolution de Bohême. (R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 21.)



emporter leurs biens mobiliers, et devaient vendre leurs immeubles dans l'espace de trois mois [1].

Liechtenstein hésita longtemps à exécuter ces ordres. Vivant à Prague, il voyait mieux que la cour de Vienne le danger d'une insurrection nouvelle. Il paraît aussi avoir été influencé par les protestants, qui se trouvaient en assez grand nombre dans son entourage. Quoi qu'il en soit, il mit en avant tour à tour divers prétextes pour retarder l'expulsion des calvinistes.

Vers l'automne, la situation politique changea; Mansfeld évacuait la Bohême, et Bethlen Gabor traitait avec l'Empereur. Carafa renouvela ses instances, et, le 13 décembre 1621, tous les ministres calvinistes et picardites reçurent l'ordre de sortir du royaume. Ils quittèrent Prague le même jour, au nombre de quarante [2].

Les ministres luthériens restaient. Ils invoquaient en leur faveur la paix d'Augsbourg et la lettre de majesté, mais ils manquaient de prudence et faisaient souvent de violentes sorties contre la foi catholique. Il y avait à la cour, sur la conduite à suivre à leur égard, deux partis opposés : les uns ne voulaient pas de mesures violentes, les autres étaient d'avis qu'il fallait rétablir le catholicisme par tous les moyens. Ces derniers soutenaient qu'en se révoltant contre l'Empereur, les luthériens avaient encouru la perte de leur liberté religieuse, et que les princes protestants, entre autres l'électeur de Saxe, ne pouvaient pas trouver mauvais que l'Empereur fit dans ses États ce qu'ils avaient fait et faisaient encore dans les leurs. A la tête de ce parti se trouvait le nonce Carafa. « La prudence humaine devait, suivant lui, cesser, quand il s'agissait de l'honneur de Dieu. Le puissant Empereur aurait-il, après tant de victoires, moins de droits que les hérétiques qu'il avait vaincus? Nulle part l'électeur de Saxe ne tolérait le culte et les prêtres catholiques : devait-on souffrir en Bohême une religion fausse, et suivre une conduite qui exposerait à la fois le salut éternel des sujets et les droits légitimes du souverain? Les pro-

[1] R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 22-29.
Le 21 juin 1621, vingt-huit chefs des révoltés de Bohême furent mis à mort à Prague; mais c'était la punition d'un crime politique (voir ci-dessus, p. 253).

[2] R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 30; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 213.



testants avaient enlevé à l'Empereur jusqu'à l'église de son château de Prague, et l'Empereur ne pourrait pas leur enlever les leurs ! »

Ferdinand penchait déjà vers la sévérité ; ces paroles du nonce le décidèrent tout à fait : il donna au prince de Liechtenstein l'ordre de fermer immédiatement les deux églises que les luthériens possédaient encore à Prague, et d'expulser de Bohême les ministres qui les desservaient [1].

L'électeur de Saxe essaya d'empêcher Liechtenstein d'exécuter cet ordre, en lui représentant qu'il ne ferait qu'exciter de nouveaux soulèvements. Hoe de Hoenegg, prédicateur de la cour de Dresde, lui écrivit aussi, pour lui rappeler une promesse qu'il avait faite aux protestants de la confession d'Augsbourg, de leur laisser le libre exercice de leur religion. Les églises que l'on fermait avaient été, disait-il, élevées aux frais des électeurs et des seigneurs protestants, avec l'autorisation de l'empereur Rodolphe. Les protestants avaient d'ailleurs été compris dans la paix de religion, et on les traitait maintenant plus mal que les juifs, car ils perdaient leurs temples, et les juifs gardaient leurs synagogues.

Les princes protestants n'étaient pas seuls contraires à ces mesures de rigueur. Le duc de Bavière les trouvait défavorables à la religion catholique ; il craignait, il est vrai, de s'aliéner les protestants dans l'affaire de la translation de l'électorat. Quant à l'électeur de Mayence, il pensait que la réforme intempestive exécutée en Bohême, surtout à Prague, était la principale cause des malheurs de l'Allemagne, et qu'elle mettait les évêchés en péril, en irritant l'électeur de Saxe, qui avait empêché jusqu'alors de les envahir. Le vice-chancelier de l'Empire, Ulm, se contenta de répondre à Maximilien que l'Empereur suivrait les avis de l'électeur de Saxe, dès que ce dernier aurait accueilli dans ses États les jésuites et les capucins.

Au commencement de 1622, il fut décidé, dans un conseil tenu à Prague en présence de Liechtenstein, qu'on souffrirait les prédicateurs luthériens jusqu'à Pâques, et qu'ensuite leurs églises seraient fermées. Liechtenstein et d'autres objectèrent que ces rigueurs feraient une mauvaise impression sur la diète de Hongrie,

[1] Les églises luthériennes furent fermées le 6 juillet 1623 (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 225).



qui allait se réunir; mais Carafa ayant renouvelé ses instances, Ferdinand déclara qu'il ne voulait plus rencontrer un seul ministre en Bohême à son prochain voyage. Un édit du 24 octobre 1622 ordonna leur expulsion, et, cinq jours après, ils quittèrent Prague [1]. A une demi-lieue de la ville, dans un endroit qu'on appela depuis « le champ des larmes », ils s'arrêtèrent, et prêchèrent leur dernier sermon à ceux de leurs coreligionnaires qui les avaient accompagnés, les exhortant à ne pas succomber à la tentation, et à confesser fidèlement leur foi. Puis ils continuèrent leur route vers la frontière saxonne, escortés par vingt-cinq cavaliers et trente mousquetaires.

Leur arrivée causa un grand émoi à Dresde. L'électeur de Saxe demanda des explications au gouverneur de Bohême. A ces doléances le prédicateur de la cour, Hoe [2], joignit les siennes. Liechtenstein répondit qu'il n'avait fait que suivre les ordres de l'Empereur.

C'était le moment où Ferdinand se rendait à la diète de Ratisbonne, pour y faire adopter la translation de la dignité électorale palatine à la Bavière. L'électeur de Saxe, assailli par les plaintes des émigrés, lui écrivit (17 novembre 1622) pour lui rappeler sa promesse de ne pas toucher aux adhérents de la paix d'Augsbourg. Sa lettre fut remise à l'Empereur, alors à Schärding, sur la frontière bavaroise, par un chambellan de Saxe, qui y ajouta plusieurs autres plaintes de vive voix. La lettre et les paroles du chambellan augmentèrent à la cour la force du parti politique ou modéré. Plusieurs membres de ce parti allaient jusqu'à traiter le nonce de brouillon, et parlaient de l'imminence d'une guerre qui entraînerait la ruine du catholicisme. Ils étaient d'avis qu'on pourrait bien laisser aux luthériens leurs deux églises de Prague, et même leur en céder en dehors des principales villes, à la condition qu'ils demeureraient fidèles à la confession d'Augsbourg. L'Empereur lui-même redevint hésitant. Carafa, averti de ce qui

[1] Les ministres qui se trouvaient dans le reste de la Bohême ne partirent pas encore.

[2] Hoe recevait une pension de l'Empereur pour soutenir sa politique (Reuss, *La Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 41, note), et il n'avait jamais cessé de noircir les calvinistes bohêmes aux yeux de son maître (Reuss, *ibid.*, p. 36; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. I, p. 541).

se passait, vint le rejoindre à Straubing (28 novembre 1622). Ferdinand lui déclara, non sans humeur, qu'on avait agi avec trop de précipitation, et qu'il aurait mieux valu attendre jusqu'après la diète de Ratisbonne. Le nonce répondit que l'Empereur avait autant de droit dans ses États que l'électeur de Saxe dans les siens, autant que les plus petits souverains de l'Empire, qui imposaient à leurs sujets leur propre religion. Carafa l'emporta encore, et il raffermit Ferdinand dans la voie de la répression, en lui montrant une lettre écrite par un conseiller saxon, de laquelle il résultait que le mécontentement de l'électeur n'était pas aussi grand qu'il paraissait; qu'il voulait seulement faire quelque chose pour son parti, mais que ses ambassadeurs avaient ordre de ne pas importuner l'Empereur, tant qu'on ne toucherait pas à la Lusace et à la Silésie. Il fut décidé qu'on continuerait. L'électeur de Saxe ayant encore envoyé quelques commissaires à Ratisbonne pour intercéder en faveur des exilés, l'Empereur lui répondit que la révolte de ses sujets l'avait dégagé de toutes ses promesses, et que, si l'on maintenait la lettre de majesté, on ne ferait que laisser aux luthériens le moyen de se révolter de nouveau. Il promettait toutefois de conserver à la Lusace et à la Silésie les avantages qu'il leur avait accordés (25 janvier 1623)[1].

Après la clôture de la diète de Ratisbonne (7 mars 1623), Ferdinand vint à Prague, afin d'y organiser une réforme à la fois politique et religieuse. Ayant reconquis ce royaume par les armes, il pensait avoir le droit d'y changer la forme du gouvernement. Il conserva néanmoins la diète provinciale, en rétablissant le clergé séculier dans la position qu'il y avait eue jadis comme premier des quatre ordres de l'Etat; il confirma tous les priviléges du royaume, mais ne maintint pas la lettre de majesté. Il ordonna aussi de restituer au clergé les biens qui lui avaient été enlevés, en y mettant cependant quelques restrictions; car plusieurs prélats, ayant voulu faire annuler d'anciennes ventes de biens ecclésiastiques, ne purent l'obtenir. Ferdinand décida aussi que les demandes et les plaintes qu'on avait jusqu'alors adressées directement à la diète provinciale ne pourraient plus l'être doré-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*. t. II, p. 213, 225; *Mercure français*, t. IX, p. 30; Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 30, 41.

navant qu'au Roi ou au chancelier. Dans sa session d'octobre 1623, la diète annula les décisions qu'elle avait prises et les traités qu'elle avait conclus du temps du Palatin. Au fond, l'Empereur, en rétablissant le clergé comme premier ordre de l'État, ne faisait que revenir à la légalité, et, en supprimant la lettre de majesté, il ramenait ses États à ce qui était le droit commun de l'Empire. Il ne faut pas oublier non plus que la suppression de l'ordre du clergé et l'octroi de la lettre de majesté n'avaient servi qu'aux seigneurs et aux villes qui possédaient les droits de souveraineté, et que, sauf dans les domaines royaux, les sujets n'avaient profité ni de l'une ni de l'autre.

La réforme religieuse fut plus importante que la réforme politique. Les églises de Prague furent données à divers ordres religieux. L'Université, *Collegium Carolinum,* fondée par Charles IV en 1347, qu'on avait fermée à l'entrée des Impériaux en 1620, fut remise aux jésuites et réorganisée par eux, pour servir de centre à l'enseignement du pays. On leur confia de même la surveillance de toutes les imprimeries[1].

Un grand nombre de paroisses n'avaient plus de curés; à Prague, le clergé catholique avait été réduit à un dixième de ce qu'il était auparavant. La plupart des prêtres expulsés par les protestants s'étaient établis en Bavière et en Styrie, même au delà des Alpes; ils ne revinrent pas. Ceux qui étaient restés se trouvaient plus ou moins infectés d'hérésie; ils avaient aboli la confession, disaient la messe en langue tchèque, et donnaient aux fidèles la communion sous les deux espèces. Pour les paroisses allemandes, on fit venir des prêtres de Bavière et d'Alsace; pour les paroisses tchèques, des moines polonais. Mais ces prêtres et ces moines laissaient beaucoup à désirer, et il y eut encore des curés chargés de l'administration de trois et même de douze paroisses.

Le vieil archevêque de Prague, Lohelius, mourut sur ces entrefaites (1622). Il fut remplacé par le comte Ernest de Harrach, camérier du Pape et fils du grand maître des cérémonies de la cour de Vienne. Harrach n'avait que vingt-quatre ans et ignorait malheureusement la langue tchèque; mais il était plein d'énergie et de talent. Il se trouvait alors à Rome; en attendant son retour,

[1] *Mercure français*, t. IX, p. 31.

I.  31

Carafa le suppléa. Comme il n'y avait pas un nombre suffisant de prêtres, le nonce ordonna que, partout où l'on en manquerait, le maître d'école lirait, chaque dimanche, le catéchisme et les prières.

En assistant aux cérémonies de la semaine sainte, Carafa s'aperçut qu'on chantait en langue vulgaire. Malgré l'assurance que le clergé de Prague lui donna, que cette coutume était antérieure à l'hérésie, il ne voulut pas la tolérer, et une ordonnance royale prescrivit l'usage de la langue latine pour les offices. Cette ordonnance interdit en même temps le calice aux laïques. On attira le public dans les églises par la magnificence du culte, la musique, le chant. Les symboles utraquistes furent partout détruits; les calices figurés sur la plupart des clochers disparurent; on démolit même des églises qui affectaient cette forme. L'immense calice posé par le roi Podiebrad sur celle de Sainte-Marie de Teyn, à Prague, fut jeté à bas, ainsi que la statue de Podiebrad. Le calice fut remplacé par une statue de la Sainte Vierge, et la statue du Roi par celle de l'empereur Ferdinand écrasant les hérétiques. A Leitmeritz, on brûla en grande cérémonie les portraits de Jean Huss et de Jérôme de Prague. Un édit raya du calendrier la fête de Jean Huss et lui substitua celle de saint Jean Népomucène. A Czaslau, les cendres de Ziska furent jetées au vent.

Après avoir détruit ces souvenirs du hussitisme et du protestantisme, on brûla les livres hérétiques. Presque chaque maison possédait une bible de Kralic ou un livre de prières en langue tchèque; ils furent détruits et remplacés par des livres catholiques. Beaucoup d'ouvrages, importants pour l'histoire de la Bohême, périrent malheureusement avec les livres de piété.

On éloigna ensuite des emplois municipaux tous les hérétiques, et, les municipalités étant redevenues catholiques, on s'occupa de la conversion des habitants. Ferdinand avait refusé d'introduire l'inquisition dans ses États. On organisa des commissions mixtes, composées de dominicains et de jésuites, auxquels on adjoignit quelques jurisconsultes et quelques gentilshommes. Arrivés dans une ville ou un village, les commissaires faisaient comparaître devant eux les principaux habitants et les exhortaient à revenir au catholicisme. S'ils objectaient leur ignorance, on les instruisait. On usa de douceur envers les simples fidèles, mais les pasteurs



furent plusieurs fois maltraités. Un édit de la fin de 1624 renouvela, sous les peines les plus sévères, les premiers ordres donnés pour le bannissement des ministres; il ne fut pas mieux exécuté que les précédents. Un nouvel édit (juillet 1625) menaça de punitions ceux qui leur donneraient asile, et offrit des récompenses aux délateurs; les ministres furent alors obligés de partir. Le prédicateur Jean Decanus avait pu demeurer près de quatre années à Prague sans être découvert; il quitta cette ville en 1627, et à peu d'exceptions près, le clergé luthérien disparut de la Bohême[1].

La réforme catholique cessa en partie, de 1624 à 1626, pendant les premières guerres contre le Danemark; mais elle recommença après la mort de Mansfeld et la paix avec Bethlen, surtout lorsque Ferdinand vint s'établir à Prague en 1627, pour être à portée du congrès de Mülhausen et pour faire couronner la nouvelle impératrice, Éléonore de Mantoue[2].

On n'avait jusqu'alors employé la violence qu'envers les ministres. Le 31 juillet 1627, jour de la fête de saint Ignace de Loyola, Ferdinand II lança de Vienne un décret par lequel il mettait la noblesse protestante de Bohême, seigneurs et chevaliers, en demeure d'opter entre l'abjuration et l'exil. Tant pour satisfaire à ses devoirs comme roi, disait-il, que pour rétablir la paix et sauvegarder le salut de ses sujets, dont il devait rendre compte un jour au Juge suprême, il invitait les nobles à rentrer dans la communion dans laquelle ses ancêtres et les leurs étaient morts. L'Empereur rappelait aussi que c'était sous le règne de Charles IV, époque où elle était toute catholique, que la Bohême avait joui de sa plus grande prospérité. L'édit accordait aux nobles un délai de six mois pour vendre leurs biens soit à leurs parents catholiques, soit à tout autre confesseur de la vraie foi[3]. La faculté laissée aux émi-

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 224-230, t. III, p. 165 à 188; REUSS, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 39 à 59; RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 5.

[2] Ainsi que son fils, l'archiduc Ferdinand-Ernest. La nouvelle impératrice fut sacrée par le cardinal-archevêque de Prague, et couronnée, suivant l'usage, par la princesse abbesse de Saint-Georges (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 187; *Mercure français*, t. XIII, p. 712, 733, 737).

[3] Les émigrants étaient déchargés du droit de sortie (REUSS, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 69, note 1).



grants de vendre leurs biens ne leur offrait pas grand avantage : le délai était trop court, et les acquéreurs attendaient afin de les avoir à vil prix.

Les nobles ne tinrent pas tous la même conduite : les uns cédèrent et se convertirent; d'autres simulèrent une conversion; d'autres enfin, cent quatre-vingt-cinq, dit-on, partirent pour l'exil avec leurs familles. Les femmes qui ne se convertissaient pas devaient également quitter le pays, mais seulement après la mort de leurs maris. Les femmes protestantes montrèrent, en général, plus de fermeté que les hommes. On raconte que, dans un sermon prêché à Prague, le jésuite André s'écria qu'il était infiniment préférable pour un catholique d'avoir le diable à ses côtés plutôt qu'une femme hérétique, car on pouvait chasser le diable par des exorcismes, tandis que, pour de malheureuses hérétiques, tout était inutile[1].

Les commissaires de réformation, si l'on s'en rapporte aux historiens protestants, n'étaient pas, d'ailleurs, trop difficiles à l'égard des néophytes; ils ne leur demandaient qu'une chose : c'était de croire à la sainteté de l'Église, et d'en reconnaître le Pape comme chef suprême, dans un intérêt d'ordre public. Plusieurs achetèrent çà et là aux curés de leurs paroisses de faux certificats de catholicité. L'un des curés de Prague, Laurent Nizbursky, coupable d'avoir trafiqué de billets de confession pendant plusieurs années, fut condamné à mort et décapité sur la place du marché de l'Altstadt (7 avril 1631)[2].

Les mesures prises envers les bourgeois pour les ramener au catholicisme furent encore plus vexatoires que celles qu'on avait employées à l'égard de la noblesse; elles descendirent plus avant dans le détail de la vie. Les bourgeois furent, sous peine d'amende, obligés à pratiquer tous les devoirs prescrits par la religion catholique; ils devaient aller à la messe, se confesser, observer le jeûne et l'abstinence; il leur était or-

[1] En 1628, l'Empereur écrivait à Prague que les maris catholiques devaient travailler de toutes les manières à la conversion de leurs femmes, et leur interdire tout blasphème contre la religion catholique et contre l'Empereur (Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 73; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 180).

[2] R. Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 60, 68, 74; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 175, 177.



donné de faire baptiser leurs enfants par des prêtres catholiques [1], et interdit de les envoyer dans des universités étrangères. Le 10 février 1624, les bourgeois catholiques de la Kleinseite, à Prague, reçurent l'ordre de présenter pour la fête de Pâques un billet de confession, sous peine de confiscation de leurs biens. Il était difficile de se faire illusion sur les effets de la contrainte ; on pensait bien que ces conversions forcées manquaient de solidité, mais on espérait que les enfants des convertis seraient des catholiques sincères [2].

Un assez grand nombre de bourgeois se soumirent, et, en juillet 1624, on prit de nouveaux moyens pour soumettre les autres. Il leur fut défendu de tester, d'exercer un métier, de faire le commerce. Des pénalités furent établies contre ceux qui permettaient à des ministres de prêcher, de baptiser et de marier dans leurs maisons. On menaça même de la peine de mort, avec confiscation des biens, ceux qui blasphémeraient contre Dieu, la Sainte Vierge, les saints et la glorieuse maison de Habsbourg. Pour contrôler la fréquentation des églises, on écrivait les noms des bourgeois sur des bulletins qu'on faisait distribuer à domicile avant l'office, et que le bedeau recueillait ensuite, à la porte de l'église.

En dépit de ces mesures, la réforme marchait lentement. Le 5 février 1627, après la mort de Liechtenstein, l'Empereur institua une haute commission composée de l'archevêque Ernest de Harrach, du comte de Martinitz et de plusieurs autres personnages. Ferdinand, tout en autorisant « l'emploi décent de la force coercitive », recommandait d'agir surtout par la persuasion et d'employer la prédication populaire.

La haute commission s'occupa d'abord de Prague. On dressa des tableaux divisés en quatre colonnes, qui devaient contenir les noms des catholiques de naissance, des convertis, de ceux qui promettaient de se convertir, et des hérétiques endurcis. Des agents parcoururent ensuite la ville, interrogeant tous les habitants sur leurs croyances, et leur demandant dans laquelle des quatre catégories ils désiraient être inscrits. Pour mettre l'instruction religieuse à la portée de ceux qui promettaient de se convertir, on laissait cha-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 181.
[2] Koch attribue ce calcul aux jésuites (*Geschichte des deutschen Reiches unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 212).

cun libre de choisir le jour, l'heure du catéchisme, et le maître. La crainte de se dénoncer fit inscrire comme catholiques beaucoup de protestants. Un assez grand nombre cependant avouèrent leur foi. On essaya de les intimider en sévissant contre les principaux d'entre eux. Par arrêté du 12 juillet 1627, quatre des notables de l'Altstadt furent condamnés à quitter le royaume à la fin du mois, s'ils n'étaient convertis auparavant[1] : ils s'enfuirent. Quelques centaines de protestants furent expulsés; plusieurs les suivirent volontairement. Les habitants de Prague furent alors considérés comme étant tous catholiques.

Ce qui s'était accompli à Prague sous les yeux de la haute commission avec certains ménagements le fut avec plus de rigueur par des agents subalternes dans les autres villes du royaume. Dans plusieurs, on établit des soldats en garnisaires chez les protestants, jusqu'à ce que ceux-ci eussent présenté un billet de confession. Les troupes employées à cet usage se livrèrent parfois aux derniers excès[2]. Des soldats, qu'on appelait par dérision *les sauveurs de Liechtenstein,* traînaient les hérétiques à la messe ou aux processions, et frappaient ceux qui ne se prosternaient pas devant le saint Sacrement. A Rokitzan, le comte Kolowrat, commandant les dragons de Liechtenstein, poussait les bourgeois à coups de canne dans les églises et les confessionnaux, et assomma, dit-on, de sa propre main, au pied de l'autel, un vieillard qui ne se prosternait pas.

A Prachatitz, les bourgeois fermèrent les portes de leur ville et voulurent s'opposer à l'entrée des soldats. Le troisième jour, reconnaissant l'inutilité de leur tentative, ils en livrèrent les clefs, mais la soldatesque irritée se précipita dans les rues et dans les maisons, massacrant tout ce qu'elle rencontrait. Seize cents habitants furent égorgés. Saisis de terreur, les bourgeois de Lissa mirent le feu à leurs maisons, et émigrèrent avec ce qu'ils purent emporter[3].

[1] On leur laissait leur fortune, déduction faite des amendes (Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême,* p. 82).

[2] Des mères étaient séparées de leurs nourrissons; on les laissait entendre leurs cris, et on ne les leur rendait qu'à la condition d'abjurer (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. III, p. 162).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. II, p. 228, t. III, p. 162 à 179; Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême,* p. 77 à 90.

Lorsque des domaines de protestants passèrent à des propriétaires catholiques, les paysans qui les cultivaient durent, suivant les lois de l'époque, embrasser la religion de leurs nouveaux maîtres. Pour les y décider, on employa tantôt la douceur et les présents, tantôt la force, et l'on chercha d'abord à gagner les principaux personnages de chaque paroisse.

Les violences dont on usa pour ramener la Bohême au catholicisme furent surtout l'œuvre des laïques et des soldats, qu'on en avait imprudemment chargés. Deux jésuites, le Père Lamormain, confesseur de l'Empereur, et le Père Henri Philippi, recteur de la maison professe de la Société de Jésus à Vienne, consultés par Ferdinand II sur les moyens à employer pour convertir la Bohême, conseillèrent d'instruire les hérétiques et d'user de douceur à leur égard. Ils étaient persuadés que des prêtres dévoués, prêchant d'exemple comme de bouche, ne mettraient pas plus de trois ans pour convertir le pays. Ils ne voulaient recourir à la force militaire que pour empêcher les violences à l'égard des prédicateurs catholiques, et non pour en exercer contre les protestants. L'Empereur leur ayant proposé de faire restituer à l'Église tous les biens qui lui avaient été enlevés depuis le temps de Ziska, ou de l'indemniser ailleurs, les deux jésuites furent d'avis qu'il fallait laisser ces biens aux possesseurs actuels, et que l'Église avait été déjà suffisamment dédommagée en recevant une partie des domaines confisqués sur les rebelles [1].

Les jésuites et la plupart des prêtres usèrent de douceur et réussirent. On cite surtout le jésuite Adam Krawarsky. Souvent menacé de mort, sa douceur le sauva toujours; plusieurs sectaires, venus pour le tuer, s'en retournèrent convertis. Mais il n'en fut pas de même des laïques : ils prirent à l'œuvre de la réforme une part trop grande et vraiment funeste. Les commissaires militaires, habitués à se voir obéis de leurs soldats, ne comprenaient pas qu'on pût résister aux ordres de l'Empereur; et il se glissa parmi les commissaires civils un certain nombre d'hommes qui affectaient d'autant plus de zèle qu'ils avaient plus à cacher et à se faire pardonner.

[1] Cet avis des jésuites est probablement de 1627; il fut approuvé par le conseil privé de l'Empereur le 14 janvier 1627 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 170, 172).



Les excès furent nombreux, surtout dans les campagnes, presque toujours abandonnées à des agents subalternes, et ils allèrent quelquefois jusqu'au sacrilége, s'il est vrai que le comte Kolowrat fit bâillonner ou enivrer des paysans pour les faire communier par force ou par surprise.

Il y eut des révoltes, surtout en 1628 et 1629. Plusieurs missionnaires furent massacrés; beaucoup aussi moururent de la peste en soignant les malades. Mais vers 1628, le protestantisme disparut à peu près complétement de la Bohême[1].

Plusieurs conseillers de la cour de Vienne pensaient que la Moravie était encore plus coupable que la Bohême, et que l'Empereur aurait pu, en conséquence, la traiter suivant son bon plaisir. Les protestants y étaient si nombreux, surtout parmi la noblesse, qu'on eut de la peine à y réunir une diète provinciale composée de catholiques, et qu'il fut question de la fondre avec celle de Bohême : la différence des constitutions des deux pays empêcha cette réunion. Ferdinand ne changea pas celle de la Moravie : il se contenta de rendre au clergé, ainsi qu'en Bohême, son ancienne position comme premier ordre de la diète provinciale[2].

Le cardinal Dietrichstein et un chanoine d'Olmütz, Ernest Plateys, furent chargés de rétablir le catholicisme en Moravie. A la fin de 1624, l'Empereur y prit contre les protestants et leurs ministres les mêmes mesures qu'en Bohême. Mais elles ne semblent pas avoir été exécutées avec rigueur, car à l'avénement de Ferdinand III, en 1637, il s'y trouvait encore un grand nombre de nobles protestants. Il y eut cependant un retour marqué vers le catholicisme, et le cardinal Dietrichstein réussit à y ramener tous les habitants d'Olmütz, à de rares exceptions près. Il introduisit

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 167, 176; Reuss, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 90, 103.

On a évalué à trente mille le nombre des familles qui durent quitter la Bohême en 1627, et l'on a soutenu que la locution : *vie de bohème*, venait de ces familles errantes (Feillet, *la Misère au temps de la Fronde et saint Vincent de Paul*, p. 6). Le nombre de trente mille semble exagéré, et quant à la locution : *vie de bohème*, elle existait déjà au quinzième siècle (Littré).

[2] La Moravie conserva ses libertés (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 159).

Ferdinand II anoblit le poëte Opitz, et lui remit la couronne de laurier, quoiqu'il fût protestant (Hurter, *ibid.*, t. III, p. 193).



dans le pays les Pères des pieuses écoles, et ceux-ci, à peine installés dans leur collége de Nikolsbourg, se répandirent partout. Des maisons de jésuites, la plupart dotées en immeubles par l'Empereur, s'établirent dans les principales villes, à Olmütz, Znaïm, Iglau, pour administrer les sacrements, instruire la jeunesse et prêcher. Les capucins, les franciscains et plusieurs autres ordres furent remis en possession de leurs couvents. La foi catholique se trouva ainsi rétablie facilement en Moravie, et depuis lors cette province se distingua par son dévouement à l'Empereur. Peu de temps après, pendant la guerre contre le roi de Suède, elle fournit aux armées impériales du Neckar et du Rhin une grande partie de leurs chevaux et de leurs vivres.

Le principal personnage de la Moravie, le baron Charles de Zierotin, bien que protestant, s'était toujours montré fidèle à la maison de Habsbourg. On lui offrit de le laisser résider dans le pays, s'il consentait à renvoyer ses ministres picardites. Il refusa, et s'établit à Breslau; mais il revint bientôt après habiter sa seigneurie de Prerau, où il mourut en 1636, à l'âge de soixante-dix ans [1].

La Silésie et la Lusace se trouvaient dans une situation différente de celle de la Bohême et de la Moravie. Comme elles avaient été soumises par l'électeur de Saxe, prince protestant, Ferdinand confirma en leur faveur la lettre de majesté. La Lusace, laissée en gage à l'électeur, put pratiquer le luthéranisme. La Silésie le put d'abord également; mais sa situation changea, lorsqu'elle eut soutenu Mansfeld contre l'Empereur. Ce duché se composait de deux sortes de territoires. Les uns appartenaient à des princes souverains, ayant la même indépendance que les princes de l'Empire; les autres relevaient directement de Ferdinand. Ce furent les sujets des territoires qui lui étaient immédiatement soumis qu'il voulut ramener au catholicisme. Les autres furent laissés sous l'autorité de leurs seigneurs. Il confia la réforme de ses sujets directs au burgrave Charles-Annibal de Dohna. C'était le général auquel Wallenstein avait donné le commandement de l'infanterie qu'il laissa dans ce duché, pendant qu'il allait faire sa campagne de Danemark. Dohna fit comme les généraux et les com-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 234, t. III, p. 158, 160.



missaires laïques faisaient en Bohême : il employa la violence, et usa du système des garnisaires. Les soldats, mis en quartier chez les protestants, n'en sortaient que moyennant la remise d'un billet de confession : ils se rendaient ensuite chez ceux qui n'étaient pas encore convertis, et ces derniers avaient ainsi à les loger tous. Pour échapper à ces violences, les riches s'enfuyaient dans les pays voisins, et les pauvres dans les bois, où ils se nourrissaient d'écorces d'arbres. Dans la ville de Löwenberg, les commissaires ne trouvèrent plus, sur dix mille habitants, que vingt-deux bourgeois et deux conseillers municipaux.

Cette manière de rétablir la religion catholique ne produisit pas de bons résultats. Les violences aigrissaient les cœurs, et les convertis redevenaient protestants dès qu'ils n'étaient plus menacés [1].

Le catholicisme se propagea aussi en Hongrie. La diète, réunie à Œdenbourg le 13 septembre 1625, élut roi l'archiduc Ferdinand-Ernest, fils aîné de l'Empereur. Le sacre eut lieu à Œdenbourg (8 décembre) [2]. La couronne de saint Étienne fut apportée solennellement de Presbourg, et la cérémonie se termina par un festin de cinquante tables. Pour la première fois depuis soixante ans, la diète s'était passée sans rixes et sans meurtres.

Le serment que dut prêter le jeune prince lui imposait diverses conditions défavorables à l'Église. Le nonce et le confesseur de l'Empereur s'opposèrent à ce qu'il fût ainsi prêté ; mais la situation dans laquelle se trouvait alors l'Autriche ne permit pas d'y rien changer. Une réforme catholique, comme dans les autres États héréditaires, était d'ailleurs impossible en Hongrie, parce que la maison de Habsbourg n'y exerçait qu'une autorité restreinte. Le clergé y avait beaucoup diminué : c'est à peine si le dixième des paroisses avait encore des curés. Les maîtres d'école baptisaient et maintenaient seuls l'enseignement catholique. Il y eut cependant un retour marqué au catholicisme. Quelques magnats, les Forgacz, les Erdödi et d'autres l'aidèrent en

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 235, t. III, p. 190-193.

[2] *Mercure français*, t. XII, p. 1126 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 149 et suiv.

y revenant eux-mêmes. L'Empereur fit rendre à l'Église les biens qui lui avaient été enlevés, et l'enseignement fut réorganisé. Le cardinal Pazmani y eut la principale part. Jean-Pierre Pazmani, cardinal-archevêque de Gran, primat de Hongrie, appartenait par sa naissance à la vieille noblesse du pays, et faisait partie de la Compagnie de Jésus. Par ses écrits, ses prédications, son influence personnelle sur la haute société, il ramena un grand nombre d'hérétiques. La pression exercée par les seigneurs convertis fit le reste ; un tiers à peine de la Hongrie demeura protestant.

Le principal adversaire du catholicisme et de l'Autriche en Hongrie était toujours Bethlen Gabor. La paix de Leutschau était à peine conclue (18 décembre 1626)[1] qu'il travailla à la rompre. Il obtint du Sultan que sa femme Catherine fût reconnue son héritière ; il lui demanda aussi la Valachie et la Moldavie, avec le titre de roi de Dacie. Ces démarches ne l'empêchèrent pas de recommander au primat de Hongrie son neveu, qui se rendait en Occident et à Rome, et d'offrir son concours à l'Empereur pour chasser les musulmans. Toujours actif, plein d'ambition, il se préparait même à entrer en Pologne pour s'y faire élire roi, lorsqu'il fut atteint d'une hydropisie causée par ses excès de table. Ni les remèdes d'un médecin que lui avait envoyé Ferdinand, ni les eaux de Gyögy, où il alla faire une saison, ne purent le guérir. De retour à Stuhlweissenbourg, il y mourut le lendemain de son arrivée (15 novembre 1629). Doué de qualités éminentes, Bethlen n'avait cependant pas su conquérir une renommée véritable. Ses fourberies en furent la principale cause. Par sa mort, les sept comitats de Hongrie qui lui avaient été cédés à la paix de Nikolsbourg revinrent à l'Empereur[2].

La réforme catholique ne fut pas plus facile dans l'archiduché d'Autriche que dans les autres États héréditaires. Lorsque l'Empereur revint de Bohême en 1623, le conseil municipal de Vienne décida, avec son autorisation, qu'on n'accorderait dorénavant le droit de bourgeoisie qu'aux seuls catholiques, et que les protestants seraient obligés de vendre les maisons qu'ils possédaient

[1] Voir ci-dessus, p. 410 et 422.
[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 152, 157 ; *Mercure français*, t. XVI, 1re part., p. 1040.

dans la capitale. Deux ans après (20 mars 1625), le même conseil ordonna à tous les protestants de Vienne de revenir au catholicisme ou d'émigrer.

Ces ordres ne concernaient ni les seigneurs, ni les chevaliers, qui composaient la noblesse autrichienne, et dont une partie avaient embrassé le protestantisme. Les protestants nobles avaient en effet été autorisés par l'Empereur à pratiquer la confession d'Augsbourg, et à avoir dans leurs châteaux des ministres de cette confession. Mais beaucoup de personnes non nobles allaient entendre les prédications de ces ministres, et ceux-ci, au lieu de s'en tenir à la foi luthérienne d'Augsbourg, enseignaient le calvinisme, et prêchaient même la désobéissance à l'Empereur, qu'ils traitaient d'idolâtre. C'était dépasser les concessions faites : l'Empereur avait le droit de s'y opposer. Le 28 septembre 1627, les ministres reçurent l'ordre de sortir des États héréditaires. Plusieurs nobles quittèrent aussi l'Autriche et vinrent s'établir à Presbourg, où les protestants jouissaient de libertés plus étendues [1]. Les protestants non nobles demandèrent l'autorisation d'assister aux prêches : elle leur fut refusée [2].

L'année suivante, à l'occasion de la prestation de serment à l'archiduc héritier, l'Empereur se demanda s'il ne devrait pas prendre des mesures décisives pour rétablir le catholicisme dans la basse Autriche. Il posa d'abord à quelques-uns de ses conseillers, à son confesseur et à deux jésuites, la question de savoir si le serment qu'il avait prêté, de laisser à cette province sa religion et ses libertés, lui interdisait de leur imposer le catholicisme, ou s'il n'était pas, au contraire, tenu en conscience de le leur imposer. Les uns, les politiques, furent d'avis qu'il fallait céder aux circonstances, et ne pas s'exposer, par des mesures de rigueur, à appauvrir le pays par l'émigration, peut-être même à le soulever et à en perdre la possession, ce qui amènerait la ruine du catholicisme encore plus certainement que ne le ferait la tolérance. Le

[1] Les seigneurs et les chevaliers protestants de l'Autriche centrale ne jouissaient pas des mêmes priviléges que ceux de la basse Autriche; un décret du 1er août 1628 leur ordonna de quitter le pays dans le délai d'un an (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 141).

[2] Voir dans Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 200) un exemple de la manière dont les habitants non nobles assistaient aux prêches protestants.



cardinal Khlésel, qui revenait de Rome après son long exil, était de cet avis ; mais d'autres pensèrent qu'il fallait aller de l'avant, et leur opinion l'emporta. L'Empereur ne toucha pas aux droits spéciaux qui avaient été accordés aux seigneurs et aux chevaliers ; il laissa à la noblesse la liberté de pratiquer la foi d'Augsbourg ; mais il fixa aux anoblis et aux roturiers un délai pour revenir au catholicisme, et obligea les fonctionnaires protestants à se convertir ou à renoncer à leurs places. Ces ordres ne furent jamais complétement exécutés.

La réforme catholique ne pouvait être définitivement opérée dans la basse Autriche, tant qu'elle ne l'aurait pas été dans l'Université de Vienne, où le protestantisme avait aussi pénétré. Ferdinand confia aux jésuites la faculté de philosophie, et plusieurs places dans la faculté de théologie (octobre 1622) ; mais le protestantisme n'en continua pas moins ses progrès dans les facultés de droit et de médecine. Quelques années plus tard, Ferdinand ordonna aux vingt-huit docteurs protestants qui se trouvaient dans ces facultés de se convertir ou d'émigrer ; dix-sept embrassèrent le catholicisme, et onze émigrèrent [1].

L'Empereur prit aussi des mesures pour rétablir le catholicisme dans la haute Autriche, pendant qu'elle servait encore de gage à l'électeur de Bavière [2] : un édit (4 octobre 1624) ordonna aux ministres et aux maîtres d'école protestants de quitter le pays dans un délai de huit jours, sous peine de mort et de confiscation. Le gouverneur bavarois Herberstorf fut chargé d'exécuter cet édit. Il avait pour cela quinze cents mousquetaires sous ses ordres. Avant d'employer la force, il voulut essayer de la persuasion. Il réunit la bourgeoisie de Linz au château (14 novembre) et la harangua. « L'Empereur, leur dit-il, ne voulait pas les forcer, comme on en répandait le bruit, à embrasser la religion catholique et à assister à la messe ; il leur demandait seulement d'aller se faire instruire aux sermons catholiques. Ils y apprendraient des choses dont ils ne se doutaient pas, et verraient que la religion de l'Empereur n'était pas du tout ce que les ministres leur disaient. Lui-même avait été protestant, ennemi acharné du catholicisme ; mais il

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 199-203, t. III, p. 119, 125.

[2] Voir ci-dessus, p. 222, 267.

s'était rappelé la parole de saint Paul : « Un Dieu, une foi, un « baptême. » Il n'avait pas pu admettre que ses ancêtres eussent été damnés, et que le ciel se fût ouvert seulement depuis Luther. Il avait assisté aux sermons, d'abord par pure curiosité ; il avait ensuite engagé des controverses, et, frappé de l'unité de foi des catholiques, il s'était converti. On devait suivre son exemple et ne pas songer à émigrer, car ceux qui l'avaient fait s'en étaient repentis : ils n'avaient trouvé à l'étranger que la misère. »

Le 18 février 1625, tous les membres des États de la haute Autriche signèrent un acte de soumission. L'Empereur exigea en outre qu'une députation vînt lui faire amende honorable à Vienne ; les protestants lui adressèrent une nouvelle pétition pour réclamer la liberté religieuse ; il refusa, et l'amende honorable eut lieu le 16 avril 1625. A peine les députés des États se furent-ils agenouillés, que Ferdinand leur fit signe de se relever ; il leur dit que tout était oublié, et que s'ils se conduisaient en sujets fidèles, ils trouveraient en lui un père.

Quatre mois après que les États de la haute Autriche eurent fait leur soumission, le comte de Herberstorf, lieutenant du duc de Bavière, interdit le culte protestant, et déclara la fréquentation des églises catholiques obligatoire les dimanches et fêtes ; les protestants devraient embrasser le catholicisme avant les prochaines fêtes de Pâques, ou quitter le pays trois semaines après.

Les trois ordres laïques envoyèrent une députation à l'Empereur, pour lui faire des remontrances, et pour réclamer le libre exercice du protestantisme ; Ferdinand refusa (9 février 1626). Peu de temps après (17 mai 1626), les exigences des soldats bavarois occasionnèrent à Lambach une rixe avec des paysans ; huit soldats furent tués ; un soulèvement eut lieu ; le tocsin sonna de village en village, et, au bout de quelques jours, le nombre des révoltés s'éleva à seize mille.

Herberstorf espérait étouffer facilement la révolte, en l'attaquant sans délai ; il se mit en marche avec mille hommes, emmenant avec lui le bourreau. Mais, surpris et entouré par des forces considérables, il fut obligé de regagner Linz, après avoir perdu la moitié de ses troupes et trois pièces de canon. Les paysans, vainqueurs, se répandirent partout et maltraitèrent les catholiques.

Ne pouvant plus recourir à la force, Herberstorf offrit de traiter ;



mais les révoltés ne voulurent rien entendre. Il leur manquait un chef; plusieurs nobles avaient pris l'habit de paysan, dans l'espoir de les diriger : les révoltés leur préférèrent un ancien soldat, devenu chapelier et possesseur d'une ferme importante, Étienne Fadinger, auxquels ils conférèrent tous les pouvoirs politiques et militaires. Homme hardi et habile, Fadinger organisa le soulèvement, prit le titre de général de l'armée chrétienne et évangélique, et mit sur ses drapeaux ces mots : « Il y va du salut et de la vie; que Dieu nous donne le courage des héros : ainsi soit-il. »

Dans un manifeste, composé par les ministres protestants, Fadinger ordonnait aux nobles et aux fonctionnaires d'embrasser son parti, sous peine de voir leurs maisons brûlées et d'être mis à mort avec leurs femmes et leurs enfants[1]. La première expédition fut dirigée contre Wels. La place fut prise, et la garnison bavaroise taillée en pièces (21 mai 1626). Deux couvents voisins, Kremsmünster et Lambach, furent pillés. Comme un paysan menaçait de fendre la tête à l'abbé de ce dernier couvent, un de ses camarades l'en détourna en disant : « Laisse vivre le vieux; n'avons-nous pas l'argent? » Ailleurs, des religieux, des religieuses furent saisis et mutilés. Plusieurs villes, plusieurs châteaux furent également pillés. Le nombre des révoltés s'accroissait sans cesse par des enrôlements forcés; ils eurent bientôt soixante-dix mille hommes avec trente canons. Quatre cents soldats bavarois qui descendaient le Danube sur trois bateaux furent massacrés. On envoya des émissaires en Bohême et dans le haut Palatinat pour y provoquer des soulèvements contre l'Empereur.

Cependant des membres de la diète provinciale de la haute Autriche s'entremirent pour travailler au rétablissement de la paix, et prièrent les paysans de négocier avec eux à Linz; mais les paysans leur proposèrent de venir eux-mêmes à Wels. Les membres de la diète y consentirent, et les paysans leur exposèrent leurs griefs. Ils se plaignaient des impôts, des corvées, du zèle du gouverneur pour la réforme; ils accusaient Herberstorf d'avoir fait pendre, empaler ou brûler, l'année précédente, un grand nombre de personnes honorables. Ils réclamaient le retour des pasteurs protestants, le départ des soldats bavarois et l'oubli de tout ce qui s'était passé.

[1] SCHREIBER, *Maximilian I.* p. 370.



L'Empereur promit une amnistie générale et envoya des commissaires pour négocier. Mais les paysans, dont les prétentions s'étaient accrues avec le succès, réclamèrent le bannissement du gouverneur, l'installation de bourgmestres luthériens, l'entrée des paysans dans les diètes [1] à la place du clergé, enfin la suppression du gouvernement bavarois et le retour du pays sous le sceptre de l'Empereur. Ils ne tardèrent pas à en venir aux violences et emprisonnèrent les commissaires. A des représentations qui leur furent faites sur ce que leur conduite avait d'offensant pour l'Empereur, ils répondirent qu'ils ne déposeraient les armes qu'après avoir obtenu la liberté religieuse et le départ des Bavarois; que d'ailleurs ils avaient déjà en vue un souverain protestant, qui leur viendrait en aide et protégerait leur religion.

Après s'être emparés des commissaires comme otages, les paysans envoyèrent une députation à Vienne. L'Empereur, au lieu de recevoir lui-même les députés, les adressa à son chancelier. La nouvelle qu'il ne les avait pas admis en sa présence mit en fureur Fadinger, le chef des révoltés; il fit entendre des menaces d'incendie, rendit plus étroite encore la surveillance des otages, rappela les députés, et continua la guerre. Il parut devant Linz à la tête de dix mille hommes (24 juin 1626), barra le Danube avec des cordes et des chaines pour empêcher le ravitaillement par le fleuve, et somma la diète de lui livrer le gouverneur. Herberstorf se prépara à la résistance.

Avant d'attaquer Linz, les paysans employèrent un singulier moyen pour connaitre le sort réservé à leur entreprise. Ils imaginèrent de faire combattre deux chiens, après leur avoir fait avaler, à l'un, une hostie enlevée dans le tabernacle d'une église catholique, à l'autre, du pain consacré d'après le rite protestant. Rangés en cercle, appuyés sur leurs armes, les paysans suivaient avec anxiété les péripéties du combat, et poussaient des cris de joie dès que le chien protestant semblait devoir l'emporter; il finit cependant par être battu, et ce ne fut pas sans difficulté que les ministres purent les rassurer, et effacer de leur esprit l'impression causée par ce funeste présage [2].

Cependant le gouverneur n'était pas sans inquiétude, car il

[1] En Tyrol, les paysans faisaient partie de la diète.
[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 370.



savait qu'un certain nombre d'habitants sympathisaient avec les révoltés, et pourraient leur ouvrir les portes de Linz. La mort de Fadinger le sauva. Un soir (26 juin), ce chef des paysans faisait à cheval le tour des murailles, cherchant de quel côté la ville devait être attaquée. Des soldats bavarois firent feu sur lui; un coup l'atteignit et lui brisa la cuisse : il mourut de cette blessure six jours après.

De nouvelles négociations s'ouvrirent : l'Empereur réclama la mise en liberté de ses commissaires, mais les paysans refusèrent de se dessaisir de leurs otages. Cependant la situation de Linz empirait de jour en jour; les assiégés en étaient réduits à manger de la viande de cheval, et la dyssenterie commençait à faire des victimes. Les assiégeants en profitèrent pour nouer des négociations séparées avec les habitants. Ils leur demandèrent de faire cause commune avec eux, et de ne pas recevoir les troupes étrangères qui arrivaient de Vienne; ils se montraient d'ailleurs moins belliqueux depuis la mort de leur chef. Herberstorf, de son côté, se défendait vaillamment, quoiqu'il n'eût que six cents hommes de garnison. Les assiégeants consentirent enfin à rendre les otages, mais continuèrent à bloquer la ville.

La révolte des paysans de la haute Autriche inspirait d'autant plus de crainte à Vienne, que l'électeur de Bavière refusait d'intervenir. C'était à l'Empereur, disait-il, à réprimer un soulèvement qu'il avait occasionné lui-même par sa réforme. Cependant Ferdinand était dans l'impossibilité de mettre sur pied des troupes suffisantes pour comprimer l'insurrection, car Wallenstein était alors aux prises avec Mansfeld. D'un autre côté, le roi de Danemark envoyait auprès des paysans son conseiller Jean Scultetus, pour les engager à résister en leur promettant des secours. Peut-être était-ce le souverain auquel ils avaient pensé se soumettre.

Vingt mille paysans, réunis au camp d'Ebelsberg, devant Linz, menaçaient de prendre l'offensive et d'envahir la basse Autriche. Ils avaient mis à leur tête, pour remplacer Fadinger, un membre de la noblesse, Achatius Wiellinger de Au, qui faisait partie de la diète. Avant de se mettre en campagne, Wiellinger donna ordre (18 juillet 1626) à tous les habitants âgés de plus de seize ans, sans distinction de croyance, de le rejoindre, sous peine de mort. Mais le même jour, sept barques, montées par quatre cents mousquetaires, qu'envoyait enfin l'électeur de Bavière, avec dix-sept

canons et des approvisionnements considérables, descendirent jusqu'à Linz malgré les chaines qui barraient le Danube. Ce secours arrivait à temps; car, trois jours après (21 juillet), les paysans, profitant d'une nuit d'orage, franchirent les murailles par une petite brèche. Ils pénétraient déjà dans la ville, lorsqu'un violent feu d'artillerie et de la poix bouillante que les habitants leur jetaient des fenêtres les obligèrent à se retirer avec de grandes pertes. Au même instant, la garnison fit une sortie, attaqua les assiégeants dans leurs retranchements, leur tua six cents hommes et leur enleva quatre canons.

Le 29, Wiellinger donna un nouvel assaut. Les paysans étaient découragés; il fallut les contraindre à marcher à coups de bâton. Les assiégeants avaient comblé les fossés avec des fascines pour les franchir plus aisément; Herberstorf y fit mettre le feu, et plusieurs paysans, vêtus de sarraux, furent brûlés ou étouffés. Les assaillants furent repoussés et perdirent mille hommes.

Après ces échecs, les révoltés demandèrent à négocier. Sans abandonner encore le siége de Linz, ils étaient démoralisés, et dans une sortie que fit Herberstorf, le 24 août, un certain nombre d'entre eux passèrent même du côté des assiégés, avec un de leurs capitaines, nommé Stengel. Le 30 août, le gouverneur les attaqua; ils n'opposèrent qu'une faible résistance, et ils abandonnèrent leurs retranchements avec quinze canons. Linz fut ainsi débloqué après deux mois de siége.

Un armistice avait été conclu (7 septembre 1626), et le soulèvement semblait apaisé, lorsque le duc Adolphe de Holstein, venant de Passau avec huit mille hommes, primitivement destinés à renforcer Tilly, entra dans la haute Autriche (22 septembre). Les soldats se mirent à molester les paysans : le soulèvement recommença. Certaines bandes armées qui ne s'étaient pas encore dispersées accoururent. Les soldats, surpris à Neukirchen, la nuit, au milieu d'une orgie, furent massacrés; le duc lui-même se sauva en chemise. Un nouveau corps de six mille hommes, envoyé par l'électeur de Bavière sous le commandement de Lindelo, fut encore surpris et battu dans les bois par dix mille paysans.

Le soulèvement devint alors général. L'irritation était plus vive que jamais. Les paysans s'écriaient qu'on les avait trompés avec l'armistice, et qu'ils ne déposeraient les armes qu'après avoir obtenu le libre exercice de la confession d'Augsbourg et le renvoi



du gouverneur. La plupart avaient livré leurs armes : ils en firent de nouvelles. Elles consistaient surtout en de longues perches, garnies d'une faux et de plusieurs pointes, lesquelles, manœuvrées par six ou huit hommes à la fois, accrochaient et jetaient bas chevaux et cavaliers.

Au moment où le soulèvement était le plus violent, Pappenheim, qui se trouvait à Milan, où il avait été envoyé pour lever des troupes, offrit ses services à l'électeur de Bavière : Maximilien les accepta. Pappenheim vint à Munich, prit le commandement de huit mille hommes, et, grâce à son habileté et à la valeur de ses troupes, il réussit à dompter la révolte. En moins de dix jours, du 9 au 20 novembre [1], il battit les paysans en quatre rencontres et leur tua beaucoup de monde; le reste se rendit ou se dispersa. Quelques-uns arrivèrent jusqu'en Moravie et en Silésie, et s'y enrôlèrent sous les ordres des ennemis de l'Empereur.

Au commencement de l'année suivante (1627), Ferdinand II envoya à Linz une commission d'exécution, à laquelle l'électeur de Bavière adjoignit deux membres. Les protestants furent désarmés, mais on reconnut qu'il serait impossible de les ramener par force au catholicisme. Les commissaires bavarois ayant demandé que les biens des rebelles fussent confisqués au profit de l'électeur, les commissaires impériaux répondirent que les paysans ne pouvaient encourir la confiscation, parce qu'ils s'étaient révoltés contre l'électeur au lieu de se révolter contre l'Empereur, et qu'ils n'avaient pas commis dès lors le crime de lèse-majesté qui seul entraînait la confiscation.

Les commissaires eurent ensuite à punir les chefs de la révolte. Le 26 mars 1627, au matin, un échafaud fut dressé devant le château de Linz et entouré par la garde à pied et à cheval; les portes de la ville étaient fermées. Huit chefs des rebelles furent décapités; sept d'entre eux s'étaient confessés aux jésuites et avaient communié. Le premier exécuté fut le principal chef, Wiellinger; les autres furent écartelés après la décapitation, et leurs membres exposés en divers lieux. Seize autres rebelles périrent sur l'échafaud (23 avril); on condamna les moins coupables à la prison et à l'amende.

[1] Le 9 novembre, à Efferding; le 15, près de Gmünd; le 18, à Vöcklabruck, et le 20, à Wolfseck.



Les commissaires, en entrant à Linz, avaient promis aux États que l'Empereur confirmerait leurs priviléges. Il leur fut seulement interdit de se réunir en diètes provinciales à l'insu du souverain, et d'envoyer des ambassadeurs à des princes étrangers. Par contre, les États seuls pouvaient lever des impôts. L'Empereur rendit aux prélats le droit qui leur avait été enlevé de siéger dans les diètes. L'école provinciale fut maintenue, mais à la condition qu'elle serait catholique ; elle devait d'ailleurs dépendre des États pour la discipline et l'administration.

Cependant Ferdinand était persuadé que la haute Autriche ne serait définitivement pacifiée que si elle revenait au catholicisme. Mais il lui était difficile de procéder à la réforme, tant que cette province resterait en gage entre les mains de l'électeur de Bavière. L'Empereur devait treize millions de florins à l'électeur. Ce dernier se décida, en renonçant à la haute Autriche, à accepter, en payement de cette somme, la possession définitive et la souveraineté du haut Palatinat, ainsi que celle des bailliages situés sur la rive droite du Rhin, avec le château de Stein, les villes de Heidelberg et de Mannheim, et, en outre, l'hérédité de la dignité électorale palatine dans la maison de Bavière [1]. Il était stipulé que l'Empereur, son frère l'archiduc Léopold et le roi d'Espagne le soutiendraient, si la possession de ces territoires lui était jamais contestée (24 avril 1628) [2].

Le conseiller aulique, Rodolphe de Donnersberg, nommé lieutenant de l'électeur de Bavière, convoqua les États du haut Palatinat à Amberg, la capitale, et reçut leur serment de fidélité. Le haut Palatinat jouissait de libertés qui lui assuraient presque une complète indépendance : Maximilien les restreignit, comme il avait fait en Bavière. Il prit aussi des mesures pour y rétablir le catholicisme ; les protestants eurent l'alternative entre se convertir ou émigrer. Les ordres religieux reprirent possession de leurs biens, et se mirent à prêcher ; mais ils éprouvèrent en beaucoup d'endroits une résistance acharnée. Un grand nombre d'habitants, appartenant principalement à la bourgeoisie, émigrèrent, et il en résulta des pertes sensibles pour l'industrie, surtout celle

[1] Maximilien n'en avait eu jusqu'alors que la possession viagère.

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 409 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 115.

des mines. Les bannis répandirent de toutes parts des brochures, dans lesquelles ils annonçaient que l'électeur légitime, le palatin Frédéric V, reviendrait comme un Messie et leur rendrait leurs biens. Le haut Palatinat, qui avait jadis appartenu à la Bavière, lui revenait ainsi après en avoir été séparé pendant trois cents ans.

La haute Autriche, de son côté, rentra sous le gouvernement de l'Empereur. Le 1er mai 1628, l'abbé de Kremsmünter en reprit possession au nom du souverain. Ferdinand reçut le serment de fidélité des États le 25 novembre 1630, à son retour de la diète impériale de Ratisbonne. La diète provinciale rentra en possession de ses droits; elle en profita, dès l'année 1630, pour réduire les demandes d'argent qui lui avaient été adressées, et l'Empereur fut obligé de céder sur ce point [1].

Mais Ferdinand n'oubliait pas que la réforme catholique était le principal motif qui lui avait fait désirer d'être remis en possession de la haute Autriche. Un édit du 26 mars 1627 ordonna aux protestants d'embrasser le catholicisme ou d'émigrer dans un délai de quatre semaines. Ils pouvaient emporter toute leur fortune mobilière; quant à leurs immeubles, ils devaient les vendre dans un autre délai d'un an, et seulement à des catholiques. Ces ordres ne furent pas toujours exécutés; car, longtemps après la mort de l'Empereur, un grand nombre de propriétaires protestants se trouvaient encore en possession de leurs biens : ils les gardèrent définitivement [2].

Les mesures décrétées par l'empereur Ferdinand II pour ramener au catholicisme ses États héréditaires sont en désaccord avec les principes politiques suivis de notre temps en certaines contrées; mais elles étaient conformes aux principes politiques admis partout au dix-septième siècle [3], qui, appliqués en France quelques

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. II, p. 207 et suiv.; t. III, p. 82 à 117; Schreiber, *Maximilian I*, p. 369, 409, 411.

[2] La haute Autriche, ravagée par la guerre des paysans, ne tarda pas à prospérer (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 118).

[3] A la même époque, le Parlement d'Angleterre priait le Roi d'ordonner que tous les enfants dont les père et mère étaient catholiques fussent enlevés à leurs parents et instruits dans la religion protestante (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 613, 633). Le Parlement poussait à la persécution contre les catholiques (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 655-683). Richelieu pensait que le schisme anglican était sur le point de disparaître. (*Mémoires*, t. II, p. 299.)



années plus tard par Louis XIV, lors de la révocation de l'édit de Nantes, le sont encore aujourd'hui dans plusieurs pays de l'Europe. En imposant leur religion, les princes du dix-septième siècle croyaient remplir un devoir, celui de procurer à leurs sujets[1] le salut spirituel, et ils pensaient avoir le droit d'employer au besoin la force pour y parvenir.

On a beau vouloir restreindre le gouvernement civil aux intérêts purement matériels, l'influence réciproque de la politique sur la religion et de la religion sur la politique est si grande, et la limite entre le temporel et le spirituel si difficile à tracer, qu'on ne saurait s'étonner de voir ces deux éléments empiéter souvent l'un sur l'autre et quelquefois se confondre. Il est de l'essence du dogme qu'il soit, non pas imposé, mais accepté librement; et cependant, si l'on considère que le dogme religieux est, pour l'immense majorité des hommes, le seul principe de la morale et du droit, que la morale et le droit règlent toutes leurs actions, et qu'un changement dans le dogme produit souvent un changement dans la vie civile et politique, il est bien difficile d'enlever au gouvernement tout droit de contrainte en cette matière. S'il doit réprimer le vol, par exemple, il doit aussi réprimer tout enseignement qui le présenterait comme légitime; et, en thèse générale, comme toute loi est impuissante sans morale, et toute morale pratiquement impossible sans la croyance à l'immortalité de l'âme et à l'existence d'un Dieu rémunérateur et vengeur, l'État doit interdire toute négation de ces vérités. Il doit de même interdire toute doctrine dont l'application aurait pour effet la destruction de l'ordre social.

Mais quelles sont les croyances sans lesquelles une société est impossible, et dont l'État doit soutenir l'enseignement? Où finit la liberté, où commence la licence? Ce sont là des problèmes qui ont été résolus avec plus ou moins de rigueur suivant les temps et les lieux; la répression a varié par cela même.

A côté de la question du droit de répression, se trouve celle d'opportunité. Le droit ne suffit pas, en effet, pour justifier la répression par l'État : il faut encore que cette répression soit

[1] Dans un décret du 23 avril 1629, Ferdinand disait qu'il devait rendre compte à Dieu, non-seulement de sa foi, mais de celle de ses sujets, dont le salut lui était confié (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 123).



utile. Mais, sans examiner si la réforme catholique imposée aux États héréditaires de l'Autriche fut opportune, on peut affirmer que Ferdinand II eut le droit de l'accomplir. S'il revint en Bohême sur les concessions accordées par la lettre de majesté, la révolte de ses sujets lui en avait donné le droit ; dans les autres provinces, il ne fit que rappeler les révoltés au respect de la loi. Enfin il ne fit que ce que firent tous les princes de son temps.



CHAPITRE IX

LA GUERRE DE MANTOUE ET L'AFFAIRE DE VERDUN.

1629-1630.

GUERRE DE MANTOUE. — Mort de Vincent II, duc de Mantoue, marquis de Montferrat (26 décembre 1627). — Le duc de Nevers, son héritier, prend possession de ses États, et le duc de Réthel, fils du duc de Nevers, épouse Marie, nièce de Vincent II. — L'Espagne et la Savoie s'entendent pour s'emparer du Montferrat (25 décembre 1627); les Espagnols assiégent Casal. — L'Empereur refuse l'investiture au duc de Nevers.

Première expédition française en Italie (1629). — Après la prise de la Rochelle (28 octobre 1628), Louis XIII va au secours du duc de Nevers, passe le mont Genèvre (1er mars 1629), force le pas de Suse (6 mars), oblige le duc de Savoie à traiter. — Cordova lève le siége de Casal (18 mars) où entre Toiras. — Louis XIII est rappelé en France par la révolte des huguenots; Richelieu y revient aussi (28 avril). — Les Impériaux, sous Collalto, assiégent Mantoue. — Spinola remplace Cordova devant Casal. — Légation papale, activité de *Mazarin*.

Seconde expédition française en Italie (1630). — Paix d'Alais (28 juin 1629). — Richelieu repasse en Italie (23 février 1630), prend *Pignerol* (22 mars). — Collalto et Spinola s'avançent, puis se retirent. — Richelieu retourne auprès du Roi, vient avec lui jusqu'à Saint-Jean de Maurienne; la Savoie est conquise. — Louis XIII repart pour Lyon (25 juillet). — Montmorency et d'Effiat passent le mont Cenis (6 juillet), battent Victor-Amédée de Savoie à *Veillane* (10 juillet), rejoignent la Force près de Pignerol. — Les Français prennent *Saluces* (20 juillet). — *Mort de Charles-Emmanuel* (26 juillet).

Aldringer et Gallas remplacent Collalto et prennent *Mantoue* (18 juillet 1630). — Casal est assiégé; l'armée française est paralysée. — Maladie de Louis XIII (septembre). — Richelieu envoie Schomberg avec des renforts en Italie, et revient de Saint-Jean de Maurienne à Lyon (17-22 août). — Schomberg enlève *Veillane* (27 août). — *Armistice de Rivalte* (4 septembre) jusqu'au 15 octobre. Les Français évacuent Casal, moins la citadelle. — Mort de Spinola (25 septembre). — Mort de Collalto (décembre 1630).

Schomberg marche au secours de Casal, et refuse de s'arrêter le 14 octobre, malgré des lettres de Ratisbonne du 6, qui annoncent que l'on est d'accord, et le 20, malgré l'annonce de la paix de Ratisbonne (du 13 octobre), parce que cette paix, non ratifiée, est plus désavantageuse que



l'armistice de Rivalte. — Mazarin obtient du duc de Savoie, des Espagnols et des Impériaux, l'évacuation immédiate de Casal par les Espagnols; Schomberg s'arrête (26 octobre 1630). — La *paix de Cherasco* (6 avril 1631) consacre la paix de Ratisbonne en ce qui concerne l'Italie.

Affaire de Verdun. — L'évêque de Verdun s'oppose à la construction d'une citadelle (1626). — Il s'enfuit à Cologne, va à Paris, revient à Cologne, est excité par l'Espagne et par la Lorraine. — Les Français se concentrent en Champagne, et Wallenstein sur le Rhin. — Wallenstein et Richelieu veulent faire la paix en Italie pour avoir pleine liberté en Allemagne.

***Négociations en Allemagne.* — Charnacé négocie avec la Bavière (commencement de 1629). — Marcheville visite les électeurs; il obtient à Munich la neutralité de la Ligue (fin 1629). — Les Hollandais prennent Bois-le-Duc (14 septembre 1629). — Alliance entre la France et la Hollande (juin 1630).**

Vincent II de Gonzague, duc de Mantoue et marquis de Montferrat, était mort sans enfants, le 26 décembre 1627, ne laissant qu'une nièce, la jeune princesse Marie, fille de son frère aîné François.

Le duché de Mantoue et le marquisat de Montferrat, fiefs masculins relevant de l'Empire, revenaient au plus proche héritier mâle de Vincent II, c'est-à-dire à Charles de Gonzague, duc de Nevers, dont le père, Louis de Gonzague, grand oncle de Vincent II, s'était établi en France, où il avait épousé la fille unique du duc de Nevers. Le droit de Charles de Gonzague ne pouvait être mis en doute; mais Richelieu voulut le rendre plus incontestable encore, en envoyant à Mantoue, dans le plus grand secret, un habile agent, le marquis de Saint-Chamond, pour demander au duc mourant de reconnaître lui-même pour son successeur le duc de Nevers, à la condition que le fils de celui-ci, le duc de Réthel, épouserait la princesse Marie. Vincent II accueillit avec joie une proposition qui assurait la couronne ducale à sa nièce, et mettait ainsi d'accord ses vœux et le bon droit; il déclara son cousin, Charles de Gonzague, son seul héritier, bénit de son lit de mort le mariage de sa nièce et du jeune duc de Réthel, accouru en toute hâte à Mantoue, et expira quelques heures après (26 décembre 1627). Le lendemain, Charles de Gonzague était proclamé duc de Mantoue dans toute l'étendue du duché; quelques jours plus tard, il arriva lui-même[1], prit possession de ses États, et

[1] Le 17 janvier 1628 (Richelieu, *Mémoires*, t. IV, p. 47).



envoya son propre fils avec l'évêque de Mantoue rendre hommage à l'empereur Ferdinand II et lui demander l'investiture[1].

Le duc de Nevers ayant jadis combattu en Hongrie sous les drapeaux de l'Autriche, l'Empereur était favorablement disposé pour lui; mais l'Espagne convoitait le duché de Mantoue, et comme le mariage du duc de Réthel avait été célébré et que le duc de Nevers avait pris possession des États de Vincent II sans que l'Empereur en eût été prévenu, elle persuada à Ferdinand II que cette conduite était la négation de sa suzeraineté : il refusa l'investiture, déclara les États vacants et les mit sous séquestre.

Le cardinal de Richelieu ne pouvait pas abandonner un prince français, et laisser passer une aussi belle occasion d'affaiblir la maison d'Autriche en Italie.

L'Espagne, de son côté, se défiait de l'influence de Richelieu, et redoutait l'occupation par un prince français d'une province comme le Montferrat, qu'elle était obligée de traverser pour aller de Gênes à Milan. Elle s'efforça donc de faire donner l'héritage du duc Vincent à Ferrand, duc de Guastalla. Ce prince, parent de Vincent, mais à un degré plus éloigné que le duc de Nevers, se trouvait complétement sous la dépendance de l'Espagne, et il l'aurait rendue à Mantoue et à Casal[2] presque aussi puissante qu'à Milan.

Enfin le duc de Savoie, Charles-Emmanuel[3], prétendait faire annuler, comme entaché de violence, le mariage de la princesse Marie avec le duc de Réthel ; et comme cette princesse était sa petite-fille[4], il réclamait pour elle le Montferrat, qu'il soutenait être un fief féminin. L'Espagne et la Savoie s'étaient d'ailleurs mis d'accord par un traité signé le 25 décembre 1627, c'est-à-dire la veille de la mort du duc Vincent II. D'après ce traité, l'Espagne devait prendre la partie du Montferrat voisine du Milanais, avec Casal, et le duc, celle qui confinait à ses États. Charles-Emmanuel, tout en réclamant cette province pour sa petite-fille, ne songeait donc qu'à l'en dépouiller. L'Espagne et

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 203, 207 ; COUSIN, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 35.

[2] Capitale du Montferrat.

[3] Fils d'Emmanuel-Philibert, le vainqueur de Saint-Quentin.

[4] La princesse Marie était fille de François de Gonzague, frère aîné de Vincent, et de Marguerite de Savoie, fille de Charles-Emmanuel.



la Savoie n'attendirent pas plus que le duc de Nevers la décision de l'Empereur. Casal était alors considérée comme la meilleure forteresse de la haute Italie; le duc de Nevers l'ayant fait occuper par une garnison de quatre mille hommes de ses moins mauvaises troupes, le gouverneur espagnol de Milan, Gonzalès de Cordova, vint l'assiéger. Charles-Emmanuel s'empara, de son côté, de plusieurs places de la province : il devait surtout fermer aux Français les passages des Alpes, pendant que ses alliés prendraient Casal. En même temps les Espagnols, pour retenir les Français chez eux, soutenaient les huguenots révoltés, et excitaient les habitants de la Rochelle à la résistance [1].

Cependant Ferdinand II envoya, en qualité de commissaire, le comte Jean de Nassau-Siegen, qu'il avait chargé de prendre possession du pays, et l'Espagne demanda que le duc de Nevers fût mis au ban de l'Empire. Le duc de Nevers voyait déjà dans l'Empereur un nouveau compétiteur; il craignait en effet que Ferdinand, une fois en possession du duché de Mantoue, ne voulût le garder pour lui, du chef de sa seconde femme, l'impératrice Éléonore, sœur de Vincent II. Mais il comptait sur l'appui du pape Urbain VIII et de la république de Venise, qui redoutaient la puissance de la maison d'Autriche ; il comptait surtout sur l'appui de la France [2].

Richelieu, retenu en France par la révolte des huguenots et par le siége de la Rochelle, ne put pas d'abord agir avec autant de vigueur qu'il l'eût désiré. Mais dès que cette ville fut prise (28 octobre 1628), Louis XIII, accompagné du Cardinal, se dirigea vers l'Italie, et, malgré la neige, franchit le mont Genèvre à la tête de vingt-cinq mille hommes (1er mars 1629) [3]. Le duc de Savoie, sommé de laisser passer l'armée française, répondit d'abord en termes ambigus, afin de donner à Cordova le temps d'emporter Casal, alors réduit à la dernière extrémité, et de prendre lui-même le temps de hérisser les chemins des Alpes de barricades et de retranchements. Il offrit ensuite au Roi d'abandonner ses

[1] Richelieu, *Mémoires*, t. IV, p. 51, 126, 317, 472.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 203, 210; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 292 ; Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 44 et suiv.

[3] Louis XIII passa par Gap, Embrun et Briançon (Bassompierre, *Mémoires*, t. III, p. 188 ; *Mercure français*, t. XV, 2e part., p. 1, 119).

alliés, si la France consentait à lui assurer les mêmes avantages que l'Espagne, c'est-à-dire à lui laisser toute la partie du Montferrat dont il s'était emparé. Richelieu déclara que le roi de France n'était pas libéral du bien d'autrui, et qu'il venait secourir le duc de Mantoue et non pas le dépouiller : il rompit la conférence [1].

Les Français, pour se rendre en Italie, devaient traverser un étroit défilé, appelé le pas de Suse. Le duc de Savoie y avait élevé des retranchements formidables. L'attaque eut lieu le 6 mars. Louis XIII marchait lui-même à la tête de ses gardes. Les maréchaux de Créqui, Schomberg, Bassompierre, se précipitèrent comme de simples soldats sur les barricades. Charles-Emmanuel et son fils, Victor-Amédée, se battirent avec la bravoure de leur pays et de leur race; mais rien ne put tenir contre la furie française : le pas de Suse fut forcé. Le duc de Savoie, obligé de se soumettre, s'engagea à laisser l'armée française traverser ses États, et offrit même de concourir au ravitaillement de Casal. Par contre, on lui céda, dans le Montferrat, la ville de Trino [2] et sa banlieue rendant quinze mille écus d'or; et, par divers traités conclus à Suse, on jeta les bases d'une ligue entre le roi de France, le duc de Savoie, le Pape, le duc de Mantoue et Venise, pour assurer, contre la maison d'Autriche, la paix et l'indépendance de l'Italie [3]. Cordova, pour ne pas voir ses communications avec Milan coupées, leva le siége de Casal (18 mars), et le commandement de cette place fut confié à un Français, le comte de Toiras, l'un des héros du siége de la Rochelle.

Une nouvelle révolte des huguenots dans le Languedoc rappela Richelieu en France (28 avril); mais Casal avait été délivré [4]. Cependant le duc de Savoie n'avait signé les traités de Suse que par force. Dès qu'il vit Richelieu aux prises avec les protestants,

[1] La conférence eut lieu à Chaumont, un peu avant Suse.

[2] Dans le Montferrat, à peu de distance à l'ouest de Casal.

[3] Venise y entra le 8 avril 1629, Mantoue le 11 mai; le Pape refusa d'en faire partie par peur des Espagnols (RICHELIEU, *Mémoires*, t. IV, p. 363, 365, 415).

[4] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 212 et suiv.; COUSIN, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 65; *Mercure français*, t. XIV, p. 189, t. XV, 1re part., p. 93, t. XV, 2e part., p. 120 et suiv.; RICHELIEU, *Mémoires*, t. IV, p. 171, 306, 325, 343, 370; BASSOMPIERRE, *Mémoires*, t. III, p. 186, 190; RANKE, *Histoire de France*, t. III, p. 188.

il renoua son alliance avec l'Empereur et avec l'Espagne. Le comte Collalto, président du conseil de guerre à Vienne, avait été chargé de prendre possession, au nom de l'Empereur, des États du duc de Mantoue. Il réunit à Lindau, sur les bords du lac de Constance, une armée de vingt-cinq mille hommes, et entra dans la Lombardie en traversant la Valteline. Les habitants de ce pays avaient de nouveau secoué le joug des Grisons et livré les passages aux Impériaux. Au mois d'octobre, Collalto pénétra dans le Mantouan, et somma le duc de Nevers d'obéir aux ordres de l'Empereur. N'en ayant pas reçu de réponse, il publia un manifeste pour ordonner à tous les vassaux du duc de quitter son service, et assiégea Mantoue; mais une violente sortie de la garnison l'obligea de se retirer avant la fin de l'année. Cordova, de son côté, fut remplacé, comme gouverneur du Milanais et commandant en chef de toutes les troupes espagnoles en Italie, par le marquis de Spinola, le meilleur des capitaines de l'Espagne, et l'un des plus illustres généraux du dix-septième siècle.

Le pape Urbain VIII n'avait pas vu avec plaisir l'entrée des Allemands en Italie. Un grand nombre de leurs chefs étaient protestants, et leurs soldats, dont la plupart avaient servi sous Wallenstein, commettaient de tels excès, que les habitants s'enfuyaient à leur approche avec tout ce qu'ils pouvaient emporter. Mais il voulait avant tout la paix, et les efforts de Béthune, ambassadeur français à Rome, ne purent le décider à se départir de sa neutralité et à s'allier avec la France. Florence, Modène, Parme suivirent son exemple. Afin de travailler au rétablissement de la paix, il eut l'idée d'organiser une grande légation, dirigée par son neveu, le cardinal Antoine Barberini. Un personnage destiné à la célébrité, Mazarin, y figurait comme simple attaché, mais il ne tarda pas à en devenir le membre le plus important. Mazarin sut gagner la confiance, d'abord de Cordova, puis de Spinola, son successeur, et faire agréer à ce dernier une paix d'après laquelle le duc de Nevers donnerait satisfaction à l'Autriche, et recevrait l'armée impériale dans ses États, à l'exception de Mantoue et de Casal.

Mazarin, sur le conseil de Spinola, se rendit ensuite à Mantoue auprès du duc de Nevers (16-27 septembre 1629). Il lui montra qu'il avait tout à espérer de négociations qui ne pouvaient manquer de lui être favorables, s'il désarmait d'abord l'Autriche en se



soumettant. Le duc demanda à consulter ses alliés, c'est-à-dire Venise et la France. Venise, que sa haine contre l'Autriche faisait pencher pour la guerre, le dissuada de céder, et s'en remit à la décision de la France. Il fallait consulter également le duc de Savoie : Mazarin se rendit auprès de lui, mais le duc évita de se dévoiler.

Le maréchal de Créqui, auquel Richelieu avait confié le commandement des troupes françaises laissées en Italie, se montra favorable à un armistice; mais quel allait être l'avis du Cardinal? En France, la guerre contre les huguenots du Languedoc était finie. En trois ou quatre mois Rohan avait été battu et le parti protestant soumis[1]. La paix d'Alais, signée le 20 juin, rendit au Cardinal la liberté d'agir à l'étranger. Mantoue et Venise étaient menacées par l'arrivée de Collalto, le duc de Savoie négociait avec l'Empereur et avec l'Espagne : il n'en fallut pas davantage pour décider Richelieu à une seconde expédition[2].

Il quitta Paris le 29 décembre 1629, avec le titre de généralissime et des pouvoirs tellement étendus que ses ennemis disaient que le Roi ne s'était réservé que le droit de guérir les écrouelles. Il avait sous ses ordres les maréchaux Schomberg, Créqui et la Force.

Le Cardinal se trouvait à Lyon, quand Mazarin vint lui proposer une trêve qui donnerait le temps de négocier (29 janvier 1630). Richelieu fut séduit par l'éloquence et l'amabilité du jeune négociateur. Mazarin, du reste, comme représentant du Pape[3], soutenait la même cause que la France. Il demandait à l'Empereur l'investiture pour le duc de Mantoue et l'évacuation de la Valteline par les Impériaux. Tout en autorisant Mazarin à négocier sur ces bases, le Cardinal refusa une suspension d'armes et continua d'avancer. Il quitta Lyon, et après plusieurs jours passés en

[1] Les Espagnols avaient promis des subsides aux protestants, mais n'en avaient pas fourni (Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 187, 190).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 211 et suiv.

[3] Pendant que Richelieu se trouvait à Lyon, l'ambassadeur vénitien Soranzo lui conseillait un jour fortement la guerre, et ne parlait qu'avec mépris des Autrichiens. Comme Mazarin relevait un peu vivement ses bravades, le Cardinal lui frappait de temps en temps le pied en lui disant : « Jeune homme, un peu de patience »; et se penchant vers le maréchal de Schomberg, il lui disait à l'oreille : « Il a raison. » (Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 223.)



négociations et en préparatifs de guerre, il franchit de nouveau le mont Genèvre (23 février) malgré la neige, et arriva promptement à Suse, place qui était demeurée aux mains des Français[1].

Il fallait aller au secours de Casal et de Mantoue, et pour cela traverser le Piémont. Richelieu, afin d'obtenir du duc de Savoie le passage, lui offrit le Milanais et Gênes, en échange de la Savoie qu'il aurait cédée à la France. Mais Charles-Emmanuel ne voulut pas se décider; son plan consistait à pousser Spinola et Collalto à livrer bataille à l'armée française, et à se joindre ensuite au vainqueur pour écraser le vaincu et partager ses dépouilles. En attendant, il fortifiait Veillane[2], place située sur la rive droite de la Doire Riparia, et barrait ainsi aux Français le chemin de Turin et du Montferrat. Richelieu ne pouvait attendre : il craignait de ne pas secourir à temps Casal et Mantoue, et, ces deux places une fois prises, d'avoir en même temps sur les bras le duc de Savoie, Spinola et Collalto. Il quitta Suse (13 mars) et se remit en marche. En le voyant s'avancer ainsi, le duc de Savoie disait de lui : « En vérité, il est aveugle; il est en train de perdre jusqu'à sa renommée, après quoi il ne lui restera plus qu'à se faire moine. »

Pendant que Charles-Emmanuel réunissait à Turin une armée de quinze mille hommes, Richelieu concentrait la sienne, qui se composait de vingt-trois mille hommes. Après avoir évité Veillane, il passa la Doire plus loin, près de Casalette, le 19 mars, à la pointe du jour, et s'avança jusqu'à Rivoli[3]. Le duc pensait que les Français marchaient sur Turin et qu'ils allaient user leurs forces en en faisant le siége. Mais, au lieu de continuer dans cette direction, Richelieu, prenant brusquement la droite, surprit Pignerol le 22 mars[4]. Il se rendait ainsi maître de la route, qui, du mont Genèvre, mène en Italie par le col de Sestrières et la vallée du Clusone, et il assurait ses derrières[5].

La prise de Pignerol irrita au dernier point le duc de Savoie, et

[1] Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 454; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 64.

[2] *Avigliana*.

[3] Pontis, *Mémoires*, t. II, p. 121.

[4] La citadelle capitula le 30 mars (Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 298; Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 488).

[5] *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 87, 114, 178.

le décida à rompre avec la France. Il adressa à ses sujets un manifeste, par lequel il les appelait aux armes et revendiquait hautement les droits de sa petite-fille et les siens sur le Montferrat. Collalto et Spinola, qui se défiaient de lui, avaient hésité jusqu'alors à le secourir. Après sa proclamation et la perte de Pignerol, sa rupture avec la France étant certaine, ils entrèrent en Piémont, et s'avancèrent jusqu'à Carmagnole (4 avril), près du Pô, au sud de Turin, et à égale distance de cette ville et de Pignerol. Le duc était près de là, à Pancalieri; il avait treize mille hommes, et Spinola dix-huit mille; Collalto, venu seulement avec sa garde, attendait des renforts.

Charles-Emmanuel voulait attaquer sans délai, et écrivait lettres sur lettres à l'Empereur, au roi d'Espagne, à Wallenstein, pour leur demander d'agir; mais son ardeur ne fit que refroidir Spinola et Collalto, qui retournèrent assiéger, le premier, Casal, et le second, Mantoue.

Richelieu profita de la sécurité que lui donnait ce départ pour quitter Pignerol (2 mai), où il laissa les maréchaux la Force et Schomberg, et pour aller avec le maréchal de Créqui au-devant du Roi, qui amenait une nouvelle armée de dix mille hommes. Le Cardinal rencontra Louis XIII à Grenoble (10 mai). On convint de passer, cette fois, par le mont Cenis. Le Roi occupa, en effet, Chambéry, et, en moins d'un mois, s'empara des deux grandes vallées de la Savoie : la Tarentaise et la Maurienne. Le prince Thomas, un des fils du duc, avait été obligé, après quelques essais de résistance, de passer le petit Saint-Bernard, et de se réfugier dans la vallée d'Aoste[1].

Cependant la peste qui régnait en Piémont commençait à envahir la Savoie. Louis XIII, pour ne pas s'y exposer, s'arrêta à Saint-Jean de Maurienne et repartit pour Lyon (25 juillet); mais Montmorency et d'Effiat franchirent le mont Cenis (6 juillet) pour aller rejoindre la Force à Pignerol[2]. Arrivés à Saint-Ambroise, un peu avant Veillane, au lieu de suivre le chemin ordinaire, et de faire le tour par Rivoli, ils s'engagèrent à droite, dans des

[1] Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 275, 322, 341; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 188; Bassompierre, *Mémoires*, t. III, p. 237, 257, 272.

[2] Marie de Médicis n'était pas favorable à la guerre; elle n'aimait pas le duc de Nevers, et ne voulait combattre ni l'Espagne, ni son gendre, le prince de Savoie; mais Richelieu l'emporta.

sentiers de montagnes, afin de rejoindre plus tôt la Force, qui s'était porté à leur rencontre jusqu'à Chiavenna (10 juillet). De l'armée française, composée de dix à douze mille hommes, il ne restait plus dans la plaine que l'arrière-garde, environ trois mille hommes, quand le prince de Savoie, Victor-Amédée, sortant tout à coup de Veillane à la tête de huit à neuf mille hommes, l'enveloppa. Séparée du reste de l'armée, l'arrière-garde ne pouvait compter que sur elle-même; elle se défendit avec un si grand courage, que l'ennemi, qui lui était bien supérieur en nombre, fut battu et repoussé dans la forteresse. Le combat avait duré deux heures. Le soir même, la jonction avec la Force fut opérée à Chiavenna[1]. Le 20 juillet, les Français occupèrent la ville et la citadelle de Saluces, ce qui leur ouvrait le col de Tende.

Quelques jours après (26 juillet), Charles-Emmanuel mourut de chagrin à Savigliano[2].

La conquête de la Savoie, la prise de Pignerol et de Saluces, assuraient à la France la possession de tous les passages des Alpes; mais la situation du duc de Nevers, principale cause de la guerre, n'en était presque pas améliorée. Mantoue était toujours assiégé par les Impériaux, et Casal par les Espagnols.

Collalto, étant tombé malade, avait chargé Aldringer et Gallas de continuer le siége de Mantoue. La place fut vaillamment défendue par le duc de Nevers, le maréchal d'Estrées et le colonel Arnaud; mais elle était ravagée par la peste, et les Vénitiens ne lui procuraient aucun secours. Dans la nuit du 17 au 18 juillet, pendant que l'infanterie allemande attaquait la ville par terre et attirait du côté de la porte de la Pradelle l'attention des assiégés, une flottille de barques, lancée sur le lac, l'attaqua d'un autre côté, par le pont et la porte Saint-Georges. La garnison, prise entre deux feux, s'enfuit, et la ville fut occupée. Le duc, qui s'était réfugié au château de Porto, obtint l'autorisation de se retirer dans les États du Pape. Mantoue fut pillée pendant trois jours; les femmes, même les religieuses, furent déshonorées. Le palais ducal était rempli d'objets d'art de toutes sortes : les soldats en détruisirent une partie et s'approprièrent le reste[3].

[1] RICHELIEU, *Mémoires*, t. VI, p. 179; COUSIN, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 419, 439, 448.

[2] A l'âge de soixante-neuf ans.

[3] *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 596, 610; GRAMONT, *Mémoires*,



Casal, assiégé par Spinola et défendu par Toiras, était menacé du même sort. L'armée française, qui devait secourir cette place, n'avançait pas. Elle était décimée par la peste, et ses chefs, Montmorency, d'Effiat et la Force, qui, suivant l'usage, la commandaient à tour de rôle chacun pendant une semaine, ne s'entendaient pas entre eux : d'Effiat voulait marcher au secours de Casal, Montmorency était d'avis d'attendre des renforts, et la Force ne se prononçait pas[1]. L'armée, ainsi paralysée, demeurait immobile sur la rive gauche du Pô.

Louis XIII était retourné de Saint-Jean de Maurienne à Lyon, où il avait laissé les deux reines, sa femme et sa mère. Richelieu savait que ses ennemis et la Reine mère entouraient le Roi et cherchaient à le perdre ; son intérêt personnel l'aurait poussé à suivre la cour pour conserver son crédit : il préféra, au risque d'un échec personnel, ne s'occuper que des intérêts de la France. Bravant l'épidémie malgré sa santé déplorable, il resta à Saint-Jean de Maurienne pour organiser avec Schomberg une nouvelle armée. Cependant la peste augmentant et le Roi lui ayant ordonné de revenir, le Cardinal envoya à sa place en Italie Schomberg avec des pouvoirs diplomatiques et militaires très-étendus ; il partit ensuite le 17 août, et se trouva le 22 à Lyon auprès de Louis XIII. Un mois après (22 septembre), le Roi tomba dangereusement malade ; le 30 on désespérait de le sauver, mais le 1er octobre il fut hors de danger[2].

Schomberg, qui avait quitté Saint-Jean de Maurienne le 15 août, arriva à Suse le 17. La place forte de Veillane gênait beaucoup les communications de la France avec Pignerol et Saluces : Schomberg l'investit et en pressa le siége avec une telle vigueur que le 27 août il fut maître de la ville et de la citadelle. Il allait pouvoir secourir Casal.

Mazarin cependant négociait sans relâche. D'accord avec Richelieu, qu'il avait revu à Saint-Jean de Maurienne (du 2 au 4 août), il parvint à gagner à la paix le nouveau duc de Savoie, Victor-Amédée Ier. Celui-ci, moins engagé que son père dans la

t. I, p. 301 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 188 ; d'Estrées, *Mémoires*, t. XVI, p. 369 et suiv.

[1] « Il vaut mieux un moindre capitaine seul que deux bons ensemble. » (Montluc, *Commentaires*, t. I, p. 112.)

[2] Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 408, 519.

lutte, renonça au Montferrat, à la seule condition que la France lui rendrait ses États. L'Empereur, satisfait de son côté par la prise de Mantoue, se montrait maintenant plus coulant. Restait l'Espagne, dont les troupes n'avaient pas encore pris Casal[1].

En attendant la paix, à laquelle il travaillait avec une infatigable ardeur, Mazarin fit adopter par l'Empire, la Savoie et la France, à Rivalte, le 4 septembre, un armistice qui devait durer jusqu'au 15 octobre; mais il ne put obtenir l'adhésion de Spinola qu'à la condition que les Espagnols entreraient immédiatement dans Casal. Les Français ne pouvaient plus défendre cette place; ils la livrèrent, en en gardant toutefois la citadelle, et moyennant la promesse formelle que la place leur serait rendue, s'il se présentait des troupes pour la secourir avant le 1er novembre; sinon les Français remettraient en outre la citadelle à Spinola, qui la restituerait quelque temps après au duc de Mantoue[2].

Cependant Spinola ne pouvait se consoler de n'avoir pas pu prendre de vive force, en quatre mois, une place qu'il avait annoncé devoir enlever en quarante jours, et cela pendant que les Impériaux, plus heureux, prenaient Mantoue. Par suite des intrigues de Charles-Emmanuel, il tomba même en disgrâce à la cour de Madrid, et se vit dépouiller des pouvoirs diplomatiques qu'on lui avait confiés. Dans sa longue carrière il n'avait jamais cherché que la gloire, et, loin de s'enrichir, il s'était appauvri à la tête des armées. Il ne put survivre à un échec suivi d'une disgrâce. Tombé gravement malade, il remit son autorité au marquis de Santa-Crux; le 15 septembre il quitta l'armée, et le 25, le dernier grand homme de guerre qu'ait eu l'Espagne mourut à Castelnuovo[3], sur les bords de la Scrivia, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Collalto ne devait pas lui survivre longtemps. Atteint d'une phthisie, il retournait en Allemagne, lorsqu'il mourut à Coire (décembre 1630).

Schomberg avait profité de l'armistice pour renforcer son armée; il n'avait maintenant qu'un but : secourir Casal au plus tôt,

[1] Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 468-498.

[2] *Id.*, *ibid.*, p. 534.

[3] A l'est d'Alexandrie. On peut lire dans Cousin un beau récit des dernières entrevues de Spinola avec Mazarin et Toiras (*la Jeunesse de Mazarin*, p. 532 à 539); Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 276.

33.



et dans tous les cas avant le 1er novembre. Il concentra ses troupes. L'armistice devait finir le 15 octobre. La veille, Collalto et le duc de Savoie firent annoncer aux généraux français par le négociateur papal, Mazarin, que, d'après des lettres de Ratisbonne du 6 octobre, la paix avait été conclue. On était en effet d'accord sur les principales conditions, mais la paix n'avait pas encore été signée [1]; aussi Schomberg refusa-t-il de s'arrêter. Il répondit que l'armée française avait déjà reçu l'ordre de se trouver le 15 au rendez-vous général [2], et qu'étant en marche, elle ne pouvait plus s'arrêter, sans s'exposer à être surprise en état de formation. Le 17, l'armée française passa le Pô à Raconis, et marcha au secours de Casal par Asti. Le 20 octobre, un neveu du Père Joseph, Saint-Étienne, apporta à Canale, où l'armée se trouvait déjà, la nouvelle officielle de la signature de la paix (13 octobre). Mais cette paix n'était pas encore ratifiée, et Schomberg refusa de l'observer, parce qu'elle contenait des conditions plus dures que celles de l'armistice. En effet, tandis que l'armistice assurait aux Français et au duc de Mantoue l'immédiate restitution de la ville de Casal, si la forteresse était secourue avant le 1er novembre, et elle allait l'être, le traité de Ratisbonne ne la leur rendait que quinze jours après l'investiture impériale; et comme cette investiture devait être donnée six semaines seulement après la signature de la paix, l'évacuation de Casal par les Espagnols était différée jusqu'au milieu du mois de décembre. Les Français se trouvaient ainsi condamnés à entretenir encore en Italie, sous peine d'imprudence, pendant deux mois, une armée considérable, malgré la famine et la peste, ce qui ne valait pas mieux que la guerre elle-même. Schomberg agissait probablement de lui-même, mais il ne fit que devancer les instructions du Cardinal, car, le 27, il reçut une dépêche datée du 22, par laquelle Richelieu lui annonçait que les plénipotentiaires de Ratisbonne étaient désavoués, et la ratification du traité refusée [3].

Mais le différend relatif à Casal était déjà terminé, grâce à

[1] Elle le fut seulement le 13 octobre.

[2] A Scarnafis, près de Saluces.

[3] *Lettres de Richelieu*, t. III, p. 953; Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 320 à 327; Cousin, *la Jeunesse de Mazarin*, p. 561, 575; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 118; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 719.

Mazarin. Laissant de côté la paix de Ratisbonne, Mazarin avait proposé de s'en tenir pour le moment à l'armistice, et de faire sortir tout de suite les Espagnols de Casal. Il n'eut pas de peine à gagner le duc de Savoie, Victor-Amédée, en lui montrant que l'armistice lui était presque aussi avantageux que la paix, puisqu'il ne faisait qu'enlever un peu plus tôt Casal aux Espagnols. Il décida ensuite le général espagnol, Santa-Crux, le successeur de Spinola, à évacuer cette place, en lui montrant qu'en avançant de quelques jours seulement l'évacuation déjà convenue, il évitait une bataille qui pouvait être désastreuse pour son armée. Il obtint enfin le consentement du général impérial Collalto[1], en lui offrant d'abord de remettre la ville entre les mains d'un commissaire que Collalto nommerait lui-même, et qui y commanderait avec le duc de Nevers jusqu'à ce que celui-ci eût reçu l'investiture, et ensuite d'y remplacer les Espagnols, non par des Français, mais par des troupes de Mantoue.

Il ne restait plus à Mazarin qu'à obtenir le consentement de Schomberg : il y parvint en lui faisant valoir l'évacuation immédiate par les Espagnols. Cependant tout n'était pas fini, car le maréchal exigeait, de plus, que la ville fût évacuée par les Espagnols avant que la citadelle le fût par les Français : or Santa-Crux n'y avait pas encore consenti. En attendant, Schomberg se rangeait en bataille devant les troupes espagnoles qui avaient commencé le siége de la citadelle, et le combat allait s'engager (26 octobre). L'armée française était déjà en marche. Arrivés à une portée de mousquet, les soldats se mirent à genoux pour faire la prière. Le canon des Espagnols commençait à tirer, et les Français avançaient toujours, quand on vit sortir des retranchements des assiégeants, et, malgré les boulets et les balles, s'élancer au galop dans la plaine, un cavalier, qui, tenant d'une main son chapeau et de l'autre un crucifix au lieu d'épée, criait d'une voix forte : La paix! la paix! C'était Mazarin : Santa-Crux lui avait enfin donné carte blanche[2].

[1] Collalto mourut deux mois après.

[2] RICHELIEU, *Mémoires*, t. VI, p. 334 ; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 724, 760; PONTIS, *Mémoires*, t. II, p. 131.

Voir le plan de Casal, dans le *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 738.



Les Français s'arrêtèrent, et les généraux se mirent promptement d'accord. Casal fut livré au duc de Mantoue et à un commissaire impérial qui devait y rester jusqu'à l'investiture; les Espagnols évacuèrent la ville, et les Français la citadelle. En définitive, pour l'Italie, les résultats de la paix se trouvaient seulement avancés : les Espagnols quittaient la ville six semaines plus tôt. Il était décidé que le duc de Nevers recevrait l'investiture des États de Mantoue, et que l'Empereur, la France et l'Espagne retireraient leurs armées.

Mais l'arrangement de Mazarin n'était que provisoire et devait être remplacé par la paix générale. Le traité de Ratisbonne ayant été désavoué, la paix définitive pour l'Italie ne fut signée que l'année suivante, à Cherasco, les 6 avril et 19 juin 1631. Les conditions de cette paix étaient à peu près celles de Ratisbonne; en conséquence, le duc de Nevers reçut l'investiture des États de Mantoue (2 juillet 1631); le duc de Savoie reçut peu de chose, c'est-à-dire Trino avec 15,000 écus de revenu; la France, d'accord avec lui, gardait Pignerol; l'Espagne ne recevait rien[1].

L'affaire de Mantoue n'était pas la seule qui eût divisé le roi de France et l'Empereur. L'évêché de Verdun, conquis et réuni à la France par Henri II (1552) en même temps que ceux de Metz et de Toul, était devenu depuis plus de cent ans l'apanage des cadets de la maison de Lorraine; et ceux-ci s'appuyaient souvent sur l'Empire pour résister au gouvernement français[2]. Depuis la conquête de Henri II, les aigles impériales avaient été remplacées par les fleurs de lis à l'hôtel de ville et sur les places de Verdun. On avait demandé à l'évêque de faire prier pour le Roi dans les églises, et établi un parlement français pour les Trois-Évêchés, afin d'empêcher les plaideurs de porter leurs appels à la chambre impériale de Spire. Mais l'évêque se voyait surtout menacé par la construction d'une citadelle à Verdun même[3]. Il essaya de s'y opposer, en publiant un monitoire le dernier jour de l'année 1626. Le substitut du procureur du Roi fit lacérer le monitoire; l'évêque

[1] Traité de Turin, 5 juillet 1632; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 525-545; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. X (VI), 2e part., fin; *Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 2, 33.

[2] Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 202.

[3] Richelieu, *Mémoires*, t. III, p. 249 et suiv., t. IV, p. 302.

excommunia le substitut ; mais au mois de février de l'année suivante, le parlement des Trois-Évêchés rendit un arrêt, ordonnant que le monitoire serait brûlé par la main du bourreau, et interdisant de le répandre sous peine de condamnation pour crime de lèse-majesté. Le même arrêt ordonnait la saisie des revenus de l'évêque, et le condamnait à payer une forte amende et à être conduit prisonnier à Paris.

L'évêque parvint à s'enfuir à Cologne, et il sut intéresser l'Empereur à sa cause [1]. Ferdinand II fit adresser, en effet, des représentations au roi de France, et chargea l'électeur de Trèves de suivre l'affaire, en sa qualité de chancelier du royaume d'Arles; mais l'électeur n'ayant rien décidé, l'évêque de Verdun se rendit lui-même à Paris, et obtint la levée du séquestre, et le rétablissement des fonctionnaires privés de leurs charges pour avoir refusé de prêter serment au Roi. Cependant, comme on le pressait de reconnaître la suzeraineté de la France, il se rendit de nouveau à Cologne pour implorer la protection de l'Empereur. La maison de Habsbourg, surtout la branche espagnole, avait un grand intérêt à empêcher l'absorption complète des Trois-Évêchés par la France, parce que leur territoire formait comme une étape entre le Milanais et les Pays-Bas; aussi Richelieu croyait-il que l'Espagne avait la main dans toute l'affaire, et que le duc de Lorraine, parent de l'évêque, s'entendait avec cette puissance comme avec l'Empereur.

On ne s'en tint pas aux discussions : des troupes furent réunies des deux côtés, et la guerre, qui avait éclaté en Italie à propos de l'héritage de Mantoue, fut sur le point de s'étendre en France et en Allemagne au sujet de Verdun. Le gouvernement français concentra une armée en Champagne, et Wallenstein établit, de son côté, environ trente mille hommes sur les bords du Rhin, principalement à Haguenau. Pendant que Richelieu se proposait de rester sur la défensive à Verdun, tant que la guerre de Mantoue n'aurait pas été terminée, le duc de Savoie, l'Espagne et plusieurs conseillers de l'Empereur demandaient que Wallenstein envahît la France, afin de faire une diversion. Au mois de février 1630, l'Empereur lui en donna même l'ordre, mais le généralissime ne l'exécuta pas. Le différend de Verdun lui servait seulement de

[1] *Mercure français*, t. XIII, p. 67, t. XIV, p. 315.



prétexte pour accroître le nombre de ses troupes; il conseillait aussi à Collalto, qui commandait les Impériaux en Italie, de faire la paix, afin de pouvoir réunir toutes leurs forces et agir en pleine liberté en Allemagne. « Si la paix est faite en Italie, disait-il, tous les ennemis de la maison d'Autriche sont dans le sac. »

Si la guerre fut localisée en Italie, on peut donc l'attribuer autant à Wallenstein qu'à Richelieu. Tous deux désiraient une solution pacifique de la question de Mantoue, afin de pouvoir concentrer tous leurs efforts en Allemagne. Mais ils poursuivaient en définitive un but opposé; car, tandis que Wallenstein ne songeait qu'à accroître l'autorité de l'Empereur, Richelieu se proposait de la diminuer.

Dès son avénement au ministère, le Cardinal s'était efforcé de gagner les électeurs et leur avait envoyé divers agents. Au commencement de 1629, Charnacé offrit, de sa part, à l'électeur de Bavière, de le faire élire roi des Romains. Pendant l'automne de la même année, Marcheville visita les cours allemandes. Aux électeurs de Saxe et de Mayence, il assura que le Roi était disposé à faire tout son possible pour conserver aux électeurs leur autorité; à celui de Cologne, frère de Maximilien de Bavière, il déclara que le Roi ne souffrirait pas que la maison d'Autriche étendît sa puissance au point de menacer les États d'Allemagne, et conseilla de choisir Maximilien comme roi des Romains. Ferdinand de Cologne accueillit favorablement ces avances, et annonça que, dans la diète qui allait s'ouvrir à Ratisbonne, le collége électoral s'opposerait à la nomination du fils de l'Empereur, et accepterait les secours du Roi, si la cour de Vienne menaçait d'employer la force. L'électeur de Trèves, Philippe-Christophe de Sœtern, était encore plus favorable à la France; il ne parlait de rien moins que de déposer l'Empereur (1630). Marcheville vint encore à Munich à la fin de l'année 1629, et y obtint la neutralité de la Ligue[1] pour le cas où l'Autriche et la France en viendraient à une rupture ouverte[2].

Richelieu fut très-satisfait de l'ambassade de Marcheville. La Ligue était maintenant séparée de l'Autriche. Quant à l'électeur

[1] Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 318; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 54; Droysen, *Gustaf-Adolf*, t. II, p. 236.

[2] Marcheville négocia aussi avec le vieux landgrave de Hesse-Cassel (Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 56).

de Saxe, s'il ne prêtait pas l'oreille aux propositions françaises, ses intérêts comme prince protestant étaient assez opposés à ceux de l'Empereur, pour qu'on n'eût à redouter aucune alliance durable entre eux.

La Hollande, toujours en guerre avec l'Espagne, n'avait pas moins besoin d'alliés. Les Hollandais avaient bien repoussé les Espagnols près de Bois-le-Duc (14 septembre 1629) et envahi tout le pays de Clèves; mais ils auraient difficilement résisté à une attaque de Wallenstein, et ils n'avaient d'ailleurs assiégé Bois-le-Duc qu'après avoir reçu la nouvelle de l'expédition de Richelieu en Italie. Ils cherchèrent d'abord à s'entendre avec les princes protestants d'Allemagne. En septembre (1629), le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel et Bernard de Weimar, l'ancien compagnon d'armes d'Halberstadt, ouvrirent des négociations à la Haye avec le prince Frédéric-Henri d'Orange et le colonel suédois Falkenberg. Rien ne fut décidé, et Bernard de Weimar vint à Dresde (janvier 1630) pour essayer de gagner l'électeur de Saxe; mais Jean-Georges refusa de prendre aucun engagement.

Les Hollandais furent plus heureux du côté de la France. En juin 1630, un traité fut conclu pour sept ans à la Haye entre la France et la Hollande. La France s'engageait à payer un million de livres par an à la Hollande, à la condition que celle-ci ne signerait ni paix, ni armistice, sans son consentement. Il n'était cependant pas encore décidé qu'on attaquerait l'Empereur.

Telle était la situation générale de l'Europe lorsque s'ouvrit la diète de Ratisbonne[1].

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 58-62.



CHAPITRE X

LA DIÈTE DE RATISBONNE.

1630.

Opposition contre Wallenstein. — La Ligue catholique, menacée par Wallenstein, demande son renvoi. — L'Empereur veut faire élire son fils roi des Romains. — Les représentants des électeurs catholiques se réunissent à *Bingen* (juillet 1628). — L'Empereur promet de réduire l'armée. — L'électeur de Saxe refuse d'assister à la diète de Ratisbonne. — Le licenciement atteint trois mille hommes : il ne continue pas. — Deux partis à la cour; celui de Wallenstein l'emporte. — Le congrès de la Ligue à *Heidelberg* (1629) demande la réduction de l'armée impériale et le renvoi de Wallenstein; il échoue.

Divisions entre les catholiques et les protestants à cause de l'*édit de restitution*. — L'électeur de Saxe se décide à ne pas aller en personne à Ratisbonne (4 janvier 1630). — L'électeur de Brandebourg s'y décide également à la réunion d'*Annabourg* (Pâques 1630). — Ambassade de l'électeur de Saxe à Vienne (mai 1630); elle échoue.

Ferdinand II part pour Ratisbonne (27 mai 1630). — La Ligue se réunit à *Mergentheim* (fin 1629); elle demande le renvoi de Wallenstein.

Diète de Ratisbonne. — L'Empereur à Ratisbonne (19 juin 1630) ; arrivée des électeurs. — L'Empereur leur adresse un message (3 juillet) pour réclamer leur concours contre les ennemis de l'Empire. — Réponse des électeurs (17 juillet). — Réplique de l'Empereur (20 juillet) : il refuse de renvoyer Wallenstein. — Duplique des électeurs (29 juillet) : ils demandent un nouveau général. — Triplique de l'Empereur (7 août) : il refuse. — Conférences orales ; les ambassadeurs des deux électeurs protestants refusent d'y participer. — Embarras de l'Empereur placé entre la Ligue et Wallenstein.

Renvoi de Wallenstein. — L'Empereur promet de renvoyer Wallenstein (13 août 1630). — Qui remplacera Wallenstein? le roi de Hongrie ou l'électeur de Bavière? L'Empereur accepte l'électeur de Bavière, mais en lui imposant des conditions que les électeurs repoussent. — L'Empereur notifie à Wallenstein son renvoi (commencement de septembre). — Wallenstein écrit à l'Empereur et n'en reçoit pas de réponse. — Il se retire à Gitschin.

Question de l'armée et du remplacement de Wallenstein. — *Tilly* accepte le commandement de l'armée impériale (8 novembre 1630).

Affaire de Mantoue. — Les électeurs et Wallenstein veulent la paix avec la France. — Les ambassadeurs français, Brulart de Léon et le Père



Joseph, arrivent à Ratisbonne (30 juillet 1630). — Première audience (2 août); le Père Joseph reconnait respectueusement les droits de l'Empereur en Italie, afin d'obtenir l'investiture de Mantoue et une paix spéciale à l'Italie, qui donnera à la France sa liberté d'action en Allemagne. — L'Espagne veut la continuation de la guerre en Italie. — L'Empereur veut une paix générale avec la France pour l'écarter de l'Allemagne. — Les électeurs appuient le Père Joseph. — Les ambassadeurs français, en laissant croire à l'Empereur que leur roi veut la paix générale, obtiennent un *armistice* (4 septembre), et une *paix spéciale à l'Italie* (13 octobre 1630); conditions de la paix. — Lettre de l'Empereur au roi d'Espagne, et des électeurs au roi de France.

Louis XIII refuse de *ratifier* le traité; Schomberg a déjà refusé de l'observer en Italie. — La paix est confirmée, pour l'Italie seulement, par la paix de *Cherasco* (6 avril 1631). — Conduite de Richelieu et du Père Joseph. — On a exagéré le rôle du Père Joseph à Ratisbonne.

Lettre des électeurs à *Gustave-Adolphe* (10 août 1630).

Édit de restitution. — Négociations. — Projet du landgrave de Hesse-Darmstadt (1er octobre 1630). — Contre-projet de Mayence (29 octobre). — Les électeurs catholiques proposent une réunion à *Francfort* (3 février 1631) pour s'entendre sur l'édit. — Entrevue d'*Annabourg* entre les électeurs de Saxe et de Brandebourg (fin décembre 1630); ils décident que les protestants se réuniront d'abord à *Leipzig* le 6 février.

L'*élection du roi des Romains* est refusée par les électeurs.

Le Palatin est abandonné par les électeurs; mais l'électeur de Bavière ne peut obtenir de la Saxe la reconnaissance de la translation.

Les *ducs de Mecklenbourg* sont peu soutenus.

Couronnement de l'Impératrice (7 novembre). — L'Empereur quitte Ratisbonne (13 novembre 1630). — Recès de la diète.

L'autorité de la maison de Habsbourg était complétement rétablie en Allemagne. Le Palatin avait perdu non-seulement la Bohême, mais encore ses États héréditaires, et la guerre contre le roi de Danemark avait abouti à la soumission des deux cercles de Saxe. L'Empereur n'avait obtenu ces résultats qu'avec l'appui de la Ligue ; mais Wallenstein, en grossissant son armée, avait fini par le rendre indépendant de ses alliés, et par le remettre au premier rang.

Les membres de la Ligue se voyaient maintenant menacés par l'Empereur qu'ils avaient sauvé. L'expulsion des ducs de Mecklenbourg, la défection de nombreux officiers, de Pappenheim entre autres, qui abandonnaient leur service pour celui de l'Empereur, enfin la conduite de Wallenstein qui les maltraitait de plus en plus, eux et leurs sujets, tout cela les irritait et les effrayait. Dès 1626, ils avaient fait entendre leurs plaintes contre Wallenstein. Au congrès de Mülhausen, pendant l'automne de 1627, les électeurs



demandèrent à l'Empereur, dans les termes les plus pressants, de diminuer son armée, et de remplacer Wallenstein par un autre général qui leur inspirerait plus de confiance. En 1628, alors que la guerre n'était pas encore achevée, les chefs de la Ligue songèrent même à employer la force pour résister aux continuels empiétements des troupes impériales. Un conflit eût peut-être éclaté, si la maison d'Autriche n'avait pas eu besoin des électeurs; mais l'Empereur songeait alors à faire élire roi des Romains son fils aîné Ferdinand.

L'archiduc Ferdinand, alors âgé de vingt ans (en 1628), avait été couronné roi de Hongrie le 8 décembre 1625, et roi de Bohême le 21 novembre 1627[1]. Pour le faire nommer roi des Romains, il fallait obtenir l'appui des électeurs catholiques. L'empereur Ferdinand II fit des démarches; les électeurs de Mayence et de Bavière se montrèrent disposés à favoriser son dessein, mais à la condition que le nombre des troupes de Wallenstein serait préalablement réduit.

La réunion d'une diète électorale était désirée à la fois par Ferdinand et par les électeurs, mais dans un but bien différent. Ferdinand espérait faire élire son fils roi des Romains, et les électeurs comptaient obtenir le licenciement de l'armée et le renvoi de Wallenstein[2].

Au mois de juillet 1628, les représentants des électeurs catholiques tinrent une conférence à Bingen pour se concerter sur les mesures à prendre. Pendant qu'ils délibéraient, ils reçurent une lettre de l'Empereur qui, pour se les rendre favorables, promettait une diminution de l'armée. Collalto devait réduire immédiatement la cavalerie de huit mille hommes; et aussitôt après la conclusion de la paix qu'on négociait avec le Danemark, toute l'armée serait, ou licenciée, ou répartie dans des quartiers de manière à ne plus donner d'ombrage à personne.

On ne se fia pas à ces promesses; et c'est pour cela que l'électeur de Mayence, en écrivant à celui de Saxe pour l'inviter à assister en personne à la diète, lui proposa une alliance entre

[1] Né le 13 juillet 1608, il épousa, le 26 février 1631, l'infante Marie-Anne d'Espagne, sœur de Philippe IV, qui avait dû se marier avec le prince de Galles (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 76).

[2] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 262 et suiv.; HEYNE, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 1.



tous les électeurs. On offrirait à l'Empereur de nommer son fils roi des Romains, mais à la condition que son armée serait considérablement réduite ; et s'il refusait, on lui enverrait par ambassade un ultimatum, pour lui donner à choisir entre le renvoi de son généralissime ou une rupture avec les États de l'Empire.

L'électeur de Saxe répondit qu'il ne se rendrait à aucune diète, tant que ses États n'auraient pas été évacués par les troupes impériales, et que, pour l'alliance qu'on lui proposait, il ne pourrait prendre aucune décision avant de s'être concerté avec l'électeur de Brandebourg. Quant à envoyer une ambassade à l'Empereur, il y consentait volontiers, mais il pensait qu'elle serait inutile, et que de nouvelles plaintes, sans l'appui d'une armée, ne seraient pas mieux écoutées que les précédentes.

Sur ces entrefaites (été de 1628), Collalto licencia, non pas huit mille hommes, ainsi qu'on l'avait promis, mais seulement trois mille. L'intention de l'Empereur avait bien été de réduire notablement son armée ; il en avait même donné l'ordre formel à Wallenstein, et ce fut cet ordre qui décida la Ligue à ne pas envoyer une ambassade à Vienne ; mais dès le milieu de décembre (1628) les mesures prises pour le licenciement cessèrent : l'Empereur avait changé d'avis.

Et d'abord il voyait que l'électeur de Saxe, malgré toutes les sollicitations, refusait obstinément d'assister en personne à la diète, tant que ses États n'auraient pas été évacués ; puis Ferdinand subissait l'influence de son entourage. Il y avait à la cour de Vienne deux partis opposés : l'un favorable, l'autre contraire à Wallenstein. Le parti favorable avait à sa tête le prince d'Eggenberg, qui, malgré son grand âge, n'avait encore rien perdu de son autorité. Lorsque des raisons de santé l'obligeaient à se rendre dans ses terres de Styrie, il entretenait une correspondance incessante avec la cour ; rien d'important ne s'y décidait sans son conseil, et son expérience ainsi que son habileté politique étaient si universellement reconnues, qu'on ne croyait pas pouvoir se passer de lui. Eggenberg avait pour principaux soutiens Anton Wolfrath, abbé de Kremsmünster, et Werda, baron de Verdenberg, qui lui étaient tous les deux entièrement dévoués, et qui passaient pour les membres les plus distingués du conseil privé ; puis Collalto, Harrach, Questenberg, le Père Lamormain, confesseur de l'Empereur ; enfin les nombreux amis que Wallenstein



avait su s'attacher par ses présents. Le parti opposé au général était dirigé par le vice-chancelier Pierre-Henri de Strahlendorf, que soutenaient Slawata et deux membres du conseil privé, Meggau et Trauttmansdorff.

Ce second parti espérait obtenir l'élection de l'archiduc Ferdinand, en faisant des concessions aux électeurs ; mais le parti de Wallenstein voulait l'imposer par la force : aussi refusait-il la réduction de l'armée. L'Empereur, disposé à faire des concessions pendant la plus grande partie de 1628, adopta, à la fin de cette même année, les idées du parti de Wallenstein. Une des causes de ce revirement semble avoir été le refus de l'électeur de Bavière et de Tilly de réduire de leur côté l'armée de la Ligue. Quoi qu'il en soit, l'armée impériale, au lieu d'être diminuée, fut encore renforcée (1629) ; la guerre de Mantoue éclata, et toutes les demandes de réduction furent dès lors repoussées[1].

Au commencement de 1629, la Ligue tint un congrès à Heidelberg. On y décida d'élever le chiffre de l'armée de Tilly à vingt-sept mille fantassins et quarante cornettes de cavalerie, de résister si Wallenstein essayait de s'emparer de ses quartiers, et d'envoyer une ambassade à Vienne pour demander la réduction de l'armée impériale et le renvoi du généralissime. Mais à la différence de ce qu'on avait fait à Bingen, on n'invita pas l'électeur de Saxe à se réunir aux princes catholiques ; on se contenta de l'avertir d'une manière générale de ce qui se passait. L'ambassade fut donc envoyée à Vienne au nom de la Ligue catholique seule, car on ne comptait plus sur l'appui des deux électeurs protestants ; elle essuya, du reste, un refus.

Cette séparation entre les électeurs catholiques et les électeurs protestants eut pour principale cause l'édit de restitution publié le 6 mars 1629 ; cet édit ne fit qu'accroître la répugnance qu'éprouvait déjà l'électeur de Saxe à paraître en personne à la diète de Ratisbonne. Il exigeait maintenant, avant de s'y rendre, la cessation de la réforme catholique dans l'Empire.

La diète que l'Empereur se proposait de réunir devait s'occuper de la paix avec le Danemark, de la réduction de l'armée et de l'élection du roi des Romains. La paix de Lübeck ayant été

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 5, 13 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 183.



conclue le 12 mai 1629, il ne resta plus à s'occuper que des deux autres questions.

Les électeurs catholiques souhaitaient toujours vivement que leurs deux collègues protestants vinssent en personne, afin d'être appuyés par eux dans leur campagne contre Wallenstein. L'électeur de Saxe prit à cet égard une résolution définitive, dans un conseil qui se tint, sous sa présidence, le 4 janvier 1630. Les avis se partagèrent. Les uns soutinrent que si les électeurs protestants ne se rendaient pas à la diète, leurs charges militaires seraient encore aggravées, et qu'à l'avenir on se passerait complétement d'eux. Au contraire, leur présence et leur accord avec les princes catholiques assureraient la réduction de l'armée impériale. Les autres répondirent que les catholiques étant décidés à maintenir l'édit de restitution, tout accord avec eux était impossible. Le but de la Ligue, disaient-ils, n'était pas de mettre fin à la guerre, mais d'en prendre la direction. En se rendant à la diète, l'électeur se créerait des embarras : s'il cédait, il pourrait être engagé dans une politique contraire à ses intérêts, et s'il résistait, il ne recueillerait que le mépris. Il fut décidé que l'électeur ne paraîtrait pas à la diète.

La résolution prise par Jean-Ggeores de Saxe entraîna celle de Georges-Guillaume de Brandebourg. Dans une conférence qu'ils eurent à Annabourg, à Pâques (1630), les deux électeurs protestants se décidèrent à n'assister ni l'un ni l'autre en personne à la diète de Ratisbonne, à y envoyer seulement des ambassadeurs, et à refuser leur assentiment à l'élection d'un roi des Romains, tant que l'édit de restitution n'aurait pas été au moins adouci. En mai 1630, Jean-Georges de Saxe envoya une ambassade à Vienne pour réclamer la suppression de l'édit, l'évacuation des territoires protestants, et la solution des difficultés pendantes dans l'Empire entre catholiques et protestants. L'Empereur fit répondre à l'ambassade que la diète avait précisément pour but de rétablir la paix dans l'Empire, et que c'était pour cela qu'on désirait y voir l'électeur. Quant à l'édit, c'était une mesure que les devoirs de sa charge l'avaient obligé à prendre, et au sujet de laquelle il repoussait toute discussion.

Le lendemain (27 mai 1630), Ferdinand partit pour Ratisbonne. Les ambassadeurs saxons, ne pouvant répondre à l'Empereur lui-même, firent remettre au vice-chancelier Strahlen-



dorf un écrit, dans lequel ils traitaient l'édit de mesure arbitraire, contre laquelle les protestants faisaient toutes réserves. Strahlendorf s'efforça de faire retirer cet écrit par les ambassadeurs; mais ceux-ci refusèrent, et l'électeur approuva sans doute leur conduite, puisqu'il les désigna pour le représenter à la diète de Ratisbonne. La réponse faite par les ambassadeurs saxons était une rupture entre Jean-Georges de Saxe et Ferdinand II.

Brouillé avec les protestants, l'Empereur était loin d'être d'accord avec les catholiques. Une réunion des princes de la Ligue à Mergentheim[1], à la fin de 1629, l'avait suffisamment montré. Le commissaire impérial près de cette réunion, l'abbé de Kremsmünster, partisan d'ailleurs de Wallenstein, ayant réclamé des secours contre la Hollande, on lui demanda que l'armée de l'Empereur et celle de la Ligue fussent préalablement mises sur le même pied, et que Wallenstein fût renvoyé ainsi que tous les officiers protestants. On ne put s'entendre[2].

Le 19 juin 1630, vers les quatre heures du soir, l'Empereur, accompagné de son fils, le roi de Hongrie, de l'impératrice Éléonore, des deux archiduchesses Marie-Anne et Cécile-Renée[3], et d'une suite de trois à quatre mille personnes, fit son entrée dans Ratisbonne[4]. A la porte, le conseil de ville vint le saluer et lui remettre les clefs. Précédé du clergé, il se rendit ensuite à la cathédrale, et de là à l'archevêché, où il établit sa résidence et où il reçut de la ville le présent usité en vin, avoine et poisson. La bourgeoisie se tenait sous les armes. On apercevait inscrite partout la devise impériale : *Legitime certantibus*. Les quatre électeurs catholiques, Anselme-Casimir d'Ulmstatt, archevêque-électeur de Mayence, Ferdinand de Bavière, archevêque-électeur de Cologne, Philippe-Christophe de Sœtern, archevêque-électeur de Trèves, et Maximilien, électeur de Bavière, arrivèrent successivement, suivis de brillants cortéges, surtout Maximilien. Les

[1] Marienthal.

[2] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 15-43.

[3] L'archiduchesse Marie-Anne, née en 1610, morte en 1665, épousa en 1635 Maximilien, électeur de Bavière; l'archiduchesse Cécile-Renée, née en 1611, morte en 1664, épousa en 1637 Ladislas VII, roi de Pologne.

[4] Le *Mercure français* donne de grands détails sur l'arrivée de l'Empereur (t. XVI, 2e part., p. 231).



deux électeurs protestants, Jean-Georges de Saxe et Georges-Guillaume de Brandebourg, étaient représentés par des ambassadeurs[1].

Le 3 juillet, l'Empereur envoya son message. Ce document commençait par l'exposé des faits qui s'étaient accomplis depuis la rébellion de Bohême. Ferdinand rappelait que les entreprises de ses ennemis l'avaient seules empêché de réunir plus tôt la diète. Il n'avait jamais cessé de témoigner le désir de faire la paix, jamais négligé une occasion d'ouvrir des négociations. Mais ses adversaires ne montraient pas les mêmes dispositions que lui. A peine venait-il de conclure la paix avec le Danemark, que l'Empire était attaqué de nouveau; les Hollandais l'avaient déjà envahi, le roi de Suède était sur le point d'y débarquer, et la question de Mantoue, par suite de l'intervention de la France, avait allumé une guerre qui menaçait de faire disparaître les derniers droits que l'Empire possédait encore en Italie. C'était pour conjurer ces dangers que l'Empereur avait résolu de se concerter personnellement avec les électeurs. Il fallait apporter tous ses soins à rétablir la paix générale, et, si l'on n'y parvenait pas, s'unir contre les violateurs de cette paix, soit au dedans, soit au dehors. La seconde partie du message reprochait au Palatin de ne pas avoir accepté les conditions qu'on lui avait offertes, et de persister dans son hostilité. Lui faire grâce maintenant serait abaisser la dignité de l'Empereur et de l'Empire. Mais il fallait, avant tout, résister aux ennemis du dehors, à la Hollande, à la Suède, à la France, et pour cela améliorer et fortifier l'armée[2].

Ce message ne répondait à aucun des vœux des électeurs. Après leur avoir fait espérer maintes fois que la diète rétablirait la paix, on ne parlait plus maintenant que de les engager dans des guerres que l'Empereur avait commencées à leur insu et continuées malgré eux. De plus, ils étaient venus à Ratisbonne pour se plaindre de l'armée impériale et demander le renvoi de Wallenstein, et le message ne leur donnait sur ce dernier point aucune espérance.

[1] *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 238; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 64.

[2] *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 253; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 65.



Tous les électeurs ou leurs représentants désiraient le rétablissement de la paix; tous furent d'avis que, pour y parvenir, il fallait que l'Empereur s'entendit avec eux, ainsi qu'avec les princes et avec les villes de l'Empire, et qu'il commençât par écouter les plaintes des ducs de Mecklenbourg dépossédés. A l'égard du Palatin, tous décidèrent aussi qu'on attendrait l'arrivée de l'ambassadeur de Frédéric et qu'on négocierait avec lui sur les bases posées à Mülhausen. Mais dans la première séance qui eut lieu après la réception du message, tandis que les ambassadeurs des deux électeurs protestants demandaient qu'on ne s'occupât que du rétablissement de la paix, les quatre électeurs catholiques furent d'avis qu'il fallait, avant tout, réorganiser l'armée impériale, et lui donner un nouveau chef qui agirait d'accord avec eux.

Il eût été sans doute facile d'apaiser ce différend, qui ne reposait au fond que sur une question de priorité; mais il y avait un point sur lequel l'accord était impossible, c'était l'édit de restitution. Les catholiques refusèrent péremptoirement de discuter sur cet édit; ils regardaient la question comme jugée, *res judicata;* et tout ce que les ambassadeurs protestants purent obtenir, ce fut qu'il n'en serait pas parlé dans les vœux à présenter à l'Empereur.

La question la plus pressante pour le moment était la conduite à tenir à l'égard des puissances étrangères. De peur de s'engager dans une guerre qui intéressait exclusivement l'Espagne, la Ligue avait toujours refusé de secourir l'Empereur contre les Hollandais. Cependant, depuis que ces derniers avaient envahi le territoire de l'Empire, les trois électeurs du Rhin se montraient fort inquiets, et, à la demande de celui de Cologne, l'Empereur fut prié de négocier pour obtenir à la fois l'évacuation des Espagnols et celle des Hollandais. Quant à la guerre d'Italie, les électeurs furent unanimes à blâmer l'Empereur de l'avoir entreprise sans les consulter. Ils ne pouvaient songer d'ailleurs à prendre les armes contre le roi de France, le seul souverain qui fût encore en état de contrebalancer l'autorité impériale.

A l'égard du roi de Suède, les catholiques et les protestants ne se trouvaient pas d'accord. Tandis que les catholiques pensaient que les griefs de Gustave-Adolphe n'avaient rien de fondé, et que, s'il persistait dans ses injustes prétentions, les électeurs et les



autres ordres de l'Empire devraient aider l'Empereur à lui résister, les protestants, tout en acceptant de concourir à l'envoi d'une lettre du collége électoral au Roi, refusaient de s'expliquer sur ce qu'on devrait faire dans le cas où cette lettre n'amènerait pas la paix. Enfin les ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg estimaient que toutes ces questions de politique étrangère devaient être résolues, non par une diète électorale, mais par une diète impériale, c'est-à-dire une diète dans laquelle tous les ordres de l'Empire se trouveraient représentés. Il était, disaient-ils, depuis longtemps reconnu que le collége électoral était incompétent en matière de contributions, et par suite en matière de guerre, la guerre ne pouvant être soutenue sans contributions. Mais les catholiques se trouvaient d'un avis opposé.

Enfin les électeurs demandèrent le renvoi de Wallenstein, et son remplacement par un chef qui serait nommé d'accord avec eux. A cette condition, l'Empereur pourrait compter sur leur appui, sinon contre la France, du moins contre la Suède.

Comme on n'avait pas pu se mettre d'accord sur toutes les questions, les ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg demandèrent que la réponse à l'Empereur mentionnât leur opposition. Mais on leur fit observer que le collége électoral n'obtiendrait rien s'il paraissait divisé; ils cédèrent, et la réponse fut remise à l'Empereur le 17 juillet, comme étant émanée du collége électoral tout entier.

La réplique faite à cette réponse arriva le 20 juillet. L'Empereur y disait que les circonstances l'avaient obligé à mettre sur pied une puissante armée. Des excès avaient sans doute été commis, mais cela était inévitable, et il les avait d'ailleurs toujours réprimés. Quant à son généralissime, il refusait de le renvoyer. Il était lui-même le chef suprême de son armée, et il saurait bien en contraindre le général et les officiers à l'obéissance. Il ne refusait pas toutefois de s'entendre avec les électeurs pour la conduite de la guerre.

Cette réplique ne satisfit en aucune façon les électeurs. Ils répondirent à la réplique de l'Empereur par une duplique (29 juillet), dans laquelle ils soutinrent que tout le mal venait de Wallenstein, et demandèrent la nomination d'un nouveau général, qui serait de race allemande, observerait les lois de l'Empire, et aurait la confiance de tous les ordres. Les ambassadeurs de Saxe



et de Brandebourg avaient refusé de prendre part à cette duplique, parce qu'elle touchait à des questions qu'une diète impériale seule avait, selon eux, le droit de résoudre. Le 7 août, l'Empereur envoya à son tour une triplique, par laquelle il repoussait vivement les reproches et les demandes des électeurs.

Cependant toutes ces communications écrites n'avaient eu d'autre résultat que d'enraciner encore plus dans ses prétentions chacun des deux partis. L'Empereur et les électeurs reconnurent la nécessité de conférences orales; seulement les catholiques voulaient que les réponses fussent faites au nom de tout le collége électoral, afin de leur donner plus de poids, et les protestants s'y opposaient; ils refusèrent même de prendre part à ces conférences, prétendant toujours que le collége électoral était incompétent pour les matières dont on voulait le faire juge, et qu'il devait seulement s'occuper du rétablissement de la paix. Les électeurs catholiques ne se laissèrent pas arrêter par cette opposition : ils n'en poursuivirent qu'avec plus d'activité le but qu'ils se proposaient d'atteindre, et tout ce que décida la diète de Ratisbonne fut le résultat des conférences qui eurent lieu entre eux et les commissaires de l'Empereur. Les ambassadeurs protestants demeurèrent exclus en fait des délibérations les plus importantes, de telle sorte que la diète ne fut guère, en définitive, qu'une conférence de l'Empereur avec les chefs de la Ligue.

Ferdinand était alors victorieux en Allemagne, et Wallenstein, à la tête d'une forte armée campée sur le haut Rhin, avec son quartier général à Memmingen, menaçait directement la France; en Italie, Collalto[1] venait de prendre Mantoue, et Casal était serré de près par les Espagnols. Mais cette position brillante, l'Empereur ne pouvait la conserver sans l'appui de la Ligue, car le nombre de ses adversaires s'était accru. Ses succès avaient rempli de terreur tous les gouvernements de l'Europe, et Richelieu en avait habilement profité pour les réunir contre lui. L'Empire était maintenant menacé, à l'ouest, par la France, au midi, par Venise, au nord, par Gustave-Adolphe, qui, débarqué le 4 juillet, repoussait déjà les Impériaux, occupait la Poméranie et prenait Stettin. L'armée impériale, dispersée en Allemagne et dans la haute Italie, pourrait-elle résister partout? Et si

[1] Par ses lieutenants.



elle était battue et que les ennemis pénétrassent de tous côtés dans les États héréditaires, que deviendrait la maison d'Autriche?

L'Empereur avait donc besoin de la Ligue pour continuer la lutte; il en avait aussi besoin pour obtenir cette élection de son fils, à laquelle la cour de Vienne attachait tant de prix.

Se brouiller avec les catholiques, c'était, en effet, pour Ferdinand II, rompre avec le duc de Bavière, son plus fidèle ami, son plus puissant allié; et il ne pouvait réclamer le secours des protestants, parce qu'il aurait fallu, pour l'obtenir, abolir l'édit de restitution et renoncer à toute réforme catholique.

Mais Ferdinand ne pouvait obtenir l'appui de la Ligue qu'à la condition de renvoyer Wallenstein et de faire la paix avec la France. Sans le renvoi de Wallenstein, tout accord était impossible : la Ligue refusait même de marcher contre le roi de Suède; et, d'un autre côté, s'il consentait à ce renvoi, l'Empereur cessait d'être le maître absolu de l'Allemagne et retombait sous la dépendance de ses alliés[1].

Ferdinand prit enfin une grande détermination : il se décida (13 août) à renvoyer son généralissime. Les électeurs ecclésiastiques étaient venus lui faire une visite et renouveler leur demande. L'audience fut longue : on en ignore les détails; mais elle eut pour résultat la promesse de renvoyer le général. Ce premier pas fait, on discuta près d'un mois pour savoir quel serait le remplaçant de Wallenstein, et l'Empereur dut différer jusqu'alors de notifier au généralissime son renvoi.

Les électeurs proposèrent d'abord Maximilien de Bavière. Le parti de la cour de Vienne favorable aux concessions était d'avis que l'Empereur ne pouvait refuser le commandement à Maximilien, sans offenser les catholiques et sans rompre avec eux. Mais le parti opposé observa que ce serait abdiquer complétement entre les mains de la Ligue et de son chef, et l'un des membres de ce parti déclara à l'ambassadeur saxon Zeidler que, si le commandement de Maximilien durait deux ans, la maison d'Autriche se trouverait dans l'état où se trouvait actuellement la Ligue, et qu'elle aurait à faire les mêmes plaintes.

La nomination du duc de Bavière déplaisait surtout à l'Espagne, qui voulait continuer la guerre. L'ambassadeur espagnol présenta

[1] HEYNE, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 66 à 84.



à l'Empereur et fit même imprimer et répandre un mémoire, dans lequel il retraçait vivement tous les dangers que présentait cette nomination. Maximilien une fois maître du commandement, disait-il entre autres, on ne pourrait plus le lui retirer. Le parti espagnol pensait que le mieux serait de laisser à la tête de l'armée Wallenstein, dont l'Empereur était sûr et qui jouissait de la confiance des soldats; mais que, si l'on voulait le remplacer, il fallait que ce fût par le roi de Hongrie, le fils même de l'Empereur[1].

Les électeurs catholiques, de leur côté, ne pouvaient pas consentir à la nomination du roi de Hongrie, parce que l'Empereur aurait ainsi conservé cette autorité exagérée que Wallenstein s'était arrogée et que les électeurs se proposaient précisément de détruire. On s'attendait si bien à une opposition de leur part, qu'il ne fut pas officiellement question de la candidature du fils de l'Empereur. Ferdinand consentit à nommer Maximilien généralissime, mais en restreignant son autorité de manière à le tenir sous sa dépendance. Son plan consistait à réunir les deux armées en une seule, qui, payée par tout l'Empire, serait néanmoins au service de la maison d'Autriche pour défendre ses États héréditaires et poursuivre avant tout la guerre en Italie.

L'Empereur eût ainsi conservé toute sa puissance militaire. Mais les électeurs[2] déclarèrent ces conditions tout à fait inacceptables : ils regardaient comme une offense qu'un prince tel que Maximilien possédât moins d'autorité que n'en avait eu Wallenstein. Il devenait donc impossible de s'entendre, et les conseillers impériaux demandèrent la suppression des conférences orales, devenues désormais inutiles. C'était une rupture : Ferdinand n'y voulut pas consentir, et, quelle que fût l'irritation que lui causaient les instances des électeurs, il fit un second pas dans la voie des concessions, en rendant le renvoi de Wallenstein définitif par la notification de ce renvoi.

Ferdinand II envoya à cet effet, dans les premiers jours de septembre, au duc de Friedland, à son quartier général de Memmingen, les deux conseillers Questenberg et Verdenberg, qui

[1] On parla aussi de Jean-Gaspard de Stadion, grand maître de l'ordre Teutonique, de l'archiduc Léopold et du comte Schlick.

[2] Ou plutôt les conseillers qui les représentaient aux conférences.

étaient des amis du duc. Ils furent accueillis par lui avec une extrême bienveillance, et comme ils cherchaient à s'acquitter de leur mission dans les termes les plus respectueux, Wallenstein prit sur une table un écrit en latin, dans lequel se trouvaient indiquées la naissance de l'Empereur et celle du duc de Bavière, ainsi que les constellations sous lesquelles ils étaient tous les deux venus au monde, puis les interrompant : « Vous le voyez, leur dit-il, j'avais déjà lu dans les astres votre mission. Le génie de la Bavière va dominer le génie de l'Autriche ; je regrette seulement que l'Empereur se soit si peu soucié de moi, mais je lui demeurerai fidèle. »

Tout en abandonnant le commandement, Wallenstein pensait conserver ses États et ses droits de prince de l'Empire. Les deux envoyés lui promirent, au nom de l'Empereur et des électeurs, toute satisfaction à cet égard. Le duc de Friedland offrit ensuite aux deux envoyés la plus aimable hospitalité, et leur fit, à leur départ, de riches présents : à Questenberg, deux superbes attelages à six chevaux ; à Verdenberg, une haquenée napolitaine.

La relation des envoyés fut communiquée aux électeurs ; ils approuvèrent ce qui s'était passé, et furent d'avis qu'il appartenait à l'Empereur de laisser à Wallenstein les biens qui lui revenaient à titre héréditaire ; mais ils déclarèrent que, quant au Mecklenbourg, c'était à eux d'en décider, et que ce pays ne pouvait lui rester que si les ducs dépossédés étaient reconnus coupables du crime de haute trahison.

Le général écrivit à l'Empereur pour lui faire observer combien il perdait, en consentant à une nouvelle organisation militaire et à la réduction d'une armée qui était le plus beau joyau de sa couronne. Il espérait encore la lui conserver, et attendait à cet égard une décision favorable. Il ne reçut aucune réponse, et ce fut ce qui le blessa le plus. Tout en cachant son dépit, Wallenstein laissa entendre qu'il ne servirait plus dorénavant la maison d'Autriche ; puis il renonça à tout le luxe dont il s'était entouré jusqu'alors, et se retira à Gitschin, la principale place de ses possessions de Bohême.

La concession que Ferdinand avait faite aux électeurs en renvoyant Wallenstein ne les rendit pas moins exigeants sur les autres points. L'Empereur leur ayant demandé de réunir les deux armées en une seule, ils se déclarèrent incompétents pour résoudre



cette question, et en renvoyèrent l'examen aux États de la Ligue, qui s'étaient réunis à Ratisbonne dès le commencement de septembre. Ces États ne se montrèrent pas mieux disposés à accueillir une semblable demande. La vivacité avec laquelle l'Empereur répondit à leur refus montre quelle importance il attachait à cette réunion des deux armées; il s'irrita jusqu'à faire observer que l'existence de la Ligue était contraire aux constitutions de l'Empire.

Malheureusement pour lui, sa situation ne s'améliorait pas à l'étranger, et plus la Ligue se montrait intraitable, plus il avait besoin de ses secours. En Italie, il signait avec la France une paix désavantageuse. Au nord, dans la basse Allemagne, Gustave-Adolphe avançait peu à peu, et l'électeur de Saxe ayant manifesté l'intention d'avoir une conférence avec les autres princes protestants, la cour de Vienne prévoyait déjà sa défection. Il fallait arrêter les progrès des Suédois; et cependant on était arrivé jusqu'au milieu d'octobre sans avoir rien obtenu de la Ligue. L'Empereur fut même obligé de lui faire de nouvelles concessions. Il avait d'abord voulu se réserver la nomination et le renvoi des colonels, et la désignation des quartiers; il exigeait que l'armée de la Ligue lui prêtât aussi serment, et pût être employée à défendre ses États héréditaires et les droits de l'Empire en Italie. Après deux mois de discussions, pressé par la nécessité, Ferdinand s'engagea à avoir égard, pour la nomination et le renvoi des colonels, aux propositions et aux recommandations du général en chef, et à ne pas imposer de cantonnements de troupes aux États catholiques; il ne fut plus question de faire prêter serment par l'armée de la Ligue, ni de l'employer, soit dans les États héréditaires, soit en Italie; enfin l'Empereur promit de n'engager l'armée dans aucune guerre sans l'assentiment des électeurs [1].

Rien n'avait encore été décidé pour le remplacement de Wallenstein. Tilly se trouvait à Ratisbonne depuis le 5 juillet; les conseillers de Ferdinand voyaient en lui le seul général capable de commander l'armée. Le jour même où fut résolu le renvoi de

[1] On manque de documents sur ce qui fut décidé relativement aux droits du généralissime et aux relations entre les deux armées; Heyne pense qu'il s'en trouve aux archives de Vienne (*Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 95).



Wallenstein, l'Empereur demanda aux électeurs de le lui céder, sans qu'il dût abandonner pour cela le commandement de l'armée de la Ligue. On objecta son grand âge ; mais l'Empereur répondit que le temps pressait, que l'ennemi approchait, qu'il avait une entière confiance en Tilly, et espérait que son héroïsme et son zèle pour le service de Dieu, de l'Église et de l'Empire lui feraient surmonter tous les obstacles. Le vieux général refusa longtemps ; on ne put triompher de sa résistance qu'en faisant appel à son sentiment du devoir, et, le 8 novembre 1630, Trauttmansdorff et Questenberg lui firent enfin accepter sa nomination de lieutenant général de l'armée impériale.

On avait aussi décidé, après de longues négociations, que l'armée de l'Empereur compterait trente-neuf mille hommes, celle de la Ligue, trente mille, et que l'argent nécessaire à leur entretien serait fourni par la diète impériale. Sur la question militaire, la Ligue obtint à peu près tout ce qu'elle demandait. Son armée, reléguée alors au second plan, était mise sur le même pied que l'armée impériale, et celle-ci recevait pour chef, à la place de Wallenstein, un général tout dévoué à la Ligue ; l'Empereur retombait de la sorte sous la dépendance de Maximilien, comme dans les premières années de la guerre [1].

La Ligue ne réussit pas moins bien sur la question étrangère que sur celle du renvoi de Wallenstein. Au commencement de la diète de Ratisbonne, l'Empereur n'avait pas eu la moindre intention de faire la paix avec la France. Il soutenait que l'Italie dépendait de l'Empire, et que, la France y ayant attaqué la juridiction impériale dans l'affaire de Mantoue, les électeurs étaient obligés de l'aider à la défendre. Les électeurs ne furent pas de cet avis. Ils considéraient comme surannés ces droits que l'Empereur prétendait exercer encore en Italie, et ne se croyaient pas obligés de les soutenir. Dans la réponse qu'ils firent à ce sujet, ils déclarèrent que les liens de vassalité des princes italiens étaient sans importance, et blâmèrent Ferdinand d'être intervenu sans les avoir consultés.

L'Empereur ne pouvait donc pas compter sur l'appui des élec-

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 85 à 96 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 200 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 284, 287, 293 ; Hurter, *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 1.



teurs pour continuer la guerre en Italie ; les électeurs voulaient qu'on y fît la paix avec la France, et Wallenstein lui-même était de cet avis depuis que Gustave-Adolphe avait débarqué en Allemagne [1]. La France, disait-il, était le centre, le point d'appui des opposants. Si on l'écartait en lui cédant sur la question de Mantoue, les princes d'Allemagne, Venise, le roi de Suède lui-même, cesseraient d'être redoutables. Wallenstein écrivit plusieurs lettres à l'Empereur dans ce sens ; il écrivit aussi au Père Lamormain, également favorable à la paix avec la France parce que la guerre en Italie était désapprouvée par le Pape. L'Empereur dut suivre ces conseils [2].

L'ambassadeur français, Brulart, prieur de Léon, arriva à Ratisbonne le 30 juillet 1630 [3]. Il était accompagné par le confesseur de Richelieu, le Père Joseph [4], qu'on regardait déjà comme le plus habile et le plus rusé des diplomates, et qui était en réalité l'âme de l'ambassade. Ils eurent une première audience de l'Empereur le 2 août. Le lendemain, le Père Joseph en eut une nouvelle, de près d'une heure, en présence du Père Lamormain. Le 11 août, les commissaires de l'Empereur, l'abbé de Kremsmünster, Nostiz et Questenberg se rendirent auprès de l'ambassadeur français, pour connaître ses propositions : Brulart les renvoya au Père Joseph. Celui-ci ne leur dit pas un mot de l'Allemagne : il concentra toute la discussion sur l'affaire de Mantoue, et eut soin d'en parler dans les termes qui devaient le moins blesser l'Empereur. Il reconnut de la manière la plus respectueuse tous ses droits sur les duchés d'Italie, allant même jusqu'à désapprouver le roi de France d'avoir négocié, sans l'autorisation impériale, un arrangement entre le duc de Nevers et le duc de Savoie. Il nia formellement que la

[1] Wallenstein n'avait pas encore été renvoyé.

[2] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 98 à 104.

[3] *Lettres de Richelieu*, t. III, p. 879 ; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 256.

[4] François Le Clerc, marquis du Tremblay, né en 1577, embrassa d'abord la carrière des armes. Après avoir fait une campagne, il entra, en 1600, à l'âge de vingt-deux ans, dans l'ordre des franciscains, et y obtint bientôt les premiers emplois. Le couvent qu'il dirigeait n'étant pas éloigné de l'abbaye des Roches, appartenant à l'évêque de Luçon, il fit connaissance avec ce prélat sous le ministère de Luynes. Richelieu, frappé des grandes qualités du Père Joseph, se l'attacha quand il fut ministre, et le chargea des affaires les plus importantes. Le Père Joseph mourut à Paris, le 17 décembre 1638.

France eût voulu contester la juridiction de l'Empire, et déclara que le duc de Nevers devait, avant tout, promettre respect, obéissance et soumission à son suzerain, et qu'alors seulement on lui accorderait l'investiture. L'Empereur, informé par ses commissaires que le Père Joseph concédait tout ce qu'il avait demandé, se déclara prêt à accorder l'investiture moyennant la simple formalité d'une amende honorable.

Les intérêts de l'Espagne n'étaient pas alors les mêmes que ceux de l'Autriche. L'Autriche désirait la paix avec la France, soit en Italie, soit ailleurs, afin de pouvoir concentrer toutes ses forces pour repousser l'invasion des Suédois. L'Espagne avait moins à craindre du roi de Suède, encore isolé dans le nord de l'Allemagne, que du duc de Nevers, dont les États touchaient au duché de Milan, et elle désirait continuer la guerre afin de s'emparer du Montferrat. Aucune des mesures prises par le duc de Nevers ne pouvait justifier l'invasion que le gouverneur de Milan et le duc de Savoie avaient faite dans ses États; aussi l'Empereur avait-il désapprouvé Cordova, en lui faisant observer qu'il commettait lui-même le crime de lèse-majesté qu'il reprochait à Nevers.

Malgré l'opposition de l'Espagne, dont l'influence était toujours grande à la cour de Vienne, les commissaires impériaux continuèrent à négocier. Ils se proposaient de signer une paix générale avec la France, afin de l'exclure des affaires d'Allemagne, et d'enlever son appui aux protestants et au roi de Suède. Mais les négociateurs français voulaient conclure la paix seulement pour l'Italie, et garder une complète liberté d'action en Allemagne[1].

Les négociateurs de l'Autriche demandèrent aux ambassadeurs français s'ils avaient des pouvoirs suffisants pour conclure une paix générale. Brulart répondit qu'il n'avait été envoyé que pour traiter des affaires d'Italie ; mais le Père Joseph, qui craignait peut-être une rupture, si l'on persistait à ne vouloir qu'une paix

[1] Dès 1625, Richelieu avait évité de s'engager ouvertement dans les affaires d'Allemagne, de peur que cela n'empêchât la France de faire séparément la paix pour l'Italie (RICHELIEU, *Mémoires*, t. II, p. 465). Il avait pour maxime que « quiconque entreprend deux grandes guerres à la fois se confie plus à son bonheur et à sa fortune qu'à sa conduite et à sa prudence ». (RICHELIEU, *Mémoires*, t. II, p. 526.)



partielle, ajouta que le Roi son maître conclurait bien volontiers une paix générale, qu'il allait lui demander les pouvoirs nécessaires pour cela, et qu'il convenait, afin de ne pas perdre de temps, de commencer à négocier sur les affaires d'Italie.

Le Père Joseph continuait à se montrer extrêmement coulant sur les conditions de la paix. Pour les termes de l'amende honorable, il s'en remettait à l'Empereur. L'investiture de Nevers, il la regardait comme une faveur impériale ; on pourrait ajouter seulement, pensait-il, qu'elle avait été accordée sur l'intercession du Pape et du roi de France. Quant à l'indemnité au profit des autres prétendants aux États de Mantoue, il offrait, comme on l'avait déjà fait, dix-huit mille florins par an à la Savoie, et cinquante mille couronnes, une fois données, au duc de Guastalla. En attendant qu'on se fût mis d'accord sur tous ces points, l'Empereur pourrait remettre le droit d'investiture entre les mains du Pape ou d'un autre prince, et la France évacuerait les places qu'elle occupait en Italie, même Pignerol.

Il était évident que le Père Joseph voulait terminer au plus tôt l'affaire de Mantoue, et les Impériaux, qui s'apercevaient de son désir, comptaient en profiter pour amener les ambassadeurs français à conclure une paix générale. Afin de pouvoir s'appuyer sur les électeurs, qui désiraient aussi cette paix générale, l'Empereur les mit, le 22 août, au courant des négociations. L'électeur de Trèves déclara qu'il trouvait les demandes de la France justes ; qu'il s'agissait uniquement de Mantoue, et que vouloir s'occuper d'autres questions, comme par exemple de celle des Trois-Évêchés, ce serait tout compromettre. L'invasion du roi de Suède ne permettant pas d'attendre, il fallait d'abord faire la paix avec la France en Italie. Les autres électeurs catholiques étaient du même avis, et les ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg, malgré quelques objections sur l'incompétence du collége électoral en pareille matière, étaient au fond d'accord avec eux. Le collége électoral conseilla donc à l'Empereur de négocier sur les bases présentées par les ambassadeurs français.

Le Père Joseph, se voyant appuyé par les électeurs, se montra plus exigeant dans la séance du 4 septembre. Il demanda que l'Empereur promît immédiatement l'investiture au duc de Nevers, et il déclara ne pouvoir négocier sur la paix générale sans en référer au Roi. Comme on objectait aux ambassadeurs fran-



çais qu'ils aggravaient leurs conditions, ils finirent par assurer, d'une manière vague, que le Roi, par lui-même ou par d'autres, ne voulait offenser en aucune façon ni l'Empereur, ni l'Empire; mais ils n'entendaient certainement pas s'engager par là à abandonner le roi de Suède. Les ambassadeurs laissaient aussi espérer, probablement sans y croire, que la France serait favorable à la paix générale; et, en même temps, afin d'obtenir quelque avantage en échange de leurs insinuations, ils demandèrent à l'Empereur un armistice en Italie, qui faciliterait les voies à la paix. Ferdinand y consentit et envoya des ordres en conséquence à Collalto. Mais le même jour, le 4 septembre, le représentant du Pape en Italie, Mazarin, qui travaillait aussi au rétablissement de la paix, avait de son côté obtenu des belligérants, à Rivalte, un armistice qui devait durer jusqu'au 15 octobre.

Les négociations continuèrent, et les ambassadeurs français les firent traîner en longueur jusqu'à la fin de l'armistice, afin de donner à l'armée française le temps de se renforcer en Italie, pour le cas où la paix ne serait pas signée et où il faudrait recommencer la guerre. Le 13 octobre 1630, deux jours seulement avant l'expiration de l'armistice, la paix pour l'Italie fut signée à Ratisbonne. Par ce traité, le duc de Nevers assurait l'Empereur de son dévouement, et l'Empereur promettait au duc de lui donner l'investiture de Mantoue et du Montferrat dans un délai de six semaines; si l'investiture n'avait pas lieu en fait dans ce délai, le duc serait considéré comme investi. Le duc de Nevers cédait seulement au duc de Savoie la ville de Trino avec un district rendant quinze mille écus d'or par an, et au duc de Guastalla quelques terres rapportant six mille écus. La France, de son côté, promettait de restituer toutes les places dont elle s'était emparée en Italie, même Pignerol, et l'Empereur s'engageait à évacuer les passages de la Valteline et des Grisons. Enfin, les Espagnols devaient rendre Casal au duc de Nevers quinze jours après l'investiture impériale. Pour les difficultés relatives aux Trois-Évêchés, leur solution était renvoyée à plus tard[1].

Cette paix avait été consentie par les ambassadeurs français,

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 105-127; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 309.



parce qu'ils avaient hâte de terminer la guerre d'Italie, afin de laisser à la France l'entière liberté de son action ailleurs; et par l'Empereur, parce qu'il comptait s'assurer ainsi l'appui de la Ligue contre la Suède, et surtout parce qu'il espérait que la France, une fois la paix conclue en Italie, ne ferait pas la guerre en Allemagne. Ferdinand, en effet, n'aurait pas signé une paix spéciale à l'Italie, s'il avait pensé que la France ne renonçait pas en même temps à toute idée d'agression contre lui en Allemagne. Il eut le tort de voir, à cet égard, une assurance suffisante dans l'article premier du traité, par lequel le Roi promettait d'une manière générale de n'offenser d'aucune manière ni l'Empereur, ni l'Empire, et de ne pas secourir leurs ennemis. Le Père Joseph lui avait bien déclaré qu'il n'avait pas de pouvoirs suffisants pour prendre cet engagement, mais Ferdinand désirait si vivement une paix générale avec la France, qu'il se contenta de la simple déclaration faite par le Père Joseph, qu'il croyait le Roi dans des dispositions pacifiques[1]. En définitive, la paix n'était conclue que pour l'Italie, et l'Empereur espérait que la France resterait neutre en Allemagne. Cette espérance était peu fondée, car elle ne reposait que sur une déclaration sans valeur.

L'Empereur, dans une lettre écrite au roi d'Espagne, le lendemain de la conclusion de la paix, indiquait lui-même les motifs qui l'avaient décidé à la signer : c'étaient les prières et les conseils du Pape; l'invasion du roi de Suède et la crainte de voir l'Allemagne protestante se soulever en sa faveur; la peste qui régnait en Italie, et la nécessité où il se trouvait d'en rappeler ses troupes, soit pour les sauver du fléau, soit pour les opposer à Gustave-Adolphe; enfin l'espoir de rétablir le catholicisme en Allemagne.

Le jour même de la signature, les électeurs écrivirent au roi de France pour lui demander de ratifier le traité. Louis XIII refusa. Les généraux d'Italie, de leur côté, refusèrent de l'observer. L'armistice conclu à Rivalte le 4 septembre devait finir le 15 octobre.

[1] On retrouve dans la conduite du Père Joseph l'application de ce précepte de Richelieu, qui dit, en parlant des gens avec qui l'on négocie : « Leur laisser espérer d'eux-mêmes ce qu'ils souhaitent outre la raison, sans qu'ils puissent croire qu'on leur ait rien promis, n'est pas un mauvais art de cour, dont on puisse blâmer ceux qui le pratiquent, mais jamais il ne faut promettre ce qu'on ne veut pas tenir. » (RICHELIEU, *Mémoires*, t. I, p. 111.)



a veille, le 14, Schomberg s'était déjà mis en marche pour aller secourir la citadelle de Casal, quand Mazarin essaya de le retenir en lui affirmant que des lettres, parties le 6 octobre de Ratisbonne, annonçaient que la paix était résolue : Schomberg refusa de s'arrêter. Le 20, comme il était déjà à Canale, Saint-Étienne, envoyé par les ambassadeurs français à Ratisbonne, lui annonça que la paix avait été signée le 13 octobre; mais Schomberg refusa encore de s'arrêter, parce que la paix n'était pas ratifiée, et parce qu'elle aggravait les conditions de l'armistice, en reculant de deux mois la restitution de Casal. En continuant à avancer jusque sous les murs de cette place, il obligea les Espagnols, le 26 octobre, par la crainte d'une bataille, à l'évacuer immédiatement.

Schomberg, par la promptitude de sa décision, la fermeté de son attitude, et en s'appuyant d'ailleurs sur les conditions de l'armistice, avait amélioré la situation de la France en Italie. Il avait été dans son droit en refusant d'observer une paix non ratifiée, et il n'avait fait d'ailleurs qu'assurer et avancer les résultats de la paix conclue.

Richelieu était aussi dans son droit, en rejetant un traité contenant des conditions que ses ambassadeurs déclaraient eux-mêmes n'avoir pas le droit d'accorder. Il refusa de le ratifier, parce qu'il contenait un article impliquant une paix générale, tandis que le Cardinal, en cessant la guerre en Italie, entendait conserver sa liberté d'action en Allemagne[1]. Il savait que, par suite du besoin que l'Empereur avait de ses troupes en Allemagne et de la pression exercée sur lui par les électeurs, la paix de Ratisbonne, quoique non ratifiée, serait exécutée par l'Empire en ce qui concernait l'Italie; et, en effet, cette paix fut définitivement maintenue, en ce qui concernait l'Italie, par le traité de Cherasco, du 6 avril 1631. Tout en désavouant ses ambassadeurs, Richelieu fut sans doute loin de les désapprouver au fond, car, en dépassant ses instructions, ils avaient précisément atteint le résultat qu'il poursuivait, c'est-à-dire séparé les affaires d'Italie de celles de

[1] D'après Hurter, Richelieu refusa la ratification, parce qu'il s'était engagé avec la Suède (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 222).
Voir la longue discussion de Heyne sur ce point (*Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 117 à 128); Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 320.



l'Allemagne. Il se garda bien de disgracier d'aussi habiles agents : il employa de nouveau le Père Joseph l'année suivante, et chargea Brulart de continuer les négociations à Vienne après la clôture de la diète de Ratisbonne.

Quant au Père Joseph, il ne peut pas être blâmé d'avoir outrepassé ses pouvoirs, alors qu'il déclarait à ceux avec qui il traitait qu'il les outre-passait; mais il eut le tort de laisser croire à l'Empereur que le roi de France ratifierait les engagements de ses ambassadeurs. Il devait savoir, en effet, que Richelieu, voulant rester libre en Allemagne, ne ratifierait pas des engagements qui lui enlevaient cette liberté.

En résumé, la France restait favorable à la Suède et en bons rapports avec les électeurs catholiques ; en paix du côté de l'Italie, elle conservait toute sa liberté d'action en Allemagne. L'Empereur, de son côté, en faisant la paix en Italie, s'était assuré l'alliance de la Ligue contre la Suède, mais il avait séparé sa cause de celle de l'Espagne en ne stipulant rien en faveur de cette puissance.

Quant au rôle joué par le Père Joseph à la diète de Ratisbonne, on en a singulièrement exagéré l'importance. On lui a attribué le renvoi de Wallenstein et le refus de l'élection du roi des Romains. La vérité est qu'il n'eut aucune part à ces deux événements. Les électeurs étaient décidés, avant l'arrivée des ambassadeurs français, à exiger le renvoi de Wallenstein, et à ne pas élire le fils de Ferdinand. On a dit que le Père Joseph empêcha cette élection en gagnant les électeurs de Saxe et de Brandebourg; mais ces deux électeurs avaient déjà résolu de s'y opposer. Leurs représentants à Ratisbonne ne prirent jamais le mot d'ordre des ambassadeurs français et n'eurent pas avec eux de relations spéciales, car on n'en découvre aucune trace dans la correspondance très-détaillée qu'ils entretenaient avec Dresde. Le rôle du Père Joseph se borna donc à la conclusion de la paix [1].

Libre désormais du côté de l'Italie, l'Empereur pouvait se tourner contre le roi de Suède, et il pouvait le combattre avec la Ligue, qu'il avait gagnée en renvoyant Wallenstein et en signant la paix. Gustave-Adolphe venait de débarquer le 4 juillet 1630. Il avait écrit plusieurs fois à l'Empereur en 1629, et aux électeurs en

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 134 à 137.



1630, pour se plaindre entre autres choses de ce que ses ambassadeurs n'avaient pas été admis aux négociations de Lübeck. Le collége électoral lui répondit le 10 août 1630 et réfuta tous ses griefs. L'électeur de Saxe lui-même consentit à signer cette réponse, tout en en trouvant le ton trop dur[1].

Les électeurs ne purent malheureusement pas s'entendre au sujet de l'édit de restitution. Les catholiques ne voulaient d'abord faire aucune concession sur ce point; mais ils furent bientôt obligés de se relâcher de cette rigueur à l'égard de la Saxe et du Brandebourg. Ils ne pouvaient, surtout depuis l'invasion des Suédois, exécuter l'édit contre les protestants qu'en renonçant à l'exécuter contre les deux électeurs, et en les séparant ainsi de leurs coreligionnaires.

Les catholiques choisirent, pour négocier sur ce point avec la Saxe, le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui, bien que luthérien, s'était toujours montré favorable à l'Empereur. Le 1er octobre 1630, le landgrave fit présenter à la chancellerie de Mayence un projet en trente-cinq articles, destiné à servir de première base aux négociations. La paix d'Augsbourg n'avait abandonné aux protestants que les biens ecclésiastiques envahis avant le traité de Passau (1552); le projet du landgrave leur abandonnait, en outre, tous ceux dont ils s'étaient emparés depuis le traité de Passau jusqu'à celui d'Augsbourg (1555). Toutes les exécutions commencées contre eux au sujet de ces biens devaient être pour le moment suspendues. Le projet faisait observer que cette concession, comme toutes celles de la paix de religion, ne devait profiter qu'aux seuls partisans de la confession d'Augsbourg, et il n'entendait désigner par là que ceux qui avaient adopté le formulaire de concorde, formulaire dressé par les luthériens en 1580 pour fixer les points sur lesquels ils différaient des calvinistes[2]. Le projet du landgrave de Hesse-Darmstadt favori-

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 140, 146, 155; Gfrörer, *Gustav-Adolph*, p. 539; *Mercure français*, t. XVI, p. 330.

[2] Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 216; Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 159 à 165.

D'après le projet, tous les biens ecclésiastiques médiats, c'est-à-dire non souverains, enlevés par les protestants depuis la paix de religion, devaient être restitués, comme les biens immédiats ou souverains : il ne faisait pas de distinction (Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 165 à 168).



sait en outre, d'une manière exceptionnelle, les électeurs de Saxe et de Brandebourg et le landgrave de Hesse-Darmstadt lui-même, en leur laissant pendant cinquante ans tous les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés, eux ou leurs prédécesseurs, non plus seulement jusqu'à la paix d'Augsbourg, mais jusqu'à l'année 1621. La fixation de cette dernière date enlevait l'archevêché de Magdebourg au duc Auguste, fils de l'électeur de Saxe, mais il devait en être dédommagé par la cession de quelques bailliages et par une somme d'argent[1]. L'abandon temporaire pendant cinquante ans équivalait, en réalité, à un abandon complet, en leur faveur, de tous les biens ecclésiastiques possédés par eux; car si l'on renonçait présentement à les leur réclamer, on devait à plus forte raison y renoncer plus tard.

Les catholiques refusèrent de faire les concessions générales demandées par le landgrave de Hesse-Darmstadt. Une contre-proposition, envoyée par le chancelier de Mayence (29 octobre), considérait la paix de religion comme la seule règle en cette matière, et l'édit de restitution, comme une mesure prise pour l'appliquer. Cette contre-proposition soutenait, en outre, que l'Empereur seul devait indiquer quels étaient ceux qui appartenaient à la confession d'Augsbourg. Quant aux concessions spéciales, la contre-proposition refusait d'en faire aucune au landgrave de Hesse-Darmstadt. Elle n'accordait la possession temporaire aux électeurs de Saxe et de Brandebourg que pour quarante ans au lieu de cinquante, avec la condition que les deux électeurs approuveraient tous les autres points de la contre-proposition, et qu'ils reconnaîtraient, de plus, les droits de l'Empereur sur l'électorat palatin, et par conséquent la translation qu'il en avait faite à la Bavière. Quant au prince Auguste de Saxe, la question de savoir s'il devait être dédommagé était réservée à la décision de l'Empereur et du chapitre de Magdebourg. En définitive, les catholiques ne consentaient à adoucir l'édit de restitution qu'à l'égard des électeurs de Saxe et de Brandebourg.

[1] D'après le projet, les cas contestés devaient être jugés, non plus par le conseil aulique, dont la plupart des membres étaient catholiques, mais par la chambre de justice, composée par moitié de catholiques et de luthériens (HEYNE, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 166).



Les différences qui existaient entre les propositions du landgrave de Hesse-Darmstadt et la contre-proposition de Mayence étaient trop considérables pour qu'il fût possible de s'entendre : les négociations furent rompues. Toutefois, dans les derniers jours que dura la diète de Ratisbonne, les protestants ayant prié les électeurs catholiques de s'entremettre pour arriver à un arrangement amiable, la chancellerie de Mayence répondit (12 novembre) que les électeurs catholiques, tout en ne voulant pas que l'on touchât au principe de l'édit, empêcheraient les excès dans l'exécution, et enverraient pour cela des représentants à Francfort, le 3 février de l'année suivante (1631).

Les principaux conseillers saxons pensèrent que leur maître devait se faire représenter à cette assemblée de Francfort, et ne pas se séparer, en cette occasion, des électeurs catholiques[1]. Jean-Georges ne voulut rien faire, sans s'être auparavant concerté avec l'électeur de Brandebourg, Georges-Guillaume. Celui-ci, dont les États se trouvaient immédiatement menacés par les Suédois, recherchait l'appui des princes protestants, surtout de l'électeur de Saxe, et demandait avec instance une réunion de ses coreligionnaires. Les deux électeurs eurent une entrevue à Annabourg à la fin du mois de décembre (1630). Les conseillers saxons combattirent, comme inopportune, l'idée d'une réunion spéciale des princes protestants. Le chancelier de Brandebourg Götze, au contraire, la conseilla. Il n'attendait rien de bon de l'assemblée de Francfort, parce que les catholiques ne voulaient pas retirer l'édit; et il était, en tout cas, indispensable de se réunir auparavant, afin de se mettre d'accord sur la conduite qu'on y tiendrait. L'électeur de Saxe se laissa gagner à l'avis de Götze, malgré l'opposition de ses conseillers, et il fut résolu qu'une assemblée des princes protestants aurait lieu avant celle de Francfort, et qu'elle se tiendrait à Leipzig le 6 février 1631.

En cherchant à grouper ainsi les forces protestantes, Jean-Georges abandonnait la politique qu'il avait suivie jusqu'alors. Après avoir longtemps marché d'accord avec l'Empereur, après s'être ensuite rapproché des catholiques pour obtenir le renvoi de Wallenstein, il commençait à se séparer à la fois de l'Empereur et des catholiques, afin de soustraire les protestants aux

[1] HEYNE, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 169.



conséquences de l'édit de restitution. Mais il était encore bien loin de songer à une alliance avec le roi de Suède[1].

En convoquant la diète de Ratisbonne, l'Empereur s'était proposé surtout de faire élire son fils roi des Romains; il n'en parla toutefois qu'après avoir promis de renvoyer Wallenstein. Ferdinand II espérait avoir gagné les électeurs par cette concession; mais il éprouva de leur part une opposition très-vive, et il échoua. L'Empereur ayant écrit de sa propre main, au commencement de septembre, aux deux électeurs protestants, pour leur recommander l'élection de son fils, Jean-Georges de Saxe lui répondit (7 octobre) qu'il ne pouvait rien décider sans ses collègues; qu'il fallait d'abord examiner si l'élection était nécessaire, et si l'on pouvait y procéder avec une liberté suffisante tant que l'armée n'aurait pas été licenciée. Le Brandebourg était d'accord avec la Saxe; les électeurs catholiques ayant fait des déclarations dans le même sens, l'élection dut être abandonnée[2].

Après avoir ainsi repoussé une demande qui intéressait surtout l'Autriche, les électeurs ne devaient pas en accueillir avec plus de faveur une autre à l'avantage presque exclusif de l'Espagne. Cette dernière puissance aurait voulu les faire intervenir dans sa guerre contre la Hollande. Mais la France soutenait les Hollandais comme elle avait soutenu le duc de Nevers, et les électeurs, qui tenaient à demeurer en paix avec la France, ne voulurent pas plus faire la guerre en Hollande qu'en Italie. Malgré les instances de l'Empereur, ils se bornèrent à inviter les Hollandais à évacuer le sol allemand, à condition que les Espagnols l'évacueraient aussi de leur côté[3].

De toutes les questions proposées à la diète, celle du Palatin fut la seule sur laquelle tous les électeurs se trouvèrent complétement d'accord avec l'Empereur. Ils consentirent à négocier avec les ambassadeurs de Frédéric V, mais en prenant pour base les préliminaires de Mülhausen (1627). D'après ces préliminaires, le Palatin devait renoncer à la Bohême et à la dignité électorale,

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 173 à 177.

[2] On a raconté que l'Empereur aurait dit, en parlant du Père Joseph : « Ce capucin m'a désarmé avec son scapulaire, et a mis dans son capuchon six chapeaux électoraux. » Ce récit paraît être complétement faux (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 285, note).

[3] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von 1630*, p. 179 à 185.



ainsi qu'à toutes ses alliances en Allemagne et hors de l'Allemagne, puis se soumettre et faire amende honorable. Moyennant ces conditions, l'Empereur le relèverait du bannissement, et lui rendrait une partie de ses États.

Ces propositions étaient appuyées par les deux électeurs protestants ; mais Frédéric refusait toujours de se soumettre. Un ambassadeur anglais, Robert Anstruther, accompagné du conseiller palatin Joachim Rusdorf, vint à Ratisbonne pour plaider sa cause. Il eut une audience de l'Empereur et des électeurs, et leur remit deux lettres du Palatin. Une commission de conseillers impériaux fut chargée de négocier avec le représentant de Charles Ier, mais on ne put s'entendre[1].

Le duc de Bavière aurait désiré, de son côté, obtenir des électeurs de Saxe et de Brandebourg qu'ils reconnussent la translation de la dignité électorale palatine à la Bavière. A la conférence de Mülhausen, les électeurs catholiques avaient demandé cette translation, mais les électeurs protestants s'y étaient opposés. On essaya de les gagner à Ratisbonne, en leur offrant d'adoucir l'édit de restitution. Rien ne fut décidé, et l'électeur de Saxe ne reconnut la translation que plus tard, en 1635, par le traité de Prague[2].

La diète de Ratisbonne n'améliora pas non plus la situation des ducs de Mecklenbourg. Les électeurs ne les soutinrent que faiblement, et se bornèrent à prier Ferdinand II de commencer à leur égard un procès régulier[3].

Le couronnement de la nouvelle impératrice, Éléonore de Mantoue, eut lieu à Ratisbonne le 7 novembre, suivant le cérémonial habituel ; les conseillers saxons et brandebourgeois refusèrent d'y assister[4]. Ferdinand II partit ensuite le 13 novembre[5]. La veille, la chancellerie impériale avait publié le décret ou recès

[1] Wolfgang-Guillaume, comte palatin de Neubourg, qui prétendait à l'héritage de l'électeur palatin, ne fut pas plus heureux (Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 187).

[2] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 185-188 ; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 258. (Voir cependant ci-dessus, p. 327.)

[3] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 188.

[4] Le *Mercure français* donne des détails sur ce couronnement, t. XVI, 2e part., p. 261.

[5] L'Empereur arriva à Vienne le 24 novembre 1630 (*Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 270).

contenant les décisions prises par l'Empereur et par la majorité du corps électoral. Les votes d'opposition des protestants n'y ayant pas été mentionnés, ces décisions furent présentées comme adoptées à l'unanimité. Ferdinand publia également le recès de la diète sans mentionner les oppositions, afin de lui donner plus de poids; mais, de peur sans doute de s'attirer une protestation formelle de la part de la Saxe et du Brandebourg, au lieu de le publier dans les formes ordinaires, il l'envoya seulement à ceux des électeurs qui lui en firent la demande [1].

La diète de Ratisbonne avait été plus favorable à la Ligue qu'à la maison d'Autriche. La Ligue avait imposé à l'Empereur le renvoi de Wallenstein et la paix avec la France en Italie, sans faire élire son fils roi des Romains. L'Empereur obtint le concours de la Ligue contre la Suède; mais les catholiques irritèrent les protestants en maintenant l'édit de restitution, et les disposèrent ainsi peu à peu à s'allier avec la Suède [2].

[1] Dans les patentes délivrées aux officiers, on fixa les droits qu'auraient les troupes, soit de la Ligue, soit de l'Empereur.

[2] Heyne, p. 190 et suiv.

Lettre d'un savant personnage à un ami, sur la diète de Ratisbonne (*Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 379).

Le texte du traité de Ratisbonne se trouve au *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 704.



APPENDICE

AU LIVRE PREMIER, CHAPITRE II.



APPENDICE

AU LIVRE PREMIER, CHAPITRE II.

SUR LA CONSTITUTION DE LA BOHÊME.

La constitution de la Bohême partageait le pouvoir législatif entre le Roi et la diète provinciale, et celle-ci se composait seulement de trois ordres, *Stände :* les seigneurs, les chevaliers et les villes royales. Le clergé n'y figurait plus comme ordre séparé, depuis le soulèvement des hussites. Les seigneurs, par leur haute position, et par leurs richesses dont une partie provenait des biens enlevés au clergé, avaient une grande influence sur la diète. Le droit de la convoquer, exercé jadis, soit par le Roi, soit par les ordres ou états, n'appartenait plus qu'au Roi depuis l'avénement de la maison de Habsbourg.

Le plus souvent les trois ordres délibéraient séparément, les seigneurs et les chevaliers au château du Hradschin, et les députés de la bourgeoisie au rathhaus ou hôtel de ville de l'Altstadt, l'une des trois villes dont se composait Prague. Il y avait donc trois curies, assemblées ou chambres. Certaines questions cependant étaient discutées en commun par les trois ordres réunis. Il n'était pas d'usage de voter dans le sein de chaque ordre : on s'entendait seulement sur les décisions à prendre. L'opposition de quelques membres n'empêchait pas la validité d'une décision



de la majorité ; les opposants, d'ailleurs, après avoir soutenu leur opinion, se ralliaient à ceux qu'ils n'avaient pu convaincre. A la suite de ces délibérations particulières, il y avait une assemblée générale de toute la diète, et l'on y votait par ordre. Il y avait par conséquent trois votes, et une décision de la diète ne pouvait être valablement prise qu'à l'unanimité des trois ordres ; l'opposition d'un seul ordre suffisait pour faire ajourner une proposition, mais cette opposition était rare.

L'initiative des lois appartenait au Roi et à la diète. A l'ouverture, qui avait lieu en assemblée générale, le Roi faisait connaître les questions sur lesquelles on devait délibérer : c'était ce que l'on appelait la *Proposition royale*. Il y avait ensuite habituellement, entre le Roi et la diète, un échange de lettres, quelquefois trois ou quatre réponses, ou répliques. Enfin, lorsque l'accord avait été établi, les décisions étaient portées sur un registre spécial des archives, *Landtafel,* et obtenaient par là force de loi. La diète exerçait son droit d'initiative des lois, en priant le Roi de mettre tel ou tel sujet au nombre de ses propositions. Cependant, à partir de la diète de 1609-1610, les ordres exercèrent directement le droit d'initiative ; leurs propositions n'étaient toutefois examinées qu'après celles du Roi.

Les diètes duraient en moyenne quatorze jours. Elles étaient convoquées tous les ans, sauf de rares exceptions ; dans les cas pressants, lorsqu'il fallait, par exemple, lever de nouveaux impôts pour faire la guerre aux Turcs, le Roi les convoquait deux ou trois fois par an.

La noblesse de Bohême, partagée en seigneurs et chevaliers, veillait avec un soin jaloux à ce qu'on ne créât pas parmi elle d'autres classes comme en Allemagne ; et si certains personnages portaient le titre de prince ou de comte, ils ne formaient pas pour cela d'ordre particulier, et ils figuraient dans celui des seigneurs. Le Roi pouvait accorder, suivant son bon plaisir, le titre de chevalier ; mais il ne pouvait conférer celui de seigneur qu'avec le consentement de la haute noblesse, et les nouveaux anoblis n'avaient un rang égal à celui des autres nobles qu'après trois générations.

A l'époque de la guerre de Trente ans, le nombre des familles nobles de Bohême était moindre qu'au moyen âge ; il n'y en avait pas plus de quatorze cents, dont deux cent cinquante de



seigneurs et onze cent cinquante de chevaliers. Ces quatorze cents familles avaient conservé leur position, parce qu'elles possédaient des biens-fonds ; celles qui n'en possédaient pas ne se distinguaient plus du peuple. C'était donc seulement en qualité de propriétaires fonciers que les chefs de ces quatorze cents familles avaient le droit d'assister aux diètes ; ils pouvaient tous y figurer individuellement, mais, en fait, leur nombre y était toujours assez restreint. Les diètes ne comptaient habituellement pas plus de cent membres, y compris les députés des villes ; celle de 1609, et ce fut la seule, en eut deux cents. C'est que le voyage et le séjour à Prague entraînaient de grands frais. Dès le quinzième siècle, les chevaliers de chaque cercle avaient pris l'habitude de se faire représenter par quelques-uns d'entre eux, dont ils payaient le voyage et le séjour ; quant aux seigneurs, plus riches que les chevaliers, ils assistaient ou non à la diète, mais ne nommaient pas de députés.

Le nombre des villes royales s'élevait à quarante-deux[1] ; elles envoyaient chacune à la diète deux ou trois députés, élus par leurs conseils municipaux, *Stadträthe*. Le plus souvent, il n'y avait guère qu'un tiers de ces villes qui se fissent représenter ; les autres, par économie, s'en dispensaient. Les députés des trois villes dont se composaient Prague, *Kleinseite, Neustadt* et *Altstadt,* exerçaient une grande influence sur les délibérations de l'ordre des villes.

Pendant les cent vingt années qui précédèrent la guerre de Trente ans, les villes royales avaient eu à lutter, soit contre la noblesse, pour conserver leur droit de former le troisième ordre dans les diètes, soit contre le Roi, pour maintenir leurs libertés. Entraînées en 1547 dans une révolte contre Ferdinand Ier, elles en perdirent une partie. Chacune avait un juge royal, chargé de surveiller l'administration de la justice, de défendre les droits du Roi, et d'exercer une sorte de police. Les conseils municipaux gouvernaient les villes, et entraient dans la composition des tribunaux ; ils étaient nommés, non par les habitants, mais par le Roi, qui les choisissait parmi les bourgeois les plus distingués, et habituellement pour un an.

[1] Les autres villes appartenaient à la noblesse ou au clergé, et n'étaient pas représentées ; il y en avait sept cent quatre-vingt-deux. Les villes possédaient en tout quatorze mille maisons, dont quatre mille à Prague.



Quant aux paysans, il ý en avait de deux sortes. Il existait, en Bohême, quatre cent cinquante familles de paysans libres et propriétaires, qui ne devaient aucune redevance à des seigneurs, et qui payaient seulement les impôts établis par les états. Ils n'étaient cependant pas représentés à la diète, et ne rentraient dans aucun des trois ordres. Les autres étaient, pour la plupart, serfs et sujets des nobles, du clergé ou du Roi. Au moyen âge, avant la guerre de Trente ans, leur situation fut meilleure que pendant les deux siècles qui suivirent, même après l'abolition du servage. Ainsi, en ce qui concernait les journées de travail à fournir par année, ils n'en devaient à leurs seigneurs que huit ou dix, avant la guerre de Trente ans ; ils en durent soixante-quinze après cette guerre. Pour la justice, elle était rendue, au seizième siècle, par des tribunaux, dont les membres, c'est-à-dire un président qui avait le titre de juge et douze jurés, étaient nommés par les seigneurs, mais pris exclusivement parmi les bourgeois des petites villes et parmi les paysans. Ces tribunaux, dont la juridiction s'étendait au civil et au criminel, comprenaient dans leur ressort plusieurs petites villes et des villages; les jurés, nommés pour un an, avaient en outre la surveillance des mœurs. Au dix-huitième siècle, au contraire, les paysans furent jugés uniquement par des agents des seigneurs.

Chaque paroisse avait de plus un conseil de douze paysans, appelés *Pères de l'Église,* et nommés par le Roi pour un an. Ce conseil administrait les revenus de la paroisse, surveillait l'assistance aux offices et punissait ceux qui y manquaient.

Les paysans possédaient trois dixièmes des terres de Bohême; les seigneurs, les chevaliers et les villes, entre eux, six dixièmes, et le Roi, un dixième. Le clergé ne conservait plus que des débris de son ancienne fortune.

A l'époque où éclata la guerre de Trente ans, le royaume de Bohême, quoique moins prospère qu'au moyen âge, au temps de Charles IV [1], l'était encore. On peut évaluer sa population d'alors à

[1] La Bohême souffrit des guerres du quinzième siècle (Gindely, *Geschichte des bömischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 159).

On ignore quel était le nombre des catholiques au commencement de la guerre de Trente ans; les estimations varient du 5e au 15e. 19/20es de la noblesse auraient été protestants ou utraquistes. (Gindely, t. I, p. 151.)

deux millions et demi d'habitants [1]; c'était surtout par sa richesse qu'il l'emportait sur les autres possessions de la maison de Habsbourg ; il figurait en effet pour plus d'un tiers dans l'ensemble des revenus de cette maison ; aussi disait-on que l'Autriche tirait ses soldats de la Hongrie et son argent de la Bohême [2]. On comprend donc facilement le désir qu'avaient les archiducs d'assurer à leur famille la possession d'un royaume aussi important et aussi riche.

[1] Deux millions deux cent cinquante mille Tchèques et deux cent cinquante mille Allemands. (Voir ci-dessus, p. 82.) La population de la Bohême est actuellement de cinq millions d'habitants, dont trois millions de Tchèques et deux millions d'Allemands (*Almanach de Gotha*, 1876, p. 485).

[2] Gindely, *Geschichte des bömischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 136 à 156.

TABLE DES CHAPITRES

DU TOME PREMIER

LIVRE PREMIER

PÉRIODE PALATINE

1618–1623

LIVRE SECOND

PÉRIODE DANOISE

1623–1630

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

LIVRE PREMIER

PÉRIODE PALATINE

1618-1623

CHAPITRE PREMIER

LA PAIX D'AUGSBOURG ET LES ORIGINES DE LA GUERRE DE TRENTE ANS.

1555-1618.



CHAPITRE II

RÉVOLUTION DYNASTIQUE DANS LA MAISON D'AUTRICHE.

1576-1618.



CHAPITRE III

LA DÉFENESTRATION DE PRAGUE.

1618.



CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE GUERRE DE BOHÊME.

1618-1619.

CHAPITRE V

ÉLECTION DE FERDINAND II A L'EMPIRE.

1619.



CHAPITRE VI

FRÉDÉRIC V EST ÉLU ROI DE BOHÊME, ET BETHLEN, ROI DE HONGRIE. RÉSISTANCE DE L'ARCHIDUCHÉ D'AUTRICHE.

1619-1620.

CHAPITRE VII

TRAITÉS DE MUNICH ET D'ULM.

1619-1620.



CHAPITRE VIII

LES ARMÉES ALLEMANDES.

TILLY ET L'ARMÉE BAVAROISE. — CAMPAGNE DE BOHÊME. BATAILLE DE LA MONTAGNE-BLANCHE (WEISSENBERG).

1620.

CHAPITRE IX

SOUMISSION DE LA BOHÊME ET DE LA HONGRIE.

1620-1621.



CHAPITRE X

MANSFELD. — CAMPAGNE DU HAUT PALATINAT.

1621-1622.



CHAPITRE XI

CAMPAGNE DU BAS PALATINAT. CHRISTIAN D'HALBERSTADT, MANSFELD, LE PALATIN, LE MARGRAVE DE BADE. — BATAILLE DE WIMPFEN ET DE HÖCHST, SIÉGE DE HEIDELBERG.

1622.

CHAPITRE XII

TRANSLATION DE L'ÉLECTORAT PALATIN A LA BAVIÈRE.

1623.

LIVRE SECOND

PÉRIODE DANOISE

1623-1630

CHAPITRE PREMIER

CAMPAGNE DE WESTPHALIE;
MANSFELD ET HALBERSTADT, BATAILLE DE STADTLOHN,
COMBAT DE FRIESOYTHE. — BETHLEN GABOR.

1623.

CHAPITRE II

LA VALTELINE. — LE MARIAGE ESPAGNOL.

1620-1625.

CHAPITRE III

COMMENCEMENT DE LA GUERRE AVEC LE DANEMARK.

1624-1625.



CHAPITRE IV

WALLENSTEIN. — BATAILLES DE DESSAU ET DE LUTTER.
MORT DE MANSFELD.

1626.



CHAPITRE V

CAMPAGNE DE DANEMARK.

1627.



CHAPITRE VI

LE SIÉGE DE STRALSUND ET LA PAIX DE LÜBECK.

1628-1629.



CHAPITRE VII

L'ÉDIT DE RESTITUTION.

1629.

CHAPITRE VIII

LA RÉFORME CATHOLIQUE EN BOHÊME ET DANS LES AUTRES ÉTATS HÉRÉDITAIRES.

1620-1628.



CHAPITRE IX

LA GUERRE DE MANTOUE ET L'AFFAIRE DE VERDUN.

1629-1630.



CHAPITRE X

LA DIÈTE DE RATISBONNE.

1630.



APPENDICE

AU LIVRE PREMIER, CHAPITRE II.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE H. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

ERRATA

Page 48,	ligne 21,	*au lieu de :*	1810,	*lisez :*	1610.
— 69,	— 11,	—	de la monarchie,	—	à la monarchie.
— 71,	— 35,	—	1626,	—	1526.
— 72,	— 37,	—	1817,	—	1617.
— 74,	— 17,	—	23 mai,	—	23 mars.
— 140,	— 16,	—	quatre voix,	—	trois voix.
— 155,	— 16,	—	21 septembre,	—	12 septembre.
— 181,	— 13,	—	20 décembre,	—	10 décembre.
— 185,	— 29,	—	12 novembre,	—	18 novembre.
— 209,	— 18,	—	sur,	—	contre.
— 273,	— 34,	—	maisons,	—	environs.
— 287,	— 4,	—	un aigle,	—	une aigle.
— 322,	— 26,	—	ils l'engagèrent,	—	elle l'engagea
— 332,	— 20,	—	octobre 1623,	—	octobre 1622.
— 350,	— 11,	—	1625,	—	1626.
— 385,	— 3,	—	8 mai,	—	27 mai.
— 423,	titre courant	—	lenstein,	—	Wallenstein.
— 437,	— 3,	—	12 mai,	—	22 mai.
— 457,	— 3,	—	12 mai,	—	22 mai.
— 510,	— 12,	—	20 juin,	—	28 juin.
— 567,	— 8,	—	21 septembre,	—	12 septembre.
— 567,	— 23,	—	20 décembre,	—	10 décembre.
— 574,	— 17,	—	1625,	—	1626.
— 576,	— 37,	—	8 mai,	—	27 mai.
— 577,	— 37,	—	novembre 1626, juin 1626, *lisez :* novembre 1627, juin 1627.		
— 579,	— 3,	—	12 mai,	—	22 mai.



